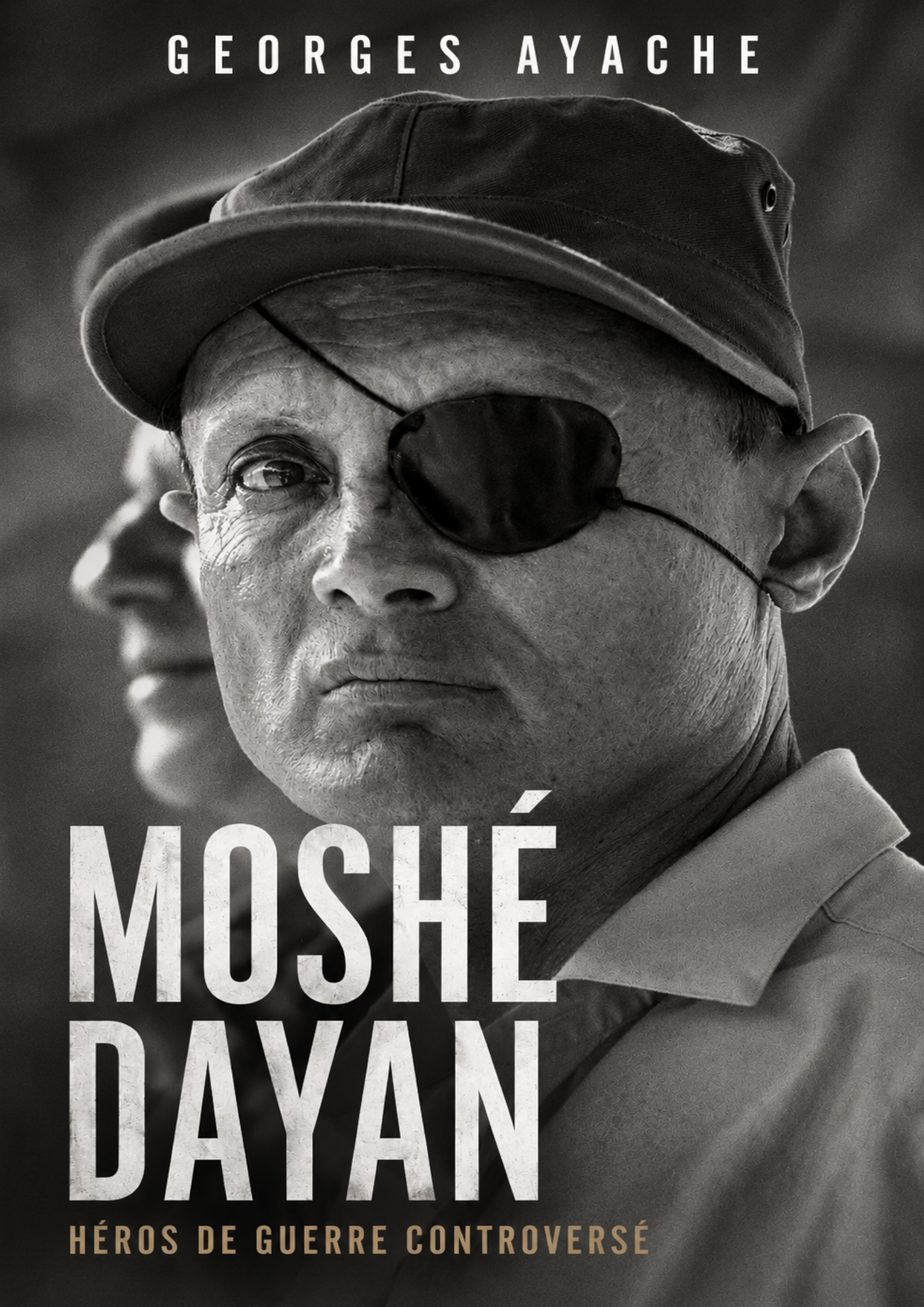
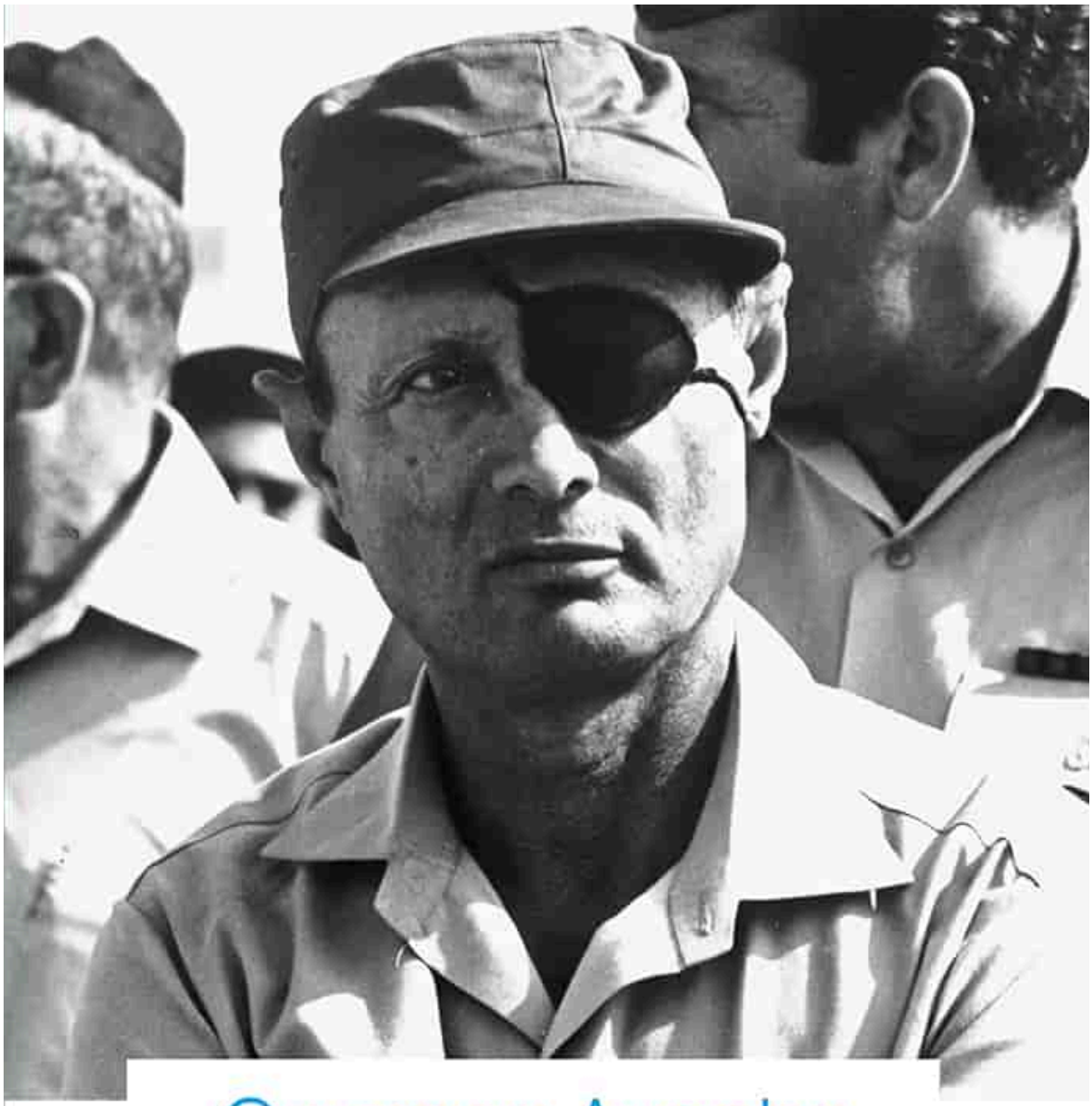
GEORGES AYACHE



# MOSHÉ DAYAN

## HÉROS DE GUERRE CONTROVERSÉ



Georges Ayache

# Moshe Dayan

## Héros de guerre et politicien maudit

PERRIN
biographie

Georges Ayache

# MOSHE DAYAN

## Héros de guerre et politicien maudit

PERRIN

# Du même auteur

*La Chute de Nixon*, Perrin, 2020.
*Les Douze Piliers d'Israël*, Perrin, 2019.
*Joe Kennedy. Le pouvoir et la malédiction*, Perrin, 2018.
*Kennedy. Vérités et légendes*, Perrin, 2017.
*Les Présidents des États-Unis*, Perrin, 2016.
*Le Retour du général de Gaulle, 1946-1958*, Perrin, 2015.
*Frank Sinatra. La voix de l'Amérique*, Perrin, 2014.
*Kennedy, Nixon : les meilleurs ennemis*, Perrin, 2012.
*1914, une guerre par accident*, Pygmalion, 2012.
*Une histoire américaine : Frank Sinatra, Dean Martin, Sammy Davis Jr., Joey Bishop, Peter Lawford*, Choiseul éditions, 2010.
*Israël, la naissance de l'État des Juifs*, Le Rocher, 2008.
*Dictionnaire biographique des relations internationales*, avec Pascal Chaigneau, Economica, 2007.
*La Conquête de l'Est. La France dans le nouvel ordre international*, Calmann-Lévy, 1991.

© Perrin, un département de Place des Éditeurs, 2021

92, avenue de France
75013 Paris
Tél. : 01 44 16 08 00

ISBN : 978-2-262-08068-6

« Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre, est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales. »

Couverture : Le général Moshe Dayan aux Jeux olympiques de Munich, 1972.
© DPA/Bridgeman Images

# Sommaire

Couverture

Titre

Du même auteur

Copyright

Avant-propos

1. Un solitaire ambitieux

*Sous le signe du kibboutz*

*Les premières armes*

*Dans les rangs de la Haganah*

2. La naissance d'un chef

*À l'école de Wingate*

*L'appel d'une destinée*

*Les vertus d'un drame*

3. La légende en marche

*Le protégé de Ben Gourion*

*Carte 1. Guerre d'indépendance (été 1948)*

Ramatkal

*Le chef-d'œuvre de la campagne du Sinaï*

*Carte 2. Campagne du Sinaï (octobre-novembre 1956)*

4. L'homme providentiel

*La première star d'Israël*

*Ministre de l'eau et des tomates*

*Le héros paradoxal*

*Carte 3. Guerre des Six Jours (juin 1967) – Front sud*

*Carte 4. Guerre des Six Jours (juin 1967) – Fronts nord et centre*

5. *Sic transit gloria mundi…*

*Le maître des territoires*

*L'impuissance de la victoire*

*Désillusions*

6. L'aura fracassée

*Kippour fatal*

*La fin du Troisième Temple ?*

*Le bouc émissaire*

7. Dans la peau du diplomate

*Le pestiféré*

*La paix du guerrier*

*La dernière bataille*

Épilogue

Bibliographie

Notes

Index

# Avant-propos

Rares dans l'Histoire sont les hommes dont l'existence s'identifie à celle de leur peuple, ceux qui, sans même en avoir vraiment conscience, conjuguent leur vie personnelle avec le destin d'une nation, quitte à en épouser les travers et les contradictions. Sans conteste, Moshe Dayan fait partie de ces êtres hors normes dont la carrière éclaire l'identité et renvoie aux symboles collectifs d'un pays. Son histoire d'homme se confond avec celle d'Israël, du moins avec les premières décennies, héroïques et flamboyantes, de cet État.

Rétrospectivement, il s'agit moins de s'en étonner que de se demander comment, en fin de compte, il aurait pu en être autrement. Fondateur inspiré

de l'État d'Israël, David Ben Gourion disait de Moshe Dayan qu'il était « taillé dans un matériau biblique ». Le « Vieux », comme on le surnommait, n'avait pourtant pas l'éloge spontané ou fleuri. Voyait-il en lui un héritier en ligne directe de Shimon Bar Kokhba, le chef légendaire de la révolte juive contre l'occupation romaine ? C'est bien possible, encore que l'hommage du mentor à celui qui fut longtemps son protégé s'étendît bien au-delà de cette comparaison.

Réfractaire à la linéarité, l'Histoire se complaît parfois dans les détours ou les paradoxes à la mesure des hommes, souvent complexes, qui la font. L'histoire du sionisme, de ceux qui le pensèrent à ceux qui l'orientèrent, n'y fait guère exception. Qui aurait pu prédire que Moshe Dayan, sabra[1] né en haute Galilée dans le premier kibboutz en terre ottomane, allait avoir un destin hors du commun ? Presque ordinaire, sa généalogie remontait à l'Ukraine tsariste de l'antisémitisme et des pogromes. Les Dayan étaient de ces familles ayant réussi à échapper au pire par la vertu d'une *aliyah*[2] qui les avait conduites en *Eretz Israel*[3], la « Terre d'Israël » rebaptisée « Palestine » depuis le temps des Romains. Quant à son éducation, elle avait été sacrifiée au gré d'une vie familiale déséquilibrée et de priorités sociales qui dirigeaient alors davantage la jeunesse sioniste vers le travail des champs que vers l'érudition livresque. Rien *a priori* ne pouvait donc entraîner Moshe Dayan sur les voies de l'exception. Sauf que le héros, dans l'Histoire, procède d'une alchimie mystérieuse qui est la rencontre entre une volonté individuelle et son temps. Vénéneuses, violentes, apocalyptiques même, les années trente et quarante préfiguraient déjà le malheur. Des années disruptives qui affolaient la boussole de l'Histoire, mais savaient distinguer les leaders et les comparses. Des moments qui élisaient les âmes fortes et les caractères bien trempés. La guerre et la Shoah faisaient indéniablement partie de ces temps si singuliers. Bien sûr, cela n'eût pas suffi s'il n'était apparu au même moment des individus prêts à émerger afin de s'imposer à la multitude. Des êtres déjà programmés ou, à l'inverse, se révélant dans l'instinct et l'improvisation. « Héros », « hommes indispensables », « êtres d'exception », peu importe au demeurant la façon dont on les désigne. Sans en avoir d'emblée conscience, Moshe Dayan était bien de ce genre d'hommes.

Un peu rêveur, bucolique ou ombrageux selon les moments – solitaire, épiloguera plus tard Ben Gourion, incomparablement courageux mais solitaire[4] –, perpétuellement sur la réserve, il se surprit sans doute lui-même

à mordre à belles dents dans une époque porteuse d'opportunités encore insoupçonnables. Ce n'était pas que ce garçon sur son quant-à-soi, apprivoisant la solitude, eût été spécialement taillé pour l'aventure ou pour quelque avenir glorieux qui lui aurait été promis. D'ailleurs, que pouvait espérer raisonnablement un jeune fermier à peine dégrossi dont l'horizon tangible était son lopin anonyme de Nahalal, au fin fond de la vallée de Jezréel ? Au-delà de toute espèce de déterminisme, le jeune Moshe pressentait que son destin serait différent. Il annonçait alors par bravade à ses petits camarades d'école qu'il « irait voir la Terre entière » quand il serait grand. Il n'aurait su dire comment ou pourquoi, mais il avait en lui la volonté, voire cet égotisme forcené sans lesquels les grands hommes peuvent rarement s'affirmer.

La montée des périls menaçant la communauté juive de Palestine, au mitan des années trente, fit office de catalyseur. Le garçon réservé et peu sociable, mal considéré au kibboutz parce qu'il était individualiste, parce qu'il écrivait des poèmes en cachette et aussi parce que son propre père n'y était guère apprécié, se découvrit meneur d'hommes. Une découverte subite, inattendue, mais cruciale. Paradoxale aussi, pour celui qui cultivait l'indifférence aux autres et l'anticonformisme non par provocation mais comme l'expression spontanée d'une nature profonde. Dayan aimait commander. Être chef ne s'apprend pas et ressort davantage de l'inné que de l'acquis. Son inné à lui fut d'abord un courage physique et une témérité qui impressionnèrent tous ses contemporains. Cet homme ignorait la peur d'une façon presque anormale. Il n'est guère surprenant qu'il ait été suivi et célébré, même si l'admiration qu'on lui vouait tenait davantage du respect que de l'amour ou d'une affection véritable. L'inné renvoyait également à un caractère complexe, tourmenté, presque impossible à déchiffrer. Durant toute son existence, Dayan restera une énigme que symbolisera le bandeau noir recouvrant son œil gauche perdu durant la Seconde Guerre mondiale. Ce bandeau constituera une épreuve permanente, mais aussi sa marque distinctive, son emblème. Le signe indubitable du courage, de la résilience et du volontarisme de l'Israël moderne des origines.

Comment Ben Gourion, si souvent lucide sur les hommes, aurait-il pu se tromper ? Comment aurait-il manqué de déceler chez ce sabra impétueux le modèle du Juif nouveau, ce « nouvel Hébreu » qui était la raison d'être de l'État d'Israël, à l'opposé de l'« ancien Juif » de la Diaspora ? Comment le leader visionnaire n'aurait-il pas eu toutes les indulgences pour ce Moshe Dayan qui défrayait si fréquemment la chronique en raison de ses infidélités

conjugales ou de son appropriation indue de trouvailles archéologiques ? S'il ne fut pas à l'origine de l'entrée de Dayan dans le métier des armes, Ben Gourion fut celui qui sut l'y maintenir avant de lui ouvrir la carrière des honneurs. Une carrière menée au pas de charge : major, colonel, puis général à trente-quatre ans dans une jeune armée d'Israël qui n'était pas sans rappeler l'armée napoléonienne, du moins celle du temps où Napoléon s'appelait encore Bonaparte.

Couvé par Ben Gourion, Dayan incarna, pour les Israéliens et pour beaucoup d'autres encore, le héros absolu. Sa campagne magistrale dans le Sinaï en 1956, puis la guerre des Six Jours en 1967 firent de lui une icône intouchable. Elles lui offrirent un niveau de popularité qu'aucun leader en Israël, militaire ou civil – sauf peut-être Ben Gourion –, n'avait connu auparavant. Une popularité irrésistible qui procédait d'une combinaison que Dayan maîtrisait à merveille, celle de l'autorité et de la séduction. Populaire et glorieux, il sera inévitablement jalousé, à l'instar de ces hommes qui rayonnent au vu et au su de leurs semblables. Il sera aussi dénigré par les hauts gradés, qui le tenaient pour un stratège médiocre mais surtout pour un marginal atypique, incontrôlable et, partant, dangereux. Enfin, il sera vilipendé par les civils antimilitaristes qui s'effarouchaient de ce que le sionisme ne fût dévoyé par l'esprit de la victoire et de la conquête. Sans doute Dayan, qui se souciait du qu'en-dira-t-on comme d'une guigne, estimait-il qu'il s'agissait là du prix à payer pour mener sa vie d'homme indépendant. Préserver sa liberté d'action au sein d'une hiérarchie aussi rigide que celle de l'armée n'était pas chose aisée. Mais ses triomphes militaires successifs devaient légitimer avec éclat son originalité ainsi que la marge de manœuvre qu'il revendiquait, au risque de choquer ou de scandaliser.

Dayan était de la trempe des légendaires Patton ou MacArthur et cultivait sa singularité aux lisières de l'acceptable ou du politiquement correct. Il aurait pu s'en tenir là et continuer à défier les conventions, fort de son immense prestige. Toutefois, la vie d'un héros de guerre n'est pas aussi simple, une fois les armes remisées. Dayan choisit la politique. Il ne fut pas le seul parmi les officiers supérieurs de l'armée israélienne à faire ce choix. Finalement, ce sera sa perte.

Le Dayan politicien ne possédait pas, et de loin, les qualités du Dayan militaire. Le sens de l'initiative et de l'anticipation, la prise de risques qui caractérisaient le chef de guerre faisaient défaut au dirigeant politique. Pire encore, jusque-là dissimulés sous l'autorité et l'uniforme, les défauts de son

caractère ressortirent impitoyablement du civil qu'il était devenu. On vit alors en lui un homme timoré, indécis et peu enclin à assumer ses responsabilités. Aussi cruelle qu'inattendue, la sanction tombera d'une guerre à l'autre : la guerre des Six Jours, en 1967, avait été son Capitole, celle de Kippour, en 1973, sera sa roche Tarpéienne. Dayan le héros endossa brutalement le rôle du pestiféré et se vit rejeté et même insulté avec une brutalité peu commune. Idole sanctifiée et vénérée par les Israéliens, il se retrouva cloué au pilori avec la même unanimité.

Le destin de Dayan garde ainsi un arrière-goût amer d'inachevé. Sans être complètement ratée, sa carrière politique ne lui permit pas d'atteindre les sommets auxquels il semblait promis. Après lui, d'autres généraux versés en politique, parmi lesquels Yitzhak Rabin ou Ariel Sharon, connaîtront la consécration suprême. Tel n'est pas le moindre paradoxe de cet homme doué et charismatique dont la frustration et le discrédit finirent par prendre le pas sur la gloire.

# 1

# Un solitaire ambitieux

Kinneret, 1909. D'une certaine façon, tout avait débuté en ce lieu oublié de l'Empire ottoman au débouché méridional du lac de Tibériade, à l'endroit même où le Jourdain reprend son cours linéaire avant de se jeter dans la mer Morte. C'est là que l'histoire du sionisme avait commencé à prendre forme et, au-delà, celle de l'État des Juifs dont avait tant rêvé Theodor Herzl.

En ce lieu inhospitalier s'étaient réunis des pionniers venus des confins de la Russie tsariste. Rescapés des pogromes qui avaient décimé les communautés juives, ils débordaient d'enthousiasme et avaient entrepris de

réfléchir à leur nouvelle vie. Un futur certes encore hypothétique mais qui, du tréfonds de leur volontarisme, ne pouvait qu'être radieux. Qu'importait l'environnement hostile avec ses terres insalubres – deux cents mètres en dessous du niveau de la mer –, ses étés torrides, ses nuées de sauterelles et ses essaims de moustiques porteurs de fièvres et de la malaria tant redoutée. Ils étaient « montés » en Eretz Israel dans le fil de la seconde *aliyah* – entre 1903 et 1914 –, la dernière vague d'immigration en date. À peine arables, les terres qu'ils cultivaient représentaient néanmoins le royaume de leurs rêves. C'était *leurs* terres, grâce en fût rendue au Fonds national juif[1] qui les avait achetées à leurs propriétaires arabes avant d'en concéder l'usage à ces pionniers. Au même moment, plus au sud, d'autres sionistes[2] travaillaient à fonder une ville nouvelle sur des parcelles désolées face aux quartiers arabes de Jaffa. Ils avaient décidé de l'appeler Tel-Aviv, la « colline du Printemps[3] ».

Mais là, en milieu rural, sur la rive orientale du Jourdain, les pionniers s'échinaient plutôt à concevoir une organisation conforme à leurs valeurs d'efficacité et de dignité : cultiver la terre du mieux possible afin de pouvoir en vivre hors de toute exploitation de l'homme par l'homme. Parmi ces nouveaux venus en « mer de Galilée[4] », peu nombreux étaient ceux à avoir déjà entendu le nom d'Aaron David Gordon.

Philosophe, ce quinquagénaire respectable, dont la barbe blanche rappelait celle du grand Tolstoï, fut le premier à aborder sérieusement la signification idéologique d'un sionisme de terrain. Pour Gordon, les malheurs de la Diaspora découlaient des interdits qui avaient privé les Juifs, des siècles durant, de toute possibilité de travail créatif. L'*aliyah* était précisément la voie devant permettre de s'affranchir de ce ghetto et de casser l'image réductrice du Juif usurier ou violoniste de *klezmer*[5]. Le travail de la terre n'était pas seulement le moyen privilégié de la libération nationale, il était aussi la condition d'une certaine élévation spirituelle. Beaucoup d'immigrés de la seconde *aliyah* véhiculaient les idéaux sociaux, socialisants, voire anarchisants, de leurs milieux d'origine. Chez eux, en Europe orientale, ils avaient adhéré avec enthousiasme aux conceptions des *Hovevei Sion* (« Amants de Sion[6] ») ou à celles, plus collectivistes encore, du parti de l'*Hapoël Hatzaïr* (« Le Jeune Travailleur »). Il n'était donc pas surprenant que la tendance dominante en Palestine privilégiât des formes communautaires d'implantation.

Pour la toute première fois, en cette année 1909, apparut le vocable de « *kvoutza* », signifiant le « groupe » ou l'« association » en hébreu. Peu après, des immigrants roumains originaires de Russie blanche entreprirent de passer à l'action. Ils s'en allèrent fonder une communauté un peu plus loin que Kinneret, sur des terres situées à Oum-Ghani. Quasiment biblique, le site était connu par la Mishna et par la littérature rabbinique sous le nom de Kfar-Goun. Un dénommé Yossef Bossal était la personnalité marquante – dans cette atmosphère égalitariste, il ne pouvait être question de « chef » – de cette *kvoutza*, la première du genre, qui ne comprenait à l'origine qu'une douzaine de membres. Ceux-ci la baptisèrent Degania, d'après les cinq espèces de céréales (*dagan* en hébreu) qu'ils comptaient cultiver. Aucun d'entre eux ne pouvait alors imaginer que Degania serait considérée plus tard comme la « mère des kibboutzim ». D'autres les rejoignirent peu après. Parmi ces nouveaux arrivants, un pionnier ne devait pas tarder à alimenter les conversations de la *kvoutza*. Il s'appelait Shmuel Dayan.

## Sous le signe du kibboutz

L'homme était controversé. Était-ce parce qu'il brandissait trop volontiers sa qualité de *tzaddik*[7], c'est-à-dire de « Juste » ? Il est vrai qu'à Zaskow, en Ukraine, les ascendants de Shmuel se targuaient d'appartenir à l'« aristocratie hassidique », faute d'être parvenus à s'extirper de la pauvreté. D'une génération à l'autre, ils monopolisaient la charge de *dayan* (juge hébraïque), une appellation qui s'était substituée avec le temps, et sans qu'on ne sache trop comment, à leur patronyme d'origine. Dès son arrivée à Degania en 1911, Shmuel Dayan fut tenu pour un homme orgueilleux et hautain. Trois ans plus tôt, accompagné de son frère et de sa sœur, il avait débarqué à Jaffa en provenance d'Odessa. Depuis lors, comme tous les nouveaux immigrés, il avait erré d'un petit boulot à un autre. Le fait est qu'une fois en Palestine, « il avait abandonné sa mentalité diasporique comme une vieille chaussette[8] ».

Shmuel Dayan ne rechignait pas à la tâche dans les champs, pas plus qu'il ne passait son tour lorsqu'il s'agissait de monter la garde à cheval, comme tout membre du HaShomer[9]. Il n'était cependant guère apprécié au sein d'une *kvoutza* dont le credo égalitariste conduisait tout autant à se défier des arrivistes qu'à vénérer les travailleurs de la terre. Pour beaucoup, Dayan

n'était qu'un individualiste, exhibant un peu trop ostensiblement son niveau d'instruction et se poussant du col aux assemblées de communauté où il intervenait sur un ton péremptoire et à tout propos. Un jour, Dayan réclama que les mariages fussent momentanément interdits aux membres de la communauté. Il prit le prétexte du seul enfant qui en faisait alors partie, un certain Gideon Baratz, pour soutenir que les nouveau-nés étaient une gêne pour le travail manuel : les femmes enceintes et, pire encore, les mères de famille ne pouvant en effet accomplir qu'une tâche réduite. Aussi avait-il proposé que ceux qu'on appellerait bientôt les kibboutznikim ne « soient autorisés à se marier que cinq ans après que la *kvoutza* ait acquis une situation économique bien assise et se soit consolidée sur le plan social ». On était alors à l'été 1914 et Shmuel Dayan ignorait alors que l'élue de son cœur était déjà enceinte de ses œuvres. Il se maria en septembre de cette année-là, devenant ainsi, ce qui est ironique, le premier à enfreindre le règlement qu'il avait contribué à faire édicter…

Dvorah Dayan, la jeune épousée, était très différente de Shmuel. Avenante quoique fragile, elle aussi provenait d'un milieu juif ukrainien. La famille Zatoulovsky était plus cultivée que les Dayan. Elle comptait en son sein des rabbins et des intellectuels férus de culture hébraïque. Les Zatoulovsky étaient respectés dans leur petit village de Protchorovka, sur les bords du Dniepr, dont ils étaient la seule famille juive. Yehi'el Ze'ev, le père de Dvorah, y avait fait fortune à la tête d'une entreprise de bois de charpente. Il était aussi l'auteur d'un ouvrage remarqué sur la résistance de la population juive ukrainienne lors des pogromes[10].

Douce de caractère et ouverte sur les autres, Dvorah avait néanmoins une personnalité bien trempée. Ayant fréquenté l'école orthodoxe – une exception pour une fille juive –, elle avait étudié à l'université de Kiev. Était-ce la raison pour laquelle elle se différenciait tant de son père, dont elle ne partageait ni l'amour de l'hébreu ni la ferveur sioniste ? Dvorah était surtout fascinée par la Russie, son peuple et son histoire. Au moment de la révolution russe de 1905[11], elle avait embrassé la cause de l'émancipation du prolétariat. Elle n'était alors âgée que d'une quinzaine d'années, mais rêvait de devenir une *narodnik*, une de ces « populistes[12] » allant au peuple, aidant les ouvriers et les nécessiteux. Mais sa grande passion restait la littérature russe avec une prédilection marquée pour Tolstoï, son idole. Inconsolable à sa mort en novembre 1910, elle avait même fait le pèlerinage de Iasnaïa Poliana, le village où l'écrivain avait vécu à l'orée d'une forêt de bouleaux[13].

En 1911, l'engouement de Dvorah pour la Russie la poussera encore à s'engager comme infirmière aux côtés des troupes bulgares – les frères de race des Russes – en guerre contre les Turcs. La jeune fille était cependant trop réfléchie pour persister à adopter aveuglément la cause d'une nation et d'un peuple qui ne pouvaient être les siens[14].

Revenue dans ses foyers, elle s'intéressa du jour au lendemain à la Palestine. Elle se mit à dévorer les nombreuses correspondances que son père recevait en provenance des milieux de l'immigration. Un jour, une lettre rédigée en russe attira particulièrement son attention. Elle émanait d'un certain Ze'ev Tiomkin, délégué en Palestine des Amants de Sion. Pour la jeune adolescente, ce fut un choc qui lui fit prendre brusquement conscience de son identité. Si ses parents en furent soulagés, ils ne s'attendaient certes pas à ce que leur fille poussât aussi loin son engagement. Peu après, en effet, elle exprima la volonté de « monter » à son tour en Eretz Israel. Sa volonté était inébranlable et elle faisait fi des difficultés liées à la condition d'une jeune femme seule, dans un pays désolé, guetté par les maladies et menacé par les bandes arabes hostiles aux sionistes.

C'est ainsi que Dvorah débarqua à Jaffa un samedi glacial de janvier 1913 en provenance d'Odessa. Quelques semaines plus tard, au terme de quelques péripéties, elle parvint à Degania, où elle fut d'ailleurs fraîchement accueillie… notamment par Shmuel Dayan. Il était l'un des plus réfractaires à la présence de la jeune fille au sein de la *kvoutza*. Les prétextes invoqués ? Elle ne parlait ni l'hébreu ni le yiddish. De plus, elle n'était pas résistante au labeur et elle se montrait assez tiède dans sa foi sioniste. Enfin, elle perturbait, par sa seule présence, les travailleurs agricoles. Personne n'aurait osé reconnaître qu'on la trouvait trop cultivée et raffinée pour s'adapter au milieu fruste des pionniers pour qui toute trace d'intellectualisme était d'emblée suspecte. C'était pourtant bien la raison de fond qui avait conduit à différer son admission au sein de la communauté de Degania, laquelle avait fait sienne le slogan sioniste de la « conquête par le travail ». Dvorah était elle-même déchirée. Elle avait certes délaissé sans regret les rives du Dniepr, mais elle ne s'était pas défaite de son bagage culturel. Aux yeux des autres pionniers, dont la culture était exclusivement hébraïque, elle n'avait décidément pas la fibre d'une conquérante.

Bien qu'il ne fût pas apprécié de tous, Shmuel Dayan était devenu l'homme fort de la *kvoutza*, celui qui en influençait les décisions importantes, celui qui était la voix de la communauté au-dehors. Ne sachant

où aller, Dvorah avait fini par trouver refuge dans une ferme de Sejera, à une vingtaine de kilomètres plus loin, où elle avait été affectée à des besognes domestiques ingrates. Raccommoder de vieux sacs, arracher des mauvaises herbes ou encore préparer des boules de pain pour les travailleurs était alors son quotidien. Ironie de la situation, elle avait gardé contact avec celui qui avait contribué à l'évincer de la *kvoutza*. Peut-être avait-elle déjà l'intuition que l'inflexibilité de Shmuel à vouloir l'éloigner de Degania n'avait d'égal que son souci de la soustraire à d'éventuels rivaux… Dans les lettres qu'il lui adressait régulièrement, Shmuel lui relatait avec un enthousiasme communicatif ses activités de pionnier. Il travaillait dans les champs, dirigeait la ferme, mais rédigeait aussi des articles pour le journal de son parti, l'Hapoël Hatzaïr. Actif en permanence, cet homme paraissait indestructible. Bientôt, Dvorah se prit à attendre l'arrivée de ses lettres dans lesquelles il racontait ses escarmouches avec des bandes arabes volant du blé. Cette image de héros romantique finit par séduire la jeune femme. Shmuel parlait hébreu, il commandait, et s'exaltait pour des convictions qu'elle finit par partager. Dvorah vit en lui un homme d'acier, à la fois héros et sauveur. Ce n'était pas que son charme fût irrésistible, mais sa forte personnalité et son volontarisme semblaient tout emporter sur leur passage. Il était d'ailleurs plutôt bel homme : de haute taille, les traits réguliers, des cheveux noirs comme du jais et une peau merveilleusement cuivrée. Il avait fière allure en cavalier, revêtu comme tous les membres du HaShomer du costume arabe traditionnel et portant bien en évidence poignard, pistolet et cartouchière. Enthousiaste, il avait même adopté la devise de cette organisation : « Par le feu et le sang, Sion est tombée. Par le feu et le sang, Sion se relèvera. » Shmuel, de son côté, fut séduit par la sensibilité comme par l'intelligence de la jeune femme, au point de le lui avouer : « Les pionniers ne découvrent pas en vous une aptitude au travail. Mais moi, je vois en vous tout l'univers[15]. »

Trois mois plus tard, Shmuel et Dvorah se fiancèrent. On était à l'automne 1913, et la jeune femme fit ainsi un retour triomphal à Degania. Au sein de la communauté, on parlait moins désormais de « *kvoutza* » que de « kibboutz » : une façon de signifier que la propriété privée avait définitivement disparu pour faire place à un égalitarisme de type collectiviste qui dissolvait jusqu'au noyau familial. Telle évolution n'était pas de nature à enchanter Dvorah, mais celle-ci avait bien d'autres soucis pour l'heure. Sa fragile constitution physique la rendait vulnérable à toutes sortes de

maladies, de la malaria à une bronchite tenace, qui ne cessaient de l'affaiblir. Elle revint donc en Russie quelque temps pour sa convalescence, mais son séjour chez ses parents lui devint vite insupportable : « En Palestine, on a une raison pour se lever le matin, on peut consacrer sa vie à quelque chose. Ici, je suis un oiseau en cage[16]. » Le sens de son existence se trouvait désormais en Eretz Israel. Et c'est avec un soulagement évident qu'en juillet 1914, rejointe par Shmuel, elle reprit le bateau à Odessa. Destination : Haïfa. Des bruits de fureur grondaient déjà dans cette Europe qu'ils laissaient derrière eux.

## *Il s'appellera Moshe*

Moshe, le fils de Shmuel et de Dvorah, vit le jour en mai 1915. L'accouchement fut compliqué, mais le choix du prénom ne posa aucun problème, tant il allait de soi. « Moshe » était, en effet, un hommage à un adolescent de la communauté, Moshe Barsky, qui avait été assassiné par des pillards arabes tandis qu'il accourait chez son ami Shmuel Dayan pour lui porter des médicaments. Sa tombe sous les oliviers était la première de Degania. Moshe Dayan était le second enfant à naître au kibboutz de Degania. Bien plus tard, ce kibboutz étant devenu emblématique d'Israël, nombre de caciques sionistes tenteront d'enjoliver opportunément leur biographie en se prévalant d'une filiation, souvent fictive, avec Degania. Moshe Dayan, lui, n'aura pas recours à ce genre de contorsion : il était authentiquement un fils de Degania.

La venue au monde de Moshe ne se présentait pas sous les meilleurs auspices. En Europe, la guerre faisait rage, et ses conséquences se faisaient sentir jusque dans cette partie éloignée de l'Empire ottoman. La situation des immigrés sionistes, originaires de Russie pour la plupart, était devenue critique, car le conflit européen mettait notamment aux prises les Turcs et les Russes[17]. En temps de paix, les Juifs russes étaient déjà considérés par les autorités de Constantinople au mieux comme des étrangers, et au pire comme des espions ennemis. La destitution du sultan Abdul Hamid, quelques années auparavant, avait même aggravé la situation. Hypernationaliste, le nouveau pouvoir des Jeunes Turcs était encore plus hostile aux particularismes, qu'il jugeait comme une menace : juif, arménien ou même arabe. Tandis que les Arméniens étaient systématiquement

massacrés, les leaders sionistes – au même titre d'ailleurs que les dirigeants nationalistes arabes – étaient implacablement pourchassés. Certains d'entre eux furent emprisonnés et quelques-uns furent même bannis à vie de l'Empire ottoman[18]. Et les tentatives de certains autres visant à afficher leur loyauté en s'« ottomanisant » et, notamment, en sollicitant la nationalité turque – ce fut le cas des membres de la colonie de Degania – furent vouées à l'échec. Les Juifs étaient irrémédiablement perçus comme des ennemis par les autorités turques de Palestine. À la folie des hommes devait s'ajouter, l'été 1915, le fléau d'une invasion de sauterelles qui anéantit les cultures en l'espace de quelques jours, laissant les installations agricoles dans une situation de dénuement dramatique.

La vie d'une mère de famille était dure dans un kibboutz et celle de la mère du jeune Moshe l'était particulièrement. Dès le début, il fut un bambin fragile et souffreteux dont on pouvait déjà prévoir qu'il n'aurait pas la robustesse de son père. Nourrisson, il hurlait à en perdre haleine, au point que Dvorah était contrainte de le bercer. La nuit, elle était souvent obligée de s'éloigner du camp afin de ne pas troubler le sommeil des pionniers. Les soins permanents dispensés à l'enfant ne l'exemptaient pas des travaux agricoles. De plus, alors qu'il était âgé de quelques mois seulement, Moshe fut atteint d'un trachome qu'il transmit à sa mère, laquelle rechercha bien vite des médecins et des traitements appropriés. Il n'était guère facile de bénéficier de soins à cette époque, et les hôpitaux et cliniques étaient rares entre Tibériade et Jaffa. Mère et fils émigrèrent d'abord au domicile de la sœur de Shmuel, Beileh, non loin de Rishon-le-Sion[19] qui bénéficiait d'équipements médicaux. Dvorah, elle, avait quasiment perdu la vue et ne la recouvrerait qu'au terme de longues semaines de fièvres aggravées par des affections hépatiques à répétition.

À leur retour à Degania, la guerre les avait rattrapés. Les autorités turques, en proie à l'espionnite[20], avaient durci leur politique et multipliaient les persécutions. Les pionniers en firent les frais et subirent arrestations et interrogatoires. À ces tracasseries s'ajouta une présence militaire allemande, du fait de l'alliance entre Berlin et Constantinople, qui eut pour conséquence d'expulser quasiment les sionistes de leurs habitations. En catastrophe, ceux-ci durent trouver refuge dans les étables, dans les greniers ou encore dans d'improbables compartiments de stockage des grains.

À son tour, Moshe fut terrassé par les fièvres et contracta même une pneumonie qui fit craindre pour sa vie. En toute hâte, les Dayan s'en furent à

Tibériade consulter le Dr Pokhovsky, qui leur recommanda un endroit plus clément pour le garçon. Dvorah emmena alors Moshe à Metulla dans les contreforts montagneux de la haute Galilée. La guerre était loin, mais des rumeurs de famine, d'épidémies et de déportation parvenaient jusque-là, et les tribus druzes alentour se montraient de moins en moins amènes. La situation était angoissante, mais elle fut compensée au moins par l'amélioration de la santé de Moshe. Dvorah et son fils envisagèrent alors de rentrer à Degania, mais le chemin du retour fut mouvementé. La jeune femme, qui portait son fils partout avec elle, perdait ses forces à vue d'œil. De plus, les fièvres et le trachome réapparurent. Il n'y avait qu'à Jaffa ou à Jérusalem qu'on pouvait en être soigné convenablement : ces deux villes étaient proches à vol d'oiseau, mais éloignées en raison de la guerre.

Vint cependant le jour où, en 1918, les Turcs furent écrasés par l'armée anglaise du général Allenby et durent refluer de Palestine vers le nord, en direction de provinces mieux protégées. Leur retraite n'était d'ailleurs pas sans risques pour les populations, notamment pour celle de Degania. En effet, la soif de vengeance conduisit les soldats défaits à piller puis à incendier le kibboutz. Les Bédouins alentour achevèrent la besogne en faisant main basse sur tout ce qui subsistait. Le retour de la paix ne mit pas fin pour autant aux avanies de la famille Dayan. Très inquiète pour son fils, Dvorah s'en ouvrait parfois à Shmuel : « Quand prendront fin ces étranges et perpétuelles misères[21] ? » La plupart du temps, il est vrai, elle cachait la gravité de sa situation à son époux qui, de son côté, rechignait à se laisser détourner de sa mission – ou, tout au moins, de l'idée qu'il s'en faisait – par les problèmes familiaux.

À Jérusalem, où elle était parvenue à se rendre au début de 1919, Dvorah réussit à faire admettre Moshe dans les services du docteur Aryeh Feigenbaum qui soignait les malades quasi gratuitement. Elle-même, pour des raisons de place, entra dans un hôpital, à quelques kilomètres de là, qui avait été fondé par la famille Rothschild. On diagnostiqua, en plus de ses affections déjà décelées, une inflammation des reins. Mais elle s'en souciait peu et quittait invariablement sa chambre, le soir tombé, pour se rendre à l'hôpital au chevet de Moshe. L'état du jeune garçon, quatre ans désormais, s'améliorait peu à peu grâce à ses traitements oculaires à base de sulfate de cuivre. Dvorah demeura à Jérusalem avec son fils un long trimestre. Très affaiblie, ayant du mal à trouver du travail et à joindre les deux bouts, elle pouvait de moins en moins compter sur le soutien de Shmuel. Avec d'autres

pionniers, il était occupé à rebâtir le kibboutz détruit. Décidément inconscient de la détresse de sa propre famille, il adressait à sa femme des lettres exaltées ou d'autres dans lesquelles il se plaignait de ses petits soucis liés à son travail. Mais son volontarisme légendaire tombait à plat, notamment quand il exhortait sa femme, encore hospitalisée, à apprendre l'hébreu et à travailler la terre quand elle serait rétablie.

Moshe, quant à lui, profitait tant qu'il le pouvait de la présence de sa mère à ses côtés. Il adorait qu'elle lui racontât des histoires tirées de son enfance en Ukraine et lui enseignât l'alphabet hébreu qu'elle-même était en train de découvrir. Le jeune garçon semblait déjà s'être fait à l'idée d'avoir un père absent et absorbé par son travail au point de négliger ses devoirs familiaux. Hermétique à toute forme d'intendance domestique, Shmuel nourrissait l'ambition de devenir un vrai politique. Pour lui, la Palestine était une terre désolée et vide d'habitants. Seuls des buissons épineux, des mauvaises herbes, des sables, des marécages et de la pierraille composaient le paysage. Les Arabes ? Ils faisaient seulement partie du décor et n'étaient qu'un inconvénient passager, au même titre que les moustiques ou les sauterelles. De même que les mauvaises herbes seraient éradiquées et les marais drainés, les Arabes et les Bédouins finiraient par être dispersés.

Shmuel se piquait surtout de donner son avis sur l'avenir de leur implantation agricole. Le débat était alors assez vif : fallait-il s'enraciner à Degania ou s'en aller créer de nouveaux établissements dans la pure logique de l'esprit pionnier ? Shmuel lorgnait en particulier les terres situées dans les montagnes du Horan, à l'est du Jourdain : « Pouvons-nous demeurer, tels des propriétaires, dans cette grande maison et nous livrer à un travail paisible, tandis que là-bas 100 000 *dounams*[22] sont perdus pour toujours ? » Ces terres plus à l'est appartenaient au baron Edmond de Rothschild[23] et semblaient bien tentantes. Mais elles ne l'étaient pas pour les piliers de la communauté qui, en majorité, préféraient demeurer à Degania pour s'y implanter durablement.

La question des terres renvoyait plus généralement à celle du mode de fonctionnement des communautés qui venaient d'être créées ou qui étaient en voie de l'être. Degania avait érigé le collectivisme en critère absolu, abolissant non seulement la propriété privée, mais aussi toutes les formes d'individualisme. C'était la raison d'être du kibboutz. Or ce mode de vie ne faisait pas l'unanimité. Certains agronomes, comme Eliezer Yaffe, en contestaient l'efficacité. Et d'ailleurs, plus d'un pionnier se montrait hostile

au collectivisme intégral. De nouvelles structures furent ainsi proposées, au nombre desquelles le *moshav*, qui encourageait des exploitations individuelles. La philosophie en était simple : la terre relève du domaine public – préfiguration d'une propriété de l'État à naître –, tandis que l'agriculteur est un travailleur indépendant. La controverse devint bien vite politique. Elle agita les rangs de l'Hapoël Hatzaïr[24], le principal parti sioniste de Palestine qui s'inspirait de ses origines russes socialisantes tout en s'écartant du marxisme. Le congrès annuel du parti se tint en juin 1919 à Kinneret.

Lors des débats, les partisans du moshav reprochèrent avec virulence au kibboutz de limiter leur liberté individuelle. Shmuel Dayan était de ceux-là. Ils professaient que le moshav était plus à même de répondre aux exigences de la nation, tout comme à celles des personnes. Sans surprise, l'engagement politique de Shmuel déplut aux défenseurs du kibboutz de Degania. Certains tentèrent même de faire expulser de la communauté cet arriviste qu'ils jugeaient égoïste et ambitieux, mais ils durent y renoncer lorsque le congrès de l'Hapoël Hatzaïr entérina l'option du moshav. Ils continuèrent toutefois de considérer Dayan comme un pestiféré, tout particulièrement les vétérans – ceux-ci ne pouvant supporter que cet homme, intelligent et capable par ailleurs, fasse passer sa propre carrière avant les intérêts collectifs. La rancune des anciens sera tenace. Lorsque, des années plus tard, Shmuel écrira un ouvrage pour célébrer le vingt-cinquième anniversaire de Degania, ils l'accuseront à nouveau de tenter de tirer la couverture à lui[25]. Dvorah, en revanche, bénéficiera de l'affection générale en raison de son dévouement et de son rôle d'éducatrice au sein de la communauté. Mais l'histoire était déjà écrite, notamment celle de la famille Dayan qui dut bientôt quitter Degania. Un exil qui tint en une seule ligne dans les carnets de Shmuel : « Nous partîmes tranquillement et sans encombre, avec quelques ballots, un oreiller et un coussin[26]. » Direction : Tel-Aviv. L'année 1919 s'achevait.

## *Une enfance nomade*

Cela faisait dix ans que la première ville authentiquement juive tentait d'émerger de dunes de sable insalubres où il était fou d'espérer pouvoir édifier quoi que ce fût. Dix ans pourtant que le site avait été viabilisé et que des lots de terre avaient été répartis démocratiquement entre les soixante-six

membres de l'Ahouzat Baït, une compagnie foncière créée pour la circonstance et qui donnera son nom à un des quartiers de la ville. Au gré des constructions, Tel-Aviv concurrençait déjà sa voisine arabe Jaffa. Il est vrai que la ville était déjà administrée par son futur maire emblématique, Meir Dizengoff[27], un homme à l'énergie contagieuse qui avait fait sienne une réflexion attribuée à David Ben Gourion : « Ici, ne pas croire aux miracles serait faire preuve d'irréalisme… » L'installation à Tel-Aviv des Dayan n'était pourtant que provisoire, car Shmuel était entièrement absorbé par un nouveau projet conçu par Hapoël Hatzaïr : une nouvelle implantation à proximité du site de Degania qu'on appellerait bien vite Degania Beth (Degania « B »). Six mois après leur départ, les Dayan revenaient à Degania.

Tandis que Shmuel s'immergeait dans ses activités administratives et politiques, Dvorah hérita, comme d'habitude, du rôle ingrat : trop affaiblie pour travailler dans les champs, elle fut employée à la préparation du pain des pionniers et à la cuisson de leurs repas. Cela ne lui valait pas pour autant la considération ou la compassion de Shmuel, qui s'irritait sans cesse davantage de ce qu'il appelait les jérémiades de sa femme. Il en arriva à voir en Dvorah un obstacle à ses propres ambitions. Dvorah finissait d'ailleurs par se rendre coupable d'une telle situation : « Je crois ne t'apporter que des chagrins, et que tu n'as pas un instant de bonheur avec moi… Je ne puis oublier ce que ton visage exprimait hier et que je traduis ainsi : "Tu n'es jamais contente, tu te plains toujours. Tout cela ne finira jamais." Alors, j'ai commencé à me demander s'il n'y avait pas là une part de vérité et si je ne te causais pas que des soucis[28]. » Dvorah avait-elle déjà compris que son bonheur quotidien était Moshe ? Et que le bonheur de son mari était de diriger des travaux, éventuellement de labourer mais surtout d'accomplir des missions pour le parti ?

Le jeune garçon venait d'avoir cinq ans. Il passait le plus clair de son temps à Degania « A » auprès de la famille amie des Baratz. Chaque jour, il s'en allait jouer au jardin d'enfants, se faisant parfois véhiculer par la charrette utilisée pour aller quérir l'eau du Jourdain. Plus tard, pourtant, Moshe s'en souviendra moins que de la chaleur accablante qui s'emparait de la vallée et de la poussière que balayait un vent d'est annonciateur de sécheresse. Il se souviendra encore plus volontiers de ses excursions à Tsemah, sur la rive méridionale du lac de Tibériade, en compagnie de ses parents : un vrai village arabe, grouillant de boutiques bariolées aux couleurs vives et d'étals avec des senteurs de halva[29] et de sucreries orientales. Flâner

dans les ruelles animées, se délecter d'une limonade glacée… Voilà de quoi meubler la mémoire d'une enfance qui, au fond, n'était pas si gaie.

Bien sûr, le jeune Moshe n'était pas encore capable d'évaluer l'ampleur du ressentiment antisioniste, ferment d'un nationalisme arabe naissant. La déclaration Balfour de novembre 1917, qui avait pour la première fois reconnu la légitimité d'un Foyer national juif en Palestine[30], n'y était pas pour rien. Il s'y nichait aussi de la frustration chez les Arabes : celle de n'avoir pu ou su faire fructifier la terre à la manière, radicale et efficace, des sionistes. Les Arabes accusaient ces derniers d'avoir volé leurs terres, alors qu'elles avaient été achetées le plus légalement du monde et à prix d'or bien souvent – sous le regard sourcilleux des autorités ottomanes, de surcroît – à de grands propriétaires syriens ou libanais qui ne vivaient pas en Palestine et se souciaient fort peu de cultiver la terre. En vérité, les Arabes n'auraient jamais daigné reconnaître que les sionistes avaient bel et bien acheté ces terres prétendument volées et même plutôt deux fois qu'une : la première fois pour en acquérir la pleine propriété, et la deuxième fois en payant les fellahs arabes pour qu'ils s'en aillent ailleurs afin que la terre soit travaillée par des bras juifs, conformément à l'idéal sioniste. La légende de la spoliation sioniste ne faisait cependant que commencer.

En avril 1920, lors d'une fête religieuse musulmane, de violentes émeutes éclatèrent dans la vieille ville de Jérusalem, visant la population juive. Elles firent une dizaine de victimes et plus de 250 blessés. En Galilée se multiplièrent des attaques armées de bandes arabes et bédouines, parfois secondées par des villageois nationalistes, contre les implantations juives. Menahamiya fut atteinte par des raids, puis ce fut le tour de Degania Beth. À la tête d'une vingtaine d'hommes, Shmuel était le responsable de la défense du kibboutz. Mais les hommes et les armements n'étaient guère suffisants pour soutenir le choc des bandes armées arabes. La mort dans l'âme, il dut ordonner la retraite, et les pionniers mirent eux-mêmes le feu à leurs installations pour éviter qu'elles ne tombent entre les mains des pillards. La vieille Degania ne dut son salut qu'à l'intervention musclée des troupes anglaises et même de la Royal Air Force. Moshe, cinq ans, vit de loin et de ses propres yeux l'incendie de Degania Beth qui était, au moins indirectement, la conséquence du nationalisme arabe. Quel contraste avec l'existence pacifique et hospitalière de cette petite ville de Tsemah qu'il aimait tant ! Nul doute que ce contraste était encore présent dans la mémoire

de Moshe quand il serait confronté, bien plus tard, à la question palestinienne.

Cela faisait un an que les premiers pionniers s'y étaient installés lorsque Degania Beth commença à se relever péniblement de ses ruines. Shmuel Dayan, lui, n'en faisait déjà plus partie. Il avait fait son temps et n'était d'ailleurs pas plus apprécié par les membres de la deuxième Degania qu'il ne l'avait été par ceux de la première. Shmuel transmit la direction du kibboutz à un pionnier de Petah Tikva qui s'était engagé dans la Légion juive pendant la guerre, un dénommé Levi Eshkol[31]. À l'été 1920, la famille Dayan repartit à Tel-Aviv. Ils habitèrent au rez-de-chaussée d'une maison appartenant au poète Ya'akov Fichman[32]. Dvorah finit par trouver du travail. Confié le matin à une garderie, Moshe était un enfant un peu livré à lui-même. S'il souffrit de sa solitude, il n'en laissa rien paraître pour ne pas chagriner sa mère.

Pour sa part, Shmuel n'avait pas mis longtemps à comprendre que sa carrière pourrait être favorisée par une fréquentation plus assidue des dirigeants et de la bureaucratie de son parti. Il se lança dans des voyages au long cours dans le cadre de la préparation de candidats pionniers à leur installation en Palestine. Il séjourna ainsi à Constantinople et songea même à se rendre en Russie. S'il dut y renoncer au dernier moment, il prit tout de même le temps de visiter ses parents à Kichinev, où ils avaient trouvé refuge. Il favorisa leur départ en Palestine, mais lui-même n'était visiblement pas pressé de quitter l'Europe orientale.

Pendant ce temps, Dvorah se débattait dans une misère noire, ce que Shmuel dut reconnaître plus tard. N'ayant pas les moyens de faire vivre son fils, elle l'envoya de nouveau à Degania chez les Baratz. La jeune femme se berçait de l'espoir que Shmuel reviendrait un jour se fixer pour de bon à Tel-Aviv. Mais y croyait-elle vraiment ? À peine de retour, en avril 1921, l'époux aux semelles de vent se joignit à une équipe construisant la route de Djeddah à Haïfa. Dvorah, de son côté, trouva un asile temporaire chez un ami enseignant qui habitait Haïfa. À ce moment-là, ses parents venaient de la rejoindre au terme d'un périple interminable.

Moshe fut à nouveau malade lorsqu'il contracta la malaria. Il fallut de nouveau reprendre la route pour un ailleurs improbable et sans doute encore temporaire. Cela faisait déjà un bon moment que l'adversité pesait sur les Dayan, et Dvorah ne s'attendait sûrement pas à ce que son nouveau refuge fût cette fois définitif. Il avait pour nom Nahalal.

## Les premières armes

À l'automne 1921, l'endroit n'avait rien d'accueillant. Des étendues boueuses et marécageuses formant parfois une croûte de terre d'une dureté impénétrable. Alentour, quelques bergers arabes puisant l'eau d'une source à l'aide de seaux pour abreuver leurs moutons. Aucune culture, aucun paysan, et pour cause : infesté de moustiques, l'air lui-même était malsain.

Un peu plus loin, sur les contreforts des collines de Nazareth, surgissait le petit village arabe de Ma'aloul. S'agissait-il du Ma'aloul dont parlait le Talmud de Jérusalem ? Existait-il une filiation entre ce lieu désolé entre tous et le Nahalal biblique que citaient les Livres de Josué et des Juges ? En devenant propriétaire de ces terres à l'automne 1921, le Fonds national juif (FNJ) ne s'en était sans doute guère préoccupé – pas plus d'ailleurs qu'il ne s'était soucié de rumeurs selon lesquelles deux autres tentatives antérieures d'implantation en ce même endroit s'étaient soldées par un échec. Le Fonds avait négocié l'achat de ces terres de la vallée de Jezréel dont personne ne voulait parce qu'elles étaient insalubres. La négociation avec le propriétaire arabe, la famille libanaise Sursuq (qui comptait parmi les plus opulentes de la région), avait pourtant été âpre. La raison en était simple : personne ne voulait vendre de terres aux Juifs et le seul moyen pour ceux-ci d'en posséder était d'acquérir à prix d'or des parcelles à peine arables. Naguère, l'Empire ottoman interdisait même purement et simplement de telles ventes. Une fois ces terres devenues la propriété du FNJ, celui-ci les avait aussitôt concédées à une organisation chargée de la fondation du premier moshav d'Eretz Israel.

L'épisode était beaucoup moins anecdotique qu'il n'y paraissait. En effet, réuni en septembre 1921 à Karlsbad, en Allemagne, le 12e Congrès sioniste avait ajouté à son ordre du jour l'approbation d'une subvention en faveur des futurs membres du moshav de Nahalal. Eliezer Yaffe, un des premiers concepteurs du moshav, avait donné de la voix dans les débats et estimé qu'une somme de 37 500 livres égyptiennes était nécessaire pour que quatre-vingts familles pussent s'y installer. Le Congrès n'accorda finalement que 32 000 livres, payables en différé qui plus est. En fin de compte, même moins élevée que prévu, cette somme ne fut pas allouée dans son intégralité au nouveau moshav. Respecté parmi les pionniers, Yaffe réussit à persuader plusieurs dizaines de familles de se fixer malgré tout sur le nouvel emplacement. La terre y était hostile et le typhus comme la malaria

menaçaient en permanence, et alors ? Le site semblait à peu près défendable contre les incursions arabes, ce qui n'était pas négligeable. Sur les flancs de la colline de Shimron, il était possible de positionner guetteurs et hommes en armes afin de surveiller les mouvements suspects en basse Galilée.

## *L'âpreté de la condition pionnière*

Ainsi donc naquit le premier moshav d'Eretz Israel[33]. Dans ses mémoires, Shmuel décrira l'excitation de s'installer sur cette terre. Dans son enthousiasme, il citera la Bible, le Talmud et les écrits de Joseph comme si ces textes leur donnaient, à eux qui en étaient les héritiers, une légitimité notariale à occuper la terre. Le Fonds national juif s'était bien employé à pacifier le futur moshav en concédant aux fellahs locaux une portion de terre, ce qui leur permettait d'accéder au puits d'Ein Beda pour l'eau indispensable à leurs troupeaux. Toutefois, il avait omis de conclure un accord avec les tribus bédouines avoisinantes, celle d'Arab el-Mazarib tout particulièrement, qui y nomadisaient et ne subsistaient que par les rapines. Le temps passant, une telle négligence allait se révéler problématique.

Il n'était guère surprenant de voir Shmuel Dayan parmi les sept pionniers fondateurs de Nahalal en septembre 1921 ; guère plus étonnant qu'il entraînât bientôt Dvorah et Moshe sur cette « colline de la conquête » où devait s'installer le moshav. La colline était aride et dénudée, exposée au vent, à la pluie comme aux gelées. Des tentes de fortune, provenant des surplus de l'armée britannique, firent l'affaire dans un premier temps. Tout était à faire ou à bâtir, et pas forcément dans la sérénité. Hormis une petite fille qui venait de naître sous une des tentes du campement, Moshe fut d'abord le seul enfant du moshav. Il n'eut pas le temps de s'enfermer dans sa solitude, car d'autres familles avec enfants vinrent rapidement les rejoindre. La vulnérabilité de cet embryon d'implantation nécessita bientôt leur évacuation temporaire en direction de Nazareth, une ville peuplée majoritairement de chrétiens qui abritait le siège du gouvernement du district. Là, les forces de sécurité étaient sous commandement britannique, ce qui était une garantie appréciable. L'accueil des familles juives par les Arabes de Nazareth, qui dura huit mois, fut correct.

Moshe y trouva son compte en échappant à la monotonie de son quotidien. Chaque matin, Dvorah le conduisait à la clinique municipale où il subissait un « traitement à la pierre bleue ». Son trachome disparut peu à

peu. Il jouait également volontiers avec les autres enfants, qu'il accompagnait en promenade dans les ruelles de la ville. Mieux encore qu'à Tsemah, Moshe découvrit tout un monde : une vraie ville avec son agitation incessante, ses églises en pierre et le son des cloches. Il avait six ans et dépassait en taille les autres enfants de son âge : « Il est si grand à présent, j'ai parfois l'impression qu'il n'a plus besoin de moi. J'en viens presque à regretter les jours où Moussik était petit… »

Dvorah ne pouvait lutter contre le temps. Moshe allait désormais à l'école. Il apprit à lire et à écrire sans difficulté, manifestant au passage de bonnes dispositions pour le dessin. Seul point noir aux yeux de ses maîtres : son adaptation à une vie en communauté laissait à désirer. Il avait beau faire des efforts louables pour s'intégrer à un groupe, ses tendances naturelles à l'isolement et au repli sur soi reprenaient invariablement le dessus. Pendant ce temps, à Nahalal, Shmuel et les autres pionniers défrichaient les terres jusqu'à l'épuisement. Ils affectaient d'ignorer les maladies, se bornant à augmenter les doses de quinine. Souvent, durant le shabbat, il se rendait en charrette à Nazareth pour voir sa famille, ce qui représentait une heure de route. Il apportait alors un peu de charbon, un sac de pommes de terre et parfois même de la farine blanche les jours fastes. Avec son fils, Shmuel communiquait le plus souvent par lettres, ce qui était l'occasion de lui infliger une leçon d'idéologie sioniste dans laquelle il décrivait inlassablement l'exil du peuple juif et sa fierté retrouvée : « Mon cher enfant, je voudrais m'entretenir avec toi, surveiller tes études, t'avoir avec moi derrière la charrue, mais c'est impossible pour l'instant… Je rêvais de vivre sur la terre que Moïse donna aux Juifs mais ne put lui-même fouler… Quand tu seras grand, nous travaillerons la terre ensemble et ne la quitterons jamais. Si tous les Juifs et leurs enfants font de même à travers le pays, celui-ci sera de nouveau à nous et pour toujours. Ton père[34]. » Moshe aurait sans doute préféré que son père lui parlât de son amour, ou de sa propre vie, dans un langage moins fleuri et moins grandiloquent. Mais cela serait-il seulement venu à l'esprit de Shmuel ?

Moins pontifiante ou moralisatrice que son époux, Dvorah était cependant omniprésente pour son fils. Elle le payait par un état de santé de plus en plus précaire qui l'exaspérait tout autant que sa pauvreté : « Je suis si fatiguée d'être malade… » Quoique de nouveau enceinte, elle ne put se résoudre à se faire soigner, préférant économiser chaque sou en vue de la naissance de l'enfant. Elle ne savait même pas où accoucher. Quand Dvorah

demanda à Shmuel d'emprunter les trois livres qui lui manquaient pour se rendre à Haïfa, celui-ci n'osa lui répondre que personne à Nahalal ne pouvait lui avancer une telle somme. Finalement, ce fut son propre frère qui vint la chercher avec sa charrette. Shmuel était même trop épuisé pour se rendre en bord de route et la réconforter. En février 1922, Dvorah donna naissance à une fille prénommée Aviva. Elle souffrit de complications postnatales et dut rester alitée. De son côté, Shmuel estima que Haïfa était trop éloigné de Nahalal pour aller la voir régulièrement. Il préférait s'investir de plus belle dans des activités militantes pour le compte de l'Hapoël Hatzaïr. Lorsque Dvorah revint à Nahalal avec son bébé, les tentes de toile étaient toujours là, glaciales pendant les nuits d'hiver. La fièvre ne la quittait plus à présent. Un médecin diagnostiqua une inflammation du sein et le début d'un abcès. On évacua temporairement la jeune femme vers un hôpital de Jérusalem, mais l'abcès ne disparut pas pour autant. Elle dut subir deux interventions coup sur coup qui la laissèrent diminuée.

À Nahalal, toutefois, le labeur acharné des pionniers commençait à payer. En l'espace de deux années, Shmuel avait transformé la parcelle de quatre-vingts *dounams* qui lui avait été allouée en un champ cultivé avec vigne et potager. Il avait semé du blé et des haricots ainsi que du fourrage, construit une étable pour leurs mules et leurs vaches. Il était même le premier à avoir bricolé un poulailler et s'affairait à présent à bâtir une demeure digne de ce nom. Bien sûr, la maison était d'un confort rudimentaire et les poules comme les dindons y circulaient joyeusement en toute liberté. Mais, au moins, toute la famille put s'installer sur ce lopin portant le numéro 53. Moshe avait même sa propre chambre – une exigence non négociable de Dvorah –, ce qui était pourtant inconcevable à l'époque dans n'importe quel kibboutz. On était en 1924 et Moshe venait d'avoir neuf ans. Nahalal était pour lui une sorte de petit paradis avec ses vergers, ses petits ruisseaux, ses oies et ses troupeaux. Il trayait les vaches et conduisait les charrettes transportant les récoltes. Comme tous les garçons du moshav, il suivait aussi son père dans les champs et savait manier la charrue. Toutefois, Shmuel se lassa bientôt de l'aide de son fils tout autant que de son pessimisme tenace. Une réflexion récurrente de l'enfant avait le don de l'exaspérer : « À quoi bon labourer ? Rien ne poussera jamais ici ! »

N'écoutant que lui-même, Shmuel avait persévéré. Il restait cependant plus que jamais taraudé par l'ambition politique, quitte à mettre sous le boisseau les travaux et les jours liés à l'idéal sioniste. D'ailleurs, il estimait avoir accompli plus que sa tâche dans les champs. Dvorah avait bien tenté de

refréner sa « pression explosive » en tant que délégué du parti à Jérusalem, mais rien n'y avait fait, bien sûr. Au cours de l'été 1924, Shmuel s'en alla à Jérusalem travailler pour le parti. Une raison impérieuse qui, à ses yeux, compensait largement le fait d'abandonner le fardeau de la ferme sur les épaules de sa femme. Vis-à-vis de Dvorah, il croyait pouvoir se défaire de sa mauvaise conscience en se plaignant constamment de sa charge de travail démentielle ; il était bien incapable de lui offrir le moindre réconfort. Dvorah en avait pris son parti, se doutant bien que l'ambition politique de son époux serait sans fin. Elle ne pouvait non plus ignorer – à l'instar de toutes les femmes de dirigeants sionistes – qu'une action d'éclat au service de la nation était de nature à absoudre l'égoïsme d'un chef de famille envers les siens.

Le grand dessein de Shmuel était de créer des implantations de pionniers sur des terres appartenant à la famille Rothschild et situées sur le plateau du Horan, en Transjordanie. C'était le moment où les choses commençaient à bouger dans la région. La Grande-Bretagne, qui exerçait depuis 1922 un mandat sur la Palestine[35], venait de céder la Transjordanie, qui en faisait originellement partie, à l'émir Abdallah, fils du chérif de La Mecque et frère du roi d'Irak Faysal Ier. Le parti soutint le projet de Shmuel, mais pas Haïm Weizmann, le leader de l'Organisation sioniste mondiale[36], qui se montra sceptique : il y avait trop de complications politiques en perspective. Weizmann suggéra à Shmuel de se rendre à Paris pour présenter son projet au baron de Rothschild et consentit même à lui remettre une lettre d'introduction. Mais à Paris, Shmuel se fit éconduire. Il restera toutefois de longs mois en Europe pour le compte du Fonds national juif. Pendant ce temps, en avril 1926, Dvorah accoucha de leur troisième enfant, un fils prénommé Zohar. Shmuel brilla par son absence lors de la circoncision de son fils. Dans les lettres qu'il envoyait à sa femme, il décrivait ses états d'âme mais aussi son exaltation. De Varsovie, il lui écrivit ainsi que « le peuple juif de la Diaspora avait entendu parler de la Nouvelle Sion… ». Au passage, il lui laissa entendre qu'il escomptait se fixer à Tel-Aviv où lui était promis un poste au Centre d'agriculture de l'Histadrout[37].

Dvorah, elle, avait perdu ses illusions. Les travaux accablants de la ferme, ses maladies, ses graves problèmes d'argent, le souci qu'elle se faisait pour ses enfants : tout cela lui incombait, et à elle seule. Elle en fut réduite à emprunter de l'argent pour les semailles et les médicaments. Ses lettres étaient autant d'appels de détresse : elle n'avait plus de quoi vivre, ses enfants réclamaient leur père et, à l'approche de l'hiver, n'avaient pas même

de quoi se vêtir chaudement. Ce à quoi Shmuel, insensible, répondait comme en écho : « Dans une demi-heure, je me trouverai en présence d'un auditoire d'un millier de personnes au théâtre municipal de Grodno. Demain matin, je prendrai de nouveau la parole dans la grande synagogue… » Malgré les quelques rares cadeaux qu'il recevait de son père, Moshe était pleinement conscient de la détresse que causait son absence prolongée. Pourtant, la solitude ne lui pesait pas. Il avait passé son onzième anniversaire dans l'indifférence, mais avouera ne pas en avoir été gêné. Il souffrait surtout pour sa mère qui devait affronter toutes les difficultés de la vie. Il écrivit lui-même à son père dans l'espoir de l'inciter à retourner auprès des siens, mais en vain. De toute évidence, Shmuel n'était pas pressé de revenir, et il jouait même avec l'idée de rester un an de plus en Pologne. À Nahalal, la situation empirait. Dvorah fut contrainte de se débarrasser d'une partie de son maigre bétail. Elle n'avait plus assez d'argent pour le fourrage des animaux. Moshe avait de nouveau contracté la malaria et elle-même devait endurer des douleurs physiques sans cesse plus insupportables.

Au fond, l'égoïsme forcené de Shmuel avait inversé les rôles avec sa femme. Leur couple était au départ l'union d'une intellectuelle et d'un travailleur agricole. À présent, Dvorah était devenue une authentique paysanne, étouffant ses propres aspirations et supportant tout le poids de la ferme. Shmuel, lui, jouait à l'homme politique considérant les choses de haut et répugnant désormais au travail manuel. Il ne parvenait pas cependant à donner le change, car ceux qui les connaissaient savaient fort bien que Dvorah était la plus douée des deux. Futur député et ministre de l'État d'Israël, Zalman Aran comparait ainsi la jeune femme à « un poème introduit dans un livre d'exercices d'arithmétique[38] ». Il faudra beaucoup de temps – pas avant 1929 – pour que Dvorah Dayan se décide à exprimer ses aspirations profondes en se lançant dans l'écriture. Et encore devra-t-elle naviguer entre ses remords et ses frustrations. Témoin amer de l'absence de son père, Moshe s'éloignera peu à peu de lui. Surtout, il nourrira un ressentiment tenace envers la politique, ses apparatchiks et, plus généralement, tout ce qui évoque la bureaucratie, les fonctionnaires ou le travail de bureau.

## *Un maître d'école original*

Ce n'étaient pas les seuls traits distinctifs de Moshe. Dès la petite école, à Nahalal, l'enfant fut repéré par un maître d'école, lui-même peu ordinaire. Âgé d'une trentaine d'années, il s'appelait Meshulam Halevi et provenait de Biélorussie, où il avait étudié dans un *heder* puis une *yeshiva*[39] avant de fréquenter l'école profane. Meshulam était un maître atypique dont la méthode pédagogique était novatrice pour l'époque : une éducation sans contrainte ni principe d'autorité. Si le maître n'était pas conventionnel, l'école du moshav, elle, n'en était pas vraiment une. Pas de salle de classe, aucune table, banc ou tableau, seulement une baraque de fortune dans laquelle avaient été disposées des nattes afin que les élèves puissent s'asseoir. À l'extérieur, on faisait du feu pour chasser les moustiques. Quand il pleuvait, on recueillait dans des seaux ou des bassines l'eau qui s'infiltrait du toit. Le programme scolaire de Meshulam était simple : études bibliques, sciences naturelles et géométrie. Approuvé par les familles de pionniers, son objectif était de préparer les enfants à vivre dans un moshav. Le maître encourageait ainsi les travaux collectifs. Il aidait ses élèves à peindre des toiles de sac pour en faire des rideaux. Il leur contait des histoires édifiantes de son cru, organisait des balades et des discussions, privilégiant du mieux possible la vie en communauté. Il leur fit tenir un « journal de classe » puis le « journal des enfants du village », conçus avec soin et agrémentés de dessins à l'encre de Chine.

Ce genre d'école original ne déplaisait pas à Moshe, même si le travail en équipe n'était pas vraiment son fort. Il participait très rarement aux activités du petit orchestre qu'avait fondé le maître d'école. Mais il est vrai qu'il n'avait pas l'oreille musicale ni le talent pour jouer d'un quelconque instrument. Il se passionna, en revanche, pour la géographie et organisa des excursions en des endroits parfois éloignés de Nahalal, jusqu'à l'est du Jourdain. Surtout, le jeune garçon cultiva son don pour le dessin ainsi que son goût pour l'écriture : des essais, voire des poèmes, qui impressionnaient ses camarades, même s'ils ne les comprenaient pas toujours, et que Meshulam louait de temps à autre. Tenant de sa mère sur ce plan, Moshe se distingua ainsi d'emblée des autres. Il n'était pas peu fier d'entendre les filles de sa classe réciter ses poèmes. Meshulam laissera une impression durable sur Moshe. Beaucoup plus tard, il dédiera son livre sur la Bible à son ancien maître d'école qui avait su transformer le vieux texte sacré en propos très actuels et vivants. Tout rappelait ces temps bénis : de l'hébreu dans lequel il parlait, qui était le langage du Livre, jusqu'aux Bédouins alentour

qu'on eût dit sortis tout droit des passages bibliques évoquant les nomades. C'est Meshulam, tout autant que Dvorah, qui développera chez Moshe le goût de lire et d'apprendre.

Moshe n'était pas populaire pour autant auprès de ses camarades. Ses centres d'intérêt comme sa curiosité révélaient une personnalité anticonformiste, jugée de mauvais aloi. La tendance générale au kibboutz était de se méfier des Arabes. Lui, au contraire, était tenté de s'en rapprocher et éprouvait du respect pour les fellahs qui travaillaient au moins aussi dur que les pionniers sionistes. L'imaginaire du garçon avait développé une sorte de romantisme « orientalisant » qui idéalisait les Bédouins et magnifiait la noblesse qui émanait de leurs cavalcades impétueuses à travers le désert. La réalité était certes éloignée de ses rêveries, mais celles-ci transparurent dans un des récits qu'il composa en 1925 pour le journal de l'école. Ses héros s'appelaient Ali et Mustapha, majestueux dans leur djellaba blanche immaculée et chevauchant fièrement leur monture. Bien plus que des héros, ils étaient d'ailleurs d'authentiques sauveurs. Menacé par une tempête de sable dans ses divagations oniriques, Moshe leur devait même son salut : « Et maintenant, avec l'aide d'Allah et de son prophète Mohammed, j'étais sauvé. Je remerciai mes sauveurs soixante-dix fois[40]… »

Au jeune Moshe, on adressait bien d'autres griefs. On lui reprochait son caractère arrogant et dominateur, de même que son mépris pour les faibles. On le critiquait pour étudier l'anglais alors que le moshav avait décrété une fois pour toutes l'inutilité de ce genre d'enseignement. Comme s'il n'était pas déjà suffisamment difficile de passer du temps à apprendre l'hébreu ! On dénonçait son intérêt très approximatif pour les travaux agricoles et, corrélativement, sa passion pour la lecture et la réflexion solitaire. Shmuel Dayan dira lui-même que son fils « accomplit les travaux de la ferme mais sans joie ». On trouvait également répréhensible qu'à la maison, il disposât d'une chambre à lui. Et encore ignorait-on qu'il passait une partie de ses nuits à dévorer, à la lueur d'une lampe à pétrole, les romans des auteurs russes préférés de sa mère : de Dostoïevski à Tchekhov en passant par Pouchkine et, bien sûr, Tolstoï. Son ambition, qui lui faisait claironner à ses camarades qu'il « irait voir la terre entière » quand il serait grand, était même jugée dangereuse. Nahalal ne suffisait-il donc pas au bonheur d'un jeune sabra ? Ses camarades d'école ne furent pas les derniers, la jalousie enfantine aidant, à affubler Moshe de tous les défauts de la Terre : orgueilleux, mauvais perdant, le cœur sec, fourbe. S'il lui était concédé du

courage, cette vertu ne pouvait à elle seule le rendre populaire auprès des autres. Moshe échoua ainsi, malgré ses espoirs, à se faire élire chef de classe. On lui préféra des enfants beaucoup mieux formés au moule du moshav, tels Nahman Betser, Dov Yermiyah ou encore Amnon Yannai. L'aversion envers lui était devenue telle qu'il lui arrivait parfois d'être mis en quarantaine par ses camarades.

La personnalité du jeune Dayan était-elle aussi obscure qu'on le prétendait ? En vérité, il n'était pas si hautain, à en juger par les frasques des gamins de la « Société des voyous juifs de Palestine », plus connue sous son acronyme « Habibi », dont il était un membre actif. Simplement, il ne correspondait pas au modèle du jeune du moshav qui propageait une idéologie étriquée et, à maints égards, intolérante. Moshe était trop intellectuel, trop rêveur et trop individualiste pour incarner l'éthique de Nahalal qui magnifiait le travail de la terre comme la vie en collectivité.

Il était d'autant plus marginalisé en tant que fils de Shmuel qui, lui-même, n'avait jamais été populaire parmi les pionniers. Par monts et par vaux à travers toute l'Europe, il conduisait une carrière politique tambour battant. On dénonçait la suffisance de cet homme qui exaltait les vertus du travail de la terre tout en leur préférant le travail au sein du parti ou du syndicat. Non seulement il était impopulaire, mais il était même dénoncé pour trahir l'idéal sioniste. Comme devait l'observer une camarade de classe de Moshe, « nous tenions tous Moshe et sa famille pour des gens d'une franchise douteuse. À cette époque, je trouvais les Dayan plutôt rusés. Ils avaient été commerçants en Russie. Peut-être tout venait-il de là ? Les enfants héritent toujours quelque chose de leurs parents ». Ou une autre encore : « On trouvait Moshe très courageux, très doué et remarquablement intelligent. Mais on le trouvait fourbe. Son père était devenu un politicien et les politiciens deviennent fourbes… » Au fond, ces réflexions mimétiques étaient moins révélatrices des Dayan qu'elles ne l'étaient des mentalités à Nahalal, voire de l'idéologie du kibboutz. Quoi qu'il fasse, Moshe serait rejeté par les autres et porterait la marque jugée disqualifiante des Dayan. Il serait éternellement le « fils de Shmuel Dayan ». Les ressentiments des pionniers envers le père, son individualisme et son arrivisme forcenés, continueraient longtemps encore à déteindre sur le fils. Ce dernier devra alors miser sur son individualisme et emprunter, le cas échéant, des chemins de traverse étrangers aux milieux où il avait grandi.

## Dans les rangs de la Haganah

En avril 1926, à Nahalal, fut inaugurée en grande pompe, sous les auspices du docteur Hannah Maisel et en présence d'Haïm Weizmann en personne, l'école d'agriculture pour jeunes filles. Tous les garçons du moshav virent dans cet événement une sorte d'aubaine. Du moins, les adolescents. Moshe avait alors onze ans et ses camarades guère davantage. Comment s'y prendre pour approcher des jeunes filles d'au moins dix-huit ans dont la scolarité ne durait que deux années ?

La mission était quasi impossible. Par dépit, les garçons se rabattirent sur des farces et pantalonnades bien de leur âge. Une résurgence de cette société « Habibi » qui avait déjà fait jaser par le passé ? Les plus hardis lançaient de petites pierres en direction des filles dans le vain espoir de s'en faire remarquer. D'autres se contentaient, les veilles de shabbat, de s'introduire subrepticement dans les cuisines de l'école pour se gaver de puddings, de gâteaux ou de fruits du verger. Moshe était partie prenante de ces petits larcins qui devaient égayer la chronique de l'école et, au-delà, celle du moshav.

Trois ans plus tard, c'était une tout autre chanson. Quatorze ans bien sonnés, Moshe et ses camarades en avaient terminé avec l'école primaire. Or l'enseignement qui leur avait été dispensé restait rudimentaire. Pour le parfaire, on décida de confier à l'école des filles la tâche d'assurer le perfectionnement de ces jeunes garçons. L'expérience resta cependant lettre morte, à ceci près que certains de ces jeunes gens suivirent tout de même ces cours spéciaux. Parmi eux, Moshe Dayan. Contrairement à la légende[41], il ne fut pas le seul garçon à effectuer ses études secondaires à l'école des filles. Il ne fut pas davantage ce « loup dans le poulailler » que certains se plurent à décrire. En fait, rien ne fut simple pour Moshe, qui dut se résoudre à concilier ses études avec le travail de la ferme dont une grande partie de la charge reposait désormais sur les épaules de sa mère.

En septembre 1929, en effet, alternant pérégrinations au long cours et retours au bercail, Shmuel avait accepté cette fois une mission aux États-Unis pour le compte de la direction de l'Histadrout. Une mission assez floue qu'il définit lui-même en ces termes : « J'avais été désigné pour pousser un grand cri d'amertume, pour rallier la nation et la tirer de sa béatitude… » S'il ne doutait de rien à son départ de Palestine, sa première rencontre avec le leader du sionisme américain Louis D. Brandeis le ramena très vite sur terre.

Juriste brillantissime et futur juge à la Cour suprême[42], ce dernier n'accordait qu'une attention distraite aux Juifs de Palestine, cette communauté qu'on appelait le *Yishouv*, préférant agir en concertation avec Weizmann dans le cadre de l'Organisation sioniste mondiale[43]. Tout comme Weizmann auparavant, Brandeis rejeta la proposition de Shmuel concernant les terres du Horan en Transjordanie. À l'évidence, Shmuel Dayan était trop petit pour jouer dans la cour des grands. Il tenta bien quelque temps de donner le change et de jouer les importants en s'étendant lourdement, dans ses correspondances, sur les discours et conférences de presse qu'il tenait, ainsi que sur les articles sur Nahalal qu'il donnait dans le quotidien yiddish *Der Tag* (« Le Jour »). Ce n'était cependant qu'une piètre consolation et il ne tarda pas à reprendre ses jérémiades habituelles dans ses lettres à Dvorah, toute mauvaise conscience bue. Depuis longtemps, Dvorah s'était habituée à la situation. En octobre 1929, la veille de Yom Kippour, elle lui écrivit ainsi : « Quand ma vie était la plus difficile, j'ai souvent pensé à te demander de revenir. Mais, chaque fois, j'en ai décidé autrement : il faut être fort et endurer[44]. »

Moshe, lui, admirait le courage et la sensibilité de Dvorah. Elle n'avait pas de bottes en caoutchouc pour ramasser les légumes qui pourrissaient dans le bourbier qu'était devenu leur champ. Sa santé était toujours aussi mauvaise et celle de ses enfants guère meilleure. Elle était désargentée et s'était lourdement endettée auprès de la boutique du village. Et elle supportait en silence, stoïquement. Sans jamais se plaindre ou élever la voix. Moshe était frappé par sa force de caractère. Un jour, poussée par la nécessité, Dvorah résolut d'enfreindre une des lois fondamentales du moshav. Elle vendit ainsi directement le lait de sa ferme à un marchand ambulant arabe en échange de légumes frais au lieu de passer par la centrale de vente du village. Le verdict du moshav fut implacable : le lait des vaches de Dvorah ne serait plus accepté par la laiterie coopérative. En conséquence de quoi, sans jamais se départir de son calme, la jeune femme déversa devant la coopérative, en signe de protestation, le contenu de tous ses bidons jusqu'à la dernière goutte.

Bien plus tard, Moshe notera : « Je n'ai jamais vu ma mère pleurer, même aux enterrements. Elle ne perdait jamais le contrôle d'elle-même[45]… Elle aurait pourtant eu le droit d'ébranler le ciel et la terre de ses plaintes avec les difficultés de la vie à la maison et sa mauvaise santé. Mais elle

gardait tout par-devers elle[46]. » Aussi comprit-il la décision de sa mère de ne plus se sacrifier éternellement pour un mari aussi inconséquent.

À partir de 1929, Dvorah se mit à publier de brefs récits dans *Dvar Hapoelet*, l'organe des femmes du mouvement sioniste. Sa première publication, intitulée « Mon aliyah », fut unanimement saluée, notamment par la rédactrice en chef Rahel Katznelson, qui vit même en elle le symbole de la nouvelle femme juive : maternelle, enracinée dans le pays et incarnant les valeurs et les vertus d'une société pionnière. Pas d'envolée moralisatrice ou idéologique dans les écrits de Dvorah, seulement une finesse, une lucidité et une sensibilité qui avaient toujours manqué à Shmuel. Elle continuera à écrire pour *Dvar*, dont elle deviendra membre du comité de rédaction. Peu après, elle sera choisie pour faire partie du Bureau des travailleuses sionistes. Moshe n'était pas peu fier de la considération due aux mérites de sa mère, même si la conséquence en était pour lui une surcharge de travail à la ferme. Quand Dvorah devait se rendre à Tel-Aviv, elle emmenait, en effet, avec elle ses deux plus jeunes enfants. Pendant ce temps, il incombait à Moshe de s'occuper des travaux de la ferme, traire les vaches ou nourrir les poules : « J'avais pitié de Moussik qui restait seul à la maison[47]… »

À l'inverse, l'adolescent comprit d'une manière irrévocable la responsabilité de son père dans les difficultés familiales. Plus tard, ses mémoires refléteront la sévérité sans appel de son jugement sur Shmuel : « Même encore enfant, je compris que mon père ne s'exprimait que par formules, tels la plupart des chefs de Hapoël Hatzaïr. Quand un fils découvre que son père tient des propos sans rime ni raison, il commence à ne plus le respecter. Il était inutile de discuter avec mon père, car il ne développait jamais son argumentation avec logique. Discuter avec lui ne pouvait jamais convaincre. Père proférait des truismes et on en restait là[48]. » Et d'en conclure : « Je ne respectais pas particulièrement mon père. En fait, je ne le respectais pas du tout. Ma mère, en revanche, je la respectais vraiment[49]. »

La situation familiale désordonnée accentua l'esprit d'indépendance de Moshe, qui devenait déjà le maître de sa propre vie. À quinze ans, il commença à nouer des amitiés amoureuses avec des *futchra*, l'appellation qu'on donnait à Nahalal aux adolescentes séduisantes qui tapaient dans l'œil des garçons. La première d'entre elles s'appelait Haya Rubinstein, que tout le monde surnommait « Joule ». Elle avait seize ans – deux de plus que lui –, des boucles brunes et des yeux bleus enjôleurs. Moshe avait longtemps hésité avant de l'inviter à se promener en sa compagnie. Il avait même dû

prendre son courage à deux mains. Par bonheur, il ne déplaisait pas à Haya, qui fut même sidérée en découvrant la réputation peu flatteuse de son soupirant : « On raconte des choses terribles à son sujet, qu'il est menteur, égoïste, arriviste… et orgueilleux. Malgré tout, on continue de le respecter[50]. » Il y eut quelques flirts dans les champs, quelques danses au centre de jeunesse du moshav, quelques baisers furtifs aussi. Mais cette relation resta sans lendemain. Pour Moshe, l'action prenait d'ailleurs le pas sur les amourettes d'adolescents. Et les temps étaient propices.

## *La sécurité à Nahalal*

Pour la Palestine, en effet, 1929 constitua un tournant. Cette année-là, le grand mufti de Jérusalem, Hadj Amin al Husseini, connu pour son activisme et son extrémisme religieux, répandit la rumeur que les Juifs « complotaient » contre les Lieux saints de l'islam, notamment l'esplanade du Rocher et la mosquée al Aqsa. Les affidés du mufti firent même courir le bruit que les Juifs distribuaient des bonbons, des friandises et des figues sèches empoisonnés aux enfants arabes.

Ce n'était rien de moins qu'un nouvel appel, au nom du Jihad, au soulèvement des masses arabes contre les Juifs. Les forces mandataires britanniques laissèrent faire. Ce soulèvement fut d'une grande violence. À Jérusalem, dans le quartier de Boukhara, au cœur de la vieille ville, des Juifs furent massacrés et leurs synagogues pillées puis incendiées. À Safed, et à Hébron surtout, le soulèvement prit des allures de pogrom antijuif dans la plus pure tradition. On dénombra 133 tués et plusieurs centaines de blessés dans la communauté juive de Palestine. Partout dans les implantations de pionniers se propagea l'angoisse d'être attaqué et d'être la proie du fanatisme. Cette peur s'étendit jusqu'à Nahalal qui, pourtant, vivait plutôt en paix depuis des années avec ses voisins arabes.

Bientôt, à l'instar des autres kibboutzim, Nahalal fut incité à se joindre à la Haganah[51]. Cette organisation paramilitaire sioniste avait été fondée à Jérusalem à la suite des premières agressions antijuives de grande ampleur en 1920. Elle prolongeait la tradition juive d'autodéfense telle qu'on la concevait en Russie et, en particulier, celle du HaShomer qui se chargeait de la protection des implantations agricoles juives de Palestine. À la différence du HaShomer, organisme clandestin, la Haganah fut créée au grand jour, au

vu et au su des forces mandataires, qui finirent par la tolérer sans toutefois aller jusqu'à la reconnaître officiellement. Il est vrai que les Anglais brillaient par leur grande passivité en matière de maintien de l'ordre local. Les Juifs pouvaient ainsi se faire massacrer dans l'indifférence générale. Malgré son efficacité limitée, la Haganah jouissait d'un grand prestige au sein du Yishouv. Être sélectionné pour en faire partie, tout particulièrement pour les jeunes, était un honneur recherché. Les garçons recevaient une instruction militaire, un entraînement au maniement des armes notamment, qui les faisait immédiatement entrer dans le monde des adultes, et ils n'en étaient pas peu fiers.

À Nahalal, les adolescents furent recrutés comme sentinelles, le plus souvent au côté de leur père. Shmuel étant parti en Amérique, Moshe était un cas à part, car il agissait sans tuteur. De plus, il avait un avantage sur la plupart de ses camarades parce qu'il s'était déjà familiarisé avec les armes. Dès l'âge de dix ans, il s'était entraîné à tirer à la carabine sur des bouteilles vides. Il le reconnaîtra plus tard : « Aussi loin que je me souvienne, il y avait un fusil et des munitions à la maison. Le maniement des armes se confondait avec le travail de la ferme. » Pour Moshe comme pour les autres garçons du moshav, son enrôlement au sein de la Haganah fut un grand jour, même si cela n'enchanta guère Dvorah : « Il est entièrement sous l'influence de la "loi militaire"… Cela me cause beaucoup de souci. » La mère de Moshe n'avait aucune raison particulière de s'inquiéter parce que Nahalal vivait alors plutôt en paix avec son voisinage. Elle appréhendait cependant de voir son fils chevaucher dans les champs – c'était un excellent cavalier – à longueur de journée en compagnie d'une bande de garçons entraînés par un certain Yehuda Mor, le chef de la sécurité du moshav qui n'était autre que l'oncle de Moshe. Et il y avait aussi ces fameux « moniteurs », Nahum Havinsky et Yossef Dromi, qui avaient servi dans la cavalerie tsariste et avaient le profil typique de baroudeurs prêts pour la première aventure venue.

Monter comme un cosaque, sauter à terre et enfourcher un cheval au galop… Tout cela faisait déjà partie de l'imaginaire de Moshe, où se côtoyaient hommes d'épée et autres géants de légende. La réalité était pourtant plus ingrate, la mission essentielle des cavaliers consistant à chasser les troupeaux que les Bédouins menaient paître au milieu des champs de Nahalal. Depuis des générations, des tribus de bergers nomades en provenance de Transjordanie faisaient paître leurs bêtes dans la vallée de Jezréel. Elles dressaient souvent leurs tentes sombres à proximité des

sources et des puits de la rive orientale du Kishon. Des pâtres turkmènes y venaient également marauder. Il s'ensuivait d'incessants problèmes de voisinage qui alourdissaient l'atmosphère et ravivaient les tensions. On reconnut très vite au jeune Moshe une autorité naturelle ainsi qu'un sens quasi inné du commandement. Exceptionnelle pour son âge, son intrépidité était telle qu'il semblait ne pas connaître la peur. Il reconnaîtra plus tard qu'il n'était pas plus courageux qu'un autre : « Simplement, depuis mon enfance, je ne sais pas ce qu'est la peur. » Certains de ses camarades ironisaient sur sa « déficience de crainte ». Les anciens beaucoup moins : ils tentaient, en pure perte, de lui faire comprendre de ne pas trop forcer la chance.

Les occasions de se frotter aux Arabes de la région, tout particulièrement ceux de la tribu Arab el-Mazarib, étaient légion. L'enjeu en était certaines parcelles de terre du moshav dont cette tribu contestait la propriété. Ses bergers conduisaient les troupeaux sans égard pour les cultures, que les bêtes piétinaient, eux-mêmes ne se privant pas au passage de taillader ici ou là les eucalyptus plantés par les travailleurs sionistes. La mission de maintien de l'ordre assurée par les jeunes montait inévitablement à la tête de certains d'entre eux.

Moshe n'était pas de ces excités jouant les bravaches. Encore moins le jour où il reconnaîtra parmi les bergers qu'il s'apprêtait à chasser sans ménagement un de ses amis d'enfance, Wahsh (« le loup ») Hanhana. Les deux garçons étaient amis et Wahsh venait souvent chez Moshe. Il conduisait même parfois la mule dans les champs tandis que Moshe maniait la charrue. Mais à présent, c'était tout autre chose. Moshe défendait les droits des sionistes contre les Bédouins. L'affaire dégénéra en un affrontement au cours duquel Moshe reçut une pierre sur le crâne qui le laissa temporairement inconscient, le visage en sang. On prétendit que la pierre avait été lancée par Wahsh. Peu rancunier, Moshe resta mesuré à la différence de ses camarades, qui condamnèrent aussitôt la « sauvagerie » et la « perversité » des Arabes. Peut-être estimait-il qu'il s'agissait des risques du métier ? Peut-être voyait-il dans l'incident avec Whash la réédition moderne de la rivalité traditionnelle entre fermiers et bergers, laquelle remontait aux temps immémoriaux de Caïn et d'Abel ? Peut-être aussi s'attachait-il à comprendre les raisons ayant poussé les Bédouins à agir de la sorte ? Sa conclusion personnelle de l'épisode dut en déconcerter plus d'un : « Il était évident qu'ils voulaient la même chose que nous… Ils ne sont pas pires que nous[52]. »

Moshe refusait de se laisser embrigader ou de céder aux sirènes de l'extrémisme. Il ne fut jamais très enthousiaste à l'idée d'adhérer à l'Hanoar Ha'Avoed, le mouvement de jeunesse de l'Histadrout. Il s'en expliqua en soutenant que ce mouvement ne s'adressait qu'aux jeunes des villes et ne concernait en rien les kibboutzim. Ce n'était qu'un prétexte, bien sûr, et Moshe eut d'ailleurs l'occasion de s'en entretenir directement avec l'un des fondateurs de l'Hanoar Ha'Avoed, un certain Israel Galili. Cela ne le rendit pas plus populaire auprès des jeunes de Nahalal, bien au contraire. Plus tard, devenu chef d'état-major de la Haganah, Galili se souviendrait de cet adolescent n'ayant pas froid aux yeux, qui défendait crânement l'« esprit de Nahalal ». À l'époque, il ne pouvait saisir pleinement l'aversion de l'adolescent pour les bureaucrates et les professionnels de la politique. Il ne soupçonnait même pas à quel point il était fait pour l'action.

## *Moussik devient Moshe*

Le soulèvement arabe de 1929 marqua le début d'escarmouches répétées opposant des bandes armées palestiniennes aux pionniers juifs. Couvant jusque-là sous la cendre, le feu s'étendit à mesure que les masses arabes commençaient à s'organiser. Dès le début des années trente s'était formée, sous la houlette d'Abd el Kader al Husseini, l'organisation clandestine du « Combat sacré » (*al Jihad al Muqaddas*). Fils de notable et neveu du grand mufti de Jérusalem, diplômé en chimie de l'université américaine du Caire, Abd el Kader s'était vite lancé dans l'action politique, puis dans l'activisme. Le Jihad travaillait à collecter des fonds pour l'achat d'armements, ce qui était le nerf de la guerre. Ses menées visaient notamment la vallée de Jezréel et finirent par atteindre Nahalal.

En décembre 1932, une bombe explosa dans l'implantation agricole, tuant un kibboutznik et son fils de huit ans. Cette agression à caractère terroriste, comme d'autres qui allaient suivre, avait été fomentée par une organisation appelée *Qassamayin* (« Cheikhs barbus ») du nom de leur chef, Ezzedin al Qassam. Soixante-cinq ans, d'origine syrienne, ce prédicateur religieux puis nationaliste, proche de l'organisation des Frères musulmans qui venait d'être fondée[53], était très secret. Sa popularité était pourtant inégalée auprès des foules arabes. À la différence d'autres prédicateurs, al Qassam parlait moins d'humiliation ou de vengeance que de fierté arabe : « Les sionistes ne sont qu'un moment de notre histoire. Ce moment

passera… Mais nous, Arabes, devons nous prendre en main au nom de nos valeurs et de l'islam. » Al Qassam, pour qui la lutte était naturelle, constitua bien vite la Fraternité des Qassam, qui deviendra par la suite la Main noire. Il organisa des actions de guérilla – meurtres et sabotages – contre les kibboutzim, et l'on racontait qu'avant d'envoyer ses hommes en mission, il leur lisait des versets du Coran. En novembre 1935 toutefois, lors d'une attaque contre de nouvelles implantations agricoles, Ezzedin al Qassam trouva la mort. L'émotion fut considérable dans toute la Palestine et ses exploits furent célébrés à l'envi par la presse arabe. Une foule immense assista à ses obsèques, à Haïfa. Mais ce fut un soulagement pour les pionniers. Beaucoup d'entre eux considéraient les *Qassamayin* et leurs semblables comme de « sales criminels », et leurs bases des « nids d'assassins ».

À la lecture des lettres qu'il recevait de Shmuel, Moshe savait bien que telle était également son opinion. Mais lui-même refusait de voir les Arabes à travers les « yeux d'un Juif russe » et comprenait que la révolte palestinienne n'était peut-être pas tant le fait de voleurs et de pillards que de nationalistes sincères et déterminés. Plus tard, devenu chef de Tsahal, Moshe Dayan n'hésitera pas à rendre à al Qassam un hommage qui dut susciter beaucoup de perplexité autour de lui : « J'ai compris qu'ils étaient mus par un sentiment national. J'avais jusqu'alors été nourri d'histoires sur les brigands arabes et sur le voleur le plus fameux, Abou Jilda. La personnalité d'al Qassam me fit découvrir dans les bandes arabes une ébauche de structure nationale. Considérés individuellement, les *Qassamayin* étaient dignes de respect. C'étaient des idéalistes d'exception[54]. »

Confrontés à ces événements, les jeunes de Nahalal s'étaient tous enrôlés au sein de la Haganah. L'instruction qui lui fut alors inculquée permit à Moshe de se familiariser avec les règles de base de la conduite militaire sur le terrain. Des règles qu'il tenait obstinément secrètes, le mystère ayant pour effet d'attiser l'intérêt des jeunes filles qu'il fréquentait. Shmuel brillait toujours par son absence et ses correspondances indiquaient fièrement qu'il participait à telle ou telle réunion, à tel ou tel congrès sioniste. À présent, cela laissait Moshe totalement indifférent. Mais sa mère Dvorah commençait, elle aussi, à se laisser absorber par ses tâches publiques. Moshe, sur qui retombait de plus en plus le poids des travaux agricoles, en conçut une vive amertume, tout en tâchant de ne pas trop le montrer. Il supportait difficilement une situation qui réduisait sa liberté

d'action et l'empêchait notamment d'étudier. Dix-huit ans, il avait gagné en maturité et n'était plus le « Moussik » de sa maman. Son idylle avec Haya terminée, il avait déjà conquis le cœur d'une nouvelle *futchra*. Elle s'appelait Judith Widgodsky, mais tout le monde la surnommait « Youka ». Elle était sans conteste la plus jolie fille de l'école. On les vit se promener et danser ensemble les veilles de shabbat. Il leur arrivait aussi de flirter, mais rien de plus. Moshe mettait un point d'honneur à se distinguer des autres garçons qui ne savaient pas toujours refréner leurs désirs. Youka qualifiera de « chevaleresque » l'attitude de son partenaire. Chevaleresque, oui, mais avec une nuance de romantisme dans son apparence comme dans son comportement. Une photo de l'époque le montre à Nahalal, étendu dans un champ de blé, le regard dans le vague. Nul doute que les jeunes filles ne pouvaient qu'être attirées par ce jeune homme d'allure dégingandée qui ne ressemblait décidément pas aux autres garçons. Il y avait en lui quelque chose d'inaccessible qui échappait au sens commun. Était-ce parce qu'il paraissait réfléchi, comme mû par une expérience personnelle d'où il tirait une perception toute particulière des choses de la vie et de l'esprit ?

Les plus jeunes de Nahalal voyaient en Moshe un grand frère, voire un chef. Pas forcément adulé, mais respecté. Son admission dans les rangs de la Haganah n'y était pas pour rien. Être adoubé, il est vrai, par une autorité extérieure et supérieure au moshav ne pouvait que renforcer sa crédibilité ou son aura. Cette autorité se souciait moins de bonne camaraderie que de courage ou d'esprit d'initiative. Moshe refusait toujours aussi obstinément de se laisser embrigader dans des activités partisanes ou entraîner dans des causes qui ne le concernaient qu'assez peu. Il refusa d'adhérer au parti de gauche Mapaï[55] ainsi qu'on l'y incitait. Les autres partis politiques le laissaient d'ailleurs tout aussi indifférent, même s'il consentit à se rapprocher de l'Histadrout, la centrale syndicale étant alors considérée comme le noyau incontournable de la vie publique du Yishouv.

La seule ambition de Moshe était alors d'étudier, une autre façon de conquérir son indépendance. Celle-ci se manifesta clairement lorsqu'il partit à Tel-Aviv travailler sur un projet de construction de maisons en dur à Nahalal, où n'existaient encore que des baraquements. Même s'il n'y gagnait pas beaucoup d'argent, travailler dans le bâtiment était toujours plus valorisant à ses yeux que de rester cloué à la ferme. Dvorah n'y était pas favorable, mais Moshe avait passé outre. Shmuel menait sa vie à sa guise sans se préoccuper des inconvénients qu'il causait chez les siens. De guerre

lasse, Dvorah avait fini, elle aussi, par décider de ne plus sacrifier ses propres ambitions ; il n'était donc pas illogique que Moshe se comportât de la sorte. Au demeurant, il poursuivait parallèlement ses études avec acharnement : dans la journée à l'Université populaire, où étaient donnés des cours de littérature et de grammaire hébraïques, et le soir à l'école du Technion, où l'on enseignait la géométrie, l'algèbre et le dessin. Pendant ce temps, sa relation avec Youka se poursuivait et il s'épuisait en allers-retours quasi quotidiens entre Tel-Aviv et Rishon-le-Sion, où vivait désormais la jeune fille auprès de ses parents. Moshe lui demanda de l'épouser, il n'avait pas encore dix-neuf ans. Elle accepta du bout des lèvres, tout en estimant qu'ils étaient tous deux trop jeunes pour fonder une famille et se consacrer aux travaux domestiques. Elle était surtout convaincue que son prétendant resterait, de toute façon, un agriculteur. À Nahalal ou ailleurs, cela ne changerait rien à sa situation. Leur relation s'étiola peu à peu jusqu'à cesser définitivement.

On était alors en 1934 et la situation en Palestine ne cessait d'empirer. Les tensions croissantes entre les Arabes et les Juifs ne permettaient plus à ceux-ci de s'éloigner sans danger des kibboutzim. À la même époque, les immigrés juifs clandestins, notamment ceux en provenance de l'Allemagne nazie, commençaient à affluer en Palestine malgré l'opposition déterminée des forces mandataires britanniques. Déterminés à maintenir la paix localement, les Anglais se croyaient tenus de donner des gages aux Arabes en bloquant notamment l'immigration juive.

Moshe sentit que le moment était venu pour lui de sortir du bois. Il rédigea son premier article pour une publication sioniste, *Bamaaleh*, ce qui lui donna un léger avant-goût de notoriété. Un jour de septembre 1934, dédaignant les mises en garde des aînés du moshav, il partit avec deux amis dans une longue virée « touristique » le long du Jourdain jusqu'au désert du Néguev. L'équipée fut plutôt sportive. Passe encore qu'ils aient longé le mont Hermon et se soient aventurés en des endroits inaccessibles aux pionniers. Passe également qu'ils se soient risqués à explorer la portion de la vallée du Jourdain, au nord de la mer Morte, où les Juifs n'avaient établi aucune implantation agricole. Mais leur audace ou leur inconscience les conduisit jusqu'à des localités réputées hostiles aux Juifs, telles Beit She'ab, Jéricho et, surtout, Hébron. Ils échouèrent même en pleine nuit au beau milieu d'un campement bédouin. Les adolescents comptaient fièrement parcourir la route menant de Beersheba à Gaza lorsqu'ils furent interpellés par un policier arabe. Celui-ci s'exprimant en arabe, les trois adolescents ne

trouvèrent rien de mieux à faire que de répondre en hébreu et même de souligner avec véhémence que la langue hébraïque était l'une des trois langues en vigueur sous le mandat britannique. L'épisode trouva son épilogue lorsqu'un policier britannique arrangea l'affaire et les expédia d'autorité dans un autobus, direction Jaffa. De là, les trois gamins rallièrent Tel-Aviv.

L'histoire aurait pu s'arrêter là. Mais Moshe avait de la suite dans les idées. Il fila tout droit dans les bureaux de *Davar* (« Parole », en hébreu), le journal de la gauche sioniste dirigé alors par Berl Katznelson, le mari de Rahel, et qui était un des quotidiens les plus lus du Yishouv. Il fit mouche. Dès le lendemain, sous la plume de Zalman Shazar[56], *Davar* titra sur l'héroïsme de jeunes sionistes qui s'étaient dressés pour la défense de la langue hébraïque. Bien sûr, *Davar* était largement distribué jusqu'à Nahalal. Moshe devint à sa manière une sorte de célébrité locale, ce qui n'était pas pour lui déplaire. Alors qu'il n'avait pas encore vingt ans, Moshe Dayan n'était déjà plus tout à fait un comparse. Mais il était clair que cela ne pouvait plus lui suffire.

# 2

# La naissance d'un chef

« Il y a déjà trop d'intellectuels juifs ! » En ces termes bien sentis, une jeune fille de dix-sept ans signifia à ses parents qu'elle n'avait pas l'intention de poursuivre ses études secondaires. Elle s'appelait Ruth Schwartz, et avait été admise à l'école d'agriculture de Nahalal. Selon un rituel bien rodé, les garçons du moshav dévisageaient en détail les nouvelles arrivantes, tout particulièrement celles qui leur plaisaient. De leur côté, les filles cherchaient tout autant à repérer un éventuel partenaire. À l'issue de cette petite parade

initiatique, chacun savait à peu près avec qui danser le vendredi soir au centre de la jeunesse.

Cela se passa-t-il ainsi lorsque le regard de Moshe croisa celui de Ruth ? La jeune fille était issue d'un milieu familial aisé et cultivé qui faisait partie de l'élite politique de Jérusalem, souvent anglophone et volontiers socialisante. Ses parents, Zvi et Rachel Schwartz, tous deux diplômés de l'université, avaient enseigné à l'école de Merhavia. En 1920, ils étaient partis pour l'Angleterre, où Zvi avait suivi les cours de la London School of Economics et en était ressorti diplômé. Parallèlement, il avait étudié à l'Institut rabbinique et s'était même chargé des traductions d'hébreu en anglais pour le compte du *Keren Hayesod*[1]. Revenus à Jérusalem en 1925, les Schwartz avaient fait de leur demeure une sorte de salon politique qui attirait la crème du sionisme de gauche. Tous ceux qui comptaient alors dans les cercles dirigeants du Yishouv, parmi les écrivains et les artistes juifs, les administrateurs britanniques ou l'aristocratie arabe, défilaient tôt ou tard chez eux.

L'idylle entre Moshe et Ruth fut rapide : seulement dix mois s'écoulèrent entre leur première rencontre et leur mariage. Ils se rencontrèrent et se plurent aussitôt. On les vit danser au carrefour de Nazareth ou s'accorder de longues promenades dans un chariot à bœufs. Ils gravèrent leurs initiales « RS » et « MD » sur un tronc d'eucalyptus. Ruth donna des leçons d'anglais à Moshe, tandis qu'il lui apprit le sens de l'engagement au sein de la Haganah. Une idylle sioniste du meilleur aloi ! L'automne 1934 venait à peine de s'achever quand Ruth présenta Moshe à ses parents, à Jérusalem. Elle-même rendit visite à Shmuel et Dvorah. Tout à sa rupture avec son mode de vie citadin et à son engouement pour l'esprit du kibboutz, elle alla jusqu'à se persuader de trouver du charme à Nahalal et à sa disposition caractéristique en cercles concentriques : les services publics au centre, les fermes à la périphérie puis les champs au-delà, ainsi que l'avait imaginé à l'origine l'architecte Richard Kaufmann.

Tombée amoureuse de Moshe, Ruth n'était pas prête pour autant à envisager le mariage. Ses camarades d'école, tout autant que l'idéal sioniste, dénigraient cette institution bourgeoise passée de mode. Moshe, quant à lui, encore échaudé par sa relation avec Youka, n'était pas loin d'y voir une complication supplémentaire et superflue. Il désapprouvait également l'enthousiasme excessif de Ruth pour le kibboutz : « Tu vas simplement finir par gâcher ta vie ou épouser un idiot qui te fera six enfants et dont tu

divorceras[2]. » Moshe oubliait au passage que, dans des implantations pionnières comme Nahalal, le divorce n'était pas de mise. On se suicidait, à la rigueur, mais on ne divorçait pas[3]. Ils se marièrent néanmoins en juillet 1935. Il avait vingt ans et elle dix-huit.

Leur union fut un événement à l'échelle de Nahalal. Les Schwartz louèrent un bus pour faire venir jusqu'au moshav leurs relations de Jérusalem, parmi lesquelles des personnalités très en vue : du Dr Arthur Ruppin, un des grands concepteurs de la colonisation agricole juive, à Moshe Shertok, le directeur politique de l'Agence juive[4] qui administrait alors le Yishouv, accompagné de son épouse Zipporah. Moshe, pour sa part, horrifia plus d'un kibboutznik en invitant en grande pompe la tribu Arab el-Mazarib au complet. Il était rarissime que des Arabes assistent à un mariage juif, mais telle avait été la volonté du jeune marié. Dans cette tribu, il comptait des amis de longue date : le fameux Wahsh ou encore Abdallah Mustapha. Ceux-ci n'en furent pas les derniers étonnés, et le conseil de la tribu bédouine avait dû étudier soigneusement la question avant d'accepter l'invitation. On verra tout même les Bédouins se lancer dans une *debka* endiablée, la danse qui accompagnait traditionnellement leurs propres mariages, aux sons de la flûte et de la darbouka. De ce jour, chez les Arabes, « Moussa » passera pour une sorte de héros : « Le Bédouin juge un homme à son audace. Nous reconnaissions en lui un homme qui va de l'avant, sans peur face à n'importe qui, fût-il désarmé[5]. »

Si Ruth était subjuguée par la vitalité et le charme de Moshe, ce dernier restait aux yeux de ses beaux-parents un jeune homme affligé de grosses lacunes en matière d'éducation et de culture. Comme cadeau de mariage, ils lui offrirent un voyage d'études en Angleterre. Ils lui procurèrent un passeport anglo-palestinien qui le décrivait comme un cultivateur de cinq pieds huit pouces[6], aux cheveux noirs et aux yeux bruns. Au passage, ils lui apprirent à s'habiller correctement – notamment à nouer une cravate –, et ils lui inculquèrent quelques rudiments de base pour bien se comporter dans la bonne société. Les Schwartz usèrent surtout de leurs relations étendues, du professeur Harold Lasky à Haïm Weizmann en personne, pour que leur gendre soit accepté à la London School of Economics. La belle-famille de Moshe était influente et lui ouvrait à l'évidence un tout autre avenir que celui qui lui était promis à Nahalal.

Son séjour londonien en compagnie de Ruth – leur voyage de noces – fut cependant un échec et ne dura qu'un tout petit semestre à partir de

l'automne 1935. Moshe détesta dès le début la capitale anglaise, son *fog* et sa grisaille. Il comprit par la même occasion qu'il supportait très mal son éloignement de la Palestine. Malgré les encouragements de sa jeune épouse – elle avait déjà vécu pendant plusieurs années en Angleterre –, ses progrès en anglais furent laborieux. Et il s'accommodait mal du costume-cravate, dont il ne tarda pas à se défaire. Il finit son séjour en chemise ouverte et en sandales[7]… Peut-être aussi avait-il mauvaise conscience de mener une existence confortable, sinon futile à ses yeux, alors que les nouvelles en provenance de Nahalal n'étaient pas fameuses. L'exploitation familiale, accablée de dettes du fait de mauvaises récoltes, battait de l'aile. Pendant ce temps, Shmuel ne manquait pas d'expédier au jeune couple des lettres fielleuses lui reprochant d'oublier la terre du sionisme. Au demeurant, bien plus que les griefs de son père, ce furent les événements en Palestine qui décidèrent Moshe à rentrer chez lui. Plus tard, il déclarera à ce propos : « Je suis parti pour l'Angleterre sans diplôme et sans savoir un mot d'anglais. Je n'ai même pas passé une seule journée à Cambridge. Être à l'étranger me déprimait […]. Je suis demeuré là-bas six mois et n'en ai rien tiré. J'ai appris seulement assez d'anglais pour pouvoir soutenir une conversation […]. Les troubles de Palestine me fournirent une excuse suffisante pour rentrer[8]. »

## À l'école de Wingate

Au printemps 1936, la Palestine avait recommencé à bouger sérieusement. Il avait suffi de nouvelles agressions contre des Juifs au cœur de Tel-Aviv[9] pour mettre le feu aux poudres. Le pays s'embrasait encore plus gravement qu'au moment des événements dramatiques de 1921 et de 1929. Cette fois, tous les cheikhs bédouins, le parti de l'*Istiqlal* (parti de l'Indépendance) et même le clan modéré des Nashashibi appelaient à la révolte. De son côté, le grand mufti Hadj Amin al Husseini institua un Haut Comité arabe qui décréta le boycott de la communauté juive et, partant, une grève générale illimitée. Les objectifs de la grève étaient clairs : faire interdire l'immigration juive ainsi que l'achat de terres par les sionistes et préparer la mise sur pied d'un gouvernement national arabe en Palestine.

L'immigration, il est vrai, était devenue une question sensible alors qu'un nombre croissant de Juifs fuyaient en catastrophe leurs pays européens d'origine. Elle était même devenue en partie illégale, au regard des quotas et

restrictions sévères qu'avaient édictés les autorités anglaises afin de la freiner au maximum. La grève déclenchée par les organisations arabes était de caractère insurrectionnel. Elle dura six mois, mais les troubles, eux, se prolongèrent durant près de trois années : l'heure de la Grande Révolte arabe, dont le Yishouv devait payer un prix particulièrement élevé[10], avait sonné. Plus les attentats se multipliaient – sabotages, meurtres, actes de violence urbaine –, plus le mandataire britannique s'inquiétait. Ce n'étaient plus seulement des escarmouches épisodiques, mais une guérilla organisée. Les rebelles palestiniens en étaient venus à incendier l'aéroport de Lod, à s'emparer de la vieille ville de Jérusalem et à brûler les récoltes dans les villages isolés. En Samarie, dans les monts de Judée, à Jaffa ou à Naplouse, les insurgés livraient des assauts incessants.

Jusqu'alors, Londres avait tergiversé afin de ménager ses interlocuteurs arabes, en Palestine et au-delà – en Transjordanie, en Irak ou en Arabie. À présent, confrontées à une situation presque incontrôlable, les forces anglaises durent intervenir aux côtés des sionistes. Ceux-ci étaient eux-mêmes en train de se réorganiser. La Haganah monta en puissance et accrut ses effectifs. Pour la première fois, ses membres reçurent une instruction militaire, d'abord en tant que milice puis en tant que troupe opérationnelle. Sous l'impulsion d'Eliyahu Golomb[11], partisan d'une « défense civique », la force d'autodéfense juive avait même procédé à des achats massifs d'armes, avant de se mettre à en fabriquer par ses propres moyens. Dès 1936, la Haganah coopéra officiellement avec la puissance mandataire. Dans un premier temps, elle détacha des « guides » auprès des unités anglaises. La condition pour en faire partie ? Connaître parfaitement le pays et s'exprimer en anglais à peu près correctement.

Rentré d'Angleterre, Moshe n'avait d'autre urgence que de rejoindre Nahalal et d'y retrouver sa famille. Avec Ruth, ils s'installèrent à la ferme des Dayan, mais la cohabitation entre les « vieux » et les « jeunes » devint bien vite conflictuelle par la faute de Shmuel qui avait cessé ses voyages au long cours. Non content d'avoir gâché la vie de sa famille à cause de son égoïsme, il s'employait désormais à la régenter à coups d'oukases d'un autre monde ou d'un autre temps. À ses yeux, toute activité hors les travaux de la ferme était inutile, voire suspecte, quand elle n'était pas qualifiée de « petite-bourgeoise ». Sa belle-fille devint la cible favorite de ses critiques en raison de son éducation trop poussée à son goût. L'affrontement se produisit lorsqu'elle s'occupa d'une petite chienne boxer, dénommée Laba, que ses

parents lui avaient offerte. Aux yeux de Shmuel, l'entretien d'un animal domestique était le comble de la futilité. Dvorah, pour sa part, était déçue que l'arrivée de Ruth ne pût la soulager de ses activités domestiques, elle-même consacrant de plus en plus de temps aux affaires publiques.

Des jeunes de Nahalal avaient fondé un groupe qui projetait de créer à terme un nouveau kibboutz à la frontière nord qui conjuguerait mise en culture et défense. Le conseil de Nahalal leur avait alloué provisoirement quarante hectares sur la colline de Shimron. Ruth était enthousiaste à l'idée de se joindre à eux, Moshe beaucoup moins : « Le collectivisme absolu, la vie en groupe de même que l'égalité ne conviennent ni à mes habitudes ni à mon tempérament[12]. » Il fut d'ailleurs accueilli assez froidement par le groupe, traînant encore la réputation d'un jeune homme ombrageux, égoïste et peu apte à s'intégrer à une vie communautaire. Il n'y fut d'ailleurs accepté qu'à titre temporaire, Ruth l'étant au contraire sans conditions. Profondément vexé, Moshe songea sérieusement à claquer la porte : « On m'accorde un délai de grâce pour devenir quelqu'un d'autre, on ne m'acceptera qu'à cette condition. Je ne peux pas et je ne veux pas subir un examen[13]. » Les choses finirent par s'arranger quelque peu lorsque Moshe, au terme de sa période « probatoire », fut définitivement admis au sein du groupe « Shimron ». Toutefois, le conseil de district de la Haganah lui préféra Nahman Betser, un ancien camarade d'école de Moshe, pour être le chef militaire du groupe. Moshe était sans doute plus qualifié, mais, selon les critères en vigueur au sein de la Haganah, un chef local se devait d'être populaire…

Le choix de Nahman Betser n'était pas forcément absurde. Celui-ci passait pour être la cheville ouvrière du groupe « Shimron », à la fois sa conscience et sa boussole. Moshe était parfaitement hermétique à ce genre d'arguments. À ses yeux, Nahman était un rival qui, grâce à sa position, avait le privilège de poursuivre les cours de chef de peloton organisés par la Haganah. Il devenait donc son supérieur, ce que Moshe refusait d'admettre. Circonstance aggravante, Ruth s'était rapprochée de Nahman, auprès de qui elle se réfugiait parfois dans les moments difficiles. Elle avait déclaré à Moshe son souhait d'avoir six enfants… une perspective qui n'enthousiasmait pas spécialement le principal intéressé. La relation avec Nahman devint compliquée et même ambiguë. Ruth avait beau affecter de croire qu'elle était inaccessible au jeune homme, elle avait beau lui dire qu'elle « pourrait bien être [sa] grand-mère » en termes d'expérience de la

vie, elle se sentit obligée d'avouer à Moshe qu'elle se sentait sentimentalement partagée entre eux deux. De son côté, il est vrai, Ruth savait déjà que Moshe plaisait beaucoup aux femmes et ne se gênait pas pour flirter avec des filles de la Haganah : « J'étais jalouse, bien sûr, mais je refusais de prendre ces écarts au sérieux[14]. » Cette relation malsaine dura jusqu'en avril 1938, lorsque Nahman prit la décision subite de quitter Shimron pour un kibboutz de la vallée de Beit Shean. En novembre de la même année, le groupe « Shimron » dans son ensemble quittera définitivement Nahalal pour Hanita, une petite localité proche de la frontière avec le Liban. Le couple Dayan en était déjà parti deux mois plus tôt. À ce moment, Moshe savait que ce nouveau départ marquait une rupture aussi symbolique qu'irréversible avec ses années de jeunesse. Il était temps que son existence amorçât un nouveau cycle.

« Guide » pour le compte des Britanniques ? Moshe ne se serait jamais imaginé dans un tel rôle, pour lequel il était pourtant fait. Il parlait à peu près anglais – mieux que les autres sabras en tout cas – et connaissait admirablement son secteur jusqu'aux moindres hameaux arabes. Suivant les consignes de la Haganah, il s'était retrouvé dans un régiment chargé de veiller sur le pipeline de l'Iraq Petroleum Company qui reliait les champs pétrolifères de Kirkouk au port de Haïfa. Considérée comme stratégique, cette conduite était particulièrement vulnérable en cas d'attaques terroristes arabes – qui l'endommageaient régulièrement. Moyennant un salaire de huit livres palestiniennes par mois, Moshe assuma cette fonction au camp d'Afula, d'abord au service d'unités du « King's Own Scottish Regiment » puis au sein des « Yorkshire Rifles ». Il n'en conservera pas un souvenir impérissable, encore que cette expérience lui eût appris, de son propre aveu, les « limites d'efficacité d'une armée soumise à des règles rigides ». On l'entendra ainsi vitupérer les méthodes opérationnelles d'une armée régulière britannique pourtant érigée en modèle. Trop de formalisme, pas assez d'improvisation à ses yeux. Ses huit mois passés à Afula l'incitèrent d'ailleurs à jeter sur le papier les principes d'un manuel d'entraînement de son cru pour la troupe.

Ayant épuisé les charmes de la fonction de guide, Moshe entra début 1937 dans la *Jewish Settlement Police* (JSP, Police juive des implantations), créée au lendemain des émeutes arabes du mois d'avril de l'année précédente. Il devint un « *ghaffir* », un agent de base. La JSP était une milice juive composée d'hommes de la Haganah dans le cadre de la coopération

avec les forces mandataires. Ses unités n'avaient qu'un rôle d'auxiliaire, mais du moins ses membres étaient-ils habilités à détenir une arme à feu. Il était loin le temps où le journal juif *Haaretz* (« Le Pays ») était frappé de censure pour avoir simplement reproché aux Britanniques de « prêter main-forte aux agitateurs et aux assassins arabes ». Embryonnaires au début, ces unités se multiplièrent rapidement[15]. Elles firent toutefois polémique au sein de la communauté juive. En effet, elles devaient attendre d'être attaquées avant de pouvoir éventuellement répliquer. Les critiques fusaient surtout au sein même de la Haganah. Un homme en particulier se faisait l'écho de ces critiques : il s'appelait Yitzhak Sadeh.

Quarante-cinq ans à l'époque, Sadeh n'avait vraiment pas le profil du militaire, avec sa chemise kaki au col évasé, son crâne dégarni et sa drôle de barbichette poivre et sel. Issu d'un milieu juif pratiquant de Lublin[16], alors partie de l'Empire russe, il était apparenté au célèbre rabbin Shneour Zalman Fradkin et était destiné à la *yeshiva* et aux études religieuses. La Première Guerre mondiale en avait décidé autrement. Il avait rejoint l'armée tsariste et s'y était distingué par son intrépidité, à l'image d'un Josef Trumpeldor[17] qu'il devait d'ailleurs seconder dans la fondation du mouvement paramilitaire *HeHalutz* (« le Pionnier »). C'est en 1920, tandis qu'il effectuait son *aliyah*, qu'il prit le nom hébraïque de Sadeh, signifiant « le champ ». Peu prisé par Ben Gourion qui se méfiait de lui parce qu'il était jugé trop proche de l'extrême gauche[18], cet autodidacte était un homme déterminé. Toujours actif et inlassable, il avait fondé le *Gdoud Ha'Avoda* (« Bataillon du travail ») avant de devenir un des principaux commandants de la Haganah dès sa création. Commandant atypique, son brio se manifesta dès la défense de Haïfa en 1929. Vers le milieu des années trente, au moment de la Grande Révolte arabe, Sadeh avait mûri. Anticonformiste dans l'âme, il militait activement pour que les forces juives cessent de se borner à réagir aux événements en tant qu'auxiliaires dociles des Britanniques. Il fallait que les Juifs prennent leur défense en main. Au mépris des instructions officielles de la Haganah, il exigea ainsi de ses hommes qu'ils délaissent la tactique défensive et prennent enfin l'initiative. Subir les critiques de sa hiérarchie était bien le cadet des soucis de Sadeh. Il créa la *Nodedet* (« unité de patrouille »), tournée vers l'offensive jusqu'à attaquer les terroristes arabes dans leurs propres repaires. C'est là que son destin croisa celui de Moshe Dayan, car ses patrouilles devinrent bientôt des unités de gardes mobiles sous l'égide de la JSP.

Moshe tomba sous le charme de cet homme charismatique, plus âgé que lui d'un quart de siècle, qui en imposait par sa vitalité tout autant que par son indépendance d'esprit. Il faut croire que le cadet avait lui aussi quelque chose de particulier qui séduisait son aîné. Sadeh le prit sous son aile au point de le faire promouvoir au grade de sergent, et de lui confier la direction d'une de ces unités de gardes mobiles – six policiers et une camionnette à l'origine – dans le secteur de Nahalal. Dès 1939, on comptait à l'échelle de la Palestine mandataire soixante-deux unités de ce type, chacune comportant désormais de huit à dix hommes.

Moshe Dayan ne devait pas décevoir Yitzhak Sadeh, notamment en matière d'anticonformisme. Un jour, le jeune homme refusa d'obéir à son supérieur britannique qui lui avait ordonné d'envoyer ses hommes dans les collines de Nazareth éteindre un feu de forêt. Estimant que cet ordre n'était en rien politique ou encore qu'il ne valait pas la peine de mobiliser des hommes ne gagnant que six livres par mois, Moshe campa obstinément sur sa position de désobéissance : ce qui lui valut d'être mis à pied et cassé temporairement de son grade de sergent. Il ne déplaisait pas à Sadeh que son protégé osât se comporter de la sorte. Ce garçon, décidément, avait de l'autorité et de la personnalité à revendre ! Sadeh le fit nommer instructeur de la Haganah, en charge de l'entraînement des membres du groupe « Shimron » et des sabras de Nahalal. Cela devenait un leitmotiv : les hommes respectaient Moshe sans éprouver de l'empathie pour ce chef qui gardait toujours ses distances.

Bientôt, à la grande satisfaction de Sadeh qu'on commençait à surnommer *HaZaken* (« le Vieux »), bien qu'il fût encore quadragénaire, Moshe se mit à rédiger un manuel de tactique. Il y fustigeait en vrac les rites de parade chers à l'armée anglaise, les uniformes peu fonctionnels dont les soldats étaient affublés ainsi que les formations en « carré ». À l'inverse, il prônait des principes d'action plus offensifs basés sur une observation précise des lieux et des hommes ainsi que sur des comportements plus spontanés. Dans son manuel, il indiquait ainsi comment assurer une garde efficace et tirer avec précision sans être vu. Pour prouver la supériorité de ses méthodes sur celles qu'il critiquait, il n'hésitait pas, le cas échéant, à les mettre en pratique. Une nuit, il pénétra avec ses hommes en catimini dans une zone défendue selon les méthodes en vigueur au sein de la Haganah. Aucun coup de feu ne fut tiré lors de cette opération qui réussit parfaitement. Certains officiers objectèrent qu'il était déloyal de prendre de la sorte les défenses par surprise ; ce à quoi Moshe ne manqua pas de rétorquer que la

guerre n'était pas un jeu policé avec ses règles et sa bienséance. Seuls importaient les résultats, surtout lorsque la survie était en jeu.

Telle était également l'opinion de Sadeh, qui passa à la vitesse supérieure en mettant sur pied, dès 1938, les « compagnies de combat », ou FOSH[19], qui étaient les héritières directes des anciennes patrouilles volantes. Ces commandos avaient vocation à former la force de frappe d'élite de la Haganah. Sadeh en choisissait avec soin chaque membre. Il avait même défini ouvertement son ambition : une armée à l'échelle de tout le territoire, entraînée à traquer l'ennemi là où il se trouvait. Plus d'un responsable de l'Agence juive s'émut des conséquences diplomatiques d'un objectif aussi « irresponsable ». C'était oublier que l'« irresponsabilité » était plutôt une vertu pour Sadeh et son entourage[20]. Ces unités répondaient à une nécessité d'autant plus impérieuse que la situation en Palestine se dégradait à vue d'œil. Le Yishouv enregistrait alors des pertes mensuelles de l'ordre d'une cinquantaine d'hommes. Les « compagnies de combat » furent surtout actives dans le nord de la Palestine, précisément là où les sionistes entendaient implanter de nouveaux kibboutzim. Déjà, de nouvelles implantations avaient vu le jour dans la vallée de Beit Shean, à la frontière avec la Transjordanie, ou dans celle du Jourdain. La période semblait propice. En effet, en septembre 1937, des bandes arabes avaient franchi la ligne rouge, assassinant à Nazareth le commissaire de district pour le Nord, Lewis Andrews. L'autorité mandataire avait aussitôt prononcé la dissolution du Comité suprême arabe, ce qui avait eu pour effet d'aggraver la situation.

Parallèlement toutefois, les Anglais avaient exigé que les sionistes suspendent l'installation de nouveaux établissements. Or il ne pouvait en être question à l'heure où, à Londres, la commission Peel[21] venait de recommander l'abolition à terme du mandat britannique et le partage de la Palestine entre un État arabe et un État juif. Décidée en mars 1938, une nouvelle implantation fut créée à Hanita par un groupe dit « de conquête » de près d'une centaine d'hommes sous le commandement d'Yitzhak Sadeh[22]. Celui-ci avait pris pour adjoints ses deux principaux hommes de confiance : Yigal Allon et Moshe Dayan. Appuyés par une force de soutien de la Haganah, ils parvinrent à conserver la maîtrise des lieux jusqu'à l'arrivée des pionniers du groupe « Shimron », en novembre de la même année. Originaire de Kfar Tabor, dans l'est de la basse Galilée, Allon venait de fonder le kibboutz de Ginossar sur la rive septentrionale du lac de Tibériade. Lui aussi avait été enrôlé dans une unité de la JSP où Sadeh l'avait

remarqué. Ainsi qu'il le révélera plus tard à son aide de camp, Allon se mit à détester Dayan dès le début : « Bien sûr, j'ai beaucoup aimé cette expérience (avec Sadeh), à une exception près : il y avait un type insupportable qui a gâché tous ces moments. Il s'appelait Moshe Dayan[23]. » Ce n'était certes pas la dernière fois qu'il lui gâcherait la vie.

Mais, pour l'heure, c'était bien Dayan qui avait le vent en poupe. On lui avait confié une voiture « blindée » – en fait, une simple camionnette recouverte de plaques d'acier – afin d'assurer la liaison entre Nahariya et la nouvelle implantation d'Hanita : une première expérience rudimentaire des unités blindées ou motorisées qui ne resterait pas sans lendemain. Par la suite, Sadeh promut des unités de commandos, les *Péoulot Meyouhadot*, dédiées aux opérations spéciales. Ce fut également le moment où fut créé un service de renseignement, le *Mossad Aliya Beth*[24]. On était au début de 1938.

## *Un mentor hors du commun*

Moshe, lui, avait déjà croisé les pas d'un homme qui devait compter tout autant sinon davantage pour sa carrière que Sadeh : Orde Charles Wingate. Trente-trois ans à l'époque, ce fils d'officier écossais de l'armée des Indes, lui-même diplômé de l'Académie militaire royale de Woolwich, traînait déjà une solide réputation d'originalité et d'anticonformisme. Wingate était le type même du chrétien mystique nourri par les Écritures, qui l'inspiraient inlassablement. Pratiquant l'hébreu aussi bien que l'arabe, il avait tout d'un nouveau Lawrence, sauf que lui était devenu sioniste, convaincu que le peuple juif avait une mission particulière à remplir. C'est ainsi qu'en septembre 1936, venu tout droit du Soudan, le capitaine Wingate avait débarqué en Palestine en qualité d'officier d'état-major et de renseignement britannique. Un an plus tard, à la tombée du jour, il était arrivé en catimini à Hanita. Pour tout bagage, deux fusils, un dictionnaire et quelques journaux en hébreu. Sa mission était d'enquêter sur l'activité des bandes arabes et sur leurs méthodes. En vérité, les sionistes se méfièrent d'abord de lui. Bien plus tard, Ruth Dayan révélera qu'elle avait reçu de la Haganah l'ordre de fouiller le sac de Wingate à son insu[25]. Les responsables de la Haganah tout autant que les supérieurs hiérarchiques de Wingate ne pouvaient cependant prévoir jusqu'à quel point il épouserait la cause sioniste et se rapprocherait de l'Agence juive et de la Haganah. Depuis 1929,

l'Agence juive faisait figure d'exécutif politique pour les sionistes de Palestine. Au début, à vrai dire, ceux-ci furent assez déconcertés par Wingate. Quand David Hacoen, un des responsables de l'organisation juive, lui demanda ce qu'il avait déjà lu sur le sionisme, il s'entendit répondre : « Il n'existe qu'un seul livre important sur le sujet et je le connais à fond, c'est la Bible ! »

Assez rapidement, Wingate eut l'idée de mettre en place des groupes armés britanniques incluant des volontaires de commandos juifs. L'idée était profondément hérétique. Quelques années plus tôt, à peine, elle eût été écartée avec mépris par les officiers anglais. Mais les choses avaient évolué en Palestine. Après en avoir convaincu, non sans mal d'ailleurs, les responsables politiques juifs, Wingate entreprit de vendre son projet au commandant en chef des forces mandataires, le général Archibald Wavell en personne. Cette entreprise fut couronnée de succès puisque naquirent en avril 1938 les *Special Night Squads*, bien vite surnommés les « escadrons Wingate ». Ne relevant pas de l'armée anglaise classique et seulement tolérées par l'autorité mandataire, ces unités avaient un statut à part. Il était également convenu que la Haganah pourvoirait à l'entretien des forces juives au sein de ces unités. En quelques mois, Wingate parvint à mettre sur pied un « service action » aguerri qui agissait la nuit de préférence pour jouer de l'effet de surprise et fondait son efficacité sur la mobilité, la rapidité et la ruse. Des embuscades préventives furent tendues aux saboteurs arabes à la solde du grand mufti. Certains villages, convaincus de servir de base ou de refuge aux poseurs de bombes, firent l'objet de représailles sévères. La terreur changea peu à peu de camp. S'il répugnait à entériner de telles méthodes, l'état-major britannique ne les désavoua jamais ouvertement. Beaucoup de dirigeants sionistes n'y consentaient également qu'en fermant les yeux. Berl Katznelson insista ainsi sur la « pureté des armes » comme sur les principes moraux devant entourer la défense du sionisme. Selon lui, les Juifs ne pouvaient se laisser fasciner par une violence destinée à devenir sa propre justification. À l'inverse, il est vrai, d'autres responsables sionistes rejetaient la politique de *havgala* (« retenue ») et en appelaient à une défense plus agressive.

Ce fut le moment où l'Irgoun rompit définitivement avec le sionisme classique, dont elle dénonçait la tactique molle de tergiversations permanentes. L'Irgoun était la branche militaire du Parti révisionniste de Ze'ev Jabotinsky qui, depuis des années, reprochait au sionisme officiel, majoritaire, sa répugnance à préparer les Juifs à l'affrontement contre les

Anglais, puis contre les Arabes[26]. Rendre coup pour coup et ne pas reculer devant la vengeance : tel était le credo de l'Irgoun, qui s'était dissociée de la Haganah dont la modération était à ses yeux synonyme de faiblesse. Dès novembre 1937, cette organisation avait lancé une première attaque à Jérusalem. Pour sa part, le jeune Moshe Dayan ne partageait pas des vues aussi radicales et rejetait ainsi la lutte à outrance contre les Anglais. En revanche, il adhéra sans réserve aux conceptions de Wingate, qui cadraient avec son sens de l'initiative et son refus inné de la passivité : « Les germes de ces conceptions avaient déjà été semés en nous par Yitzhak Sadeh mais il y avait chez Wingate l'assurance du professionnel, le refus obstiné du moindre compromis[27]. »

Il était dans la nature des choses que Moshe rencontrât l'officier anglais et s'en fît apprécier. Cela se passa au printemps de 1938 lorsqu'il assista à un exposé de Wingate sur la technique des embuscades mobiles. Il ne fut guère déçu. Après avoir parlé de sa vision des choses, émaillée de citations de la Bible, et de son expérience de la guérilla au Soudan, il entendit mettre aussitôt en pratique les théories qu'il prônait : attaques nocturnes, destinées à familiariser ses hommes à l'offensive tout autant qu'à semer la terreur chez l'ennemi. Il organisa ainsi une embuscade « test » contre un village arabe en territoire transjordanien alors même qu'il ne connaissait pas le terrain. D'emblée, Moshe fut très impressionné par la détermination et la résistance physique de cet homme mince et apparemment peu robuste. Il semblait coulé dans l'acier, et telle était précisément l'image que l'intéressé cherchait à donner de lui-même.

Par la suite, Wingate ne manquera jamais de lire à ses troupes des passages de la Bible se rapportant à leur lieu d'opération. Cette façon de faire n'allait d'ailleurs pas sans rappeler Ezzedin al Qassam récitant pieusement des sourates du Coran à ses combattants. Quand il se trouvait à la limite de l'épuisement, Wingate se contentait de découper un melon et d'en boire le jus avant de reprendre sa marche ou son escalade à travers rochers et broussailles. Lorsqu'il ne pouvait vraiment plus avancer, il faisait une courte halte et se débarrassait de tous ses vêtements. Assis dans un coin dans le plus simple appareil, il se plongeait alors dans la lecture de la Bible tout en se régalant d'oignons crus. Peu à peu, Wingate réussit à infuser à ses ouailles un moral de fer et même le sentiment d'une certaine invincibilité. Là, dans les collines de Galilée, des hommes à qui l'on n'avait appris qu'à répliquer aux coups reçus commencèrent à comprendre qu'ils pouvaient

prendre leur destin en main et affronter victorieusement une adversité supérieure en nombre. Sans doute Wingate était-il un original à tous crins, mais c'était précisément pour cette raison que Moshe l'adorait : « Jugé d'après les critères courants, il n'était pas normal, mais les siens n'étaient pas courants, loin de là. C'était un génie militaire et un homme merveilleux[28]. »

De son côté, s'y connaissant en hommes, ce dernier jaugea d'emblée la valeur militaire du jeune sioniste. Selon un de ses proches, « Wingate était remarquablement intuitif et savait reconnaître un soldat-né quand il en voyait un. Il avait une grande considération pour Moshe parce que ce dernier détestait répéter la même opération et cherchait toujours à innover[29] ». Toujours volontaire pour des coups de main, maniant l'arme blanche avec un sang-froid et une dextérité qui étonnaient jusqu'aux plus chevronnés, Moshe n'était pas loin d'incarner pour Wingate l'idéal du combattant. Celui-ci lui confia aussitôt un rôle important dans une opération audacieuse qui consistait à « nettoyer » le petit village de Lid el-Awadin soupçonné d'être un refuge pour les bandes terroristes de Galilée et de Samarie. À un autre moment, Moshe fut chargé d'organiser un raid de représailles contre les meurtriers de deux ouvriers agricoles juifs dans le secteur de Kfar Hahoresh, en Galilée à l'ouest de Nazareth. Pour ces coups de main délicats, il se portait invariablement volontaire. Au passage, Moshe se moquait superbement d'avoir l'assentiment de la Haganah, ce qui ne manqua pas de soulever quelques problèmes. Il fit même scandale le jour où, avec des amis et pour s'amuser, il investit subrepticement la base de Ju'ara qui passait pour la mieux défendue de la Haganah.

Quant à Wingate, ses sympathies sionistes finirent par irriter sérieusement sa hiérarchie militaire. Celle-ci connaissait le nom de code par lequel la Haganah désignait son officier : *Hayadid*, « l'Ami ». Un jour de mai 1939, Wingate commit l'erreur de se déclarer publiquement en faveur de la création d'un État juif au moment même où la politique officielle de Londres était devenue foncièrement antisioniste. Cette erreur lui fut fatale. On lui reprocha d'avoir oublié qu'il était un officier de l'armée de Sa Majesté. Certains esprits malintentionnés laissèrent même courir le bruit qu'il était juif. Rappelé en Angleterre, il fit l'objet d'une sanction déguisée en promotion au grade de commandant[30]. Quasi-paria dans son pays, Orde Wingate était devenu un authentique héros du Yishouv à l'égal d'un Josef Trumpeldor. Plus tard, devenu le patron de l'armée d'Israël, Moshe Dayan

lui rendra ès qualités un hommage presque filial : « Tout ce que nous savons dans le domaine militaire, Wingate nous l'a appris. »

## L'appel d'une destinée

En décembre 1939 naquit Yaël, premier enfant du couple formé par Ruth et Moshe Dayan. Le prénom avait été soigneusement choisi par Moshe en raison de son symbole biblique. Pour la circonstance, Rachel Schwartz, la mère de Ruth, était spécialement venue de Jérusalem au volant de son véhicule personnel, un luxe pour l'époque[31]. La joie de cette naissance ne put cependant occulter totalement le fait que cette année 1939 fût l'une des plus dures que le sionisme eut à connaître. La montée des périls en Europe n'y était pas étrangère. Les persécutions grandissantes du fascisme et du nazisme contre les Juifs contraignaient ceux-ci à chercher désespérément un refuge.

En juillet 1938, à l'initiative du président américain Franklin D. Roosevelt, une conférence internationale sur les réfugiés s'était déroulée en France, à Évian. Elle s'était soldée par un échec complet – les représentants de l'Agence juive n'avaient même pas été autorisés à y prendre la parole –, chacune des nations participantes opposant poliment aux réfugiés juifs une fin de non-recevoir. Présente en qualité d'observatrice, Golda Meyerson, la future Golda Meir, n'avait pas mâché ses mots devant la presse : « Il y a une seule chose que j'espère bien voir avant ma mort, c'est que mon peuple n'ait plus jamais besoin qu'on lui exprime sa sympathie[32]. » Dans cette planète sans visa, la solution ne pouvait que prendre des formes désespérées : ainsi de l'immigration clandestine. De leur côté, indifférents au drame des Juifs d'Europe, les mandataires britanniques s'employaient à réduire tant qu'ils le pouvaient l'immigration légale. Selon les quotas draconiens qu'ils avaient édictés, ils ne toléraient qu'une immigration juive résiduelle en Palestine[33].

### *La période noire du sionisme*

Décidément, les Anglais n'en finissaient pas de regretter la déclaration Balfour de 1917, jugée, avec le temps, contraire à leurs intérêts nationaux. Celle-ci les avait entraînés sur des chemins tortueux et dans des postures de plus en plus ambiguës. Certes, deux Livres blancs successifs, en 1922 puis

en 1931, s'étaient employés à rétablir le cours « normal » des choses : en apaisant la susceptibilité des dirigeants arabes par des concessions arrachées aux sionistes. Cela n'avait pas suffi, et la Grande Révolte arabe du milieu des années trente en était la preuve manifeste. Cette révolte généralisée avait même paru rebattre les cartes en opérant un rapprochement inattendu entre Anglais et Juifs. Le rapprochement n'était qu'éphémère. Publié en mai 1939, un troisième Livre blanc avait repris et même aggravé la politique définie par les deux précédents en insistant sur une limitation sévère de l'immigration juive tout autant que de l'acquisition de terres arabes par les sionistes. Au fond, les Anglais reprenaient sous leur forme la plus sévère les restrictions drastiques que feu l'Empire ottoman avait jadis imposées aux Juifs. De rage, le grand rabbin Herzog avait déchiré publiquement le document du Livre blanc. On n'avait jamais été aussi éloigné de la création d'un Foyer national juif et plus encore de cet État dont avait rêvé Theodor Herzl. De nouveau, la force d'autodéfense juive dut se replier dans la clandestinité, pourchassée implacablement par le mandataire anglais. L'allié sioniste de la veille redevenait le pestiféré.

Les sionistes eux-mêmes étaient en mal d'unité. Représenté par l'Organisation sioniste mondiale et l'Agence juive, le sionisme officiel était de plus en plus contesté par le courant dit « révisionniste » de Ze'ev Jabotinsky. D'inspiration libérale, ce courant était hostile à la fois aux sionistes de gauche, partisans de la lutte des classes, et aux centristes qu'étaient les « sionistes généraux ». Le révisionnisme était qualifié de nationaliste, car Jabotinsky ne se faisait aucune illusion sur une cohabitation éventuelle avec les Arabes. Selon lui, le Yishouv, constitué ou non en État, n'aurait d'autre choix que de se défendre et même d'ériger une « muraille de fer » contre le nationalisme arabe. De congrès en congrès, la bataille politique faisait rage. Elle conduisit finalement à une rupture aussi complète qu'amère dont la dissidence de l'Irgoun était une des manifestations. La situation se compliqua même encore davantage, en juin 1940, avec une scission à l'intérieur de l'Irgoun qui donnera naissance au *Léhi* (« Combattants pour la liberté d'Israël »), couramment appelé le « groupe Stern[34] ».

Vu de l'extérieur, le mouvement sioniste paraissait déchiré entre des oppositions politiques irréconciliables, parfois aggravées par des animosités personnelles. Tête politique du Yishouv depuis le milieu des années trente, David Ben Gourion venait alors de préciser sa ligne politique vis-à-vis d'une

Angleterre désormais en guerre contre l'Allemagne nazie : « Aider les Anglais dans leur guerre contre Hitler comme s'il n'y avait pas de Livre blanc. Et combattre le Livre blanc comme s'il n'y avait pas la guerre[35] ! » Équilibrée, cette ligne politique était cependant trop subtile et apparaissait même ambiguë à certains. Mais les sionistes avaient-ils vraiment le choix ? La prudence était recommandée à l'égard d'un gouvernement britannique qui ne leur était guère favorable. Celui-ci appréhendait que les puissances totalitaires ne profitent des tensions en Palestine pour se rapprocher des Arabes du Proche-Orient. Cajoler le monde arabe : telle devint la politique suivie à Londres. La voie était dégagée pour un Colonial Office qui, bien avant T.E Lawrence, n'avait jamais fait mystère de ses préférences pro-arabes. D'où un paradoxe sous la forme d'un jeu à fronts renversés qui eût été comique si la situation n'avait pas été si grave. D'un côté, l'Angleterre multipliait les aménités à l'égard d'un monde arabe pourtant déjà séduit par les puissances de l'Axe, à l'image du grand mufti Hadj Amin al Husseini[36]. D'un autre côté, cette même Angleterre menait la vie dure aux sionistes qui étaient ses alliés fidèles contre Hitler.

La Haganah en fit notamment les frais et, par ricochet, Moshe Dayan. À l'époque, son collègue Yigal Allon et lui servaient d'instructeurs pour les chefs de peloton. Les stages se déroulaient habituellement à Ju'ara et à Kfar Vitkin, des camps reculés de basse Galilée. Par mesure de précaution vis-à-vis des Anglais, la Haganah s'était cependant résolue à les transférer à Yavniel. Toutefois, en octobre 1939, la police mandataire fit irruption dans le camp et y découvrit des fusils. L'incident aurait pu rester véniel : quel danger réel pouvaient représenter ces fusils, d'ailleurs vétustes, en comparaison de la guerre qui venait d'éclater en Europe ? Or l'administration anglaise sait se faire tatillonne et vétilleuse quand elle se croit tenue de l'être. La Haganah ne l'ignorait pas et ordonna en catastrophe l'évacuation du camp de Yavniel. Un petit groupe conduit par Yigal Allon parvint à trouver refuge au kibboutz d'Ein Hashofet. Tous n'eurent pas cette chance : quarante-trois d'entre eux furent arrêtés par une patrouille transjordanienne arabe qui les remit aux Anglais. Ils furent aussitôt incarcérés à la prison de Saint-Jean-d'Acre. Parmi eux se trouvait Moshe Dayan.

## *Prisonnier des Anglais*

Au début, la communauté juive de Palestine affecta de croire à une méprise, mais ce n'en était pas une. Il s'ensuivit des moments pénibles et douloureux pour les quarante-trois détenus, en particulier pour ceux parlant anglais qui furent interrogés en premier. Les consignes de la Haganah en pareille situation étaient de se borner à décliner son identité et à réclamer l'assistance d'un avocat. Les premiers interrogatoires furent ainsi d'une dureté exemplaire. Certes, les Anglais recherchaient absolument des renseignements sur l'Irgoun, leur ennemie numéro un, mais il y avait aussi de leur part une volonté manifeste d'intimidation. Marié et père de famille, Moshe Dayan était le plus vulnérable de la bande. On exerça sur lui une pression énorme, on lui signifia que « sa dernière heure était arrivée », que « sa fille serait une orpheline » et que « sa famille apprendrait simplement qu'il avait été exécuté comme un criminel »[37]. Moshe avait quelques raisons de croire les Anglais et de s'inquiéter. La nouvelle réglementation britannique, instaurée d'urgence pour combattre le terrorisme arabe, ne punissait-elle pas de mort les détenteurs illégaux d'armes à feu ? Le jeune homme ne trahit aucun secret de nature à compromettre les siens, mais il consentit à parler de sa famille, de l'appartenance de leur groupe à la Haganah, ou encore de leur volonté de coopération avec l'armée anglaise : toutes choses que ses interrogateurs savaient parfaitement. Il était bien conscient d'enfreindre les consignes, mais à quoi bon jouer inutilement les héros ? Il ne révéla rien d'important en termes de sécurité tout en donnant l'impression de le faire. Il ne s'agissait après tout que d'un moyen habile de s'en sortir. Aucun de ses compagnons ne le lui reprochera, à l'exception d'un responsable de la Haganah du nom de Moshe Carmel, qui ne tolérait pas qu'on ignorât les consignes données.

La situation des quarante-trois se compliqua singulièrement lorsqu'ils furent traduits devant un tribunal militaire. L'Agence juive lança une campagne afin que les sentences ne soient pas lourdes. Fin octobre, au terme de trois jours de débats – Zvi, le père de Ruth, avait fait partie du groupe des avocats de la défense –, le tribunal rendit toutefois un verdict d'une sévérité stupéfiante : déclarés coupables, tous les accusés furent condamnés à dix ans de travaux forcés et l'un d'eux fut même condamné à la prison à perpétuité. Si les Anglais souhaitaient montrer aux Arabes que les Juifs ne bénéficiaient pas d'un traitement de faveur, c'était plutôt réussi. L'émoi et l'indignation embrasèrent aussitôt le Yishouv. Des personnalités sionistes intercédèrent auprès des autorités anglaises, appelant à la clémence. Haïm Weizmann

s'adressa à Winston Churchill ainsi qu'au chef du parti travailliste, Clement Attlee. Approché à son tour, le *Fieldmarshall* lord Ironside ne devait pas mâcher ses mots, trouvant les jugements « barbares et stupides ». À l'évocation du cas de Moshe Dayan, il avait même lancé à Weizmann : « C'est d'une absurdité grotesque ! Ils ont condamné à dix ans de prison un poulain de Wingate. Il aurait dû recevoir la DSO (*Distinguished Service Order*)[38] ! » Ruth, quant à elle, était anéantie. Dix ans, cela signifiait jusqu'en 1949 : toutes ses attentes, tous ses rêves se trouvaient brusquement fracassés : « Impossible à accepter. Personne ne dit un mot. Seulement une haine profonde des Anglais qui s'enracina en nous. Aucun mot ne peut exprimer une grande douleur comme le désespoir[39]. » Les pressions et interventions auprès du général Barker, commandant en chef des forces mandataires en Palestine et en charge de l'application des jugements, eurent cependant du bon. Peu après, les peines d'emprisonnement furent réduites de moitié, mais les condamnés ne furent pas graciés ou amnistiés pour autant. Ceux-ci devaient moisir à la prison d'Acre puis au camp de détention de Mazra'a, proche d'une base agricole expérimentale, d'octobre 1939 à février 1941.

Moshe Dayan et ses compagnons d'infortune n'étaient nullement préparés à une sentence aussi sévère, et la prison ne fut pas une partie de plaisir. Les conditions de détention à Acre étaient rudes, en cette place qui avait été marquante à l'époque des Croisades avant d'être reconvertie en prison turque. Ils y furent aussitôt traités en bagnards, la tête rasée et obligés de porter un uniforme qui les dépersonnalisait encore davantage. Comble de malchance, la prison était dirigée par un certain capitaine Grant, un homme dépourvu de compassion que son état d'unijambiste avait rendu encore plus acariâtre. Pour la famille des prisonniers, leur lourde condamnation était une véritable tragédie. Moshe, lui, s'efforçait de relativiser les choses en considérant que, si le lieu n'était certes pas des plus hospitaliers, il ne s'agissait cependant ni d'un donjon médiéval, ni de la Sibérie. Nommé porte-parole du groupe, Moshe vécut d'ailleurs sa situation de façon plutôt optimiste, s'immergeant dans la foule de détails pratiques qui faisaient le quotidien des détenus. Il multiplia également les lettres rassurantes à sa famille, à ses proches et même à destination d'amis comme Nahman Betser envers qui il exprima, ce qui était rare de sa part, un début de remords : « Tout ce qui nous a séparés durant une certaine période de notre existence à Shimron est aujourd'hui lettre morte. J'ai gardé une certaine honte de mon

attitude envers toi… » Ce faisant, Moshe ne se prenait nullement pour un chef. Les lettres personnelles qu'il envoya alors à son entourage étaient celles d'un petit fermier de Nahalal supportant du mieux possible son infortune et ne cachant pas sa souffrance d'être séparé de sa famille.

Au fil du temps, toutefois, la détention se fit un peu plus pénible et Moshe commença à déchanter. À force de passer ses journées à fabriquer des colliers multicolores et à décorer des vases s'enracinait en lui un sentiment incoercible d'inutilité qui le laissait en marge de la vie active. Derrière les murs épais de la forteresse d'Acre croupissaient des droits-communs : escrocs, meurtriers et souteneurs en tous genres. Il y avait aussi des Arabes en révolte contre les Anglais. Il y retrouva ainsi un de ses vieux amis, Abed Abeidat de la tribu el-Mazarib. Si ses compagnons s'efforçaient autant que possible d'éviter de croiser des Arabes, Moshe, lui, tentait sincèrement de les comprendre : « Il y a là quelque chose qui dépasse la notion de bons et de méchants garçons. Je n'éprouve, dans la vie de tous les jours, aucune hostilité envers l'Arabe en tant qu'individu […]. Je me disais : "Voici deux nations de part et d'autre d'une barricade, mais je n'éprouve aucune hostilité personnelle"[40]. » En revanche, Moshe pesta bientôt contre les dirigeants du Yishouv qu'il sentait assez peu motivés pour intervenir en faveur de ses compagnons et de lui. Inexorablement, son impatience se muait en rancœur : « Notre précédent mode de vie fait lentement place à notre mode de vie de prisonniers. Notre passé n'est plus qu'un souvenir. Nos pensées tournent autour des tartines que nous pouvons obtenir. Nos vies s'appauvrissent et se dégradent[41]. »

Toutes les demandes de grâce collective ayant échoué, le département politique de l'Agence juive, sans même consulter les détenus d'Acre, qui étaient après tout les premiers concernés, décida de solliciter des grâces individuelles. C'était une idée personnelle d'un certain Reuven Zaslani, et elle contribua involontairement à creuser un fossé entre Moshe Dayan et les autres détenus juifs. Ceux-ci s'accrochaient fermement à l'alternative : libération collective ou rien. Ce n'était pas l'opinion de Moshe, qui ne pouvait ignorer qu'en raison de sa situation familiale comme de son « passé sans tache », il serait l'un des premiers à bénéficier d'une éventuelle grâce individuelle. Bientôt, sur la base d'une lettre de Ruth ouverte par mégarde, on reprocha à Moshe de faire cavalier seul. Ses compagnons ne pouvaient alors connaître les projets et les initiatives de l'Agence juive. Et d'ailleurs, les démarches de Ruth à Nahalal n'avaient débouché sur rien de concret. Un

jour, tenant dans ses bras sa petite Yaël, deux ans, elle était allée trouver Ben Gourion pour qu'il intercédât en faveur de son mari. En vain. Le leader sioniste lui avait rétorqué : « Ma chère Ruth, vous n'avez dans votre vie que Moshe Dayan. Dans la mienne, je dois m'occuper de tous les Juifs de Palestine[42]. » En aucune façon il ne consentira à traiter le cas de Moshe indépendamment des autres. En attendant des jours meilleurs, dans sa prison d'Acre, Moshe Dayan fut mis à l'index par ses compagnons, qui étaient persuadés qu'il travaillait à sa libération à titre personnel. Ils l'écartèrent sur-le-champ de ses fonctions de porte-parole. Cela dura jusqu'en février 1941, lorsque les quarante-trois furent libérés du jour au lendemain sans la moindre explication. En fallait-il vraiment, d'ailleurs ? Les choses avaient tellement changé en Palestine.

## Les vertus d'un drame

La guerre prenait mauvaise tournure pour les Anglais au Proche-Orient. En février 1941, le général Erwin Rommel avait été envoyé en Libye à la tête d'un corps expéditionnaire, l'Afrikakorps, pour préparer l'offensive allemande. En quelques mois, Benghazi puis Tobrouk étaient tombés, ouvrant la route en direction de l'Égypte. Déjà, la Palestine était dans la ligne de mire de la Wehrmacht, tandis qu'au-delà des frontières syrienne et libanaise, les forces françaises de Vichy paraissaient contrôler la situation.

Une fois encore, comme cela avait été le cas cinq ans plus tôt, l'administration mandataire, en quête de soutiens, s'adressa à la communauté juive. La plupart des leaders arabes, de leur côté, s'étaient prononcés en faveur des puissances de l'Axe[43]. Les Britanniques n'eurent pas à le regretter, car l'Agence juive répondit présent. Le Dr Weizmann tout autant, qui conclut un accord avec le chef des renseignements de la Royal Navy, l'amiral Godfroy. Un comité spécial piloté par le ministère de la Guerre et associant le département politique de l'Agence juive fut mis sur pied en peu de temps. Les quarante-trois détenus d'Acre durent leur élargissement à une telle logique de rapprochement. Mieux encore, sous l'égide de la puissance mandataire, des unités de la Haganah spécialement chargées de protéger les implantations juives contre les agressions arabes furent créées en février 1941. Ces unités avaient aussi une fonction

supplétive auprès de l'armée britannique. Yitzhak Sadeh en était le maître d'œuvre.

L'état-major de la Haganah avait affecté à Sadeh la crème de ses officiers. Yigal Allon et Moshe Dayan, qui comptaient déjà parmi les plus prometteurs, furent désignés au commandement de deux compagnies. Celles-ci étaient destinées à devenir le noyau de ces forces spéciales anglo-juives. Allon fut affecté sur le front est près de la frontière syrienne, tandis que Dayan fut rattaché à la 7e division australienne qui œuvrait plus à l'ouest, le long du littoral méditerranéen. Leur première tâche fut d'aider les Britanniques à contrôler la Syrie. Faisant partie du mandat attribué à la France par la SDN, ce territoire était sous le contrôle de troupes vichystes : des troupes ennemies désormais. Justement, les unités commandées par sir Henry Maitland, surnommé « Jumbo », cherchaient des guides et des saboteurs. Sans la moindre réserve, la Haganah accepta de faire partie de l'aventure quitte à outrepasser, sans vraiment l'avouer, son champ de responsabilités. Moshe Dayan lui-même en fit l'aveu : « Les Anglais ne songeaient qu'à un petit groupe de guides familiarisés avec la région et ses routes […] mais nous envisagions davantage : prendre part à la conquête de la Syrie, avoir l'occasion d'entreprendre des actions annexes[44]. »

Restés malgré tout méfiants envers les sionistes, les Anglais n'avaient autorisé qu'un recrutement limité : une petite dizaine d'hommes à peine au sein de chaque compagnie spéciale. Toutefois, Moshe s'employa à en embaucher une bonne trentaine. L'enrôlement se fit au débotté, de ferme en ferme. En quelques jours seulement furent recrutés, entraînés et organisés des hommes n'ayant pas la moindre expérience du combat et ne possédant aucune arme. Au sein de cette petite troupe formée de bric et de broc et réunie à Hanita, un seul parlait couramment l'arabe. Aucun d'entre eux n'avait déjà mis le pied en Syrie ! Pour des guides supposés, le bagage paraissait plutôt sommaire. Pire encore, personne ne savait conduire un véhicule alors qu'une de leurs missions principales était la reconnaissance pour le compte des Britanniques des routes praticables du secteur. Mais quelle importance ! Pour Moshe, l'essentiel était que les Juifs fussent de la partie contre les forces de l'Axe : « Nos gars se portent en première ligne, sans uniforme, faiblement équipés. Néanmoins nous sommes bien là, nous n'arrivons pas en Syrie comme des contrebandiers ou des pillards. » Il n'était pas dupe pour autant : « Le facteur le plus important pour l'accomplissement de notre mission faisait défaut, un homme qui connût la

Syrie. Il n'y en avait pas un seul dans toute l'unité. » En catastrophe, il dénicha un Arabe qui connaissait le secteur… et pour cause ! Il avait été le chef d'une bande d'activistes, il ferait bien l'affaire comme guide. Par la suite, Moshe conseillera paradoxalement de choisir un chef de bande voire un assassin, des gens plus aguerris que des fellahs ou des bergers. Pour plus de sécurité toutefois, la femme et les enfants du guide de fortune furent placés sous surveillance dans un hôtel de Haïfa.

Début juin 1941, Moshe et ses hommes entamèrent leurs patrouilles de reconnaissance au-delà de la frontière. D'emblée, il passa pour un chef d'un genre nouveau. Toujours à la tête de ses hommes, il se comportait comme s'il était en quête d'un coup d'éclat, se préoccupant fort peu de sa sécurité personnelle. Il semblait posséder à la fois la rationalité, la curiosité et l'esprit d'aventure. Surtout, un sens inné de l'improvisation dans l'offensive. Un vrai général napoléonien au sein d'une structure militaire traditionnelle et ronronnante. Moshe bénéficiait déjà d'un ascendant stupéfiant pour un garçon de vingt-cinq ans. Vers cette époque, il dut auditionner un jeune volontaire qu'Allon avait pris sous son aile en vue d'une mission délicate. Dayan s'était borné à lui poser cinq questions : savait-il piloter une moto ? Conduire une voiture ? Tirer à la mitrailleuse ? Se servir d'un fusil ? Lancer une grenade ? Le jeune en question, un certain Yitzhak Rabin, avait répondu négativement aux trois premières questions et avait ajouté qu'il avait déjà tiré avec un fusil et lancé une grenade. Conclusion de Dayan : « Vous ferez l'affaire[45]. »

Supervisé par des officiers australiens, Moshe patrouilla dans le secteur d'Hanita. Il s'agissait notamment de sécuriser un passage le long du littoral afin de faciliter l'invasion de la Syrie par les Alliés. Objectif : Iskanderun, où se trouvaient trois ponts d'une importance stratégique gardés par les forces françaises de Vichy sous les ordres du général Dentz. Un de ces ponts fut enlevé par les hommes d'Yigal Allon. Ceux de Dayan s'emparèrent tout aussi aisément d'un autre pont que les Français avaient presque abandonné. Presque frustré par un succès aussi facile, Moshe entreprit de pousser son avantage et d'attaquer un poste français situé non loin de là. Les ordres tardant à arriver, autant ne pas perdre son temps.

À l'aube du 8 juin 1941, ce fut le drame. Tandis qu'il cherchait à repérer à la jumelle les positions françaises, Moshe fut atteint par la balle d'un tireur isolé. Le projectile traversa l'oculaire gauche, pulvérisant la monture. Des fragments de verre et de métal s'enfoncèrent dans son orbite

gauche, fracassant la cloison nasale et la partie osseuse. Il fut également touché à une main. Transporté au bout de douze heures à l'hôpital Hadassah de Haïfa, il fut opéré sur-le-champ. Mais en pure perte, car il avait irrémédiablement perdu son œil gauche. Les chirurgiens se bornèrent à extraire les éclats de verre et de métal et à refermer le fond de l'orbite. Ils ne pouvaient même pas garantir qu'il n'en subsisterait pas des séquelles au niveau du crâne. Peu après, Moshe fut hospitalisé à Jérusalem. Sur sa carte médicale, une simple inscription : « Moshe Dayan. Civil palestinien. Blessé accidentellement le 8 juin 1941. »

## *Fauché en plein vol*

Cet homme se savait fait pour l'action et le fait de se retrouver brusquement hors du coup était une véritable tragédie. Sa main blessée était déformée et partiellement paralysée. Mais c'était surtout son infirmité à l'œil qui l'accablait et lui donnait l'impression d'un handicap insurmontable. N'étant pas religieux ni même suffisamment croyant pour se résigner à la « volonté de Dieu », Moshe se mit à broyer du noir. La décoration militaire anglaise qui lui fut décernée pour son fait d'armes le laissa indifférent. Il passa beaucoup de temps à retrouver ses repères et son équilibre, notamment à mieux évaluer les distances. Verser du thé dans une soucoupe était pour lui une épreuve pénible, se mouvoir à la nuit tombée était quasiment impossible. Sa blessure lui occasionnait de violents maux de tête qui devaient le tourmenter durant tout le reste de son existence. Cruelle, implacable, la réalité était qu'aucune armée ne ferait désormais appel à lui, y compris pour une mission subalterne. Et la Haganah pas davantage : « Je suis un invalide inapte à toute action. Quant à moi, je me crois désormais incapable de toute activité militaire ; je ne puis être que gardien de nuit ou quelque chose dans ce genre. Je comprends clairement que je suis physiquement fini et que tout service en campagne m'est interdit[46]. »

Sans travail, sans sécurité financière, que pouvait-il espérer ? Ruth était enceinte de leur second enfant et il ne savait même pas comment assumer sa charge de chef de famille. Pire que tout, il se sentait irrémédiablement défiguré. Un bandeau noir dissimulait à présent son œil mutilé. Il eut très vite ce bandeau en horreur. On avait tenté, en vain, de lui insérer un œil de verre : le spectacle était encore plus affligeant que sans œil du tout[47].

Démoralisé par sa nouvelle apparence inquiétante, il en était arrivé à redouter d'effrayer les enfants. À cette époque, il était à mille lieues d'imaginer que ce bandeau noir qu'il rejetait de tout son être deviendrait un jour sa marque de fabrique et contribuerait à faire de lui un homme célèbre dans le monde entier. Pour l'heure, il ressentait comme une mortification douloureuse la promotion de ses camarades de combat, à commencer par celle de son alter ego et rival Yigal Allon. Ceux-ci récoltaient les lauriers tandis qu'il était désormais condamné à végéter dans l'anonymat et l'inutilité.

Moshe avait refusé de rester à l'hôpital durant son traitement. Il ne souhaitait pas non plus revenir à Nahalal, dans cette cabane agrémentée d'un jardin potager que Ruth avait décorée du mieux possible. Il trouva finalement refuge chez ses beaux-parents, à Jérusalem, dans le quartier de Rehavia. Sa femme et sa fille le rejoignirent assez vite. Chaque jour, il se faisait conduire à l'hôpital Hadassah sur le mont Scopus. Ruth la citadine se plaisait désormais à Nahalal. Elle en venait même à souhaiter qu'ils y achètent une ferme. Moshe, le paysan d'origine, succomba à l'inverse au charme de Jérusalem et, en particulier, à celui de la vieille ville, dont il aimait parcourir les remparts et humer les odeurs si particulières. Non pas la Jérusalem religieuse de la prière et du recueillement, mais la Jérusalem dont la spiritualité reflétait si bien l'histoire et l'âme juives.

Par un heureux hasard, Reuven Zaslani habitait dans l'immeuble des Schwartz. Il occupait alors des fonctions éminentes au sein de l'Agence juive. Ben Gourion avait même promu cet homme d'influence à la tête du renseignement. Une de ses missions était de garder le contact avec les services britanniques. Zaslani proposa à Moshe un poste dans son service. S'occuper d'affaires politiques ne l'enthousiasmait guère, car ce genre d'activité ne lui rappelait que trop celle de son propre père Shmuel. Mais c'était mieux que rien et, à tout prendre, cette proposition était une sorte de bénédiction. D'ailleurs, il ne s'agissait pas d'endosser les habits d'un bureaucrate ou d'un rond-de-cuir. Ce n'était pas la priorité du moment. La situation était en train de devenir critique pour les Britanniques, confrontés à la menace allemande dans la région. Peut-être dans l'espoir de conjurer la catastrophe d'une défaite, les autorités mandataires avaient demandé au futur Shiloah[48] et à son service des affaires spéciales de l'anticiper en mettant sur pied plusieurs unités d'espionnage afin de pénétrer le camp allemand dans

l'éventualité où il occuperait la Palestine. Shiloah avait aussitôt songé à recruter Moshe.

En septembre 1941, celui-ci établit sa base à Katamon, un faubourg de Jérusalem, et entreprit de tisser sa toile – ce qu'on appellerait bientôt le « réseau Dayan ». Comme à son habitude, il n'entendait pas se cantonner aux instructions qui lui étaient données. Il proposa ainsi de créer deux unités spéciales tournées vers l'infiltration ennemie et liées au Palmach[49], la nouvelle branche opérationnelle d'élite créée au sein de la Haganah par Yitzhak Sadeh. Il ne s'agissait rien de moins que de parachuter des commandos à l'arrière des lignes allemandes. Moshe prit en charge l'entraînement des parachutistes, utilement secondé par un chef de bataillon britannique de carrière dont le surnom de « Tueur » était déjà tout un programme. Si l'expérience de Moshe tenait en grande partie à ce que lui avait inculqué Wingate, celle de Grant-Taylor – le nom véritable du « Tueur » – bénéficiait de ses passages à Scotland Yard puis au FBI américain, à la demande expresse d'Edgar J. Hoover. L'intéressé en avait d'ailleurs gardé un souvenir plutôt mitigé, prétendant que ce qu'on lui avait enseigné jusque-là n'était que broutille comparé à ce que lui avaient appris les gangsters américains. Grant-Taylor apprenait donc à ses ouailles à tuer, et sa devise était fort simple : faire son travail puis se sauver. Dayan lui rendra hommage à sa façon : « Il nous enseignait la façon de tuer sans hésiter ni éprouver le moindre remords, afin de ne pas émousser nos réflexes… » Moshe demeura à Jérusalem jusqu'en septembre 1942. Ses blessures s'étaient à peu près cicatrisées, même s'il ressentait encore de vives douleurs physiques. Il dut seulement apprendre à vivre avec elles, ce qui était un moindre mal alors qu'il avait longtemps redouté de perdre son œil valide et d'être frappé par une cécité totale.

Le danger allemand ayant finalement été écarté à la suite de la défaite de l'Afrikakorps de Rommel à la bataille d'El Alamein face à la VIII^e^ armée britannique[50], Moshe s'immergea dans les affaires du Yishouv. Les relations avec les Arabes l'attiraient tout particulièrement. Toutefois, le souvenir de l'égoïsme de Shmuel lui avait aussi appris à faire la part des choses. Ainsi, il s'occupa parallèlement de sa famille qui s'était agrandie avec la naissance d'Udi, son premier fils[51]. Sur le plan professionnel, il ne nourrissait pas d'ambition particulière et s'estimait heureux de compter encore parmi les actifs. Il se montra attentionné envers sa fille Yaël, s'efforça d'améliorer son anglais.

D’une certaine façon, il tâchait simplement de survivre. Moshe restait cependant un homme profondément frustré. Son caractère devenait versatile, émaillé de sautes d’humeur, tandis que sa gaieté d’antan se faisait plus épisodique. Il paraissait désormais se comporter comme s’il n’avait besoin de personne. S’il ne fuyait pas les gens, il repoussait leur amitié, voire une empathie qu’il prenait pour de la compassion. Ses collègues de travail en furent déconcertés à l’instar de Yossif Harel : « Nous aimions tous Yigal Allon, on pouvait l’aborder à tout moment. Avec Moshe, il y avait toujours une barrière, une limite infranchissable. […] Il vous saluait d’un mot, pas même d’une phrase, avec un sourire étrange. Il était avec vous, techniquement parlant, mais c’était comme si vous n’existiez pas[52]… »

Peu à peu, Moshe Dayan glissa vers la politique. Presque sans s’en rendre compte et avec un entrain tout relatif. Décidément et à l’inverse de son père qui était toujours aussi actif au sein du mouvement travailliste, il ne s’imaginait pas en politicien. Son apparence était celle d’un homme de la campagne, et sa façon de s’exprimer restait revêche et maladroite, sans la moindre distinction. Comprenant qu’il n’impressionnait pas grand monde, il se retrancha dans l’indifférence, quitte à faire son deuil d’une séduction qu’il pensait ne plus pouvoir exercer en raison de son infirmité. On lui reconnaissait certes du charisme, mais un charisme froid, déshumanisé et à peine tempéré par quelques accès éphémères de bonne humeur. Ses exploits passés comme sa réputation d’homme courageux et audacieux ne passaient pourtant pas inaperçus, même s’ils ne suffisaient pas à le rendre populaire ou sociable. Sa blessure et son bandeau noir justifiaient son prestige. Moshe était un héros, un « combattant juif » qui avait servi jusqu’au sacrifice la cause du Yishouv. Cette situation était inédite depuis l’époque déjà reculée de Trumpeldor et de sa fameuse Légion juive. Cependant, tout s’interrompit brusquement. Les Britanniques n’ayant plus à craindre une invasion allemande de la Palestine, la mission de Moshe n’avait plus de raison d’être. Il n’était pas encore assez connu ou important pour qu’on lui offrît un poste de remplacement.

Moshe s’efforça toutefois de rester au contact de l’action et de l’aventure. La Haganah lui confia même une mission délicate de convoyage à Bagdad de caisses d’armes destinées aux correspondants locaux de l’Agence juive. L’épisode fut assez rocambolesque. Chargé officiellement de conduire par autocar un bataillon britannique indien en Irak, Moshe avait faussé compagnie à tout le monde en se déguisant en fellah arabe et en

empruntant des chemins de traverse jusqu'à bon port. Au retour, conformément aux instructions, il avait pris en charge deux immigrants iraniens qu'il avait aidés à entrer clandestinement en Palestine. L'expérience fut toutefois brève, et Moshe dut s'en retourner à Nahalal auprès de sa famille. Une existence de routine et d'anonymat s'ouvrait alors à lui, c'est-à-dire tout ce qu'il détestait.

## *Le pied à l'étrier*

À Nahalal, Moshe s'installa d'abord avec sa femme et ses deux enfants dans la baraque de ses parents. De nouveau, la cohabitation s'avéra difficile. Shmuel voyait dans toute tentative pour rendre l'habitation plus confortable, une sorte de gaspillage inutile. Il désapprouva également sa belle-fille Ruth, qui confectionnait elle-même des vêtements pour ses enfants. À écouter Shmuel, une vraie kibboutznik ne devait attacher aucune importance à son apparence vestimentaire ni à celle des siens.

Moshe s'absentait de temps à autre pour la Haganah. Un après-midi de février 1945, Eliyahu Golomb frappa à la porte des Dayan. Cet ami proche des Schwartz était devenu le patron de la Haganah. Il venait personnellement proposer à Moshe une mission délicate dans le cadre d'une vaste opération qui resterait tristement célèbre sous l'appellation de la « Saison ». Les relations entre les sionistes majoritaires de la gauche travailliste et les sionistes « révisionnistes » s'étaient alors gravement détériorées. L'une des raisons en était l'activisme exacerbé de l'Irgoun et du groupe Stern contre les autorités mandataires britanniques. Bien sûr, le Palmach lançait déjà ses propres opérations et celles-ci pouvaient être spectaculaires[53]. Mais Ben Gourion jugea l'activisme de l'Irgoun néfaste à la cause sioniste. Il entreprit de combattre farouchement ces marginaux, quitte à les dénoncer aux Anglais. Cette opération fratricide de règlement de comptes était peu ragoûtante. La « Saison » (inspirée de la « saison de la chasse ») était le temps des suspicions, de la délation et de la déloyauté. L'Agence juive dénonçait déjà les militants de l'Irgoun aux Anglais depuis 1938, mais cette fois la dimension était autre. Des centaines de responsables de l'Irgoun et du Léhi furent inquiétés, emprisonnés, voire déportés en Afrique. Moshe y participa à son niveau, sans enthousiasme ni faiblesse[54]. Il déménagea en catastrophe à Tel-Aviv avec les siens, où ils vécurent des jours sombres dans

des chambres d'hôtel. Vint heureusement le jour où cette chasse à l'homme fratricide prit fin.

Le provisoire ne cessa pourtant vraiment que le jour où le beau-père de Moshe lui consentit une aide financière substantielle pour l'achat d'une ferme. Au bout d'une dizaine d'années de mariage, les Dayan purent enfin disposer d'un foyer bien à eux. Ils s'installèrent sur un lot ayant appartenu à un pionnier venu de Russie en 1909. La femme de ce pionnier était restée dans la petite histoire du moshav pour avoir été la première à Nahalal à quitter son mari. Cela se passait en 1931. L'existence à la ferme demeurait, bien sûr, spartiate, mais avec deux chambres, un living-room et une cuisine, les conditions y étaient plus supportables. Du moins la famille Dayan était-elle indépendante. Bon gré mal gré, Moshe fit des efforts louables pour se muer en véritable fermier. Il acheta des vaches et des poules, se mit à planter des légumes. Sa femme Ruth en était heureuse, car elle avait ainsi son mari tout à elle : « Ce furent des années merveilleuses… d'unité familiale et d'un genre de vie que j'adorais. Nous étions ensemble et travaillions pour un but commun, comme tout le monde[55]. » Ils se levaient à quatre heures et demie du matin pour traire les vaches, puis travaillaient ensemble dans le champ à faucher le blé ou à rouler des meules de foin.

Ce romantisme bucolique des travaux et des jours comblait Ruth, qui avait pour horizon les hauteurs du Carmel à l'ouest et la colline de Moreh à l'est. Il répondait beaucoup moins aux attentes de Moshe, même si les enfants, eux, y trouvaient leur compte, notamment Yaël. Pour autant, les Dayan étaient toujours aussi peu populaires à Nahalal : trop indépendants, trop obstinés dans leur anticonformisme. On s'irritait de ce qu'ils formassent un clan. On reprochait à Shmuel d'être un indécrottable donneur de leçons. On critiquait Ruth qui habillait ses enfants comme des « aristocrates ». On lui faisait même grief de posséder un poste de radio, un luxe inouï dans un kibboutz ! Néanmoins, la famille aurait pu vivre convenablement de la ferme. Peu confiante en elle-même par nature[56], Ruth gagnait en assurance et en sérénité, dans l'espoir que ses rêves intimes trouvent à se réaliser. Certes, Shmuel avait repris ses pérégrinations au long cours pour le parti, et Dvorah était fréquemment hospitalisée au sanatorium de Motza, proche de Jérusalem. Mais ce furent des années heureuses pour Ruth, qui ne pouvait alors prévoir que le temps et que les joies grappillées étaient comptés. Une période de transition éphémère entre une guerre qui avait failli exterminer le peuple juif et une autre guerre qui aurait pu faire d'Israël un État mort-né.

Moshe comprit définitivement que la vie à la campagne n'était pas faite pour lui, que la carrière militaire lui était irrémédiablement barrée et que, finalement, la politique était son ultime recours. Depuis son engagement dans la « Saison » et sa fidélité à Ben Gourion, Dayan n'était plus un inconnu auprès de l'Agence juive et du Mapaï, le parti de gauche qui dominait le paysage politique sioniste. Or ce parti restait dirigé par des quinquagénaires peu soucieux d'y attirer la jeunesse. Ben Gourion, lui, avait bien l'intention d'en garder le contrôle en s'appuyant sur une « jeune garde ». Appelé à en faire partie, Moshe fut désigné en décembre 1946 pour participer au 22e Congrès sioniste en qualité d'« observateur officiel ». Un autre Dayan, Shmuel, était également présent à la manifestation, mais lui en tant que délégué. Cela se passait à Bâle, en Suisse, à l'endroit même où, en août 1897, Theodor Herzl avait lancé son projet un peu fou d'État juif. En 1946 – alors que le maître de l'heure, chef de l'Agence juive et du Mapaï, s'appelait plus que jamais David Ben Gourion –, Dayan était-il considéré par les autres congressistes comme l'un des porte-serviettes du Vieux ?

Il y avait un autre « jeune » à ses côtés. Vingt-trois ans, d'origine polonaise, il s'appelait Shimon Perske. Peu de gens savaient qu'il venait de changer son patronyme en Peres. À Bâle, Moshe Dayan prononça un discours d'autant moins remarqué que le congrès marqua tristement la fin de la carrière d'Haïm Weizmann, l'homme de la déclaration Balfour et l'ancien patron de l'Organisation sioniste mondiale. Affaibli et désabusé, définitivement supplanté par Ben Gourion, le vieux chef se voyait à présent reprocher sa trop longue proximité avec les Anglais. Il avait eu son temps, trente ans plus tôt, mais il ne pouvait plus être l'homme de la situation à l'heure où la seule perspective politique possible était la création d'un État. Sur le chemin du retour, Moshe fit une halte en France pour y subir une nouvelle opération chirurgicale. Celle-ci avait pour but de greffer un os dans l'orbite pour que puisse y être transplanté un œil de verre. Mais l'opération fut un échec total, son corps rejetant la greffe. Il passa plusieurs jours dans un hôpital parisien à y ronger son frein, en proie à des hallucinations dues à la fièvre. L'hôpital était un ancien couvent, et le spectacle quotidien des religieuses infirmières n'était pas fait pour remonter le moral du laïc qu'il était : « Qu'est-ce que j'ai à faire avec toutes ces nonnes ? Je ne sais même pas parler le français[57]. »

Lors de son intervention à Bâle, Moshe Dayan avait préconisé un durcissement de la résistance aux autorités mandataires britanniques. Les

demi-mesures étaient révolues et, avec elles, les regrets ou la nostalgie. Seule l'action importait désormais. En dépit de tout ce qu'il avait traversé, Moshe Dayan était plus que jamais déterminé à en être.

# 3

# La légende en marche

Au début de l'année 1947, Moshe Dayan, tout comme les autres sionistes d'ailleurs, n'aurait pu prédire que le congrès de Bâle, le premier de l'après-guerre, serait aussi le dernier du genre. Le dernier où les délégués en appelleraient, sur un ton incantatoire, à la création d'un État. Le dernier également de la période du mandat britannique sur une Palestine dont on ne savait pas encore ce qu'il en adviendrait.

Les Anglais étaient ressortis victorieux, mais exsangues de la guerre. Amers de se voir rejetés tant par les Juifs que par les Arabes, ils s'étaient

résignés à remettre la question de la Palestine entre les mains de la jeune Organisation des Nations unies[1]. Long d'un quart de siècle, leur mandat sur la Palestine s'était finalement soldé par un échec cuisant. À trop rechercher l'équilibre, Londres avait louvoyé à l'excès entre la déclaration Balfour, d'une part, ses sympathies et ses intérêts arabes, d'autre part. Le résultat était lamentable : une terre à la destinée incertaine, et une violence généralisée devenue incontrôlable. Les sionistes du Yishouv s'opposaient aux bandes arabes palestiniennes et, en arrière-plan, une guerre entre les Juifs et les Arabes des pays environnants – Égypte, Syrie et Irak – se profilait. De ce bilan britannique assez peu glorieux ressortait une conclusion logique : les temps étaient proches dans un sens comme dans l'autre. Qu'ils concourent à la naissance d'un État juif ou, au contraire, à l'effondrement du sionisme face à l'hostilité des Arabes. L'heure de vérité, celle des grandes décisions, avait sonné.

La guerre contre les ennemis irréductibles du sionisme, cela faisait déjà longtemps que le Vieux s'y préparait en sa qualité de chef de l'exécutif sioniste, quitte à susciter la commisération respectueuse des chefs de la Haganah[2]. Ben Gourion n'était pas un familier de la chose militaire. Au grand dam de son entourage, retiré chez lui, il s'était mis à étudier d'arrache-pied comme si une course contre la montre s'était engagée. Il avait dévoré la *Guerre du Péloponnèse* de Thucydide. Il s'était plongé dans les mémoires d'anciens du HaShomer. Il avait lu une somme incalculable d'ouvrages consacrés aux armements et à la stratégie. Chaque jour, il convoquait des réunions avec des spécialistes de la défense et de la sécurité. Lors de ces « séminaires BG » comme on les appelait non sans ironie, il cuisinait inlassablement ses interlocuteurs jusqu'à se forger une opinion précise. Bien sûr, il y en eut pour se gausser d'un tel engouement de néophyte avant de convenir que Ben Gourion avait bel et bien raison. Les événements prenaient une tournure autrement plus dangereuse que les guérillas et escarmouches d'un passé encore récent. Il ne s'agissait plus de lutter contre des bandes organisées, mais de se préparer contre des armées régulières. Or, par routine ou par manque de vision, les responsables de la Haganah ne voyaient pas plus loin que le bout de leur nez et se bornaient encore à chercher à se procurer des armes de poing ou, au mieux, des armements légers. Ben Gourion, lui, raisonnait en termes de canons, de blindés ou encore d'avions. Il en fallait du culot pour penser à bâtir *ex nihilo* une armée moderne, alors que n'importe quel militant sioniste pouvait encore se faire arrêter dans la

rue par les Anglais simplement parce qu'il détenait un pistolet. Il en allait cependant de la survie du futur État juif.

Inéluctable, la guerre s'annonçait sans merci. De son côté, l'ONU progressait à grands pas sur le chemin d'un règlement de la question de Palestine. Dès le printemps 1947, un comité *ad hoc*, l'UNSCOP[3], s'était mis à l'ouvrage. En septembre, il présenta une alternative – État binational unique ou partage en deux États nationaux distincts – pour finalement opter pour la solution du partage. Le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale de l'ONU vota à Lake Success, près de New York, la résolution 181 entérinant ce partage de la Palestine. Obtenu à la majorité des deux tiers[4], ce vote historique ouvrait sur la création d'un État juif à l'horizon du 15 mai 1948, la date fixée pour le départ des Anglais de Palestine. En cette nuit de fin novembre, comme toutes les autres familles du kibboutz, les Dayan écoutaient fébrilement le résultat des votes à la radio du centre communautaire de Nahalal. Moshe avait tiré sa fille Yaël de son lit pour l'associer à ce moment historique. Tout le monde alentour riait, s'embrassait ou dansait de joie. Personne ne pouvait savoir qu'au même instant, à son hôtel de Kalia, sur les rives de la mer Morte où il séjournait, Ben Gourion notait dans son Journal personnel : « Cette nuit, la foule dansait dans les rues mais j'étais incapable de danser. Je me sentais déplacé, comme quelqu'un en deuil qui se trouve mêlé à un mariage. […] Je savais que la guerre était proche et que nous allions y perdre la fleur de notre jeunesse[5]. » Le Vieux ne se trompait guère. Les États arabes jugèrent inacceptable la résolution de l'ONU. Le sort en était jeté. Comme le prédisait déjà sur les ondes de la BBC Azzam Pacha, le secrétaire général de la Ligue arabe, « ce sera une monumentale guerre d'extermination qui restera dans l'Histoire comme les massacres des Mongols et les Croisades… ».

## Le protégé de Ben Gourion

Dans son intuition d'homme d'État avant l'heure, Ben Gourion ne s'était pas contenté de créer un embryon d'armée en veillant jusqu'à son financement[6]. Il avait également entrepris de reconfigurer de fond en comble les structures de ce qui n'était jusque-là qu'une force paramilitaire d'autodéfense. Cela entraîna rancœurs et dissentiments, tout particulièrement lorsque Ben Gourion s'avisa de nommer Ya'akov Dori[7] au poste de chef

d'état-major de la Haganah. N'ayant pas été consultés, les vieux caciques militaires regimbaient.

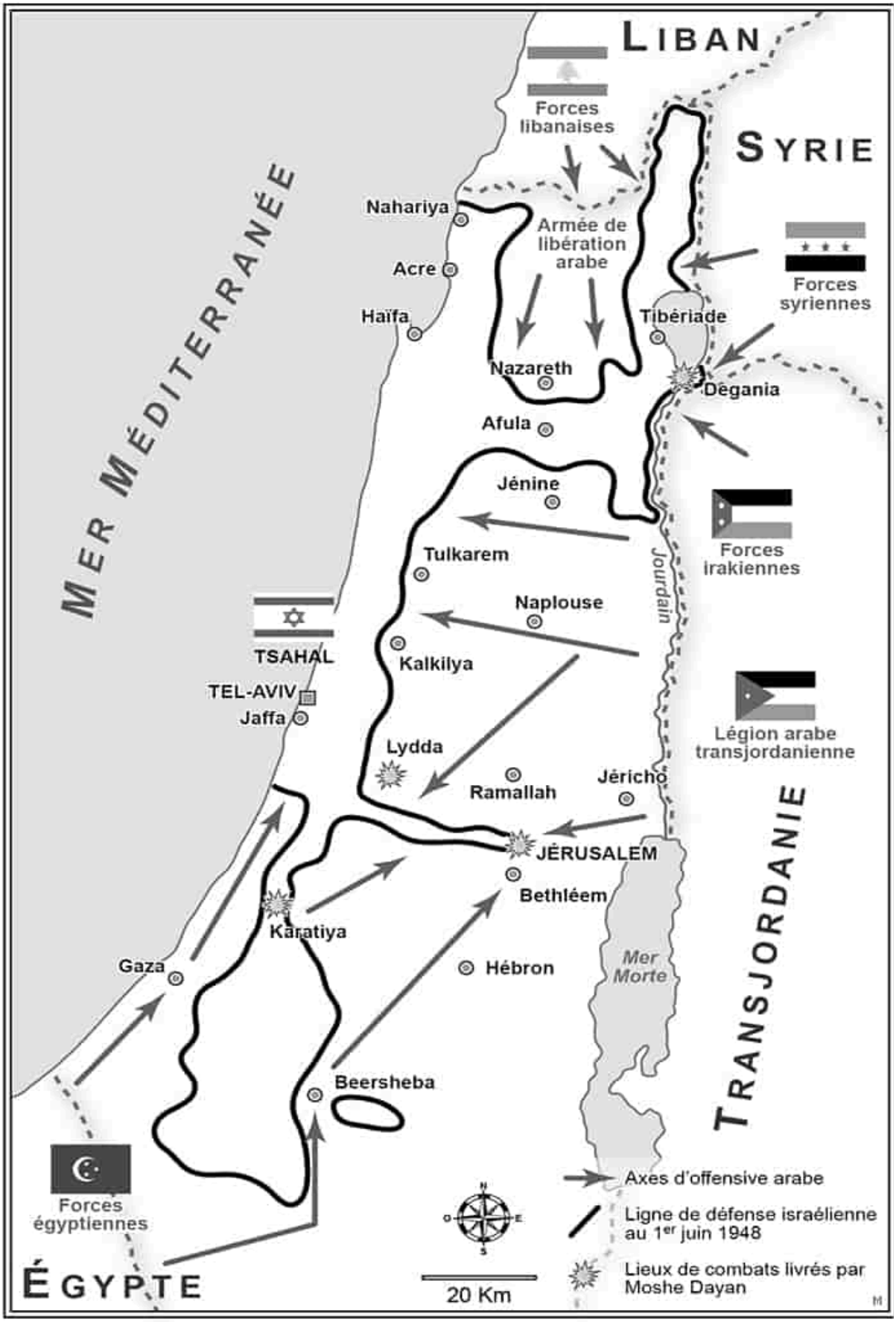
Dori convoqua aussitôt Moshe Dayan pour l'affecter à une mission de renseignement et le nommer, par la même occasion, officier d'état-major pour les affaires arabes. Grâce à cette nomination inespérée, Dayan demeurait dans le circuit et n'avait plus la hantise de se faire oublier. Le poste n'était sans doute pas aussi valorisant qu'un commandement opérationnel, mais il savait qu'il n'avait pas la moindre chance d'en obtenir un. Outre son handicap physique, il n'appartenait à aucun des réseaux qui se partageaient déjà le pouvoir militaire. Il n'avait pas le tempérament d'un homme d'appareil et n'était pas non plus du genre à se laisser embrigader. À la différence d'Israel Galili, devenu le chef du haut commandement de la Haganah, ou de son ancien compère Yigal Allon, et malgré sa proximité ancienne avec Yitzhak Sadeh, Dayan n'avait jamais fait partie de la maison Palmach. Il n'était pas un familier d'Yigael Yadin, un des nouveaux hommes forts, devenu le directeur des opérations militaires de la Haganah. Et, bien sûr, il était bien trop jeune pour compter au nombre des vétérans de l'armée anglaise à l'image d'un Haïm Laskov ou d'un Mordechai Makleff, ceux-ci ayant la préférence de Ben Gourion en raison de leur expertise et de leur professionnalisme. Le poste occupé par Dayan était frustrant, car il pouvait voir ses rivaux progresser au pas de course dans la hiérarchie militaire, à son nez et à sa barbe de surcroît.

Tandis que lui-même retournait dans le service actif avec le grade de chef de bataillon, Allon, devenu un des leaders du Palmach, était déjà général de brigade. Il rendait des services signalés qui lui laissaient entrevoir une carrière encore plus brillante. On parlait même de lui pour le commandement de tout le secteur sud. Pour autant, le poste d'officier pour les affaires arabes n'était pas dénué d'intérêt. Certes, Dayan avait maille à partir, ici avec la bureaucratie de l'Agence juive et son département arabe, ou là avec celle de la Haganah à travers son bureau de renseignement. Mais il était en contact direct avec Dori ainsi qu'avec ses supérieurs hiérarchiques, jusqu'à Ben Gourion en personne. À ce poste, il était légitime voire incontournable tant sa connaissance des affaires arabes était jugée fine et étendue. À cela s'ajoutait sa capacité à se lier d'amitié avec certains Arabes, une qualité inestimable pour un homme de renseignement. C'est en tout cas à cette époque qu'il se vit accoler le surnom de « *Arabber* », « arabe » en yiddish[8].

De l'automne 1947 à mai 1948, Dayan remplit dans un quasi-anonymat la mission essentielle de juguler l'activité des bandes arabes palestiniennes qui harcelaient les kibboutzim et d'y infiltrer des agents arabes. Il n'hésita pas à recruter ceux qu'il appelait ses « conseillers » parmi certains de ses amis de Nahalal ou encore en choisissant des hommes aguerris qui auraient pu eux-mêmes faire partie de ces groupes activistes. Son action fut très vite couronnée de succès, notamment dans les secteurs de Haïfa et de Nazareth, ainsi qu'en plusieurs endroits de la basse Galilée ou de la vallée de Jezréel. Dayan réussit surtout à infiltrer la communauté druze. Apprenant qu'une fraction importante de cette communauté s'était rangée sous la bannière de Cheikh Wahab, lui-même rallié à la nouvelle « Armée de libération » arabe commandée en Syrie par Fawzi Kawjki, Dayan était parvenu à se concilier d'autres chefs druzes influents, tels Salah Khnifess ou Sultan El-Atrash. Ces manœuvres devaient se révéler précieuses durant la bataille de Ramat Yohanan – un kibboutz situé non loin de Nahalal – remportée en avril 1948 par les forces sionistes : un succès au goût amer pour Dayan, puisque son frère Zohar, un des chefs de peloton de la brigade Carmeli, devait y laisser la vie. Le drame frappait pour la première fois les Dayan. Accompagné de son beau-frère Israel Gefen[9], Moshe était allé reconnaître le corps de son frère. Dvorah en fut anéantie, car Zorik[10] était sans doute son préféré. Outre qu'il était le plus jeune de la fratrie, il émanait de sa personnalité une vitalité et une joie de vivre incoercibles : « Sa blessure ne disparut jamais. C'était comme si la lumière avait quitté son existence[11]. »

Peu après, Moshe parvint à rallier toute la communauté druze aux forces juives lors d'une entrevue mémorable. Les chefs druzes avaient d'abord pensé à un piège, craignant que Dayan ne leur fasse payer la « dette de sang », son frère Zorik ayant été tué par des Druzes. Moshe les avait vite rassurés : « Vous êtes venus conclure un pacte avec nous. C'est pourquoi je vous pardonne d'avoir répandu le sang de mon sang. » Puis il avait levé son verre de vin en prononçant le traditionnel « *Lé Haïm* » (« À la vie »)[12]. Peu après, le bataillon de Wahab se retira de la guerre, laissant le champ libre à une occupation pacifique de Saint-Jean-d'Acre par la Haganah[13].

# Guerre d'indépendance (été 1948)



## *L'armée active, enfin*

Le rôle de Moshe Dayan en tant qu'officier des affaires arabes cessa cependant du jour au lendemain en mai 1948 avec la création officielle de l'État d'Israël[14]. Dès le 26 mai, Ben Gourion, qui occupait les fonctions de ministre de la Défense conjointement à celles de chef du gouvernement, créa l'Armée de défense d'Israël, *Tsahal*[15]. La Haganah disparaissant *de facto*, Dayan pouvait redouter d'être totalement exclu du nouveau dispositif et de devoir ronger de nouveau son frein, en marge des événements et de l'action. La nouvelle armée se réorganisait en toute hâte – en commandements et en brigades[16] – et lui, Dayan, n'y trouvait pas sa place. Plusieurs jours durant, il fit antichambre en pure perte au quartier général de Tsahal : « Je piétinais, j'étais sans travail et le ressentais durement. Je désirais rejoindre une unité combattante. Il s'agissait maintenant de faire la guerre, il ne s'agissait plus d'orienter ni de faire de plans. Il m'importait peu de servir comme chef de brigade ou comme chef de compagnie[17]… »

L'inconvénient de n'appartenir à aucune des coteries contrôlant les avancements au sein de l'armée apparaissait au grand jour. Dominant idéologiquement et fort de l'excellence de ses cadres, le Palmach semblait y faire la pluie et le beau temps. Comment un Moshe Dayan, diminué par sa terrible blessure de juin 1941 et aussi marqué par l'esprit individualiste du moshav, aurait-il pu avoir la moindre chance dans un tel contexte ? À ces handicaps objectifs s'ajoutaient l'impétuosité et l'audace liées à la personnalité de Dayan. Sa réputation de marginal remontait au temps de Wingate et de ses fameuses patrouilles de nuit. Elle n'avait pas l'heur de plaire à ceux qui y voyaient plutôt de l'irresponsabilité, incompatible avec une charge de commandement à un échelon supérieur[18].

Le seul qui eût pu extirper Moshe du cloaque de l'inactivité forcée était Ben Gourion, mais celui-ci demeura de marbre. Sans doute, le sachant diminué physiquement, ne voyait-il pas en lui un chef de guerre. Beaucoup plus tard, revenant sur la guerre d'indépendance de 1948, le Vieux donnera une explication toute personnelle de son mutisme d'alors : « Il est dommage que je n'aie pas connu Moshe Dayan au début de la guerre. J'avais l'impression qu'on s'efforçait de m'empêcher de le rencontrer. Cependant, je suis parvenu à le connaître à la fin et je m'en félicite, car il ne m'a jamais déçu[19]. » En vérité, personne n'avait jamais empêché Ben Gourion de rencontrer Dayan. Il avait entendu parler de lui dès 1940 de la bouche même

de Ruth Dayan, venue auprès de lui plaider la cause de son époux qui croupissait alors dans les geôles anglaises d'Acre. Et quand bien même le Vieux n'aurait pas gardé trace de cet épisode douloureux, Dayan se trouvait bel et bien dans son sillage au moment du 22e Congrès sioniste de décembre 1946. D'ailleurs, Dayan dirigeant par la suite le Bureau des affaires arabes de la Haganah, Ya'akov Dori et Yigael Yadin ne se plaignaient-ils pas à l'époque qu'il eût libre accès au bureau de Ben Gourion par-dessus leur tête[20] ?

Mais en marge du sort individuel de Dayan, Ben Gourion était très préoccupé par la situation de Tsahal, l'épine dorsale du nouvel État en même temps que le garant de son intégrité. Sa préoccupation provenait de la politisation croissante des cadres et officiers de l'armée. Il ne s'agissait pas seulement de l'Irgoun et du Léhi, branches bien connues du révisionnisme, mais tout aussi bien du Palmach. Dès le début, Ben Gourion s'était méfié du Palmach en raison de ses liens avec le Mapam – parti d'extrême gauche d'obédience prosoviétique et rival du Mapaï – et avec son mouvement de jeunesse du HaShomer Hatzaïr, un mouvement dont les membres préféraient le drapeau rouge au drapeau bleu et blanc et entonnaient plus volontiers l'*Internationale* que la *Hatikva*[21]. Certes, le Palmach était un corps militaire d'élite, la crème de la crème de Tsahal. Il était aussi fort de deux mille soldats – outre un bon millier de réservistes – et c'est pourquoi il paraissait dangereux.

De l'aveu même de son fondateur Yitzhak Sadeh, il s'apparentait à une « confrérie de combattants » ambitionnant de servir de modèle à la jeunesse juive israélienne. Toutefois, son endoctrinement idéologique était plus que problématique. Ben Gourion y voyait une « école de l'excès » : au fond, d'inspiration procommuniste, le Palmach incarnait ouvertement les vertus du collectivisme et de l'égalitarisme des kibboutzim. Il ne pouvait être question pour Ben Gourion de laisser se propager un tel état d'esprit au sein de Tsahal, et ce d'autant plus que le Palmach revendiquait une sorte d'autonomie : uniformes distincts et stages de « formation » (*hakh-chara*) aux allures de bourrage de crâne. L'unité de la jeune armée était donc déjà en péril. Au temps de l'Agence juive, Ben Gourion avait déjà refusé de financer le Palmach et ses compagnies de choc. Désormais, il savait qu'il faudrait tôt ou tard en débarrasser l'armée et substituer aux officiers politisés d'autres moins marqués idéologiquement, à condition bien sûr qu'ils fussent efficaces. Ce fut la grande chance de Moshe Dayan.

L'éventualité d'une nomination de Dayan à un poste de commandement restait *a priori* improbable. Pourtant, il se sentait physiquement apte à exercer des responsabilités opérationnelles et avait fini par intégrer psychologiquement le fait d'être diminué, non sans humour parfois : « Pour viser et tirer, vous n'avez besoin que d'un œil et d'un bon doigt[22]… » Le hasard s'en mêla lorsque Yitzhak Sadeh, le nouveau commandant de la 8e brigade, dut faire face à un casse-tête. Plus encore qu'un casse-tête, une gageure ! Si la brigade avait plutôt fière allure sur le papier avec son bataillon de chars et son bataillon de commando, la réalité était différente. Ces unités n'étaient pas dotées du moindre blindé et peinaient à recruter des hommes d'expérience. Le déficit d'encadrement y était encore plus criant. En désespoir de cause, Sadeh s'était résigné à approcher des membres du Léhi au risque d'indisposer beaucoup de sionistes. Or, s'agissant des postes de commandement, c'était le désert total, car tous les éléments valables avaient été déjà recrutés par d'autres unités.

Au même moment, Sadeh apprit que Moshe Dayan était disponible. Une option par défaut ? Il est vrai qu'il avait toujours eu de l'estime et même une affection quasi filiale pour Dayan. Il proposa donc de le nommer à la tête du 89e bataillon. Yadin, convaincu de la nécessité d'infiltrer l'arrière des lignes ennemies, accepta sur-le-champ[23].

Il n'était que temps ! Depuis la proclamation de l'État d'Israël, la bataille faisait rage. Les armées arabes coalisées s'apprêtaient à envahir le nouveau pays et à « jeter les Juifs à la mer », suivant les exhortations de la propagande arabe. Déclenchés de tous côtés – nord-syrien, sud-égyptien et est-jordanien –, les assauts coordonnés placèrent bien vite les sionistes dans une situation délicate. En ces premiers moments de la guerre, rares étaient ceux qui eussent misé sur la survie d'Israël. Dayan, lui, se sentait revivre. Il portait à présent l'uniforme kaki de Tsahal, revolver à la ceinture. Ce n'était pas pour y jouer les têtes brûlées mais, bien plus que cela, pour redonner du sens à son existence. Étranger à toute dramatisation inutile, il n'attachait pas le moindre romantisme au combat lui-même. À sa famille déjà inquiète, il prodigua des paroles rassurantes : « Je ne vais pas être blessé, j'ai déjà reçu une balle et j'ai survécu. Je sais maintenant comment en éviter une autre[24]… »

Secteur dévolu par Dori à Dayan, la vallée du Jourdain se trouvait dans une situation délicate, voire désespérée, en plusieurs endroits. Un bataillon de la brigade Golani avait été déployé pour défendre le secteur. Mais ses

effectifs étaient étiques et ne pourraient contenir une attaque arabe en règle. Déjà, le village de Tsemah était menacé. Il en allait de même pour Degania, qui contrôlait un barrage et un pont stratégiques sur le Jourdain. Face aux résistants de Degania, des forces arabes en surnombre : deux compagnies régulières d'infanterie, une trentaine de chars et véhicules blindés sans compter l'artillerie. Premier kibboutz historique d'Israël, Degania était devenu un symbole fort du sionisme. Dayan n'oubliait pas que son père Shmuel avait contribué à incendier Degania Beth pour éviter qu'il ne tombe entre des mains ennemies, trente ans plus tôt. Le péril guettant ce kibboutz finit par alerter Ben Gourion en personne. Celui-ci reçut en catastrophe une délégation des deux kibboutzim de Degania et de Kinneret. Il resta d'abord inflexible, car sa priorité affichée était la défense de Jérusalem. Les supplications des délégués l'incitèrent cependant à octroyer à Degania quelques renforts à titre temporaire, en particulier quatre canons de fabrication française qui semblaient remonter à une époque antédiluvienne, raison pour laquelle on les appelait « *napoleonchik*[25] »…

Finalement, les résistants des kibboutzim de la vallée du Jourdain durent se défendre contre les chars syriens sans armement véritable. Le seul encouragement que leur avait prodigué Yigael Yadin – qui suppléait Dori, malade, au poste de chef d'état-major – avait été de leur envoyer Moshe Dayan. Du moins le croyait-il, car certains pionniers se souvenaient de lui et n'affichaient pas un enthousiasme débordant. Le simple fait qu'il fût natif de Degania ne suffisait pas à les apaiser. L'intéressé n'était pas plus rassuré. Il avait discuté avec Yadin de son statut de subordination par rapport au chef de la brigade Golani dont il dépendait théoriquement. Son autorité personnelle n'était pas reconnue et les unités de son secteur n'étaient pas officiellement sous ses ordres. Il lui fallut patienter jusqu'au tout dernier moment pour se voir confirmer par le QG le commandement opérationnel de son secteur. En revanche, Dayan avait reçu un cadeau d'encouragement bien singulier de la part du quartier général : une compagnie de la Gadna[26]. Il s'agissait d'adolescents, sans la moindre expérience du combat bien entendu, dont la mission était de se tenir prêts à relever des soldats adultes. Plusieurs de ces recrues de fortune étaient originaires de Nahalal, parmi lesquelles de vieux camarades comme Binya Zarhi et Ahya Ben-Ami.

Dayan héritait de son premier commandement de terrain dans des conditions particulièrement difficiles. Il ne s'attendait sans doute pas d'emblée à galvaniser ses hommes et à imposer son autorité aux unités de la

brigade Golani. Et il ne disposait que de très peu de temps – une journée et demie à peine – pour organiser la défense face à l'offensive annoncée des troupes arabes. Il parvint cependant à réorganiser les positions défensives afin que celles-ci se retrouvent placées sur le flanc de l'attaque syrienne. Cette « bataille des deux Degania » dura plus de neuf heures. Elle fut le baptême du feu de Moshe Dayan en qualité de commandant, et se solda par son premier succès militaire, encore que les forces syriennes eussent été à deux doigts de l'emporter. À Degania Beth, les chars syriens ne furent repoussés que par les cocktails Molotov de pionniers combattant à mains nues. Quant à l'artillerie, Dayan ne disposait que de trois de ces fameux canons rouillés, sans dispositif de pointage, dont l'un fut presque aussitôt hors d'usage. Pourtant, les quelque cinq cents obus tirés sur les troupes syriennes à Degania et à Tsemah suffirent à faire la différence. Ils causèrent, en effet, la stupeur parmi les assaillants qui n'auraient jamais imaginé que les sionistes fussent dotés d'une quelconque artillerie. Déboussolés, les Arabes se mirent à rompre le combat dans le désordre.

L'alerte avait été chaude, mais, même au cœur de l'action, Dayan ne s'était pas départi de son originalité. Un soir, il avait fait envoyer une jeep à Nahalal pour que Ruth vienne le rejoindre à son campement, le temps d'une nuit. Pourtant, Dayan n'avait pas le cœur à faire le bravache en tirant le bilan de sa première victoire : « Je n'avais aucune autorité de chef. Je n'ai pas sauvé les Degania. Sans moi, l'issue du combat aurait été exactement la même. C'était un combat désespéré où toute retraite était impossible[27]… » Ce n'était pas tout à fait l'opinion des observateurs impartiaux de cette bataille. Ceux-ci créditèrent Dayan d'un sang-froid et d'une intelligence tactique en tout point exceptionnels. Il avait montré son mépris total du danger, houspillant ses hommes qui s'enterraient profondément dans des tranchées pour se prémunir de l'artillerie ennemie : « Cessez donc de creuser, vous allez tomber sur du pétrole ! » Mais il savait aussi les motiver comme un vrai meneur : « Écoutez-moi ! Vous êtes ici dans des tranchées, sous des arbres et à l'ombre. Si vous vous imaginez avoir soif, imaginez simplement combien doivent avoir encore plus soif des Syriens courant en plein soleil sur terrain découvert[28]. »

Sur le plan personnel, Dayan ressortit gonflé à bloc de cette « bataille des deux Degania ». Il avait engrangé en cette circonstance une confiance qui ne devait plus jamais le quitter. Il avait aussi retenu une leçon capitale de sa première bataille en tant que chef, à savoir le comportement des forces

arabes sur le terrain : « J'ai vu comment ils avaient tout abandonné pour s'enfuir. Ce spectacle est demeuré présent dans ma mémoire… Comment ils s'étaient levés pour courir, parce que trois ou quatre obus étaient tombés, ne sachant ce qu'ils faisaient, complètement perdus… Ils battirent en retraite sans avoir été attaqués. J'ai pensé alors qu'il suffirait de taper une seule fois sur une boîte en fer-blanc pour qu'ils se dispersent tous comme des moineaux[29]. » Le soir même de cette victoire remportée par son fils dans son ancien kibboutz, Shmuel Dayan serra fièrement dans ses bras sa petite-fille Yaël : « Ton père est un vrai héros[30] ! »

### *Construire une légitimité*

L'État d'Israël n'était pas né depuis deux semaines que Moshe Dayan était déjà fixé sur ses capacités à assumer un commandement opérationnel. La suite ? Il s'en ouvrit à Yitzhak Sadeh, qui avait fort à faire avec la mise sur pied d'une 8e brigade destinée à rester une force d'appoint à la disposition du quartier général.

Moshe n'entendait plus rester à l'écart : « Nous pouvons nous occuper des armées arabes et remettre les choses au point avec quelques jeeps et quelques mitrailleuses. » Mais il lui incombait au préalable de constituer concrètement ce 89e bataillon dont il s'était vu confier la direction. Il le fit à sa façon. Dans sa fonction précédente de chef du secteur de la vallée du Jourdain, il n'avait pas hésité à débaucher insidieusement des jeunes gens de Nahalal qu'il connaissait en leur laissant entendre qu'il était en train de former une unité de commandos. À présent, Dayan déclara froidement à ses subordonnés qu'il avait l'« autorisation du quartier général de Tsahal de prélever des hommes dans les autres unités et de les sélectionner à sa guise ». C'était inexact, bien sûr, car il n'avait jamais obtenu la moindre autorisation pour cela. Il entreprit pourtant d'attirer dans son giron des hommes en provenance d'autres brigades afin de donner corps aux trois compagnies de son bataillon : ici des hommes de la brigade Golani, là des membres de la brigade Kiryati, là encore des soldats de la brigade Léhi – cette dernière venant d'être dissoute.

Ce recrutement sauvage n'eut pas l'heur de plaire à tout le monde, mais du moins Dayan parvint-il à s'adjoindre des soldats de premier ordre. Le moindre d'entre eux n'était pas Yohanan Pelz, un militaire de carrière qui

avait le profil d'un officier britannique de la plus belle eau. C'est d'ailleurs Pelz qui apprit à Dayan que les commandos étaient par essence des volontaires et que les chefs des autres unités ne pourraient s'opposer à des mutations au 89e bataillon si celui-ci était habilité à le faire. Bien sûr, Dayan s'empressa de solliciter une telle habilitation.

Parmi les recrues de poids figurait aussi un certain Teddy Eytan. De son vrai nom Thadée Diffre, cet ancien capitaine français de la division Leclerc, compagnon de la Libération et catholique pratiquant, venait à peine de débarquer en Palestine. Baroudeur-né, il s'était aussitôt engagé dans les rangs de Tsahal avec le grade de caporal. Eu égard à son passé militaire et à son impassibilité à l'épreuve du feu, Eytan avait été promu sur-le-champ spécialiste de l'arme blindée et affecté au 89e bataillon. Dayan avait visiblement un faible pour ces baroudeurs hauts en couleur. Même si tout le monde ne pouvait forcément ressembler au « Tueur », le fameux officier britannique Grant-Taylor qui entraînait des parachutistes juifs aux missions de sabotage derrière les lignes allemandes[31]. Le débauchage tous azimuts se poursuivit ainsi avec un bel entrain… jusqu'au jour où le commandant du 43e bataillon de la brigade Kiryati vint à se plaindre qu'il lui manquât une compagnie. Pas de chance, il s'appelait Amos Ben Gourion et n'était autre que le fils du chef du gouvernement provisoire. Celui-ci intima vertement à Dayan de renvoyer sur-le-champ dans leurs casernes les transfuges du 43e bataillon. Dayan se rattrapa en recrutant des soldats punis de prison appartenant à d'autres brigades. Il attira aussi des déserteurs, comme cet Irlandais qui se faisait une fierté, atavique de toute évidence, d'avoir circonvenu la police mandataire anglaise.

Le mot d'ordre de Dayan en ce domaine était à l'image de sa propre personnalité : tout homme qui désobéit pour rejoindre une unité combattante est le bienvenu. Le résultat en fut que le 89e bataillon ressembla davantage à une troupe hétéroclite, véritable Cour des miracles, qu'à une unité classique. Son chef s'en souciait comme d'une guigne, lui dont l'accoutrement débraillé de *schlumper*[32] – chemise flottant sur un pantalon en accordéon et chaussettes retombant sur les chevilles – évoquait davantage le chef d'une bande de pirates qu'un officier d'une armée régulière. Et encore, s'il ne s'était agi que d'apparence vestimentaire ! L'indiscipline de cette troupe haute en couleur s'étendait bien au-delà. L'une des spécialités du 89e bataillon, qui manquait cruellement de véhicules, était le vol de jeeps civiles. Cette technique d'équipement hétérodoxe consistait à ramener à la

base le véhicule subtilisé, à le repeindre en couleur kaki et à le doter de plaques d'immatriculation militaires. Là encore, la supercherie n'eût pas été éventée de sitôt si un des hommes du 89e ne s'était pas un jour avisé de dérober une jeep flambant neuve stationnant devant l'hôtel Ritz, lequel hébergeait le service gouvernemental de la presse. On frôla le scandale quand il s'avéra que la jeep était celle dévolue à un correspondant de guerre étranger du nom d'Arthur Koestler[33].

Cela ne mit pas pour autant fin aux méthodes expéditives et à la désinvolture de ce bataillon singulier. Il est vrai que son chef donnait en quelque sorte l'exemple, lui qui prenait un malin plaisir à franchir les postes de contrôle à tombeau ouvert au volant de son véhicule, poussant les soldats en faction à la crise de nerfs. À la diable et par des méthodes pas toujours recommandables, Moshe Dayan avait tout de même réussi à mettre sur pied son 89e bataillon en un peu moins d'un mois. Il était prêt pour la bagarre, encore qu'il fût à mille lieues d'imaginer que son premier engagement aurait une saveur très spéciale. On était en juin 1948 et la guerre entre Israël et ses voisins arabes avait été interrompue temporairement par une trêve qu'avait imposée l'ONU[34]. Cette trêve ne fut pas pour autant un moment d'inaction pour Tsahal, qui cherchait par tous les moyens à contourner l'embargo sur les armements décidé par les Nations unies. Israël manquait alors cruellement d'armes lourdes, malgré des approvisionnements clandestins en provenance de Tchécoslovaquie.

Par ailleurs, côté israélien, la trêve fut agitée pour de tout autres raisons encore. Ayant enfilé les habits de chef d'État avec une spontanéité étonnante, Ben Gourion avait vite compris le danger de la pérennisation des vieilles divisions sionistes. À ses yeux, seules les nouvelles institutions étaient dotées de la légitimité politique et il ne pouvait être question de tolérer un État dans l'État, tout particulièrement au sein de la nouvelle armée. Dissoudre le Palmach ? Ben Gourion songeait en effet de plus en plus sérieusement à briser cette force d'élite décidément trop à gauche, et dont il mesurait le danger de contagion sur le reste de l'armée. Mais il s'agissait d'une décision trop lourde de conséquences pour être prise à la légère. À sa droite également, il avait dû composer : l'Irgoun et son chef Menahem Begin avaient obtenu de conserver des unités spécifiques à l'intérieur de Tsahal. Tout bascula le 20 juin lorsque l'Irgoun entreprit de son propre chef, sans concertation avec les responsables de Tsahal, d'importer des armes. En provenance de Port-de-Bouc en France, ces armes étaient convoyées par un

navire, l'*Altalena*[35], qui avait jeté l'ancre devant Kfar Vitkin, à une cinquantaine de kilomètres de Tel-Aviv. Pour Ben Gourion, la coupe était pleine. Selon lui, cette importation sauvage d'armements par une organisation indépendante portait une grave atteinte à l'autorité de l'État. Exaspéré, il décida de s'opposer par tous les moyens – au besoin, par la force – au déchargement à terre de ces armes dont une grande partie devait bénéficier à l'Irgoun. Ben Gourion chargea Israël Galili, adjoint par intérim du ministre de la Défense, de régler cette affaire délicate. Celui-ci s'en remit à Yitzhak Sadeh, qui lui-même se tourna vers Dayan. Certains chefs de bataillon, notamment Dan Even, le patron de la brigade Alexandroni, choisirent de ne pas s'impliquer dans une opération militaire aussi délicate qui verrait des Juifs s'opposer par la force des armes à d'autres Juifs.

La 8e brigade reçut la mission d'exécuter l'opération. Rattaché à cette brigade, le 89e bataillon de Dayan était de la partie. Prétendant par la suite n'avoir accepté la mission qu'à contrecœur, il obtempéra cependant aux instructions du gouvernement. Il y eut un autre jeune officier qui accepta de se charger de la besogne. Il s'appelait Yitzhak Rabin et commandait la brigade Harel. Il avait d'autant moins d'état d'âme à s'en charger qu'il faisait partie des cadres du Palmach, à l'opposé idéologique de l'Irgoun. Ainsi, après s'être entretenu avec Galili, Dayan conduisit deux de ses compagnies devant Kfar Vitkin, mais donna à ses hommes pour consigne d'éviter tout affrontement. Des accrochages eurent lieu toutefois, causant plusieurs victimes. Peu après, ayant mis le cap sur Tel-Aviv, l'*Altalena* fut bombardé et coulé, tuant au passage une vingtaine de soldats[36]. Ben Gourion eut ce commentaire lapidaire : « Si le Temple existait encore, le canon qui a bombardé l'*Altalena* aurait mérité d'y figurer[37]. »

Au moment précis du drame, Dayan s'était éclipsé. Il se trouvait en compagnie de son épouse Ruth, sur la terrasse de l'hôtel Kaete Dan de Tel-Aviv, lorsqu'ils virent sombrer le navire de la discorde. Peu auparavant, Dayan avait transmis à titre temporaire le commandement des compagnies du 89e à son adjoint Uri Bar-On. La raison invoquée ? Un ordre de Ben Gourion qui le chargeait d'escorter aux États-Unis par avion la dépouille mortelle de David « Mickey » Marcus, laquelle devait être inhumée à West Point. Colonel de l'US Army engagé comme général de Tsahal, Marcus était devenu un héros pour les Juifs[38]. Le Vieux éprouvait une affection toute particulière pour cet homme, détesté par Allon, qu'il surnommait David. Pour autant, cet ordre donné à Dayan était d'autant plus surprenant que le

règlement de l'affaire de l'*Altalena* était pour Ben Gourion une question prioritaire. Cela tombait, en tout cas, à pic pour l'intéressé. Il lui était ainsi évité à bon compte l'impopularité d'une opération douloureuse qui devait d'ailleurs traumatiser et diviser profondément l'opinion publique israélienne[39]. Pressentant une issue dramatique, son second Bar-On n'avait d'ailleurs pris le relais qu'à contrecœur. Certains ne se priveront pas d'ironiser sur la subtilité du sens politique de Dayan, sur son opportunisme inné, voire sur ce qui sera regardé comme un trait caractéristique de sa personnalité : fuir ses responsabilités, sinon se décharger sur autrui des basses besognes. Il n'empêche. Un ordre reste un ordre, et celui de Ben Gourion était bien réel. Dès le soir du 21 juin, Moshe Dayan et Ruth embarquèrent donc sur l'avion-cargo affrété par le gouvernement israélien pour un long voyage de vingt-six heures. À leurs côtés se trouvait Yossif Harel, le commandant légendaire de l'*Exodus*.

Le règlement musclé de l'affaire de l'*Altalena* ne dissipait pas pour autant les problèmes récurrents de Ben Gourion avec l'armée et ses principaux officiers. Deux mois plus tôt déjà, au moment de proclamer la naissance de l'État d'Israël, il avait dû affronter une fronde en règle de ses généraux. La cause en était sa décision de supprimer le « commandement national » de la Haganah, un poste occupé par Israel Galili. La plupart des officiers supérieurs, de Zvi Ayalon à Yigael Yadin en passant par Yosif Lerer et Eliyahu Cohen, avaient vivement protesté. Ces officiers ruèrent de nouveau dans les brancards lorsque Ben Gourion entreprit de réaménager les grades militaires, le plus haut dans son esprit devant être celui de colonel[40]. D'autres désaccords se produisirent plus tard sur la tactique à adopter en vue de la bataille de Jérusalem. Yadin lui-même reprocha au Vieux ses tendances interventionnistes.

Non sans compromis, la volonté de Ben Gourion prévalut toutefois sur ces protestations. Dans l'ordonnance gouvernementale portant création de Tsahal, on pouvait lire : « Il est interdit de créer ou d'entretenir toute force armée hormis l'armée de défense d'Israël. » Fin juin, Ben Gourion imposa à tous les officiers un serment d'obéissance et de loyauté envers l'État[41]. La messe était dite. L'épilogue eut lieu le 29 septembre, lorsque Ben Gourion prit la décision officielle de dissoudre le Palmach. En octobre, celui-ci se livra à un baroud d'honneur lors d'une grande manifestation à Tel-Aviv. Mais rien ne pouvait permettre de revenir sur cette dissolution alors que la guerre continuait de plus belle. Ben Gourion chercha à épargner Yitzhak

Rabin, faisant appel à ses sentiments : « J'ai recruté ton père dans la Légion juive et c'est pour cela que tu es né en Eretz Israel. » En vain, Rabin restera loyal envers ses amis du Palmach. Ben Gourion n'aura pas les mêmes scrupules envers Allon qui avait osé lui lancer à la figure : « Nous avons gagné la guerre, mais, à cause de vous, nous avons perdu la paix ! »

Dayan, lui, suivait ces péripéties d'assez loin. Lors de son voyage en Amérique, faisant escale à Paris, il avait reçu un câble de Ben Gourion lui demandant de revenir d'urgence en Israël, mais il n'en avait tenu aucun compte. En Amérique, il avait rencontré un grand nombre de citoyens américains désireux de s'enrôler dans les rangs de Tsahal, parmi lesquels un certain Abraham J. Baum, un des vétérans les plus décorés de l'armée américaine. Baum avait notamment fait partie d'un bataillon d'infanterie mécanisée appelé « *task force* » qui avait réussi à percer les lignes allemandes. La puissance irrésistible de la force mécanisée couplée à l'audace : cette combinaison devait trotter longtemps dans la tête de Dayan, au point de bientôt devenir une formule magique pour lui. Sur ce, Ben Gourion lui avait adressé un second télégramme, plus insistant que le précédent, lui demandant instamment de préciser la date de son retour. Cela faisait trois semaines qu'il s'était éloigné du commandement de son 89e bataillon. Dayan revint en Israël le 9 juillet, en pleine nuit, quelques heures avant l'expiration du premier cessez-le-feu. Dès son atterrissage, il rejoignit dare-dare son unité. Celle-ci était plongée dans les préparatifs de l'« opération Danny » contre la Légion arabe[42] qui était de loin l'unité militaire arabe la plus dangereuse. Il s'agissait, plus précisément, de dégager la route entre Tel-Aviv et Jérusalem. L'objectif majeur de l'opération était l'important nœud de communication ferroviaire et aérien de Lydda[43]. Celui-ci contrôlait le secteur de Tel-Aviv et revêtait ainsi une importance cruciale.

Durant l'absence de Dayan, des plans avaient été minutieusement préparés, notamment par son adjoint Yohanan Pelz. Il les balaya d'un revers de main et fixa de nouvelles directives. Celles-ci s'inspiraient, par bien des côtés, de la tactique si séduisante de la « *task force* » : une puissante colonne composée de jeeps, de half-tracks et de véhicules blindés. Et de l'audace ! Surtout, de l'audace ! Aux objections qui lui étaient opposées, Dayan avait une réponse toute prête : « Vous raisonnez comme si vous deviez livrer bataille contre une armée régulière européenne. Or, nous ne combattons pas l'armée allemande mais des Arabes. » Ces Arabes, il comptait bien les faire fuir comme une volée de moineaux en tapant sur une boîte en fer-blanc,

comme les Syriens de Tsemah. Les spécialistes de la tactique militaire pouvaient bien soutenir avec componction que les ordres de Dayan n'étaient même pas d'un niveau de chef de section novice. Ils restaient tout de même bluffés par son intrépidité et par son sang-froid à toute épreuve. Décidément, ce diable d'homme était dépourvu de nerfs et ignorait la peur. Tout ne fut pas simple pour autant, car il ne suffisait pas d'avoir du courage et de l'esprit d'initiative. Il ne suffisait pas non plus de taper sur du fer-blanc. La colonne de Dayan s'essouffla aux abords du village de Koulla. La tactique militaire se vengeait à sa manière, même si Dayan parvint à s'emparer à la hussarde du petit bourg de Tira. La route de Koulla était sur le point de s'ouvrir lorsque Dayan dut quitter précipitamment le champ de bataille pour se rendre à une convocation impérative de Ben Gourion, à Tel-Aviv. On était en juillet 1948.

Depuis son voyage en Amérique, Dayan ne s'était toujours pas manifesté auprès du Vieux et n'avait même pas pris la peine de répondre à ses télégrammes. Il s'attendait donc à une remontrance en règle. Pour couronner le tout, il se rendait à la convocation en tenue de combat, sale et pas rasé. Ben Gourion n'en avait cure. Il tenait simplement à lui signifier ce qu'il envisageait depuis des semaines : lui confier le commandement du secteur de Jérusalem avec, à la clé, une promotion au grade de lieutenant-colonel. Pris de court quoique flatté, à l'évidence, Dayan s'efforça de gagner du temps. Il était dans le feu de l'action et tenait à y demeurer. On ne lâche pas ses troupes au milieu du combat. Il voulait prouver aux autres qu'il était capable de réussir et, peut-être aussi, se le prouver à lui-même. Plus tard, il se rappellera ce tête-à-tête : « J'ai obtenu de retarder la publication de l'arrêté de nomination en faisant remarquer que j'étais encore en pleine action. Ben Gourion ne s'opposa pas à ma suggestion et nous convînmes de reprendre plus tard la discussion concernant mon affectation[44]. »

De retour auprès de son bataillon, Dayan trouva des hommes démoralisés. En son absence, les plans de la brigade avaient été modifiés de fond en comble, et la troupe n'y comprenait plus rien. Cette fois, Dayan ne s'embarrassa pas de précautions pour désavouer son second qu'il jugeait décidément trop timoré et surtout trop révérencieux envers les ordres du quartier général de la brigade. Il éprouvait le sentiment très désagréable de perdre son temps, et seul le mouvement lui permettrait de conjurer ce sentiment. En toute hâte, il se fixa un nouvel objectif : le contrôle du village de Lydda qui se trouvait à portée de fusil de son bataillon. Par chance, c'était

sur son flanc est, à proximité directe du 89e, que le village était le moins bien défendu. Par là également transitaient les soldats de la Légion arabe du secteur Lydda-Ramallah. Il y avait tout de même un gros problème, dans la mesure où Lydda n'était pas une cible assignée au 89e bataillon mais à la brigade Yiftach du Palmach, soutenue par le 82e bataillon de chars. Or Dayan n'avait que faire de ce genre de détail, qu'il jugeait purement bureaucratique. Il procéda à une estimation sommaire du nombre d'hommes dont il disposait encore, puis prit sa décision : « Nous allons attaquer Lydda. Nous entrerons par ici, nous traverserons la ville et nous ressortirons par là. Tirez, franchissez les obstacles et ne vous arrêtez à aucun prix. »

Son idée était d'attaquer par surprise et de provoquer la panique par un feu nourri et continu. Tout se passa comme Dayan l'avait prévu. La confusion et l'effroi suscités par l'attaque inopinée entraînèrent l'effondrement de toute résistance ainsi que la fuite instantanée des hommes en armes comme des civils. C'est ainsi qu'avec 150 soldats, 8 half-tracks et une vingtaine de jeeps dotées de mitrailleuses, le 89e bataillon opéra une percée qui lui permit de s'emparer magistralement de Lydda et de Ramla, sans en avoir reçu l'ordre du quartier général et sans même l'en avoir informé. Sur le capot du véhicule de Dayan avait été peinte l'inscription : « Le tigre redoutable ». D'autres étaient affublés de noms tout aussi pittoresques, comme « L'Express Nahalal-Amman[45] ». Le bataillon de Dayan déplorait des pertes humaines importantes et ses matériels étaient largement endommagés. Mais qu'importe ! Le moral était de son côté et les résultats, du reste, étaient là.

On sut fermer les yeux sur l'indiscipline caractérisée de Dayan et apprécier à sa juste valeur ce fait d'armes dont nul ne savait encore qu'il constituerait un précédent. La victoire est toujours bonne fille pour ses enfants prodigues. Yigal Allon, devenu général de division et supervisant l'ensemble des forces engagées dans l'« opération Danny », souligna sur un ton mi-figue mi-raisin la grande audace de la manœuvre de son vieux rival Moshe. D'abord furieux, Yadin se fit philosophe : « Rien ne réussit autant que le succès. » Ben Gourion lui-même ne tarit pas d'éloges, non sans avoir estimé sur le moment que ce n'était pas une façon de livrer bataille : « C'est l'affaire de Lydda-Ramla, notre succès le plus remarquable, qui me fit vraiment connaître Moshe. » Cet épisode n'illustrait pas seulement le sens tactique de Dayan. Il mettait aussi en valeur la témérité extrême du chef. Il n'était pas si fréquent qu'un commandant de troupes se portât ainsi

spontanément en première ligne, à la tête de son unité. Moshe était un commandant qui s'était fixé une règle qui devait devenir un impératif pour Tsahal : n'abandonner ni ses morts ni ses blessés sur le champ de bataille.

Mais déjà, dans cette guerre tous azimuts à la vie à la mort, l'attention des hautes instances de Tsahal se détournait provisoirement du front central pour se déplacer sur le front sud. La situation sur le terrain y était tout aussi critique, car la route du Néguev était à présent bloquée par les forces égyptiennes. Leurs bases militaires de Beit Affa, de Hatta et de Karatiya paraissaient inexpugnables. Moshe Dayan fut aussitôt requis. Ni ses hommes ni lui n'avaient eu le temps de souffler, mais il comprit aussitôt qu'il ne devait s'attendre à aucune mansuétude de la part de Yadin comme de Ben Gourion. À peine trentenaire, Yadin était pleinement entré dans la peau de chef d'état-major, un poste qu'il occupait par intérim du fait de l'indisponibilité prolongée pour maladie de Dori[46]. Il était bien loin le temps où il s'était présenté pour la première fois devant Ben Gourion, lui avouant timidement qu'il préparait un doctorat d'archéologie sur les guerres au temps de la Bible. « À quoi bon, aujourd'hui, s'occuper de guerres bibliques ? lui avait rétorqué le Vieux. Nous allons en avoir une ici, bientôt et sur tous les fronts ! » L'ordre que Yadin avait donné à Dayan était limpide : ouvrir la route du Néguev, ce territoire désertique que Ben Gourion avait tout fait pour conserver lors des marchandages de 1947 à l'ONU. Le Néguev comptait tellement pour le Vieux qu'il avait un temps songé – et pas seulement par pure provocation comme on l'avait cru alors – à y installer la capitale d'Israël. Balayant les scrupules de Dayan sur l'épuisement de ses hommes, Yadin s'était fait implacable : « Poussez jusqu'au Néguev, même si votre bataillon doit être mis en pièces. Faites cette percée. Nous aurons ensuite un armistice et vous aurez un nouveau bataillon. » Par ailleurs, Ben Gourion insistait plus que jamais pour que Dayan s'occupât du secteur de Jérusalem, même si Yadin, Dori et la plupart des généraux y étaient opposés. Au cours d'une nouvelle entrevue, Dayan gagna encore du temps. Or, cette fois, tout en laissant Dayan remplir sa mission sur le front sud, Ben Gourion décida de faire promulguer sa décision de nommer Moshe Dayan au grade de lieutenant-colonel avec une entrée en vigueur au 18 juillet.

Pour être dotée d'un intitulé assez picaresque – « Mort aux envahisseurs ! » –, cette mission sur le front sud avait un objectif sérieux : désorganiser les lignes égyptiennes en s'emparant de plusieurs de leurs bases militaires, à la suite de quoi serait opérée une jonction avec les forces juives

du Néguev. La direction de l'opération incombait à Shimon Avidan, le chef de la brigade Givati. Le 89e bataillon, ou ce qu'il en restait en hommes valides[47], reçut pour mission de s'emparer de Karatiya, encore que son rôle fût surtout d'accompagner le 3e bataillon de la brigade Givati. Malgré les difficultés topographiques – notamment le ravin profond et escarpé du *wadi* Mufared – et ses équipements sommaires, le 89e remplit son objectif sans coup férir. Puis Dayan décida de lever le camp. Il n'imaginait pas un instant que les Égyptiens fussent capables de lancer une contre-attaque. C'est pourtant ce qui advint lorsqu'ils pilonnèrent le secteur de Karatiya d'obus et de mortiers. Furieux, le général Avidan jugea que l'évacuation de Karatiya, dont il n'avait d'ailleurs pas été avisé, avait été trop précipitée. Estimant que Dayan avait gravement manqué à la discipline, il réclama des sanctions au quartier général de Tsahal. Peu après, Yadin fit ouvrir une enquête pour insubordination par le procureur général militaire. Les justifications fournies par Dayan durent paraître suffisantes au procureur, puisque celui-ci classa l'affaire.

On chuchota néanmoins que Ben Gourion avait couvert Dayan. Nul doute que le Vieux éprouvait une tendresse particulière pour ce chef fort peu conventionnel qui incarnait si bien les vertus de courage et d'intrépidité du jeune État. Un chef qui n'avait pas froid aux yeux et pour qui seul comptait le résultat. Un chef d'où émanait une sorte d'insouciance talentueuse et victorieuse en parfaite adéquation avec l'image de jeunesse décomplexée que Ben Gourion cherchait à donner de l'Israël nouveau. Surtout, Ben Gourion comptait obstinément sur ce jeune chien fou pour préserver ce trésor suprêmement symbolique que chaque Juif, fût-il le plus mécréant, chérissait en son sein : Jérusalem !

## *Jérusalem*

Outre le scepticisme des responsables de Tsahal, la nomination de Moshe Dayan à la tête de la brigade Etzioni, en charge de la défense de Jérusalem, était un pari osé. Cette affaire recélait une dimension politique qui ne lui était guère familière et, surtout, risquait fort de paraître secondaire à un baroudeur de son espèce.

Au moment de prendre ses fonctions en août 1948, Dayan avait été informé de la gravité de la situation de Jérusalem. La résolution 181 de

l'ONU de novembre de l'année précédente, qui avait prévu pour la Ville sainte un statut international, n'avait jamais reçu le moindre début d'application. Les forces de la Légion arabe s'étaient aussitôt emparées de la vieille ville, notamment du quartier juif d'où ils avaient chassé *manu militari* tous les habitants[48]. Expulsés brutalement de chez eux, ceux-ci avaient dû fuir dans la panique par la porte de Sion. Les *yeshivas* avaient été saccagées et les synagogues pillées, tandis que le Mur occidental (Mur des lamentations) de l'ancien Temple de Salomon était désormais interdit aux Juifs[49]. Les centres majeurs du judaïsme avaient été perdus tandis que les kibboutzim alentour – depuis le massacre des pionniers du Gush Etzion[50] début mai – restaient sous la menace des troupes transjordaniennes. Jérusalem était soumise à un siège sévère imposé par les forces arabes et visant à briser la résistance des Juifs adossés à la partie occidentale de la ville. Un siège ponctué d'incessantes batailles de rue, de barrages d'artillerie, et rendu dangereux par l'efficacité redoutable de tireurs embusqués.

Dayan héritait ainsi d'une situation dramatique. Installé dans une résidence confortable, la « maison Abkarius Bey », propriété d'un avocat grec fortuné qui s'était enfui dès le début des combats, il y fit venir sa famille et prit aussitôt les affaires en main. Il s'entoura d'abord de gens en qui il avait confiance, comme son beau-frère Israël Gefen, son ami Zalman Mart, Nahman Betser l'ancien leader du groupe « Shimron », son ordonnance Alex ainsi que son ancien second, Uri Bar-On. Moshe put assez vite mesurer l'ampleur de la discorde parmi les défenseurs de Jérusalem. Nommé en février 1948, le chef du district militaire local David Shaltiel n'avait pu agir efficacement et léguait à son successeur une situation compliquée. Dès sa première patrouille au kibboutz de Ramat Rachel, au sud de Jérusalem, Dayan chercha à faire bouger les choses et à imposer son style. S'exposant ouvertement dans les rues malgré les risques, il s'attachait à restaurer le moral de troupes harassées et désabusées en leur insufflant à nouveau l'esprit de mouvement comme le sens de l'initiative. Cela correspondait très exactement à ce que Ben Gourion avait en tête en nommant Dayan : le nouveau chef militaire des forces juives de Jérusalem avait de l'allant ! Paraissant sûr de lui, il était précédé de ses succès militaires à Lydda puis à Karatiya. Et il espérait que son optimisme comme son volontarisme deviendraient vite contagieux.

Toutefois, un état d'esprit positif ne peut à lui seul contrebalancer un rapport de force défavorable sur le terrain. Moshe Dayan en fit l'expérience. Était-il déjà trop tard pour renverser la vapeur ? Depuis que Shaltiel avait définitivement échoué à reprendre la vieille ville, en juillet, l'ONU avait repris la main et verrouillé la situation en imposant une force internationale de contrôle. À son arrivée à Jérusalem, Dayan avait obtenu du grand QG de Tsahal une certaine latitude offensive, malgré le risque de répercussions diplomatiques et de tiraillements avec l'ONU. Mais ses initiatives avaient échoué, notamment à cause d'impératifs politiques impossibles à transgresser : ainsi de l'inviolabilité des locaux – dont la « maison du Gouverneur » – qui hébergeaient la représentation des Nations unies. Médiateur dépêché par l'ONU, le comte Folke Bernadotte[51] y veillait d'une manière particulièrement sourcilleuse. Le moral des troupes n'en avait été que plus affecté. Contesté à son tour, Dayan s'était pourtant employé à réorganiser sa brigade composée de deux bataillons d'infanterie et d'un bataillon de véhicules blindés. Or le contexte local ne se prêtait décidément pas à la sérénité, surtout depuis l'assassinat du comte Bernadotte par des activistes du Léhi, en septembre 1948. Bernadotte n'était pas en odeur de sainteté chez les sionistes, car il ne voulait pas d'un État juif viable. Il avait ainsi élaboré plusieurs plans successifs de partage territorial de la Palestine qui avaient en commun d'annuler celui voté par l'ONU moins d'un an auparavant[52].

Dayan insista alors pour que Ben Gourion l'autorise à tenter de desserrer l'étreinte sur Jérusalem. En octobre, il profita de l'opération « Yoav », lancée dans le sud en vue de nettoyer le Néguev de toute présence militaire égyptienne, pour organiser des manœuvres dans le secteur sud de Jérusalem en direction de Bethléem : on lui donna le nom de code de « *Wine Press* » (« Vendanges »). Cette opération, qui supposait la prise de la colline de Beit Jalla ouvrant sur Bethléem et Hébron, fut un fiasco. Censée tomber comme un fruit mûr, Beit Jalla ne put être prise. Dayan dut endosser la responsabilité de l'échec. Taxé d'amateurisme par les uns, il fut critiqué par d'autres pour sa suffisance et son impulsivité supposées. Cet épisode, Dayan le savait tout en se gardant bien de le reconnaître publiquement, soulignait cruellement ses propres déficiences en matière de formation technique militaire. En novembre 1948, le chef d'état-major de Tsahal mandata un haut comité afin de réorganiser le commandement dans le secteur de Jérusalem. À sa tête, le général de division Haïm Laskov[53]. Celui-ci aimait bien Dayan,

qu'il connaissait pour avoir été lui-même un des anciens des « escadrons spéciaux nocturnes » de Wingate. Laskov incita le comité à faire nommer Dayan commandant de la place de Jérusalem, en sus de ses fonctions de chef de la brigade Etzioni.

Moshe Dayan n'était déjà plus un officier supérieur parmi d'autres. Il commençait à susciter des jalousies, d'autant plus acides qu'il continuait de cultiver son indépendance vis-à-vis de la hiérarchie militaire. Il n'avait pas abandonné certaines habitudes qui le poussaient, fût-ce d'une façon vénielle, aux limites de la légalité ou du bon goût. Son passe-temps de shabbat était ainsi d'entraîner sa famille dans des « visites domiciliaires » de vergers de propriétés voisines plus ou moins désertées. La récolte en fruits frais était rarement décevante. Aux dires de sa fille, Dayan était un « maniaque des fruits », qui voyait dans ces vergers subrepticement inspectés une sorte de jardin d'Éden. Dayan prenait également plaisir à entraîner sa fille Yaël dans ses interminables virées à l'intérieur de la vieille ville. Il lui faisait visiter les remparts, lui contant de vieilles anecdotes remontant à l'époque du roi Salomon, et lui décrivait par le menu le système antique d'adduction d'eau. Il allait jusqu'à lui prêter ses jumelles pour observer les *keffieh* à carreaux rouges et blancs des soldats jordaniens stationnés à proximité.

Beaucoup s'irritaient de la désinvolture de Dayan. Parmi eux, le général de division Zvi Ayalon, qui était théoriquement son supérieur. Il est vrai que son subordonné arrivait invariablement en retard aux réunions de l'état-major. Ayalon se montra patient jusqu'au jour de février 1949 où, à l'occasion d'une cérémonie en souvenir des morts de la guerre d'indépendance, Dayan refusa froidement de détacher de son unité une section de protection pour en garantir le bon déroulement. La cérémonie se déroula sans incident, mais Ayalon, outré par cet acte d'indiscipline, exigea que son subordonné fût traduit devant une cour martiale[54].

La haute juridiction militaire ne pouvait que sanctionner l'indiscipline patente de cet officier coupable d'avoir enfreint un ordre formel. Mais quelle sanction appliquer dans son cas ? Le casse-tête prit une allure tragi-comique, car, depuis l'automne 1948, Dayan avait été chargé par Ben Gourion de prêter main-forte à la négociation sur un cessez-le-feu avec la Jordanie. Il était même alors à la veille de rencontrer le roi Abdallah en personne. La sanction émanant d'une juridiction militaire plus qu'embarrassée ne pouvait donc être que de pure forme. Finalement, et pour ajouter au côté cocasse de toute cette affaire, c'est le « puni » qui proposa lui-même la sanction :

rétrogradation temporaire au grade de chef de bataillon sans aucune notification officielle ou publicité. Personne n'étant mis au courant, Dayan conserva tout de même ses insignes de grade comme si de rien n'était. Cette affaire ne pouvait évidemment être de nature à refréner les ardeurs émancipatrices de Dayan.

Les fonctions de commandant de la place de Jérusalem étant primordiales, il était autorisé à garder le contact avec la presse. Il était même le seul officier de Tsahal à pouvoir s'exprimer en son nom personnel, en dehors de Ya'acov Dori et d'Yigael Yadin, c'est-à-dire des grands chefs de Tsahal. Il ne s'en priva guère, sachant que ses déclarations auraient un retentissement international et seraient rapportées en « une » par les plus grands organes de presse. Les critiques envers Dayan se firent désormais plus nuancées sinon plus respectueuses, tant il apparaissait qu'il était protégé par Ben Gourion et que rien ne pouvait l'atteindre. Le jeune chef avait un accès direct au Premier ministre et à certains conseils restreints. Il avait du charme, de l'entregent et un culot monstre. Il prenait même un malin plaisir à se rendre aux rendez-vous chez Ben Gourion, en retard bien sûr, à bord d'une jeep ostensiblement équipée d'une mitrailleuse… Ben Gourion appréciait d'autant plus Dayan qu'il n'était pas homme à porter une étiquette politique ou à être embrigadé. L'appui du Vieux compensait largement son manque de réseaux et de relais.

Dès 1949, Dayan prit l'initiative de s'adjoindre un conseiller de presse. L'initiative était inédite, voire inouïe, compte tenu de l'état d'esprit des hautes sphères de Tsahal. Son choix, qu'il n'eut pas à regretter, se porta sur le capitaine Alex Braude. Celui-ci s'employa à façonner l'image de marque de son chef : un soldat d'exception destiné à devenir un homme d'État. Il le fit non sans talent, d'ailleurs, puisque ce *spin doctor* avant la lettre fut à l'origine d'un article du magazine *Life* vantant son poulain comme un futur chef du gouvernement. Rien de moins !

Homme d'État pas encore, selon toute évidence, mais diplomate ? Pourquoi pas ? Depuis quelques mois déjà, Dayan faisait ses premières armes en ce domaine. En très peu de temps, la résidence Abkarius était devenue un des lieux recherchés, voire obligés, de la vie sociale à Jérusalem. Chaque vendredi soir, les Dayan avaient table ouverte pour les diplomates, observateurs de l'ONU, journalistes et correspondants étrangers, jusqu'aux représentants en vue des communautés religieuses. On était déjà en août 1949. À la demande expresse du général William Riley, commandant en chef des forces de contrôle de l'ONU, Dayan avait participé à une réunion avec

les représentants des armées égyptienne et jordanienne[55] en vue d'une démilitarisation du secteur. La réunion s'éternisant, Dayan avait pris les choses en main. Ne s'embarrassant pas des précautions propres aux diplomates, il avait avisé son homologue jordanien, le colonel Abdallah el-Tel, qui était un des principaux conseillers du roi, et lui avait proposé en arabe de s'entretenir directement avec lui dans une pièce voisine. Ce tête-à-tête n'allait guère de soi : c'était la première fois, depuis la rencontre furtive et nocturne entre Golda Meyerson et le roi Abdallah, à la veille de la guerre d'indépendance, que des représentants d'Israël et de Jordanie se rencontraient de façon bilatérale. Or les choses se passèrent plutôt bien entre les deux adversaires, qui se respectaient mutuellement. Ceux-ci convinrent même de mettre en place une ligne téléphonique de campagne directe afin d'éviter tout dérapage intempestif : une sorte de « *hot line* » (téléphone rouge) avant l'heure !

Quoique de plus en plus réguliers, les contacts entre Dayan et el-Tel ne furent pas toujours aisés. À en croire le Jordanien, la tactique de Dayan était de « réclamer une montagne pour obtenir une taupinière… ». Toutefois, leurs relations personnelles restèrent aussi courtoises que possible. Un jour, el-Tel se laissera photographier inopinément en compagnie de Dayan et de Ruth[56]. Plus tard, il confiera à celle-ci : « C'est un plaisir que d'avoir un ennemi tel que votre mari. […] Avec lui, nous savons qu'une parole est une parole[57]. » Les deux hommes parvinrent, en tout cas, à conclure un cessez-le-feu qualifié d'« absolu et sincère », fin novembre 1948, et à le faire respecter. Ben Gourion n'hésita pas à reconnaître le rôle décisif qu'avait joué Dayan en la circonstance. Peu après, le colonel el-Tel fut chargé d'organiser plusieurs entretiens entre Dayan et le souverain jordanien au palais d'al Shuneh en vue de parvenir à un accord d'armistice. La première fois, l'équipée avait pris des allures rocambolesques : son homologue jordanien avait fait porter à Dayan des lunettes noires au lieu de son bandeau – déjà reconnaissable – et l'avait coiffé d'un *keffieh* avant de le faire s'allonger sur la banquette arrière de sa voiture. Pour la circonstance, celui-ci était accompagné d'un diplomate spécialiste des questions arabes, Eliyahu Sasson[58]. Le roi Abdallah s'était fait enjôleur, récitant des vers de son cru et offrant un banquet somptueux ainsi que des roses à ses invités israéliens. Mais Dayan, lui aussi, avait su trouver le ton approprié avec le souverain[59]. Ces entretiens avec le roi Abdallah avaient contribué à ouvrir la voie aux négociations devant fixer une ligne

d'armistice : la fameuse « ligne verte » séparant Israël des territoires arabes de Cisjordanie[60].

Pour sa part, Dayan avait retiré une foule d'enseignements de ces rencontres. Il avait compris que le contact humain direct était essentiel pour instaurer la confiance et que son charme comme son intelligence opéraient à merveille. Il savait aussi, d'instinct, percer la psychologie de ses interlocuteurs. Surtout, il s'était convaincu qu'il fallait négocier directement avec les Arabes sans passer par le truchement des Nations unies, dont il jugeait l'utilité plus que relative. Certes, l'ONU avait eu le mérite d'entériner la création d'un État juif. Mais le rôle controversé de feu Bernadotte en qualité de médiateur laissait augurer des lendemains difficiles. Au fond, l'organisation internationale se retrouvait dans la situation équivoque de la Grande-Bretagne qui avait regretté la déclaration Balfour sitôt celle-ci proclamée. L'ONU regrettait-elle déjà la création de l'État d'Israël ?

En mars 1949, Dayan fut envoyé comme adjoint du chef de délégation Reuven Shiloah sur l'île de Rhodes, à l'hôtel des Roses, où se déroulaient les réunions de la Commission mixte d'armistice avec l'Égypte et la Jordanie. Le nouveau représentant de l'ONU, l'Américain Ralph Bunch, supervisait les discussions. Israël avait alors gagné la guerre d'indépendance ou, à tout le moins, son pari existentiel[61]. À la suite de Walter Eytan, plusieurs fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères s'évertuèrent à minorer l'importance de ces négociations de Rhodes. Au même moment, faisaient-ils valoir, se déroulaient des pourparlers autrement décisifs – ils étaient dirigés par Yigael Yadin du côté israélien – avec le roi de Jordanie directement. De son côté, Dayan ne se privait pas de renvoyer la politesse à ses contempteurs en critiquant la manière dont étaient conduits ces autres pourparlers. En avril 1949, un accord sera finalement signé à Rhodes, en présence de Dayan. L'un de ses objectifs était de garantir la desserte de la partie juive de Jérusalem, par la voie ferroviaire notamment. À cette fin, il n'aura aucun état d'âme à suggérer à Ben Gourion, en septembre de la même année, d'utiliser la force pour ouvrir la route vers Jérusalem de manière à pouvoir accéder au Mur occidental et au mont Scopus[62].

Dayan aurait pu être ébloui par sa notoriété naissante. Or il n'était pas dupe. N'ayant pas été formé à la négociation, il ne pouvait que s'attirer l'hostilité des diplomates professionnels. Impatient, direct, dédaignant la cautèle et la frilosité tout autant que la courtoisie de rigueur dans les salons

feutrés, il ne ferait jamais partie du sérail. Selon lui, le ministre des Affaires étrangères Moshe Sharett savait sans doute s'exprimer élégamment, mais se montrait trop révérencieux envers ces Nations unies qui avaient causé tant de problèmes à Jérusalem. Il est vrai que Sharett paraissait tétanisé par les prises de position de l'ONU, tout comme d'ailleurs il redoutait à l'excès les réactions anglaises, américaines, voire françaises. À la prudence paralysante d'un Sharett, Dayan opposait volontiers l'activisme et la clarté d'esprit de Ben Gourion, qui savait prendre des risques, certes calculés, quand il le fallait. Au fond, Sharett se comportait en haut fonctionnaire, là où Ben Gourion se comportait en homme d'État. Visiblement impressionné par Ben Gourion qui lui inspirait un profond respect, Dayan n'était pas prêt pour autant à tout accepter de lui. Il se heurta même un jour au Vieux au sujet du roi Abdallah : « Vous n'avez jamais rencontré le roi, tandis que je me suis fréquemment entretenu avec lui. Vous ne l'avez même jamais vu, alors que je fais la navette entre vous deux. Vous me dites ce qu'il fera avant que j'aie pu placer un mot[63]. »

Dayan venait d'avoir trente-quatre ans. Il semblait se rapprocher de la politique avec peu de certitudes, quelques préjugés et beaucoup d'interrogations. Ben Gourion lui épargna ce dilemme en le convainquant de demeurer dans l'armée. Sans doute le Vieux, tout en appréciant en connaisseur l'habileté et le savoir-faire de son protégé, estimait-il qu'il n'était pas encore prêt à se lancer dans l'arène politique. Toutefois, en octobre 1949, il lui offrit plus qu'une compensation en le nommant commandant du secteur sud avec le grade d'*alouf*, c'est-à-dire de général de division.

## *Ramatkal*

Dès la naissance de l'État hébreu, la question des frontières avait été au cœur du problème israélo-arabe. Dans la déclaration d'indépendance du 14 mai 1948, Ben Gourion avait tenu à ce que ne fussent pas mentionnées explicitement les frontières du pays. Il préférait laisser prudemment la question en suspens afin de pouvoir les rectifier plus tard à sa guise, le cas échéant. Les États arabes, de leur côté, n'avaient nulle intention d'entériner les frontières d'un État dont ils refusaient de reconnaître l'existence.

Le secteur sud était très particulier du point de vue des frontières et de la sécurité d'Israël en général. Il était le moins familier aux Israéliens, qui

n'y avaient pas encore implanté agglomérations ou kibboutzim. C'est là aussi que s'étendait la frontière la plus longue du pays, la plus vulnérable aux incursions et la plus difficile à défendre. Le Sud, à savoir le Néguev et ses étendues désertiques et arides. Des paysages âpres et sans ombre qui contrastaient étrangement avec les reliefs verdoyants et amènes du nord d'Israël.

Ben Gourion avait tout fait pour le conserver, tant il était convaincu qu'ici se jouait le pari du sionisme, voire sa raison d'être. Le Néguev ou le rêve un peu fou de faire reverdir le désert. Le Néguev ou de l'espace à profusion pour accueillir de nouveaux immigrants. Le Néguev ou le projet d'une connexion entre Méditerranée et mer Morte, mais aussi d'une route vers Eilat à l'extrême pointe sud d'Israël. Le Néguev, le nouveau défi des Juifs.

Dayan personnellement ne pouvait qu'être séduit. Le désert et son ciel sans nuage, là où tout avait débuté. Un espace de liberté et de rêve. Une impression de commencement absolu, sans civilisation, ni vestige, ni chemin à suivre. Tout était à bâtir et à imaginer. Faire de Beersheba, petite bourgade quasi délaissée, une vraie ville. Faire du désert un nouveau verger. « Terre nouvelle », prophétisait naguère Theodor Herzl[64]. On s'y trouvait à présent. Si, à Jérusalem, Dayan était parfois surnommé péjorativement le « Bédouin », ici dans le Néguev le sobriquet était tout à fait approprié, voire avantageux.

En désignant Moshe Dayan à un poste de commandement aussi important pour la sécurité du pays, Ben Gourion entendait marquer son estime personnelle pour l'homme. Au-delà, il éprouvait le même attachement pour *son* armée que Churchill et Roosevelt avant lui pour *leur* Navy. Il avait fondé Tsahal par sa propre volonté à un moment où les autres responsables sionistes ne voyaient pas plus loin que l'autodéfense et la Haganah. Il l'avait purgée de toute influence idéologique et avait empêché en son sein toute dérive politique en brisant l'influence de l'Irgoun comme celle du Palmach. L'armée avait été la garante de la survie d'Israël. Loin de menacer la démocratie comme l'appréhendaient certains sionistes, elle incarnait les vertus comme les valeurs du nouvel État.

Pour Ben Gourion, la nomination de Dayan était représentative d'une jeune génération prenant peu à peu la relève des anciens chefs de la Haganah. L'enjeu était de substituer une armée régulière et disciplinée à une armée populaire de militants et d'activistes. Une armée à l'anglaise reposant

sur le triptyque classique : règlement, ordre, hiérarchie. De ce point de vue, il est vrai, Dayan n'était pas forcément l'homme idoine. Et d'ailleurs, bien au-dessus de lui, c'est à Yigael Yadin que revenait la mission de construire une armée capable de mobiliser 100 000 hommes en attendant de pouvoir l'élargir à 250 000 hommes[65]. L'enfant terrible de Tsahal était loin de faire l'unanimité. Sans surprise, Moshe Sharett se montrait sévère à son égard : « Dayan est un maquisard et un aventurier… Il n'est pas un chef militaire. » C'était aussi l'opinion de Levi Eshkol, le directeur général du ministère de la Défense, qui le surnommait péjorativement « Abou Jilda », du nom du fameux chef de bande arabe.

Au début, les hommes sous les ordres de Dayan ne furent pas enchantés de le voir succéder à Yigal Allon à la tête du commandement sud. Ce dernier était adulé par ses troupes. Il était cependant trop lié à la « maison Palmach » et trop engagé politiquement pour s'attirer les faveurs de Ben Gourion[66]. Déçu, Allon s'était abstenu de réagir à son éviction. Mais d'autres s'en étaient chargés pour lui, à l'image d'Yitzhak Rabin, un ancien de son état-major, qui ne s'était pas privé de déblatérer sur Dayan : « Ce type n'a pas la moindre idée. Pour moi, il manque de vision militaire au-delà du niveau basique de la compagnie ou du bataillon. En outre, il n'a aucun tact dans ses rapports avec autrui[67]. » Le ressentiment de Rabin était aussi personnel. Il venait de se voir relevé par Dayan de son poste de commandant en second du front sud, et plutôt sèchement : « Merci. Je n'ai plus besoin de vous[68]. » Peu après, Dayan lui avait donné en compensation le commandement de la 12e brigade… tout en sachant que celle-ci serait démantelée au motif de son infiltration par le Palmach.

### *Un chef pas comme les autres*

Pourtant, assez rapidement, les hommes du front sud furent séduits par le rayonnement de leur nouveau chef. S'il passait pour distant, son abord avec les hommes de troupe était étonnamment sociable, direct et dénué de toute condescendance. Sa prestance, son anticonformisme rebelle, sa tenue vestimentaire débraillée et sa conception très personnelle de la hiérarchie firent le reste. D'un côté, le grand état-major de Tsahal s'employait à rendre plus stricts les règles de discipline et le respect de l'étiquette militaire. D'un autre côté, Dayan s'affranchissait allègrement du port de la cravate, ses

chaussures étaient souvent mal cirées quand il ne lui arrivait pas de les troquer contre des sandales – il s'exhibait parfois même pieds nus en réunion – et il échangeait le salut militaire seulement quand il y pensait. La discipline, selon lui, n'avait de raison d'être qu'au combat. Elle renvoyait au comportement sous le feu, au dévouement à une cause, mais pas aux questions de paperasserie qui n'étaient que routine stérile. Cela finit par irriter Yadin qui, pourtant, n'était pas le plus pointilleux en matière de règlement. Ce dernier sortit même de ses gonds le jour où Dayan se présenta à une réunion d'état-major général sans avoir boutonné les poches de sa chemise[69].

À l'origine, Dayan connaissait assez mal le vaste secteur – presque la moitié de la superficie totale d'Israël – dont il héritait. Il comprit très vite cependant qu'une partie de sa mission comportait une dimension civile. La raison en était la politique d'immigration intensive lancée par Ben Gourion, laquelle devait aboutir à un doublement de la population du pays à très court terme[70]. Seul le quart de ces nouveaux venus trouvaient leur place au sein d'un kibboutz. Les autres s'entassaient dans les soixante-dix camps de transit mis sur pied en toute hâte. Il fallait leur apprendre un métier et leur inculquer des rudiments d'hébreu. Ben Gourion avait décidé que cette tâche reviendrait à Tsahal : « L'armée est plus qu'une organisation purement militaire. Elle est l'instrument éducatif de la nation en temps de paix[71]. » Beaucoup d'immigrants pour beaucoup d'espaces vides, donc, et essentiellement dans les territoires du Sud. Dayan dut prendre en charge près de six mille familles et les sédentariser. Clin d'œil à sa prime jeunesse ? Il suggéra la création de moshavim près de la bande de Gaza et de la frontière jordanienne. Des immigrés issus du Kurdistan fondèrent ainsi en 1950 le moshav de Tel Mitshavim, Dayan se chargeant de faire aménager des voies routières permettant d'y accéder.

Dès le début, Dayan multiplia les expéditions avec ses hommes pour que chacun pût se familiariser avec le terrain. L'emblème du commandement du secteur sud étant le renard[72], il tenta de s'en montrer digne, explorant sans relâche les montagnes du Néguev et se tenant sans cesse à l'affût. Souvent, il fallait manœuvrer en évitant les mines laissées par l'armée égyptienne. Ces patrouilles dans le désert avaient un côté enivrant et il s'y attardait volontiers au risque d'y croiser inopinément des patrouilles égyptiennes… ce qui finit par arriver. Un jour, Dayan pénétra par erreur en territoire étranger et se retrouva nez à nez avec un officier arabe qui le lui signifia vertement. Sans

se démonter, Dayan s'employa à le détromper, étalant sur-le-champ ses cartes d'état-major au 1/250 000 censées prouver qu'il se trouvait bien sur le sol israélien. La discussion entre les deux hommes devint bientôt animée et professionnelle au point de reléguer au second plan l'incident de frontière.

Dayan renoua également avec ses vieilles habitudes de laisser-aller envers ses supérieurs, cette fois vis-à-vis du chef d'état-major du secteur, le colonel Zvi Zur. Celui-ci entendait se conformer strictement aux procédures et aux règles que Dayan jugeait paralysantes et qu'il s'efforçait constamment de contourner, au nom de la culture du résultat. Et tant pis si, au passage, il éludait toute espèce de coordination avec son état-major, qu'il ne se souciait même pas d'informer de ses initiatives. Le propre de tout officier était d'attendre stoïquement que les ordres cheminent le long de la chaîne hiérarchique jusqu'à l'unité en opération, quitte à pester durant cette attente. Dayan, lui, avait choisi de simplifier les choses : il prenait sa jeep et fonçait auprès de l'unité concernée, lui donnant directement les ordres appropriés. Il avait même tellement l'habitude de foncer qu'un jour il se fit intercepter par la police militaire alors qu'il roulait à grande vitesse. Celle-ci avait reçu pour consigne de se montrer inflexible envers tout conducteur, officier supérieur ou non, qui dépasserait les 70 km/h au volant. Informé de l'incident, Yadin avait d'abord ordonné que Dayan fût déféré devant un tribunal de police. Mais il éclata de rire et changea d'avis en lisant le rapport. Fort respectueusement, le policier avait lancé à Dayan : « Mon Général, savez-vous que vous rouliez à plus de 120 km/h ? » Ce à quoi le contrevenant avait répliqué du tac au tac : « Excusez-moi ! Je n'ai qu'un œil. Qu'est-ce que vous préférez ? Que je regarde la route ou le compteur de vitesse[73] ? » De guerre lasse, Zur obtint de se faire muter au grand quartier général de Tsahal, Bureau des opérations militaires[74].

La situation restait tendue entre Israël et ses voisins arabes, car l'armistice n'avait rien réglé. La sécurité de la région sud était menacée par des activistes palestiniens infiltrés à partir de la bande de Gaza, du Sinaï et des hauteurs d'Hébron. Ces infiltrations récurrentes donnaient lieu à des actes de sabotage, de pillage ainsi qu'à des agressions terroristes contre les personnes. Elles compromettaient le développement des zones frontalières en installant un climat d'insécurité. Par la force des choses, la réponse israélienne à ces incursions répétées fut sécuritaire, et il incomba à Moshe Dayan de la mettre en œuvre dans son secteur de commandement. Instruit par son expérience mitigée à Jérusalem, Dayan appliqua une politique

frontalière encore plus intraitable que celle de son prédécesseur Allon. Des raids de représailles éliminèrent systématiquement les éléments suspects et leurs soutiens. Dayan eut à s'en expliquer devant la Knesset : « Les représailles et la punition collective sont la seule méthode efficace […]. Si nous recherchons les responsables, cela n'aboutira jamais. Mais si nous nous en prenons au village voisin, la population locale sera obligée de prendre position. Et les gouvernements égyptien et jordanien feront tout pour empêcher de tels incidents, car ils ne sont pas prêts à recommencer la guerre[75]… » La riposte était peut-être rude, mais du moins le secteur sud restait-il à l'abri de la menace des armées régulières égyptienne et jordanienne. Cela laissa à Dayan quelque répit pour combler les lacunes de son instruction militaire, Ben Gourion lui ayant promis qu'il l'aiderait à y remédier.

### *Retour à l'école*

Neuf mois durant, de 1950 à 1951, il se retrouva ainsi sur les bancs de l'école des chefs de bataillon. Il étonna tout le monde en présentant un tout autre visage que celui qu'on lui connaissait. Loin de l'indiscipline et de la désinvolture qui étaient sa marque de fabrique, il apparut étrangement sérieux et attentif. Il sidéra même ses collègues par son assiduité. Bien sûr, il ne put s'empêcher de contester ici ou là l'enseignement qui lui était donné. Il préconisa ainsi que ses instructeurs adaptassent les exercices tactiques d'attaque et de défense aux conditions spécifiques d'Israël. Sa soif d'apprendre incita également Dayan à s'inscrire aux cours du soir de l'Institut des études juridiques et économiques de Tel-Aviv. Yadin lui-même fut admiratif en prenant connaissance des annotations flatteuses récoltées par Dayan durant le stage : élève appliqué faisant preuve d'une habileté tactique très au-dessus de la moyenne. Il fut moins impressionné, en revanche, sans en être pour autant surpris, en lisant que ce même élève modèle s'agaçait des détails techniques et critiquait abondamment les méthodes d'enseignement, trop académiques ou trop conventionnelles selon lui. Comme à son habitude, Dayan éprouvait les plus grandes réticences à fendre l'armure. Toutefois, il fit une exception en fin de stage lorsqu'il étonna tout le monde en composant un poème autobiographique. Il l'avait intitulé « Le chant du cygne du renard » :

Volonté de Dieu ou destinée,
Je ne serai jamais un général.
J'ai fait des plans et des projets en vain
J'ai critiqué, discuté, débattu,
Au nord, au sud, à l'est et à l'ouest de nouveau,
J'ai contredit tout ce qui était établi.
Aussi, Messieurs, si vous permettez,
Je vais confesser avec mon moi déchiré
Que malgré trois enfants déjà à la maison
C'est l'amour, l'amour des hommes qui importe.
Parce que j'aime sans honte
Et je souffre sans pudeur.
J'aime quand on me dit « Moshe »
Et je souffre quand on me dit « Monsieur ».
Errer les mains dans mes poches,
Faire craquer entre mes dents des graines de tournesol,
Me promener sans but l'été en sandales, (…)
Il y a des faiblesses en moi, je le sais,
Car un drapeau ne peut pas flotter sans un mât.
Mais depuis mon enfance dans la cour de la grange,
Je n'ai été qu'un amoureux et un bon à rien[76].

À l'école des chefs de bataillon, l'instructeur en chef, le lieutenant-colonel Uzi Narqiss, avait remarqué ce Dayan qui ne ressemblait ni de près ni de loin à un autre officier. Ancien du Palmach, il s'était battu comme un lion deux ans plus tôt à Jérusalem, dans le quartier de Katamon et aux abords du monastère de Saint-Siméon[77]. Peu après, Narqiss deviendra le directeur des opérations pour le secteur sud, sous les ordres de Dayan. Leur entente quasi parfaite ressortira ainsi du *Kriegspiel* (exercice de simulation de bataille militaire) organisé par Tsahal en août 1951. Ironie du sort, durant ces manœuvres, l'unité de Dayan avait pour adversaire celle du général Ayalon, l'officier supérieur qui avait cherché à le faire déférer en cour martiale. Comme il fallait s'y attendre, Dayan oublia superbement les règles du jeu et déclencha les combats par anticipation afin d'arracher la victoire à tout prix, au risque d'encourir des accusations de déloyauté. Tout à son dépit, l'un des officiers adverses ne fera guère mystère de son exaspération : « Je ne veux nommer personne, mais si quelqu'un ici ne cesse pas de tricher, je lui

arrache l'œil qui lui reste[78]… » À cause des méthodes de « chef de gang » de Dayan, le chef d'état-major de Tsahal se trouvait dans l'impossibilité d'analyser les situations tactiques telles qu'il les avait prévues pour ce *Kriegspiel*. Il en fut très mécontent. À la fin de l'exercice, il s'opposa vivement à Dayan qui s'était permis de critiquer la manière dont l'armée avait été structurée sous son impulsion. Par bonheur, Yadin savait raison garder, faute de quoi leurs relations eussent pu tourner à l'aigre. Indulgent envers ce chien fou, il déplorait cependant son côté incontrôlable. Selon lui, le manque de maturité d'esprit de son subordonné, aggravé par son insubordination permanente et par un mépris à peine voilé pour le travail d'état-major, pourrait bien lui jouer des tours.

Fin 1951, Yadin envoya Dayan en Angleterre, à Devizes, dans le Wiltshire, parfaire sa formation. À l'école des officiers supérieurs de l'armée britannique, il sut tirer pleinement profit de l'enseignement qu'on lui prodigua. Le sérieux qu'il y manifesta[79] confirma qu'il visait beaucoup plus haut. Lors d'échanges épistolaires, il fit part à Yadin de son enthousiasme. Fin psychologue, ce dernier avait saisi le mode de fonctionnement de cet autodidacte qui s'appuyait sur une confiance en soi inébranlable, mais découvrait soudain l'étendue de ses lacunes. Yadin offrit à Dayan d'être son adjoint à l'état-major général de Tsahal. Contre toute attente, Dayan refusa ce poste pourtant convoité, laissant à entendre qu'il n'avait pas l'âme d'un adjoint docile ou d'un brillant second. Il n'entendait pas changer sa personnalité sous prétexte qu'une carotte, aussi appétissante fût-elle, lui était proposée. Yadin appela à sa place au poste d'adjoint Mordechai Makleff[80]. Dayan, lui, fut nommé commandant du secteur nord. On était en mai 1952.

Il rallia son quartier général de Nazareth et installa sa famille à Tivon, petite localité située non loin de Haïfa. Nahalal était tout proche, mais Dayan n'aura jamais la tentation d'y établir de nouveau les siens. Son passé de fermier était bel et bien révolu. Dayan n'occupa ce poste qu'un semestre, se consacrant surtout à l'entraînement des troupes et aux exercices sur le terrain. Il avait choisi comme second Haïm Bar-Lev, lui aussi ancien du Palmach, qui était un instructeur expérimenté[81]. Il avait également recruté en qualité d'officier de renseignement un chef de bataillon de vingt-quatre ans qui avait combattu en 1948 au sein de la brigade Alexandroni de la Haganah. Gravement blessé lors de la première bataille de Latroun contre la Légion arabe, il s'appelait Ariel Sharon. L'homme ressemblait beaucoup à Dayan par sa fougue et par son anticonformisme. Lui aussi bénéficiait de la

protection de Ben Gourion, qui aurait été, selon certaines rumeurs, à l'origine de son patronyme hébraïque[82]. Sharon avait de l'ambition à revendre. Et il n'avait pas froid aux yeux, lançant d'emblée à son nouveau patron : « Nous appartenons tous deux à la même espèce : résolus, retors et débrouillards[83]. » Dès cette époque s'instaura un mélange de respect mais aussi de circonspection entre les deux hommes. La suspicion était d'ailleurs le fait de Sharon, qui ne mâchait pas ses mots au sujet de son supérieur : « Il avait l'habitude de donner ses instructions d'une manière ambiguë, laissant une large place à l'initiative et à l'interprétation. Si les résultats étaient là, tout allait pour le mieux. Mais en cas d'échec, la responsabilité n'était pas la sienne, mais la vôtre[84]… »

À la tête du secteur nord, Dayan s'employa surtout à mettre en pratique les enseignements qu'il avait reçus en Angleterre. En très peu de temps, il réussit à insuffler un nouvel état d'esprit au sein du commandement, motivant ses officiers d'une manière très originale pour l'époque. L'encadrement militaire, selon lui, avait pour principale vocation de galvaniser les troupes. Il exigeait ainsi un engagement total de ses subordonnés, à commencer par les plus hauts gradés. En plus du talent manœuvrier, il fallait qu'ils aient foi en leur action et la communiquent à leurs troupes. Il fallait qu'ils se retrouvent en première ligne lors de l'assaut et veillent à ne laisser aucun mort sur le champ de bataille.

De sa formation en Angleterre puis de son commandement du secteur nord datent le début de la formidable popularité de Dayan ainsi que l'affirmation de son *leadership*. Son credo était simple, dans le fond : il ne suffisait pas de servir dans l'armée, il convenait aussi d'en être fier. Cette conviction, il savait l'exprimer en toute décontraction, sans grandiloquence, le plus souvent d'ailleurs en plein air, voire en devisant librement avec ses hommes tout en savourant les fruits sucrés qu'il chapardait ici ou là.

Dayan refusait l'existence d'une valeur plus sacrée que Tsahal, aussi vrai qu'il rejetait viscéralement l'idée même de défaite. Lors d'un exercice, il réagit avec rudesse lorsqu'un officier lui fit savoir qu'il était encerclé : « Encerclé ? Qu'est-ce à dire ? C'est peut-être votre adversaire qui est encerclé car, au fond, c'est une question de point de vue. Pour moi, ce n'est pas vous qui êtes encerclé, mais votre adversaire. Débrouillez-vous donc en conséquence[85] ! »

## *Dans la cour des grands*

Au début des années cinquante, Tsahal était déjà plus emblématique que ne l'avait jamais été la Haganah dans l'opinion publique israélienne. Les jeunes enrôlés donnaient du pays une image nouvelle et extraordinairement positive, faite de volontarisme et de responsabilisation. Une image moderne, dynamique, qui contrastait avec ces contre-modèles que véhiculaient tant le vieux Yishouv que les victimes de la Shoah[86]. Surtout, l'armée était clairement perçue comme la garante suprême de la survie de l'État d'Israël.

Or, une fois digérées la guerre d'indépendance et ses conséquences immédiates, Tsahal avait dû affronter une crise liée aux nouvelles priorités d'Israël. Si, pour Ben Gourion, l'enjeu était avant tout démographique, l'immigration à grande échelle supposait des contraintes de taille : non seulement la mise œuvre d'une logistique et d'infrastructures, mais aussi, fatalement, des économies budgétaires qui n'étaient pas forcément bien acceptées. La situation financière du pays était alors préoccupante, à tel point que l'armée devint bientôt une variable d'ajustement budgétaire. Cela ne pouvait que nuire à l'efficacité de Tsahal qui, par ailleurs, était critiquée par ceux qui, à la gauche du Mapaï travailliste[87], affectaient par antimilitarisme idéologique de redouter une ingérence excessive de l'armée dans la société. En 1952, les difficultés économiques s'étaient aggravées. Israël venait de conclure un accord avec l'Allemagne sur les réparations de guerre, mais la manne financière – 822 millions de dollars – n'avait pas encore commencé à se déverser. Les tickets de rationnement restaient en vigueur, et des restrictions drastiques du budget de Tsahal, de l'ordre de 20 %, furent alors envisagées. Elles entraînèrent de profonds désaccords entre le chef du gouvernement, David Ben Gourion, et le chef d'état-major de Tsahal, Yigael Yadin.

En novembre de cette année-là, Yadin demanda officiellement à être relevé de ses fonctions, préférant revenir à ses premières amours : ses travaux d'archéologie biblique à l'Université hébraïque de Jérusalem. Au cours des années suivantes, Yadin se rendra célèbre par la fouille de Nahal Hever, sur les bords de la mer Morte, puis en dirigeant la fouille spectaculaire du site de Massada[88]. La démission de Yadin fut un vrai coup dur pour Ben Gourion, qui le tenait en très haute estime. Il le considérait même comme le plus doué de toute la jeune génération issue de la guerre d'indépendance. Mordechai Makleff succéda à Yadin. Il proposa aussitôt à

Ben Gourion le nom d'Yitzhak Rabin pour le poste de chef d'état-major adjoint et, en même temps, celui de chef du Bureau des opérations. Cela aurait mis Rabin idéalement sur orbite pour briguer par la suite la tête de l'état-major de Tsahal. Or le Vieux était rancunier et ne pardonnait pas à Rabin de n'avoir su renier, en octobre 1948, au moment de la dissolution du Palmach, sa fidélité à Allon et à ses vieux camarades. Ainsi, le poste de chef du Bureau des opérations échut contre toute attente au général de division Moshe Dayan. Ce poste était d'une importance cruciale, car il contrôlait à la fois le renseignement militaire et la planification stratégique. Lorsque Yadin lui avait déjà proposé le poste, Dayan avait répondu, fidèle à lui-même : « Accepter d'être votre adjoint, cela signifierait pour moi accepter de me mettre dans l'obligation militaire de me taire si jamais un désaccord intervenait entre vous et moi. Je préfère donc continuer à recevoir et à exécuter des ordres[89]. » Avec Makleff, ce n'était pas la même chose. Chacun se doutait bien qu'il n'occuperait pas très longtemps son poste de chef d'état-major général.

Devenu le numéro deux de Tsahal, Dayan jouait désormais dans la cour des grands. Beaucoup en ressentirent de l'aigreur. À leurs yeux, le nouveau promu était sans conteste un soldat intrépide, voire, à la rigueur, un bon chef de bataillon, mais guère davantage. En clair, il n'avait pas les capacités pour affronter des responsabilités aussi écrasantes. Par quel miracle ou, plus exactement, grâce à quelles protections cet amateur fantaisiste et réfractaire à la discipline pouvait-il hériter d'un des postes les plus convoités de Tsahal ? Plus grave encore, comment ne pas redouter les foucades de ce loup solitaire difficile à déchiffrer, qui ne disposait ni de réseaux ni d'affidés, dans l'armée comme dans la politique ? L'amertume fut encore plus vive lorsque les détracteurs de Dayan s'aperçurent qu'il jouissait des privilèges de l'adjoint au chef d'état-major sans en avoir les obligations. Une seule explication à leurs yeux : encore et toujours la protection de Ben Gourion, qui n'était pas lui-même un militaire de formation et n'avait sans doute pas le discernement nécessaire pour effectuer des choix aussi cruciaux. Le moins déconcerté par la nomination de Dayan n'était pas Makleff lui-même ; celui-ci ne sut jamais exactement par quel bout prendre son subordonné. Les deux hommes s'opposèrent inévitablement sur la discipline et l'application du règlement qui n'étaient pas négociables du point de vue de Makleff, mais dont Dayan continuait à se soucier fort peu. Et Moshe Dayan avait toujours cette allure de *schlumper* qu'il paraissait décidément cultiver avec

délectation, n'hésitant pas à passer les troupes en revue dans les accoutrements insolites dont il était coutumier. Ses collaborateurs directs durent s'habituer à conserver à tout hasard dans des placards, au quartier général, des uniformes soigneusement repassés… non sans le supplier de les porter quand il devait se rendre en représentation officielle.

Dès son arrivée comme numéro deux de Tsahal, Dayan avait fait sensation. Rompant avec les us et coutumes de la maison, il entendait ne se fier qu'à sa garde rapprochée : Shlomo Gazit, son chef de bureau, Neora Matalon, sa secrétaire qui avait le grade de lieutenant, ainsi que son fidèle chauffeur Noam. Dayan déjeunait au mess des officiers que dédaignaient habituellement les officiers supérieurs. On le voyait parfois rouler des boulettes de mie de pain dont il bombardait malicieusement le serveur quand les plats n'arrivaient pas assez vite. On racontait aussi qu'il recevait parfois ses visiteurs en dehors de son bureau, assis sur une pierre, sur la colline de Ramat Gan, où siégeait alors le grand quartier général. La chaleur du soleil était-elle propice à sa réflexion ? Il est vrai que son bureau était en désordre permanent : « Un véritable quartier général de campagne, tables de fortune et chaises pliantes. L'uniforme du chef avait beau être impeccable quand il arrivait le matin. Dès midi, il était aussi fripé que s'il avait été porté lors d'un entraînement sur le terrain : chaussures boueuses, pantalons déformés aux genoux, manches de chemise relevées[90]… » Le soir, il lui arrivait d'aller rejoindre ses soldats aux avant-postes pour guetter comme eux, le temps d'une garde. Il fit d'ailleurs ordonner qu'on leur serve une soupe chaude au retour de leur veille.

Makleff et Dayan avaient en principe toutes les raisons de s'opposer. Le premier reprochait au second de délaisser les tâches d'état-major et de ne pas travailler en équipe. Dayan avait tendance à définir lui-même la nature et l'étendue de sa mission, et se déchargeait volontiers des corvées administratives sur son second, le colonel Meir Amit. Makleff, lui, comprit bien vite que ce serait peine perdue que de se heurter à Dayan : « Il ne se querelle jamais, il coupe simplement la communication[91]… » Plus d'une fois, cependant, les choses faillirent mal tourner, au point que Dayan finit par demander à Ben Gourion de lui accorder un congé pour études, ce à quoi le chef du gouvernement consentit… sans jamais y donner suite. Makleff prit également conscience que sa propre position était menacée en raison de ses divergences avec le ministre adjoint de la Défense, Pinhas Lavon. Titulaire du poste de ministre de la Défense tout en étant chef du gouvernement, Ben

Gourion songeait alors sérieusement à se retirer. Épuisé par tant d'années de tensions, de combats et de responsabilités écrasantes, le Vieux rêvait alors de prendre sa retraite dans son kibboutz de Sde Boker dans le Néguev, à une trentaine de kilomètres de Beersheba. À écouter Shimon Peres, Sde Boker avait la virginité des paysages de la Genèse et symbolisait le commencement[92]. Une description inspirée à laquelle, pourtant, on pouvait ne pas souscrire.

Le successeur naturel, et d'ailleurs désigné, de Ben Gourion à la Défense n'était autre que Lavon. Jeune, arrogant, d'une intelligence vive et doué de réels talents d'orateur, celui-ci était également affligé d'une nature méfiante et suspicieuse frôlant parfois la perversité. « Un esprit brillant dans une âme trouble », ainsi Berl Katznelson le jugeait-il autrefois. Makleff comprit alors clairement qu'il se trouvait sur un siège éjectable. Ben Gourion ne laissa à personne le soin de prendre la décision qu'il mijotait depuis longtemps.

La veille de son départ du gouvernement, sans même s'en entretenir avec Moshe Sharett, son successeur à la tête du gouvernement, et alors que Makleff n'avait pas encore remis sa démission, il désigna Moshe Dayan comme le nouveau chef d'état-major de Tsahal. On était en décembre 1953.

## *L'échelon suprême*

*Ramatkal*[93]*,* chef suprême des Forces de défense d'Israël ! Le chef d'état-major était l'officier d'active occupant le plus haut rang de l'armée, *Rav Alouf*[94]*,* et n'ayant de comptes à rendre qu'au gouvernement. Dayan devenait une des personnalités les plus en vue d'Israël. Même si elle intrigua, sa nomination était logique. N'avait-il pas occupé les postes opérationnels les plus importants de Tsahal avant de les superviser à la tête du Bureau des opérations ? L'armée et les canaux de la décision politique n'avaient plus de secret pour lui. À trente-huit ans, Dayan atteignait sa pleine maturité. Bien sûr, les critiques avaient redoublé entre-temps, visant sa personne et, tout particulièrement, son anticonformisme impénitent. À la fin de la cérémonie qui l'intronisait à la tête de Tsahal, le secrétaire du gouvernement lui fit observer qu'il allait devoir désormais changer son caractère de franc-tireur et de devenir en somme « plus respectable ». Dayan en avait souri. C'était bien mal le connaître.

D'emblée, il donna le ton en réorganisant les bureaux. Il ne conserva pour lui-même qu'une pièce de dimensions très modestes ne pouvant accueillir guère plus de quatre ou cinq personnes. L'ancien bureau réservé au chef d'état-major devint du même coup une salle de réunion. Au grand désespoir de ses collaborateurs, il se débarrassa de la grande table en fer à cheval que Yadin avait fait disposer : à la place, une simple table de campagne recouverte sommairement d'une couverture kaki de l'armée. Ce chef pas comme les autres prenait décidément un plaisir évident à surprendre son monde en tenant, par exemple, ses réunions d'état-major en pleine nature. En voiture, il lui arrivait de faire arrêter le chauffeur en cours de route pour escalader une clôture et voler quelques oranges dont il régalait généreusement son escorte. Jusqu'au planton de service montant la garde devant ses bureaux, à qui il lançait des fruits à la volée.

Les frasques de Dayan commencèrent à filtrer très au-delà de Tsahal. Un jour, Shimon Peres, alors directeur général du ministère de la Défense, fut alerté que le chef d'état-major était en train de tirer des coups de fusil depuis le balcon de son bureau : « Le général Dayan a perdu complètement la tête ! Il faut faire quelque chose ! » Venu aux nouvelles, Peres trouva un Dayan, souriant, qui lui expliqua tranquillement qu'il chassait des ramiers : « C'est aujourd'hui mon anniversaire et j'ai promis à ma femme de m'occuper de la viande. Au fait, bien sûr, tu es des nôtres ce soir[95]… »

Dayan eut aussi des *hobbies* plus paisibles qui firent jaser tout autant. Dès l'hiver 1952, alors qu'il commandait encore le secteur sud, il avait découvert ce qui allait devenir la grande passion de son existence en dehors de son attirance irrépressible pour les femmes : l'archéologie. Un jour de shabbat, alors qu'il chassait des pigeons en compagnie de son fils Udi, il avait déniché une jarre qui émergeait de la boue d'un *wadi* (oued). L'endroit était situé près de Tel el-Safi, au nord-ouest d'Hébron. Yadin, qu'il avait consulté, avait daté la trouvaille de la période des rois de Judée, soit du IXe ou du Xe siècle avant J.-C. Se piquant au jeu, Dayan était retourné dès le lendemain sur les lieux de sa découverte. Il avait exhumé un véritable trésor de jarres et de lampes à huile : « Tout un monde sous nos pas ! »

Au début, il s'agissait simplement du plaisir de creuser et de la joie presque enfantine de la découverte. La dimension spirituelle de cette activité, qui faisait resurgir l'histoire des glorieux ancêtres, s'ensuivit. Au fil de ses découvertes, Dayan avait l'impression de retrouver l'Israël antique, la vie trois mille ans auparavant : « Pour moi qui suis né sur la terre d'Israël,

l'amour du pays n'est pas une abstraction… Cet Israël que je voyais et touchais n'était pas suffisant, je voulais rendre concret tout aussi bien le pays ancien, rendre vivant l'Israël des patriarches, des Juges et des Rois[96]. » Au fil des années, ce simple *hobby* devint une préoccupation dévorante, voire une obsession. Comme il ne pouvait plus se détendre par la lecture, son œil valide fatiguant très vite, l'archéologie était une des seules activités qu'il pouvait se permettre. Dayan y consacra ses loisirs, restaurant avec soin ses trouvailles et se constituant au passage une collection privée de grande valeur, avec une minutie rare et… en toute illégalité ! Les trouvailles en question appartenant au domaine public, Dayan n'avait aucun droit de se les approprier. Cela serait commenté de bien des façons par la suite, et cela incitera même un Rabin revanchard à qualifier Dayan, dans ses correspondances épistolaires, de « trafiquant d'antiquités ».

Une fois sa personnalité imposée, Dayan passa aux choses sérieuses, car il ne perdait pas de vue le grand dessein de Ben Gourion : transformer Tsahal en une armée moderne et efficace. Cela passait par un changement radical des mentalités. Au moment même de la création de Tsahal, Ben Gourion avait éprouvé les difficultés d'une telle entreprise en se heurtant aux vieux chefs de la Haganah confinés dans un confort routinier aux antipodes de l'initiative ou de la prise de risques. Pour faire bouger les lignes, il fallait bousculer les hommes et faire en sorte que Tsahal renoue avec sa vocation naturelle : non pas s'engluer dans les tâches administratives, en continuant à gérer l'immigration par exemple, mais se préparer à la guerre. C'était bien là que se jouait la survie d'Israël.

En vérité, Dayan reprit à son compte plusieurs orientations politiques déjà engagées par son prédécesseur. L'idée de mettre au rancart un personnel trop âgé ou inadapté par une réduction significative du nombre d'officiers d'active ou de fonctionnaires civils du secteur de la défense faisait partie de ce legs. Il y eut quelques grincements de dents, mais Dayan se montra ferme. Il ne céda pas davantage en décidant d'affecter désormais à l'armement l'essentiel des crédits budgétaires, quitte à sacrifier d'autres dépenses jugées essentielles par les chefs d'unités. Son slogan affiché était déjà tout un programme : « Des baïonnettes plutôt que des chaufferettes[97] ». Il rabroua sans ménagement les officiers qui se plaignaient du manque de chemises d'uniforme : « Cessez de m'ennuyer avec vos chemises. En revanche, inquiétez-vous de savoir si vos hommes ont assez de fusils. » Lorsque la troupe se plaignait du mauvais état de ses réfectoires, il avait également une

réponse toute prête : « Garibaldi et ses hommes n'avaient pas de réfectoire du tout… » Tout compte fait, comme le reconnaîtra un ministre, Dayan débarrassait l'armée de son « gras » : « Il ne reste plus à présent que du muscle[98]. »

Une fois pour toutes, il était clair que l'intendance ne serait jamais l'affaire de Dayan. Sa priorité était exclusivement la sécurité d'Israël. Il ne suffisait pas d'avoir gagné la guerre d'indépendance, il fallait à présent rebâtir une armée capable de relever de nouveaux défis. Transmettre à ses hommes une mentalité de vainqueur se défiant des obstacles comme des rapports de force. À commencer par ses officiers : « Les officiers de Tsahal ne doivent pas lancer leurs hommes au combat, ils doivent les y conduire. » Un jour de 1954, il institua pour tous les officiers un entraînement obligatoire de parachutiste[99]. Bien sûr, il fut le premier à s'y plier. Au sixième saut, il se blessa légèrement à la cheville, mais insista pour suivre le stage jusqu'au bout. Ariel Sharon lui remit son brevet et ses insignes lors d'une cérémonie solennelle. Avant d'accéder à la tête de Tsahal, Dayan avait été choqué par l'incapacité de l'armée à monter des opérations efficaces, même mineures. En janvier 1953, une opération de représailles avait échoué lamentablement près du village arabe de Falameh. C'était l'échec de trop. « Ils ne sont même pas capables d'atteindre une maison ou un mur[100] ! »

Fidèle à sa logique du résultat, il révolutionna l'armée de la base au sommet. Il décréta ainsi qu'un officier ordonnant la retraite serait destitué de son commandement, à moins d'avoir perdu une large partie – au moins la moitié, et l'on parlait même de 80 % – de ses effectifs. Il heurtait de front un tabou car, depuis la Shoah et les menaces ultérieures d'anéantissement de la communauté juive par les pays arabes, la société israélienne considérait la vie comme le bien suprême : un bien même plus précieux que la sécurité de la nation. Dayan, lui, s'efforça d'inverser l'ordre des priorités en plaçant la sécurité collective au-dessus de toute autre considération. Selon lui, l'obsession de pertes humaines minimales avait des effets pervers. Elle pouvait conduire à de sérieuses déconvenues, voire à des pertes supérieures à celles escomptées. Surtout, elle enracinait les mentalités des troupes dans des postures essentiellement défensives. Il en allait de même pour leurs chefs, confinés dans la frilosité au point de perdre de vue l'action proprement dite. Dayan l'écrira dans *Ba'Mahaneh*, le magazine officiel de l'armée : « Le plus important pour une unité n'est pas le chef qu'il s'agirait d'épargner. Le plus important, c'est l'ennemi qu'il faut écraser[101]. » Quant au chef, son rôle

n'était ni de protéger ses troupes ni, *a fortiori*, de se protéger lui-même, mais de galvaniser ses hommes. Son mot d'ordre ? Ce n'était plus « En avant ! », mais « Suivez-moi ! ». En d'autres termes, il donnait l'exemple. Ni les plans les plus ingénieux, ni les ordres les plus limpides ne pouvaient pallier l'absence de volonté.

Au début, la caste militaire regimba quelque peu. Toutefois, chacun comprit peu à peu qu'il s'agissait là d'un bouleversement complet des mentalités et que Dayan avait l'appui du pouvoir politique. Priorité à l'offensive et à la défense par l'attaque. Tel fut le nouveau credo qui s'écartait des « solutions juives » traditionnelles consistant à atteindre un objectif par la finesse ou la ruse et faisant, si possible, l'économie d'un combat frontal. Cet impératif en entraînait un autre tout aussi catégorique : porter le combat chez l'ennemi et éviter à tout prix que le territoire d'Israël ne serve de champ de bataille, comme cela avait été le cas en 1948. Des raids ponctuels de représailles avaient déjà porté la guérilla au-delà des frontières. Arik[102] Sharon s'y était distingué.

Au temps où il était encore chef d'état-major de Tsahal, Makleff avait songé à mettre sur pied des unités spéciales de commandos, efficaces et professionnalisées. Assez curieusement, Dayan avait tenté de s'y opposer. Selon lui, ce n'était pas à quelques unités triées sur le volet qu'il fallait inculquer une telle mentalité offensive, mais à l'armée tout entière. Makleff avait passé outre, créant en janvier 1953 l'unité 101, dont il avait confié le commandement à Sharon. Dayan avait fait contre mauvaise fortune bon cœur. Au fond, cette unité ressemblait davantage à une bande de partisans ou à une sorte de « service action » qu'à une unité régulière de l'armée. Elle était un peu à son image. Vêtus de bric et de broc, ses soldats portaient barbe, culottes courtes et béret. Comme au bon vieux temps de Wingate, ils préféraient les cocktails Molotov et les poignards de commando aux armes de poing classiques. Outre Sharon, dont les qualités ne lui avaient guère échappé, Dayan avait repéré un homme trapu qui était issu du moshav Adashim. Sa témérité semblait ne pas avoir de limite, et son regard acéré glaçait ses semblables : il s'appelait Rafaël Eytan et tous ses camarades le surnommaient « Rafoul[103] ».

Dayan s'était surtout entiché d'un jeune kibboutznik de dix-huit ans, originaire d'Ein Harod dans la vallée de Jezréel. Ce gosse au visage d'enfant était incroyablement intrépide et expert dans l'action individuelle : un surdoué du combat au corps à corps. Il s'appelait Meir Har-Zion, mais tout

le monde, au sein de l'unité, le surnommait « Har ». Sa rencontre avec Dayan avait été insolite. Cela se passait en septembre 1955, alors que l'unité 101 avait reçu la mission de refouler la tribu bédouine Azazma au-delà de la frontière. Ils étaient tombés sur deux chameaux morts dans un *wadi*, sur lesquels s'acharnaient déjà des oiseaux de proie. Dayan, qui accompagnait ce jour-là la patrouille, avait sorti son pistolet, mais le caporal Har-Zion avait retenu son geste : « Que faites-vous là ? C'est un aigle ! » Et de lui expliquer qu'il ne restait plus qu'une trentaine de couples d'aigles dans tout le pays. Plus tard, Dayan rendra hommage à Meir Har-Zion comme « notre plus grand guerrier depuis Bar Kokhba » et, en somme, un modèle du soldat israélien : « Ce qui distingue Har-Zion, c'est qu'il est à la fois un combattant audacieux et obstiné, voire capable de prendre du plaisir au combat en tant que tel, et un laboureur accomplissant sa destinée grâce à un dur travail de routine[104]. » Dès les premières opérations menées par l'unité 101 et avant même qu'il n'accède à la tête de Tsahal, Dayan avait confié à Meir Har-Zion un commandement sur le terrain. À ceux qui s'étonnaient de ne pas voir le jeune homme suivre les cours d'instruction des officiers, Dayan répliquait, goguenard : « Que pourrait-il y faire, sinon enseigner lui-même ? »

Quelques semaines plus tard, en septembre 1953, l'unité 101 fut chargée de conduire des opérations en représailles à l'assassinat, dans le village de Kfar Yahoud, d'une mère juive et de ses deux enfants. En quelques mois, les commandos arabes avaient tué quelque 124 civils israéliens. Ce triple assassinat de Kfar Yahoud provoqua une émotion considérable dans le pays. Secondé par Pinhas Lavon, Mordechai Makleff et Moshe Dayan, le chef du gouvernement décida une riposte sévère. La cible en était le village voisin de Kibiya. Il fut convenu d'y détruire une cinquantaine de maisons suspectées de servir de refuge aux assaillants. On confia la conduite de cette opération à Ariel Sharon. Ce fut un succès, le commando israélien pénétrant sans encombre dans le village apparemment déserté et y faisant sauter plusieurs charges de dynamite. Une dizaine de Jordaniens avaient été tués dans des affrontements à l'entrée du village[105]. Or nul n'aurait pu soupçonner que la plupart des villageois, apeurés, s'étaient dissimulés dans des recoins de leur maison. Sous les décombres, on dénombrera près de soixante-dix tués, dont une bonne moitié de femmes et d'enfants. L'émotion suscitée par ce drame fut considérable dans les pays arabes et bien au-delà. Pour la première fois, Israël fit l'objet d'une condamnation internationale[106]. Niant l'évidence, Ben Gourion avait cru

pouvoir soutenir que l'armée israélienne n'était pas impliquée dans ce massacre. Sharon, lui, ne s'embarrassa pas de détours. Après avoir fait valoir que ses hommes pensaient de bonne foi que les maisons qu'ils s'apprêtaient à dynamiter étaient vides de leurs habitants, il tira les enseignements de l'affaire de Kibiya : « À présent, chacun sait que les bandes terroristes réfléchiront à deux fois avant de perpétrer leurs attentats, ceux-ci ne restant pas impunis. Les gouvernements jordanien et égyptien sauront aussi que, si Israël est vulnérable, ils le sont tout autant[107]. » Quoique irrité par la tournure prise par les événements de Kibiya, Dayan ne songea pas un instant à exprimer de regrets. Devant le Conseil de sécurité à New York où il était chargé de défendre ce dossier, il continua, impavide, à soutenir ses troupes. Il n'était d'ailleurs pas directement éclaboussé par cette affaire de Kibiya.

Devenu le patron de l'armée, Dayan se gardera tout autant de désavouer rétrospectivement Sharon et ses hommes. Ceux-ci étaient constamment sur la brèche, neutralisant sans désemparer les agissements des éléments terroristes infiltrés. C'était la guerre, après tout, et on ne la fait pas sans casser des œufs. Il s'agissait aussi bien d'une question de principe : le chef devant soutenir sans faille ses subordonnés, eussent-ils fauté, il lui incombait d'endosser la responsabilité du sang versé. Pour lui demeurait une réalité : « D'un point de vue purement militaire, il s'agissait d'une opération de tout premier ordre. La leçon pour l'armée est que les instructions du gouvernement ne relèvent plus du *wishful thinking*[108]… » Par la suite, Dayan fera évoluer sensiblement la politique de représailles. Il veillera ainsi à n'assigner à ses commandos que des objectifs strictement militaires. Sa doctrine était simple à cet égard : « Les actions de représailles n'ont pas pour objet d'exercer une vengeance ni d'infliger une punition. Elles se proposent de convaincre les dirigeants arabes que le terrorisme anti-israélien leur fera plus de mal que de bien. »

D'une manière inattendue, l'affaire de Kibiya fit évoluer Dayan sur la nécessité de former des unités d'élite. Comme l'avait présumé Makleff, celles-ci pouvaient effectivement être un exemple et avoir un effet bénéfique sur le reste de l'armée. Peu après, Dayan décida de fusionner les éléments de choc de l'unité 101, qui combattaient comme des partisans, et ceux du 890e bataillon de parachutistes, formés à l'école anglaise. Sharon fut nommé à la tête de cette nouvelle unité, baptisée « unité 202 » pour bien montrer sa filiation avec l'« unité 101 ». C'était presque une évidence tant il incarnait l'ardeur et la combativité mais aussi la jeunesse[109] de cette armée que Dayan

s'employait à remodeler. Comme l'avait été en son temps le Palmach au sein de la Haganah, Sharon et ses hommes furent bientôt considérés comme la crème de Tsahal. La plupart des missions délicates seront confiées ultérieurement à cette structure d'élite que Ben Gourion qualifiera de « pépinière de héros[110] ». Mieux encore, comme l'espérait Dayan, leur état d'esprit commença à infuser dans tous les régiments.

Peu à peu émergeait une armée nouvelle, durcie et offensive, entièrement tournée vers les objectifs qui lui étaient assignés. Une armée qui rajeunissait ses cadres et envoyait à la retraite ses unités sans valeur combattante. Dayan avait défini une doctrine dite « des deux vies ou du deuxième âge[111] ». La carrière militaire n'offrant pas d'emploi à vie, il avait fixé à quarante ans l'âge limite pour les officiers d'état-major : au-delà, il leur faudrait rechercher un emploi civil. Cette armée hautement responsabilisée apprendrait à ne compter ni sur des amis, ni sur des alliés, ni sur une opinion publique et encore moins sur les Nations unies. Tout le monde ne partageait pas forcément de telles conceptions, notamment celles concernant la seconde vie. Certains officiers ruèrent dans les brancards. Les apparatchiks de la politique, eux, redoutèrent les conséquences perverses de la concurrence d'officiers qualifiés et encore jeunes pouvant candidater à des emplois civils. Yadin, lui, méritera la palme de l'humour en voyant dans ces généraux mis précocement à la retraite « des soldats en permission onze mois sur douze[112]… ».

Dayan demeura inébranlable sur ses grandes orientations. Il entreprit même personnellement des inspections inopinées afin de rester au contact de la troupe. De telles interventions entraînaient fatalement des problèmes de coordination au sein d'une hiérarchie qu'il se souciait peu d'informer. On railla parfois son amateurisme dans le travail d'état-major. On dénonça aussi son côté impulsif et irréfléchi. Dayan n'en avait cure. Il ne prisait sans doute pas les détails d'intendance ou de logistique, mais son intuition sur les hommes ne le trompait que rarement.

En moins de deux ans, il procéda lui-même à la plupart des nominations importantes au sein de Tsahal. Mieux encore, Dayan était admiré et respecté par les hommes du rang. Il n'avait pas son égal pour décrisper l'atmosphère et imposer un état d'esprit détendu et informel. Cette attitude contrastait avec la distance qu'il entretenait délibérément avec la haute hiérarchie militaire ainsi qu'avec ses subordonnés directs, qui le craignaient autant qu'ils le respectaient. Une distance assumée, une froideur ostensible, un côté

renfermé, voire mystérieux, qu'il cultivait sans doute pour bien signifier qu'il était le chef.

Déjà tortueuse, sa personnalité ne s'était guère simplifiée à présent qu'il avait accédé au sommet. Optimiste et souriant à première vue, l'homme était en fait un pessimiste invétéré. Les gens paraissaient l'ennuyer prodigieusement, à l'exception notable de ses soldats dont il louait volontiers le courage et la valeur. Avec ceux-ci, il pouvait se montrer étonnamment attentif, patient et prévenant. Les autres avaient beau le trouver arrogant, il n'entendait pas pour autant s'écarter des règles qu'il s'était fixées. Quant à ceux qui lui faisaient perdre son temps, il les traitait sans ménagement de médiocres, d'idiots ou de « vers de terre ». Son jugement sur les gens pouvait être superficiel, mais il se comportait en homme libre, au-dessus des reproches et, surtout, n'ayant de comptes à rendre à personne. Il était prêt à en assumer les conséquences, et à payer le prix de son comportement. De la même façon, il tournait en dérision ceux qui prétendaient que ses enfants avaient le « complexe de Dayan », refusant de considérer ce qu'il qualifiait de « psychologie à deux sous[113] ». Il savait que de ses trois enfants, Yaël était celle qui lui était la plus proche[114], même si sa relation avec elle était en dents de scie.

Si la hiérarchie militaire nourrissait encore des sentiments mélangés à l'égard de Dayan, il en allait de même pour les dirigeants politiques. Ceux-ci étaient méfiants face à ce chef si atypique et si charismatique. Parmi les plus acerbes figurait le Premier ministre Moshe Sharett. Il n'avait guère été favorable à la nomination de Dayan à la tête de l'état-major. Dès octobre 1953, il notait sur son carnet personnel : « J'ai toujours dit que Moshe Dayan était un soldat seulement en temps de guerre, mais en temps de paix il n'est qu'un politicien. Il ne s'intéresse pas le moins du monde à l'organisation de l'armée, et sa nomination en dit long sur la politisation du haut état-major. Le talent remarquable du nouveau chef de Tsahal pour l'intrigue sera source de complications[115]… » Leurs conceptions respectives divergeaient trop en matière de sécurité. S'il ne croyait pas à la paix avec les Arabes, Sharett estimait toutefois qu'une politique israélienne modérée permettrait de les faire revenir sur leur refus d'un État juif dans la région. Dayan, lui, ne se faisait aucune illusion et avait la conviction que, tôt ou tard, les Arabes auraient recours aux armes pour se venger de leur défaite de 1948.

Il y avait au moins un leader qui ne sous-estimait pas Dayan, c'était Ben Gourion : « Vous possédez deux qualités fondamentales contradictoires

à première vue : une audace folle tempérée par une profonde intelligence tactique et stratégique. Ces qualités ont fait de vous l'un des meilleurs soldats de la défense d'Israël[116]. » Resté très proche de Ben Gourion, Dayan lui rendait souvent visite à Sde Boker, échangeant avec lui des informations, même s'il n'avait plus de fonction officielle, et sollicitant même parfois ses conseils. Aux qualités que le Vieux prêtait à Dayan, on aurait pu ajouter le pragmatisme. Depuis l'épisode tragique de Kibiya, ce dernier s'était efforcé de canaliser une politique de représailles dont il était pourtant ouvertement partisan. Il géra également à sa façon un événement dramatique survenu en février 1955. À Degania Beth, la sœur cadette d'Har-Zion, Shoshana, et son petit ami Oded, tous deux âgés de dix-huit ans, furent enlevés puis assassinés par des Bédouins de Wadi al-Ghar venus clandestinement de Jordanie. Aidé par trois anciens camarades, Har-Zion s'était vengé en capturant six Bédouins et en en exécutant cinq, la plupart à l'arme blanche. L'un d'entre eux n'était âgé que de seize ans. Le sixième eut la vie sauve et fut relâché pour raconter à sa tribu ce qui était arrivé. Sans doute les hommes tués en représailles n'avaient-ils aucun rapport avec l'assassinat de la sœur d'Har-Zion, excepté le fait qu'ils appartenaient à une même tribu. Une fois encore, Ben Gourion s'efforça de biaiser en arguant que les hommes de Tsahal, ne parlant pas l'arabe, ne pouvaient comprendre ce que leur racontaient leurs prisonniers. Sharon, pour sa part, estima froidement que « c'était le genre de vengeance rituelle que les Bédouins comprenaient parfaitement ». Il avait d'ailleurs procuré à Har-Zion un véhicule et des armes pour mener son opération. Dayan avait bien tenté de dissuader Har-Zion de se venger, mais en pure perte. Aveuglé par la douleur, celui-ci restait sourd à toute incitation à la clémence. Dayan avait alors appelé Sharon : « Avons-nous une chance de le stopper ? » Réponse laconique à l'autre bout du fil : « Il est déjà trop tard[117]. » Face aux protestations des Jordaniens, Har-Zion et ses compagnons furent mis aux arrêts pour la forme. Relâchés au bout d'une vingtaine de jours sans qu'aucune charge ne pesât contre eux, ils rejoignirent promptement leur unité.

Ce ne fut pas du goût de Moshe Sharett, inquiet des répercussions internationales d'un tel incident. Le chef du gouvernement suspectait Dayan d'avoir eu connaissance du raid et d'avoir laissé faire : « La face sombre de la Bible a resurgi parmi des enfants de Nahalal et d'Ein Harod[118]. » Les critiques de Sharett cristallisaient les réticences du Mapaï quant aux nouvelles orientations de Tsahal. Malgré la guerre de 1948 et le changement

de nature de l'affrontement avec les Arabes, leur conception de l'armée était restée étrangement minimale, sinon nostalgique de l'autodéfense de l'ancienne Haganah. Leur hantise était que Tsahal ne se transformât en une machine de guerre, avec tout ce que cela supposait de pertes humaines et d'actions de représailles. Mais les États arabes ne s'estimaient-ils pas en guerre, depuis 1948, contre ce qu'ils appelaient l'« entité sioniste » ?

L'armée que Dayan était en train de réorganiser ne leur plaisait pas : trop professionnelle à leur goût, trop repliée sur elle-même et trop indépendante de la politique politicienne. Or l'armée avait-elle vocation à rendre des comptes aux partis ? Déjà ses détracteurs dénonçaient une armée presque incontrôlable et ouverte à la tentation putschiste, à la limite soldatesque. Selon eux, la menace d'un coup d'État bonapartiste n'était pas très éloignée. À quoi bon une force militaire si on ne lui donnait pas les moyens de sa mission qui était de protéger le pays ? Toutefois, les attaques des politiques visaient alors plus directement le nouveau ministre de la Défense, Pinhas Lavon. Contesté dès sa prise de fonctions par des dirigeants du Mapaï aussi influents que Golda Meir ou Levi Eshkol, Lavon n'avait pas tardé à afficher son côté clivant. Il détestait Moshe Sharett et celui-ci le lui rendait bien, dénonçant durement l'activisme de cet homme qui se disait autrefois pacifiste. Il se heurta également à Makleff, hâtant son départ de la tête de l'état-major.

Lavon et Dayan eurent d'abord des relations cordiales, ni plus ni moins. Du point de vue de Lavon, le vrai patron de l'armée n'était pas le chef d'état-major général, mais le ministre de la Défense. Dayan, lui, se faisait une raison tout en se méfiant de l'« activisme destructeur » de Lavon. Ce dernier avait la tête qui enflait, mais cela passerait. Après tout, n'était-il pas l'antithèse de Sharett sur le plan militaire et politique ? Leurs visions politiques respectives n'étaient pas si éloignées. Sharett et les cadres du Mapaï ne s'y trompaient pas, eux qui mettaient dans un même sac Lavon, Dayan et Peres, tous suspectés de conspirer en vue du retour aux affaires de Ben Gourion. Les relations entre Dayan et Lavon commencèrent cependant à se détériorer sérieusement dès l'été 1954. Leurs divergences concernaient les compétences respectives du ministère de la Défense et de l'état-major général. Dayan reprochait à Lavon de chercher à traiter par-dessus sa tête avec les unités de l'armée. Lavon, de son côté, faisait grief à Dayan de ne l'informer que très partiellement sur les opérations en cours, sinon de l'induire en erreur. Homme autoritaire et cassant, Lavon ne pouvait se

contenter de recevoir des rapports de Dayan. Et celui-ci n'était pas du genre à s'en laisser remontrer.

La confiance entre les deux hommes était déjà très altérée lorsque éclata, en décembre 1954, un épisode calamiteux pour l'image d'Israël. En cause, une affaire d'espionnage au cours de laquelle des agents israéliens s'étaient livrés à des actes de sabotage en territoire égyptien en vue de torpiller toute perspective de rapprochement politique entre Le Caire et Washington. À l'époque, les États-Unis cherchaient à prendre la place de l'Angleterre au Proche-Orient afin d'asseoir leur mainmise sur la région et d'empêcher toute présence soviétique en Méditerranée. Et ce, au moment même où Tel-Aviv, confrontée au délitement irrémédiable de ses relations avec Moscou, s'efforçait de jouer la carte américaine. Il n'était guère fortuit que les actes de sabotage en question visassent des intérêts américains en Égypte[119]. La révélation de tels agissements provoqua un scandale et une campagne de protestation internationale, tandis que les saboteurs juifs étaient traduits devant une haute cour de justice militaire égyptienne[120]. En Israël même, cette « affaire déplorable », ainsi qu'on qualifia pudiquement ce fiasco, provoqua un véritable séisme. Qui avait donné les ordres et déclenché la foudre ? Le Premier ministre Moshe Sharett diligenta une commission d'enquête[121]. Celle-ci rendit des conclusions ambiguës qui éclaboussaient au moins indirectement le ministre Lavon. Cela suffit à Sharett et aux chefs du Mapaï pour arracher sa démission début février 1955. Ressorti indemne de cette affaire, Dayan avait eu l'intelligence de ne pas prendre position pour Lavon ou ses adversaires[122]. Il savait que l'éviction de Lavon entraînerait inéluctablement le retour de son grand protecteur, Ben Gourion. Avec celui-ci de nouveau aux commandes de l'État, les choses rentreraient dans l'ordre. Lavon n'était au fond qu'une simple erreur de casting.

De fait, le Vieux retrouva son poste de ministre de la Défense fin février 1955, puis celui de Premier ministre à la suite des élections générales qui se tinrent en août de la même année. Il relégua Sharett à son poste d'origine, les Affaires étrangères[123]. Ben Gourion ne l'avait jamais apprécié : trop timoré, trop peu enclin à trancher. En Conseil des ministres, quand Sharett prenait la parole, le Vieux se mettait à lire ostensiblement son journal ou n'hésitait pas à l'interrompre au beau milieu d'une phrase. À l'inverse, la relation entre Ben Gourion et Dayan se fit encore plus étroite. Certes, le Vieux se prenait parfois, lui aussi, à ironiser sur la fiabilité des rapports du chef d'état-major de Tsahal[124]. Au fil des années, pourtant, ils avaient appris à se jauger. Ben

Gourion connaissait le tempérament de feu de son chef de guerre, sa valeur comme ses lacunes, son courage comme ses écarts. Dayan, pour sa part, savait décrypter chez son aîné un comportement souvent déroutant. Il avait appris à interpréter ses silences, à comprendre que l'entretien était terminé lorsque le Vieux, sans un mot ni un regard, se remettait à écrire fébrilement à sa table de travail. Il savait aussi que la pique introductive, en apparence revêche, dont Ben Gourion gratifiait la plupart de ses visiteurs – « Que faites-vous ici ? » – tenait lieu de « bonjour ». Il arrivait aussi que Ben Gourion et Dayan ne fussent pas exactement sur la même longueur d'onde. Lorsque Ben Gourion insista pour faire nommer Laskov au poste d'adjoint au chef d'état-major, Dayan ne s'y opposa pas, mais s'employa subtilement à le marginaliser au sein de l'état-major[125] au profit de Meir Amit, le chef du Bureau des opérations[126].

L'ambiguïté de leur relation ressortit également de l'« opération Kinneret », en décembre 1955, qui vit Tsahal conduire des représailles sévères contre les forces syriennes. Campées sur le versant du Golan dominant la plaine de Galilée, celles-ci avaient pris l'habitude d'ouvrir le feu en toute impunité tant sur les patrouilles israéliennes que sur les paisibles pêcheurs du lac Kinneret en contrebas. Dayan avait ordonné une réaction brutale qui avait causé la mort d'une cinquantaine de soldats syriens. Cet incident avait lui-même déclenché un tollé international ainsi qu'une nouvelle condamnation d'Israël par le Conseil de sécurité[127]. Cet épisode se produisit à la veille de la négociation d'un contrat d'armements avec Washington. Le ministre des Affaires étrangères Moshe Sharett en avait été ulcéré. Il s'était plaint vivement à Ben Gourion, qui s'était retourné à son tour contre Dayan, pour la forme, lui reprochant d'avoir outrepassé le cadre de son action. En vérité, le chef du gouvernement, qui avait été dûment informé de ce que Dayan préparait, était pris entre le marteau et l'enclume. D'un côté, il reconnaissait volontiers le bien-fondé des représailles entreprises par son chef d'état-major. D'un autre côté, pourtant, il redoutait qu'une telle logique attisât l'hostilité de l'opinion publique occidentale tout en encourageant l'URSS et les pays de l'Est à livrer à l'Égypte ou à la Syrie de plus grandes quantités d'armes encore.

Dayan, pour sa part, ne s'encombrait pas de tant d'arguties, et ce genre de dilemme lui était étranger. Il n'avait pas de grande considération pour les manœuvres obliques de Sharett consistant à ne pas indisposer les uns et à quémander des armements aux autres. Pour lui, c'était une perte de temps et

d'énergie. Être tenaillé en permanence par la peur de froisser autrui révélait une mentalité de soumis, sinon un « marranisme[128] » inconscient. Quant aux armes, américaines ou non, il y en aurait toujours suffisamment sur le marché. Leur commerce relevait des lois de l'offre et de la demande, à savoir de l'intérêt bien compris des clients qui recherchaient des fournisseurs pour s'équiper, mais aussi des fournisseurs pour se ménager des débouchés susceptibles d'écouler leurs productions. En ce domaine, Dayan pouvait compter sur le soutien appuyé de Shimon Peres, qui s'affirmait comme le spécialiste numéro un des achats d'armements.

L'épisode de Kinneret et ses retombées politiques avaient néanmoins incité Ben Gourion à limiter dorénavant l'ampleur des raids de représailles. Il s'était mis aussi à scruter de plus près le comportement de son chef d'état-major. « Pourquoi êtes-vous si dur ? » lui lança-t-il un jour tout de go. Provenant d'un homme réputé pour sa rudesse et son caractère acariâtre, la remarque ne manquait pas de sel. Pour la circonstance, Dayan avait appelé la Bible à la rescousse : « On dit des fils de Zeriah qu'ils étaient durs. Pourtant ils aidèrent le roi David à conquérir son royaume. » Le « royaume » avait déjà été conquis, mais il importait à présent de le préserver. Et Ben Gourion était le tout premier à s'y atteler. Plus tard, Dayan commentera en connaisseur l'agressivité bien réelle de son chef : « Ben Gourion, en son for intérieur, était un grand guerrier. Mais il s'efforçait toujours de dominer ses propres tendances[129]. »

## Le chef-d'œuvre de la campagne du Sinaï

Vers le milieu des années cinquante, la sécurité d'Israël changea de nouveau de physionomie. Au temps du Yishouv, il s'agissait de contenir les harcèlements récurrents des bandes arabes palestiniennes, leur point culminant ayant été la Grande Révolte du milieu des années trente. À la naissance de l'État hébreu en mai 1948, le danger avait changé de nature en passant de la guérilla à la guerre. Il était alors représenté par des armées arabes régulières qui avaient reçu la mission de faire d'Israël un État mort-né.

Or ces armées avaient échoué à rayer Israël de la carte, et les dirigeants arabes avaient dû se résigner à conclure des armistices[130], même si ceux-ci, dans leur esprit, ne mettaient pas fin à l'état de guerre. Le terrorisme avait

aussitôt repris ses droits : actes de pillage, de sabotage et d'agression armée contre des civils s'étaient de nouveau multipliés au fil des années, toujours plus meurtriers et répétitifs. Tandis que les Israéliens tués se comptaient par dizaines – ce qui était en soi traumatisant, compte tenu de la faible démographie du pays –, les incursions clandestines et hostiles à partir des pays arabes voisins se dénombraient par milliers. Cette « guerre des frontières » prit toute son ampleur à partir du début des années cinquante. La réponse du gouvernement israélien avait été d'établir de nouvelles implantations le long des frontières de Gaza et de la Jordanie, afin de neutraliser les infiltrations ennemies. Elle avait surtout débouché sur une politique de dissuasion fondée sur le principe de la riposte armée. Toutefois, l'application de la loi du talion s'était révélée inefficace, les pays arabes continuant de plus belle à rejeter tout *modus vivendi* avec Israël. L'escalade était bien réelle : entre 1950 et 1953, plus de 150 civils israéliens avaient été tués, suscitant dans le pays un climat de psychose proche de l'exaspération. Plus aucune implantation agricole ne pouvait désormais se sentir à l'abri, et personne dans le pays, quel qu'en fût l'endroit, n'avait la certitude d'être en pleine sécurité.

La situation n'avait fait que s'aggraver à compter de 1954, les attaques terroristes devenant plus dangereuses que par le passé. Elles n'étaient plus isolées et relevaient désormais d'initiatives concertées et coordonnées. Non sans raison, l'Égypte fut tenue pour la grande instigatrice de ce terrorisme qui, pour la « rue arabe », était un des leviers de la guerre contre Israël. En avril 1955, déterminé à faire du terrorisme une arme de guerre, le grand état-major égyptien avait décidé de mettre sur pied des commandos spéciaux d'activistes palestiniens appelés *fedayin*[131]. La situation avait radicalement changé en Égypte depuis la déposition du roi Farouk[132]. Les « officiers libres » avaient pris le pouvoir, entraînant l'avènement en février 1954 du colonel Gamal Abdel Nasser. Jeune, dynamique et charismatique, ce dernier personnifiait un nationalisme arabe séduisant et revigoré. Nasser était un chef populaire et entreprenant dont l'image se mit aussitôt à rayonner à travers le pays, jusque sur le plan international. En avril 1955, aux côtés des Soekarno, Zhou Enlai, Nehru et autres N'Krumah, il tenait la vedette à la conférence de Bandoeng[133], qui lança officiellement le mouvement tiers-mondiste prônant la décolonisation et le non-alignement. Il était devenu très vite une des figures marquantes de la Ligue arabe.

Officier durant la guerre de 1948, Nasser s'était battu courageusement et avait été un des derniers à déposer les armes, la rage au cœur. Devenu le *raïs* (chef), il raviva l'hostilité viscérale envers Israël, mais d'une manière autrement plus sérieuse que ne l'avaient fait ses prédécesseurs. D'une jovialité séduisante sous une détermination de fer, Nasser était destiné à devenir le héros en même temps que le porte-parole de la cause arabe. Fort de sa légitimité populaire, il incarnait l'espoir d'une Palestine entièrement arabe et même, au-delà, celui d'une nouvelle *umma*, à savoir d'une unité arabe vouée à s'étendre sans discontinuer depuis les rivages marocains de l'Atlantique jusqu'aux confins irakiens de la Mésopotamie. Paraissant irrésistible, la force de Nasser était décuplée par le sentiment de revanche du monde arabe. On se situait vers la fin de l'année 1955, et Dayan ne pouvait qu'être attentif à la recrudescence du terrorisme palestinien[134] conjuguée à la résurgence spectaculaire du panarabisme. Pour la première fois, l'unité arabe paraissait crédible, tandis que les victimes du terrorisme ne se comptaient plus seulement parmi les civils israéliens mais aussi parmi les soldats de Tsahal. Ces pertes humaines taraudaient, bien sûr, Ben Gourion, encore qu'il n'en laissât rien paraître. Le Vieux revenu à la tête du gouvernement, Dayan pouvait escompter que les choses deviendraient plus claires et les alternatives plus apparentes. Mais l'étaient-elles vraiment ?

Lorsque Moshe Sharett tenait les rênes du pouvoir, il n'y avait pas d'ambiguïté : le gouvernement prônait la modération dans le but de ne pas envenimer les tensions avec les voisins arabes et de ne pas risquer d'encourir les reproches de la part de l'ONU. Dayan devait alors ronger son frein ou inventer toutes sortes de manœuvres ou de stratagèmes pour biaiser ou contourner les consignes du gouvernement. Or le retour aux affaires de Ben Gourion en février 1955[135] ne changea pas grand-chose. Alors qu'il croyait avoir de nouveau les mains libres, Dayan fut très vite déçu. Le bilan de la politique de représailles était sans appel : réussite à la frontière jordanienne, échec à la frontière égyptienne. Intensifier cette politique reviendrait à accroître les risques d'une guerre ouverte. Lorsqu'il en prit conscience et jugea que la politique de sécurité du gouvernement et la sienne étaient trop éloignées, Dayan présenta sa démission. Celle-ci fut refusée. Dayan était toutefois dans son rôle lorsqu'il alertait le pouvoir politique sur la nature d'une menace qui permettrait à l'Égypte de déclencher une guerre. Il avait beau jeu d'insister sur la proximité de Tel-Aviv avec la bande de Gaza et de prédire que les forces arabes ne rencontreraient en chemin qu' un « couple

d'amoureux en train de cueillir des oranges dans un verger[136] ». Le but de ses alertes était de favoriser le renforcement de la posture offensive de Tsahal. Dayan n'était pas en mal d'arguments. D'un côté, les incursions et agressions sur les frontières d'Israël devenaient toujours plus nombreuses et audacieuses ; d'un autre côté, le gouvernement égyptien était loin de rester passif sur le plan politique.

En septembre 1955, Nasser avait ordonné le blocage du détroit de Tiran qui contrôlait l'accès entre le golfe d'Akaba et la mer Rouge. Cette décision illégale aggravait l'interdiction de 1953, tout aussi illicite, qui était faite aux bâtiments israéliens d'emprunter le détroit. Large de treize kilomètres seulement, celui-ci était contrôlé par deux îlots – Tiran et Sanafir – appartenant à l'Égypte. Si le chenal se trouvait dans les eaux territoriales égyptiennes, il n'en était pas moins une voie d'eau internationale contraignant les États souverains à respecter le droit de « passage inoffensif ». L'activité économique du port israélien d'Eilat, à la pointe sud du pays, était tributaire de la libre navigation à travers le détroit de Tiran. Certes, le port ne traitait que 5 % du commerce israélien, mais il était le débouché permettant d'assurer la majeure partie des importations pétrolières du pays en provenance d'Iran. Surtout, Eilat représentait l'avenir des relations commerciales israéliennes, notamment avec l'Afrique orientale et l'Extrême-Orient.

L'Égypte n'en était pas à son coup d'essai. Depuis le tout début des années cinquante, Le Caire violait la loi internationale sur la liberté de navigation en interdisant aux bâtiments israéliens le passage du canal de Suez. En septembre 1951, le Conseil de sécurité de l'ONU avait adopté une résolution demandant la levée du blocus, mais en vain. Ses membres n'avaient guère insisté. Il est vrai qu'à la tribune des Nations unies, personne ne s'offusquait d'entendre les représentants égyptiens déclarer ouvertement qu'ils étaient toujours en guerre contre l'« entité sioniste », ladite entité représentant au demeurant un État reconnu internationalement. En aggravant les conditions du blocus du détroit de Tiran, lequel comportait désormais un droit de regard de l'Égypte sur la navigation internationale qui y transitait, Nasser persistait délibérément dans ce qui pouvait être qualifié d'acte de guerre : depuis le congrès de Paris en 1856, le blocus n'était-il pas reconnu comme fondamentalement contraire au droit international[137] ? Quant à l'interdiction opposée aux navires israéliens d'emprunter le canal de Suez, ne violait-elle pas la convention spécifique de 1888 signée à

Constantinople[138], outre l'accord d'armistice de 1949 ainsi que, accessoirement, la Charte des Nations unies ? Une fois encore, l'ONU ferma les yeux sur ce qui avait toutes les apparences d'un *casus belli*. À la différence de son prédécesseur au secrétariat général, le Suédois Dag Hammarskjöld n'éprouvait aucune sympathie particulière pour l'État hébreu[139] – aussi peu de sympathie que n'en avait manifestée naguère son compatriote feu le comte Bernadotte. Indulgente envers les violations par les Arabes du droit international, l'ONU n'omettait jamais de mettre en garde Israël contre les répercussions d'une éventuelle réaction de sa part. En d'autres termes, l'ONU tolérait les transgressions du droit au détriment d'Israël, tout en interdisant à cet État de réagir…

Contrairement à Sharett, revenu aux Affaires étrangères, Dayan n'accordait pas une grande importance aux avertissements de plus en plus biaisés de l'ONU. Dès l'initiative hostile de Nasser, il avait demandé au gouvernement de pouvoir user de la force afin de restaurer la liberté de transit maritime, à commencer par le contrôle militaire du détroit de Tiran. Son plan était d'occuper Sharm el-Sheikh et Ras Nusrani, sur la côte méridionale de la péninsule du Sinaï, ainsi que les îlots de Tiran et de Sanafir à l'entrée du détroit[140]. Effrayés par une telle option, Moshe Sharett et les diplomates israéliens s'y étaient opposés. Ben Gourion, lui, avait donné son feu vert à Dayan pour une mise en route de l'opération sur Sharm el-Sheikh… avant de faire machine arrière face à la ferme opposition de son cabinet, qui estimait que les temps n'étaient pas encore propices. Sur le coup, Dayan en voulut à Ben Gourion : « En restant passif après la fermeture du détroit, le gouvernement a sacrifié *de facto* nos libertés de transit maritime et aérien[141]. » Par la suite, il reconnaîtra que Ben Gourion était bien décidé à donner l'ordre à l'armée de rompre le blocus et que c'était bien le cabinet qui l'en avait empêché[142]. Toutefois, Dayan trouva vite l'occasion de régler ses comptes avec le gouvernement.

En avril 1956, lors des obsèques de Ro'i Rothberg, le chef du kibboutz de Nahal Oz assassiné par des *fedayin*, il tint un langage aussi inhabituel que remarqué en présence de la famille et des amis de la victime : « Aujourd'hui, ne maudissons pas ses assassins. Que savons-nous de leur haine sauvage envers nous ? Ils vivent depuis huit ans à Gaza dans des camps de réfugiés, tandis que nous nous emparons sous leurs yeux des terres et des villages où ils vécurent et où vécurent leurs ancêtres. Ce n'est pas aux Arabes de Gaza qu'il faut demander le prix du sang, mais à nous-mêmes… Faisons

aujourd'hui nos comptes. Nous sommes une génération de pionniers, mais sans un casque et un fusil nous serions incapables de planter un arbre ou de bâtir une maison. Nos enfants n'auraient pas de vie si nous ne creusions des abris. Et sans fils de fer barbelés ou sans mitrailleuse, nous ne pourrions construire des routes ou puiser de l'eau[143]. » D'une résonance déconcertante, les propos de Dayan n'étaient guère fortuits. Digne du Jabotinsky de la « Muraille d'acier[144] », leur tonalité renvoyait étrangement aux réflexions du jeune Dayan, une vingtaine d'années plus tôt, à la mort d'Ezzedin al Qassam. À la différence de la plupart des autres sionistes, il pouvait comprendre la frustration éprouvée par les Arabes. Mais il faisait du gouvernement israélien le premier responsable de l'insécurité du pays. Sa charge contre ceux qu'il appelait les « ambassadeurs des combinaisons hypocrites » fut loin de passer inaperçue. Plus que jamais, Dayan préconisait une stratégie offensive.

Un nouvel événement capital se produisit au Proche-Orient en septembre 1955, faisant l'effet d'un tremblement de terre : la conclusion par les Égyptiens d'un énorme marché d'armement avec la Tchécoslovaquie, ce même pays qui, en mai 1948, avait livré à Israël les armes lui permettant *in extremis* de résister aux assauts arabes puis de remporter la guerre d'indépendance. « Historique », ce marché excédait de très loin, en quantité comme en valeur, tous les contrats précédents. Il prévoyait ainsi la livraison massive de véhicules blindés, de chasseurs-bombardiers et de bâtiments de guerre – destroyers, vedettes lance-torpilles et même sous-marins. À lui seul, l'accord faisait basculer l'équilibre militaire régional en faveur des pays arabes. Il laissait, en tout cas, à penser aux dirigeants israéliens que l'Égypte n'avait pas acquis ces matériels simplement pour la parade. Une telle évolution s'inscrivait du reste dans la logique diplomatique de Nasser. En juillet 1956, les États-Unis et la Grande-Bretagne, de plus en plus méfiants vis-à-vis de son activisme politique, avaient rejeté toute idée de financement de la construction du barrage d'Assouan. Celui-ci étant vital pour l'économie égyptienne, Nasser s'était retourné vers le camp des pays communistes est-européens qui était celui de l'hostilité ouverte envers les Occidentaux. Déçus par Israël et tout en ayant une piètre opinion des Arabes, les Soviétiques ne pouvaient laisser passer l'occasion. Au fond, la politique tiers-mondiste et anticolonialiste de Nasser ne pouvait qu'affaiblir les Occidentaux et renforcer corrélativement la main de l'URSS. Il était bien

loin le temps où, en visite au Caire, John Foster Dulles faisait présent au colonel Nasser d'un revolver en argent[145]…

Au début de 1956, la guerre entre Israël et l'Égypte était passée d'improbable à possible. La question, dès lors, était de savoir si les Israéliens laisseraient au Caire l'initiative des hostilités ou s'ils déclencheraient une action préventive. Chacune des deux options avait des inconvénients : laisser l'Égypte agir en premier risquait d'éprouver dangereusement les capacités défensives d'Israël, mais prendre les devants placerait inévitablement l'État hébreu dans la position de l'agresseur. Dayan penchait pour la seconde solution tout en s'interrogeant sur les intentions réelles de Ben Gourion. Ce dernier ne lui avait-il pas d'abord donné son feu vert pour s'emparer de Gaza puis de Sharm el-Sheikh avant de se raviser au dernier moment dans les deux cas ? En fait, Ben Gourion était partagé. Tout en reconnaissant la pertinence d'une guerre préventive, il hésitait à s'engager, redoutant quasi obsessionnellement le bombardement des villes israéliennes par les Égyptiens, à commencer par Tel-Aviv. *Volens nolens*, Dayan dut ainsi se préparer à une démarche défensive qui était contraire à ses principes. Il est vrai qu'il était suffisamment rompu aux mécanismes de la « stratégie de l'escalade » pour contraindre l'Égypte, à force de provocations, à se lancer dans la guerre.

## *L'ami français*

Que la guerre fût offensive ou défensive, cela ne changeait rien au besoin urgent et crucial de Tsahal en armements modernes et sophistiqués. Il était exclu d'espérer quoi que ce soit du côté de Washington, les Américains s'en tenant à un embargo de fait qu'ils n'étaient pas près de lever, et la lamentable affaire des espions du Caire n'avait pas arrangé les choses. Il subsistait quelques espoirs du côté de la France – la *French Connection* ! –, mais les efforts de Shimon Peres en direction de Paris restaient sous-estimés par les dirigeants sionistes, plus attachés à l'influence anglo-saxonne.

Quelques jours seulement après l'accord égypto-tchécoslovaque, Dayan mit à profit des vacances familiales en Italie pour faire un saut à Paris afin d'y rejoindre Peres. Les deux hommes, qui se connaissaient depuis une dizaine d'années, étaient liés par une sorte de loyauté réciproque. Pourtant, ils étaient aussi dissemblables que possible. Peres était tout en retenue et en maîtrise, attentif à son image publique et à sa façon, toujours recherchée, de

s'habiller. Dayan, à l'inverse, donnait dans la décontraction et dans une désinvolture affichée, attifé à la diable avec son éternelle veste beige blanchie par le soleil, et avec ses pantalons informes étrangers à toute mode. L'un s'exprimait par des pirouettes verbales ou des contorsions diplomatiques, tandis que l'autre, à en croire Meir Amit, parlait hébreu comme on grave un bloc de granite. L'un était un rêveur et un visionnaire, tandis que l'autre cultivait son côté terre à terre empreint de cynisme. En un sens, Dayan était tout ce que Peres aurait rêvé d'être : rayonnant, charismatique, guerrier, orateur, séducteur. Mais il est aussi vrai que Dayan et Peres avaient aussi beaucoup en commun, à commencer par leur admiration indéfectible pour Ben Gourion comme pour le poète Nathan Alderman. Ils partageaient également la conviction que la puissance militaire était la garantie ultime de l'existence d'Israël. Tous deux, enfin, étaient à leur manière des hommes pragmatiques, représentatifs de la « nouvelle génération ». Sans doute leur connivence ne débouchait-elle pas sur une amitié réelle et était-elle asymétrique, Peres étant fasciné par son aîné de huit ans alors que la réciproque n'était pas vraie. Il n'était pas dupe pour autant, conscient que les positions politiques de Dayan variaient continuellement, non par manque de cohérence mais par manque de constance. Ce dont l'intéressé convenait sans barguigner : « Où que tu ailles, je serai avec toi. Mais souviens-toi d'une chose : je ne suis pas fiable[146]… »

La situation ne se présentait pas trop mal avec la France, même si Peres avait fort à faire pour contourner un Quai d'Orsay traditionnellement favorable au monde arabe. Cependant, Dayan dut revenir d'urgence en Israël à la suite d'un télégramme laconique : « Ce matin le Vieil Homme s'est levé et sa première demande a été de te revoir. » Dayan avait compris qu'il s'agissait d'un message de Ben Gourion, alité pour des problèmes à l'oreille qui lui causaient des vertiges. Il sauta dans un avion de ligne d'El Al sans savoir qu'à l'escale de Rome, il aurait l'une des plus belles surprises… de sa vie sentimentale. Le hasard lui avait donné pour voisine une passagère jolie et élégante qui était l'épouse d'un avocat de Jérusalem. Elle s'appelait Rahel Rabinovitch et avait, bien sûr, reconnu Dayan. Ils engagèrent aussitôt la conversation. Non sans lui avoir fait des compliments sur la délicatesse de ses mains, Dayan lui demanda tout à trac s'il lui arrivait parfois de faire des salades. Le sens de l'à-propos de la jeune femme lui ayant fait répondre par l'affirmative, il poursuivit en lui demandant si elle savait aussi éplucher les oignons. Seul l'atterrissage à Tel-Aviv avait interrompu cet échange culinaire

singulier, faute d'être réellement captivant. Dayan avait tout de même eu le temps de lui proposer de prendre un café prochainement. Elle lui répondit qu'elle l'inviterait volontiers chez elle et lui donna au passage son numéro de téléphone[147]. Coup de foudre ou non, il savait déjà que cette rencontre donnerait une tournure nouvelle à son existence.

Il va de soi que la conversation avec Ben Gourion fut moins romantique. Ils reparlèrent de la « guerre des frontières » et de stratégie militaire. Dayan plaida de nouveau en faveur de la guerre préventive, étant donné l'inefficacité des ripostes dissuasives. Frapper en premier était une nécessité pour mieux se défendre et ne pas courir le risque d'être submergé par le nombre. En d'autres termes, préférer clairement l'attaque à la défense, conformément à la doctrine qui était celle de Tsahal depuis la guerre d'indépendance. Attaquer en premier pour ne pas laisser l'ennemi profiter de la faible profondeur stratégique d'Israël. Attaquer en dépit des inconvénients diplomatiques qu'entraînerait une telle posture. Seul un chef militaire audacieux et écouté pouvait se permettre de tenir un tel langage de vérité et de rester campé sur une telle perspective stratégique de rupture. De l'audace, de l'aplomb ou de l'imagination, Dayan n'en avait jamais manqué. Il précisa aussi à Ben Gourion qu'il ne fallait pas compter sur un adoucissement de la position américaine, ce qui d'ailleurs l'indifférait au plus haut point : « Il serait même préférable de combattre maintenant, sans armes américaines, que plus tard avec ces armes. »

Ben Gourion n'était pourtant pas convaincu : « C'est bien beau de frapper. Et après ? Allons-nous prendre la fuite ? Et d'abord où[148] ? » Ben Gourion penchait manifestement pour la logique défensive de Sharett, pointant notamment l'asymétrie entre Israël et ses voisins arabes. Les Arabes pouvaient bien détruire Israël si le sort des armes leur était favorable, tandis qu'aucune victoire israélienne ne pourrait mettre fin au conflit : « Après chaque guerre que nous remporterons, nous serons confrontés au même problème, tout comme nous le sommes aujourd'hui. » Ben Gourion en était même arrivé à espérer que les opérations de représailles déclenchées par Tsahal en réaction à de nouveaux raids de *fedayin* « ne réussissent pas trop » afin de ne pas passer pour des provocations. Finalement, la stratégie militaire du Vieux n'était pas difficile à comprendre dans toute son acception défensive : préparer Tsahal à défendre le pays contre une offensive égyptienne, à l'horizon de l'été 1956.

En attendant, à grand renfort de propagande, radiophonique notamment, Nasser fanfaronnait bruyamment, ne faisant guère mystère de son objectif ultime : la guerre d'extermination contre Israël. Cette hostilité ne pouvait être prise à la légère au regard de la combinaison potentiellement explosive entre terrorisme palestinien et surarmement des pays arabes. Pendant ce temps aussi, on entendait sur les ondes de *Sa'ut al Arab* (« La Voix du Caire ») : « Le jour de la défaite d'Israël est proche. Il n'y aura pas de paix aux frontières, car nous exigerons la vengeance. Et la vengeance signifie : la mort pour Israël[149]… » Ce à quoi Ben Gourion, prenant à témoin les organisations internationales, répliquait lors d'un discours à la Knesset : « Cette guerre menée par un seul parti doit prendre fin, car elle ne peut demeurer indéfiniment unilatérale… Nous recherchons la paix, mais nous refusons le suicide[150]. »

« Pouvons-nous continuer ainsi ? » : telle était désormais, pour Dayan, la seule question qui valût. Malgré son impatience, il restait loyal envers Ben Gourion. Il savait bien, au fond, que ce dernier ne sacrifierait pas indéfiniment la sécurité de l'État sur l'autel d'une paix hypothétique. Les deux hommes étaient sans doute les mieux informés d'Israël sur les possibilités de Tsahal comme sur la réalité des rapports de force militaires dans la région. Tous deux se doutaient bien que l'armée israélienne serait capable de compenser par la qualité de ses soldats et de ses chefs son infériorité numérique tout autant que le surarmement arabe. Mais Ben Gourion, en tant que chef du gouvernement, ne pouvait éluder les conséquences diplomatiques d'une guerre préventive[151] qui aggraveraient dangereusement l'isolement d'Israël sur la scène internationale. Le déclenchement des hostilités par l'État hébreu ne pouvait donc être envisagé sans l'appui d'un puissant allié, étant entendu que cet allié ne pouvait être que les États-Unis[152]. Or, si les Soviétiques et le camp communiste avaient fait le choix politique de soutenir le monde arabe, le soutien des États-Unis n'était guère acquis à Israël. Des départements ministériels clés – la Diplomatie et l'Armée, influencées par les grands lobbies pétroliers liés aux Saoudiens[153] et à leurs voisins arabes – restaient tout aussi méfiants envers l'État hébreu qu'ils l'avaient été envers le sionisme avant 1948. Du reste, à Washington, le président Eisenhower, l'homme du « *D-Day* », se faisait le chantre de la paix, voire du pacifisme…

Dayan ne croyait pas que Nasser et ses alliés arabes fussent à court terme un véritable danger. Les fournitures massives envoyées aux pays

arabes détruisaient certes en un clin d'œil l'équilibre fragile des armements au Proche-Orient, mais il demeurait foncièrement optimiste et n'hésitait pas, le cas échéant, à en faire état en public : « La jeunesse d'Israël peut fournir plus de pilotes et d'équipages de chars que la totalité des pays arabes… » Il avait même promis à sa fille Yaël, qui venait de s'engager dans l'armée comme volontaire, de l'emmener faire un tour dans le Sinaï à sa prochaine permission. En qualité de chef de guerre, Dayan estimait cependant que le processus du conflit avait sa logique propre et un impératif catégorique : ne pas laisser passer le moment opportun. Il savait pouvoir compter sur le soutien des Israéliens, qui commençaient à voir en lui une sorte de force tranquille que rien ni personne ne pouvait ébranler. Dayan paraissait beaucoup plus inflexible et rassurant que ne l'avaient été ses prédécesseurs. Il était prêt à accéder au statut d'icône.

### *Un nouvel allié*

En octobre 1956, la Jordanie se joignit à l'accord militaire qui avait institué une coordination entre les états-majors égyptien et syrien, un an plus tôt. La guerre était très proche désormais. Le 26 juillet de la même année, lors d'un discours retentissant à Alexandrie, Nasser avait causé la stupeur en décrétant publiquement la nationalisation du canal de Suez. C'était un nouveau coup de tonnerre sur le plan international.

Ce jour-là, Dayan était occupé à des fouilles archéologiques dans le voisinage de Gaza. Il s'y trouvait encore, deux jours plus tard, lorsqu'on lui annonça la mort de sa mère à Nahalal. Dvorah Dayan venait de succomber au cancer du foie qui la minait depuis tant d'années. Elle était partie trop tôt pour vivre le triomphe de son fils. Quelques jours avant l'issue fatale, elle avait eu encore la force de lui dire : « Tu es courageux, le courage peut tout. Est-ce que tu pourrais, mon fils, m'épargner ma souffrance et cette agonie[154] ? » Durant les trois derniers mois, Shmuel était resté constamment à son chevet. Tous les matins, il la prenait dans ses bras et lui faisait humer le parfum des violettes et les senteurs de cyprès. Avec Dvorah disparaissait la personne dont Moshe se sentait le plus proche, celle dont l'estime lui était la plus précieuse. Elle restera présente en lui jusqu'au jour de sa propre mort : « Chaque fois que je voyais une femme penchée sur son carré de légumes, je revoyais l'image de ma mère[155]. » Moshe s'abstint cependant de participer au

*shiva*, la période des sept jours de deuil qui suivent le décès d'un proche, « par crainte de laisser transparaître son désarroi », précisera sa fille Yaël.

La nationalisation du canal de Suez visait la Grande-Bretagne et la France, à travers leurs actionnaires respectifs, qui se trouvaient brutalement dépossédés de leurs avoirs au sein de la Compagnie universelle du canal. Les grandes puissances européennes ne pouvaient rester impassibles et inactives, sauf à risquer de remettre en cause leur prestige. Et l'on pouvait déjà présumer que, dans la tourmente qui allait nécessairement s'ensuivre, Israël ne demeurerait pas longtemps à l'écart. Malgré son isolement et grâce à Shimon Peres, Israël avait réussi à se rapprocher de la France. L'effort était d'autant plus louable que Paris avait longtemps campé sur un quant-à-soi ambigu[156]. Mais la situation avait changé, et l'évolution de la guerre d'Algérie, déclenchée en 1954, ainsi que le soutien politique et logistique de l'Égypte à la rébellion algérienne y avaient été pour quelque chose. Comme le souligna alors le président Vincent Auriol, « un État juif au centre du monde arabe était pour nous une garantie de sécurité et d'équilibre[157] ». Le soutien de la France fut encore plus net lorsque le socialiste Guy Mollet devint chef du gouvernement en janvier 1956. Philosémite, Guy Mollet appartenait à cette génération issue de la Résistance qui avait été traumatisée par les accords de Munich de 1938. À ses yeux, Nasser se situait dans la lignée des dictateurs à l'origine de la dernière guerre, d'où sa décision instinctive de prendre le parti d'Israël et même de lui fournir des équipements militaires sophistiqués. D'entrée de jeu, il avait mis les choses au point avec Peres : « Je ne serai pas Bevin[158] ! »

Les choses étaient même allées encore plus loin, avant même l'accession de Guy Mollet à la tête du gouvernement. Dès le milieu de 1955, des discussions sur l'éventualité d'une opération conjointe contre l'Égypte s'étaient déroulées entre Maurice Bourgès-Maunoury[159], grand ami d'Israël, et Shimon Peres. La décision spectaculaire de Nasser en juillet 1956 avait réactivé le processus. On avait même demandé à Peres combien de temps il faudrait à l'armée israélienne pour traverser le Sinaï[160]. Car, en coulisses, c'était bien Shimon Peres qui se trouvait à la manœuvre. Il était sur la brèche depuis une bonne dizaine d'années déjà, et sa « connexion française » ne plaisait pas à tout le monde. Sharett, tout comme Abba Eban, alors ambassadeur à Washington, eussent plus volontiers misé sur un soutien de l'Amérique. Beaucoup de responsables israéliens, marqués par leur éducation anglo-saxonne, restaient sceptiques vis-à-vis de la France, jugée

peu fiable et instable politiquement. C'était notamment le cas de Golda Meir, ministre des Affaires étrangères depuis juillet 1956, qui avait passé son enfance à Milwaukee dans le Wisconsin et désapprouvait fortement l'orientation pro-française[161]. Or le soutien de l'Amérique n'était pas une option, en raison du refus persistant de Washington de livrer des armes à Israël[162]. La Maison Blanche et le secrétaire d'État John Foster Dulles s'en tenaient à la ligne de Dean Acheson[163] qui n'avait jamais caché son opposition à la création de l'État hébreu. Peres avait toutefois persévéré du côté français, fort de l'appui de Ben Gourion, et bien lui en avait pris. À Paris, il avait réussi à nouer de solides amitiés tant dans les milieux politiques qu'au sein de l'état-major ou de l'industrie d'armement. Dès 1954, le gouvernement français avait vendu à Israël des chars AMX-13 et des canons de 155 mm. Au début de 1956 eurent lieu des pourparlers en vue de l'achat d'une soixantaine de chasseurs-bombardiers Mystère-IV de dernière génération. Une première livraison de vingt-quatre appareils fut aussitôt actée et honorée par la société Dassault.

Au fil des rencontres, le rapprochement franco-israélien avait pris des allures de quasi-alliance[164]. On chuchotait même que Peres disposait d'un bureau rue Saint-Dominique, au siège du ministère français de la Défense nationale. Celui-ci avait, en tout cas, poussé son avantage jusqu'à jeter les bases d'une industrie aéronautique spécifiquement israélienne[165]. Selon Peres, la France et Israël avaient tout intérêt à chercher l'affaiblissement de Nasser. En juin, accompagné de Dayan et du chef des renseignements militaires Yehoshafat Harkavi, Peres s'était une nouvelle fois rendu en France afin d'y rencontrer des responsables français du niveau du général Maurice Challe, l'adjoint au chef d'état-major des armées. La rencontre s'était déroulée durant deux jours[166] en grand secret au château de Vermars, dans l'Ouest parisien. À l'issue de cette rencontre, la France accepta de nouvelles livraisons d'armes à hauteur de 80 millions de dollars[167]. Elle consentait également à Israël des conditions financières très favorables. Il n'empêche qu'au moment de signer, Dayan avait eu un haut-le-cœur : la somme portée sur le contrat correspondait à 20 % du PIB israélien. Ben Gourion, lui, se fera philosophe : « L'aventure est plutôt risquée, mais que peut-on y faire ? Toute notre existence se déroule dans cette même veine[168]. » Peres était aussi déterminé que son compère Dayan : « Notre Suez, c'est Eilat. Nous ne pouvons pas accepter la fermeture du détroit de Tiran[169]. » Paradoxalement,

Dayan n'était plus aussi pressé d'en découdre. Il lui fallait désormais du temps pour que Tsahal « digère » ces nouvelles acquisitions tombées du ciel. Toutefois, les dés commençaient à rouler.

Dès le lendemain du coup de force du *raïs*, en juillet 1956, de hauts responsables militaires français et anglais se réunirent afin de convenir d'une réaction appropriée au camouflet qui venait de leur être infligé. Les Anglais n'en étaient pas à leur première gifle, car ils avaient dû déjà se résigner à la rupture unilatérale par Le Caire du traité d'assistance anglo-égyptien. Deux jours seulement après la nationalisation du canal, Français et Anglais s'entendirent sur le principe d'une riposte militaire.

Fin septembre 1956, une rencontre franco-israélienne, à laquelle participèrent Moshe Dayan et Shimon Peres[170], eut lieu près de Paris. À l'ordre du jour : une opération conjointe contre l'Égypte. Pour mieux préserver le secret, un vieux bombardier de type « Neptune », datant de la Seconde Guerre mondiale, était venu chercher la délégation israélienne à la base navale de Bizerte, en Tunisie. En France, celle-ci avait été logée au pavillon Henri IV à Saint-Germain-en-Laye. Ben Gourion écrivit dans son carnet personnel : « Nous devons traiter les Français en frères et coopérer de grand cœur[171]. » Cela ne l'empêchait pas, bien sûr, de s'interroger sur la pertinence de l'engagement d'Israël dans une éventuelle opération militaire contre l'Égypte. Il s'en était ouvert à Dayan : « Cela dépend du genre de partenariat qui nous est proposé. » En d'autres termes, il n'était pas question de jouer les supplétifs. Ou de perdre de vue que le détroit de Tiran, comme le disait le Vieux à l'unisson de Peres, était « notre canal de Suez à nous ».

Golda Meir, qui venait de remplacer Sharett à la tête de la diplomatie, était du voyage, plus bougonne que jamais à cause de la France et des Français qu'elle ne portait décidément pas dans son cœur. Surtout, elle ne supportait pas que Peres jouât les premiers rôles. Jalouse de l'étroitesse de ses liens avec Ben Gourion, elle le détestait profondément et n'en faisait guère mystère. Un jour, quelqu'un lui avait objecté : « Tout de même, Peres a beaucoup de talent. » Elle s'était bornée à maugréer : « Al Capone aussi avait du talent[172]. » Lorsque la délégation israélienne revint chez elle à bord d'un DC-4 confortable que le président Truman avait offert au général de Gaulle[173] après la guerre, Dayan fut assailli par de mauvais pressentiments : « Je n'avais pas une bonne impression. La seule chose claire, dans cette affaire, était que la situation n'était pas claire[174]… » En fait, les Français étaient très désireux d'associer Israël à une opération militaire – le général

Challe, en particulier, était impressionné par l'excellente tenue de Tsahal –, tout en sachant qu'ils ne pourraient l'entreprendre sans les Anglais. Or les Anglais étaient réticents à l'idée d'avoir les Israéliens pour partenaires.

Les Anglais, encore et toujours, jouaient leur fameux double jeu que la période mandataire avait illustré et qui leur avait valu d'être écartés de Palestine, quelques années plus tôt ! Les Anglais étaient écartelés entre leur hostilité toute récente envers l'Égypte – qui avait longtemps été leur tête de pont régionale – et leurs relations amicales avec la Jordanie et l'Irak. Les dirigeants israéliens connaissaient, bien sûr, l'existence du traité de défense anglo-jordanien de 1948. Ils ne pouvaient ignorer que leurs propres relations avec les Anglais étaient devenues glaciales. Récemment encore, le Premier ministre Anthony Eden avait tenté d'imposer des concessions territoriales à Israël[175] et proposé qu'on en revînt quasiment aux frontières fixées par le plan de partage de l'ONU de novembre 1947 : ce plan même qu'avaient rejeté les États arabes et qui avait été à l'origine de la guerre de 1948.

Dayan, pour sa part, savait[176] que les Anglais avaient contribué à torpiller, au début des années cinquante, tout accord entre la Jordanie et Israël, de crainte qu'il ne ternisse leurs propres relations avec le royaume hachémite. On n'en était certes pas revenu à la haine antisioniste d'un Bevin, mais peu s'en fallait ! Et encore les Israéliens ignoraient-ils alors que l'état-major britannique avait dans ses cartons les plans d'une opération, dénommée « Cordage », qui prévoyait le déclenchement d'une campagne militaire contre Israël dans l'hypothèse où il attaquerait le royaume hachémite et s'emparerait par la force de la Cisjordanie. Il est vrai que Ben Gourion ne se faisait aucune illusion sur les Anglais, ironisant même auprès de Dayan qui supputait l'étendue de l'hostilité britannique : « Des Britanniques, je n'en sais trop rien, mais du Foreign Office je suis prêt à croire n'importe quoi[177]… »

Malgré l'inconnue britannique, Français et Israéliens avaient mis en place un plan mettant en exergue ce qui était appelé le « prétexte israélien » : l'État hébreu prendrait ainsi l'initiative d'une opération limitée de la taille d'une action de représailles dans la péninsule du Sinaï ; cette opération entraînerait l'intervention franco-britannique, à la suite d'un ultimatum factice adressé aux belligérants en vue d'un cessez-le-feu ; Israël accepterait l'ultimatum tandis que l'Égypte le rejetterait selon toute vraisemblance, entraînant ainsi le bombardement des bases égyptiennes par les forces franco-britanniques. Objectif final de l'opération : restaurer le statut

d'internationalisation du canal de Suez, voire, si possible, renverser Nasser. Méfiant, Ben Gourion soupçonnait le « prétexte israélien » de n'être que le raffinement suprême de l'hypocrisie anglaise. Il lui était très pénible qu'Israël passât pour l'agresseur tandis que les Anglais et les Français, véritables initiateurs de cette guerre, s'extirperaient à bon compte du mauvais rôle. Convaincu par la bonne foi de Guy Mollet, Ben Gourion se montra néanmoins intraitable sur les garanties additionnelles qu'il attendait de la part de ses alliés de circonstance : en contrepartie du « prétexte israélien », il exigeait ainsi de conserver après la guerre certaines positions dans le Sinaï afin de garantir la liberté de navigation dans le détroit de Tiran.

Le plan israélien avait été ficelé par Dayan. Celui-ci se chargea lui-même d'exposer à Ben Gourion les trois axes de l'offensive militaire israélienne prévue dans le Sinaï. La discussion entre le Vieux, Dayan et Peres s'était déroulée dans un parc, à l'abri d'oreilles indiscrètes. Personne n'ayant de papier sous la main, Dayan dut dessiner le plan de campagne sur l'envers d'un paquet de cigarettes sacrifié par Peres : « J'étais assez content de ne pas disposer d'une vraie carte. Sur le paquet de cigarettes blanc et lisse, sans traces de montagnes, de dunes et d'oueds, le plan paraissait simple et facile à exécuter[178]… »

Lors d'une dernière réunion secrète, qui se tint du 21 au 24 octobre à Sèvres, en banlieue parisienne – dans une villa qui appartenait à la famille de Fernand Bonnier de La Chapelle[179] –, il fut enfin décidé une intervention militaire conjointe dans la zone du canal. Tripartite, la réunion associait les Israéliens à la demande insistante des Français. Jusqu'au dernier moment, les Britanniques avaient tenté d'éviter de frayer avec ces « sionistes détestables », le moins dédaigneux n'étant pas Selwyn Lloyd, le chef du Foreign Office en personne. Dayan observa son attitude durant la conférence : « Il passait généralement pour une personne avenante et sociable. Il a dû faire un effort gigantesque pour le cacher. Il est difficile d'imaginer un comportement plus acrimonieux. Celui-ci exhalait le dégoût de l'endroit, des gens qui s'y trouvaient et de la substance même des questions qu'il lui appartenait de débattre[180]. » C'est tout juste s'il ne pensait pas que Tsahal, au fond, n'était qu'un des derniers avatars du Corps des muletiers de Sion[181]. À Sèvres, Moshe Dayan fut présent à toutes les discussions aux côtés de Ben Gourion et de Peres. Dayan et Peres logeaient à l'hôtel Reynolds à Paris, à deux pas du parc Monceau, dans des conditions

pittoresques. Dayan tâchait de rester incognito grâce à d'épaisses lunettes noires, tout en signant cependant « Mosh Dya » sur le registre de l'hôtel.

La conférence[182] s'accorda sur le scénario du « prétexte israélien ». C'était en tout point le plan de Dayan, qui avait reçu, par ailleurs, l'agrément d'Anthony Eden. Lors de cette conférence, Dayan affirma sa compétence et sa légitimité. Il n'était pas naïf pour autant. L'intérêt d'Israël n'était pas de jouer les agresseurs pour le compte d'Anglais et de Français qui se poseraient avantageusement en défenseurs de la paix. Toutefois, il savait que les Israéliens ne jouaient pas dans la même ligue que leurs partenaires occasionnels et qu'après tout, si la réouverture du détroit de Tiran était à ce prix[183]…

Non sans réticences et presque par défaut, les représentants israéliens finirent par se rallier à cette opinion. Jusqu'à l'ultime dénouement de la conférence de Sèvres, Ben Gourion avait multiplié les atermoiements tactiques, réclamant de nouvelles garanties politiques de Londres et de Paris. Si le Vieux pencha finalement pour l'intervention israélienne, Peres y était sans doute pour quelque chose, lui qui avait tissé patiemment des liens solides avec la France : « Aux côtés d'un allié tel que la France, Israël se tenait prêt à aller très loin[184]. » Dayan n'y était pas non plus étranger, lui qui insistait sans relâche sur la nécessité de libérer le détroit de Tiran et ce, bien avant que la question du canal de Suez ne vînt sur le tapis. Dayan était surtout impatient de ne pas laisser filer une opportunité en or de régler la question du détroit, mais aussi de mettre un terme au harcèlement causé par les *fedayin*. Le rapport de force militaire avec l'Égypte, quoique déséquilibré, restait acceptable. En outre, la conjoncture internationale n'était pas si défavorable, l'attention des Soviétiques étant détournée par la révolte hongroise[185] et les Américains ne se projetant pas au-delà de leur élection présidentielle de novembre. Aussi, pour Dayan, les circonstances imposaient à Israël « d'intervenir… afin de ne pas manquer des occasions politiquement favorables pour frapper l'Égypte[186] ».

Le chef de Tsahal exigea, lui aussi, des garanties. Il réclama aux Français une couverture navale et aérienne du territoire ainsi que de nouvelles livraisons d'armes modernes[187]. Ces livraisons contrebalançaient en une large mesure la supériorité égyptienne liée aux fournitures tchèques. Il obtint également la présence secrète en Israël de deux escadrons de chasse français, équipés notamment de Mystère-IV et destinés à protéger l'espace israélien. Enfin, il réclama le bombardement rapide des bases égyptiennes.

Désormais, l'opération devenait l'affaire de Dayan. Celui-ci n'était pas visionnaire comme Ben Gourion, mais il était doté du pragmatisme attendu d'un chef militaire. Il n'en appelait pas aux prophéties ni n'ambitionnait de remodeler la carte du Proche-Orient au nom de considérations géopolitiques. Mais il connaissait sa triple mission : contenir la menace égyptienne en desserrant l'étau autour du détroit de Tiran ; atteindre Suez ; maîtriser la bande de Gaza, voire l'annexer pour empêcher les *fedayin* de continuer d'attaquer les implantations agricoles et les agglomérations israéliennes. À cela s'ajoutait l'espoir pour Dayan d'un effondrement des forces égyptiennes. Ses objectifs dans cette guerre étaient donc simples tout en étant extraordinairement ambitieux. Il ne s'agissait rien de moins que de s'emparer de la péninsule du Sinaï dans son ensemble ! Les priorités ? Sharm el-Sheikh, Mitla et El-Arish.

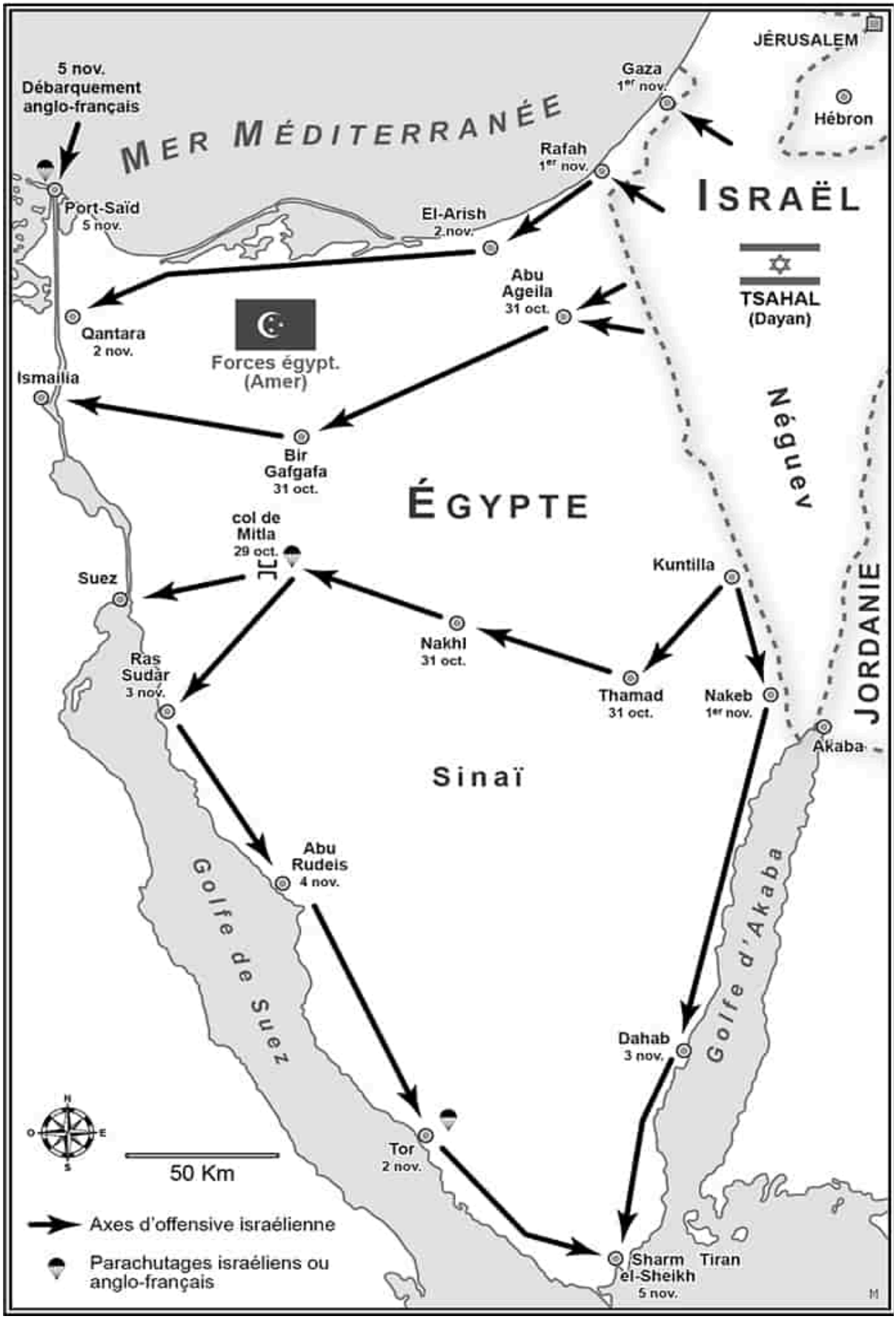
Moshe Dayan était fin prêt, bien plus qu'aucun chef de Tsahal ne l'avait été avant lui. Il l'avait assuré à Ben Gourion. Il connaissait les vertus guerrières de son armée : combativité, célérité et culot. Sans compter le bluff et la ruse. Et il en fallait pour réussir la tactique qu'il avait en tête : tromper l'ennemi en lui faisant croire, dans un premier temps, à un nouveau raid de représailles ou à une simple opération de commando, dans le but de gagner un temps précieux. Il importait d'éviter que les Égyptiens comprennent d'emblée que Tsahal était en train de leur livrer une guerre ouverte. Cette tactique répondait à une nécessité militaire : empêcher que les Égyptiens n'activent trop précocement leur machine de guerre. Elle répondait aussi à une nécessité politique : ruser vis-à-vis des Soviétiques comme des Américains en les plaçant, si possible, devant le fait accompli ; ruser également vis-à-vis de l'ONU, afin que celle-ci adopte le plus tardivement possible une décision de cessez-le-feu. Dayan imposa le secret le plus absolu pour l'opération qui, côté israélien, avait reçu le nom de code de « Kadesh[188] ». La manœuvre était plus que risquée. Afin d'endormir la vigilance des Égyptiens, un raid de diversion fut organisé peu avant le jour J contre le village de Kalkilya, en Cisjordanie, considéré comme une base de *fedayin*. Le but recherché était de faire croire à une prochaine offensive israélienne en territoire jordanien.

Dayan fit différer jusqu'au dernier moment le rappel généralisé des réservistes qui eût alerté Le Caire. Il se priva de la possibilité de bombarder dès le début les aérodromes ennemis et l'aviation égyptienne au sol, ce qui était un risque redoutable. Il fit camoufler au maximum les mouvements de

troupes. Il fit même entourer d'un luxe de précautions les patrouilles de reconnaissance dans le désert : notamment en munissant les soldats d'authentiques sandales de Bédouins – fabriquées à Hébron, de surcroît ! – afin que les traces de pas sur le sable ne puissent éveiller les soupçons. Les risques étaient présents, mais, à l'en croire, le jeu en valait la chandelle. Il y eut des officiers d'état-major pour crier au fou et dénoncer des « méthodes de pirates ». Dayan, qui ne pouvait leur dévoiler les dessous de l'affaire, n'en avait cure. L'esprit de Wingate n'était jamais absent de sa réflexion. Toute cette affaire relevait bel et bien d'une démarche de commando à grande échelle basée sur la rapidité et la ruse. D'où la priorité donnée à l'intervention des parachutistes, largués ou aéroportés. D'où l'autonomie relative laissée aux unités sur le terrain, en particulier la liberté de prendre des initiatives. D'où aussi des mouvements en apparence incompréhensibles consistant à avancer un pion puis à attendre avant de percer davantage ou, à l'inverse, de rebrousser chemin en fonction des répercussions internationales. C'était une tactique préférable, selon Dayan, à celle d'une progression classique qui procéderait d'une attaque massive de blindés.

Tout cela était parfaitement contraire aux conceptions habituelles de la guerre et à ce qu'enseignent les manuels de tactique militaire. Dayan fut ainsi critiqué par le chef du corps blindé, Haïm Laskov, au regard des problèmes logistiques soulevés par sa façon de faire. Or celle-ci ne s'appuyait pas sur une doctrine consacrée, mais sur la connaissance de la mentalité de l'ennemi : « Nous devons nous garder de toute analogie nous conduisant à penser que des unités égyptiennes se comporteront comme des armées européennes dans des circonstances identiques[189]. » À rebours des théories en vigueur, Dayan estimait ainsi que les blindés, dans ce type de guerre, avaient vocation à appuyer l'infanterie. Les furieuses batailles de tanks à la Rommel ou à la Patton n'entraient pas dans son cadre conceptuel. Les blindés répondaient beaucoup moins à l'impératif de mobilité et de célérité que l'infanterie légère portée par des command-cars ou des half-tracks[190].

# Campagne du Sinaï (octobre-novembre 1956)



## *Une opération éclair*

Le coup d'envoi de la campagne du Sinaï fut donné dans le milieu de l'après-midi du 29 octobre 1956, à hauteur du mémorial Parker, près du col de Mitla[191]. À cet endroit, cent cinquante kilomètres à l'ouest de la frontière d'Israël, des avions Dakota frappés de l'étoile de David larguèrent un bataillon de parachutistes de près de quatre cents hommes, en catimini, au cœur du dispositif ennemi et sans couverture aérienne. Non loin de là passait la route vers Port Tewfik, à l'extrémité méridionale du canal de Suez. La mission de cette unité de commando ? Tenir à tout prix la position, au moins vingt-quatre heures, jusqu'à ce qu'une autre unité ne vienne la relever après avoir franchi quelque deux cents kilomètres en territoire ennemi.

Comme escompté, les Égyptiens n'y virent qu'une simple opération de représailles. Il ne leur vint pas à l'esprit qu'il s'agissait là du premier acte d'une guerre générale. Les manœuvres secrètes menées par Dayan s'étaient d'ores et déjà avérées payantes. Elles devaient conditionner la suite des opérations. D'emblée, le col de Mitla, une des clés majeures de l'accès au canal de Suez, tomba sous le contrôle des parachutistes de Tsahal. Parallèlement, d'autres unités s'engouffrèrent au-delà de la frontière égyptienne à partir du Néguev afin d'assurer la liaison avec le bataillon. Objectif : Sharm el-Sheikh, au droit du détroit de Tiran. Peu après s'engagea une bataille féroce pour la possession du défilé de Mitla. C'est à ce moment-là que les Égyptiens comprirent leur méprise initiale, mais il était sans doute déjà trop tard.

Tout autant que la ruse et le secret, la vitesse et l'agressivité des unités engagées furent des paramètres opérationnels primordiaux. Selon les prévisions initiales de Dayan, tout devait être réglé en l'espace de deux semaines. Des prévisions ramenées par Ben Gourion à une fourchette de six à huit jours. Le facteur temps était crucial. Plus l'opération se prolongerait, plus il y aurait de risques de complications internationales, ainsi que l'expliquera Dayan au quotidien du soir *Maariv* : « Lorsqu'il m'a ordonné de planifier la campagne du Sinaï, Ben Gourion a précisé que nous n'aurions que quelques jours à notre disposition… Ben Gourion savait que, si nous ne réussissions pas à nous rendre maîtres de tout le Sinaï dans les délais fixés, quand bien même nous aurions déjà fait la conquête des neuf dixièmes de la péninsule, l'opération dans son ensemble se solderait par un échec. Les canons égyptiens seraient restés en place dans le Sud et le blocus d'Eilat

aurait été maintenu[192]. » D'où le mot d'ordre du commandant en chef qui deviendrait populaire dans les rangs de Tsahal : « Vous précipiter en avant aussi loin que vos jambes vous porteront. »

La campagne du Sinaï ne dura que huit jours, du 29 octobre au 5 novembre, et répondit à tout ce que Dayan en attendait. Quarante-huit heures après l'ouverture des hostilités, Tsahal avait déjà occupé les points clés de la péninsule, conformément aux objectifs de cette opération éclair. Deux jours plus tard seulement, le canal de Suez était atteint. Seules les conquêtes de Gaza et de Sharm el-Sheikh devaient prendre un peu plus de temps.

D'emblée, Dayan donna un aperçu du rôle qu'il entendait jouer dans cette campagne. Bouillant d'impatience, il ne pouvait tout simplement se contenter d'observer la situation de son QG de Tel-Aviv. Confiant la conduite administrative de la guerre à son adjoint Meir Amit, il tint à suivre les opérations au plus près, parmi ses troupes : le chef en première ligne, toujours. Jour après jour, il se déplaçait accompagné d'un seul officier[193] à bord d'une jeep suivie d'un command-car de liaison radio qui s'efforçait tant bien que mal de garder le contact. Peu lui importait qu'un chef d'état-major n'ait pas vocation à endosser le rôle d'un chef de compagnie ou même de bataillon. Le soir venu, quand il était trop tard pour rentrer à son QG, il se comportait comme tous les hommes du rang : il s'enroulait dans une couverture épaisse et dormait à même le sable, parfois à portée de tirs d'artillerie égyptiens. Dayan lui-même déclara : « Je regagnais chaque nuit mon poste de commandement au GQG. Mais, naturellement, mon absence durant la journée créait des difficultés et nuisait à la bonne organisation du travail. J'étais sur le terrain en liaison radio permanente avec le GQG. Mais mes officiers d'état-major se plaignaient d'une insuffisance de contact. Ils avaient peut-être raison, mais je suis incapable, ou je ne désire pas, me comporter autrement[194]. » Expéditive et ne s'encombrant pas de procédures superflues, cette manière d'agir fut décisive pour maintenir le moral des troupes à un niveau très élevé. Elle insuffla à toute l'armée un esprit conquérant, un désir irrésistible de faire fi des obstacles. Il n'était pas si fréquent de voir le chef d'état-major général sur le terrain et encore moins au cœur du combat.

Tout n'avait pourtant pas été simple. L'objectif de Gaza avait donné lieu à un bras de fer avec Ben Gourion, qui y était hostile, persuadé que l'occupation militaire déboucherait tôt ou tard sur une annexion du territoire

de Gaza. Or le territoire en question, aussi surpeuplé qu'exigu, était une véritable poudrière[195]. Le Vieux n'avait pas l'intention de se rajouter un problème supplémentaire destiné à empirer sur le long terme : « L'affaire consistant à hériter de 300 000 réfugiés arabes sur le territoire d'Israël ne m'intéresse pas[196]. » Dayan, lui, avait une vision plus directement sécuritaire de la question gazaouie. Selon lui, ce territoire ressemblait à « un doigt enfoncé dans les côtes d'Israël ». Il servait, en effet, de tête de pont avancée pour les forces égyptiennes, à une soixantaine de kilomètres seulement de Tel-Aviv, et de refuge pour les activistes palestiniens. Dayan préconisait d'occuper Gaza, mais d'une façon minimale, en se contentant de l'administrer militairement, sans y instaurer la loi martiale ou y édicter des mesures inutilement humiliantes pour les populations locales.

Autant le parcours militaire de Dayan le poussait à faire la guerre, autant il entendait administrer les territoires sous contrôle israélien d'une façon libérale et humaine. Était-ce la manifestation de son bon sens ? Fallait-il y voir le souvenir de ses amis d'enfance de la tribu el-Mazarib ou son expérience passée d'officier d'état-major pour les affaires arabes ? À la différence, là encore, d'un Ben Gourion qui eût été partisan d'une ligne dure, Dayan prôna la souplesse et la bienveillance. À Gaza, il fera supprimer le couvre-feu qui y avait été décrété. Il prendra également toutes les dispositions nécessaires pour que l'UNRWA, l'organisme de secours aux réfugiés des Nations unies[197], puisse y poursuivre normalement son activité. Toutes ses directives viseront à ne pas interférer inutilement dans la vie des Arabes au quotidien et à « permettre aux Juifs et aux Arabes de vivre à nouveau côte à côte » ou, tout au moins, dans un esprit de bon voisinage.

Si les officiers de Tsahal admiraient leur chef, ils restaient cependant plus réservés sur sa passion pour l'archéologie. Une passion devenue addiction qu'il s'efforçait, malgré tout, de concilier avec les impératifs de la guerre. Fin octobre, en pleine offensive de la 7e brigade dans les environs de Kusseima, il avait repéré un tas d'éclats de silex qu'avait exhumés le passage d'un char en labourant le sol. Il avait creusé, fouillé le sable pour finir par découvrir un atelier de fabrication d'outils en silex datant de 6 000 à 8 000 ans. Un autre jour, inspectant des fortifications non loin de Gaza, Dayan avait été intrigué par la nature des sols en un endroit où les Égyptiens avaient pratiqué des tranchées. Délaissant son inspection, il s'était mis à creuser frénétiquement, et il était tombé sur le site d'une tombe chananéenne datant de treize siècles avant notre ère. En lui, l'instinct de l'archéologue se

combinait naturellement avec celui du guerrier. Et dans les deux cas, il semblait avoir une chance insolente !

Tout en restant exigeant, Dayan savait se montrer tolérant envers ses officiers. Il usait volontiers d'une formule qu'il affectionnait : « Mieux vaut être obligé de retenir un étalon fougueux que de fouailler le mulet récalcitrant[198]. » Sans conteste, Arik Sharon, le chef de la fameuse 202e brigade de parachutistes, tenait davantage du coursier que de la mule ! Ce qui n'allait pas sans provoquer quelques situations embarrassantes. Au début de la campagne du Sinaï, Sharon avait ainsi reçu l'ordre formel de l'état-major de surveiller le défilé de Mitla mais d'éviter tout accrochage avec l'ennemi. Or, dans le feu de l'action, Sharon avait passé outre et entrepris de contrôler le site. Il s'était ensuivi une furieuse bataille de corps à corps de sept heures contre les forces égyptiennes. Le bilan était lourd : plus de 150 tués et blessés pour Tsahal. La théorie de Dayan en matière d'indiscipline était déjà bien connue : « En vérité, je considère que le problème est grave quand une formation se dérobe au combat, pas quand elle va au-delà de son devoir et fait plus qu'on ne le lui demande[199]. » Malgré la désobéissance de Sharon et sa responsabilité dans la perte de trente-huit soldats, Dayan s'abstint de le relever de son commandement[200] et se contenta de confier une enquête au général Haïm Laskov. Sharon défendit bec et ongles sa façon de faire, assurant qu'il lui avait fallu trancher dans le vif et que les pertes de Mitla n'avaient pas été vaines. Embarrassé, Dayan avait fini par s'en remettre à l'arbitrage de Ben Gourion en personne, ce qui était tout à fait inhabituel et soulignait en creux l'importance déjà prise par Sharon. Face au Vieux, le bouillant officier ne s'était d'ailleurs nullement démonté : « Assis aujourd'hui à vos côtés, dans une chambre et sur un siège confortable, tout en buvant du thé, je suis prêt à reconnaître que mon initiative n'était pas essentielle. Mais sur la foi des informations reçues sur le terrain, livré à moi-même avec des communications défectueuses, sans instructions et avec un champ de vision limité par mes propres observations, mon appréciation était alors différente[201]. » Sharon ne risquait pas grand-chose avec Ben Gourion[202]. Finalement, il sera blanchi des accusations pesant sur lui.

Dayan fut, en revanche, moins indulgent envers le commandant en chef du secteur sud, le général Assaf Simhoni. Dès le tout début des opérations, celui-ci avait failli tout gâcher en s'avançant trop profondément en territoire ennemi, alors même que la consigne était de ne pas trop avancer sous peine

d'éveiller les soupçons des Égyptiens[203]. Dayan se montrait conciliant avec ses hommes, pourvu qu'ils fassent leurs preuves. Lui-même s'autorisait certains écarts, qu'ils fussent tolérés ou non par le pouvoir politique. En pleine campagne, le 3 novembre 1956, il n'hésita d'ailleurs pas à faire attaquer par la voie aérienne une frégate britannique, le *HMS Crane*. L'affaire ne devait pas s'ébruiter. Par la suite, Dayan plaidera officiellement l'« erreur involontaire », même si celle-ci ressemblait à s'y méprendre à un signal de fermeté adressé à Londres.

N'hésitant pas à remettre en question les théories établies ou les présupposés, les siens y compris, Dayan restait pragmatique en toutes circonstances. Au fil de l'opération « Kadesh », il fit ainsi évoluer opportunément ses conceptions de base. Lui, le spécialiste des commandos, découvrit en cours de campagne les vertus des blindés. Bien plus encore que la bande de Gaza, l'objectif majeur de l'opération « Kadesh » était Sharm el-Sheikh et le contrôle du détroit de Tiran. Or le temps pressait car les forces franco-britanniques venaient à peine d'entrer en scène, leur propre opération – baptisée « Mousquetaire » – ayant pour but le canal de Suez mais aussi, plus officieusement, Le Caire et le renversement de Nasser. Cette opération fut déclenchée par les Britanniques le 5 novembre, avec plus de vingt-quatre heures de retard : des bombardements devaient précéder un débarquement de forces franco-britanniques. Tardifs, les bombardements britanniques se révélèrent peu efficaces. Quant aux forces françaises, parachutées sur Port-Fouad, elles furent contraintes de stopper leur avance après s'être emparées de Port-Saïd. Il était à prévoir que l'ONU, sous la pression des Américains comme des Soviétiques, ne tarderait pas à imposer l'arrêt des hostilités. Une course contre la montre s'était engagée. Dayan ne tenait plus en place, multipliant les allers-retours en Dakota ou même en Piper entre son QG de Tel-Aviv et le champ de bataille où progressaient les parachutistes de la 9e brigade. Il trouvera néanmoins le temps de négocier non loin de Rafah avec un vieux marchand arabe une amphore datant de l'époque byzantine. Peu de temps auparavant, il avait également troqué avec des Bédouins de Cheikh Zouweid, non loin de Gaza, d'autres vases anciens contre quelques sacs de café, de thé et de riz[204]. Il ramènera chez lui plusieurs dizaines de pièces d'antiquité.

Le 5 novembre, Sharm el-Sheikh, désertée par ses occupants, fut prise sans coup férir. L'opération « Kadesh » s'achevait ainsi par un succès complet. Elle illustrait d'une manière éclatante l'efficacité exceptionnelle de

l'armée israélienne, l'habileté de ses cadres ainsi que le talent et le savoir-faire de son chef suprême. En quelques jours seulement, Tsahal était parvenue à investir toute la péninsule du Sinaï, à l'exception d'une bande de onze kilomètres de large le long du canal de Suez[205].

La victoire ! En Israël, les démonstrations de joie étaient délirantes. L'angoisse d'une guerre d'anéantissement le cédait à une euphorie collective irrépressible. Le soulagement succédait à la peur. C'est au lendemain du succès exceptionnel de la campagne du Sinaï que commença à se forger dans le pays, et jusque chez les Arabes, le mythe de l'invincibilité de Tsahal. Bien plus qu'une victoire, il s'agissait d'un véritable triomphe. Celui de toute une armée et d'un homme en particulier. Bien plus qu'un simple chef d'état-major des armées, Dayan était désormais une « star » auprès des Israéliens, un chef infaillible à l'intrépidité légendaire. Il était même perçu comme le garant suprême de la sécurité de la nation. Non seulement il était charismatique, mais il formait des chefs militaires à son image : désinvoltes, volontaires, imaginatifs, mais aussi indisciplinés à l'occasion. Une nouvelle génération était en train d'émerger. Tout autant que son look si atypique et son mépris du risque, son dynamisme contagieux et sa décontraction un brin effrontée furent pour beaucoup dans la « légende Dayan ». Du jour au lendemain, son fameux bandeau noir devint un emblème. Ben Gourion ne s'y était pas trompé : Dayan symbolisait bien ce « Juif nouveau », courageux et sans crainte, aux antipodes des anciens *dhimmis* du Yishouv[206] comme des *galuti* ou Juifs de la Diaspora.

Durant toute la campagne militaire, les journaux israéliens relatèrent avec lyrisme ses faits d'armes à longueur de colonnes. Ils rapportèrent avec effusion la conquête de Gaza et d'El-Arish. Lors de la prise des positions égyptiennes de Rafah ouvrant toute grande la route de Gaza, tous les soldats israéliens s'étaient précipités vers Dayan pour l'embrasser. Ce dernier n'en était pas le moins ému : « Nous sommes tombés dans les bras les uns des autres comme dans un film de guerre soviétique[207]… » Quand El-Arish tomba à son tour, non sans avoir été accueilli par des rafales de snipers isolés, Dayan fut de nouveau congratulé par ses hommes. Beaucoup d'entre eux s'arrachèrent ses autographes : ici sur des cartes, là sur des paquets de cigarettes, voire sur des photos de Nasser qui traînaient par là… Fidèle à lui-même, Ben Gourion affecta de ne pas en être impressionné. Il savait que des impertinents chuchotaient que l'image de Dayan était déjà en train d'éclipser la sienne. Recevant le héros venu lui annoncer la fin des opérations, le Vieux

s’était fait toutefois sarcastique : « Et je suppose que cette idée vous est insupportable, n’est-ce pas ? » Dayan, selon ses propres dires, n’aurait pipé mot[208], l’esprit peut-être déjà assombri par des perspectives politiques moins réjouissantes que la promenade de santé militaire qui venait de s’achever. Ce en quoi, d’ailleurs, il n’aurait pas eu tort.

# 4

# L’homme providentiel

L’intuition de Moshe Dayan le trompait rarement. À la fin de la campagne du Sinaï, elle l’incitait paradoxalement à la méfiance, sinon au pessimisme. Les opérations militaires avaient été une réussite éclatante, mais il restait la bataille politique. Et celle-ci était loin d’être gagnée. La victoire éblouissante en huit petits jours seulement – du 29 octobre au 5 novembre – à l’issue d’une opération éclair parfaitement menée effaçait chez les Israéliens l’obsession de l’encerclement et de la vulnérabilité de leur pays. Une obsession liée à l’irrédentisme arabe et remontant aux grandes peurs

d'une guerre d'indépendance remportée au forceps. Proclamé « vainqueur du Sinaï », Dayan était l'incarnation de ce changement. Il était devenu l'homme indispensable. Mais n'était-il pas aussi l'arbre qui cachait la forêt ?

Considérée dans son ensemble, la campagne de Suez n'avait pas été exactement un triomphe. Certes, les « supplétifs israéliens », conformément aux accords de Sèvres, avaient accompli leur part de travail. Dayan usait, à cet égard, de la métaphore du cycliste grimpant une côte et qui, voyant passer un camion, s'y accroche jusqu'à ce que leurs routes bifurquent. Israël, le « cycliste », avait joué son rôle et atteint ses objectifs qui étaient distincts de ceux de ses alliés. Mais il en allait tout autrement des forces franco-anglaises qui avaient été engagées à partir du 2 novembre. Auraient-elles eu le champ libre qu'elles eussent foncé sans difficulté vers Le Caire puis en direction du canal, dont la conquête ne posait aucune difficulté. Or elles en furent empêchées sous la pression internationale et même sous la menace, cinq jours seulement après le début de leur intervention. C'était la conséquence dramatique du retard des forces britanniques à entrer en action, mais aussi d'une logique politique qui avait ébranlé tout le dispositif onusien et, surtout, provoqué la colère des Américains comme des Soviétiques.

Le scénario de Sèvres, conçu à l'arraché, n'avait pas trompé grand monde ; l'affichage des séquences – opération israélienne, appel de Londres et de Paris au cessez-le-feu, puis intervention armée franco-anglaise en réponse à un probable refus égyptien de déposer les armes – n'avait pas fait illusion. D'emblée, l'opération « Mousquetaire » déclenchée par les Anglo-Français ne fut pas perçue comme une manœuvre stabilisatrice, mais comme ce qu'elle était en réalité : une tentative pour rouvrir le canal de Suez par la force armée, conjuguée à l'opportunité de régler définitivement son compte à Nasser. Déclenchée à contretemps, cette intervention franco-britannique ne pouvait être d'une grande efficacité. Cela faisait déjà au moins deux jours que Tsahal avait bouclé sa campagne du Sinaï et rempli ses objectifs lorsque les parachutistes français et anglais entrèrent en action.

Le déclenchement de l'opération mécontenta les Soviétiques comme les Américains, et ceux-ci le firent savoir avec virulence. La réaction de Moscou reposait sur des raisons stratégiques impérieuses. Les Soviétiques ne pouvaient lâcher Nasser au risque de compromettre leur propre crédibilité en Égypte et, au-delà, dans tout le monde arabe. Ils exigèrent d'emblée le cessez-le-feu ainsi que le retrait immédiat des forces israéliennes d'occupation[1]. Le maréchal Boulganine, chef du gouvernement soviétique,

s'autorisa même un coup de bluff en menaçant directement Paris et Londres de représailles nucléaires. Ce coup de poker soviétique était presque inutile. Dès la veille, la France et la Grande-Bretagne avaient transmis au secrétaire général de l'ONU un communiqué conjoint dans lequel il était écrit : « Les deux gouvernements continuent à croire que l'intervention d'une force internationale est nécessaire afin d'empêcher la poursuite des hostilités entre l'Égypte et Israël, et afin d'assurer le retrait rapide des forces israéliennes… » Contraire aux accords de Sèvres, ce communiqué reflétait le lâchage en règle d'Israël à l'instigation des Anglais. Le Premier ministre Anthony Eden était-il alors en train de craquer nerveusement, comme on le colportait[2] ?

À Washington, le président Eisenhower était tout aussi furieux. Il se remettait alors à grand-peine de la grave crise cardiaque qui l'avait frappé peu de mois auparavant[3]. Il était surtout vexé que les Israéliens eussent dédaigné ses mises en garde et, plus encore, bafoué son credo pacifiste[4], et cela à quelques jours seulement de l'élection présidentielle, de sa propre réélection ! Lui aussi réclama le retrait sans conditions des Israéliens du Sinaï. Afin de bien se faire comprendre, il menaça Israël de supprimer les aides publiques américaines, voire de bloquer le produit des collectes du Fonds national juif. Eisenhower ira lui aussi jusqu'au bluff en brandissant l'éventualité d'une exclusion de l'État hébreu des Nations unies. Étonnamment passive lors des blocus illégalement décrétés par Nasser, l'ONU s'était brusquement réveillée en faisant assaut de résolutions comminatoires envers Israël. Le Conseil de sécurité étant neutralisé par les veto français et anglais, ce fut l'Assemblée générale qui se retrouva à la manœuvre. Celle-ci devait innover en la matière en mettant sur pied très vite une force *ad hoc* d'interposition entre les belligérants : la FUNU (Force d'urgence des Nations unies)[5].

Les lendemains de la campagne du Sinaï déchantèrent douloureusement pour Israël. Depuis la création de l'État, il n'avait jamais existé de décalage aussi flagrant entre un climat international lourd de menaces et le soulagement euphorique du peuple israélien. Pourtant, une fois n'est pas coutume, Ben Gourion lui-même s'était laissé griser par l'optimisme ambiant. Dès la fin des opérations militaires, il s'était précipité à la Knesset pour prononcer le « discours de la victoire ». Il y évoquait « un troisième royaume d'Israël » et claironnait, tout aussi triomphalement, son intention d'annexer le Sinaï ainsi que les îlots contrôlant l'accès au golfe d'Akaba[6].

À l'écouter, l'accord d'armistice de 1949 avec l'Égypte était « mort et enterré ». Mais, pour lui aussi, le réveil fut difficile, car l'ONU resta inflexible quant à l'évacuation des territoires conquis par la force, ne se souciant même pas de mettre dans la balance la conclusion éventuelle d'un traité de paix. Il n'existait ainsi aucune alternative au retrait inconditionnel de Tsahal.

Au terme d'un baroud d'honneur héroïque à la tribune des Nations unies comme dans les antichambres à Washington, les diplomates israéliens, Abba Eban en tête – il était alors ambassadeur d'Israël aux États-Unis –, avaient fini par se ranger en désespoir de cause à l'idée d'un retrait unilatéral. Pour la première fois, le très courtois et policé Eban s'était heurté de front au chef du département d'État, John Foster Dulles, qui lui avait lancé *ex abrupto* : « Pensez-vous que nous devrions avoir des réactions différentes selon qu'il s'agit de nos amis ou de nos adversaires ? » Réponse outrée d'Eban : « Oui, monsieur le secrétaire d'État, parce que l'amitié c'est cela[7] ! »

La mort dans l'âme, Ben Gourion avait fini par comprendre qu'il n'obtiendrait jamais que l'ONU revienne sur sa position. Sans surprise, Moshe Dayan se montra résolument hostile à cette capitulation qui ne disait pas son nom. Son raisonnement était aussi logique que prémonitoire : les casques bleus de la force d'interposition de l'ONU, tout autant que le Conseil de sécurité, seraient impuissants à faire respecter les termes du cessez-le-feu par les pays arabes. Ceux-ci reviendraient dare-dare à Gaza et dans le Sinaï pour constituer de nouvelles bases avancées en vue d'infiltrations hostiles vers Israël. La suite de l'histoire devait légitimer de telles appréhensions. La résignation aux résolutions de l'ONU équivalait à un retour à la case départ en pire pour Israël, placé désormais dans la position de l'agresseur. Dayan n'en fut pas moins critiqué par le quotidien *Haaretz* pour être intervenu dans le débat politique. Furieux, l'intéressé fera censurer la publication d'un éditorial de ce journal sous prétexte qu'il était nuisible à la sécurité nationale.

Sous la pression internationale et de ce que de belles âmes s'empressèrent de qualifier de « conscience universelle », Ben Gourion dut céder. Il tentera de sauver les apparences en soutenant qu'« Israël, après la campagne du Sinaï, ne sera jamais plus le même Israël qu'avant cette opération grandiose ». Mais le cœur n'y était plus face au bilan politique désastreux de l'affaire de Suez : le canal n'avait pas été atteint par les

Franco-Britanniques ; Nasser n'avait pas été renversé, mais avait même paradoxalement glané dans cette aventure un surcroît de popularité ; les Israéliens n'avaient pu arracher la moindre modification territoriale, ni la bande de Gaza ni les îlots du détroit de Tiran ; les kibboutzim du Sud demeuraient plus que jamais sous la menace des *fedayin* ; Israël, désormais perçu comme une puissance impérialiste, s'exposait à de nouvelles tensions au sein de l'ONU tout en devant purger les séquelles d'une crise de haute intensité avec les États-Unis.

La rage au cœur, Dayan[8] dut accepter l'évacuation progressive de Tsahal du Sinaï. On était en mars 1957. Les négociations sur le retrait israélien et le déploiement de la force d'interposition de l'ONU s'étaient déroulées sous les auspices du général canadien Eedson L.M. Burns. Piètre consolation pour Dayan, le général lui avait demandé de se faire photographier à ses côtés. Dayan avait bien cherché à exposer son point de vue devant les députés du Mapaï. Il considérait que l'acceptation du retrait militaire par Ben Gourion était davantage un signe de faiblesse politique que la manifestation d'une vision de long terme. Il n'avait pas forcément raison. De toute façon, les jeux étaient déjà faits.

Dayan se résigna à effectuer une tournée d'adieu dans le Sinaï, poussant jusqu'au monastère Sainte-Catherine et jetant au passage un regard nostalgique sur les gisements de pétrole qui venaient d'être découverts non loin de là. Bien sûr, il y fit d'ultimes trouvailles archéologiques qu'il s'appropria illico, à l'exception d'une stèle en l'honneur d'Hathor, la déesse de l'amour et de la beauté, qu'il fit transférer au musée national d'Israël.

Le jour où, à El-Arish, le drapeau israélien fut définitivement amené, Dayan se fit philosophe vis-à-vis de la presse : « Les officiers doivent manger les rations de l'armée, les amères comme les douces[9]. » Peu après, à ses soldats évacuant Sharm el-Sheikh, il lancera en une ultime bravade : « Souriez ! Ne faisons pas une tragédie. Ne laissez pas croire que nous sommes incapables de dominer nos nerfs[10]. » Par la suite, Dayan ne manquera pas de tourner en dérision les forces d'interposition de l'ONU composées de soldats de plusieurs pays : « Qui a dit que la tour de Babel était verticale ? Elle peut être aussi horizontale, le long de la frontière entre Israël et l'Égypte, par exemple[11]. » La pilule était décidément dure à avaler.

## La première star d'Israël

Le paradoxe restait saisissant. D'un côté, l'affaire de Suez s'était soldée par une formidable déception politique pour les dirigeants israéliens ; d'un autre côté, cependant, elle avait fait de Moshe Dayan un héros d'Israël et une star dans le monde entier, ou peu s'en fallait. Prophète en son pays ! Dayan était chéri et adulé par les siens, comme ne l'avaient jamais été Weizmann et Ben Gourion. Comme ne le seraient jamais Rabin ou Sharon. Il n'était pas seulement *leur* sauveur, celui qui pouvait conjurer leurs peurs. Il rayonnait tel un héros de cinéma, dégageant un parfum d'invincibilité qui transposait symboliquement la victoire de David sur Goliath.

Israël pouvait bien être condamné par les organisations internationales et ses dirigeants critiqués chez eux pour avoir dû baisser pavillon, Tsahal demeurait intouchable. L'armée avait rempli sa mission en remportant la campagne du Sinaï avec maestria. Même le bilan des victimes – 172 morts[12] – était moins douloureux que ce qui avait été initialement redouté. Désormais, Tsahal était louée pour sa rigueur et son efficacité citées en exemple, pour la mentalité offensive de ses soldats. Les manœuvres tactiques des blindés israéliens dans le désert furent bientôt décortiquées dans les écoles de guerre et offrirent des thématiques à plus d'un *Kriegspiel*. Moshe Dayan était le patron de cette institution d'excellence. L'illustration et, mieux encore, l'incarnation de cette guerre éclair qui avait si merveilleusement réussi. Nouveau « Lion du désert », il n'avait pas seulement sauvé Israël. Il avait magnifié l'image et l'honneur de la nation tout entière.

Du jour au lendemain, Dayan fit la « une » des journaux et magazines. Son visage barré du fameux bandeau noir devint célébrissime et emblématique du courage manifesté par le peuple israélien. À l'étranger aussi, les comptes rendus dithyrambiques rivalisaient de lyrisme sur les vertus guerrières de Dayan, sur ses qualités de décision et de sang-froid hors du commun. On n'était pas loin du vedettariat, à considérer l'engouement de la presse[13]. Quelque temps plus tard, en France, Dayan fut promu chevalier de la Légion d'honneur. En Allemagne, le nouveau ministre de la Défense, Franz-Josef Strauss, se vanta d'être un de ses grands admirateurs. En Angleterre, Dayan fut convié à rencontrer le légendaire maréchal Montgomery. Celui-ci s'était déplacé spécialement de Paris[14] pour venir saluer son invité au domicile de Basil Liddell Hart, l'illustre théoricien de stratégie militaire. À l'issue de l'entretien, « Monty » avait confié à Sir Basil : « Dayan est un homme dur, mais je l'aime bien[15]. »

Lucide, Dayan n'avait pas mis longtemps à comprendre qu'il venait de changer de statut. Il savait aussi, en revanche, que tôt ou tard resurgiraient pareillement les réserves sur sa personne au sein de l'*establishment* militaire. Il s'employa alors à cultiver méthodiquement sa légende d'homme exceptionnel : ici à coups d'interviews intelligemment préparées, là grâce à une gestion méticuleuse des relations publiques. Il peaufina avec un soin particulier son image de chef atypique et anticonformiste. Un chef étranger aux bureaucraties et hermétique aux hiérarchies. Un chef tout en action et en instinct qu'on aimait à suivre. Au fond, une sorte d'animal de guerre qui, au-delà du respect qu'il inspirait, savait jouer à merveille de la séduction souriante.

Cette séduction, Dayan ne se bornait pas à en faire un usage public. Il s'agissait même d'un secret de polichinelle dans les salles de presse, dans les milieux de l'état-major, où le persiflage ne perdait jamais ses droits, voire dans les conciliabules du Mapaï rarement exempts de ragots : Dayan était un homme à femmes, il les aimait, il les attirait. Chacun pouvait le voir ou s'en douter[16]. La quarantaine atteinte, il était à l'apogée de sa maturité, de son énergie comme de sa popularité. Et il avait tellement de charme qu'il était presque inévitable qu'on lui prêtât toutes sortes de liaisons et d'aventures, fondées ou non. Même son infirmité à l'œil – qui l'eût cru ? – contribuait presque à sa gloire, au point de devenir un élément de séduction supplémentaire.

La rumeur avait émergé pour la première fois avec une insistance particulière dès novembre 1956, au cœur de la crise de Suez. À l'hôtel Dan de Jérusalem, où résidaient la plupart des correspondants de guerre, un journaliste italien avait abordé Ruth Dayan et lui avait demandé tout de go ce qu'il en était de son divorce avec Moshe. Croyant à une méprise, elle avait répondu, gênée : « Écoutez, je ferais mieux de rentrer à la maison et d'en parler à mon mari[17]. » De divorce, il n'en avait été, bien sûr, jamais question. Mais Ruth commença à comprendre, ce que beaucoup de gens savaient, que son époux était un coureur de jupons assidu. On l'avait aperçu avec Rahel Rabinovitch dans un café de Jérusalem, ou ailleurs, en tout aussi galante compagnie. Si Ruth savait son mari connaisseur en matière de femmes, elle ne le pensait pas à ce point amateur. Peu à peu, elle finit par ouvrir les yeux et comprendre que les exploits extramaritaux de son mari mettaient en péril sa propre situation conjugale. Pour Ruth, le monde s'effondrait. Elle se retrouvait brusquement désemparée, privée de

certitudes. Moshe pensa pouvoir calmer le jeu en offrant, notamment, à sa femme une seconde lune de miel, en Italie. Mais le mal était fait.

Dès lors, Ruth Dayan dut apprendre à vivre avec l'infidélité chronique et insouciante de son époux. Elle s'investit de plus en plus intensément dans ce qui n'était au début qu'un simple passe-temps : l'action sociale et la promotion des femmes, à travers notamment Maskit, une structure qu'elle venait de fonder. Maison de couture et de décoration, Maskit avait vocation à fournir un emploi à de nouvelles immigrantes, à œuvrer pour la préservation des cultures et traditions artisanales des nombreuses communautés juives réunies en Israël.

De son côté, écartelée entre son amour filial très profond et sa réprobation tacite du comportement de son père, Yaël n'était pas moins perturbée par la situation. Elle volait déjà de ses propres ailes et faisait ses premières armes dans le roman après avoir passé de longues années à donner des articles, le plus souvent sous un pseudonyme, pour des journaux ou des magazines. Son premier ouvrage était intitulé *New Face in the Mirror*. Yaël avait été confrontée assez tôt à la réalité de l'infidélité de son père. Elle avait déjà entendu parler de Dalia, d'Elisheva, de Rebecca, d'une madame ceci ou d'une mademoiselle cela, « de la grosse ou de la maigre, de la Française et de l'étudiante, de l'officier et de la journaliste[18] ». Elle avait même eu l'occasion de rencontrer fortuitement certaines d'entre elles dans le petit appartement de Jérusalem dont l'armée avait concédé la jouissance à Moshe. Si Yaël ne s'était jamais avisée de parler ouvertement à son père de ses conquêtes féminines, elle s'était fait une opinion tranchée à leur sujet en estimant que leur dénominateur commun était leur jeunesse et leur vulgarité. En une occasion au moins, la relation père-fille faillit tourner à l'aigre. Ce fut le jour où celle-ci apprit que Moshe couchait avec une de ses amies, une étudiante en chimie prénommée Gila. Moshe se moquait superbement du qu'en-dira-t-on. À sa fille, il ne cessera de répéter : « Cela n'est l'affaire de personne et, d'ailleurs, je n'ai nulle prétention à être un modèle de mari. » Quand il arrivait à la presse d'y faire allusion, sous les précautions d'usage, il se bornait à soupirer en parlant d'« idioties » ou de « chantage ». Il avait d'autres préoccupations pour l'heure.

## *L'étudiant*

La principale de ces préoccupations était la réorientation professionnelle du héros de guerre. En effet, à l'automne 1957, Dayan songeait déjà sérieusement à quitter l'armée. Les officiers ne devaient pas s'accrocher à leurs fonctions au-delà de la quarantaine. Cette règle s'appliquait à lui également. Il estimait d'ailleurs avoir fait son temps dans les rangs de Tsahal. Ruth s'inquiétait de l'avenir de son mari. Que pouvait-il faire à présent ? Comment réussirait-il à combler le vide de son existence ? Ruth Dayan était allée voir Ben Gourion, tout comme elle l'avait fait en 1940 lorsque son Moshe croupissait à Acre dans les geôles anglaises. Cette fois, Ben Gourion se trouvait chez lui dans sa cuisine en train d'essuyer la vaisselle. Il l'avait rassurée : « Ne vous en faites donc pas pour Moshe. Il n'est pas homme à perdre pied. Il va aller étudier à l'université comme il me l'a demandé. » Ruth était littéralement catastrophée : « Mais c'est absurde ! Après avoir fait ce qu'il a fait, comment pourrait-il aller s'asseoir tranquillement dans une salle de classe et se mettre à lire des livres ? Ce n'est juste pas possible ! » Ben Gourion l'avait chaleureusement réconfortée. Il avait eu, par ailleurs, la décence de ne pas faire allusion aux rumeurs dont il avait eu vent mais auxquelles il n'attachait aucune importance[19].

Il n'était pas absurde que Ruth eut été s'enquérir de l'avenir de son mari auprès de Ben Gourion. Dayan lui-même avait joué au chat et à la souris en faisant mine de vouloir quitter ses fonctions tout en s'y accrochant, le jeu classique du « retenez-moi ou je pars… ». À la fin de la crise de Suez, Dayan s'accorda un peu de congé et se mit à voyager : Paris, Londres, la Thaïlande, la Birmanie et jusqu'à l'Afrique du Sud[20]. À son retour, il confirma à Ben Gourion qu'il comptait démissionner de son poste de chef d'état-major pour se lancer dans une carrière politique. Après avoir tergiversé pendant plusieurs mois, le Vieux finit par accéder à sa demande. Il avait déjà en tête de nommer à sa place Haïm Laskov. Il écrivit à Dayan : « Je me sens moralement obligé, ainsi que toute la nation, d'accéder à vos vœux d'étudier pendant deux ans à l'Université hébraïque de Jérusalem. Que vous vous soyez déclaré prêt à demeurer dans l'armée avec le grade de général de division a facilité notre décision[21]. »

Dayan s'attendait-il à ce que Ben Gourion lui proposât un poste ministériel dans son gouvernement ? La question ne se posa en aucune façon et c'est à peine si, lors de leurs derniers entretiens, le vieux chef fit une allusion furtive aux élections générales de novembre 1959. Ben Gourion s'en tirera avec une lettre bien tournée qui évoquait notamment le rôle de

Dayan à Jérusalem, dix ans plus tôt : « Vous avez non seulement fait preuve d'aptitudes militaires de tout premier ordre, mais d'une finesse politique remarquable, digne d'un homme d'État[22]. » Dayan ne s'attendait pas forcément à une telle issue. Il dut faire contre mauvaise fortune bon cœur en affectant de brandir « sa liberté » en priorité absolue. La politique ? Il assurait ne pas y penser : « Vous ne croyez tout de même pas que je rêve de siéger au Conseil des ministres face à Sapir et à Aran[23] ? » Une autre fois, de guerre lasse : « Après tout, s'ils me veulent vraiment, ils savent où me trouver. Je ne vais pas quitter le pays[24]. »

À partir de la fin du mois de janvier 1958, Moshe Dayan se mit ainsi à jouer les étudiants à l'Université hébraïque de Jérusalem. Un général de division sur les bancs de l'université ! Le spectacle était insolite et fut commenté comme il se doit. Dayan s'absorba consciencieusement dans le sujet d'étude qu'il avait choisi : le Proche-Orient. Il joua le jeu auprès de ses camarades, envers qui il se montra avenant, un peu moins en ce qui concerne les examens. On racontera qu'il trichait ici ou là, ce qu'il confirmera bien volontiers : « C'est exact. Abraham Ofer m'a passé des tuyaux pendant les épreuves. C'est un genre de tricherie[25]. » Il ne s'agissait là cependant que d'enfantillages. Contrairement à ce qu'il prétendait, Dayan songeait dès ce moment à faire de la politique, mais pas en *apparatchik*, bien sûr, avec ses pesanteurs et ses combines. Son ambition était d'injecter du vent frais parmi les vieux politiciens du Mapaï.

De très longue date, Dayan avait choisi son camp. Chacun savait qu'il était l'« homme de Ben Gourion », celui que le fondateur d'Israël avait choisi pour commander Tsahal, la « prunelle de ses yeux ». Une fois revenu pour de bon à la vie civile, Dayan retourna quelque temps dans son moshav de Nahalal et eut paradoxalement la même réaction que son père naguère : encourager la fondation de nouvelles implantations agricoles plutôt qu'inciter les pionniers à s'enraciner et se sédentariser. Peu à peu, il créa un « Mouvement de jeunesse moshav ». Un peu naïvement, Dayan crut qu'il serait soutenu par la direction sioniste. Or ceux qui n'avaient jamais apprécié son style ou sa manière de faire étaient légion. Et ils entendaient bien lui rendre la monnaie de sa pièce, à commencer par Levi Eshkol, le ministre des Finances, qui ne l'avait jamais apprécié. Dayan sollicita néanmoins Eshkol en sa qualité de responsable de l'installation des nouvelles implantations, aux fins de subsides. Mais ce fut pour s'entendre répondre : « Votre idée fera-t-elle pousser une seule tomate ou un seul concombre[26] ? »

Dayan avait compris. Lui-même n'était pas tendre envers ceux qui le tenaient pour un « ataman cosaque chargeant épée et fouet en main ». Comment la vieille garde, qui avait fait main basse sur le Mapaï et l'Histadrout, pouvait-elle seulement comprendre les problèmes de sécurité et les intérêts nationaux d'Israël ? « La génération précédente a passé l'âge de la révolution. Toute son énergie s'est dilapidée », déclara Dayan au quotidien *Maariv*. Il enfonça même le clou de la discorde vis-à-vis de cette vieille garde qui, selon lui, ne savait que ressasser son discours pionnier passé de mode : « Les jeunes en Israël qui, durant ces quinze dernières années, ont rampé fusil en main sur les pierres et les épines, qui ont combattu dans les airs et sur l'eau dans deux guerres […] comprennent-ils moins les problèmes du peuple juif que ces hommes assis depuis vingt ans au cinquième étage du bâtiment de l'exécutif de l'Histadrout ou dans tout autre lieu semblable ? » Ce faisant, Dayan n'était pas vraiment isolé. D'autres « Jeunes Turcs » ayant pour nom Shimon Peres, Teddy Kollek, Abba Eban ou encore Yitzhak Navon partageaient sa ligne politique. Mais il était de loin le plus en vue.

Pour la « vieille garde » en question, les propos de Dayan n'étaient que pur blasphème. Le journal de gauche *Davar* le croqua en garnement balançant des cailloux contre les fenêtres du cinquième étage dudit bâtiment de l'Histadrout, sous la légende : « Le méchant garçon[27] ». D'autres le campèrent en homme « dur, irresponsable, volcanique, brutal et cruel[28] ». Golda Meir, quant à elle, se chargera de régler son compte à la jeune génération : « Ils n'ont guère d'idées dignes d'être publiées, sinon quand il s'agit de leur propre publicité[29]. » Autre cacique, Pinhas Lavon vouait à Dayan une animosité tout aussi tenace. Il n'avait pas digéré son éviction du ministère de la Défense, dont il imputait la responsabilité au trio Ben Gourion-Peres-Dayan. Du haut de sa position de secrétaire général de l'Histadrout, Lavon revenait à présent en force.

Toutefois, les jeunes plébiscitaient Dayan. Lancé dans la bataille pour les élections à la quatrième Knesset, en novembre 1959, il n'éluda aucune question : ni l'économie, ni la bureaucratie politique, ni même l'organisation des kibboutzim. Il menait ce qu'il appelait une « campagne biologique » contre les vétérans qu'il jugeait inaptes à saisir les complexités de la situation nouvelle. Au nom de l'efficacité, il préconisait, en conséquence, un changement radical de génération : « Je préfère des chômeurs demain au maintien d'employés aujourd'hui inutiles dans les bureaux. Parce que nous nous occuperons des chômeurs sur le pavé, tandis que personne ne fera du

tapage à propos de ces mêmes chômeurs dans des bureaux[30]. » Les désaccords n'étaient pas seulement générationnels. Ils renvoyaient aussi à la notion même d'État dans une conception sioniste et pionnière. D'un côté, la vision d'un Ben Gourion rendait obsolète la distinction entre l'État et la société : l'État étant l'héritier du *mamlara* antique, royaume au sens biblique, et s'appuyant sur des nationalisations massives. D'un autre côté, la vieille garde se méfiait de tout accroissement intempestif d'un pouvoir hypercentralisé qui échapperait au contrôle de contre-pouvoirs tels que l'Histadrout. Aussi les anciens défendaient-ils bec et ongles le système électoral à la représentation proportionnelle – de préférence à un système bi ou tripartite –, même s'il avait pour conséquence perverse l'instabilité gouvernementale.

Dayan se retrouva personnellement en butte aux tenants de cette « politique politicienne » qu'il fustigeait. Dans leurs philippiques, il n'y avait plus aucune considération ni ménagement pour le vainqueur du Sinaï. De l'eau avait coulé sous les ponts. Ben Gourion lui-même s'émut que Dayan jetât la suspicion sur les règles qui avaient assuré le succès du parti et le fonctionnement de l'État. Conservant néanmoins pour son ancien poulain une sorte de bienveillance paternelle, il commentera dans son Journal : « Dayan commit quelques folies quand il se lança dans la politique en 1958. Je pus constater qu'il ne savait pas comment s'y prendre. Je lui dis d'attendre et il m'écouta. Il était intelligent, il s'instruisit. » Moshe Dayan quitta l'armée le 1er novembre 1958.

## *Dans l'arène*

Avec le recul, Yaël Dayan jugera que la période post-Tsahal de son père avait été très sombre. Pour tout homme public, l'isolement est souvent mauvais conseiller. Il en alla ainsi de Dayan, qui passa beaucoup plus de temps qu'auparavant dans l'appartement familial de Zahala[31], un faubourg résidentiel de Tel-Aviv. Replié sur lui-même, il s'éloigna d'une grande partie de ses amis et relations. Son humeur devint versatile, souvent maussade et irritable, sauf lorsqu'il tentait de faire bonne figure devant les autres.

Ruth, de son côté, n'avait pas renoncé à ressouder leur couple. Elle déplorait toutefois « que l'absence de responsabilité l'eût rendu encore plus irresponsable et que son impatience se fût transformée en arrogance[32] ».

Dayan crut pouvoir tromper son dépit et son mal-être dans les bras des femmes. Dans son petit appartement de fonction de Jérusalem, ce fut un véritable défilé de secrétaires, d'hôtesses de l'air ou, simplement, d'admiratrices énamourées. Cela resta plus ou moins discret, les gens – y compris la presse – sachant ce qui s'y passait mais s'abstenant volontairement d'en parler. On frôla toutefois le scandale lorsque la mère d'une de ses conquêtes éphémères menaça de le traîner en justice et exigea de l'argent pour y renoncer. Conseillé par ses avocats, Dayan dut se résoudre à céder au chantage. Mais il se produisit un autre événement encore plus sérieux que les journaux eux-mêmes ne pouvaient se dispenser de commenter. Et pour cause !

Le détonateur en avait été la publication, à l'automne 1959, d'un roman biographique à clés intitulé *Passionate Paths* (« Sentiers de la passion »). C'était un ouvrage transparent dont les protagonistes principaux étaient une jeune femme soldat et un général couvert de gloire. Le problème de ce roman en était l'auteur : une jeune femme mariée du nom de Haddassah Mor, qui était l'épouse d'un ancien camarade d'école de Moshe à Nahalal, Dov Yermiyah. Celui-ci avait été lieutenant-colonel dans l'armée. La retraite atteinte, il s'était amouraché de cette jeune femme qu'il avait épousée. À présent, le mari offensé clamait haut et fort qu'il ne s'en tiendrait pas là, que le mis en cause fût un héros national ou non. Yermiyah écrivit deux lettres bien senties à Ben Gourion en s'épanchant amèrement sur la déloyauté de Dayan. À ses yeux, son ancien ami l'avait ridiculisé publiquement et il exigeait réparation. Le Vieux avait une sainte horreur de ce genre de situation. Il en appela à l'histoire juive pour tenter d'apaiser le solliciteur. Il évoqua d'abondance l'épisode de David et Bethsabée, et cita même au passage l'amiral Nelson, ce héros britannique dont la fidélité conjugale avait laissé à désirer. Il réitéra sa conviction que Dayan ne serait jamais un modèle dans la vie privée quoique sa vie publique eût été marquée par sa haute valeur ainsi que par son esprit de sacrifice.

Au fond, le moins gêné par ce torrent de révélations, d'un goût souvent douteux, fut paradoxalement Moshe lui-même. Sa liaison avec Mlle Mor durait déjà depuis plusieurs années et il estimait qu'elle s'était « normalisée ». De toute façon, il n'avait guère l'intention de déroger à son style de vie d'homme libre. Il n'hésitait pas à téléphoner depuis son domicile de Tel-Aviv à ses nouvelles liaisons, tout en sachant que Ruth était à portée de voix. Un jour, une maîtresse apparemment délaissée par Moshe se

répandit amèrement au téléphone de sa propre infortune, alors que Ruth était à l'autre bout du fil !

Tout cela n'était évidemment pas sain et, à la longue, Ruth dut se faire une raison. Son couple était irrémédiablement ruiné. Peu auparavant, Moshe lui avait adressé une lettre dans laquelle il s'était montré honnête à sa façon : « Quand nous nous sommes mariés, tu ne me connaissais pas et je suis aujourd'hui très différent de la personne que j'étais alors. Tu penses que mon intérêt se partage entre des antiquités vieilles de cinq mille ans et des jeunes femmes. Si tu penses que tu ne peux tolérer qu'un mari se comporte ainsi, la décision t'appartient entièrement. Je ne regrette rien de ce qui s'est passé et je ne promets pas, ni ne pense d'ailleurs, que je puisse changer à l'avenir. Si tu demandes le divorce, je ne ferai aucune difficulté à y consentir, mais ce sera ta seule décision[33]… »

D'ailleurs, ce n'étaient plus seulement Ruth, sa femme, et Yaël, sa fille, qui réprouvaient les relations extramaritales de Moshe. Sa maîtresse en titre qui venait de divorcer, Rahel Rabinovitch, en fut aussi affectée. Apprenant à son tour à « pardonner et oublier », elle réprouva tout autant le goût de Moshe en matière de femmes : « Toutes ces femmes étaient plutôt vulgaires et dissolues. Simplement, Moshe ne pouvait résister à la tentation. » Par la suite, elle aura l'occasion de préciser sa pensée : « En vérité, il aimait faire l'amour, mais n'aimait pas les femmes[34]. » En Israël, peu se risquaient alors à commenter les frasques de Dayan et *a fortiori* à condamner sa vie privée. Ce n'est pas ainsi, il est vrai, que se déboulonnent les idoles.

## Ministre de l'eau et des tomates

Début novembre 1959, le Mapaï remporta son plus formidable succès électoral depuis la naissance de l'État. Les Israéliens s'étaient désormais habitués à ce que la gauche travailliste occupât le pouvoir. Le Mapaï obtenait quarante-sept sièges, sept de plus que sous la législature précédente, sur les cent vingt que comptait la Knesset. Ce n'était pas suffisant pour former une majorité absolue, mais cela permettait au parti de rester dominant. La constitution d'un nouveau gouvernement de coalition, le neuvième d'Israël, était à l'ordre du jour. L'affaire n'était guère aisée, car la campagne avait été âpre et avait avivé les rivalités.

Dayan n'avait guère ménagé son parti. Quitte à gêner Ben Gourion qui tentait de ménager ses appuis, il critiquait sans nuance les institutions du pays qu'avaient investies au fil des années les dirigeants du Mapaï. Les trouvant inefficaces, il considérait qu'elles obéraient inutilement les finances publiques. Ayant ainsi pris à rebrousse-poil tout l'*establishment*, Dayan focalisait sur sa personne toutes les polémiques. Il y avait presque le feu à la maison Mapaï lorsque la victoire électorale était venue opportunément calmer les esprits. Dayan faisait partie des députés fraîchement élus, aux côtés de Shimon Peres et d'Abba Eban.

Quoique soucieux de l'unité du parti, Ben Gourion penchait au fond de lui en faveur de la jeune génération, contrairement à Levi Eshkol et à Golda Meir qui représentaient les vétérans et mettaient leur démission dans la balance. Le Vieux ne devait les récupérer qu'*in extremis* et à la condition que Dayan n'obtînt qu'un portefeuille ministériel de second plan. Golda Meir avait été la plus agressive, donnant du crédit à l'apostrophe que Teddy Kollek venait de lui décocher : « Elle mène moins une politique étrangère qu'elle ne gère une liste d'ennemis personnels. »

Certes, Ben Gourion lui-même s'était longuement interrogé au sujet de Dayan, sondant au passage quelques proches en qui il avait toute confiance. Arik Sharon était de ceux-là. Lorsque le Vieux lui avait demandé ce qu'il pensait d'une nomination éventuelle de son valeureux aîné à un poste ministériel, il n'avait guère mâché ses mots : « Il est important que Dayan fasse partie du gouvernement parce que c'est un esprit brillant, mais jamais comme Premier ministre… » ; « Et pourquoi pas ? » ; « Il n'est pas homme à accepter de prendre ses responsabilités »[35]. Ce jour-là, Ben Gourion avait été frappé par la liberté de ton de ce lieutenant-colonel de trente et un ans envers son ancien patron[36]. Finalement, Moshe Dayan hérita du ministère de l'Agriculture, ce qui n'était pas un poste ministériel majeur. La situation politique chez les travaillistes ne fut pas réglée pour autant ; les dissensions avaient été trop vives pour ne pas laisser de traces.

Composée de Golda Meir, de Zalman Aran et de Pinhas Sapir, une troïka informelle s'était formée pour contrebalancer le pouvoir de Ben Gourion. Elle se saisit de la résurgence de l'« affaire Lavon » pour croiser le fer. À la lumière de faits nouveaux qui le disculpaient totalement dans la lamentable affaire d'espionnage survenue cinq années plus tôt[37], Lavon souhaitait être définitivement blanchi par le gouvernement de toutes les accusations portées contre lui dans le passé. Or Ben Gourion fit savoir qu'il

s'en lavait les mains et que seule la justice avait à connaître de cette « affaire déplorable ». Rien ne put l'en faire démordre[38], au risque de se retrouver lui-même en difficulté, car la presse prenait fait et cause pour Lavon. Golda Meir fut la plus incisive dans cette affaire et reprit la polémique sur l'opposition entre générations. À ses yeux, la jeunesse ne remplacerait jamais l'expérience : « Les jeunots n'étaient pour elle que de cyniques ambitieux », coupables d'avoir provoqué « une détérioration grave de ses relations avec Ben Gourion »[39]. En tête de liste, Dayan et Peres. Sentant qu'elle ne pouvait s'en prendre de front à Dayan, Golda déversa toute sa bile sur Peres, qu'elle poursuivra de son animosité tout au long de sa carrière. Elle réserva au passage quelques piques venimeuses à Abba Eban, qui incarnait tout ce qu'elle abhorrait chez un diplomate. Le Vieux avait changé. Usé, vieilli – il approchait les soixante-quinze ans –, il devenait aigri et s'enfermait dans la solitude et le ressentiment. Lui, le fondateur, le sauveur d'Israël, celui sans qui rien ne fût advenu, était désormais critiqué pour son autoritarisme, quand on n'évoquait pas sous le manteau son « obstination sénile et tyrannique ». Sa combativité légendaire s'était émoussée au fil des ans. De guerre lasse, en juin 1963, il décida brusquement de démissionner et de se retirer, pour de bon cette fois, dans son kibboutz de Sde Boker dans le Néguev.

Levi Eshkol prit alors les commandes du gouvernement. Ben Gourion ne l'avait jamais tenu en grande considération et doutait fortement de ses aptitudes d'homme d'État. Dayan, lui, conserva le poste qu'il occupait depuis trois ans et demi. Au grand dam de ses détracteurs, il faisait d'ailleurs du bon travail au ministère de l'Agriculture. Ceux qui prédisaient qu'il aurait la nostalgie de l'armée et ne pourrait résister à la tentation de se mêler aux questions de défense en furent pour leurs frais. Dayan se remémorait-il sa jeunesse de fermier dans les champs de Nahalal[40] ? Il s'investit pleinement dans sa nouvelle mission et se consacra, en particulier, au problème de l'eau. La grande affaire d'Israël était alors la mise en œuvre de la « conduite nationale de l'eau » d'où dépendait l'irrigation du pays, et notamment celle du Néguev. Or ce projet hautement symbolique était resté en sommeil. En 1962, Dayan avait exigé que son achèvement fût réalisé dans les trois ans. Il ne s'agissait pas là d'un caprice ou d'une lubie, mais d'une estimation réaliste de la situation. Non seulement les eaux du Jourdain représentaient la seule source possible d'eau irrigable, mais les pays arabes jouaient avec l'idée de détourner ces eaux à leur profit exclusif et de mettre les Nations

unies devant le fait accompli. Les Syriens avaient déjà tenté de détourner le cours du Jourdain et de pomper l'eau du lac de Tibériade. Deux ans plus tard fut inauguré le système d'irrigation national, conformément aux délais imposés par Dayan. Le dispositif comprenait un réseau étendu de canalisations, de stations de pompage et de réservoirs. Il changeait totalement la physionomie de l'agriculture israélienne, accomplissant ainsi le vœu de Ben Gourion de « faire fleurir le désert ».

Précis dans son activité professionnelle, le ministre restait tout aussi approximatif et désinvolte à titre personnel. Un jour de novembre 1961, il s'était retrouvé au volant de son véhicule sur un tronçon de voie en réparation barrée par une rangée de tonneaux. Tout le monde attendait son tour sur l'accotement. Dayan, lui, ordonna à un ouvrier du chantier de déplacer les tonneaux afin qu'il pût poursuivre son chemin. L'intéressé ayant refusé, Dayan avait pris lui-même les choses en main. L'épisode avait été abondamment rapporté par la presse. On continua, par ailleurs, de gloser sur le sans-gêne de Dayan concernant son activité d'archéologue amateur. Un jour, lassé d'une réunion qui traînait en longueur, il s'en alla explorer le chantier d'un nouveau quartier qu'il soupçonnait d'être un ancien site cananéen. Revêtu d'un short kaki et pelle en main, il creusa frénétiquement sur le site, plusieurs jours durant, sans la moindre autorisation, bien sûr. Il finit par extraire du sol sablonneux quelques objets et des fragments de vaisselle… jusqu'à ce que le propriétaire du terrain lui demande poliment de quitter les lieux.

Au ministère, il eut bientôt à se pencher sur une question plus sérieuse, mais plutôt inattendue pour un ancien chef d'état-major de Tsahal : la tomate. Une observation attentive du marché avait conduit Dayan à conclure que la tomate favorite des consommateurs, la variété Marymond, se trouvait concurrencée par une variété plus propice à l'exportation, appelée Moneymaker. À la différence de la Marymond, celle-ci était parfaitement calibrée pour les marchés extérieurs, ce qui était une nécessité compte tenu de la surproduction locale de tomates par rapport aux besoins d'un marché intérieur particulièrement étroit. Quelques maraîchers indépendants avaient déjà conclu des contrats privés assez lucratifs avec des distributeurs étrangers, britanniques pour la plupart. Dayan estimait que l'agriculture israélienne ne pourrait continuer à se développer sans exportation à grande échelle. D'où sa préférence pour la Moneymaker, la bien nommée, dont l'expansion à l'exportation était censée faire baisser mécaniquement les prix intérieurs de la tomate. À l'époque, on lui prêtait une formule : « Si les

maîtresses de maison anglaises préfèrent les Moneymaker, alors nous mangerons des Moneymaker… »

Ayant fait nommer un de ses proches, Abraham Ofer, à la tête du Bureau des légumes, il développa son projet. Dayan lui-même déclara devant la Knesset qu'il « se préparait à défendre la Moneymaker jusqu'à la dernière goutte du sang de l'opposition parlementaire ». La presse eut beau jeu de faire ses choux gras de l'« assaut » du ministre de l'Agriculture, comme s'il s'agissait de mettre en ordre de marche des divisions blindées ou des commandos. D'autres se mirent à dauber l'autoritarisme du « général Moneymaker ». Il est vrai que Dayan n'avait pas pris la peine de consulter les consommateurs au préalable, pas plus qu'il n'avait hésité à priver d'emprunt les cultivateurs réfractaires.

Le *Blitzkrieg* de la tomate se solda cependant par un fiasco à peu près total. Les proches de Dayan invoquèrent en vain une maladie de la tomate, mais, en réalité, rien n'avait été prévu pour le conditionnement de la nouvelle variété. On n'avait pas non plus tenu compte des rendements très inférieurs de la Moneymaker comparés à ceux de la Marymond. Cinq cents tonnes à peine furent exportées au lieu des six mille prévues. La ménagère israélienne, elle, ne s'y trompait guère et faisait la chasse aux Marymond sur les étalages des marchés. En conséquence, le Bureau des légumes se trouva contraint d'accorder des subventions d'urgence aux agriculteurs qui avaient cédé aux injonctions ministérielles : « Le Général l'a voulu. Qu'il paie à présent ! » Au passage, Dayan se défaussa de sa responsabilité sur son administration qui lui aurait prétendument forcé la main.

Il parvint toutefois à retourner la situation à son avantage en exagérant la nécessité, bien réelle il est vrai, d'exporter. En outre, il mit sur pied le Centre de planification et de développement de l'agriculture, dont il fit un instrument efficace dans la mise en œuvre de sa politique d'une « agriculture au profit des agriculteurs ». Jusque-là, le plan était conçu et exécuté à la manière soviétique, c'est-à-dire d'une façon totalement dissociée des réalités du monde agricole. Dayan, ministre, redonna l'initiative aux producteurs en s'efforçant d'adapter leurs prévisions à la demande. D'une certaine façon, les agriculteurs devinrent les maîtres de l'exécution des projets, et ils lui en surent gré. L'agriculture planifiée à la Dayan fut une réussite, ses revenus progressant de 50 % en l'espace de deux ans seulement. Malgré ses échecs, Dayan sera presque regretté lorsqu'il quittera ses fonctions de ministre de l'Agriculture. Mais le départ de Ben Gourion du gouvernement avait bouleversé la donne.

## *Géant de guerre mais nain politique ?*

Ben Gourion parti, ses adversaires au sein du Mapaï étaient désormais les maîtres du jeu. Levi Eshkol était devenu Premier ministre, et Golda Meir avait conservé le portefeuille des Affaires étrangères tandis que Pinhas Sapir restait aux Finances. De notoriété publique, les relations entre Dayan et Eshkol n'étaient pas bonnes. Elles reposaient d'ailleurs sur un malentendu : le premier espérant que le second mettrait ses pas dans ceux de Ben Gourion alors que l'intéressé n'aspirait qu'à voler enfin de ses propres ailes.

Ministre, Dayan était protégé par sa grande popularité. En juillet 1963, un sondage avait montré que Dayan était le leader le plus populaire après Ben Gourion, mais loin devant Eshkol et Meir[41]. Jusqu'à quand cela durerait-il ? Sa position deviendrait intenable à la longue et il le savait. Il n'allait tout de même pas passer tout le reste de sa carrière à gérer les problèmes d'agriculture ou d'adduction d'eau. Il lui faudrait très rapidement sortir du bois.

Tenant décidément davantage du loup solitaire que du chef politique, Dayan s'essaya à l'entre-deux. Au fond, ses détracteurs n'avaient pas tort lorsqu'ils voyaient en lui un suiveur plus qu'un leader. Durant la seconde phase de l'« affaire Lavon » déjà, il s'était proposé pour jouer les *go-between* entre Ben Gourion et ses opposants, mais en vain[42]. À la différence d'un Shimon Peres dont la loyauté envers le Vieux était sans faille, Dayan définit sa relation personnelle avec Ben Gourion ainsi : « Je ne m'identifie pas à Ben Gourion. Mon attitude à 96 % en faveur de ce dernier n'est pas dictée par des raisons personnelles, mais par le fait qu'il y a identification entre Ben Gourion et l'État. Mais l'État importe seul et avant tout, même avant Ben Gourion[43]. »

L'issue était inéluctable, car Dayan n'était pas de taille à rivaliser avec les vieux briscards du parti. Eshkol finit par se débarrasser de lui. Il réussit même le tour de force de le faire passer pour un homme timoré, peu courageux, encore plus enclin au compromis qu'il ne l'était lui-même. Plus tard, Dayan déplora clairement un manque de confiance réciproque, ce qui était un euphémisme : « Mes rapports avec Eshkol étaient empoisonnés. Celui-ci me provoquait sans cesse et rendait ma vie misérable… Pourquoi attendre d'être liquidé ? Je pris congé ; un point, c'est tout[44]. » On était en novembre 1964.

Eshkol étant solidement installé au pouvoir, Dayan estima inutile de s'essayer à une opposition stérile. La situation politique n'était guère favorable. En juillet 1965, à six mois des élections législatives[45], Ben Gourion trancha le nœud gordien. Faisant scission avec le Mapaï, il créa de sa propre initiative un parti concurrent sur sa gauche : le Rafi[46]. Ce fut la stupeur parmi ses proches, car cette scission équivalait à un suicide politique. Par fidélité, mais non sans avoir hésité, Peres se sentit obligé de le soutenir. Il ne se faisait cependant pas d'illusion : « Son intransigeance avait un côté presque pathétique et sa ténacité un caractère ultime, comme s'il en allait de la vie ou de la mort[47]. » Dayan eut moins d'états d'âme, multipliant les hésitations et les volte-face. Pour lui aussi, la scission était la mauvaise stratégie pour l'emporter sur la vieille garde du Mapaï : « Je ne partage pas le mantra suivant lequel ils ne pourraient pas conduire les affaires sans nous. Ils le peuvent sans moi, sans vous, sans nous tous[48]. » Dans un premier temps, il s'abstint de rallier le camp du Rafi. Il est vrai que le slogan choisi par le Vieux – « Une bataille pour la vérité et la justice » – le conduisait tout droit à l'échec. Son temps était passé et Dayan le comprenait mieux que quiconque, quitte à passer pour un homme versatile ou un opportuniste de la pire espèce. Et tant pis pour ceux, y compris parmi ses proches, qui lui reprochaient ses atermoiements et ses hésitations : « J'ai hésité, simplement hésité parce que j'ai hésité. J'avais du mal à voir clair en moi-même[49]… »

Dayan se vit reprocher ses infidélités politiques et son absence de stratégie. Il en fut de même pour son incapacité à opérer une rupture et à assumer véritablement un rôle de leader. Décidément, le héros de guerre n'était pas un héros en politique. En fin de compte, il se rapprocha du Rafi[50], quoique d'une façon assez effacée. Peres se démenait comme un beau diable pour ramener des financements et d'autres leaders, d'Haïm Herzog à Teddy Kollek, s'activaient en coulisse. Dayan, lui, ne fit pas preuve d'un « militantisme actif », suivant la litote de son ami Peres. Il préféra camper sur son quant-à-soi, son attitude de prédilection, plus solitaire que jamais.

### *Chroniqueur et consultant*

Dayan mit à profit ce moment de creux pour entreprendre, avec l'aide de sa fidèle assistante Neora Matalon, la rédaction de son *Journal de la campagne du Sinaï*. Il se lança également dans les affaires et présida une

petite structure semi-privée, la « Société de pêche Yonah ». Toujours député à la Knesset, il y traînait une solide réputation d'intermittent. Pendant ce temps, ses maux de tête empiraient, avec pour seuls palliatifs temporaires l'archéologie, des sédatifs et la fréquentation assidue des femmes.

En avril 1966, convié par *Maariv* et par le *New York Times*, Dayan se rendit au Vietnam en qualité de correspondant de guerre. Les opérations militaires dans la péninsule indochinoise prenaient une mauvaise tournure et l'escalade dramatique se reflétait dans la stratégie des *carpet bombings* ou encore dans l'augmentation continue des forces américaines engagées sur le terrain. La presse était avide de connaître l'opinion d'un orfèvre en la matière. Personne n'était plus connu que Dayan dans les milieux militaires du monde entier. À l'étranger, il n'avait pas perdu une once d'autorité et de prestige, ironisant d'ailleurs volontiers à ce sujet : « Mon nom compte encore pour le *fund raising* et pour réserver une table dans un restaurant affichant complet[51]. » Son invitation au Vietnam déclencha néanmoins un véritable tollé. Dayan avait accepté sans consulter quiconque, y compris les Affaires étrangères et Abba Eban. La Knesset dans son ensemble, jusqu'au groupe Rafi, fit savoir qu'elle désapprouvait ce voyage, redoutant qu'il fût interprété comme un soutien d'Israël à la politique américaine. Il en fallait davantage pour faire renoncer Dayan : « Mon expertise principale est la sécurité […]. Je ne comprends pas quel mal il y a à cela. Je souris quand j'entends déclarer que mon voyage représenterait un soutien à l'Amérique. » Dayan devint même acerbe lorsqu'un parlementaire s'avisa de le tancer publiquement : « À votre place, je n'irais pas. » Il s'attira une réplique cinglante de Dayan : « Vous serez surpris d'apprendre qu'à votre place, je n'irais pas non plus. Mais je vais à ma place, tandis que vous demeurez à la vôtre[52]. »

Le voyage en question, qui dura deux mois, se passa assez bien. Quoique critiques envers la politique américaine, ses commentaires et analyses furent bien accueillis. Il eut même droit à un déjeuner avec le général William Westmoreland, commandant en chef des forces américaines au Vietnam. Bien sûr, il passa beaucoup de temps sur le terrain en compagnie des *marines*. Le général John Norton jugera cependant utile de lui adresser une mise en garde teintée d'humour : « Toutes les portes vous sont ouvertes, mon général, mais de grâce restez prudent et ne choisissez surtout pas une de mes unités pour vous faire tuer[53]… » À Saïgon, il eut une curieuse impression d'autrefois. Tout lui semblait familier : « C'était à cela

que ressemblaient les rues des villes de Palestine à l'époque du mandat britannique[54]. » De son voyage au Vietnam, Dayan retira une conviction inébranlable : « Les Américains ici triomphent de tout, à l'exception de la guerre[55]. » Selon lui, ils ne gagneraient ni contre les Nord-Vietnamiens ni contre le Viêtcong. Robert McNamara, le chef du Pentagone, estima que ses analyses étaient les plus pertinentes qu'il ait jamais lues.

De retour en Israël à l'été 1966, Dayan demanda à être relevé de ses fonctions de président du groupe Rafi à la Knesset. Fort d'une dizaine de députés seulement, ce parti ne pesait plus grand-chose. Ben Gourion avait perdu son pari de concurrencer la coalition dite de l'« Alignement[56] sur sa gauche ». Il fallait cesser de prendre ses rêves pour des réalités. Dayan était un réaliste et ne s'était jamais laissé emporter par ses rêves. Il présumait qu'en toute logique il faudrait du temps, beaucoup de temps sans doute, pour que les temps redeviennent favorables.

## Le héros paradoxal

Il est des traversées du désert qui devraient être courtes, mais s'éternisent finalement au point d'user toutes les patiences et d'éteindre toutes les espérances. Il en est d'autres, au contraire, qui s'annoncent longues, mais se trouvent inopinément abrégées. La traversée du désert de Moshe Dayan, elle, paraissait singulière. Authentique héros d'Israël, son éloignement du pouvoir ne l'avait pas fait sombrer dans l'oubli. Il restait célébré par les siens, jusqu'à s'offrir le luxe de faire de la politique en dilettante sans en supporter les contraintes. À la tribune de la Knesset, il exprimait souvent des vues personnelles sans se soucier qu'elles fussent partagées par son parti, Peres ou Ben Gourion.

Publié par une maison d'édition new-yorkaise[57] en 1966, son *Journal de la campagne du Sinaï* fut un succès de librairie. Il avait agacé les hautes sphères de Tsahal, qu'il n'épargnait guère. S'en disant choquée, Golda Meir avait déploré que cet ouvrage exprimât les critiques les plus sévères jamais formulées contre l'armée et son haut commandement. Pour autant, elle ne s'était pas risquée à demander la censure de l'ouvrage. On ne censure pas une icône intouchable[58]. Par-dessus le marché, Dayan envoyait promener les conventions et tous ces moralistes qui se disaient choqués par des liaisons extraconjugales qu'il ne cherchait même pas à dissimuler. Il prenait tout

autant à la légère les griefs concernant sa chasse illégale aux antiquités. Au bout de tant d'années, celle-ci était en train de tourner au scandale public. Comment osait-il s'approprier en totale impunité des biens appartenant au patrimoine national ? L'indignation grondait et se faisait véhémente. Dayan se contenta de faire valoir que ses fouilles étaient salutaires et que, de toute façon, les vestiges qu'il avait exhumés auraient été détruits tôt ou tard par les pelleteuses et les bulldozers. En janvier 1965, il avait toutefois été interpellé par la police à la suite d'une plainte déposée contre lui pour s'être de nouveau livré à des fouilles sans permis. Il n'en avait guère été ému, répondant avec aplomb aux questions des enquêteurs et proposant même, pour la circonstance, de renoncer à son immunité parlementaire. L'affaire s'était conclue par un accord amiable avec un Département des antiquités passablement gêné par le retentissement de toute cette affaire. Il était délicat de s'en prendre à un héros d'Israël, ancien ministre et encore membre de la Knesset. Yigael Yadin, qui n'avait que mépris pour le Dayan archéologue, était entré dans une rage folle contre les autorités administratives concernées : « C'est vous qui êtes les véritables criminels dans cette affaire, pas lui. Si vous l'autorisez à creuser en toute impunité, que croyez-vous que feront d'autres amateurs moins connus[59] ? » Ainsi, qu'il se trouvât ou non dans les allées du pouvoir, Moshe Dayan continuait de se comporter en homme libre, affranchi de toute règle. Il lui importait peu de « donner l'exemple », comme on l'y exhortait. Les Israéliens continuaient de juger avec indulgence ses frasques ou ses écarts. À leurs yeux, les « brigandages » ou les « déplacements de tonneaux » sur les routes n'étaient que peccadilles. On ne pouvait décemment les mettre en balance avec l'impératif catégorique de la sécurité d'Israël.

Cet impératif dissimulait à grand-peine la schizophrénie d'une société israélienne toujours en proie à une fièvre obsidionale quoique convaincue, après les guerres de 1948 et 1956, d'être sortie de la zone des tempêtes. Dans l'esprit des *sixties*, le pays pouvait bien célébrer une réussite impressionnante qui, à maints égards, bousculait les valeurs et mentalités collectives. Le fameux « esprit du kibboutz », joyau traditionnel du sionisme, laissait la place à une urbanisation galopante, neuf Israéliens sur dix résidant désormais dans des villes[60]. La déferlante urbaine s'accompagnait d'une joie de vivre souvent exubérante. À Tel-Aviv, la rue Dizengoff, avec ses cafés à la mode et ses boutiques de luxe, symbolisait ce nouvel état d'esprit enivrant. La presse populaire[61] avait même inventé un

nouveau verbe : « *dizengoffer* », qui signifiait flâner, s'exhiber comme on pouvait le faire à Paris, Londres ou New York. Et pourtant, cet optimisme de la réussite n'était pas sans nuages. Le rêve israélien présentait des failles qui se traduisaient par un quasi-arrêt de l'immigration et même par une émigration des déçus du sionisme. L'augmentation de la population, qui était encore de 4 % en 1964 par rapport à l'année précédente, subissait désormais un étiage inquiétant. Et le fait que des Juifs préférassent en pleine connaissance de cause quitter le pays et choisir la Diaspora ne pouvait que blesser davantage l'ego sioniste. Que ces *yordim*[62] soient dénoncés comme « déserteurs » ne changeait rien à l'affaire.

Parallèlement, l'économie israélienne subissait le « *Mitoun* », une récession sévère qui s'accompagnait d'une baisse drastique des investissements et de faillites en cascade. Le pays était en crise d'identité et comprenait désormais 2 à 3 millions de Juifs pour 310 000 Arabes, et l'arrivée de Juifs orientaux compromettait l'entre-soi ashkénaze prévalant depuis les origines de l'État. Jugées responsables d'une baisse du niveau culturel, la « levantinisation » et l'« orientalisation » semblaient affaiblir l'esprit du kibboutz en même temps que l'idéal sabra. Décidément, comme le soulignait le quotidien *Davar*, un « vent mauvais » soufflait sur le pays, et entamait son moral. Le ressort paraissait cassé.

Et il ne fallait pas compter sur un pouvoir politique affaibli et vieillissant pour remédier à la morosité ambiante[63], ce pouvoir en place depuis la fondation de l'État qui n'en finissait plus de traiter la jeune génération de cynique et de matérialiste. Les éditoriaux d'*Haaretz* étaient désabusés : « Que nous reste-t-il à attendre, si ce n'est un miracle ? Partout règne le désespoir[64]. » À ceux qui déploraient que la jeunesse s'ennuyât, le romancier Amos Oz affirmait que le « poids de l'ennui » répondait « à une grande fatigue qui n'aspirait pas à l'assoupissement mais à son contraire »[65]… Assez logiquement, le pays entrait dans une ère « post-herzlienne », entraînant des désillusions sur l'idéal national et social. L'échec en incombait à ceux qui s'accrochaient dogmatiquement à la tradition sioniste et socialiste. En somme, « la première génération avait vécu le passage du rêve à la réalité tandis que la seconde génération cherchait sa voie de la réalité au rêve[66] ».

## *Cette guerre qu'on ne sentait pas venir*

Malgré tout, Dayan n'avait encore aucune raison d'imaginer en mai 1967 que sa traversée du désert serait plus courte que prévu. D'ailleurs, sur quels signes avant-coureurs aurait-il pu s'appuyer pour avancer une prévision aussi audacieuse ? Les menaces pesant sur Israël restaient inchangées. Outre les agressions répétées de *fedayin* côté égyptien, les incidents récurrents aux marges du lac de Tibériade avec les forces syriennes à la frontière nord étaient presque devenus classiques. Durant les six derniers mois, le terrorisme se développait au rythme d'une action tous les cinq jours. Devenu routinier, ce phénomène récurrent contribuait à alourdir la dépression générale qui guettait le pays. Toutefois, la situation régionale n'était ni meilleure ni pire que par le passé. Au Caire, le tout-puissant directeur de la publication *al Ahram*, le pro-nassérien Mohammed Hassanein Heykal, ne prévoyait pas d'été brûlant. L'économie égyptienne était chancelante, et le régime à la recherche de son second souffle. L'heure n'était donc pas aux aventures, même si l'imprévisible *raïs* avait coutume de jouer ses coups les plus risqués dans ce genre de situation improbable.

Si, depuis Suez, les Israéliens s'étaient plutôt habitués à Nasser, la Syrie leur semblait plus opaque et le récent changement de régime à Damas s'était produit dans l'indifférence quasi générale. En février 1966, en effet, un coup d'État avait porté au pouvoir une branche radicale du baasisme[67], favorisant ainsi un renforcement de la coopération militaire avec l'Union soviétique de même que l'implantation de bases de *fedayin* sur le sol syrien. Peu après, Le Caire et Damas avaient signé une alliance militaire d'engagement réciproque dans l'éventualité d'une guerre mettant en cause l'un des deux pays. Depuis lors, les incidents frontaliers avec Israël[68] s'étaient multipliés, au point de faire douter de la capacité de l'État à protéger ses citoyens. En novembre 1966, des représailles sévères avaient cependant été déclenchées contre le village de Samoa, au sud d'Hébron, entraînant un accrochage sérieux avec les forces jordaniennes. Donnant l'impression de ne pas prendre la mesure de la situation, le gouvernement israélien en faisait trop ou trop peu.

À la suite de l'énième bombardement par la Syrie des kibboutzim à la frontière nord, une véritable bataille aérienne s'était produite en avril 1967 au-dessus du Golan : six Mig-21 syriens avaient été abattus par des Mirage israéliens, dont deux quasiment au-dessus de Damas. Il ne s'agissait plus d'un simple incident, mais d'un authentique fait de guerre. Les chefs de Tsahal n'en furent que plus déconcertés par la réaction de Dayan : « Vous

êtes devenus fous ! Vous voulez vraiment mener le pays à la guerre[69] ? » Le contentieux avec la Syrie était multiforme. Il portait à la fois sur la lutte pour les eaux du Jourdain, sur la mise en culture des territoires le long de la frontière et sur les actions terroristes incessantes du Fatah. Il s'y ajoutait la conviction de l'impossibilité de parvenir à un accord avec ce pays qui, aux yeux des Israéliens, n'était pas comme les autres – même pour les officiers de Tsahal, il semblait exister un « syndrome syrien », tout au moins chez ceux qui avaient servi sur le front nord. Yitzhak Rabin était de ceux-là. Il professait publiquement que la source du mal était en Syrie et qu'il n'y aurait « pas de paix dans la région tant qu'un tel régime [serait] installé à Damas ». La tension prit une tournure encore plus grave avec l'entrée en scène de l'Égypte. Jusque-là, Nasser s'était armé de prudence : « Ni paix ni guerre avec Israël. » Il savait bien qu'il n'était pas prêt pour une action militaire. En décembre 1963, à Port-Saïd, il avait même étonné son auditoire : « Faire la guerre, quand on n'a pas les moyens de la mener, c'est conduire le pays à l'aventure, le peuple à la catastrophe[70]. » Un mois plus tard, au sommet arabe du Caire – celui qui entérina la création de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) –, Nasser avait fait adopter une résolution secrète empêchant l'envoi de commandos terroristes contre Israël à partir des pays limitrophes.

Lors de l'incident syro-israélien d'avril 1967, le leader égyptien avait discrètement rappelé à Damas que le traité de défense entre les deux pays entrait en vigueur en cas de guerre totale avec Israël et non pas en cas d'incidents frontaliers, si sérieux fussent-ils[71]. La radio jordanienne ne s'était pas privée d'ironiser : « Où étaient tes avions, Nasser, où étaient tes troupes ? » Le refus nassérien de la surenchère finit par irriter les chefs de pays arabes en ébullition. Les extrémistes syriens traitèrent le *raïs* d'« allié objectif du sionisme » et tournèrent en dérision « ceux qui s'agitent mais ne risquent rien ». De son côté, si hostile pourtant au panarabisme égyptien, le roi Hussein de Jordanie se mit à dénoncer l'immobilisme de Nasser. Scrutée à la loupe par tous les pouvoirs du Maghreb au Machrek, la « rue arabe » chauffée à blanc venait ajouter ses émotions exacerbées sinon son irrationalité dans la balance. Pour la première fois, Nasser se retrouvait en difficulté, débordé sur sa gauche. Son autorité et son prestige de champion du monde arabe se trouvaient directement contestés. Comment pouvait-il condamner l'activisme du Fatah à la frontière syrienne ? Comment pouvait-il affecter l'indifférence face aux représailles d'Israël contre le village

jordanien de Samoa ? Certes, Nasser avait des sujets de préoccupation beaucoup plus graves pour son pays, comme le refus américain de renouveler l'accord triennal portant sur des livraisons de blé. Il comprit cependant que sa situation deviendrait intenable s'il ne reprenait pas l'initiative et ne redevenait pas l'élément moteur du pacte de défense conclu avec Damas. La guerre entre la Syrie et Israël devenant de plus en plus probable, Nasser se décida enfin à réagir. Il le fit à sa manière, en faisant monter les enchères de façon inattendue et brutale. Le 14 mai, il prit tout le monde de court en positionnant quatre divisions dans le Sinaï, à l'est du canal de Suez. Trois jours plus tard, les forces égyptiennes étaient placées en état d'alerte.

En Israël, assez curieusement, il n'y eut pas grand monde pour s'en inquiéter. Pour les spécialistes, ce déploiement massif de forces – 80 000 hommes et 800 chars – dans la péninsule du Sinaï n'était qu'un message de soutien de Nasser à la Syrie, sans plus. Si guerre il devait y avoir, ce ne serait qu'une guerre des nerfs. Dayan partageait l'opinion du chef d'état-major de Tsahal, Yitzhak Rabin[72], sur un nouveau coup de bluff de Nasser. Quelque temps auparavant, lors d'une conférence à l'université américaine de Harvard, il avait déclaré qu'il n'entrevoyait pas de conflit au Proche-Orient avant une bonne dizaine d'années. L'Égypte engageait déjà ses forces armées au Yémen[73], où elle s'affrontait sournoisement avec l'Arabie Saoudite. Elle ne pouvait se permettre de mener deux guerres à la fois[74]. On rappela que cette alerte dans le Sinaï ressemblait à s'y méprendre à celle de janvier 1960. À l'époque, l'Égypte était parvenue à remilitariser subrepticement, au grand dam des renseignements israéliens, une partie de la péninsule[75]. L'épisode avait mis en émoi les hautes sphères de Tsahal et du gouvernement. Pour la première fois, c'était l'ennemi qui jouait de l'effet de surprise ! Rabin avait fait passer un mot à Ezer Weizman, le patron de l'armée de l'air : « Nous avons été surpris pantalons baissés[76]. »

Une fois peut-être, mais pas deux. Rabin comprit assez vite que la situation était plus sérieuse qu'il n'y paraissait. Il mit Tsahal en état d'alerte n° 1 – mobilisation partielle et sélective – et s'employa à renforcer les unités blindées positionnées dans le Sud. Dayan, lui aussi, finit par prendre la menace au sérieux. Si quatre divisions égyptiennes étaient venues se positionner face à la frontière israélienne, ce n'était certes pas pour rien. Il était tout aussi peu anodin que des escadrilles de Mig et de Soukhoï vinssent se baser sur des sites militaires aériens qui avaient été abandonnés de longue

date. Nasser devait avoir des motifs sérieux pour risquer de violer ouvertement l'accord de cessez-le-feu négocié en 1956. Levi Eshkol et ses ministres avaient une appréciation différente. Pour eux, l'initiative de Nasser n'était que gesticulation théâtrale et n'avait rien d'irréparable. Celle-ci, au fond, ne visait qu'à dissuader Israël de s'attaquer à la Syrie. Enclencher le processus de mobilisation était donc amplement suffisant. Il ne fallait pas dramatiser. Dayan réitéra néanmoins son inquiétude auprès des anciens chefs d'état-major du corps blindé : « Nasser aura recours aux mesures extrêmes. En comptant même sur le retrait des Casques bleus des frontières d'Israël, il est tout à fait capable de fermer le détroit de Tiran[77]. » C'était déjà son analyse dix ans plus tôt, lorsqu'il tentait en vain de s'opposer au retrait de Tsahal des territoires conquis du Sinaï. Cela restait encore sa vision des choses, encore qu'il eût une opinion bien arrêtée sur les origines de la crise. Pour lui, l'Égypte ne faisait que réagir à une certaine agressivité israélienne, des incidents d'avril en Syrie à l'allongement du service militaire en passant par les déclarations incendiaires de Rabin. Maladresse ? Arrogance ? Il commentera : « Celui qui provoque la fumée doit s'attendre à ce que l'autre partie pense qu'il y a vraiment le feu[78]. »

Les faits commencèrent à donner raison à Dayan. Nasser réclama avec véhémence le retrait des forces d'interposition de l'ONU du Sinaï. C'était le 16 mai 1967, le surlendemain seulement du mouvement inattendu des forces égyptiennes dans le Sinaï. Contre toute attente, le secrétaire général de l'ONU U Thant céda aussitôt à l'injonction du *raïs*[79], ce qui lui sera reproché amèrement. Sa marge de manœuvre était certes juridiquement étroite, mais il n'était pas pour autant obligé de céder sur-le-champ à l'injonction de Nasser et pouvait laisser sa place à la diplomatie en tergiversant ou en tentant de gagner du temps[80]. Il ne le fit pas et Abba Eban, le ministre israélien des Affaires étrangères, aura l'épilogue amer : « À quoi servent les pompiers s'ils s'enfuient du lieu de l'incendie dès les premières flammes ? » Qui ne voyait, en effet, que cette reculade politique de l'ONU ouvrait la voie à une confrontation militaire ? L'étape ultime se produisit le 23 mai quand Nasser prit la décision de bloquer l'accès du détroit de Tiran aux navires israéliens.

*Bis repetita*, comme en 1956 ! Une fois encore, les experts onusiens entreprirent de gloser doctement sur la notion de blocus et sur son interprétation en tant qu'acte de guerre. Comme s'il n'y avait pas eu de précédent en la matière ! Comme si le droit international classique n'avait pas déjà tranché, sans parler des nouveaux accords internationaux sur les

droits de passage dans le détroit signés en 1957 par quelque dix-sept puissances maritimes[81]. Alors que le *casus belli* était plus que formé[82], l'ONU entreprit de mettre en garde Israël – tout comme elle l'avait fait en 1956 et quasiment dans les mêmes termes – contre toute tentative visant à restaurer par la force la liberté de navigation dans le golfe d'Akaba. Ne reconnaissant pas la légitime défense à Israël, elle resta, en revanche, indifférente aux déclarations bellicistes de Nasser, à ses appels répétés à la « destruction d'Israël » ou encore à ses rodomontades qui faisaient la joie des quotidiens cairotes : « Si les dirigeants israéliens et le général Rabin veulent la guerre, ils sont les bienvenus, nous les attendons[83] ! » En retour, les humoristes israéliens ne s'étaient pas privés de tourner en dérision ces déclarations du *raïs*, composant même une chanson populaire sur le thème « Nasser attend Rabin, aïe, aïe, aïe[84] ! ».

Toutefois, l'opinion publique israélienne n'en menait pas large et un vent de panique commençait à souffler sur le pays. Certes, les Israéliens étaient capables en quelques jours de passer du désespoir à l'euphorie, et inversement, mais un tel désarroi reposait sur des raisons objectives. Le pays était encerclé sur trois fronts et il était légitime de se demander si Tsahal saurait affronter cette triple menace. Ce n'était plus comme en 1956, quand Israël pouvait s'appuyer politiquement sur la connivence franco-britannique. Cette fois, l'État hébreu était seul. Du jour au lendemain resurgit la question existentielle, ravivant dans les esprits le spectre de l'anéantissement et de la Shoah. Il était loin désormais le temps où le journaliste et essayiste Amos Elon envisageait la guerre avec désinvolture : « Dans la tristesse, presque dans une sorte de résignation, les Israéliens attendaient la suivante, comme la venue attendue d'une belle-mère importune et lassante[85]. » Cette fois, la peur était bien tangible. Et il y avait pire encore.

Au temps de Ben Gourion, le gouvernement d'Israël dégageait une autorité inébranlable, et le pays se sentait dirigé. Tel n'était plus le cas avec Levi Eshkol, dont le *leadership* était inexistant. Septuagénaire dénué de charisme, il était le type même du politicien ordinaire succédant à un géant dont l'ombre ne cessait de le hanter. Il n'était pourtant pas un incapable. L'homme était intelligent et pouvait se montrer rusé, voire fourbe. Il était aussi moins indécis ou prêt à toutes les concessions qu'on voulait bien le dire. Simplement, Eshkol n'était pas un visionnaire, mais un homme du peuple aimant à plaisanter en yiddish et peu enclin à l'affrontement. C'était « un véritable *heimish* » – « un des nôtres, du *shtetl* » –, comme en

plaisantait *Time Magazine*. Un homme de conciliation et d'apaisement qui avait autorisé, après des années de refus obstiné de la part de Ben Gourion, le transfert des cendres de Jabotinsky[86]. Le drame d'Eshkol était son incapacité à être considéré comme un homme d'État authentique. On moquait le béret noir qu'il portait ostensiblement lorsqu'il passait en revue les troupes de Tsahal. Les journalistes tenaient scrupuleusement à jour le recueil de ses « blagues ». La presse, impitoyable, le raillait sans relâche. *Haaretz* et son rédacteur en chef, Gershom Schocken, étaient particulièrement virulents, mais ils n'étaient guère les seuls. En octobre 1966 déjà, un sondage d'opinion montrait que plus d'un Israélien sur quatre souhaitait son remplacement. Répugnant à décider, Eshkol n'inspirait pas confiance. En temps de crise, il n'était pas le chef dont le pays avait besoin. Face à la menace égyptienne, Rabin adjura Eshkol de réagir avec fermeté : « À partir de maintenant, chaque journée que nous laissons passer sans réagir, c'est mille morts de plus chez nous. » Pour les militaires, le blocus égyptien était un acte de guerre entraînant le droit de légitime défense pour Israël, conformément à l'article 51 de la Charte des Nations unies.

Un fossé commença alors à se creuser entre l'état-major militaire et le pouvoir civil. Évoquant les ministres, Rabin prit l'habitude de dire « les Juifs » sur un ton méprisant. En retour, Eshkol traitait les généraux de « *preissn* » (« prussiens », en yiddish). Le Premier ministre jugeait nécessaire de temporiser et de s'en remettre aux diplomates qui l'assuraient que Washington s'apprêtait à mettre sur pied une « flottille internationale » afin de forcer le blocus de Tiran[87]. Il restait convaincu qu'Israël ne pouvait agir sans le consentement des États-Unis. Beaucoup d'Israéliens commençaient à réclamer la formation d'un cabinet d'union nationale. Eshkol ergota et usa de tactiques politiciennes, là où l'urgence nationale eût appelé des solutions plus radicales et concrètes. À Sde Boker, Ben Gourion n'avait pas de mot assez dur pour fustiger la « mollesse » de son successeur, « cet imbécile d'Eshkol » selon ses propres termes. Les commentateurs arabes, eux, estimaient que « la peur et la panique s'étaient emparées de l'État sioniste ». Le contraste était saisissant. D'un côté, le leader égyptien savait insuffler l'optimisme et inspirer confiance. D'un autre côté, le gouvernement israélien se perdait en palabres stériles et offrait un piètre spectacle. Il y avait effectivement de quoi s'inquiéter. Et le speaker de « La Voix du Caire » n'avait pas forcément tort, en hurlant en hébreu à l'antenne

aux Israéliens qui l'écoutaient : « Vos gouvernants ne vous seront d'aucune utilité, la catastrophe va s'abattre sur vous[88]. »

D'ailleurs, n'était-ce pas parce qu'il croyait qu'Israël n'était plus qu'un « tigre de papier » que Nasser avait cru devoir prendre des risques calculés ? Ainsi que Dayan l'avait prédit, le gouvernement s'apprêtait à « avaler » tacitement le coup de force de la fermeture du détroit de Tiran. Refusant l'aventure, Eshkol avait choisi la voie diplomatique préconisée par Eban, tout en sachant qu'elle allait dégénérer en palabres sans fin à l'ONU. Une voie qui entérinerait de fait les agissements de Nasser. L'obsession d'Eshkol était qu'Israël fût dénoncé comme l'agresseur par la communauté internationale. Moins que quiconque, il était prêt à accepter l'idée d'*ein brerra*, signifiant que la seule option pour Israël était de « frapper en premier ». Un moment particulièrement dramatique se produisit lorsque Eshkol intervint en direct à la radio israélienne le 28 mai 1967. Chacun attendait des paroles de fermeté. Il offrit, au contraire, l'image consternante d'un homme exténué, hésitant, butant sur les mots au point de bafouiller et de bégayer. Surtout, il prônait encore la patience, alors que les Israéliens percevaient un danger immédiat et mortel.

Dans cette crise d'une violence peu ordinaire, Eshkol subissait des pressions de toutes parts. À Paris, le général de Gaulle avait signifié sans ambages à Abba Eban que la France désavouerait le pays qui déclencherait les hostilités. Afin de bien se faire comprendre, il avait décrété l'embargo sur les armes à destination des pays du Proche-Orient, y compris celles commandées et déjà payées par Israël. L'embargo n'affectait en réalité que l'État hébreu, les pays arabes s'approvisionnant de leur côté auprès du bloc communiste. Décidément, la France de 1967 n'était plus celle de 1956.

L'Amérique aussi avait changé, mais, heureusement pour Israël, en sens inverse de Paris. Peu auparavant, Washington avait enfin consenti à livrer aux Israéliens des chasseurs bombardiers Skyhawk, des chars M-48 Patton ainsi que des canons de 105 mm. Ces livraisons compensaient la défection française. Un accord secret avait même été conclu afin que Tsahal pût bénéficier de moyens performants de reconnaissance aérienne et d'écoute électronique. Le président Johnson avait certes exhorté Israël à « ne pas tirer le premier[89] », mais l'Amérique s'était débarrassée de sa neutralité du temps des Acheson et Foster Dulles[90]. Eshkol était même acculé par ses propres ministres religieux, qui menaçaient de démissionner si Tsahal devait engager les hostilités.

Face à la tourmente, Eshkol restait tel qu'en lui-même, hésitant et irrésolu. D'un côté, il écartait toute idée de guerre, autant d'ailleurs pour des raisons politiciennes que pour des raisons diplomatiques. Il redoutait notamment que le Rafi, qu'il tenait pour un parti belliciste, ne s'appropriât les fruits de la victoire : « Ils diront qu'ils ont sauvé l'État et profiteront de notre action[91]. » D'un autre côté, Eshkol était tenté par une posture agressive, mais seulement si cela pouvait lui permettre de laisser sa trace dans l'Histoire. Des proches comme Yigal Allon l'incitaient à privilégier cette option : « Donne-nous l'ordre de partir au combat… Nous triompherons et tu seras le Premier ministre de la victoire[92]. »

Au fil des jours, il se confirma qu'Eshkol n'avait décidément pas la carrure pour affronter la crise. On pensait la même chose du côté arabe, où l'on n'en revenait pas que Nasser fût parvenu à bloquer le détroit de Tiran sans tirer un seul coup de feu. Les esprits s'enhardissaient. Si le *raïs* avait si bien réussi à annuler les conséquences de la victoire des Juifs en 1956, pourquoi se priver de remporter un succès encore plus éclatant et d'imposer un retour à la situation existant avant 1948 ? La parole magique, celle qui plaît à la rue, reprit ses droits. On put lire dans le quotidien *al Goumouriya* : « Le peuple va au combat pour liquider Israël. » Égal à lui-même, Ahmed Choukaïry, le chef de l'OLP, n'en finissait pas d'exhorter les siens à « jeter les Juifs à la mer ». En Israël, on ne raisonnait plus désormais en termes de liberté de navigation, mais en termes de survie nationale. Dans ces conditions, tout reposait sur l'armée et ses chefs, seuls piliers encore crédibles auprès des Israéliens. Yitzhak Rabin en personne donna le ton : « La seule force sur laquelle on peut compter dans ce pays, c'est l'armée. »

Le chef d'état-major de Tsahal se débattait lui-même dans une situation compliquée. Manquant de rayonnement, il était apprécié pour ses talents de planificateur et pour son approche technocratique des questions de défense, mais il n'avait, en revanche, ni le bagout de Dayan, ni sa capacité de séduction, ni son cynisme. Par tempérament, il ne pouvait être celui qui réussirait à galvaniser les troupes et moins encore à rassurer le pays. Tout comme Eshkol, Rabin se trouvait ballotté entre pressions politiques contradictoires dans un contexte de plus en plus explosif. Le 22 mai, Ben Gourion avait demandé à le voir et, au lieu de lui redonner confiance, l'avait morigéné en des termes particulièrement sévères : « Comment osez-vous mettre Tsahal seul aux prises avec l'ensemble du monde arabe ? Vous avez conduit le pays à une situation critique et vous en portez la responsabilité.

On ne doit pas faire la guerre, car nous sommes trop isolés[93]. » Le Vieux restait hanté par l'expédition de Suez, son plus grave échec, quand il avait dû battre piteusement en retraite devant les exigences comminatoires des Américains. À présent, il disait vouloir démobiliser les réserves et se résignait même à la fermeture du détroit de Tiran dans l'attente de jours meilleurs. Assez ironiquement, sa position ne semblait au fond pas si éloignée de celle d'Eshkol, n'était sa forte animosité personnelle envers son successeur.

À Sde Boker, Ben Gourion avait achevé de démoraliser Rabin en soulignant qu'Israël, à la différence du passé, ne pouvait compter sur le moindre allié. Il l'avait même accablé de reproches : « Vous avez commis une faute grave en ordonnant de mobiliser les réservistes. Vous avez conduit le pays dans une sale situation[94]. » Commentaire désabusé de Dayan sur son ancien mentor : « Il vit dans le passé. Il admire de Gaulle, s'exagère la puissance de Nasser, mésestime les capacités extraordinaires de Tsahal. » Pourtant, Dayan critiquait lui aussi Rabin, même s'il évitait de le tancer personnellement. Il s'était même fendu de remarques élogieuses sur la tenue de l'armée.

Tout comme Rabin, Dayan croyait en l'imminence de la guerre et n'en refusait d'ailleurs pas la perspective. Mais comme Ben Gourion, il considérait qu'elle ne pourrait être gagnée sans l'appui politique d'une grande puissance. Dayan était ressorti perplexe d'un entretien qu'il avait eu peu après chez lui à Jérusalem avec Rabin. Il avait été frappé par l'humeur sombre, l'état de fatigue et la nervosité de son interlocuteur qui grillait cigarette sur cigarette : « Yitzhak semblait vraiment démoralisé. Si cela était aussi sensible lorsqu'il se retrouvait avec ses subordonnés, cela ne présageait rien qui vaille[95]. » Alors que la guerre devenait probable, le chef des armées paraissait déstabilisé et en proie à ses angoisses. Hanté par l'idée de ne pas être prêt, miné par le stress, par le manque de sommeil et, désormais, par un sentiment incoercible de culpabilité, Rabin était au bord de l'effondrement nerveux. Il resta alité pendant près de quarante-huit heures sur ordre des médecins[96]. Ezer Weizman prétendra que Rabin avait songé à démissionner à ce moment-là[97]. Le fardeau était manifestement trop lourd pour lui, comme il l'eût été d'ailleurs pour beaucoup d'autres. Commentaire peu indulgent de Zalman Aran : « Le fait est que le chef de l'état-major doit être d'acier et celui-ci ne l'est pas[98]. »

*Dayan, reviens !*

Pendant ce temps, le roi Hussein de Jordanie et l'Égypte signaient à leur tour un accord de défense, bientôt rejoints par l'Irak. Les Israéliens furent sous le choc. La Légion arabe était tenue pour la plus performante des armées arabes, et Israël avait espéré jusqu'au bout qu'Amman se tiendrait à l'écart d'un conflit. Certaines positions jordaniennes n'étaient qu'à une quinzaine de kilomètres de Tel-Aviv. Israël était dangereusement cerné.

Le 30 mai fut le « Mardi noir » de la crise pour Israël. La guerre était à présent imminente. La presse et l'opinion publique réclamaient avec vigueur la formation d'un gouvernement d'union nationale. Dayan, lui, souhaitait reprendre du service. Il s'imaginait davantage dans la peau d'un soldat que dans celle d'un chef politique. Face à la guerre, on fait la guerre et l'on ne discutaille pas en pure perte sur le sexe des anges. Dayan sollicita Ezer Weizman, son beau-frère, pour se faire réintégrer dans l'armée[99]. Il obtint aussi d'Eshkol de pouvoir rendre visite aux unités basées dans le sud du pays afin de se rendre compte par lui-même de la situation sur le terrain. Dayan y fut accueilli en héros. Même ferveur au commandement du secteur sud[100], à Beersheba, où Dayan avait établi son quartier général à l'hôtel Desert Inn. Sa tournée des popotes tournait à la parade triomphale. Dayan se retrouvait dans son élément. Cette crise était pour lui une aubaine. Il restait dans le coup et enfilait de nouveau son uniforme de général. Surtout, il se sentait revivre. Dînant avec lui, sa fille le trouva métamorphosé, apaisé et presque heureux. Ses frustrations et son amertume ? Envolées comme par enchantement. Il émanait à présent de sa personne une sorte de sérénité et le sentiment de renouer avec le fil de son destin. Au lendemain du nouveau coup de dés de Nasser, le 15 mai, Eshkol avait convoqué un comité interministériel de défense et y avait convié Dayan. Sur la route du Néguev, celui-ci était rentré d'urgence à Tel-Aviv. Il paraissait détendu.

L'Israélien de la rue était loin, quant à lui, de faire preuve d'un tel calme, les atermoiements persistants du gouvernement soulevaient la colère du pays. Des manifestations se multiplièrent en faveur de la constitution d'un gouvernement d'union nationale et d'une action immédiate. Eshkol continua de louvoyer, chipotant sur des détails et répugnant à céder son portefeuille de la Défense. Il avait le soutien de Golda Meir et des vétérans, qui dénonçaient déjà les « irresponsables bellicistes ». Mais Meir elle-même devra le reconnaître, bien plus tard il est vrai : « Eshkol semblait hésiter

beaucoup trop, répugner même à l'action. Nous vivions des temps héroïques, mais où était-il donc, le héros[101] ? »

Plus grave encore, la révolte gagnait les militaires. Espérant calmer le jeu, Eshkol organisa le 31 mai une réunion d'explication à l'état-major. Celle-ci vira à l'aigre. Arik Sharon était le plus remonté : « Nous avons scié de nos propres mains la force de dissuasion d'Israël. Nous avons scié notre arme essentielle : la crainte que nous inspirons[102]. » Eshkol tenta de se justifier maladroitement en faisant valoir qu'Israël ne pouvait agir en solitaire et que la guerre n'était pas forcément une solution. Hors de lui, Sharon l'interrompit brutalement : « Le peuple est prêt à une guerre juste […]. Le fait que nous n'agissions pas révèle notre impuissance. Nous nous affichons comme un État faible… Tes hésitations vont nous coûter des milliers de morts[103]. » Ezer Weizman menaça d'arracher ses galons : « Nos dirigeants ne sont pas capables d'une union nationale face à la menace arabe. » Heurté par ces propos méprisants et humiliants, Eshkol ne réagit en aucune façon[104]. Renonçant à faire preuve d'autorité, il s'abstint ainsi de rappeler que Tsahal n'était pas non plus infaillible : le chef du renseignement de l'armée s'était lamentablement fourvoyé tandis que le chef d'état-major était en dépression et que l'ancien patron de l'armée de l'air multipliait les éclats verbaux. Plus tard, il y en aurait pour juger que le pays avait été alors à deux doigts d'un putsch militaire[105]. Myriam Eshkol, l'épouse du chef du gouvernement, en faisait partie.

À un moment particulièrement aigu de la crise la plus sérieuse dans la jeune histoire d'Israël, l'armée se trouvait au bord de la rébellion. Pendant ce temps, au Caire, Heykal écrivait avec lucidité : « Ce qui est en cause n'est plus le golfe d'Akaba, mais quelque chose de plus important : la philosophie israélienne de sécurité. Israël n'a plus d'autre solution que d'attaquer[106]. » Dayan, lui, n'avait pas pris part à la révolte des généraux. Il pensait qu'Israël était responsable de la crise, mais que la seule option était désormais la guerre. Attendre le bon vouloir des Américains, comme le préconisait Eshkol, n'était qu'illusion funeste. Washington ne garantirait pas la liberté de navigation dans le golfe d'Akaba, sauf si la 6e flotte devait y être expédiée : « J'étoufferais alors mon orgueil d'Israélien[107]. » Sur ce point au moins, Dayan ne se trompait pas. Le président Johnson ne croyait pas que l'État hébreu fût en danger. Il le soupçonnait même de chercher à l'impliquer dans la crise. La doctrine américaine avait été énoncée par Dean Rusk : « Israël ne serait pas seul sauf s'il se décidait à agir seul. »

Plus la crise se développait, plus il devenait évident qu'Eshkol et Rabin ne formaient pas un duo gagnant : le premier hésitant à donner un feu vert que le second n'osait pas lui demander. Mais que faire ? La politique politicienne – la grande spécialité des leaders israéliens – reprit ses droits avec son cortège de palabres, de combinaisons, d'intrigues et de stratagèmes. Comme si le feu ne couvait pas aux frontières. Beaucoup d'Israéliens souhaitaient le retour aux affaires de Ben Gourion, ignorant que ce dernier était hostile à la guerre. Le Mapaï rejeta fermement une telle perspective qui, paradoxalement, était cautionnée par Menahem Begin, l'adversaire historique du Vieux. Alors qu'Eshkol affrontait sa réunion orageuse à l'état-major, les deux anciens rivaux avaient enterré la hache de guerre. Peu après, Begin suggéra à Eshkol de gouverner de concert avec Ben Gourion. Refus catégorique de l'intéressé : « Deux chevaux ne peuvent pas tirer la même charrette[108]. »

Par le truchement du Rafi, Ben Gourion proposa alors la nomination de Moshe Dayan en tant que ministre de la Défense[109]. Golda Meir y était viscéralement hostile. Elle comprit cependant qu'elle menait un combat d'arrière-garde et s'empressa de proposer à la place la candidature d'Yigal Allon. Or celui-ci se récusa presque aussitôt. Dayan, lui, choisit de laisser dire et de laisser faire. À aucun moment, il ne fit acte de candidature ni même ne laissa penser qu'elle était possible, pas plus d'ailleurs qu'il ne critiqua publiquement les atermoiements du gouvernement. Il se savait scruté à la loupe.

Chez les Israéliens, l'angoisse se muait en panique et le pays tout entier entrait dans une bulle de démence. Certains partaient à l'étranger et, à en croire *Haaretz*, les avions arrivaient vides et repartaient pleins. D'autres se mettaient à stocker de la nourriture. Tous prenaient conscience de leur vulnérabilité. Le rêve israélien avait-il donc fait long feu ? Tsahal était encore le seul pilier qui tenait bon. Non sans arrière-pensée, Eshkol fit demander à Dayan s'il accepterait de rejoindre une commission gouvernementale spéciale sur la Défense et les Affaires étrangères. Refus de l'intéressé. La ficelle était un peu grosse : une voie de garage pour Dayan, tandis qu'Eshkol restait à son poste de chef du gouvernement.

Eshkol lui proposa alors de devenir vice-Premier ministre dans un gouvernement d'union nationale. Dayan flaira de nouveau le piège : « La question posée est une éventualité à laquelle je répondrai par une autre éventualité. Je suis prêt à devenir Premier ministre, ministre de la Défense,

voire les deux. Si ce n'est pas le cas, je préférerais être mobilisé et accepterais alors tout poste auquel voudrait bien m'affecter le chef d'état-major général. » Invité à préciser quelle serait alors sa préférence de poste, Dayan répondit : « Commandant du front sud, parce que le Sinaï et les Égyptiens me sont familiers… » Dayan apprendra plus tard qu'Yitzhak Rabin s'était opposé à cette éventualité, estimant que le commandant en place, le général Yashayahu (dit « Shayke ») Gavin, n'avait pas démérité. Rabin venait d'avoir une nouvelle entrevue, tendue, avec Dayan : « Que veux-tu réellement ? Prendre ma place et redevenir chef d'état-major ? » Réponse de Dayan : « Pas du tout, je souhaite participer à la guerre plutôt que rester sur la touche. Commander, par exemple, nos forces dans une région que je connais bien[110]. »

S'il crut avoir trouvé la solution miracle à la suite de cet échange informel, Eshkol en fut vite détrompé. Un puissant courant d'opinion se développait dans le pays en faveur de la nomination de Dayan à la tête de la Défense. Lui seul serait capable de restaurer le moral des troupes et la confiance de la nation. Il avait fait ses preuves. Il était l'homme providentiel ! En l'espace de quelques heures, un flot croissant de télégrammes submergea le siège du gouvernement, exigeant le retour de Dayan. Des pétitions circulèrent à travers le pays rassemblant des dizaines de milliers de signatures. Les associations féminines et cercles d'électrices réclamaient Dayan sur la foi des lettres que les épouses recevaient de leurs maris et les mères de leurs fils mobilisés. Des femmes manifestèrent sous les fenêtres du siège du Mapaï. Eshkol les traita, avec dédain, de « joyeuses commères de Windsor ». Dayan rétorqua avec aigreur : « Je ne vois pas en quoi elles sont joyeuses. » Aux terrasses des cafés, les jeunes s'égosillaient pareillement : « Moshe Dayan ! Moshe Dayan ! » Idéalistes, pragmatistes, chefs de parti et seconds couteaux, tous se rejoignaient, quelles que fussent leurs sensibilités, pour réclamer un vrai *leadership* dans la prise de décision. Et Dayan était leur dénominateur commun.

En revanche, Golda Meir tint bon dans son opposition, estimant que la nomination de Dayan coûterait très cher politiquement. Selon elle, la campagne en sa faveur n'était qu'une opération théâtrale bien organisée : « Il faudra me marcher sur le corps avant que cela n'advienne », déclara-t-elle à une réunion du Mapaï. Le quotidien *Haaretz* la décrivit comme « une femme tout d'un bloc, dont le fanatisme politique destructeur bloquait l'unité nationale[111] ». D'autres la surnommèrent la « femme fatale ». Mais les autres

vieux caciques du Mapaï pensaient également que Dayan était un danger. À l'inverse, Shimon Peres soutint que Dayan était le seul recours possible. Les deux partis d'opposition – le Rafi, bien sûr, mais aussi le Herout – en firent également leur candidat. Au sein de la coalition gouvernementale, le Mafdal (parti religieux) se prononça en sa faveur. Commentaire ironique d'Eshkol : « Le Mafdal se bat pour Dayan comme s'il s'agissait du djihad[112] ! » Le Mapaï lui-même finit par se rallier à Dayan par la voix de Kadish Luz, le président de la Knesset : « Ils veulent Dayan. Je crois que c'est la seule chose qui puisse calmer l'opinion. » Yigael Yadin, pourtant si soucieux de son apolitisme, se joignit à cette unanimité. Finalement, c'est le parti d'opposition libérale et religieuse Herout[113] qui fit pencher la balance du côté de Dayan. Convoqué par Eshkol, son chef, Menahem Begin, se montra décisif en déclarant sans la moindre équivoque : « Monsieur le Premier ministre, vous pouvez avoir en une demi-heure toute la nation derrière vous si vous acceptez de nommer Moshe Dayan ministre de la Défense. »

Les dés étaient jetés. Dayan triomphait. Golda Meir elle-même fit taire ses doutes, admettant que Dayan était perçu comme le seul capable d'exprimer la résolution de la nation de ne pas mourir et de vaincre : « On eût dit que les Israéliens comptaient sur Dayan pour apporter quelque chose qu'Eshkol ne pouvait offrir… Je ne parviens pas à définir exactement ce qu'ils cherchaient. Peut-être l'assurance d'avoir à leur tête, à une heure de grande tension, un combattant. À moins que cela n'eût à voir avec cette témérité qui constitue une partie de la forte personnalité de Dayan[114]. » Au fond, Golda Meir affectait de subodorer ce que chacun pouvait comprendre sans difficulté : affaibli, plongé dans le doute et le pessimisme, le pays ne trouvait pas dans son gouvernement le ressort qui eût été nécessaire en temps de crise. Il en appelait donc logiquement à celui qui incarnait le sursaut. Le 1er juin 1967, dans l'après-midi, Levi Eshkol proposa enfin à Dayan de faire partie du gouvernement avec le portefeuille de la Défense. « Autant que ce soit Dayan[115] », avait-il lâché sans grand enthousiasme. Réflexion tout aussi mitigée de l'heureux élu à sa fille Yaël : « Il aura quand même fallu l'entrée de quatre-vingt mille soldats égyptiens dans le Sinaï pour qu'on pense à me rappeler au gouvernement[116]. »

## *Une guerre d'anthologie*

La nomination de Dayan provoqua une sorte de décharge électrique à travers tout le pays. En un instant, le pessimisme pernicieux qui avait envahi Israël fut balayé. La confiance revint aussitôt comme par miracle dans les rues de Tel-Aviv, de Haïfa ou dans les kibboutzim les plus reculés. Dans tous les cantonnements, les mess d'officiers et les états-majors, on arrosa l'événement. Soudain, au lieu du spectre de l'anéantissement et de la Shoah, se mit à revivre dans les esprits le souvenir flamboyant de la campagne du Sinaï. Onze ans, ce n'était pas si vieux ! La situation militaire s'annonçait certes compliquée, mais avec Dayan, tout redevenait possible. Les Israéliens tenaient enfin le chef militaire dynamique et spectaculaire dont ils avaient tant envie et, sans doute aussi, besoin. Ce diable d'homme était magique. Il était capable à lui seul de soulever des montagnes. Il l'avait déjà fait, il le referait. Il assumait littéralement le destin d'Israël. Le paradoxe était que l'impact de l'arrivée de Dayan était plus psychologique que réel. Il semblait être le vrai patron de l'armée et le seul capable de restaurer la confiance d'une opinion publique en proie au doute. Soit ! Pour autant, son arrivée au ministère de la Défense ne changeait pas tellement la donne militaire, les rapports de force, l'organisation comme le niveau de préparation de Tsahal[117].

Le 1er juin avait été préparé et anticipé de longue date par le chef d'état-major général de Tsahal, Yitzhak Rabin, celui-là même qui paraissait « brisé et découragé[118] », sur le point de craquer psychologiquement une semaine plus tôt. Bureaucrate d'état-major, peut-être, mais planificateur de talent, assurément. Dès son accession à la tête de Tsahal, trois ans plus tôt, Rabin avait été confronté au vieux dilemme de Dayan entre une logique de dissuasion et une guerre préventive. Il en était d'ailleurs arrivé à une conclusion identique : la dissuasion n'avait pas fonctionné, les pays arabes appelant plus que jamais à la revanche, tandis que les mesures de rétorsion n'empêchaient pas les *fedayin* de multiplier incursions, sabotages et attentats. De plus, le manque de profondeur notoire du territoire israélien rendait dérisoires les défenses classiques et exigeait de porter rapidement le fer chez l'ennemi. C'est pourquoi Rabin avait arbitré très tôt en faveur de la guerre préventive, seule stratégie possible en cas de crise grave. C'était le seul moyen de ne pas accepter de subir la menace, de ne pas vivre en permanence sous l'épée de Damoclès de l'anéantissement.

Avec méthode, Rabin s'était employé à donner à Tsahal les moyens d'une telle stratégie. Il avait favorisé systématiquement le développement des renseignements militaires et fait en sorte qu'AMAN ne souffrît pas la

comparaison avec le Mossad[119]. Il avait également mis en œuvre une planification rigoureuse des systèmes de défense en tâchant surtout d'anticiper le scénario cauchemar pour Israël : une attaque conjointe des armées arabes sur plusieurs fronts, comme en 1948, mais en pire. La stratégie militaire de Tsahal avait profondément évolué depuis la campagne de Suez. On n'en était plus au temps où Dayan privilégiait l'esprit commando à la Wingate et négligeait l'importance des blindés. Rabin et son spécialiste des chars, le général Israël Tal, avaient comblé cette lacune. Ils avaient constitué des unités de chars et de blindés légers très mobiles, capables de progresser rapidement, une fois la couverture aérienne de l'ennemi détruite. Le nombre de chars avait doublé en dix ans[120], tandis que celui des brigades blindées était passé de trois à huit. Surtout, le concept militaire post-Dayan s'appuyait sur l'action de l'aviation, conjointement à celle des blindés et d'unités de parachutistes. Aussi la réactivité, l'agressivité et l'effet de surprise, composantes classiques du *Blitzkrieg*, étaient-ils à la base de la stratégie de Rabin. Le concept tenait en deux notions complémentaires : mobilité et puissance de feu. Jointes à l'improvisation et à la prise de risques, celles-ci avaient vocation à créer le chaos chez l'ennemi.

En concertation avec Ezer Weizman, le chef d'*Heyl Ha'Avir*, l'armée de l'air israélienne[121], Rabin avait élaboré un plan ultrasecret – baptisé « opération *Moked* » (« Mise au point ») – qui prévoyait, dès les premières heures d'un conflit armé, la destruction éclair des forces aériennes des pays arabes, et celles des forces égyptiennes tout spécialement. Rabin avait aussi réussi à renforcer et à moderniser Tsahal comme aucun de ses prédécesseurs ne l'avait fait, Dayan compris. Il est vrai qu'il avait bénéficié en trois ans d'importantes fournitures américaines en armement qui faisaient défaut auparavant. Celles-ci s'étaient opportunément substituées aux fournitures françaises, dont l'envoi avait été progressivement interrompu par le général de Gaulle. Pourtant, Dayan n'était pas encore tout à fait convaincu. En tournée dans le Sud, il avait observé attentivement le nouveau dispositif militaire. Était-il déçu que la mobilité et l'improvisation, qui avaient tant déconcerté l'ennemi dans le passé, aient perdu en initiative individuelle et gagné en planification ? Peut-être, au fond, regrettait-il surtout la fin d'une époque, la sienne, car la mobilité, à en juger d'après la nouvelle combinaison entre l'aviation et les blindés, n'avait pas perdu au change.

Les critiques de Dayan sur l'absence de buts de guerre et, partant, de vision d'ensemble étaient plus pertinentes. Rabin avait fait de Gaza son

objectif majeur. Il s'agissait pour lui d'un élément de marchandage afin d'obliger Nasser à lever le blocus du détroit de Tiran. Dayan, à l'inverse, estimait que le *raïs* ne serait pas fâché d'être soulagé de la pétaudière de Gaza avec ses 500 000 réfugiés palestiniens. Il fallait, selon lui, une approche plus incisive et un plan d'attaque tous azimuts. Pour Dayan, l'extension du champ des opérations ne visait pas tant à occuper des territoires en vue de marchandages de maquignon qu'à terrasser une fois pour toutes l'armée égyptienne. En 1956, le but était de disperser les forces ennemies, étant entendu que l'objectif suprême était le contrôle du détroit de Tiran. L'effondrement militaire de l'Égypte ne s'était pas produit pour des raisons politiques, et l'armée de Nasser n'avait pas tardé à nourrir de nouveau des rêves de revanche. Cette fois, il fallait la détruire ou, tout au moins, la frapper aussi durement que possible afin de lui ôter jusqu'à l'envie de recommencer. Le harcèlement d'Israël, direct ou par *fedayin* interposés, ne pouvait simplement plus durer. Il fallait que cette guerre fût la dernière du genre. Il y avait urgence. Avant même que la Knesset[122] n'approuvât sa nomination en tant que ministre, Dayan réclama du gouvernement le déclenchement immédiat des hostilités afin de prendre de court l'Égypte comme la Syrie. Ni Eshkol ni aucun de ses ministres n'osa s'y opposer. La mentalité avait décidément changé en très peu de temps dans les hautes sphères de l'État. Lors de sa première réunion d'état-major au « *Pit*[123] » avec Yitzhak Rabin, flanqué des généraux Aharon Yariv et Mordechai Hod[124], Dayan fut très vite rassuré sur le niveau de préparation de Tsahal. Il ne doutait plus à présent qu'Israël ne sortît vainqueur d'une confrontation. Il en vint même à penser que l'affaire pourrait être expédiée en deux ou trois semaines.

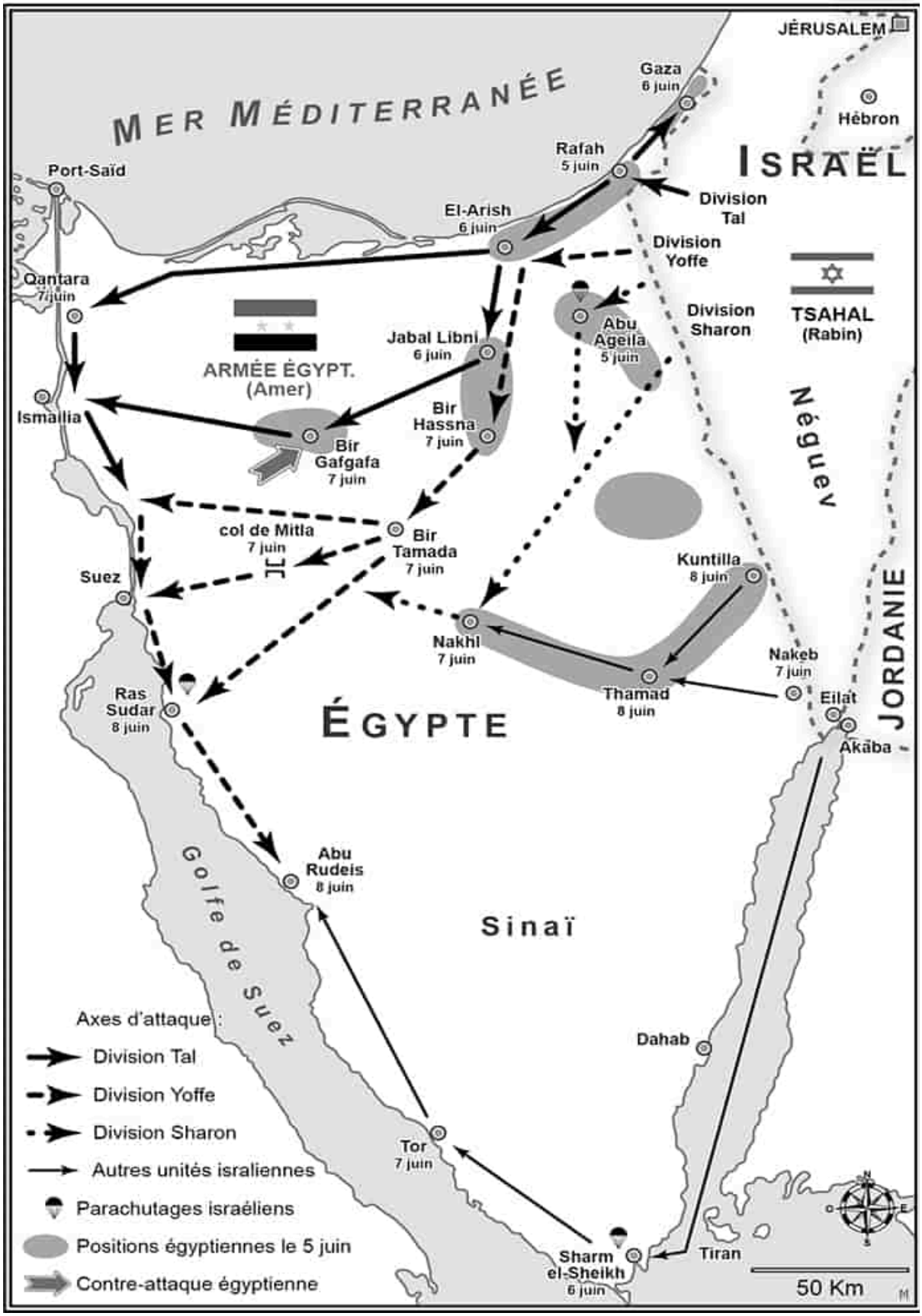
Sa seule inquiétude était l'état d'esprit que Rabin avait insufflé à l'état-major et qui faisait dire à ce dernier : « L'attente de l'action, c'est aussi de l'action ! » Dayan en fut refroidi : « Je n'avais pas l'impression d'avoir devant moi un chef d'état-major brûlant d'envie de se battre. » Sa théorie était que les chefs militaires devaient sans cesse aiguillonner le pouvoir politique et ne pas rester à sa traîne. Dayan n'avait pas plus de considération pour le gouvernement. À commencer par Eshkol, qu'il trouvait négligeable au point de s'autoriser à fanfaronner : « C'est la première fois qu'il m'est donné d'agir sans avoir de pouvoir au-dessus de moi ! » À son premier Conseil de ministres, il s'endormit ostensiblement avant de reprocher à ses collègues de « tenir un symposium ». Assis à l'écart, il cherchait à montrer

qu'il n'était pas l'égal des autres ministres. D'emblée, Dayan s'appropria le rôle qui lui était désormais assigné. Non plus celui d'un chef opérationnel de Tsahal, mais celui d'un leader à mi-chemin entre le militaire et le politique, ce qui soulageait considérablement le fardeau de Rabin.

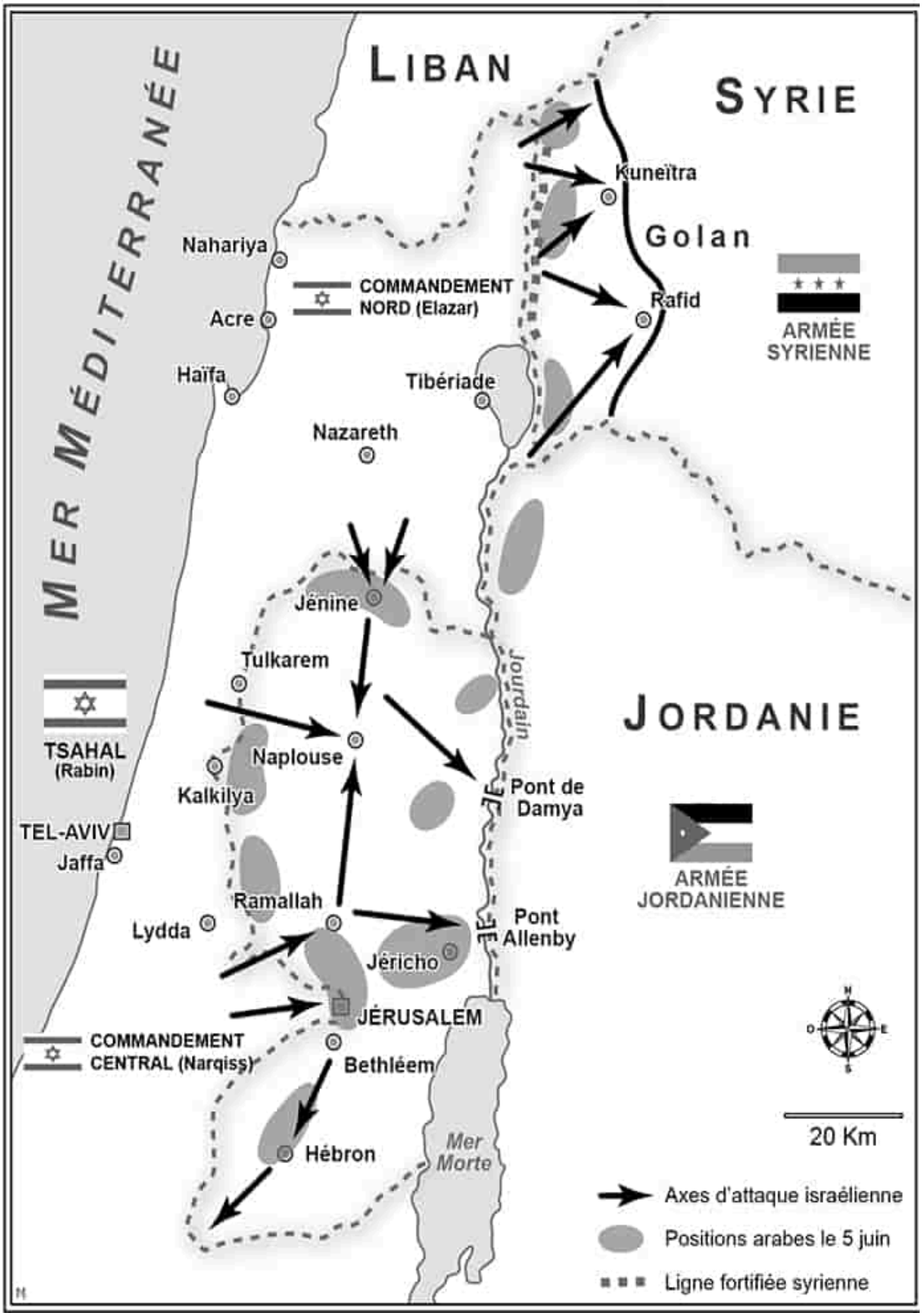
Quoique implicite, le rôle véritable de Dayan était d'exhiber son image personnelle : celle d'un homme populaire, adulé par ses troupes et capable d'insuffler, dans l'armée comme dans le reste de la société, confiance, optimisme et foi dans la victoire. Il s'y employa remarquablement. Cette image avait sans doute changé au fil des années. En 1967, Dayan n'était plus tout à fait le fringant guerrier qu'il avait été au moment de la campagne du Sinaï. Physiquement, il ne ressemblait plus que de loin au portrait qu'avait fait de lui en 1949 le peintre israélien Ludwig Blum. Devenu quinquagénaire, son front s'était dégarni autant que sa taille s'était épaissie. Les photos prises de lui à cette même époque montraient un homme plutôt enveloppé. Mais tout cela ne suffisait pas à briser le mythe, car ce qui comptait était l'« esprit Dayan », et celui-ci restait intact. Dès sa prise de fonctions, il avait insisté pour que fût tenu à sa disposition un half-track prêt à le transporter sans délai sur le front. On avait donc retrouvé le style Dayan dans toute sa splendeur, le chef au contact de ses hommes afin de les pousser toujours plus loin. La presse donna un large écho à cette initiative et, au-delà, au courage singulier du chef des armées. Un courage communicatif. Les journalistes retrouvèrent le côté direct et apparemment spontané qu'ils appréciaient chez Dayan, un homme qui savait être précis et tranchant dans ses réponses. En 1956, il n'avait été qu'un exécutant talentueux de haut rang. À présent, il tenait les rênes, pour le meilleur et pour le pire, et cela semblait l'épanouir. Quand on lui demandait si le temps travaillait en faveur d'Israël, il dégainait sa réplique toute prête : « Les nations ne vivent pas avec un chronomètre à la main. » Dayan avait aussi appris l'art de la diplomatie, et il maîtrisait mieux les relations publiques. Au passage, il poussa sur le devant de la scène sa propre fille de vingt-huit ans, Yaël. Celle-ci était lieutenant de réserve dans une unité d'information et de relation publique de l'armée. Avant de devenir ministre, Moshe l'avait incitée à se faire affecter dans une unité blindée sur le front sud : « La meilleure, bien sûr, c'est celle de Sharon… si tu peux y parvenir[125]. » Ainsi fut fait, bien sûr, et Yaël devint l'un des porte-parole de Sharon. Bientôt furent publiées complaisamment par la presse des photos représentant Sharon en compagnie des Dayan, père et fille.

Aux commandes, Dayan incarnait non seulement un style nouveau, mais aussi une ligne politique plus audacieuse et plus indépendante. Eshkol s'était échiné à obtenir la réouverture du détroit de Tiran par la voie diplomatique en comptant notamment sur l'appui de Washington[126]. Dayan en prit l'exact contre-pied, estimant qu'une intervention internationale ferait d'Israël l'obligé perpétuel des puissances concernées. Il réagissait typiquement en sabra, révulsé par la perspective de « Juifs sous tutelle ». Conquis, les Israéliens se projetaient d'instinct en cet homme qui leur renvoyait une image si valorisante d'eux-mêmes. Son cran faisait l'unanimité, de même que son obstination à ne pas dépendre d'autrui : ni par le biais d'une force maritime internationale, ni par celui d'une intervention militaire américaine. Dayan avait été très clair sur ce point : « Je ne souhaite ni ne désire que personne se batte ou se fasse tuer pour nous[127]. » Quitte à jouer lui aussi les bravaches quand était évoquée l'éventualité de tirs de missiles égyptiens : « Qu'ils essaient seulement[128] ! » Tout compte fait, Moshe Dayan jouait à la perfection son rôle de personnalité publique, rôle qui lui laissait une entière liberté, tout en lui permettant de récolter les bénéfices d'une popularité hors normes. Pour l'homme de la rue, le chef borgne au bandeau noir symbolisait le refus de la capitulation et l'insensibilité à toute espèce de pression extérieure. Il personnifiait la version israélienne du fameux « *Never surrender !* » de Churchill.

# Guerre des Six Jours (juin 1967)
## Front sud



# Guerre des Six Jours (juin 1967)
## Fronts nord et centre



## *De nouveau aux affaires*

Le déroulement de la guerre déjoua les pronostics de tous les experts militaires, y compris ceux de Dayan lui-même. Cette guerre dura non pas deux ou trois semaines, mais très exactement six jours, du 5 au 10 juin. Elle fut plus expéditive encore que ne l'avait été la campagne du Sinaï ! Comme en 1956, les dirigeants israéliens s'efforcèrent de ruser et de dissimuler leurs intentions aux pays arabes.

Dès le surlendemain de sa nomination en tant que ministre de la Défense, à Beith Sokholov, le centre de presse de Tel-Aviv, Dayan s'adressa aux journalistes : « J'approuve la politique d'attente du cabinet. Il est, en effet, trop tôt ou trop tard : trop tôt pour juger les efforts diplomatiques, et trop tard pour réagir militairement à la fermeture du détroit de Tiran… » Pour que la ruse fût parfaite, Dayan n'hésita pas à circonvenir un certain Winston Churchill… le petit-fils de l'illustre homme d'État, envoyé spécial en Israël du magazine *News of the World*. Churchill avait demandé à Dayan si la guerre allait bientôt éclater. Ce dernier l'avait rassuré : il pouvait rentrer sans inquiétude chez lui en Angleterre. Plus tard, Dayan aura un commentaire exempt de tout regret : « J'étais désolé de l'induire en erreur, mais en moi-même je me consolai : si, en effet, il était un ami d'Israël aussi fidèle qu'il le prétendait, il était juste qu'il participât à tromper l'ennemi[129]… »

« Trop tôt ou trop tard », la phrase rassurante de Dayan sera reprise en boucle. Elle semblera même confirmée au vu des permissions – de six heures, il est vrai – accordées à de nombreuses unités de Tsahal. Dans tout Israël, après avoir été figée par la menace, la vie reprenait ses droits. Une animation de bon aloi régnait de nouveau, et l'on pouvait voir des militaires attablés aux terrasses des cafés, dans les avenues commerçantes de Tel-Aviv. Cela ne pouvait cependant tromper Nasser, qui savait ce que signifiait l'entrée de Dayan au gouvernement. Au soir même de cette annonce, le *raïs* avait réuni un conseil d'urgence extraordinaire. Une fois encore, les officiers égyptiens avaient jugé excessive la prudence de leur chef, qui était pourtant abreuvé de bonnes paroles par son entourage. Les rapports du *Moukhabarat* – les services secrets égyptiens – n'assuraient-ils pas que les Israéliens étaient en train de démobiliser ? Au Caire comme ailleurs, personne ne pouvait se douter à quel point la nouvelle tragédie du monde arabe était proche.

Le sort de cette guerre fut réglé dès son déclenchement, le 5 juin en début de matinée. Au bout de la première heure de son attaque surprise conformément aux plans de l'opération « Moked », Tsahal détruisit plus de deux cents avions égyptiens. La vague d'assaut rendit aussi inutilisable une dizaine d'aérodromes égyptiens. Les jeux étaient déjà faits, et rien n'allait plus pour le monde arabe. Au soir de la première journée, plus des deux tiers de l'aviation ennemie avaient été décimés, cloués au sol avant même d'avoir pu prendre l'air. Au deuxième jour, l'armée égyptienne était virtuellement défaite. Moins d'une semaine plus tard, il en allait de même pour les forces jordaniennes et syriennes. Commentaire lapidaire de Dayan : « Un armement ne fait pas une armée. »

En moins d'une semaine, Israël quadrupla son emprise territoriale : la bande de Gaza et toute la péninsule du Sinaï arrachées à l'Égypte, le plateau du Golan au détriment de la Syrie, et la Cisjordanie aux dépens du roi Hussein. Au lendemain de la victoire, les troupes israéliennes campaient à 150 kilomètres du Caire, à 60 kilomètres de Damas et à 50 kilomètres d'Amman. L'Égypte à elle seule avait perdu près de 10 000 hommes, dont 1 500 officiers, tandis que 5 000 autres avaient été capturés. Littéralement effondré, Nasser était au bord de la démission[130]. Par-dessus tout, humiliation suprême pour les Arabes, Jérusalem-Est, la vieille ville, avait été conquise par Tsahal. Le bilan était éloquent, compte tenu d'un rapport de force initial de deux contre un en faveur des armées arabes. Il résultait de l'efficacité redoutable de Tsahal et non d'un quelconque « complot impérialiste » comme le proclamera la propagande arabe[131]. Il procédait tout aussi bien de la dynamique même des opérations militaires au cours desquelles les forces arabes se délitèrent à vue d'œil.

S'il ne cachait pas sa volonté d'écraser l'armée égyptienne, Dayan n'était pas pour autant le belliciste le plus acharné. Il savait qu'une victoire militaire trop humiliante pouvait déboucher sur une impasse politique, un peu à la manière d'une « Chambre introuvable » à la suite d'un raz-de-marée électoral. Lui-même n'éperonnait plus le politique comme il le faisait au temps où il était le chef d'état-major. Il était le ministre de la Défense à présent et, en conséquence, il se devait d'être plus mesuré, plus prudent. Une prudence et une mesure que son porte-parole Moshe Pearlman – surnommé « Mr Magoo » par les journalistes en raison de sa ressemblance avec le héros du *cartoon* américain – distillait invariablement à la presse.

Le Dayan ministre était différent du Dayan chef militaire. Inédites chez lui, ses précautions n'étaient pas sans rappeler Ben Gourion. Quoique victorieux sur le terrain, Israël ne pouvait faire fi de l'opinion internationale et de la réaction des grandes puissances. Le précédent de 1956 avait été suffisamment édifiant. Avec les Américains tout autant qu'avec les Soviétiques, on marchait sur des œufs. Il y eut d'emblée une vive alerte lorsque le porte-parole du département d'État, Robert J. McClosky, déclara que les États-Unis adopteraient une position de neutralité « dans leurs intentions, dans leurs propos et dans leurs actes ». Cette déclaration déclencha une tempête de protestations[132] ainsi que des interventions opportunes auprès de la Maison Blanche : celles de l'avocat David Ginsburg, du juge Abe Fortas ou encore du couple Arthur et Mathilde Krim, amis personnels du président. En fin de compte, Dean Rusk dut se fendre d'une mise au point assurant que l'Amérique se tenait aux côtés d'Israël.

Quand avait débuté l'opération dans le Sinaï, baptisée « Nachshon[133] », l'état-major israélien s'était demandé jusqu'où pouvaient progresser ses forces. Beaucoup souhaitaient atteindre la rive orientale du canal de Suez, limite naturelle. Dayan s'y était opposé, laissant pantois les officiers : « Quel besoin avez-vous de vous emparer du canal ? C'est une folie politique[134] ! » Selon lui, la limite raisonnable était située à hauteur des cols de Mitla et de Gidi, en retrait de quelques dizaines de kilomètres de Suez, c'est-à-dire la limite fixée une décennie auparavant par les accords entre Israël et ses alliés franco-britanniques. Il ne pouvait être question d'ajouter à l'irrédentisme palestinien un nouvel irrédentisme égyptien ! Après tout, la maîtrise du canal était vitale pour l'économie égyptienne, en dehors même de l'intérêt particulier des Soviétiques pour cette voie de passage. Dayan réitéra ses réserves en Conseil des ministres : « Quiconque est doué d'un grain de bon sens devrait se tenir à l'écart du canal. Sinon Nasser ne consentira jamais à un cessez-le-feu, et la guerre se poursuivra pendant des années. »

Dans le Sinaï, Dayan freina également tant qu'il put, quitte à se heurter aux réalités : d'un côté, Tsahal était engagée dans une course contre la montre avant que ne se réveillent l'ONU et les deux superpuissances ; d'un autre côté, lui-même ne pouvait éviter de prendre acte de la situation nouvelle sur le terrain créée par les forces israéliennes. Sur le front central de Cisjordanie, il suggéra ouvertement la modération au commandant du secteur, le général Narqiss : « En cas de coup dur, ne bronche pas. Il est peu probable que les Jordaniens s'excitent sérieusement. Laisse-les faire leur

baroud d'honneur[135] ! » Or Tsahal ne se contenta pas de résister et occupa toute la partie du territoire jordanien à l'ouest du Jourdain. Dayan dut se contenter d'ordonner la destruction du pont Allenby et de ceux reliant les deux rives pour bien signifier au roi Hussein qu'Israël n'entendait pas s'aventurer au-delà[136].

La position du ministre sur la question de Jérusalem illustra encore mieux sa volonté de modération. Par fidélité à leurs alliances, les Jordaniens avaient ouvert les hostilités. Dayan comprit qu'ils venaient de commettre une erreur cruciale[137]. Non sans raison, Weizman prétendra par la suite qu'Hussein avait donné à la guerre sa dimension historico-nationale : le retour des Juifs dans Jérusalem réunifiée et sur la terre biblique. Pour autant, Dayan s'employa à refréner l'ardeur de ses troupes. Il soutint qu'il n'était pas raisonnable d'engager l'armée sur deux fronts à la fois, quand bien même à Jérusalem deux positions stratégiques – le mont Scopus, enclave israélienne à l'est de la vieille ville, et les hauteurs de Kastel à l'ouest, là même où s'étaient déroulés des affrontements sanglants en 1948 – subissaient le feu des unités jordaniennes. Dayan redoutait surtout que la Ville sainte eût à souffrir d'affrontements armés dont Israël aurait été sans doute tenu pour unique responsable.

Pressé par son gouvernement, Dayan s'était résigné à expédier la brigade Harel à Jérusalem en lui assignant des limites assez strictes. Jérusalem avait une tout autre sensibilité que le Sinaï ou que tout autre territoire dans la région. C'était comme si chaque Israélien découvrait brusquement que la vieille ville était le Sion véritable, le rocher de son existence. La première directive de Dayan reflétait l'ampleur de ses hésitations : « Si cela s'avère nécessaire, nous encerclerons la ville, mais nous n'y pénétrerons pas. » Des ministres comme Menahem Begin et Yigal Allon n'étaient pas de cet avis et poussaient à l'offensive et à la réunification des deux secteurs de Jérusalem. Levi Eshkol lui-même finit par se rallier à cette position et le fit savoir à un Dayan plus que réticent : « Le gouvernement veut la vieille ville. » Un comble ! Eshkol, la colombe, forçant la main de Dayan, le faucon… Agacé par une telle insistance, Dayan rétorqua qu'il n'avait nul besoin de conseils. Ben Gourion, lui, avait sa petite idée sur les réticences de son ancien protégé s'agissant de Jérusalem : « Moshe n'a pas l'intention de la conquérir, car il ne veut pas que lui incombe l'obligation de restituer le Mur occidental… » Dayan préférait attendre que la ville tombât comme un fruit mûr, notamment à la suite d'un

siège, plutôt que de l'attaquer de front. Les ministres interventionnistes critiquèrent son attentisme. Ils firent valoir qu'il deviendrait impossible de s'emparer de Jérusalem sitôt que le Conseil de sécurité de l'ONU aurait décrété le cessez-le-feu. Dayan attendit encore deux jours.

Au matin du 7 juin, il donna l'ordre de prendre la ville. La veille, Sharm el-Sheikh était également tombée. Pour autant, il ne sera pas le dernier à chercher à en retirer les dividendes politiques. Des photos montreront Dayan, entouré d'Yitzhak Rabin et d'Uzi Narqiss pénétrant fièrement dans la vieille ville par la porte des Lions. Dans ces quartiers mêmes d'où les Juifs de Jérusalem avaient été chassés en 1948 et n'avaient plus droit de cité depuis lors. Ces clichés feront le tour du monde. Le plus célèbre d'entre eux était l'œuvre d'Ilan Bronner, porte-parole de Tsahal qui se souvenait de la photo d'Allenby en 1917, au moment de la conquête de Jérusalem aux dépens des Turcs. D'autres photos illustreront Dayan au pied du Mur occidental en train d'insérer dans un des interstices, selon la coutume, un billet exprimant une prière[138]. Cela faisait près de vingt ans que les Juifs étaient empêchés de s'y recueillir[139]. Autour de lui, en pleurs, les parachutistes de Motta Gur coiffés de la *kippa* et revêtus du *talith*, des durs à cuire qui, pour certains, priaient pour la première fois depuis leur *bar-mitzva*. D'autres entonnaient *Yerushalayim Schel Zahav* (« Jérusalem d'or »), une chanson populaire écrite et composée quelques jours plus tôt[140]. Au même moment, rouleaux de la Torah sous le bras, le rabbin Shlomo Goren, grand aumônier des armées, soufflait le *shofar* à en perdre haleine[141]. Dayan n'avait jamais été religieux[142], mais il sentait bien, en ce jour si particulier des retrouvailles du peuple juif avec son histoire, qu'il ne pouvait se comporter différemment. Rabin, lui, semblait bouleversé : « Le Mur était et est resté le symbole même de la gloire de l'indépendance juive, dans les temps anciens. Ses pierres peuvent parler au cœur des Juifs du monde entier[143]… »

Derrière les photos, bien sûr, se dissimulaient les inévitables dissentiments. Eshkol était furieux de s'être laissé voler la vedette par Dayan, mais ce moment ne pouvait de toute façon être le sien. Rabin pouvait aussi concevoir de l'amertume. Ayant refusé à Dayan le commandement du secteur sud et estimant qu'il était lui-même le véritable architecte de la victoire historique dans cette guerre des Six Jours[144], il ne pouvait voir de gaieté de cœur l'homme au bandeau noir redevenir son supérieur hiérarchique et, qui plus est, rafler la mise sur le plan politique. Toutefois, lui aussi dut avaler la couleuvre[145]. Dans les domaines de l'extraversion et des

relations publiques, personne ne pouvait rivaliser avec Dayan. Ce dernier restait le héros absolu, congratulé par tout un peuple jusqu'aux ultrareligieux du quartier de Mea Sharim.

On ignorait que cet homme porté au pinacle par tout Israël n'était pas le *deus ex machina* qu'on aurait pu penser. Dans le Sinaï, il s'était laissé forcer la main par l'état-major qui avait poussé les forces israéliennes jusqu'au canal, contre sa volonté. À Jérusalem, il n'avait eu d'autre choix que de suivre le mouvement tout en feignant, *in fine*, d'en être l'organisateur. Ainsi que le souligna Rabin, « durant ces six jours de combat, Dayan fut la voix de la prudence[146] ». Cette prudence avait été encore plus manifeste vis-à-vis de la Syrie, le véritable fauteur de cette guerre des Six Jours. Cela faisait plusieurs jours que Dayan, obnubilé par le front du Sinaï, avait intimé au commandant du front nord, le général de division David Elazar, de ne pas prendre d'initiative, quelles que fussent les provocations syriennes[147]. Surtout, il ne fallait pas franchir la frontière : « Défendez-vous avec la DCA, mais rien de plus. Il ne faut pas inviter les Russes à intervenir[148]. »

Quoi qu'il en soit, la guerre semblait toucher à sa fin, et la Syrie paraissait devoir s'en sortir à bon compte, contrairement à l'Égypte et à la Jordanie qui payaient un lourd tribut. Sans avoir subi la moindre perte, l'armée syrienne campait toujours sur les hauteurs du Golan et poursuivait ses tirs d'artillerie, comme si de rien n'était, contre les kibboutzim frontaliers des vallées du Huleh et du Jourdain, en contrebas. Une Syrie indemne reprendrait, en outre, ses tentatives pour détourner à son profit exclusif les eaux du Jourdain, si vitales pour la desserte hydraulique d'Israël. Dayan, lui, craignait que le pays ne se laissât dévoyer dans un affrontement armé avec la Syrie. L'ouverture d'un troisième front ? Le risque serait réel. Plus grave encore, étant donné l'alliance entre Damas et Moscou, la poursuite de la guerre sur le front nord syrien entraînerait à coup sûr des complications internationales sérieuses : « Dans la jungle internationale, nous serions mal avisés de suivre la piste des éléphants alors qu'il en existe d'autres[149]. » Sans doute Dayan redoutait-il qu'Israël, grisé par ses succès étourdissants, n'allât trop loin. Sans compter qu'un assaut contre le Golan serait coûteux en vies humaines.

Une fois encore, Eshkol l'hésitant, Eshkol l'indécis, s'opposa à Dayan en préconisant la fermeté. Les colons du Nord exerçaient une formidable pression afin que le gouvernement intervienne. Cette « rébellion de Galilée », comme on la dénomma, ne pouvait passer inaperçue. Dayan était

lui-même bien placé pour se souvenir qu'en 1948 déjà, des délégués de Degania et de Kinneret étaient venus implorer de Ben Gourion et de Yadin une aide immédiate pour repousser les Syriens. À l'époque, Dayan avait pris le parti des colons menacés. L'histoire se répétait, mais à fronts renversés pour Dayan, car celui-ci refusa d'abord de céder. La menace syrienne, malgré le rôle de boutefeu de Damas, n'était nullement prouvée. De toute façon, mieux valait, selon lui, abandonner quelques implantations près de la frontière syrienne que lancer un engagement armé qui placerait inévitablement Israël en position d'accusé : « Je dois être celui qui leur dira : "Rentrez souffrir chez vous !" » Le Golan n'avait pas la même charge symbolique que Jérusalem ou même que le Sinaï. À ceux qui invoquaient des considérations stratégiques, il ajoutait : « Certes, la hauteur du plateau du Golan est dangereuse pour nous, mais nos avions peuvent voler encore plus haut. » Rabin épiloguera plus tard sur la complexité de cette situation : « Nous étions tous traumatisés pendant la guerre des Six Jours. Pour Moshe Dayan, c'était les Russes. Pour moi, c'était toutes les armées arabes coalisées contre nous[150]. » À la différence du débat sur Jérusalem, où une bonne moitié du gouvernement partageait son opinion, Dayan fit cette fois l'unanimité des ministres contre lui. Elazar et Allon à ses côtés, Eshkol ira jusqu'à dialoguer avec les colons récalcitrants en l'absence de Dayan, qui en deviendra furieux. Allon, en particulier, avait des comptes à régler avec son vieux rival, considérant qu'il changeait constamment de position, par caprice le plus souvent : « Je m'aperçus que Dayan proposait toujours le contraire de ce que j'avais proposé. » Sans doute l'attitude de Dayan reflétait-elle le besoin de se prouver qu'il était le patron. Mais, de son côté, Allon aurait eu mauvaise grâce à jouer les oies blanches. À sa mort, en février 1980, on retrouvera dans ses archives un dossier à charge contre Dayan consacré pour l'essentiel à ses liaisons extramaritales et au scandale de ses fouilles archéologiques illicites.

Une fois encore, Dayan finit par se faire une raison. C'était le 9 juin, et il avait désormais un prétexte crédible pour justifier un revirement : la demande d'un cessez-le-feu par l'Égypte qui mettait fin à la guerre sur le front sud. Tout en déclarant publiquement « attendre un appel téléphonique de Nasser[151] », Dayan ne pouvait ignorer que le retrait égyptien permettait à Tsahal de réaffecter des effectifs au nord. L'offensive contre la Syrie était ardemment attendue par l'opinion publique israélienne. Dayan se plia au courant dominant et en oublia du même coup les objections qu'il avait

soulevées antérieurement pour s'empêcher d'agir. Aussi vrai qu'un chef militaire ne peut se permettre d'ignorer les opportunités qui se présentent à lui, un ministre ne peut toujours s'offrir le luxe de résister aux sirènes de l'opportunisme. En ordonnant enfin à « Dado » Elazar d'intervenir en Syrie, Dayan oublia également, au passage, d'en avertir Yitzhak Rabin, le chef d'état-major, et même le Premier ministre Eshkol[152] ! La Syrie posa le même problème que l'Égypte : jusqu'où aller ? Dayan préconisa de s'en tenir aux limites de la zone démilitarisée telle que définie par les frontières de l'ancien mandat. Il n'avait pas du tout envie que l'armée israélienne marchât sur Damas seulement distante du plateau du Golan d'une quarantaine de kilomètres à vol d'oiseau. Il consentit *in extremis*, sur l'insistance d'Elazar et peu avant la déclaration du cessez-le-feu par l'ONU, à une ultime percée en direction de Kuneitra, l'ancienne ville-étape ottomane[153]. La bataille du Golan avait duré trente-six heures. Tout le secteur se trouvait désormais entre les mains des Israéliens jusqu'au mont Hermon, le point le plus élevé de la région.

Toutefois, la modération relative de Dayan durant la guerre des Six Jours signifiait clairement qu'il était passé du rôle de chef de guerre à celui de leader politique. Les Israéliens avaient quasi unanimement poussé à sa nomination de ministre de la Défense dans l'espoir qu'il les sauverait puis, au fil des succès de Tsahal, qu'il transformerait cette guerre défensive ou de légitime défense en une guerre de conquête. Ils furent cependant déçus. Dayan avait effectivement su redonner au pays une confiance qui s'était évaporée au gré des hésitations d'Eshkol. Cela avait eu un effet indéniablement bénéfique, voire probablement décisif, sur une armée en plein doute. Cela permit d'en faire une machine de guerre victorieuse : telle était l'opinion de la plupart des officiers d'état-major[154]. Pourtant, il n'était pas exactement le « faucon » attendu par tous ceux qui assimilent d'instinct un chef militaire à un va-t-en-guerre. Sa facilité à se faire apprécier du peuple, voire à être adulé, avait ancré Dayan dans le rôle du grand triomphateur. Inconnue des Israéliens, la réalité était cependant différente, car cette victoire avait été conçue et organisée sans lui. Elle s'était même déroulée parfois malgré lui.

De bout en bout, Dayan avait eu un comportement en arrière de la main[155]. Sa retenue n'avait pas plu à tout le monde, notamment au sein de l'armée, car elle écornait l'image du guerrier providentiel dont on le gratifiait à la veille du conflit. Personne n'en avait alors vraiment

conscience, jusqu'à l'intéressé lui-même, au moment où l'acmé de la guerre des Six Jours faisait de lui un objet de culte. L'image du héros flamboyant résultait de son acquis passé de la campagne du Sinaï. Elle procédait aussi de la quête désespérée par l'opinion publique israélienne d'un leader charismatique aux antipodes d'Eshkol, qui saurait restaurer la confiance. Or l'image était plus fragile qu'on ne le supposait au moment du triomphe de 1967. Éloigné de l'armée depuis une bonne décennie, installé dans la vie civile, nommé ministre, Dayan avait changé en l'espace d'une décennie. Il avait perdu cette désinvolture spontanée et un brin impertinente qui séduisait tant l'Israélien de la rue. Était-ce parce qu'il vieillissait ? Était-ce parce qu'il s'essayait à être un vrai politique ?

Dayan avait appris à contenir ses élans et à s'entourer de précautions, tandis que son idéal tendait à se confondre avec ses intérêts propres. L'audace du chef de guerre avait fait place à la cautèle du ministre. Son crédit personnel restait certes encore solide et son capital médiatique était à son zénith. Plus que jamais, Dayan était habile à capter la lumière, quitte à la voler aux autres. Mais l'exercice était plus volontiers celui d'une star des médias que celui d'un héros national. Ses bains de foule illustraient sa popularité tandis que ses admiratrices demeuraient toujours à l'affût, mais personne ne pouvait pressentir que quelque chose était en train de se défaire lentement, insidieusement. Pour Moshe Dayan, le triomphe de 1967 dont il était l'incarnation avait des allures de paradoxe. La guerre des Six Jours consacrait l'apogée de sa carrière publique. Il faudra du temps pour qu'on comprenne qu'elle préfigurait aussi de loin en loin la chute du héros d'Israël de son piédestal.

# 5

# *Sic transit gloria mundi…*

Nietzsche était pourtant de bon conseil, lui qui avait écrit dans ses *Considérations actuelles* : « Une grande victoire est un grand danger… plus facile à remporter qu'à supporter sans qu'il en résulte une pire défaite. » Comment un peuple grisé par une victoire militaire éclatante, après avoir éprouvé jusqu'à l'obsession la hantise de l'anéantissement, aurait-il pu saisir la justesse d'un tel aphorisme ? En vérité, même les leaders les plus aguerris peuvent se laisser subvertir par une euphorie devenue incontrôlable. En

1956, Ben Gourion lui-même s'y était trompé en célébrant l'avènement du « troisième royaume d'Israël ». Le réveil avait été alors pénible.

Onze ans plus tard, Moshe Dayan parut d'abord commettre le même travers en exaltant, dans un lyrisme qui ne lui était pourtant pas coutumier, l'héritage historique des Hébreux. Alors qu'il avait tout fait durant la guerre pour contenir l'ampleur des avancées territoriales d'Israël, il se prit à parler de « retour[1] » et à souligner le miracle pour la nation de retrouver les terres de son héritage historique. Devant le Mur des lamentations, il avait ému toute la population d'Israël en déclarant sentencieusement à la radio : « Nous sommes revenus en nos lieux les plus sacrés et nous n'en serons plus jamais de nouveau éloignés. » S'exprima-t-il alors ainsi, lui le laïc, pour s'efforcer de « saisir le contact des âmes[2] » ? Pas seulement. Ce n'était pas pour rien qu'il lisait et relisait inlassablement la Bible, dont il était imprégné[3]. Jérusalem n'était pas plus négociable pour lui qu'elle ne l'était pour l'énorme majorité des Israéliens. Toutefois, chez lui, la ferveur lyrique ne pouvait prédominer bien longtemps. Dayan avait joué un rôle de frein et non de boutefeu durant les six jours fatidiques et il entendait logiquement s'y tenir, une fois tirés les derniers coups de canon.

Mieux que quiconque, il pouvait mesurer le désarroi et l'humiliation des Arabes. Les images de soldats égyptiens prisonniers, hagards, pieds nus et mains derrière la tête, avaient fait le tour du monde. Celles de soldats israéliens s'ébrouant joyeusement dans le canal de Suez, tout autant. Bien plus qu'en 1948 ou qu'en 1956, la dignité du monde arabe avait été foulée aux pieds. Il fallait à tout prix que le sentiment d'humiliation des Arabes ne tourne pas à la volonté de revanche. De la part des vainqueurs, c'était une question de tempérance, sinon de sagesse. Partisan d'une « conquête éclairée », Dayan en donna aussitôt la preuve au grand dam des « faucons » et des extrémistes qui savouraient l'ivresse de la victoire. Il fit amener prestement le drapeau bleu et blanc frappé du *Magen David* (« étoile de David ») que des soldats de Tsahal avaient planté sur le dôme du Rocher à Jérusalem[4]. Pour le rabbin Shlomo Goren, il n'y avait pas de moment mieux choisi pour faire sauter ce lieu saint de l'islam… Dayan, lui, se rendit à l'intérieur de la mosquée où il reçut des notables jordaniens terrorisés. Certes, il proclamait : « Nos frontières sont fortes et solides, et le rêve des Palestiniens d'un État indépendant est brisé à jamais. » Mais il parlait aussi de « tendre la main à nos voisins arabes aujourd'hui encore et avec plus de

solennité que jamais ». Le ton était déjà donné. Il ne pouvait plaire à tout le monde.

## Le maître des territoires

Conservant ses fonctions de ministre de la Défense, Dayan se vit confier par Levi Eshkol l'administration des territoires occupés. Ce n'était pas une sinécure, à ne considérer que la Cisjordanie : 69 000 kilomètres carrés et une population de 1 150 000 habitants composée de citadins, de fermiers aussi bien que de réfugiés palestiniens vivant dans des camps depuis une vingtaine d'années. Sans même parler de la « poudrière » de Gaza. Eshkol en convenait volontiers : « Nous avons reçu une dot confortable, les territoires, mais aussi une fiancée qui ne nous plaît pas trop : les Palestiniens. » La situation se compliqua bien davantage encore lorsque le Conseil de sécurité, par sa résolution 242 du 22 novembre 1967, enjoignit à Israël de se retirer de ces territoires[5]. Le très modéré Abba Eban commentera plus tard : « Du jour au lendemain, nous passâmes du rôle de David à celui de Goliath. Israël avait commis le péché de survivre et c'était un péché mortel[6]… »

La fin de la guerre n'avait pas effacé les tensions internationales du printemps. Les diplomates restaient plus que jamais en alerte. Les opinions publiques, elles, revenaient à peine de leur sidération un peu incrédule qu'avait suscitée le triomphe éclair des Israéliens. Attisée par le mouvement de décolonisation encore proche, la victimisation du monde arabe était en marche. Elle esquissait l'évolution à venir, qui ne s'annonçait favorable ni à Israël ni, d'ailleurs, aux Juifs dans leur ensemble[7]. Dans un contexte aussi inflammable, la gestion des territoires occupés exigeait doigté et souplesse. Elle proscrivait *a priori* l'instauration de la loi martiale ou la mise en place d'un « gouvernorat militaire suprême ». Or c'est bien ce dont Dayan venait d'hériter, même s'il n'était officiellement que le ministre « en charge » de ces territoires. La difficulté était de taille : comment gérer non pas un pays défait militairement – à l'exemple de l'Allemagne ou du Japon de 1945 –, mais des territoires peuplés de gens appartenant à une vaste communauté qui encerclait Israël et lui restait plus que jamais hostile ? À l'instar des précédents de 1948 et de 1956, la guerre était terminée sans l'être vraiment, faute d'un traité de paix. Le cessez-le-feu ne pouvait évidemment garantir un

apaisement véritable ou durable. Il ne contribuerait pas non plus à la reconnaissance d'Israël par le monde arabe. Aussi l'occupation de territoires s'annonçait-elle d'emblée à haut risque dans la pratique quotidienne.

### *Un conquérant réaliste*

Dayan aborda ses nouvelles fonctions à sa façon, sans préjugé ni démagogie mais avec un réalisme que certains qualifièrent de paternaliste. Peut-être, après tout, était-il le mieux préparé pour réussir. Un militaire est plus susceptible de faire la paix ou même de contribuer à l'apaisement qu'un civil : lui, au moins, ne sera jamais accusé de trahison ou stigmatisé pour avoir asséné un « coup de poignard dans le dos[8] » à la nation. À titre personnel, Dayan bénéficiait de l'autorité et du prestige. Il avait le charisme qui faisait tant défaut à Eshkol sans être affligé de la dureté d'un Ben Gourion ou d'une Golda Meir. Dayan était un pur sabra qui passait pour connaître les Arabes mieux que quiconque et, en tout cas, tâchait de les comprendre sans condescendance. Dans ses jeunes années, il les avait côtoyés et avait entretenu avec eux des relations franches et confiantes sans céder d'un pouce sur ses convictions sionistes. Comme l'avait reconnu vingt ans plus tôt le Jordanien Abdallah el-Tel, avec lui, on savait à quoi s'en tenir. Sa vision des choses était plus humaine et pragmatique que doctrinale ou idéologique. Comment en eût-il été autrement d'un homme qui avait osé inviter une tribu bédouine à son mariage ?

Dayan était surtout guidé par ce qu'il ne voulait pas. Il rejetait l'idée d'un « Grand Israël » qui eût absorbé toute l'ancienne Palestine mandataire. Il l'avait d'ailleurs prouvé en adjurant Tsahal de ne pas pénétrer sur la rive orientale du Jourdain. Se gaussant volontiers des maximalistes, il était de ceux qui pensaient : « Nous n'allons tout de même pas revendiquer des pays entiers parce que le patriarche Abraham y a un jour fait paître ses troupeaux[9]. » Cependant, il s'opposait tout autant aux tenants d'une politique de facilité consistant à se délester au plus tôt et sans contrepartie de ces territoires occupés. L'utopie funeste d'un Israël expansionniste ne serait pas tenable autrement que par la force et recélait d'ailleurs un danger mortel : confrontée à une logique démographique implacable, l'identité juive était vouée à se diluer à terme dans un Grand Israël. Mais l'irénisme d'une rétrocession immédiate et inconditionnelle des territoires nouvellement

conquis était tout aussi dangereux, car il rendrait inutile la victoire de 1967. Aussi vrai que le retrait israélien forcé dix ans auparavant avait effacé sans le moindre avantage tout le bénéfice de la campagne du Sinaï.

Les préférences personnelles de Dayan restaient pourtant contradictoires. Il professa dès le début que la Judée et la Samarie, de même que la bande de Gaza, faisaient partie intégrante d'Israël et ne devaient pas être abandonnées mais colonisées. Il y rajoutait Sharm el-Sheikh, qui avait déjà occasionné deux guerres, et Jérusalem-Est, bien sûr. Cette vision émanait du constat qu'Israël, afin d'éviter les guerres à répétition, devait se ménager par lui-même une sécurité que le plan de partage onusien de 1947 ne lui avait pas garantie. Une telle approche mi-historique mi-sécuritaire entendait toutefois se dissocier de celle des nationalistes religieux qui invoquaient mécaniquement la Bible pour revendiquer un « Grand Israël ». À la limite, Dayan rejoignait ces sionistes sécularisés pour qui la Bible n'était pas « un cadastre du Moyen-Orient, mais une illustration de valeurs dont le propos dépassait largement la politique[10] ». Mais pas tout à fait non plus, dans la mesure où sa conception des sites bibliques reconquis dernièrement relevait d'une perception quasi charnelle de la terre. Le problème central des territoires était la Cisjordanie, très majoritairement peuplée d'Arabes. Dayan optait en faveur d'une confédération israélo-arabe fondée sur une coopération économique. Il y voyait un moyen d'apaiser le ressentiment des Palestiniens tout en éludant la perspective, suicidaire à terme, d'un État binational. L'ennui était que personne, au sein du gouvernement comme dans le pays, n'était prêt à accepter, au lendemain de la guerre, une solution jugée aussi « libérale ». Il n'y avait rien d'étonnant à cela. La victoire engendre classiquement plus de matamores que de modérés. Elle suscite plus d'apôtres du durcissement que de défenseurs de concessions vite perçues pour de la faiblesse.

Dayan s'appliqua à être l'architecte de la politique d'Israël dans les territoires occupés. Chacun d'entre eux – Sinaï, Gaza, Cisjordanie, Golan – ayant sa logique propre, il s'attacha d'emblée à rechercher les voies et moyens d'un « bon voisinage » entre Israël, d'une part, et les Arabes de Cisjordanie et de Jérusalem, d'autre part. Naïveté ou simple réalisme ? Il n'ignorait pas que « si les Arabes avaient gagné la guerre, non seulement ils auraient anéanti nos villes et nos villages, mais ils nous auraient massacrés[11] ». Il savait aussi que la paix n'était pas au coin de la rue, mais qu'il fallait se montrer malgré tout constructif sans insulter l'avenir. Dayan

était convaincu qu'Israël ne devait pas revenir à ses limites territoriales antérieures. S'agissant de la Cisjordanie, le Jourdain était pour lui la véritable frontière entre Israël et le royaume hachémite, la rive occidentale étant le berceau des anciennes Judée et Samarie. En revanche, il n'était pas convaincu par l'idée, défendue par les « faucons », d'un gouvernement militaire imposant la loi martiale en Cisjordanie. Selon lui, ce gouvernement n'avait ni vocation ni intérêt à s'immiscer dans le mode de vie des populations arabes et devait se garder de comportements vexatoires, voire inutilement coercitifs. Non seulement les Arabes des territoires occupés devaient gérer leurs propres affaires en toute autonomie, mais il convenait de les y encourager. Seule la sécurité devait rester l'apanage exclusif de la gouvernance qui leur était imposée.

La « normalisation » devint le mot clé de la politique que Dayan s'employa activement à mettre en œuvre. Il garantit le maintien des structures municipales arabes antérieures. Il assouplit, voire supprima en certains endroits le couvre-feu. Il fit également démolir les murs protégeant des snipers, supprimer les barbelés et nettoyer les champs de mines. De même ordonna-t-il aux soldats de se retirer des points de contrôle, faisant notamment abolir les laissez-passer spéciaux. Quand cela n'allait pas assez vite, il n'hésitait pas à bousculer la bureaucratie paperassière, dont il se méfiait plus que jamais. Lorsqu'il apercevait des fellahs empêchés d'aller travailler à cause de barrages routiers, il faisait aussitôt dégager les routes. La Jordanie avait certes perdu la guerre, mais ce n'était guère une raison pour transformer ses populations civiles en prisonniers ou en otages. À cet égard, Dayan considérait comme essentielle la liberté de mouvement. Il fit réparer les ponts sur le Jourdain – le pont Allenby, à l'est de Jéricho, et celui de Damia qui desservait Naplouse et Jénine. À Jérusalem, le secteur oriental ayant été officiellement annexé[12], il avait ordonné au général Narqiss de faire abattre toutes les séparations existant entre les deux parties de la ville et d'accorder aux Arabes de Jérusalem la liberté de circulation. Ben Gourion avait même proposé qu'on démolisse tous les remparts de la ville afin d'en concrétiser l'unité, mais Dayan s'y était opposé. Il préconisa seulement que soit percée une nouvelle porte qui symboliserait la conquête de la ville. Il en avait même trouvé le nom : la « porte du Retour[13] ».

Tant les chefs militaires israéliens que le maire de la partie juive de Jérusalem, Teddy Kollek, étaient inquiets d'une telle ouverture. Ils redoutaient un affrontement sanglant entre les plus irréductibles des

nationalistes arabes et les extrémistes juifs de la vieille ville, les uns et les autres rêvant de vengeance. Dayan campa cependant sur sa position. Peu à près, Kollek lui rendra justice : « Tu avais raison. Les Arabes sont à présent au square de Sion [partie ouest de Jérusalem], tandis que les Juifs visitent les bazars arabes. » Dayan estimait vital de faire tomber les barrières entre Juifs et Arabes, qu'elles fussent concrètes ou immatérielles. Non pas forcément dans le but de donner l'illusion d'une amitié improbable, mais pour instaurer la confiance, condition *sine qua non* d'une éventuelle coexistence pacifique entre communautés. Finalement, aucun incident grave ne fut alors à déplorer.

Les décisions de Dayan concernant les Lieux saints furent encore plus symboliques. Au-delà même du principe de liberté religieuse totale, il refusa que le gouvernement d'occupation se mêlât de la vie privée, religieuse et communautaire des Arabes. Il en donna aussitôt une illustration significative en faisant rétablir le contrôle traditionnellement exercé par le *Waqf* (Grand Conseil islamique) sur les Lieux saints musulmans de Jérusalem, à savoir la colline du Temple[14] et ses deux mosquées. Certes, le grand conseil du *Haram al-Sharif* (esplanade des Mosquées) se voyait désormais retirer toute autorité sur les lieux juifs de prière, mais Dayan veilla à y faire lever le couvre-feu, autorisant ainsi tous les Arabes d'Israël et des territoires à venir prier dans la Ville sainte. L'armée, là encore, n'y était guère favorable, prédisant des troubles si, d'aventure, il était permis aux Arabes – ceux d'Israël comme ceux de Cisjordanie – de venir prier le vendredi à la mosquée al Aqsa. Mais là encore, rien de fâcheux ne fut à déplorer.

Dayan était conscient que son action était scrutée de très près par une communauté internationale devenue soudain très sourcilleuse sur les questions de liberté religieuse[15]. En outre, il ne croyait pas à d'éventuelles violences qui seraient le fait des populations civiles. Les Arabes restaient traumatisés et humiliés par une défaite historique. La résignation prévalait, pour le moment, sur le sentiment de révolte. Il importait de ne pas faire resurgir un tel sentiment. Les faits devaient donner raison à Dayan tant à Jérusalem qu'à Hébron, au tombeau des Patriarches[16], qui datait du milieu du deuxième millénaire avant notre ère. Sur ce site s'était édifiée une mosquée – la synagogue d'origine ayant été transformée entre-temps en basilique chrétienne – au temps de la conquête arabe. Les Juifs avaient fui la ville depuis le massacre de 1929. Ils y étaient bannis alors qu'il s'agissait de leur plus ancienne sépulture[17]. Dayan y instaura la coexistence religieuse en autorisant les musulmans à conserver leur mosquée, mais en permettant

aussi aux Juifs d'accéder au caveau de leurs patriarches sans les autoriser toutefois à y rebâtir un lieu de culte qui eût été, selon lui, une provocation inutile. Cette affaire l'ennuyait prodigieusement et il le fit sentir dans sa description très prosaïque du site. « La grotte de Machpela ? Simplement une grotte d'Hébron caractéristique, creusée dans la roche grise et entourée de champs d'orge. » Sur le plan civil, le maintien du dialogue avec les notables de Cisjordanie ainsi qu'avec l'élite intellectuelle arabe paraissait essentiel à Dayan. Il tint à rencontrer les maires arabes des localités principales de Cisjordanie : Hamdi Cnaan à Naplouse, Mahmed Ali Jaberi à Hébron ou encore Rachid Shawa à Gaza. Il invita même chez lui, en son domicile de Tel-Aviv, Fadwa Touqan qui était surnommée la « poétesse de la Palestine ». Selon Dayan, c'est par leur truchement que l'apaisement deviendrait une réalité. La cause des conflits entre Juifs et Arabes était l'ambition politique et nationale, non l'inimitié personnelle : « Les rencontres autour de la *pitta*, des olives et du café noir, le *Ahalan wasahalan* qui m'accueillait chaque fois que je franchissais le seuil de leurs demeures, avaient été interrompus de temps en temps par la guerre, mais toujours pour reprendre une fois retombée la poussière des combats[18]. »

L'enjeu étant essentiellement économique, il approuva et même encouragea la vente de denrées agricoles des deux côtés du Jourdain. De toute façon, il ne pouvait s'y opposer. Des camions traversaient déjà régulièrement le fleuve à gué – en été, l'étiage était très bas – pour organiser un véritable « marché aux légumes ». Les ponts reconstruits ne suffisant pas au trafic, des « ponts Bailey[19] » furent disposés. L'affaire fut présentée comme une mesure empêchant que les Arabes des territoires administrés ne soient coupés de leurs frères à l'extérieur. Il s'agissait aussi d'un coup de communication magistral qui faisait passer Dayan pour un novateur « révolutionnaire » alors même qu'il ne faisait que s'adapter à une situation de fait. Symbole d'une volonté de normalisation, cette politique des « ponts ouverts » offrait des occasions de contact dont le but, pour une fois, n'était pas le conflit entre Israéliens et Arabes. Elle présentait, en outre, une image très positive de l'État hébreu. Surtout, elle facilitait la vie des populations locales tout en rendant celles-ci plus simples à gouverner. Certes, une telle liberté de mouvement pouvait aussi bien profiter aux terroristes. Il y en eut aussi, chez les nationalistes religieux, pour reprocher à Dayan de ne pas avoir limité aux seuls Juifs les droits accordés aux non-Juifs, mais il passa outre. Par la suite, il fit adopter un plan de développement de l'agriculture en

Cisjordanie calqué sur celui mis en œuvre en Israël. L'intégration économique commençait à prendre corps. Dans les mois qui suivirent la fin de la guerre, des entreprises israélo-arabes commencèrent à apparaître. Déjà, une société israélienne prenait le contrôle des plantations de citronniers de Gaza[20]. Dayan s'attacha, par ailleurs, à promouvoir les services publics dans les territoires. Dans le secteur de la médecine ou de l'éducation[21], il œuvra cependant pour que perdurent les structures existantes. L'occupation israélienne étant appelée à se pérenniser, il s'employa à « créer une situation telle que le gouvernement militaire ne serait que temporaire et, en tout cas, ne deviendrait pas une institution permanente ».

En revanche, le plan de Dayan visant à ouvrir le marché du travail aux Arabes des territoires occupés se heurta à la ferme opposition du gouvernement israélien et, en particulier, du tout-puissant ministre des Finances Pinhas Sapir. Celui-ci n'autorisa qu'une main-d'œuvre palestinienne provisoire et restreinte[22] en provenance des territoires. Reconnu pour sa compétence et sa rigueur, Sapir redoutait que l'emploi massif des Arabes dans l'économie ne vînt modifier d'une manière irréversible la physionomie d'Israël : « Je m'oppose à l'addition d'un million d'Arabes palestiniens aux 400 000 Arabes vivant en Israël. Les Arabes représenteraient alors 40 % de notre population […], il n'est pas difficile de prévoir le jour où les Arabes constitueront la majorité du pays[23]. » On avait beau observer une baisse significative du taux de chômage en Cisjordanie[24], le niveau de vie des Arabes des territoires avait beau commencer à progresser, jusque dans les camps de réfugiés où certains inactifs assistés depuis des années par l'UNWRA s'étaient remis à travailler, l'essentiel n'était peut-être pas là. L'acceptabilité sincère et durable de tels efforts tant par la société israélienne que par les milieux palestiniens demeurait une inconnue. Pour Dayan, la situation se détendrait si les Arabes parvenaient à comprendre qu'il était de leur intérêt d'accepter la présence des Israéliens. Ce qui renvoyait étrangement à la naïveté des premiers sionistes, voire de Theodor Herzl en personne. Pourquoi donc les Arabes s'opposeraient-ils aux Juifs si ceux-ci devenaient les garants de leur prospérité ? Essentiellement basée sur le niveau de vie, une telle conception éludait tout ce qui relevait de la fierté nationale.

La personnalité de Dayan n'était nullement en cause dans cette affaire. On chuchotait même que les Arabes des territoires faisaient appel à Dayan comme à un juge suprême en cas de désaccord entre eux, avec les

administrations locales ou avec les autorités d'occupation. La rumeur prétendait aussi qu'il était le seul Israélien à pouvoir flâner sans risque dans les quartiers arabes. La politique de « bon voisinage » connaissait un début de réalité, même si elle était loin de faire l'unanimité chez les Israéliens qui, à tort ou à raison, voyaient dans les territoires occupés – la Cisjordanie tout particulièrement – des gages de sécurité. Tant qu'ils tiendraient ces territoires, la guerre ne serait pas envisageable par les pays arabes voisins. Les militaires, eux, y voyaient toujours une sorte de compensation au manque de profondeur stratégique d'Israël. Au contraire, l'intégration selon Dayan était paradoxalement une promesse de coexistence, faisant fi de la géographie et de la démographie. Elle veillait à ne pas compromettre l'avenir quand arriverait le moment, à supposer qu'il advînt, de l'entente. Elle n'en contrariait pas moins les préoccupations d'une majorité d'Israéliens qui étaient peu disposés, après 1967, à brader leur identité juive fût-ce à long terme. En arrière-plan se profilait la « tentation de Massada[25] », c'est-à-dire le réflexe obsidional de protéger Israël par une résistance radicale ou par un cordon sanitaire, quitte à le couper de son environnement proche-oriental.

La « coexistence à la Dayan » n'allait pourtant pas très loin, car elle ne débouchait pas sur l'existence d'une confédération ou même d'une quelconque association. Or les populations des territoires occupés étaient les premières tenaillées par l'irrédentisme arabe sur la Palestine. Il ne fallait guère espérer autre chose de leur part qu'une coopération limitée qui resterait fragile jusqu'au jour hypothétique où serait signé un traité de paix véritable entre Israël et ses voisins. La politique de Dayan était même minoritaire au sein de son propre parti, qui venait de se réunifier avec l'Akhdout Ha'Avoda pour former le Parti travailliste. Golda Meir se souciait comme d'une guigne du sort des Arabes de Palestine à en juger par son slogan récurrent : « Les Palestiniens, c'est nous[26] ! » Très écouté au sein du nouveau parti, Allon n'était pas davantage en phase avec Dayan, une fois de plus. Son plan à lui – le plan Allon[27] – préconisait la pérennisation de la souveraineté israélienne sur une bande étroite de territoire le long du Jourdain, sur la partie orientale de Jérusalem ainsi que sur une zone autour de Rafah, à l'intérieur de la bande de Gaza. Surtout, Allon préconisait une colonisation intensive. Dayan n'était pas forcément opposé à la souveraineté israélienne définie par Allon, non plus d'ailleurs qu'au développement de la colonisation, excepté dans les secteurs densément peuplés d'Arabes. Le

désaccord entre les deux hommes devint cependant encore plus profond, Allon comparant Dayan à un « renard rusé[28] ».

### *La carotte ou le bâton ?*

Tout en favorisant le rapprochement, Dayan dut lui-même en convenir : « Ce n'est pas pour demain que les Arabes de la rive occidentale du Jourdain verront en nous autre chose qu'une force d'occupation. » Mais il avait aussi tendance à minimiser les choses. Lorsque se produisaient des tensions, des manifestations ou même des accrochages dans les territoires, Dayan affectait de n'y voir que des incidents locaux ou mineurs sans signification véritable. De même fut-il tenté en septembre 1967 de relativiser la rébellion dans le secteur de Naplouse qui avait débouché sur une grève générale destinée à sensibiliser l'Assemblée générale de l'ONU.

Pire encore, cette vision se heurtait à des obstacles incontournables : la réitération virulente du refus arabe d'Israël et la résurgence du terrorisme palestinien. Fin août 1967, à Khartoum[29], la Conférence au sommet des chefs d'État arabes s'était conclue sur un triple « non » vis-à-vis d'Israël : pas de paix, pas de reconnaissance et pas de négociation. La résurgence d'un terrorisme palestinien mit également à mal les avancées libérales de Dayan ainsi que le projet politique d'une confédération. Il s'agissait d'un terrorisme « new-look », affranchi de la tutelle de l'Égypte ou de la Syrie, et revendiquant son autonomie à travers les détournements d'avions et les attentats contre les personnes. L'homme de l'heure était Yasser Arafat, le chef de l'OLP[30] basé à Amman, qui avait déjà compris qu'une médiatisation habilement orchestrée pouvait compenser une infériorité militaire. Cette nouvelle donne obligea Dayan à donner des gages de sécurité aux Israéliens sous peine d'être taxé par eux de faiblesse. Assez vite, il sentit la nécessité de compléter sa politique audacieuse des « ponts ouverts » par la politique plus classique « de la carotte et du bâton ».

Dayan parvint ainsi à convaincre les notables arabes, maires de villes ou *mukhtar* de villages, de s'abstenir d'aider les terroristes ou d'encourager les actes de violence dirigés contre Israël. Eussent-ils été opposés à l'administration israélienne des territoires, il leur fallait jouer le jeu : c'était ce qui était exigé par Dayan en contrepartie du travail, de la nourriture, de l'hygiène, de l'instruction et des autres services publics qu'il fournissait à la

communauté arabe. Les quelques réfractaires – le maire de Bira ou encore l'ancien maire de Jérusalem Ruhi el-Khatib – furent exilés. La même punition fut infligée aux agitateurs responsables de grèves ou d'autres manifestations de résistance. À chaque attentat perpétré dans les territoires, Dayan choisissait une riposte très sévère, impliquant l'expulsion ou l'arrestation systématique des suspects. Il ordonna la destruction des habitations des Arabes soupçonnés d'activités terroristes. Dès octobre 1967, Dayan avait retrouvé le ton qui avait été le sien au temps où il commandait Tsahal : « Je n'attends de vous ni sympathie, ni acceptation sincère de notre loi. Vous avez perdu la guerre et je ne sais de quoi l'avenir sera fait. Je veux voir régner ici la paix. Il est clair que vous, habitants des territoires, ne pouvez en aucune manière modifier la situation. […] Vous avez le choix entre une vie normale et la rébellion. Mais soyez certains que si vous choisissez la rébellion, nous n'hésiterons pas à vous briser[31]. » Sans doute Dayan, comme beaucoup d'Israéliens qui ne juraient que par la force, surestimait-il la capacité de l'armée à briser le nouveau terrorisme. Il comprit les limites de son action dès mars 1968, au moment du lourd échec d'un raid de représailles contre le village de Karameh, en Jordanie, qui abritait le quartier général de l'OLP[32].

En outre, Dayan se faisait des illusions sur la dissociation réelle des populations locales de Cisjordanie avec le terrorisme. Sa vision restait étatique, l'adversaire étant représenté par la souveraineté hachémite conçue comme un bloc[33]. Or la logique du terrorisme avait changé et rendait encore plus complexe la situation globale de la région. Le roi Hussein se montrait ainsi soucieux de neutraliser les activistes palestiniens qui menaçaient sa légitimité sur son propre territoire[34]. Le terrorisme palestinien et sa traduction politique relevaient d'une équation que Dayan n'était pas encore préparé à maîtriser. De même ne lui était-il pas aisé de comprendre que, même défaites sur le terrain, les organisations palestiniennes – le Fatah, le Front de libération de la Palestine ou encore l'OLP – gagnaient en popularité. À maints égards, c'était une question de génération. L'incompréhension de Dayan en ce domaine n'était ni isolée ni même la pire, au regard de la rigidité d'Eshkol et de tous les vétérans du sionisme sur tout ce qui relevait de la « question palestinienne ». Pour Golda Meir, cette question n'en était même pas une. En fin de compte, Dayan gagna son pari immédiat de maintenir l'ordre et la stabilité dans les territoires occupés. Aucune vraie révolte n'y éclata, aucun mouvement persistant de rejet de l'occupation

israélienne n'y fut observé. Pourtant, il n'était guère utile de sonder les cœurs et les reins des populations concernées pour comprendre que ces populations, en leur for intérieur, n'acceptaient pas l'humiliation liée à une telle présence. Au fond, Dayan s'était simplement borné à se donner de l'aisance pour le court terme, sachant fort bien que les pays arabes environnants ne tarderaient guère à retourner à leur vieille obsession mobilisatrice : la revanche. Il est vrai que, de son côté, le roi Hussein avait largement facilité la tâche de Dayan en se décidant à éradiquer de son territoire le terrorisme palestinien. À cette fin, d'ailleurs, le régime hachémite avait usé de méthodes qui eussent été sévèrement réprouvées sur le plan international si elles avaient été le fait de l'armée israélienne[35].

## L'impuissance de la victoire

La formule est celle d'un philosophe allemand : Hegel[36]. Elle signifie que la force par elle-même ne résout rien. Il arrive même souvent que le vainqueur d'une guerre s'aveugle sur son intérêt de long terme qui est de savoir surmonter sa victoire : comprendre qu'un *momentum* de concession ou de réconciliation consentie par le vainqueur peut éventuellement réaliser ce que les armes à elles seules ne sont pas capables d'accomplir.

L'enjeu, en l'occurrence, était que les Arabes acceptassent l'existence d'un État juif sur la terre de Palestine. Une acceptation que trois guerres en vingt ans n'avaient pu esquisser. Autant résoudre la quadrature du cercle, comme l'avait déjà pressenti en son temps Ze'ev Jabotinsky, le grand inspirateur du « sionisme de droite », dans ses fameux articles sur la « Muraille d'acier[37] ». À la fin de la guerre des Six Jours, le rameau d'olivier était moins que jamais de mise dans un camp arabe profondément humilié. Il ne l'était pas davantage du côté israélien, pour qui l'esprit de conciliation était synonyme de faiblesse. Pourquoi perdre son temps et son énergie à composer ou à se montrer conciliant quand on a gagné après avoir cru tout perdre ?

Dès le lendemain de la guerre, pourtant, Levi Eshkol avait invité les chefs d'État arabes à entamer des négociations directes. Il avait proposé l'évacuation totale du Sinaï et du Golan en contrepartie d'un traité de paix avec l'Égypte et la Syrie, ainsi que de la reconnaissance de l'État hébreu. Cette proposition ne faisait guère l'unanimité au sein même du

gouvernement. Des dirigeants comme Menahem Begin ou Yigal Allon y étaient vivement opposés et se montraient partisans de la politique du fait accompli en soutenant un vaste programme de construction de colonies dans les territoires occupés. Dayan, lui, campait sur une position médiane de conciliation à partir d'une position de force. Il eût volontiers conclu un traité de paix avec la Jordanie du roi Hussein. En revanche, il demeurait plus que jamais intraitable sur l'éventualité d'un retrait de Tsahal de Sharm el-Sheikh. Il affirmait même préférer conserver Sharm el-Sheikh sans la paix, plutôt que l'inverse. Le précédent de 1956 avait été suffisamment édifiant et il était exclu de risquer à l'avenir un troisième blocus du détroit de Tiran. Les concessions auxquelles Dayan était disposé ne concernaient néanmoins qu'une partie de la Cisjordanie. Pour le reste des territoires, il s'en tenait à une approche sécuritaire dans l'attente de jours meilleurs[38], c'est-à-dire d'un déblocage de la situation. Il s'opposait ainsi à l'évacuation de la bande de Gaza, base de repli des *fedayin* palestiniens et point de départ d'une éventuelle offensive égyptienne, ou des hauteurs du Golan.

Or, à l'été 1967, aucun déblocage ou aucune perspective positive n'était en vue. La conférence de Khartoum effaçait toute possibilité de rapprochement ou même de négociation. Exigeant un retrait d'Israël jusqu'aux lignes d'armistice du 4 juin 1967, l'Égypte rejetait, en outre, tout accord qui exclurait les droits des Palestiniens. Bien sûr, cette intransigeance apparente ne trompait plus grand monde. Dramatiquement affaibli, Nasser en était réduit à de vaines postures ou à des gesticulations ostentatoires exprimant le refus ou la menace. Ces postures et ces gesticulations étaient destinées à Israël, mais surtout à ses partenaires, voire à la « rue arabe », qui continuait d'en faire un héros malgré la défaite.

L'impasse était totale, toute perspective de solution pacifique se trouvant *a priori* écartée. Malgré sa victoire militaire, les temps s'annonçaient décidément difficiles pour Israël. La résolution 242 de l'ONU rendait sa position plus difficile sur le plan diplomatique. L'opinion publique internationale était, quant à elle, en plein revirement. Soupçonné de pratiquer une politique d'annexion rampante, l'État hébreu était de plus en plus isolé, suscitant jusqu'à la méfiance de ses alliés traditionnels. Dans les milieux de l'extrême gauche marxiste, Israël était regardé comme un État conquérant, belliciste, oppresseur. Parallèlement, les inhibitions envers les Juifs, qui découlaient de la dernière guerre mondiale et de la Shoah, s'effaçaient peu à peu au gré d'un « antisionisme » qui prenait commodément le relais de

l'antisémitisme classique. Dayan fut de ceux qui pressentirent très vite le danger.

Si l'Allemagne continuait, au-delà des réparations de guerre, à fournir crédits et matériels, les autres États européens étaient en train de lâcher Israël. Au premier chef, la France gaullienne, qui était bien décidée à promouvoir une politique jugée plus conforme à ses intérêts nationaux dans le monde arabe. De Gaulle lui-même avait beau assurer qu'Israël était « son alliée et son amie », chacun savait, depuis la guerre d'Algérie, qu'il avait érigé la duplicité en art de gouvernement. Pour Dayan, le temps était venu de miser sur les États-Unis. En 1956, cela n'avait guère été possible en raison de la crispation pacifiste d'Eisenhower. Pendant la guerre des Six Jours, le président Johnson s'était montré de bonne composition, bien qu'il eût alors d'autres priorités[39], mais qu'adviendrait-il lorsqu'il quitterait la Maison Blanche ? Par prévention et malgré l'incrédulité de Levi Eshkol comme de nombreux diplomates[40], Dayan appuya la candidature d'Yitzhak Rabin au poste d'ambassadeur à Washington. Il présumait néanmoins que la partie serait compliquée et de longue haleine.

En décembre 1967, le général Haïm Bar-Lev fut nommé chef d'état-major de Tsahal en remplacement de Rabin[41]. Dayan affirmera l'avoir personnellement recommandé au gouvernement, même si le concurrent direct de Bar-Lev pour le poste n'était autre qu'Ezer Weizman. Deux hypothèses étaient alors débattues à l'état-major pour la défense du Sinaï : soit mettre les forces israéliennes hors de portée de l'artillerie égyptienne et contrôler la ligne du canal à l'aide de patrouilles appuyées éventuellement par des blindés, soit construire une ligne de défense statique aux abords mêmes du canal.

Compte tenu de son passé comme de son tempérament, Dayan ne pouvait qu'opter pour la première hypothèse. Durant la guerre, il avait déjà estimé que c'était une erreur de progresser jusqu'au canal de Suez et d'y occuper la rive orientale. Selon lui, le canal était vital à l'économie égyptienne et il devrait bien être rouvert, un jour ou l'autre, à la navigation internationale. Or Bar-Lev choisit l'autre hypothèse et entreprit aussitôt de mettre en œuvre un plan de système d'alerte avancé sur la rive orientale du canal de Suez. Il était question d'une véritable barrière destinée à empêcher toute incursion des forces égyptiennes à partir de la rive opposée. Cette « ligne Bar-Lev », comme on l'appellera par la suite, s'étendait sur près de

200 kilomètres le long du canal. Elle était notamment constituée de remblais de terre très surélevés et d'une trentaine de fortins en béton renforcés et espacés aux points de passage réputés les plus probables. L'ensemble était complété par des dispositifs sophistiqués de détection, d'alerte et d'écoute électroniques. Modèle de défense statique, la ligne Bar-Lev avait pour objectif de minimiser les pertes en vies humaines. En cela, elle constituait une contre-révolution stratégique, car elle rompait avec la logique offensive de Tsahal, celle-là même que Dayan avait contribué à conceptualiser puis à « modéliser ». Mais les temps avaient changé et l'heure n'était plus à l'audace. Défendant sa fameuse ligne, Bar-Lev soutenait qu'elle serait la « tombe des troupes égyptiennes » si d'aventure celles-ci s'avisaient de franchir le canal. Cela correspondait du reste à la volonté du gouvernement de préserver à tout prix le *statu quo* territorial : ne pas céder le moindre pouce de terrain à l'Égypte, au risque d'amorcer un processus pervers qui contraindrait Israël à des concessions en cascade.

Des généraux de poids, dont le moindre n'était pas Sharon, l'« enfant terrible » de Tsahal, ne partageaient pas ces certitudes. Ils critiquèrent vivement la ligne Bar-Lev tout autant que la nouvelle doctrine militaire défensive. À en croire Arik, qui ne se privait jamais de dire haut et fort ce qu'il pensait, ce type de défense était rigide, coûteux[42], et vain par-dessus le marché. D'un côté, la ligne et ses fortins pouvaient être facilement contournés et se retrouver à portée de l'artillerie ennemie. D'un autre côté, le caractère statique de ce système de défense constituait presque une invite pour les Égyptiens à prendre l'offensive et à rouvrir les hostilités. C'en était fini du dogme de Tsahal qui exigeait, en cas de guerre, de privilégier l'offensive et de porter le combat en territoire ennemi. En somme, la ligne Bar-Lev ressemblait beaucoup à ce qu'avait été la ligne Maginot pour la France en 1940. L'argument massue de Bar-Lev ? « Chaque guerre est différente de celle qui l'a précédée… » Il est vrai que la guerre d'usure engagée par Nasser apportait de l'eau à son moulin.

En avril 1969, une querelle mémorable eut lieu au quartier général de Tsahal. Sharon s'y distingua en défendant ses vues avec force, mais en vain. En butte à l'opposition de ses pairs, il sortit en claquant la porte de la réunion malgré les injonctions de Dayan : une algarade de fin de carrière pour Sharon, dont Bar-Lev exigea aussitôt le renvoi. Sharon demanda alors à Dayan d'intervenir en sa faveur, là encore en pure perte : « Bar-Lev ne te veut pas, je ne vois pas comment je pourrais interférer dans sa décision[43]. »

La rancœur de Sharon se reporta dès lors sur Dayan, qui était incapable de lui apporter son soutien alors même qu'en son for intérieur, il abondait en son sens. Selon Sharon, le ministre de la Défense était « aussi lâche à prendre des positions publiques difficiles qu'il pouvait être courageux sur le champ de bataille[44] ». Le futur Premier ministre songeait déjà à quitter l'armée pour se lancer en politique[45]. Il avait du caractère, ce qui faisait à cette époque cruellement défaut à un Dayan qui avait choisi de se taire et, surtout, de ne pas polémiquer avec le nouveau patron de Tsahal sur quelque sujet que ce fût. Dayan n'approuvait pas vraiment la nouvelle stratégie de Tsahal, qui, de toute façon, n'empêcherait pas les forces égyptiennes de franchir le canal. Il tentera de le faire comprendre à mots couverts : « Nous devons à présent frapper fort et ne pas compter sur les barrières ou sur les mines[46]. » Sa réserve était faite de calcul politique : s'extraire de l'image de « faucon » irresponsable que continuait de lui accoler l'*establishment.* On lui prêtait de grandes ambitions, notamment le ministère des Affaires étrangères. Or diriger la diplomatie était incompatible avec l'esprit commando ou avec des conceptions offensives sur le plan militaire.

Dayan ne broncha pas davantage sur la nouvelle stratégie défensive décidée sur le front nord du Golan : des positions retranchées protégées par des champs de mines et d'importants réseaux de barbelés, et complétées par des fossés antichars ainsi que par une station d'écoute électronique[47] implantée au sommet du mont Hermon. Lors de la guerre des Six Jours, Dayan avait hésité à se rendre maître de ce sommet, le plus élevé de la région. Il s'y était décidé sur le conseil d'un scientifique, le Dr Youval Ne'eman, qui lui avait exposé l'intérêt d'une telle position dans le domaine de la recherche astronomique. Dayan s'abstint aussi bien de tout commentaire lorsque l'état-major, sur la recommandation du général Israël Tal, opta pour une stratégie du « tout-blindé ». Tout en entretenant à sa manière le culte de l'offensive, cette stratégie mettait fin à l'« esprit de commando à la Wingate » dont Dayan avait été le propagateur inspiré. L'accès à l'« honorabilité politique » avait son prix et, de toute évidence, Dayan était disposé à le payer.

Toutefois, les événements se chargèrent bien vite de donner raison aux opposants à la doctrine Bar-Lev. L'encre de l'accord de cessez-le-feu mettant fin à la guerre des Six Jours était à peine sèche que l'Égypte avait repris ses tirs d'artillerie dans le Sinaï et engagé des opérations navales[48]. Six mois plus tard, il était clair que la paix était plus éloignée que jamais. L'URSS

expédiait quantité de matériels en Égypte et en Syrie afin de reconstituer leurs forces armées. Une semaine seulement après la fin de la guerre, le canal militaire entre Moscou et Le Caire était rétabli. Des missions militaires et des dignitaires soviétiques de haut rang se succédèrent en Égypte pour parfaire le dispositif aux abords de la rive occidentale du canal de Suez. Si Dayan dénonça la « soviétisation » de la guerre, les chefs militaires égyptiens avaient, quant à eux, toutes les raisons de vanter la « consolidation » de leur armée. On était en avril 1968. Peu après, ils en étaient déjà à prôner une « dissuasion active » : à savoir des raids, des coups de main et des tirs d'artillerie répétés visant à harceler l'État hébreu et à lui infliger des pertes et dommages significatifs. À partir de mars 1969, le harcèlement d'Israël se fit plus systématique sans pour autant déboucher sur une offensive de grande envergure. Il s'ensuivit bientôt une « drôle de guerre », que justifiera le président Nasser : « Je ne peux envahir le Sinaï, mais je peux casser le moral d'Israël par l'usure[49]. » Cette guerre d'usure était le pendant approprié de la nouvelle stratégie défensive de Tsahal. Puisque Israël entendait désormais camper sur ses positions et ses acquis, quitte à paraître découvrir les vertus de l'immobilisme, le harcèlement était assurément la réplique la plus pertinente. Les Égyptiens s'y trouvaient encouragés par les livraisons d'armements, toujours plus abondantes et sophistiquées, en provenance d'Union soviétique : missiles sol-air SAM-3, canons antiaériens Nun-Mem ou encore avions Yirot et MiG, livrés par Moscou en quantités impressionnantes.

Malgré la recrudescence des dépenses militaires qu'elle générait, cette « drôle de guerre » ne se fixait pas de véritable objectif militaire ou politique. Pour l'Égypte, elle répondait seulement à la nécessité d'éprouver la ligne Bar-Lev en lui infligeant une mobilisation coûteuse et des pertes intolérables. Il s'agissait aussi de ne pas laisser retomber le soufflé de la guerre contre Israël et de ne pas désespérer durablement la « rue arabe ». Une drôle de guerre qui, selon toute vraisemblance, ne comporterait ni vainqueur ni vaincu, tout en faisant beaucoup de victimes : plus de 720 tués lors de cette guerre d'usure, ce qui était à peine moins que le bilan de la guerre des Six Jours. La différence tenait à ce que celle-ci était regardée comme vitale, ce qui n'était pas le cas de celle-là, d'où un sentiment de futilité et de frustration proche du découragement ou de l'exaspération qui se répandit en Israël.

Faite d'affrontements permanents et souvent violents, quoique localisés, cette guerre d'attrition aurait dû réactiver les vieux réflexes de Dayan lorsqu'il préconisait les raids de représailles : « Nous ne pouvons interdire l'assassinat de nos agriculteurs ou de leurs familles… mais nous pouvons vendre très cher notre sang[50]. » Dans le passé, Dayan ripostait à coups de commandos de parachutistes qui avaient mission d'effectuer des percées en arrière des lignes ennemies. Mais les temps n'étaient plus les mêmes. À présent, c'était l'aviation israélienne qui se chargeait du travail.

Au demeurant, Tsahal obtint quelques résultats : ici, en juillet 1969, un commando naval détruisit les installations égyptiennes de Green Island, un îlot dans le golfe de Suez qui avait été fortifié par les Britanniques durant la Seconde Guerre mondiale ; là, un bataillon israélien fit brièvement incursion sur la rive occidentale du canal ; là encore, un autre commando s'empara d'un radar soviétique de dernière génération et le ramena par hélicoptère sur la rive orientale. Toutefois, la guerre prenait une vilaine tournure, car les Soviétiques paraissaient prendre les choses en main. Désormais, Moscou expédiait en Égypte non plus seulement du matériel, mais aussi des conseillers – jusqu'au nombre impressionnant de 15 000 – et même des pilotes. Lors d'un affrontement aérien, plusieurs pilotes russes furent ainsi abattus avec leur appareil, provoquant du reste une sorte de gêne chez Dayan : « La question n'est pas de savoir si nos pilotes sont les meilleurs, mais de trouver les moyens d'éviter un clash avec l'Union soviétique[51]. » Dayan craignait toujours un affrontement militaire direct avec l'URSS. Ce n'était pas l'intérêt d'Israël de servir de champ de bataille périphérique aux deux superpuissances : quel qu'en fût le vainqueur, Israël serait le perdant. Un proverbe indien, très pertinent en l'espèce, dit d'ailleurs : « Quand deux éléphants se battent, l'herbe en dessous est écrasée. » Le nouveau président américain, Richard Nixon, fit savoir que ce n'était pas davantage l'intérêt des États-Unis, empêtrés au Vietnam, que de se confronter au Kremlin.

Lorsque fut signé le 7 août 1970, à l'instigation de Moscou, qui avait fait pression sur ses alliés égyptiens, et sous le contrôle des Américains, un cessez-le-feu mettant fin à la guerre d'usure, rien n'avait été résolu militairement ou politiquement. Le secrétaire d'État William R. Rogers avait été à la manœuvre, facilitant des discussions sous l'égide de l'ONU et de la « mission Jarring[52] ». Près de trois années de combats presque continuels et une guerre d'usure de dix-sept mois[53] n'avaient rien réglé. Le cessez-le-feu non plus, d'ailleurs, Nasser ayant de nouveau fait comprendre que la fin de

l'état de guerre avec Israël ne signifiait pas l'ouverture sur un traité de paix[54]. Dès les jours suivants, les Égyptiens se mirent à installer sur la rive occidentale du canal de nombreuses rampes de lancement de missiles sol-air SAM 2 et SAM 3, en violation des accords fraîchement conclus. Cette guerre ne se concluait pas par une victoire israélienne, contrairement aux dires de Dayan, sinon par une victoire à la Pyrrhus.

Peu après, Dayan se rendit à Washington pour y rencontrer le président Nixon et celui qui était alors son conseiller pour la sécurité nationale, Henry Kissinger. La visite ne fut pas vaine. Des encouragements furent prodigués à Dayan ainsi que l'assurance que l'Amérique n'abandonnerait pas Israël : « Nixon, par ses paroles et son attitude, assuma toute la stature du président d'une grande puissance, soulignant la responsabilité de son pays envers ses amis[55]. » Dayan entendit dans le Bureau ovale des propos réconfortants que n'avait jamais eu la chance d'entendre Abba Eban sous les administrations Eisenhower, Kennedy et même Johnson. Malgré l'embargo décrété par les pays occidentaux, l'Amérique reprit les livraisons d'armes à Israël, livraisons qu'elle avait brièvement interrompues – des avions tout particulièrement. Plus que jamais, les États-Unis étaient le principal fournisseur de Tsahal. Toutefois, l'expectative était totale. Les Égyptiens eux-mêmes étaient plongés dans le doute après la mort brutale de Nasser, en septembre 1970. Son successeur, Anouar el Sadate, passait pour un comparse et, pour certains, semblait même être l'un de ces « imbéciles qu'on mènerait[56] ». Jusqu'à quand le nouveau *raïs* supporterait-il cette image ?

En attendant, les actions terroristes battaient leur plein. En provenance du territoire jordanien pour l'essentiel, elles menaçaient désormais très directement le pouvoir hachémite du roi Hussein. De Yasser Arafat à Georges Habache en passant par Nayef Hawatmeh[57], les chefs palestiniens se comportaient comme si le pays leur appartenait. En septembre 1970, le souverain n'eut d'autre choix que de faire intervenir l'armée. En quelques jours, celle-ci écrasa les noyaux terroristes et les camps de réfugiés palestiniens. C'était le « Septembre noir ». Les Palestiniens s'enfuirent en masse vers le Liban, et les chefs activistes installèrent leurs nouveaux quartiers généraux à Beyrouth. Les tirs d'artillerie et les sabotages prirent fin dans le secteur de la vallée du Jourdain. Les relations entre Israéliens et Jordaniens s'améliorèrent considérablement grâce à une coopération renforcée. Dayan avait tout lieu de s'en réjouir : « Tous nos efforts, toutes nos réalisations dans le domaine de la coexistence pacifique depuis la guerre

des Six Jours auraient pu être réduits à néant sans les événements de Septembre noir[58]. »

## Désillusions

Lorsqu'il avait défilé triomphalement en juin 1967 dans les rues de la vieille ville de Jérusalem en compagnie des généraux Rabin et Narqiss, Dayan n'aurait pu concevoir qu'il avait atteint l'apogée de sa carrière. La campagne de 1956 lui avait apporté la notoriété et, en 1967, il était devenu une gloire nationale. Depuis lors, il était reconnu, attendu, voire espéré par le plus grand nombre. Son rappel en catastrophe par Eshkol avait conforté son immense popularité : il était bien l'homme incontournable et indispensable à la sécurité d'Israël. Même s'il n'avait plus de prise directe sur cette armée qu'il avait longtemps commandée de main de maître. Même si son portefeuille de ministre de la Défense faisait un peu oublier le militaire flamboyant qu'il avait été. Il était désormais un homme clé du gouvernement. Déjà, son nom était évoqué pour la succession d'Eshkol.

Dayan semblait avoir endossé ses habits de ministre avec la même facilité que lorsqu'il s'était assis dans le fauteuil de chef d'état-major de Tsahal, quatorze ans et demi plus tôt. Il n'avait pas perdu ses habitudes, transformant son bureau ministériel qu'il trouvait trop vaste et trop luxueux en salle de conférences et s'installant lui-même plus modestement. Certes, il offrait toujours volontiers le thé à ses visiteurs. Et des fruits, bien sûr : oranges et jujubes en hiver, pommes et raisins en été, pastèques pour les occasions spéciales. Par ailleurs, le Dayan ministre n'était guère plus attaché au protocole que ne l'avait été le Dayan général. Il tenait à ce que ses tournées d'inspection se déroulassent sans cérémonie, sans aucun détachement pour lui rendre les honneurs. On avait beau lui objecter que cela portait atteinte à la discipline, il ne voulait pas en démordre. C'était la « marque Dayan », à rebours des traditions et de la routine censées tremper le caractère du soldat : « Je n'ai jamais ni interdit ni admiré les exercices sur la place d'armes et les hurlements des sergents-majors. » Certes, il avait renoncé à tenir ses réunions en plein air, comme au temps où il était *ramatkal*. Il ne tirait plus des coups de fusil du balcon de son bureau et ne s'habillait plus à la diable. Il confessait même dans un sourire ses « petites faiblesses » : un visage rasé de près et des souliers qui brillent…

*Un accident symbolique*

Parallèlement à ses contraintes ministérielles, toutefois, Dayan continuait toujours à papillonner et à courir les femmes. Sa popularité croissante lui avait même ouvert des horizons nouveaux en ce domaine et le maelström de ses innombrables liaisons avait gagné en complexité. Il n'avait pas encore divorcé de Ruth, mais c'était désormais à Rahel de se faire une raison et de se convaincre du caractère véniel de ses écarts. En toute mauvaise foi, Dayan persistait à nier ses incartades avec ses maîtresses, plaidant la « folie » de ses conquêtes ou campant commodément dans le rôle de l'homme courtisé voire harcelé par les femmes. Il prétendait invariablement que ses liaisons n'avaient aucune importance et seraient déjà terminées n'était l'insistance tenace de ses admiratrices ; une insistance qui, selon lui, pouvait prendre la forme du chantage émotionnel, comme le suicide, ou financier. De toute façon, il ne trouvait pas sa situation, matrimoniale ou non, si dramatique. Quelques années auparavant, un neurologue de renom avait expliqué doctement à Ruth que l'addiction au sexe de son époux était sans doute liée à la formation de résidus de cicatrices sur son cerveau, conséquences de la grave blessure à la tête qu'il avait subie. Commentaire ironique de Yaël : « Je doute que mon père ait jamais considéré son activité sexuelle insatiable comme un signe de mauvaise santé[59]. »

Rien ne pouvait faire changer Moshe, sauf un de ces accidents fortuits de l'existence, et c'est un peu ce qui se produisit en mars 1968. À l'époque, toute la sécurité d'Israël était mobilisée pour faire face aux attaques terroristes toujours plus nombreuses et meurtrières. Un jour, un car scolaire conduisant des enfants d'Herzliya dans le Néguev sauta sur une mine, tuant deux écoliers et en blessant vingt-sept autres. L'émotion fut considérable en Israël. En riposte, Tsahal décida d'attaquer plusieurs bases terroristes, dont la plus importante était située à Karameh à l'est du Jourdain. Cette base était supposée abriter les grands chefs de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine), parmi lesquels Yasser Arafat. Venu sur place, Dayan avait contribué à superviser les plans de l'opération de représailles. Il n'avait pu cependant résister au plaisir de s'accorder quelques heures de détente en s'adonnant à sa passion pour l'archéologie.

Durant la guerre d'usure avec l'Égypte, il avait fait des trouvailles intéressantes dans une étendue de sable appartenant à un riche propriétaire

de Deir el-Ballah, entre Gaza et Rafah. Il avait ainsi exhumé des vestiges d'un cimetière cananéen vieux de plus de trois mille ans. Surtout, il était tombé sur un sarcophage égyptien – contenant boucles d'oreilles, perles de verre et bracelets – au couvercle admirablement décoré de bas-reliefs représentant des formes humaines. Direction Zahala, où il fallut aménager une nouvelle fois le jardin musée pour pouvoir y entreposer ses trouvailles. Les archéologues professionnels étaient littéralement bluffés par le flair de Dayan. Le professeur Trude Dothan eut même un trait d'humour à ce sujet : « Nous, archéologues, plaisantions entre nous sur le fait qu'il voyait mieux avec un seul œil que nous avec les deux… » Sans doute ces mêmes spécialistes eussent-ils moins plaisanté en apprenant que Dayan monnayait désormais fréquemment les pièces qu'il découvrait. Il ne s'agissait plus à présent de troquer des jarres contre des sacs de café, mais de les vendre pour des sommes rondelettes[60].

En mars 1968, on lui avait indiqué un site propice, à savoir une petite grotte près de la localité d'Azor qu'il connaissait déjà assez bien pour y avoir déjà exhumé des tombes en pierre. Très ancien, ce site était mentionné dans des textes assyriens du VIII^e^ siècle avant Jésus-Christ, et les Croisés y avaient bâti en leur temps le château des Plaines. Mais Dayan était plus attiré encore par le fait qu'il ait été fréquenté bien plus tôt, ainsi qu'en témoignait la découverte de sarcophages remontant à cinq mille ans auparavant. Ce jour-là, il avait commencé à creuser un tumulus sableux et calcaire, et y avait déjà trouvé quelques fragments de vases qu'il avait aussitôt datés de l'âge du bronze ancien (soit de 3 150 à 2 200 ans avant J.-C.). S'étant glissé dans une cavité étroite, il sentit brusquement les parois et la voûte s'abattre sur lui et l'ensevelir. Enseveli, enterré vivant, il crut sa dernière heure arrivée et ne dut son salut qu'à la rapidité des secours.

Il fut transporté d'urgence à l'hôpital Tel Hashomer de Tel-Aviv dans un état épouvantable : son visage horriblement bleui, les vertèbres touchées, deux côtes cassées et une corde vocale sectionnée. Les médecins craignaient, en outre, des hémorragies internes ainsi que des lésions au foie ou à la rate. L'un d'entre eux, le psychologue clinicien Avner Falk, rendit un diagnostic singulier : « L'appellation psychiatrique correcte de ce qui se passa alors est "tentative de suicide inconsciente". » Et de rappeler que la sœur de Dayan, Aviva, au terme d'un long processus suicidaire, était morte d'une overdose de barbituriques quatre mois plus tôt. Ce psychologue n'était pas le premier et ne serait pas le dernier à tenter de comprendre cet homme qui, malgré sa

célébrité, conservait tout son mystère. Sa famille comme ses amis furent impressionnés par le spectacle qu'offrait cet homme brisé, borgne, presque paralysé et ne pouvant s'exprimer que par des grognements à peine compréhensibles. Le plus choqué fut Ben Gourion venu le réconforter : « Comment, mais tu es bleu de partout ! Qu'est-ce que tu vas devenir[61] ? »

Dayan s'en sortit de justesse. Il dut cependant porter un corset de plâtre pour maintenir sa colonne vertébrale et s'aider d'un fauteuil spécial. Devenu aphone, il dut aussi faire de gros efforts pour retrouver peu à peu l'usage de la parole. Son rétablissement fut laborieux, et il fut découragé plus d'une fois : le cauchemar lié à la perte de son œil était en train de se reproduire. Il marchait très difficilement, au prix de gros efforts. Ceux imposés à son unique corde vocale lui fatiguaient la voix. Il dépendait de plus en plus des calmants pour alléger sa souffrance, et ne pouvait pas se passer de barbituriques pour pouvoir dormir. Il ne souffrait pas encore d'addiction dure aux médicaments, mais il commençait à développer une sorte de dépendance conduisant tout droit à la toxicomanie.

S'il parvint finalement à surmonter ces épreuves, son corps et sa volonté défiant les prédictions médicales, Dayan ne serait plus jamais tout à fait le même. Les blessures qu'il avait subies alors fragilisèrent durablement son état de santé. L'instabilité de son humeur reprit le dessus, le pessimisme dominant par intermittence. Dans ses moments les plus sombres, il pouvait verser dans une espèce de somnolence tourmentée avant d'appeler sa fille Yaël à l'aide, jusqu'au cœur de la nuit. Peu après le suicide d'Aviva, son père Shmuel mourut en août 1968. Dayan devint hanté par l'idée que sa fin était proche, déclarant à la cantonade que ses parents, son frère Zorik et sa sœur Aviva l'attendaient au cimetière de Shimron. Sa propre fille Yaël fut l'observatrice attentive de ce changement : « Jusqu'alors, sa franchise et son cynisme étaient célèbres dans toute l'armée […]. Il était devenu une légende vivante […]. Son caractère changea cependant peu à peu. Il n'était plus le rebelle dont il avait soigné le profil[62]. » Dayan reprit péniblement ses activités, mais le cœur n'y était plus. Il voyageait moins et n'y trouvait d'ailleurs plus aucun plaisir. Il devenait cynique envers autrui, et méprisait désormais sa propre célébrité ou la façon dont il était perçu. Ses admirateurs semblaient l'exaspérer, surtout ceux qui cherchaient à se faire photographier « à côté du général ». Il avait décidé de limiter au strict minimum ses apparitions publiques et d'en fixer les conditions : pas de réception, pas de cocktail, pas de photographes, pas de dîner. Il apparaissait brièvement,

prononçait un petit discours convenu, répondait à dix minutes de questions et s'en allait.

## *L'Histoire ne repasse pas les plats*

Le positionnement politique de Dayan prêtait également à discussion. En dépit de son aura et de son prestige, il restait paradoxalement un marginal et un outsider. Quelques années auparavant, il avait pressenti que le temps de Ben Gourion était révolu et que le Rafi que celui-ci avait créé resterait embryonnaire. Son temps n'était-il pas en train de passer pareillement ? Resté au gouvernement malgré les réticences de ses amis, on lui avait fait comprendre qu'il n'avait d'autre choix que de se soumettre ou de se démettre. Mais retourner au bercail travailliste signifiait clairement s'accommoder d'une classe politique et d'un gouvernement dont il ne s'était pas privé naguère de dénoncer les méthodes. Déjà, à la veille de la réunification de la grande famille travailliste, en janvier 1968, il n'avait pu cacher sa fébrilité en prônant le ralliement du Rafi : « Si je dois me rendre au 110 de la rue Hayarkon[63], je le ferai avec plaisir parce que je n'irai pas là-bas pour accepter mais pour me battre : pour proposer qu'Eshkol ne soit plus Premier ministre, pour veiller au changement de notre politique économique et faire en sorte que le ministre des Finances soit quelqu'un d'autre que Pinhas Sapir[64]. » Ses amis[65] n'étaient pas dupes.

En février 1969, Levi Eshkol mourut subitement d'une crise cardiaque. Dayan, de son côté, était encore très affaibli par son grave accident de l'année précédente. Son image restait néanmoins très positive auprès des Israéliens. Un sondage effectué à cette époque au sein de la coalition gouvernementale le donnait largement en tête, devant des concurrents potentiels tels Yigal Allon et Golda Meir[66]. C'est sans doute à ce moment que Dayan laissa passer sa chance de s'affirmer comme un leader incontesté. Mais en avait-il le caractère ? Considérait-il qu'en sa qualité de transfuge d'un Rafi ultraminoritaire, il n'avait pas la moindre chance ? Il n'était peut-être pas le candidat du parti, mais il était ou pouvait être celui des Israéliens. Or il tergiversa et se complut une fois encore dans un entre-deux stérile pour renoncer finalement à se porter candidat à la succession d'Eshkol : « Je n'ai aucun intérêt à me présenter comme un Don Quichotte. » Plus que jamais, Pinhas Sapir faisait office de « faiseur de rois ». À son instigation, le parti

refusa de trancher entre les éternels rivaux qu'étaient Dayan et Allon. Il opta pour une solution de compromis temporaire, ce qui ouvrit la voie à Golda Meir[67].

Dayan n'était plus le rebelle impertinent qui rêvait de faire bouger les lignes. Il était devenu un allié loyal et prévisible tablant sur un long terme hypothétique et refusant d'admettre que les grandes opportunités ne se présentent qu'une fois. Un politicien parmi d'autres, voilà ce qu'il était devenu. Golda Meir s'était opposée à sa nomination comme ministre de la Défense en juin 1967. Elle conservait la conviction que son inconsistance politique ferait de lui un leader désastreux pour le pays. De plus, Dayan n'avait pas soutenu sa candidature. Golda Meir, parce qu'elle ne pouvait sans doute faire autrement, l'avait toutefois conservé à son poste ministériel. On n'éconduit pas sans risque un homme doté d'une telle popularité.

De son côté, mettant en sourdine leurs différends passés, Dayan se fit une raison en s'efforçant de ne voir en Golda Meir qu'une personne franche et directe. Estimant que cela le changeait agréablement des hésitations perpétuelles d'Eshkol, il n'hésita pas à en rajouter dans l'éloge un brin ironique : « C'est une femme courageuse, tenace et décidée. Le Seigneur lui a également accordé la bénédiction de voir le monde en noir d'encre et blanc de neige, sans la complication des demi-teintes[68]. » Une fois n'est pas coutume, Golda lui rendra plus tard la politesse : « Considérant sa réputation de ne pas savoir travailler en équipe – et la mienne de ne pas savoir transiger facilement –, je crois que, dans l'ensemble, nous nous en sommes bien tirés[69]. » Quand les choses paraissaient se compliquer avec Golda, Dayan connaissait un moyen de l'amadouer en la flattant sur ses succès diplomatiques passés en Afrique, auxquels elle attachait beaucoup d'importance[70]. Finalement, Golda Meir ne lui posa pas de problème dans l'exercice de sa fonction ministérielle et lui laissa même une latitude réelle dans les affaires de défense. Leur collaboration fut plus satisfaisante qu'ils ne l'eussent tous deux imaginé[71].

Certes, Dayan dut avaler ici ou là quelques couleuvres. En 1972, lors de la succession d'Haïm Bar-Lev à la tête de l'état-major de Tsahal, il avait ainsi avancé le nom du général Shayke (Yeshayahu) Gavish. Le gouvernement ne tint aucun compte de son avis et désigna à la place le général David Elazar. Dayan dut ravaler son orgueil et s'incliner. Il n'entendait pas se battre pour une simple question de fierté : « Tout ce que je peux faire, c'est proposer. C'est la démocratie et, si je suis mis en minorité,

je dois l'accepter. Si je devais démissionner à chaque fois que le cabinet n'est pas d'accord avec moi, je ne pourrais pas rester ministre de la Défense fût-ce une seule semaine[72]… » En vérité, Dayan se plaisait dans ces fonctions de ministre de la Défense qu'il maîtrisait bien et qui ne l'absorbaient pas complètement. Il pouvait travailler à la normalisation de la Cisjordanie. Il pouvait aussi négocier de nouveaux contrats d'armement avec Washington. Au fond, comme il le reconnaîtra lui-même, la position qu'il occupait était la « plus élevée qu'*ils* me laisseraient atteindre[73] ». « Ils » désignait Golda Meir et son cercle rapproché, le fameux « *kitchen cabinet*[74] » des journalistes.

Son impuissance n'ayant d'égale que l'obstination avec laquelle il s'accrochait à son poste ministériel, le courage politique de Dayan en devint même sujet de débat. Son courage personnel, flirtant toujours avec la témérité, n'était pas en cause. Il prenait toujours des risques à titre individuel, inspectant ainsi sans relâche les postes avancés. Un jour, il avait été dissuadé courtoisement par un chef de brigade de gagner un poste d'observation exposé : « Nous avons de nombreux soldats, mais seulement un ministre de la Défense. » Ce à quoi l'intéressé, tout en s'y résignant, avait rétorqué, pince-sans-rire : « Vous seriez surpris d'apprendre à quel point sont nombreux les candidats à ma succession[75]… » Pourtant, le charme se dissipait peu à peu. Dans sa vie publique, comme l'observera sa fille Yaël, « il s'enferma dans son personnage, en vint à se comporter en proconsul, n'acceptant plus aucun conseil ».

## *L'embourgeoisement d'un rebelle*

Sa vie privée, elle, restait chaotique. De plus en plus attaché à Rahel, il la voyait presque chaque jour chez elle. Quand il avait été hospitalisé à Tel Hashomer, à la suite de son accident, elle venait le soir en cachette lui rendre visite en évitant Ruth et ses trois enfants. Un jour, Dayan organisa une rencontre entre sa maîtresse et Yaël. Elles s'abstinrent de toute marque d'hostilité, mais le courant ne pouvait passer entre les deux femmes : « Nous appartenions à des mondes différents par nos façons d'être, nos manières, nos tempéraments, nos valeurs[76]. » Pour Moshe et Ruth, c'était la fin du chemin. Ruth s'impliquait de plus en plus dans ses activités humanitaires liées au développement de l'artisanat en Cisjordanie, à la promotion des poteries à Gaza ou encore de la dentelle ou de la broderie à Bethléem. Ils

divorcèrent donc en décembre 1971 après trente-six ans de mariage. Pour Ruth, Moshe n'était plus l'homme qu'elle avait aimé. Elle voyait désormais en lui un être cupide et matérialiste dont la mégalomanie avait chassé les idéaux de jeunesse. Elle partit s'installer à Herzliya.

Moshe conserva la maison de Zahala, plus solitaire et taciturne que jamais. Yaël décela chez lui quelques manies : laver sa tasse de thé dès qu'elle était vide, ranger systématiquement ses placards, ses papiers personnels ou sa réserve de médicaments. Il avait transformé son jardin en une sorte de musée où chacune de ses trouvailles archéologiques était bien en évidence – statuettes, jarres et sarcophages –, tout comme l'étaient les livres de sa bibliothèque. Mais de cet ordonnancement impeccable se dégageait une froideur tellement effrayante qu'on eût dit que la vie s'en était enfuie. Sans en avoir vraiment conscience, Moshe Dayan se crispait peu à peu dans sa propre légende. Il n'était plus ce corsaire rebelle, flamboyant et désinvolte qui forçait l'admiration, mais un homme d'âge mûr installé dans le confort et soucieux de sa position sociale.

Au fond, il était à l'image de la société israélienne dans son ensemble. Si Dayan vieillissait et s'embourgeoisait, l'âge héroïque d'Israël était en train de s'achever. L'élan lié à la fondation de l'État, cette soif de vie des pionniers sionistes, cette volonté de survie des rescapés des camps de la mort, paraissaient révolues. Symboliquement, la retraite de Ben Gourion avait déjà marqué la fin d'un cycle. La victoire triomphale de 1967 avait, à coup sûr, tiré un trait sur cette époque. Elle avait laissé la place à une société israélienne en mutation et en renouvellement permanent. Une société pressée de vivre enfin. Une société qui accueillait de nouveau les immigrants en masse[77], mais qui n'acceptait plus ni les privations et les sacrifices, ni le mode de vie spartiate du kibboutz autrefois érigé en modèle. Une société lassée d'une gauche travailliste éternellement au pouvoir. Une société entrepreneuriale qui entrait de plain-pied dans la communication de masse, s'écartant encore davantage de l'esprit collectiviste de ses origines.

Ces mutations affectaient jusqu'à l'institution militaire, qui s'embourgeoisait elle aussi. Fini l'époque des jeunes paysans devenus généraux à l'âge de vingt ans ou à peine plus : « Ces officiers aux salaires d'instituteurs, qui n'avaient jusqu'alors connu que l'inconfort fraternel des campements et la poussière du désert, ne restèrent pas tous insensibles aux clins d'œil de la gloire[78]… » Chefs d'âge mûr, ils étaient devenus des vedettes de la télévision et posaient complaisamment en compagnie de stars

internationales, de Leonard Bernstein à Sean Connery ou à Danny Kaye. On s'arrachait à prix d'or leurs conférences, tandis que certains se faisaient aménager des postes de commandement en marbre blanc, dignes des superproductions hollywoodiennes[79]. C'était le cas du général Rehavam Zeevi, alias « Gandhi[80] », qui poussait le dandysme jusqu'à promener en laisse un lionceau que lui avait offert le négus Haïlé Sélassié en personne. Commentaire désabusé de Ben Gourion : « Voilà que nos officiers se comportent comme des généraux de républiques bananières[81]… »

Les louanges de la victoire de 1967 avaient tourné la tête de bien des officiers. Sans que personne n'y prît garde, l'armée devint trop sûre d'elle-même et moins en recherche d'excellence[82]. Il y régnait aussi parfois une atmosphère délétère aux accents de corruption ou de gaspillage. Qu'il était loin le temps où, peu après la campagne de 1956, des militaires, dont un officier, avaient été traînés devant la justice sur ordre de Ben Gourion pour avoir dérobé à l'armée deux misérables sacs de sucre[83] ! Une nouvelle génération de sabras arrivait à maturité sans avoir l'expérience de la précédente. Elle n'avait pas subi directement la Shoah et n'avait même pris vraiment conscience de sa signification qu'au moment du procès d'Adolf Eichmann[84]. Cette nouvelle génération-là aspirait à profiter davantage de l'existence. Leurs aînés rêvaient tout autant de s'enraciner dans une société de prospérité et d'enrichissement. Un tel besoin de normalité était naturel, sauf que la situation du pays vis-à-vis de ses voisins n'était alors pas plus normale qu'elle ne l'avait été dans le passé.

En juin 1973, dix-huit mois après son divorce d'avec Ruth, Moshe finit par épouser Rahel. Il avait cinquante-huit ans et restait lucide sur son changement de vie : « Je ne sais si c'est ce que l'on appelle le coup de foudre. Mais je sais que c'est avec Rahel que je veux passer le reste de ma vie[85]. » Improvisé, le mariage fut célébré sobrement au domicile du rabbin Mordechai Piron, l'aumônier général de Tsahal. Le secret fut bien gardé. Le rabbin aura même du mal, le moment venu, à réunir le *minyan*, quorum requis de dix hommes pour la célébration d'une cérémonie religieuse. Aucun des trois enfants de Dayan et aucune des deux filles de Rahel ne furent conviés au mariage. Par la suite, Dayan jugera utile de résumer la situation en y glissant une pointe d'humour : « Elle est divorcée et je suis divorcé. Je ne suis ni un Cohen ni un *mamzer*[86], il n'y avait donc aucun problème. » Si, par son remariage, Moshe Dayan avait cru pouvoir trouver la stabilité et la paix intérieure auxquelles il aspirait, il se trompait. Une fraction de l'opinion

israélienne, qui s'était lassée de ses liaisons incessantes, lui reprochait son divorce, comme s'il avait cette fois dépassé les limites. Quatre mois plus tard à peine, les événements le ramenaient à la réalité. Et celle-ci était dramatique.

# 6

# L’aura fracassée

Dans la tradition hébraïque, Yom Kippour est la célébration la plus symbolique et la plus solennelle[1]. Les prières, le recueillement et le jeûne indissociables de cet événement religieux qui dure un peu plus de vingt-quatre heures, visent à implorer le pardon divin pour tous les péchés commis au cours de l’année écoulée. En Israël, l’activité est complètement paralysée le jour de Kippour, et le silence s’abat sur le pays. La radio comme la télévision cessent de fonctionner, et les journaux ne paraissent pas. Les

usines s'arrêtent en même temps que boutiques et restaurants baissent leur rideau. Les rues se vident tandis que les synagogues s'emplissent. Le ciel au-dessus de Tel-Aviv, Haïfa ou Jérusalem n'est plus traversé par les avions d'El Al. Même les militaires bénéficient habituellement d'une permission spéciale pour passer en famille le Grand Pardon. Ce jour-là, tout le monde ou presque se sent concerné, les religieux comme les non-pratiquants, les pieux comme les non-croyants.

La famille Dayan faisait partie de cette dernière catégorie, à l'instar de beaucoup de celles attachées à un sionisme laïcisant et à l'esprit pionnier des kibboutzim. Elle respectait les obligations de Kippour de façon plus relâchée et, de toute évidence, ne fréquentait pas beaucoup les synagogues. Si, par extraordinaire, il lui arrivait d'implorer le pardon de l'Éternel tout-puissant, elle le faisait volontiers en privé et en toute discrétion. Comme l'expliquera Yaël, la fille de Moshe, « Dieu était absent de notre vie comme de notre éducation. Au demeurant, la quiétude imposée au pays avait plutôt sur nous des effets dérangeants et perturbateurs[2] ». Pourtant, en ce samedi 6 octobre 1973, jour de shabbat de surcroît, nul n'aurait osé se montrer irrespectueux en rompant l'inactivité imposée lors de Yom Kippour. Il est tout aussi vrai que les Juifs d'Israël étaient à mille lieues de prédire le traumatisme qu'ils s'apprêtaient à connaître et qui allait faire de ce jour un cauchemar ; non seulement les Juifs de la rue mais aussi ceux qui, dans les cercles du pouvoir, étaient censés connaître le dessous des cartes.

## Kippour fatal

Dayan le reconnaîtra sans détour dans ses mémoires : « La guerre fondit sur nous le jour où nous ne l'attendions pas[3]. » Cette réflexion allait nourrir et résumer toutes les polémiques qui allaient s'ensuivre. Il est des surprises en politique, tout particulièrement en matière de sécurité nationale, qui procèdent de la méconnaissance sincère ou naïve des décideurs sur ce qui se trame par-devers eux. Mais il est d'autres surprises qui résultent de l'incapacité coupable de ces mêmes décideurs à accorder du crédit à une information capitale portée à leur connaissance : soit que la fiabilité de l'information pose question, soit que cette information paraisse inouïe au point de ne susciter qu'une sidération incrédule. Dans ce cas, la surprise s'empare de ceux qui se refusent à croire à l'évidence.

En juin 1941, les dirigeants soviétiques, Staline en tête, n'avaient pu croire aux renseignements, pourtant fournis de source sûre, qui annonçaient l'invasion de leur territoire par la Wehrmacht. En décembre de la même année, un aveuglement similaire avait empêché les responsables politiques américains d'anticiper l'agression japonaise contre Pearl Harbor. En Israël, la phrase prononcée par le Christ dans l'Évangile de Matthieu allait devenir de saison : « Ils ont des yeux et ne voient pas, des oreilles et n'entendent pas. » Et rendre par là même bien dérisoire le psaume judaïque qui semblait lui répondre : « Non, il ne sommeille ni ne dort celui qui garde Israël[4]. » Israël s'était-il donc endormi pour en arriver à ce jour fatal du 6 octobre 1973 ? Avait-il des yeux qui ne voyaient plus ou était-il devenu sourd ?

Moshe Dayan restait pénétré par son pessimisme congénital, toujours rémanent derrière quelques phases d'exaltation sporadiques de façade. C'était surtout un sceptique éclairé de temps à autre par son intuition. Sentait-il alors les choses avec plus de clairvoyance que d'autres ? Il n'en restait pas moins incompris donc marginalisé. Il était critiqué pour sa politique de « normalisation » en Cisjordanie. Il décevait aussi pour avoir osé suggérer, pendant la guerre des Six Jours puis à la suite de celle-ci, que Tsahal se retire de la rive orientale du canal de Suez jusqu'à une « seconde ligne », une vingtaine de kilomètres plus en retrait. Aux yeux de nombre d'Israéliens, il était impensable que l'amélioration de la vie quotidienne des Arabes dans les territoires occupés pût garantir l'apaisement. La plupart étaient hostiles à tout recul ou à toute concession. La reprise de la navigation dans le canal ou l'éventualité d'une coexistence pacifique avec les Arabes ? Ce n'était pas l'affaire des Israéliens. Après tout, ils avaient gagné la guerre de haute lutte et il ne leur appartenait pas de chercher à se rapprocher d'ennemis irréductiblement hostiles. Au fil des années, l'influence et le rayonnement de Dayan s'étaient ainsi émoussés, et le politique avait peu à peu affadi le militaire. Bien sûr, son prestige restait présent et solide, et il aurait pu défendre son point de vue. Mais comment aurait-il pu convaincre une opinion publique dont la confiance extrême en ses forces armées relevait de l'acte de foi ? Pour les Israéliens, Tsahal était définitivement invincible.

Dayan lui-même oscillait entre pusillanimité et arrogance. Au début des années soixante-dix, une plaisanterie était largement colportée en Israël : autour d'un café, Dayan et le chef d'état-major « Dado » Elazar se lamentaient sur leur inactivité militaire. Dayan soupirait : « Il n'y a vraiment

rien à faire », et Elazar répondait : « Peut-être envahir un autre pays arabe… » Et Dayan de conclure : « Oui, mais alors que ferions-nous l'après-midi[5] ? » Son état d'esprit contradictoire ressortait de deux décisions opposées prises en avril 1973, pratiquement au même moment. La première était de faire approuver par le gouvernement des achats de blindés et de canons supplémentaires pour 17 millions de dollars. La seconde consistait à réduire de trois mois la durée du service militaire à compter de l'année suivante[6]. Mais quelle importance ? La confiance générale allait presque de soi. Après tout, Tsahal avait remporté toutes ses guerres, et les deux dernières haut la main.

Dayan avait cependant de bonnes raisons de redouter le surarmement effréné de l'Égypte et de la Syrie. Les fournitures soviétiques s'intensifiaient à un rythme continu[7], tandis que des instructeurs et des « conseillers » en nombre croissant étaient envoyés par Moscou sur le terrain. En mai 1973, Dayan pressait déjà l'état-major général d'anticiper une guerre à l'horizon de l'été : « Préparez-vous à un été "électronique". J'ai l'impression que l'Égypte et la Syrie vont attaquer ensemble, massivement, d'ici la fin du mois prochain ou alors ce sera à la fin de l'été[8]. » Selon lui, si les Égyptiens doutaient eux-mêmes de leur capacité à vaincre Tsahal, ils tablaient sur les pressions internationales qui, en cas de conflit, obligeraient les Israéliens à se retirer des territoires. Il avait été écouté poliment, à la suite de quoi, rien ne se passant, l'attention s'était relâchée. De fausses alertes – elles coûtaient d'ailleurs très cher[9] – en rumeurs non fondées, Tsahal n'allait tout de même pas s'enfermer dans un cercle vicieux d'attente angoissée digne du *Désert des Tartares*.

Dayan, il est vrai, ne passait pas tout son temps à jouer les Cassandre. Parfois, il se plaisait à endosser le costume du matamore : « Si les Égyptiens attaquent, je les écraserai. Laissez-les donc venir[10]. » À la fin du printemps, Dayan s'était même opposé au projet du général Elazar qui envisageait la mobilisation générale des réservistes. Selon lui, l'inquiétude n'était pas de mise. Du reste, il n'avait pas une haute opinion de Dado et se fiait plus volontiers à l'opinion du général Eliyahu Zeïra, le chef du Deuxième Bureau : « Voilà trois ans que les Égyptiens sont sur le pied de guerre… » Dayan et Zeïra l'avaient emporté en invoquant des considérations « supérieures », politiques tout autant que diplomatiques. Politiques, car il s'agissait de ne pas effrayer inutilement les Israéliens ; diplomatiques, car nul n'avait intérêt à se placer dans une logique de guerre propre à irriter les

alliés américains. Le miroir embellissant de la réalité satisfaisait ainsi tout le monde, hormis quelques journalistes incrédules qui encouraient le risque d'être censurés.

## *Un aveuglement généralisé*

Tout de même ! Insensiblement, les nuages commençaient à s'accumuler et, avec eux, les signes avant-coureurs d'un affrontement prochain. Passe encore que les grands quotidiens arabes, du cairote *al Akhbar* au beyrouthin *al Nahar*, prédisent chaque jour la guerre. Ils étaient dans leur rôle. Ou même, à la rigueur, que l'hebdomadaire américain *Newsweek*, *via* son rédacteur en chef Arnaud de Borchgrave, annonce dans ses colonnes la forte probabilité d'une guerre localisée, voire généralisée, entre Israël et ses voisins arabes. Mais il existait des faits autrement plus préoccupants. Tel jour, les Israéliens observaient le mouvement de cargos soviétiques déchargeant en toute discrétion dans les ports syriens de Lattaquié ou à Tartous ce qui ressemblait à des munitions, des pièces d'artillerie ou encore des missiles. Tel autre jour, des blindés syriens se positionnaient le long de la ligne de cessez-le-feu du Golan. Tel autre jour encore, des unités égyptiennes s'avançaient jusqu'aux abords immédiats de la rive occidentale du canal de Suez, au point de pouvoir scruter à la jumelle les soldats de Tsahal sur la rive opposée. Ces mouvements pouvaient n'être que diversion ou gesticulation, et le pire n'était jamais sûr. Mais il n'était pas non plus absurde de les prendre au sérieux. Les autorités israéliennes s'efforcèrent toutefois de ne pas laisser s'installer un climat anxiogène dans le pays. Les élections générales étaient prévues pour le 29 octobre, et il fallait qu'elles se déroulassent dans le calme.

Il existait d'ailleurs d'autres opinions nettement plus optimistes. En avril 1973, on pouvait lire dans les colonnes de l'hebdomadaire parisien *L'Express* : « Les experts militaires savent que l'Égypte est comme un sac vide, que ses radars sont inefficaces et ses réactions plus que lentes. » Le quotidien du soir *Le Monde* renchérissait en estimant qu'« une bonne partie des cinq ou six cent mille soldats égyptiens cantonnés sur le canal sont inaptes au combat »… Les publications spécialisées ajoutaient leurs analyses péremptoires à celles de la presse généraliste, à l'exemple de la revue américaine *Ordnance* : « Si les Soviétiques décidaient d'intervenir en faveur

des Arabes, ils pourraient perdre de 1 000 à 1 500 appareils, sans pour autant avoir la certitude de vaincre l'armée de l'air israélienne[11]. »

En septembre 1973, Dayan avait à nouveau exprimé son inquiétude. Au nord, la Syrie était en train d'ériger une véritable muraille de missiles antiaériens : « Sur la frontière jordanienne, nous avons des implantations civiles mais pas d'ennemi. Sur la frontière égyptienne, nous avons un ennemi mais pas d'implantation. Sur la frontière syrienne, nous avons les deux. Si les Syriens s'en prennent à nos implantations, ce sera désastreux[12]. » Il y avait de quoi s'inquiéter, en effet, entre fausses alertes et escarmouches localisées. En septembre s'était déroulée une nouvelle bataille aérienne au-dessus du Golan. Bilan : treize MiG syriens au tapis. La tension était montée de plusieurs crans. Le spectre de la guerre était de nouveau bien présent. Déchargé du quotidien de l'action militaire, Dayan avait du temps pour spéculer sur la façon dont ses ennemis raisonnaient. Le régime syrien était redoutable en raison de sa proximité avec Moscou. Dictatorial, secret et hermétique, il était cependant difficile à décrypter. Dayan était plus familiarisé avec la politique égyptienne.

Dépourvu du charisme de son prédécesseur, le président Sadate avait hérité d'un pouvoir instable. Sans doute avait-il réussi habilement à se débarrasser de ses rivaux politiques directs en Égypte, mais le soutien populaire ne lui était guère assuré. Deux ans auparavant, dans le cadre de la résolution du conflit israélo-arabe, Sadate avait déclaré un peu pompeusement que 1971 serait l'« année de la décision ». L'année s'était écoulée sans que rien ne se produisît et Sadate s'était borné à une répétition stérile de déclarations incendiaires. En Israël, on avait depuis longtemps cessé de prendre pour argent comptant la rhétorique belliciste du nouveau *raïs*, même si Bar-Lev avait jugé préférable de différer son départ de son poste de chef d'état-major, au cas où[13]. Or Sadate était beaucoup moins naïf ou benêt qu'on ne le prétendait. Il avait compris que le rapprochement américano-soviétique, consacré l'année précédente par un accord historique[14], enracinait mécaniquement le *statu quo* au Proche-Orient, une région seulement périphérique aux yeux des puissants. Par ailleurs, la stratégie de harcèlement permanent – terrorisme ou guerre d'usure – avait trouvé ses limites.

La guerre ouverte, la vraie, devenait pour Sadate le seul moyen de débloquer la situation. Elle ferait bouger les lignes tout en redonnant le moral à une population égyptienne toujours sous le coup de l'humiliation du

désastre de 1967. Sadate savait qu'il n'avait guère les moyens d'une guerre totale d'anéantissement. Il lui fallait donc opter pour une guerre limitée afin de forcer Israël à négocier : la continuation de la politique par d'autres moyens dans la plus pure tradition de Clausewitz. Dayan pouvait fort bien mesurer l'impasse dans laquelle se trouvait le président égyptien. Il lui faudrait tôt ou tard en sortir, quel qu'en fût le moyen ou le coût. En octobre 1972, Sadate avait renvoyé son ministre de la Guerre et nommé le général Ahmed Ismaïl, ce qui témoignait d'un changement stratégique. À la manœuvre se trouvait le général Saad el Shazli, chef d'état-major, un des rares officiers supérieurs à être ressorti la tête haute de la guerre des Six Jours. Il s'était attaché à rebâtir une armée en la surmotivant et en lui donnant le goût de la combativité qui lui avait tant manqué jusque-là. Cette armée présentait encore des failles, mais n'avait plus rien à voir avec celle de feu le maréchal Amer[15].

Personne en Israël, Dayan compris, n'aurait pu se douter des manœuvres subtiles d'intoxication de la Syrie et de l'Égypte afin de détourner l'attention de leurs préparatifs. Ces deux pays multipliaient les mouvements militaires afin de les banaliser et de désorienter les chefs de Tsahal, une tactique dont les Israéliens avaient eux-mêmes usé dans le passé. Les spécialistes arabes de la désinformation faisaient preuve de ruse et d'astuce en distillant de fausses nouvelles dans la presse occidentale. Les services de renseignement israéliens, qu'on disait les meilleurs au monde, furent magistralement dupés. Il est vrai que, depuis l'attentat des Jeux olympiques de Munich en septembre 1972[16] notamment, leur attention se focalisait essentiellement sur le terrorisme palestinien. Les bases terroristes au Sud-Liban, le « *Fatahland* », étaient leur préoccupation majeure. En avril 1973 encore, Dayan avait approuvé une opération de commando visant à attaquer des positions stratégiques palestiniennes en plein Beyrouth.

Dayan n'était sans doute pas plus perspicace que les autres en ce qui concernait les préparatifs militaires arabes. Pourtant, il sentait les choses, même s'il n'était guère suivi par l'*establishment* militaire qui était loin de partager ses craintes. En septembre 1973, Dayan avait convoqué plusieurs conseils de défense. Tous en avaient conclu que l'armée israélienne était prête à affronter toute éventualité. Selon les rapports adressés au gouvernement, les concentrations de troupes ennemies dans le Sinaï et dans le secteur du Golan étaient sans lendemain. Leur conclusion était que la supériorité militaire israélienne demeurait intacte, écrasante. Dans le cas

d'une nouvelle guerre, un échec n'était tout simplement pas concevable. Chef d'état-major de Tsahal, le général Dado Elazar en était le tout premier convaincu. Une offensive à court terme des forces arabes lui paraissait hautement improbable. Il en allait de même pour la plupart des officiers d'état-major, à l'exception notable d'Israël Tal, le propre adjoint d'Elazar[17].

Tal et Dayan ne s'appréciaient guère[18]. Ils se méfiaient toutefois pareillement d'une communauté du renseignement péremptoire et arrogante. Même si Levi Eshkol, six ans plus tôt, l'avait déjà accusée de défaillance, celle-ci n'aurait pu admettre l'idée d'être bernée par la Syrie ou l'Égypte. De la part du directeur du Mossad, Zvi Zamir, ou du chef d'Aman[19], Eliyahu Zeïra, proche de Dayan, c'était le même refrain condescendant : les armées arabes étaient trop désorganisées pour songer seulement à attaquer Israël. De toute façon, l'armée de l'air israélienne surpassait celle de tous ses ennemis réunis et ferait bien vite la différence, tout comme en 1967. Guerre ou non, Israël souffrait déjà d'un handicap qui devait lui être presque fatal en raison de l'aveuglement gravissime de ses services de renseignement : l'excès de confiance.

Fin septembre, l'attention des responsables israéliens avait été une nouvelle fois détournée par une prise d'otages dramatique. Celle-ci avait été perpétrée en Autriche par un mouvement palestinien d'origine syrienne. Les terroristes avaient posé comme condition la fermeture du camp de Schönau par où transitaient les immigrés juifs en provenance d'Union soviétique. Le gouvernement autrichien avait cédé aux terroristes malgré les objurgations de Golda Meir[20].

Le 3 octobre, Dayan faisait une nouvelle fois part de ses craintes au chef du gouvernement. Soufflait-il le chaud et le froid ? Quelques jours plus tôt seulement, lors d'une réunion de fonctionnaires de son ministère, il avait réitéré sa conviction qu'il n'y aurait pas de guerre dans les dix années à venir… tout en ajoutant malicieusement : « Mais si une guerre venait à éclater avant ces dix ans, je vous expliquerais pourquoi… » Finalement, Dayan réagit comme en 1967 lorsque ses doutes avaient fini par l'emporter sur son optimisme. Il en vint à penser que les mouvements inhabituels de troupes, dans le Sinaï aussi bien que sur les hauteurs du Golan, n'étaient ni du bluff ni des leurres. Les Arabes étaient prêts à attaquer. Ironiquement, seul son vieux rival Yigal Allon partageait alors ses appréhensions au sein du cabinet israélien[21] : « Il ne faut pas sous-estimer les mesures prises par les Égyptiens. Je ne crois pas qu'elles soient simplement destinées à nous

induire en erreur. Quelque chose de sérieux se prépare[22]. » Deux jours plus tard, veille de Kippour, les familles des conseillers soviétiques présents en Égypte et en Syrie furent rapatriées d'urgence en URSS[23]. Au même moment, les bâtiments de guerre soviétiques mouillant à Alexandrie ou à Port-Saïd rejoignirent la haute mer. L'aviation israélienne fut mise aussitôt en état d'alerte. D'assez peu probable aux yeux de la plupart des responsables politiques et militaires israéliens, la guerre devenait soudain imminente.

La veille de Kippour, Moshe Dayan passa la nuit chez lui à Zahala. Quoique taraudée par un mauvais pressentiment, Golda Meir rejoignit aussi ses foyers, à Ramat-Aviv. Il était quatre heures du matin le samedi 6 octobre lorsque le téléphone sonna chez le ministre de la Défense. Au bout du fil, Zvi Zamir, le directeur du Mossad en personne, lui annonça que la guerre serait déclenchée ce jour même. Ce matin-là, dans les kiosques, les journaux prédisaient que Yom Kippour se déroulerait dans le calme et qu'aucun signe de guerre n'était visible à l'horizon. Les services de renseignement étaient à présent formels, tout en continuant d'ailleurs à se fourvoyer. Après s'être égarés sur l'éventualité même de la guerre, ils se trompaient à présent sur le moment de son déclenchement, qui s'avéra beaucoup plus rapide qu'ils ne l'avaient prévu[24]. Dayan avait toujours estimé qu'un préavis de vingt-quatre heures avant le déclenchement des hostilités était le minimum pour que Tsahal pût avoir le temps de s'organiser. Il ne prenait évidemment pas en compte l'hypothèse d'une mobilisation en catastrophe le jour de Kippour, ce qui était le pire des scénarios pour Israël.

Le problème de la mobilisation était plus crucial encore que partout ailleurs. En théorie, Israël pouvait mobiliser en temps de guerre quelque 300 000 hommes, soit 10 % de la population, une proportion inégalée dans le monde. Le système reposait sur les unités de réservistes susceptibles d'être rapidement rassemblées et transformées en unités combattantes. En 1973, la mobilisation soulevait un dilemme déjà patent à la veille de la guerre des Six Jours : fallait-il attendre que les armées arabes passent à l'attaque, quitte à subir l'inconvénient d'une posture défensive avec pour seule contrepartie une situation diplomatique à peu près acceptable ? Ou fallait-il prendre les devants en mobilisant massivement et frapper en premier avec le risque de s'attirer les foudres de la communauté internationale ? Fallait-il adopter une logique militaire ou bien une logique diplomatique ?

Le dilemme était d'autant plus sensible qu'Israël se retrouvait de nouveau dans un rapport de force militaire défavorable, et même pire même qu'en 1967. Il était d'un à dix pour l'infanterie, mais aussi pour l'artillerie et les blindés. Même l'aviation israélienne était désormais dépassée en nombre d'appareils par l'aviation égyptienne. Cette situation était aggravée par l'amélioration des capacités défensives des pays arabes. Ainsi de la muraille quasi infranchissable de batteries soviétiques de missiles et de roquettes sol-air – notamment les très redoutés SAM-6 – déployée sur la ligne de cessez-le-feu, en Syrie comme en Égypte. Quant à la traditionnelle supériorité qualitative de Tsahal, peut-être relevait-elle désormais davantage du *wishful thinking* que de la réalité. Ainsi également de la certitude que ni la Syrie ni l'Égypte n'étaient en mesure de prendre l'offensive dans un avenir immédiat.

## *L'impensable*

Au matin du 6 octobre, les chefs de Tsahal se trouvaient dans la confusion la plus totale. C'était cependant leur rôle d'inciter Golda Meir à prendre les devants. Le général Dado Elazar la pressa ainsi de décréter la mobilisation générale des réservistes, soit 120 000 hommes, et d'autoriser une attaque aérienne contre la Syrie Le jour même, avant que les forces ennemies n'entrassent elles-mêmes en action. Dayan ne consentait à mobiliser que 60 000 hommes, soit deux divisions sur quatre. Il s'opposait à une mobilisation générale qui eût permis aux pays arabes de justifier *a posteriori* leur propre offensive et eût placé *de facto* Israël dans le rôle de l'agresseur. Et les Américains pourraient bien trouver là une raison de suspendre toute assistance militaire. Il avait toutefois précisé à Golda Meir : « Telle est ma suggestion. Cela dit, je ne démissionnerai pas si vous choisissez l'autre décision[25]. »

Dayan se retrouvait un peu dans la situation de Ben Gourion à la veille de la guerre des Six Jours. L'expérience lui avait appris à évaluer le coût politique d'une attaque préventive. Comme en 1967, Israël serait condamné par la communauté internationale. À ceci près, cette fois, qu'il ne pouvait plus se le permettre, au risque de s'aliéner le soutien de l'Amérique, son seul allié.

La réponse à l'équation était donc aussi simple que cruelle : accepter en connaissance de cause d'être agressé et tâcher de tenir bon dans les

premières heures du conflit, en particulier sur le front syrien qui était le plus directement sensible pour Dayan. Pour la première fois depuis la guerre d'indépendance, Israël serait acculé à la défensive, mais il n'existait guère d'alternative selon lui : « Aucun pays ami ne soutiendra Israël s'il subsiste le moindre doute sur le fait que l'armée israélienne n'a pas agi en état de légitime défense[26]. » Au sein du gouvernement, la panique s'était installée. Pour autant, les autres ministres considéraient que la ligne exposée par Dayan n'était pas concevable. Sa proposition d'un repli stratégique dans le Sinaï était tout spécialement jugée scandaleuse. On dénonça son pessimisme impénitent qu'on tint pour de la frilosité, voire pour de la faiblesse de caractère. On fit même courir le bruit à travers la presse qu'il était malade des nerfs. Tous ces ministres refusaient de voir la réalité en face, se fiant aveuglément aux assurances prodiguées par l'état-major. 1973 serait forcément la réédition de 1967. Le traumatisme majeur pour les Israéliens d'un recul de Tsahal et de la destruction partielle de ses forces, tant humaines que matérielles, était tout bonnement impossible à admettre.

Golda Meir l'intransigeante – on la surnommait ainsi, surtout à l'extérieur des frontières d'Israël – réagit en chef de gouvernement, très loin des hésitations de Levi Eshkol six ans plus tôt. C'était tout à son crédit, car elle était alors atteinte d'un cancer en rémission et souffrait en outre d'un zona. Cependant, Golda ne partageait pas tout à fait l'opinion de son ministre de la Défense sur la mobilisation : en la retardant, le pays se placerait d'emblée et de lui-même dans une situation trop défavorable. Dès le vendredi 5 octobre dans la matinée, elle avait décidé de mettre l'armée en état d'alerte. Dans la matinée du lendemain, elle finit par opter en faveur d'une mobilisation générale, laquelle ne fut d'ailleurs, dans les faits, qu'une mobilisation très partielle[27]. Annonçant lui-même peu après cette décision à la télévision, Dayan avait usé d'un ton dramatique. Il avait été jusqu'à conclure sa brève déclaration par l'invocation au dieu d'Israël « *Hatima Tova* » (« Fais-nous entrer dans le Livre de la Vie ») qui étaient les mots de la fin de la prière de Yom Kippour. Pour ceux qui l'entendirent, cela ne présageait rien de bon. Sur le reste, le Premier ministre trancha en faveur de Dayan pour les raisons que celui-ci avait lui-même exposées. La question d'une guerre préemptive ne se posait pas comme en 1967. Pas question non plus d'engager une guerre préventive[28], ce qui était la condition *sine qua non* pour conserver une relation privilégiée avec les États-Unis, seul pays acceptant de financer Israël et de lui livrer d'importantes quantités

d'armement. Il fallait donc résister militairement aussi longtemps que possible, en attendant l'aide de Washington dont le besoin se ferait très bientôt sentir.

Golda évoqua même l'idée d'aller plaider la cause de son pays auprès des Américains en personne. Le président Nixon – que les démocrates américains accusaient à tort d'antisémitisme – avait toujours témoigné de la sympathie pour Israël. Après tout, c'est aux États-Unis en 1948 que la jeune Golda Meyerson avait commencé à exercer pour la première fois ses talents de *fund raiser*[29]. Dayan n'était pas favorable à un tel déplacement, et Kissinger pas davantage. Celui-ci redoutait une rencontre en tête à tête entre son patron, très ébranlé par l'affaire du Watergate, et Golda Meir. Il fit savoir qu'une telle initiative serait perçue comme une manifestation d'hystérie ou de chantage et qu'il ne pouvait se le permettre[30]. Renonçant à son projet, Golda convoqua sur-le-champ l'ambassadeur américain Kenneth Keating qu'elle rencontra dans l'après-midi même du 6 octobre. Elle insista auprès de lui à plusieurs reprises sur le fait qu'Israël ne frapperait pas en premier. La précaution n'était pas inutile. À Washington, en effet, Henry Kissinger restait dubitatif et n'était pas loin de croire que les Israéliens avaient une fois encore anticipé l'offensive égyptienne[31]. Il ne fut convaincu du contraire qu'à la suite d'une entrevue qu'il eut peu après avec Abba Eban. Il lui demanda au passage à quel moment Israël aurait le contrôle militaire de la situation. Réponse d'Eban, après avoir consulté au téléphone Tel-Aviv : « La guerre sera finie dans quatre ou cinq jours[32]… »

Ce n'était pas l'opinion de Dayan, qui ressentait de plus en plus son isolement tant au gouvernement qu'au sein de Tsahal où son inquiétude était jugée excessive, voire délétère. Les cadres de l'armée campaient toujours sur leurs certitudes de supériorité militaire. Même son ami Shimon Peres vint à lui reprocher son sentiment : « Tu devrais être plus nuancé dans tes comptes rendus. Tes scrupules à l'égard des faits t'honorent, mais le moral de la nation est, lui aussi, en jeu[33]. » Toutefois, la confiance des ministres comme des officiers supérieurs n'était plus qu'un aveuglement lamentable. Et la déclaration du général Elazar en conférence de presse était proprement surréaliste : « Nous leur briserons les os[34] ! » Israël avait beau tenter de conserver un hypothétique avantage politique, les Arabes, eux, disposaient d'un formidable avantage militaire : une large supériorité en armements conjuguée à l'effet de surprise.

## *Le choc*

Les débuts de la guerre furent cauchemardesques pour Israël. Dès le samedi 6 octobre, sur le coup de quatorze heures, lorsque les sirènes retentirent dans tout le pays, ce fut la stupeur générale. Dayan avait immédiatement réuni les anciens chefs d'état-major pour les informer de la situation. Ceux-ci étaient restés sans voix, peinant à cacher un désarroi[35] qui était à la mesure de l'effroi des forces israéliennes sur le terrain. À l'« arrière », en état de choc, l'opinion publique basculait brutalement de l'euphorie insouciante à la peur panique. Les nouvelles en provenance du front sud-égyptien comme du front nord-syrien étaient proprement catastrophiques. À rebours des convictions enracinées depuis 1967, il s'avérait qu'Israël était incapable de soutenir une guerre sur deux fronts à la fois. Empêchée d'intervenir précocement pour des raisons politiques et sous la menace de batteries de missiles sol-air, l'aviation israélienne n'était plus en mesure de faire la décision à elle seule. Quant aux armées arabes, à la différence des guerres précédentes, elles paraissaient plus aguerries et coordonnées. Plus combatives aussi. Encore heureux que la Jordanie se fût cette fois abstenue de se joindre au conflit[36] ! Il est vrai que le souvenir cuisant de 1967 restait encore douloureusement ancré dans la mémoire du roi Hussein.

Dès les premiers engagements, Dayan comprit que la situation militaire d'Israël était dramatique. Il revint littéralement catastrophé d'une première inspection des zones de combat. Tsahal reculait partout ! Il déclara aux ministres réunis en conseil de guerre : « Les Arabes se battent mieux qu'avant… Et ils ne s'arrêteront pas. » Golda Meir abonda en ce sens : « Ils ont senti l'odeur du sang[37]. » Au nord, l'artillerie syrienne s'était déchaînée et les blindés avaient littéralement défoncé les défenses israéliennes sur les soixante-quinze kilomètres de la ligne d'armistice. En quelques heures, la brigade blindée « Barak » avait été anéantie, son chef et son adjoint tués. Les Syriens avaient conquis le mont Hermon et sa station d'écoute électronique. Ils ouvraient toute grande la voie de la haute Galilée en dévalant les versants du plateau du Golan en direction des vallées de Houla et du Jourdain. Les onze implantations agricoles israéliennes étaient déjà en péril. Dayan se montrait très soucieux de l'évolution sur ce front nord. Il se souvenait de la guerre d'indépendance quand les Syriens s'étaient emparés de nombreux villages jusqu'à menacer le kibboutz historique de Degania Aleph.

À l'époque, Ben Gourion avait envoyé le jeune Dayan organiser la défense du secteur. À présent, Dayan proposait de concentrer tous les efforts de Tsahal dans le Golan, tout en préconisant la prudence face aux Syriens car il s'agissait de ne pas fournir de prétexte à la Jordanie pour entrer en guerre à son tour.

Côté égyptien, les choses n'étaient guère plus brillantes, même si, dans l'immédiat, les forces arabes ne mettaient pas directement en péril la survie d'Israël et sa population. Ce désert du Sinaï, qui séparait Israël de l'Égypte, il fallait le temps de le franchir. Tout au long des cent quatre-vingts kilomètres du canal de Suez, la bataille faisait rage. Et l'affaire prenait une vilaine tournure, là aussi. Les commandos égyptiens avaient promptement pris pied sur la rive orientale du canal de Suez que traversait à présent en masse le gros des troupes, chars et blindés. Au soir du 6 octobre, 35 000 soldats égyptiens avaient déjà franchi le canal. L'aviation israélienne paraissait impuissante, une cinquantaine de ses appareils ayant été abattus dès le premier jour. L'effet de surprise avait été total, et la déferlante paraissait irrésistible. La ligne Bar-Lev n'avait pas pesé bien lourd, contournée ou emportée tel un fétu de paille, condamnant au passage les soldats israéliens qui y étaient cantonnés. Sur les trente-six fortins que comptait la ligne, un seul – le fortin « Budapest » – n'était pas passé aux mains de l'ennemi. Retrouvant l'uniforme de Tsahal qu'il venait tout juste de quitter[38], Sharon proposa une action énergique afin de dégager ces malheureux pris au piège sur la ligne Bar-Lev. Mais Dayan y était opposé, trouvant cette proposition trop risquée : « Nous n'avons guère le choix. Que ceux qui le peuvent s'enfuient et que les autres restent à l'intérieur des blockhaus[39]. » Et les morts ? Et les blessés ? Pour la première fois depuis la guerre d'indépendance, on les abandonnerait sur le terrain. C'était l'âme même de Tsahal, les valeurs sur lesquelles elle s'était bâtie, qui étaient en train de se volatiliser. Sharon insista en vain. Plus tard, il en déplorera les dégâts : « Cela avait pris des années pour que Tsahal impose la règle catégorique de ne pas abandonner sur le champ de bataille les morts et les blessés aux mains de l'ennemi. À mes yeux, il s'agit d'une règle primordiale[40]. » Déjà des troupes héliportées égyptiennes étaient acheminées au cœur du Sinaï. Au sud de la péninsule, Sharm el-Sheikh était à portée des canons assaillants. Beaucoup plus tard, le général égyptien Saad el Shazli expliquera que Dayan avait commis de graves erreurs dans son évaluation de l'aptitude des troupes égyptiennes à traverser le canal. Il ne se trompait pas,

sauf que Dayan était loin d'être le seul à avoir commis pareilles erreurs et n'en était pas le principal responsable. Mais sans doute Shazli, à l'instar de beaucoup d'Égyptiens, continuait-il de croire que Dayan incarnait Tsahal à lui seul.

Au demeurant, ce n'était pas Dayan qui avait poussé à la construction de la ligne Bar-Lev. Ce n'était pas lui qui gaspillait à présent ses unités de première ligne dans de vaines contre-attaques, mais bien l'état-major. Ce n'était pas lui qui avait ordonné au général Gonen de déclencher, dès le 8 octobre, une contre-attaque générale sur le front sud qui s'était soldée par un fiasco monumental. En attendant, l'intéressé ne pouvait que tirer les conclusions désastreuses de la première phase de la guerre : « Non seulement nous n'avons pu empêcher les Égyptiens de franchir le canal, mais nous ne leur avons infligé que des pertes négligeables. » Logiquement, Dayan proposa ce qu'il avait déjà suggéré six années auparavant : le repli tactique des forces israéliennes sur une seconde ligne plus éloignée du canal, de préférence sur la ligne représentée par les cols stratégiques de Mitla et de Gidi. Il précisera par la suite à l'attention de la presse : « J'aime bien le canal, mais ce n'est pas la plaine de Jezréel. Je ne me réjouis point, mais je ne m'endeuille pas non plus[41]. » Dayan ne fut suivi ni par Elazar ni par le commandement du front sud, le général Gonen. Malgré les pertes considérables déjà subies par Tsahal, Dado croyait encore, contre toute évidence, que les forces égyptiennes pourraient être vite refoulées de la rive orientale du canal. Les hauts responsables de Tsahal n'avaient pas encore pris la pleine mesure de la gravité de la situation. Au sein du gouvernement, les ministres refusaient catégoriquement toute idée de recul stratégique. Il faudra attendre plusieurs jours que la situation se dégrade encore plus dramatiquement pour que l'ordre soit enfin donné à l'armée de se retrancher dans un secteur éloigné du canal.

Pour autant, la situation restait encore relativement gérable côté égyptien grâce à la profondeur du Sinaï. Sur le front syrien, au contraire, toute percée ennemie significative menait directement au cœur du territoire israélien. Or, sur les hauteurs du Golan, les Israéliens étaient au bord de la rupture. Dans son rôle de ministre de la Défense, Dayan s'évertuait à multiplier avis et conseils. En pure perte. Des longs moments passés dans la « *War Room* » du grand quartier général, il ressortit meurtri par l'incompréhension excédée d'un haut commandement qui le tenait pour la mouche du coche. On lui reprocha de trop intervenir et mal à propos dans les

domaines tactiques qui, jugeait-on, ne relevaient pas de sa compétence. On lui fit même comprendre qu'il n'était plus dans le coup et que ses conceptions étaient dépassées[42]. Fatigué, isolé et déçu, Dayan n'avait aucune prise sur les décisions opérationnelles. L'état-major se vengeait de ce marginal qui était si souvent passé en force. Pour la première fois de sa vie, sans doute, Dayan se sentait étranger au sein du haut commandement de Tsahal. Il y subsistait peu de visages amis : en quelques mois, Elazar avait fait le vide en mutant systématiquement tous les officiers d'état-major. Au moment de la guerre de Kippour, il ne restait plus au QG qu'un seul général à avoir exercé un commandement durant la guerre des Six Jours.

Ce n'était pas un mystère, Dayan et Elazar ne s'appréciaient guère. Leurs relations s'envenimaient même à vue d'œil. Dayan lui reprochait de rester vissé à son poste de commandement au QG au lieu de se rendre sur les deux lignes de front[43]. Elazar, lui, ne supportait pas la présence de Dayan, qu'il jugeait envahissante. Même si Dayan ne donnait pas d'ordres aux généraux et se bornait à leur adresser directement des « conseils ministériels », l'atmosphère était viciée. Elle le fut encore davantage quand Dayan envoya son officier de liaison, le général Meir Amit, pour réclamer qu'Elazar lui fît remettre chaque jour les plans de campagne actualisés. Ce jour-là, hors de lui, le chef d'état-major avait refusé tout net. Les deux hommes évitèrent toutefois la rupture. Elazar affecta d'ignorer Dayan tandis que ce dernier se contentait d'acquiescer en dernier ressort aux instructions de l'état-major général non sans avoir signifié son désaccord. Les chamailleries et la suspicion n'en devinrent pas moins le mode de fonctionnement au sein du « *Pit* ». Du moins Dayan pouvait-il être sûr d'une chose : le sens de l'initiative, l'esprit commando et l'absence de conformisme qui caractérisaient jusque-là Tsahal faisaient désormais partie du passé.

À l'issue des trois premiers jours de guerre, les pertes humaines étaient déjà très lourdes. Jamais, au cours de ses précédentes guerres, l'armée israélienne n'avait compté autant de morts et de blessés en aussi peu de temps[44]. Pire encore, les mauvaises décisions militaires se succédaient. Le 8 octobre, à la suite de l'échec de la contre-attaque du général Shmuel Gonen sur le front sud, Dayan avait aussitôt exigé qu'il fût relevé. Gonen ne maîtrisait plus la situation, et multipliait les ordres et les contrordres. Il avait proposé pour le remplacer Arik Sharon[45], l'ancien commandant en chef de ce

front qu'il tenait toujours pour le meilleur chef opérationnel, et de loin. Ce n'était pas du tout l'opinion de l'état-major.

Sharon s'était certes à peu près rabiboché avec Bar-Lev, l'ancien chef d'état-major, qui avait fini par voir en lui un « commandant remarquable[46] », mais pas avec Dado Elazar, qui, dès son arrivée à la tête de Tsahal en janvier de l'année précédente, avait cherché à l'évincer une fois pour toutes. Sharon avait demandé à Dayan d'intervenir en sa faveur, mais celui-ci s'était une nouvelle fois dérobé[47]. Puis Arik s'était résolu à quitter l'armée afin d'entamer la carrière politique qu'il envisageait au sein de la droite israélienne[48]. Les élections étaient proches. Cela se passait trois mois à peine avant que la guerre n'éclatât. Finalement, Golda Meir avait trouvé un compromis pour éviter de nommer Sharon que les travaillistes israéliens dénigraient comme le « général Likoud » : Haïm Bar-Lev avait été désigné. Au moins, les choses étaient claires : Sharon avait été écarté non pour ses compétences, mais parce qu'il n'avait aucune affinité politique avec le pouvoir en place. Sur les conseils d'Elazar, Golda conserva officiellement Gonen à son poste tout en lui adjoignant le général Bar-Lev en qualité de « conseiller spécial », représentant personnel du chef d'état-major. Sharon, lui, fut nommé à la tête d'une division blindée sur le front sud. Personne n'était dupe de ce tour de passe-passe. Dayan savait qu'il s'agissait d'une mauvaise décision et le déclara en Conseil des ministres : « Gonen ne pourra y arriver… surtout s'il a Arik sous ses ordres. » Comment aurait-il pu ne pas avoir raison ? Ancien commandant du front sud, Sharon avait du mal à accepter les ordres de Gonen, son ancien subordonné qu'il traitait d'« incapable » ou d'« indécis ». La presse commençait à avoir vent de ces démêlés. Tsahal n'était pas habitué à laver de la sorte son linge sale en public.

Sitôt à la tête de son unité – la 143e division basée à Tasa – dans l'Ouest-Sinaï, Sharon comprit lui aussi que la situation était catastrophique. Il proposa un plan. C'était le 7 octobre, le lendemain de l'ouverture du conflit. Le plan en question consistait à franchir le canal sans se préoccuper des forces égyptiennes ayant pris pied sur la rive orientale afin de les prendre à revers à partir de la rive opposée. Il ne s'agissait pas d'une idée en l'air. Quelques années plus tôt, alors commandant en chef du front sud, Sharon avait multiplié les exercices de franchissement du canal, à Kantara ou à l'extrémité nord du Grand Lac Amer[49]. On ne prit même pas la peine de lui répondre. Dès lors, faisant fi de toute discipline ou de tout lien de

subordination, Sharon ignora tout le monde. Les seuls gradés à qui il s'adressait encore étaient Rabin, Tal et Dayan, les seuls dont il acceptait les critiques. Il y eut des scènes pénibles émaillées de nouveaux échanges venimeux entre Sharon et Elazar, qui exigea une fois encore son renvoi. Dayan, lui, savait que Sharon avait raison et que des généraux comme Gonen et Bren n'étaient pas capables de redresser la situation. Bien des années auparavant, c'est le plan de Sharon que Dayan aurait pu lui-même proposer à l'état-major et peut-être, d'ailleurs, eût-il subi les mêmes rebuffades. Il s'abstint toutefois, une fois de plus, de prendre parti, assez peu glorieusement.

Pouvait-il avoir encore l'illusion de peser sur les choses ? Faisant comme si de rien n'était, Dayan suggéra à Meir de lancer des frappes aériennes de représailles contre Damas, dont les missiles menaçaient les implantations israéliennes, de Tel Katzir à Yesod Hamaala et Kfar Hanasi. Il continuait de se rendre sur la ligne de front, préférant voir les choses par lui-même et ne pas compter sur les rapports, les photos ou les cartes. Tout cela paraissait désormais assez vain alors que le feu guettait la maison d'Israël. On tenta de marginaliser Dayan en soulignant son humeur changeante. On prétendit que, chez lui, la profonde dépression le disputait à l'exaltation outrancière, que son angoisse était contagieuse, que sa fébrilité à vouloir s'occuper de tout prouvait qu'il était en train de perdre ses nerfs. Un jour, Golda Meir apparut décomposée devant son assistante personnelle, Lou Kaddar. Elle lui en aurait confié la raison : « Dayan parle de reddition[50]. » Le 10 octobre, quatre jours après le début de la guerre, Dayan offrit sa démission à Golda Meir : « Je suis prêt à vous la donner si vous estimez que je le dois. À moins d'avoir votre confiance, il m'est impossible de continuer. » Golda la refusa. Certes, beaucoup de monde dans les cercles du pouvoir souhaitait que Dayan s'en aille. Mais elle appréhendait le choc psychologique, inverse à celui de 1967, qu'eût entraîné chez les Israéliens le départ de Dayan du gouvernement.

## La fin du Troisième Temple ?

Est-ce à ce moment précis que Golda Meir mérita définitivement le surnom de « Dame de fer » dont on commençait à la gratifier[51] ? Dayan ne sera pas le dernier à le reconnaître : « Voilà bien des années que je connais

Golda et je l'ai vue plus d'une fois les larmes aux yeux. Mais pas pendant la guerre. La guerre n'est pas le moment des larmes[52]. » Bien qu'elle vécût elle aussi sur les nerfs, Golda faisait figure de roc dans la tourmente. Puisait-elle sa résistance hors normes dans la vingtaine de tasses de café qu'elle ingurgitait chaque jour ainsi que dans les quatre paquets de Chesterfield qu'elle fumait quotidiennement ? En tout cas, la résilience physique et mentale de cette femme de soixante-quinze ans affaiblie par la maladie était sidérante. Golda campait obstinément sur sa stratégie de *brinkmanship* (« fil du rasoir ») : tenir bon coûte que coûte jusqu'à ce que l'aide militaire des États-Unis contribue à inverser le cours des choses. Ce n'était pas pour rien qu'au moment du déclenchement de la guerre, quelques jours plus tôt, elle s'était ostensiblement opposée à ce qu'Israël prît l'initiative. L'heure était désormais à la résistance acharnée, désespérée.

Le découragement de Dayan, en revanche, voisinait à présent le défaitisme. Selon lui, le pays était à deux doigts d'une catastrophe militaire sans précédent. Plus son pessimisme devenait évident et plus ses propos préfiguraient une catastrophe à venir. Le désastre résultait de mauvaises décisions militaires dont certaines remontaient à plusieurs années en arrière. Et lui-même avait sa part de responsabilité dans ce chaos. S'il ne pouvait en effet décider sur le plan opérationnel, du moins aurait-il pu donner plus fermement son opinion, faire entendre plus clairement son désaccord, s'engager plus directement en faveur de Sharon, voire démissionner. Qui sait ?

Or Dayan était resté muet, presque résigné, comme si l'essentiel pour lui était de rester aux affaires. Le plus consternant était de voir gagné par l'abattement cet homme qui personnifiait l'invincibilité de Tsahal. À tel moment, il suggérait de mobiliser les hommes âgés et les jeunes n'ayant pas encore atteint l'âge de la conscription. À tel autre moment, il discutait avec l'état-major l'éventualité de considérer l'option nucléaire, le grand tabou de la défense israélienne.

Quelques années plus tôt, aidé par la France et avec l'assentiment de Ben Gourion comme de Dayan, Shimon Peres avait poussé à l'édification d'une force de frappe dont les Américains avaient fini par découvrir l'existence. Officiellement, Israël avait choisi de ne pas en parler, quitte à rester dans l'ambiguïté : ni reconnaissance ni déni. En 1967, le pays déjà disposait de deux bombes atomiques, mais leur emploi était inconcevable. Garantie ultime contre l'anéantissement, en théorie certes. Mais il s'agissait

là de l'« alternative du diable », celle qu'on évoque à mots couverts tout en sachant qu'on ne la retiendra pas[53].

## *Au bord du précipice*

Dayan avait mauvaise conscience. Il estimait que son devoir était à présent de dessiller les yeux des Israéliens, de dissiper leurs illusions et de les alerter sur le danger mortel qu'encourait le pays. Le pire tant fantasmé était bien là, cette fois, et il fallait désormais dire la vérité au pays. Le 10 octobre en milieu d'après-midi, il convoqua les responsables des principaux quotidiens pour leur décrire la situation. Ces gens chevronnés ressortirent profondément choqués de l'entretien. Le directeur de la rédaction de *Davar*, Hannah Zenner, fondit en larmes. Son collègue d'*Haaretz*, Gershom Schocken, qualifia de « tremblement de terre » les propos de Dayan. Golda Meir, elle, avait déjà compris que cet homme qu'on disait dur et inflexible était confronté à un déchirement intérieur d'une violence inouïe. Il lui revint que Dayan envisageait d'évoquer dans une déclaration télévisée à la nation la « fin du Troisième Temple ». Elle le lui interdit. Lors d'une conversation téléphonique avec le commandant en chef de l'armée de l'air Benny Peled, Dayan ne put cependant s'empêcher de prédire que « le Troisième Commonwealth était en péril[54] ».

Golda Meir, elle, demeura impavide. Malgré sa position de chef du gouvernement, elle était peut-être moins responsable que d'autres de la faillite de Tsahal. Pourtant, elle aussi pouvait se reprocher d'avoir minimisé les signaux annonciateurs de la guerre et d'avoir suivi trop aveuglément ses services de renseignement. Le 25 septembre encore, elle avait rencontré en secret le roi Hussein de Jordanie, qui lui avait confié que la guerre était imminente. Or elle avait préféré croire ses propres spécialistes qui lui assuraient qu'une telle éventualité était « faible[55] ». Mais cela était du passé et tout le monde se trouvait à présent dans la même galère. Il fallait désormais aller de l'avant pour sauver ce qui pouvait encore l'être. L'unique préoccupation de Golda concernait Washington : pousser les Américains à tenir leurs engagements.

Golda faisait confiance au président Nixon, beaucoup moins au département d'État ou au Pentagone. Elle n'oubliait rien : ni la manière dont le président Truman en 1948 avait dû lutter contre ses propres diplomates et

responsables de la Défense pour reconnaître l'État d'Israël, ni la manière dont, en 1956 – elle était alors ministre des Affaires étrangères –, le département d'État avait contraint Israël à abandonner sans conditions ni contrepartie les conquêtes territoriales engrangées durant la campagne du Sinaï[56]. La situation militaire d'Israël devenant critique, Golda n'hésita pas à réveiller en pleine nuit son ambassadeur aux États-Unis, Simha Dinitz, afin qu'il alertât sur-le-champ Henry Kissinger. L'ambassadeur ayant objecté qu'il n'était que trois heures du matin sur la côte Est, Meir l'avait rabroué, exaspérée : « L'heure qu'il est, je m'en moque ! Nous avons besoin de cette aide aujourd'hui même. Demain, il sera peut-être trop tard[57]. »

Golda Meir se battait sur la ligne de front. Elle l'avait déjà fait en 1948 lorsque Ben Gourion l'avait envoyée discuter avec le roi Abdallah ou lorsqu'il l'avait expédiée en Amérique pour récolter des fonds. Elle avait alors réussi. Cette fois encore, Golda parvint à ses fins. Chargé par le président Nixon de gérer la crise, Kissinger ne pouvait manquer d'observer que les Soviétiques, de leur côté, ne se gênaient pas pour réapprovisionner massivement les armées arabes. En conséquence, dès le 8 octobre, il avait autorisé le transfert en Israël de missiles. Le Pentagone s'était d'abord opposé à l'utilisation d'avions de transport américains[58] avant de s'y résigner.

On était au neuvième jour de la guerre, le 14 octobre, lorsque fut décidée la mise en œuvre d'un pont aérien de 12 000 kilomètres au moyen d'avions géants de type G-5 Galaxy. Ceux-ci déversèrent en Israël tanks, half-tracks, hélicoptères, munitions, fusées air-air ainsi que du matériel médical. Au plus fort de cette opération baptisée « Nickel Grass », un de ces avions atterrissait tous les quarts d'heure à l'aéroport de Lod. Le secrétaire américain à la Défense, James Schlesinger, avait quelque peu traîné des pieds, mais avait dû s'incliner devant la détermination de la Maison Blanche. Par ailleurs, des avions Phantom et Skyhawk rejoignirent Israël par leurs propres moyens. L'opération fut assez sportive, car ces avions devaient être ravitaillés en vol, les pays européens interdisant tout atterrissage sur leur sol ainsi, d'ailleurs, que le survol de leur territoire. Il y avait déjà longtemps qu'Israël ne pouvait plus compter sur la moindre aménité des Européens. Comme pendant la guerre d'indépendance, Tsahal prit possession de ces armes et, à peine débarquées, dut se familiariser avec elles. Le renfort américain constitua le ballon d'oxygène décisif ainsi que le ressort psychologique dont Israël avait besoin. Un renfort d'autant plus impératif qu'à l'ONU, personne ne s'avisait de réclamer un cessez-le-feu, ce qui

contrastait étrangement avec les guerres précédentes. Il est vrai que, cette fois, les forces arabes avaient l'avantage sur le terrain[59]. Toutefois, à partir de l'engagement américain, la situation militaire commença à s'inverser en faveur de Tsahal.

Une fois encore, Sharon avait proposé son plan de traversée du canal et, une fois encore, Bar-Lev l'avait éconduit en lui donnant l'ordre de remplir la mission subalterne qui avait été assignée à la 143e division. Sharon avait ravalé sa colère mais, pour Dayan, c'était la fois de trop. Il monta au créneau et, à la neuvième demande de Gonen de révoquer Sharon, prit Bar-Lev à part : « Je préfère dix fois les pressions et les initiatives d'Arik que les hésitations ou les excuses des autres commandants de division… » Bar-Lev ne s'en était pas ému pour autant et avait exigé lui aussi d'Elazar le renvoi de Sharon. Le chef d'état-major n'avait pas le courage d'en prendre seul la responsabilité. Il se défaussa sur Dayan, qui se montra cette fois très ferme : « Une telle décision pourrait créer des tas de problèmes politiques et personne ici ne peut se le permettre[60]. »

Bar-Lev en prit son parti et, en allant s'accorder un peu de repos, ordonna de ne le réveiller que dans un seul cas : « Celui où Arik causerait du grabuge… » Sur ce, Sharon reçut enfin le feu vert de l'état-major pour mettre en œuvre son plan. Que de temps perdu !

On était le 15 octobre et une longue semaine s'était écoulée depuis qu'il l'avait proposé. Il avait fallu attendre que les unités égyptiennes, lancées fort imprudemment, se cassent les dents sur les lignes de défense israéliennes. Cette offensive ratée avait donné lieu à une féroce bataille de chars, la plus importante depuis la Seconde Guerre mondiale[61]. Sharon n'avait cependant reçu qu'un feu vert conditionnel : au lieu d'une contre-attaque, il fut seulement autorisé à établir une tête de pont sur la rive égyptienne du canal, puis d'attendre. C'était la percée de la dernière chance. Ce feu vert octroyé à contrecœur était assorti d'une menace de dépit de la part du général Bar-Lev : « Tu peux aller coucher au Hilton du Caire si cela te chante, mais aucun de tes hommes ne doit s'éloigner de la tête de pont[62]. »

Désormais, Dayan soutenait Sharon à fond. Dans cette « guerre des généraux », il avait tardé à prendre parti – il était le ministre de la Défense, après tout –, mais il avait fini par s'engager. Sharon savait exactement en quoi consistait sa manœuvre, baptisée opération « Cœur vaillant ». Il savait notamment que l'endroit idéal du franchissement du canal se trouvait non loin du lac Amer, au point de jonction entre les 2e et 3e armées égyptiennes.

Lorsqu'on lui demanda pourquoi il avait choisi cet endroit, il répondit sans sourciller : « C'est écrit dans la Bible. » Nul ne savait qu'en ce même endroit, les fils d'Israël avaient traversé la mer à leur sortie d'Égypte, quatre mille ans auparavant[63].

La manœuvre de Sharon du 15 octobre fut exécutée avec maestria. Sans doute ne fut-elle pas la promenade matinale propre à un safari africain, au milieu des palmiers et des eucalyptus géants, que décriraient par la suite ses laudateurs. Les combats furent âpres et sans merci, mais Sharon avait toutes les raisons de parader auprès de ses chefs : « Le retour en Afrique a commencé ! » Durant l'opération, il avait appliqué la « méthode Dayan » et avait pris soin de se faire accompagner de journalistes, de photographes et même d'une équipe de télévision. Sharon triompha d'autant plus que les Égyptiens mirent du temps à comprendre que ce qu'ils ne croyaient être qu'une incursion ponctuelle était en réalité une contre-offensive de grand style. Celle-ci était tellement audacieuse qu'ils se refusaient à y croire. Les officiers supérieurs de Tsahal tout autant, du reste…

Arik mit pleinement à profit ce moment d'expectative des Égyptiens pour pousser son avantage plus avant. Il ne pouvait ignorer qu'il outrepassait ses droits. Mais la manœuvre de l'« opération tête de pont » était si géniale et sa réalisation si parfaite qu'elle mit l'armée égyptienne en déroute et, à elle seule, inversa le sort de la guerre. Sans se préoccuper de camper sur la zone conquise comme il en avait reçu l'instruction, Arik fonça à toute vapeur vers le nord en direction d'Ismaïlia à la tête de ses blindés. Les chefs de Tsahal, d'Elazar à Bar-Lev en passant par Gonen, étaient littéralement furieux de cette énième insubordination d'Arik. Non seulement ils le blâmèrent d'avoir désobéi, mais en plus ils l'accusèrent d'avoir risqué de provoquer une « catastrophe militaire ». Cela était ironique de la part de généraux directement responsables de ce qui aurait pu être un désastre militaire fatal pour l'existence d'Israël. Tous s'entendirent pour casser le bouillant général mais, une fois de plus, Moshe Dayan s'interposa et fit annuler sur-le-champ les sanctions envisagées par le haut commandement de Tsahal. Dayan objecta qu'il s'agissait là d'ordres aberrants et que, d'ailleurs, Sharon était trop populaire et trop bon commandant pour que Tsahal se permette de le congédier. Il eut une altercation orageuse avec Gonen au sujet de Sharon : « Vous lui avez donné des ordres proprement scandaleux. Pour moi, c'est un réflexe conditionné du haut commandement visant à contrer toute suggestion de Sharon ! » Réponse de Gonen : « Arik mène sa propre

guerre personnelle… » Et Dayan de répliquer : « Il y a aussi ceux qui disent que la "*War Room*" de l'état-major est pleine de gens qui ne raisonnent qu'en fonction de considérations politiques[64] ! »

En attendant, les photos d'un Sharon galvanisé, la tête entourée d'un énorme bandage au front à la suite d'une blessure bénigne, firent le tour du monde comme l'avaient fait, dix-sept ans puis six ans plus tôt, celles de Dayan et de son bandeau noir. Celui-ci avait d'ailleurs compris la situation avant même que ne débutât l'opération de Sharon. Les grands baroudeurs savent se reconnaître entre eux. Dayan avait fait demander qu'on lui envoie une jeep. L'état-major militaire pouvait bien hurler de dépit. Dayan, lui, souhaitait être aux premières loges aux côtés d'Arik à l'instant crucial. Bien sûr, il ne put résister à la tentation de gratter ou de farfouiller le sol, au cas où il tomberait sur des fragments de jarres ou de vasques[65]. Mais il se trouvait encore sur les lieux, dans la nuit du 15 octobre, lorsque les parachutistes de la 247e brigade, commandés par Danny Matt, établirent leur tête de pont sur la rive orientale du canal. Général de quarante-six ans, ayant fait toutes les guerres d'Israël depuis 1948, Matt avait déjà servi sous les ordres de Sharon. Soulagé, Dayan sut dès lors que la victoire avait changé de camp. Si elle n'était pas encore terminée, la guerre était d'ores et déjà gagnée.

Sharon, pour sa part, ruminait son amertume. Yigal Allon venait de lui conseiller calmement : « Ne te presse pas d'occuper Ismaïlia. Vas-y lentement mais sûrement. Tu as tout le temps[66]… » Tellement le temps que le cessez-le-feu fut décrété par l'ONU pas plus tard que le lendemain, le 23 octobre[67] ! Arik n'en démordait pas. Selon lui, à ce moment-là, l'ennemi était pris au dépourvu, désorienté, sans réaction. Et c'est précisément là qu'il avait reçu l'ordre de stopper, voire de rebrousser chemin ! Il aura le commentaire revanchard dans une interview au *New York Times* : « L'ennui, c'est qu'à l'exception de Moshe Dayan, personne de l'état-major n'a jugé bon de venir se rendre compte sur place[68]… » Sharon savait fort bien qu'il pouvait se permettre de critiquer de la sorte les hauts gradés de l'état-major général. Il ne risquait plus rien. Tous ces dignitaires étaient eux-mêmes conscients que le vent avait tourné. Leur institution avait commis des fautes graves sinon impardonnables, avant comme pendant cette guerre de Kippour. Et entre-temps, Sharon était devenu un héros national indéboulonnable, tout comme l'avait été Dayan en son temps. Le monde entier avait vu les photos des chars de Sharon chevauchant triomphalement dans le désert du Sinaï. Sur leurs flancs, des inscriptions bien visibles reprises sur l'air des lampions

par le peuple israélien enfin soulagé : « *Arik, malekh Israel !* » (« Arik, roi d'Israël ! »).

Sur le front syrien, les unités israéliennes avaient reconquis le plateau du Golan et s'étaient lancées vers Damas. Les sept brigades de Tsahal ne purent cependant progresser au-delà de Kuneitra, car elles étaient littéralement épuisées et n'avaient plus les moyens de poursuivre plus avant. Le 22 octobre, les États-Unis et l'Union soviétique proposèrent un cessez-le-feu aux belligérants. Une dernière péripétie dramatique s'était produite lorsque Washington, averti de ce que Moscou expédiait en Égypte des unités de parachutistes dotés d'un équipement ultramoderne, plaça ses forces en « Defcon III » (état d'alerte n° 3). Le Strategic Air Command en alerte nucléaire, la Maison Blanche adressa au Kremlin le 25 octobre un message d'avertissement très ferme. Une confrontation militaire entre les grands, celle-là même qui avait été évitée *in extremis* en 1962 au moment de la crise de Cuba, semblait alors plausible. La raison l'emporta une fois encore et la tension retomba aussitôt. Par la suite, à en croire Shimon Peres, les Soviétiques auraient exprimé à Kissinger toute l'admiration qu'ils avaient pour Tsahal : « Le secrétaire d'État américain nous confia que l'un des dirigeants soviétiques lui avait demandé sur le ton de la plaisanterie si les Américains ne voulaient pas faire avec eux un échange de "clients"[69]. »

Le bilan militaire final était extrêmement favorable à Israël. Sur le front sud, Tsahal avait conservé l'ensemble de la péninsule du Sinaï déjà conquise en 1967 et avait même progressé sur la rive occidentale du canal. Suez elle-même, troisième ville d'Égypte, était devenue une ville fantôme, ses habitants et les milliers de soldats qui s'y trouvaient cantonnés ayant fui dans les collines alentour de Djenifa et d'Ataka. Sur le front nord, les Syriens avaient été repoussés bien au-delà de l'ancienne ligne de cessez-le-feu, et les troupes israéliennes, qui avaient réinvesti le mont Hermon, occupaient désormais de nouvelles portions de territoire ennemi : notamment les hauteurs dominant la plaine de Bouakha. Damas se trouvait désormais à portée de canon. Cependant, les chefs de Tsahal, qui avaient beaucoup à se faire pardonner, rechignaient manifestement à respecter l'arrêt des hostilités. Kissinger se rendit à Tel-Aviv pour convaincre les Israéliens de s'y conformer. Face à Dayan et Elazar qui lui demandaient un délai supplémentaire, la force de conviction du secrétaire d'État parut plutôt vacillante : « Vous savez, au Vietnam non plus, le cessez-le-feu n'a pas été observé à l'heure précise[70]… » Un second cessez-le-feu fut décrété le

24 octobre. Il était cette fois impératif. Les troupes israéliennes campaient alors dans les faubourgs d'Ismaïlia. Plus au sud, les forces de Tsahal les plus avancées avaient atteint le kilomètre 101 de la route Le Caire-Suez. Le 11 novembre, le général Aharon Yariv signa au nom d'Israël et en cet endroit du kilomètre 101, destiné à devenir célèbre, un accord avec le général égyptien Abdel Ghani el Gamassi. La guerre de Kippour était terminée.

## Le bouc émissaire

La guerre ne pouvait s'achever ainsi pour une société israélienne meurtrie et encore sous le choc. Les positions de Tsahal avaient eu beau être avantageuses à la fin de la guerre – la situation sur le terrain était plus favorable qu'au début des hostilités –, le traumatisme restait vivace. Les Israéliens étaient bien conscients d'avoir frôlé la catastrophe. La perception générale des événements, tant en Israël qu'au-dehors, était sans équivoque, comme le soulignera avec pertinence un journaliste égyptien : « Les Israéliens ont perdu la guerre parce qu'ils ne l'ont pas gagnée, et les Égyptiens ont gagné la guerre parce qu'ils ne l'ont pas perdue… »

Le bilan humain était dramatiquement lourd. Au terme de dix-huit jours de combats intensifs, il y eut plus de 3 000 morts et disparus ainsi que plus de 8 000 blessés côté israélien, soit quatre fois plus de tués que n'en avait causés la guerre des Six Jours[71]. Plongé dans l'affliction, le pays enterrerait encore longtemps ses morts au gré des cadavres de soldats qu'on retrouverait de jour en jour dans les sables du Sinaï ou dans les anfractuosités du Golan. Et qu'il y eût trois fois plus de morts côté égyptien n'était qu'une piètre consolation. Shimon Peres n'était pas le dernier à l'observer : « L'injustice de l'histoire devenait intolérable et il était difficile de faire accepter à la nation les sacrifices qu'elle venait de subir[72]. »

Chez les Israéliens demeuraient surtout vivaces la peur paralysante de la défaite et la résurgence du spectre de la destruction. Pour n'importe quel pays au monde, la défaite militaire est seulement synonyme de grand malheur. Pour Israël, la défaite signifie l'anéantissement absolu et irréversible. Très présente dans les esprits en 1948, bien sûr, mais aussi en 1956 et en 1967, cette hantise qu'on croyait à jamais disparue venait de resurgir au moment où le pays ne s'y attendait guère. Le bilan politique de cette guerre n'était pas plus réjouissant. Sadate ne s'était pas trompé : les

Arabes étaient désormais en meilleure position sur le plan politique pour contester les frontières consécutives à la guerre des Six Jours. La menace militaire qu'ils faisaient peser sur Israël était à présent bien réelle et il avait suffi de quelques jours de combat pour que s'efface l'humiliation des trois guerres précédentes. De leur côté, les instances internationales s'emploieraient plus que jamais à faire pression sur Israël pour que fût restituée à l'Égypte une partie des territoires conquis par Tsahal, sinon leur totalité.

Les lendemains de la guerre de Kippour furent très différents de ceux du précédent conflit. Jamais les Israéliens n'avaient été confrontés à une crise morale aussi grave. Pas de liesse, pas de fierté, seulement un immense soulagement mêlé de tristesse. Et des interrogations qui se firent bientôt vindicatives tant l'armée et les services de renseignement – les deux piliers maîtres de la sécurité d'Israël – avaient failli. Héroïsée jusque-là, l'armée laissait une bonne part de sa crédibilité dans l'aventure. Cette guerre qui avait pris de court l'état-major n'aurait jamais dû se dérouler selon un tel scénario et n'aurait même d'ailleurs jamais dû se produire. Il y avait eu des négligences, il y avait eu de l'imprévoyance. Il fallait donc des responsables et des coupables, et ils étaient tout trouvés : ceux qui avaient contribué à faire douter de l'invincibilité de Tsahal. Fatalement, Moshe Dayan se retrouva en première ligne dans ce règlement de comptes. *Conceptziya*[73] ! Largement usité, ce nouveau vocable désignait l'arrogance aveugle qui était censée s'être emparée de l'ensemble de l'élite politique israélienne au cours de l'avant-guerre : le gouvernement, l'armée, les milieux académiques comme les médias. Le président d'Israël, Ephraïm Katzir, s'était pourtant efforcé d'éviter toute chasse aux sorcières en déclarant par prévention à un pays encore tétanisé par l'angoisse : « Nous sommes tous à blâmer. » Il n'avait guère été écouté. Il avait même été accusé de chercher à dédouaner le parti travailliste au pouvoir de ses responsabilités en se défaussant sur la nation tout entière.

Le chef de l'État[74], qui venait de perdre son frère Aharon l'année précédente lors du massacre perpétré par des terroristes palestiniens à l'aéroport de Lod, n'avait-il pourtant pas raison d'une certaine façon ? Les services de renseignement auraient-ils été aussi péremptoires dans leurs pronostics sur l'impossibilité d'une guerre si ceux-ci ne se conjuguaient pas avec la conviction largement répandue chez les Israéliens que les Arabes n'oseraient pas recommencer ? À ce compte-là, le héros incontesté de la

guerre de Kippour, Ariel Sharon, n'était lui-même pas au-dessus de tout soupçon. En juillet 1973, sur le point de prendre sa retraite de Tsahal, il assurait encore que la situation du pays en matière de sécurité était « magnifique », ajoutant même : « Aussi longtemps que nous conserverons nos frontières actuelles, les Arabes n'ont aucune chance de gagner une guerre[75]. »

D'une certaine façon, rien n'avait changé depuis les temps bibliques. La nation israélienne avait besoin d'un bouc émissaire pour conjurer la frayeur mortelle qui l'avait paralysée durant ces journées tragiques. Moshe Dayan fut cet homme-là. L'ancien héros d'Israël fut traîné sur le devant de la scène pour encourir l'indignité nationale et se retrouver cloué au pilori.

## *La curée*

La guerre n'était pas encore terminée que le ministre de la Justice, Ya'akov Shimshon Shapiro, avait déjà donné le ton. Exigeant toutes affaires cessantes la démission de Dayan, il avait eu cependant le tort de surjouer l'indignation à l'attention de la presse et, surtout, de s'en être vanté à la Knesset. Furieuse, Golda Meir avait obtenu sur-le-champ la démission de Shapiro à l'issue d'une discussion houleuse en tête à tête. Elle lui avait demandé pourquoi il n'exigeait pas sa démission à elle en tant que chef du gouvernement. Shapiro avait répliqué platement : « Ce n'est pas vous, le responsable. Vous n'êtes pas ministre de la Défense[76]. » Peu après cet incident, Dayan eut une entrevue avec Golda Meir : « Voulez-vous que je démissionne ? J'y suis prêt. » Une fois encore, le Premier ministre refusa d'évoquer cette éventualité. La démission de Dayan eût symbolisé la faillite du gouvernement tout entier.

Bien que totalement opportuniste, l'algarade de Shapiro reflétait d'une certaine façon l'état de l'opinion publique israélienne. L'impréparation de l'armée et l'imprévoyance concernant la situation incombaient forcément au ministre concerné : Moshe Dayan. Bien rares étaient les Israéliens capables de faire la distinction entre les pouvoirs de décision respectifs du ministre de la Défense et du chef d'état-major général de l'armée ou du chef du gouvernement. Ce genre de subtilité importait du reste assez peu. Pour la *vox populi*, il fallait un coupable nommément désigné, un bouc émissaire personnifiant les fautes commises et le désastre qui s'était ensuivi. Chef de

Tsahal, Dado Elazar se trouvait dans la ligne de mire, mais sa notoriété était faible et son rayonnement inexistant. Cela ne pouvait faire de lui une victime expiatoire. Golda Meir, elle, ne pouvait être directement tenue pour coupable parce qu'elle était le chef du gouvernement et considérait nécessairement les choses de haut. Elle était la « grand-mère d'Israël » et il eût été inconvenant de mettre sa grand-mère en accusation. Il restait Moshe Dayan. Lui l'idole, lui le héros des guerres précédentes, lui qui avait payé jusque dans sa chair son dévouement à la cause sioniste puis à celle d'Israël. Il était la cible idéale pour un renversement des rôles, parce qu'il avait déçu les Israéliens. Et les états de service antérieurs de même que la gloire passée pesaient peu dans la balance.

Dayan, tout comme Meir, ne s'était pas attendu à de tels excès dans la vindicte. Ils n'auraient jamais imaginé se retrouver chassés du cimetière du mont Herzl par des familles endeuillées à qui ils étaient venus présenter leurs condoléances. La brutalité et l'injustice le disputèrent au deuil, ainsi que le relatera Golda : « Je l'ai vu revenir brisé de ces funérailles atroces qui suivirent la guerre, où l'on poussait des enfants vers lui pendant que les mères hurlaient : "Vous avez tué leur père !" Où des parents en deuil brandissaient le poing en le traitant d'assassin[77]. » On injuria Dayan, on l'insulta, on cracha même dans sa direction. Cette même vague qui l'avait porté au pinacle lors de la guerre des Six Jours le vouait désormais aux gémonies avec tout aussi peu de tempérance ou de rationalité. Les réactions de désespoir spontané des uns n'avaient d'égales que les manœuvres démagogiques des autres qui espéraient pouvoir tirer parti d'une tragédie nationale. Il y avait si longtemps qu'on rêvait de régler son compte au héros de 1956 et de 1967 ! Quelle jouissance de le voir ainsi chuter ignominieusement de son piédestal et d'assister à la fin d'un mythe !

Les rumeurs colportées piétinaient l'image de Dayan. On l'accusa d'avoir davantage misé, tout au long de sa carrière, sur la communication et les relations publiques que sur ses compétences réelles. On insinua que ses nerfs le lâchaient et qu'au plus fort de la guerre, il avait craqué nerveusement. Des tas de fadaises de cet acabit furent colportées, invérifiables mais ayant l'apparence de l'évidence. Point n'était besoin d'argumenter ou de raisonner. La cause était entendue. Ivres de rage, les parents des soldats disparus exigeaient des explications immédiates. Les généraux de Tsahal, eux, étaient soulagés d'être exonérés à si bon compte de leurs hésitations et de leurs bévues. Eux non plus n'étaient pas mécontents

que cet homme arrogant qui avait tant joué à la star serve à présent de paratonnerre.

Dayan n'était guère préparé à un tel lynchage collectif, auquel le principal commentateur militaire d'Israël, le général Haïm Herzog, ne manqua pas d'apporter sa contribution. Sachant que les accusations portées contre lui étaient infondées ou très exagérées, Dayan choisit cependant de se taire. Il est vrai que les déficiences en matériel et en munitions étaient de son fait. Lunettes protectrices, armes personnelles, combinaisons à l'épreuve du feu, torches ou même couvertures : tout ce qui avait fait défaut aux soldats dans le feu du combat. Que Tsahal ne disposât de réserves suffisantes que pour une petite semaine lui incombait tout autant. L'armée dont Dayan avait la responsabilité en tant que ministre n'avait pas été prête au combat. Le relâchement réel de cette armée était à la hauteur de son invincibilité présumée.

En revanche, Dayan pouvait-il être décemment tenu pour responsable des décisions opérationnelles qui relevaient exclusivement du quartier général de l'armée ? Il avait été tellement mis hors jeu par l'état-major qu'il n'avait eu d'autre ressource, pour exister, que l'appui de Golda Meir, outre quelques contacts personnels avec des commandants sur le terrain. Il était tout aussi injuste de lui reprocher d'avoir joué les trublions. Si la guerre de 1967 montrait sans doute que l'armée avait été pilotée en double commande – comment aurait-il pu en être autrement, compte tenu de l'effondrement nerveux de son chef d'état-major ? –, ce n'était plus le cas en 1973. Durant cette guerre de Kippour, Dayan n'avait pas agi en chef d'état-major *bis* et encore moins en super-chef d'état-major de Tsahal. En outre, dans ses prévisions, Dayan était tributaire des renseignements fournis par l'état-major. Et n'avait-il pas déclaré solennellement aux chefs de Tsahal dès mai 1973 : « En tant que ministre de la Défense et au nom du gouvernement, je vous demande de vous préparer à la guerre » ? Enfin, la passivité apparente de Meir et de Dayan lors du déclenchement de la guerre n'était pas une preuve de leur faiblesse, mais d'un choix politique délibéré et d'une obsession cruciale : ne pas faire figure d'agresseur. Ce choix était du reste pertinent, à mesure que se révélaient l'isolement et les fragilités d'Israël sur le plan international. Bien qu'ils fussent devenus impopulaires, qui sait si l'attitude de Golda et de Moshe n'avait pas sauvé le pays en fin de compte ?

Or cela, l'Israélien de la rue n'était pas disposé à le reconnaître. Dayan tenta de faire face stoïquement, avec le seul soutien de Golda Meir qui l'avait chargé de superviser les accords de désengagement avec l'Égypte. Le

plus affligeant pour lui, dans cette atmosphère de suspicion collective et de règlements de comptes, c'était la sincérité de cette indignation dirigée contre lui : « Il s'agissait d'une réaction extrême à la situation tout aussi extrême dans laquelle nous nous trouvions et, de ce fait, bien qu'elle fût horriblement pénible, elle était compréhensible[78]. » Un jour, à la sortie d'un Conseil des ministres, croisant un groupe de manifestants, il fut pris à partie par une jeune femme, sans doute la veuve d'un soldat tombé au combat. Elle lui hurla au visage : « Assassin ! » Il reconnaîtra avoir alors reçu comme un coup de poignard dans le cœur : « Je savais que jamais de ma vie, je n'avais ordonné une opération militaire sans être prêt à y participer moi-même. Et à ce moment-là encore, à n'importe quel moment, sur n'importe quel front, j'étais prêt à prendre la place de n'importe quel soldat, pour partir en patrouille, ou monter à l'assaut, ou défendre une forteresse. Mais cela, c'était ma vérité intime, profonde, personnelle, et je ne pouvais ni ne voulais l'expliquer à cette femme[79]. » Le seul officier supérieur à prendre le parti de Dayan fut Sharon, qui réitéra ses propos antérieurs avec encore plus de force : « Ce n'est pas contre Moshe Dayan qu'il faut se tourner. Le ministre de la Défense a été le seul à se rendre sur le champ de bataille. Le chef d'état-major et le commandant du Sud ne sont même pas venus dans la zone de la tête de pont durant les journées critiques qui ont suivi notre traversée du canal[80]. »

Mais les temps étaient devenus hostiles et Dayan n'en avait plus du tout la maîtrise. Presque symboliquement, Ben Gourion s'éteignit le 1er décembre 1973 d'une hémorragie cérébrale. Cela faisait des années que Dayan s'était éloigné de lui, mais il se trouvait encore à son chevet l'avant-veille de son décès : « Il quittait en pleine sérénité une vie traversée d'orages. » La mort de Ben Gourion le laissa comme orphelin. L'essentiel de sa carrière s'était déroulé sous sa protection bienveillante. La disparition du vieil homme ne faisait que souligner dramatiquement et symboliquement la propre solitude de Dayan. Le reclus de Sde Boker, oublié par la classe politique et jusqu'à ses anciens fidèles, croula bientôt sous les hommages. Certains audacieux ne résistèrent pas à la tentation d'une distinction subtile entre l'homme et son œuvre. Dayan s'y refusait pour sa part : « Il avait pris des décisions géniales et il avait fait des fautes, mais le phénomène historique appelé Ben Gourion était un élément unique. » Peut-être Dayan pensait-il qu'à sa mort il aurait droit lui aussi à un tel distinguo. Mais il s'en moquait tout autant que Ben Gourion avait dû s'en moquer de son vivant.

## *L'humiliation*

Sous les pressions conjuguées de l'opposition, de la presse et des mouvements protestataires, Golda Meir avait dû se résoudre à convoquer une commission d'enquête afin d'examiner les responsabilités dans le « *ha'Mehdal* », un terme forgé pour la circonstance qui désignait le manque de préparation coupable à la guerre. Cette commission était composée de cinq membres sous la présidence du président de la Cour suprême d'Israël, Shimon Agranat. Deux anciens chefs d'état-major en retraite de Tsahal en faisaient partie : Yigal Yadin et Haïm Laskov[81]. Réunie dès le 21 novembre, la « commission Agranat » mena ses travaux dans une atmosphère de règlement de comptes émaillée de manifestations populaires contre l'impréparation de l'armée et l'impéritie des dirigeants politiques. En coulisses se jouait une nouvelle « guerre des généraux », les officiers généraux se renvoyant mutuellement la responsabilité des erreurs commises. Elazar en viendra même à s'en prendre à Bar-Lev.

Au terme d'un marathon de 140 séances au cours desquelles pas moins de 58 témoins furent auditionnés, cette commission Agranat rendit un premier rapport intermédiaire début avril 1974[82]. Celui-ci fit sensation pour sa mise en cause sévère des services de renseignements civils et militaires israéliens, qui se virent reprocher leur incapacité à évaluer correctement la menace imminente pesant alors sur le pays. Les chefs militaires furent aussi accusés d'imprévoyance en des termes tellement durs que leur compétence même était en cause. En conséquence de quoi, la commission Agranat recommanda la démission du chef des services de renseignement, Eliyahu Zeïra, ainsi que celles du chef d'état-major, David Elazar, et de celui du commandement Sud, le major-général Shmuel Gonen. En revanche, elle répondit négativement quant à la « responsabilité directe » du Premier ministre Golda Meir et à celle de son ministre de la Défense Moshe Dayan. Les conclusions de la commission Agranat furent loin de ramener l'apaisement tant espéré. Ulcéré, le général Gonen fit valoir qu'il n'était en poste que depuis quelques mois et que la responsabilité véritable de ce secteur incombait essentiellement à son prédécesseur, le général Sharon. L'explication était évidemment un peu courte et ne l'exonérait en rien des décisions désastreuses qu'il avait prises le 8 octobre, le jour le plus noir dans toute l'histoire de Tsahal.

Chauffée à blanc, l'opinion publique tint le chef d'état-major David Elazar pour une victime des politiques. Elle oublia qu'il avait déclaré fort imprudemment « Nous allons leur briser les os » ou « Nous multiplions les succès » au moment même où Tsahal était au bord de l'effondrement. Golda Meir éprouvait de l'affection pour Dado Elazar, dont elle estimait la mise en cause injuste. Elazar étant contraint à une démission infamante[83], elle en voudra, par contrecoup, à Dayan : « J'ai toujours eu l'idée que Dayan aurait pu garder son image "charismatique" – en partie, du moins – s'il s'était alors, et publiquement, solidarisé avec ses frères d'armes[84]. » Il est vrai que Golda ne mesurait peut-être pas jusqu'où avait été, dans le passé, la solidarité de ces « frères d'armes » envers Dayan, de piques venimeuses en jugements lapidaires. Mais pouvait-elle ignorer l'ampleur de l'animosité personnelle entre Elazar et Dayan ?

À la mi-novembre, lorsque Dayan lui demanda une troisième fois s'il devait démissionner, Golda Meir évita cette fois de lui répondre. On se trouvait déjà en période électorale, les échéances de fin octobre ayant été reportées à fin décembre 1973. Le contexte politique était lourd. À la fin des hostilités militaires entre Israël et ses voisins s'était ouverte une « guerre du pétrole » à l'initiative des pays arabes exportateurs d'hydrocarbures. En rétorsion à la nouvelle défaite militaire arabe, ceux-ci avaient décidé d'imposer des quotas d'exportation pétrolière stricts et même dégressifs[85]. Ils avaient quadruplé au passage le prix du baril de pétrole. Les pays occidentaux étaient directement visés, et certains Européens, face à la pénurie qui menaçait, n'hésitèrent pas à reporter leur rancœur sur Israël, comme si l'État hébreu était la cause véritable de leurs difficultés et comme si les pays arabes n'avaient pas déclenché la guerre de Kippour. Une fois encore, la défaite militaire des Arabes se muait en victoire politique. À tous égards, la période était très délicate. Plus tard, Dayan commentera : « Pour moi, ces élections étaient capitales. Dans ses critiques contre le gouvernement, le public m'avait réservé une place de choix, m'attaquant à la fois comme ministre et comme homme[86]. » Les critiques en question ne se bornaient d'ailleurs pas à la conduite de la guerre. Elles concernaient tout aussi bien la politique d'ensemble du gouvernement qui n'avait pas réussi à faire la paix avec les Arabes.

Le verdict de l'opinion publique fut paradoxal. Portée par Menahem Begin, la coalition de droite du Likoud fit un bond spectaculaire en remportant 39 sièges à la Knesset. Jamais la droite, qui s'était rassemblée

pour former un bloc rival de celui du fameux « Alignement[87] » de la gauche, n'avait enregistré des résultats aussi prometteurs. Le parti travailliste demeurait malgré tout en tête avec 49 sièges. Il restait à former un nouveau gouvernement. Réuni à cet effet, le comité central du Parti travailliste fut particulièrement houleux. Golda Meir fut réélue par le parti à une large majorité. Elle se heurta cependant aux délégués lorsqu'elle annonça son intention de reconduire Moshe Dayan à son poste. Des placards avaient été apposés au fond de la salle : « Dayan va-t'en ! »

Golda tint bon et présenta un nouveau cabinet dans lequel figuraient notamment Dayan et Peres. Tous deux avaient offert de démissionner, mais elle était parvenue à les en dissuader : « Vous n'avez pas le droit de vous esquiver, pas en ce moment et pas en abandonnant vos postes[88]. » Elle prétendit plus tard ne pas avoir hésité à confier de nouveau à Dayan le portefeuille de la Défense. Par le passé, Golda avait succédé sans état d'âme à Moshe Sharett au poste de ministre des Affaires étrangères. De même n'avait-elle eu aucun scrupule à soutenir Levi Eshkol contre Ben Gourion qui avait été son ancien chef et mentor. Contrairement à Dayan, Golda avait osé tuer politiquement le « père » : Ben Gourion. Au fond, pour elle rien ne passait avant ce qu'elle considérait comme l'intérêt supérieur d'Israël. Il était désormais loin le temps où, au printemps 1973 encore, Golda Meir parlait de Dayan comme de « Dr Jekyll et Mr Hyde ». Sa décision de lui conserver son portefeuille déclencha cependant un véritable tollé au sein du parti. À l'extérieur, la rue israélienne était en émoi. Des dizaines de milliers de manifestants défilèrent à Tel-Aviv pour réclamer la démission de Dayan avant même qu'il ne fût officiellement nommé.

Très médiatisé, le mécontentement déboucha sur des attaques immodérées et des prévisions catastrophistes qui ne pouvaient que miner la foi de la nation dans sa force et son destin. Jusqu'à l'intérieur du Rafi, des députés cherchèrent à affaiblir la position de Dayan : « Certains, accompagnés comme par hasard de journalistes de la télévision, allaient voir les chefs des mouvements de protestation, leur serraient la main devant les caméras et les félicitaient de leur campagne anti-Dayan[89]. » Ces épisodes pénibles resteront longtemps ancrés dans sa mémoire. Harassée physiquement et découragée, Golda Meir comprit qu'elle ne pourrait de nouveau réussir à former un gouvernement de coalition. Cela sentait la fin. De guerre lasse, Moshe Dayan finit par donner sa démission et précisa qu'elle était irrévocable. Golda Meir ne tenta pas de l'en dissuader : « Le

tumulte qui persistait autour de sa personne au sein du parti rendait périlleusement proche le danger d'un éclatement de nos rangs[90]. »

Neuf jours seulement après la publication du rapport intérimaire de la commission Agranat, Golda Meir à son tour remit la démission de son gouvernement. On était le 3 juin 1974. Passant le relais à Yitzhak Rabin, elle déclara qu'elle se retirait définitivement de la vie politique. Ils étaient nombreux ceux, dans la presse comme dans les milieux politiques, qui prédisaient que Moshe Dayan ne tarderait pas à en faire autant.

# 7

# Dans la peau du diplomate

En avril 1974, la carrière politique de Moshe Dayan semblait terminée. Mais pouvait-elle l'être vraiment ? Les milieux politiques et même son propre parti l'avaient ostracisé. Pire encore, son image semblait s'être irrémédiablement détériorée et l'opinion publique israélienne ne voulait plus entendre parler de lui. Il était l'« assassin » des soldats de Tsahal tombés comme des mouches dans les premières heures de la guerre de Kippour. Il était celui par qui l'inconcevable était advenu. Israël avait échappé de justesse à un désastre historique, et sa société s'était effritée en découvrant

soudain sa vulnérabilité. La confiance en son armée était rompue, et Dayan était tenu pour le grand responsable de cette faillite collective. Rien ni personne ne pouvait changer un tel constat.

Redevenu simple citoyen, Dayan affecta d'abord d'en être soulagé : « Plus de nuits hachées par les coups de téléphone, plus de départs en trombe le matin pour le bureau. » C'était une façon classique de faire de nécessité vertu. Il avouera plus tard avoir passé son premier jour de liberté à Nahal Beersheba, dans le désert du Néguev, à explorer un oued asséché. Sa passion pour l'archéologie reprenait le dessus : des haches façonnées dans de gros galets, des silex taillés, des fragments d'os, des lames brisées… De nouvelles trouvailles : il y avait là de quoi l'émoustiller ! À des millénaires de là, bien avant le prophète Abraham, des hommes avaient vécu à cet endroit, ils y avaient chassé : « Ce pays où ils étaient nés, ils devaient l'aimer avec passion et le défendre quand ils étaient attaqués. » Il ne lui en fallait pas davantage pour se sentir soudain apaisé.

Dayan n'avait pas encore atteint la soixantaine. Il était trop jeune pour prendre sa retraite politique. Il n'avait pourtant aucune alternative réelle et en était réduit à attendre des jours meilleurs en espérant qu'ils adviendraient. Il l'écrira par la suite : « Un ministre de la Défense a besoin de la confiance du public. Il n'est pas le directeur impersonnel d'un bureau quelconque. […] L'opinion peut ne pas partager sa façon de voir les choses, mais il est indispensable qu'elle ait confiance dans son intégrité, son dévouement, sa compréhension et sa prudence dans les questions de sécurité. Or j'avais l'impression que cette confiance m'était de moins en moins accordée[1]. » La défiance de l'opinion publique à son égard n'était pas seulement une impression, mais une réalité aveuglante. Était-elle rédhibitoire ?

Le repli sur soi étant impératif, Dayan se calfeutra chez lui à Zahala, avec ses regrets et ses rancœurs. Abattu, lessivé, il semblait ne plus avoir d'énergie, ce qui était anormal de sa part. Dangereusement anormal même, observa sa fille Yaël venue lui rendre visite : « Je souhaiterais simplement que tu te mettes en colère plus souvent. Le calme et la résignation ne te valent rien. Quand tu es sur les nerfs, tu sembles peut-être moins "civilisé", mais tu es toi-même, tu te bats[2]… » Ce n'était décidément plus le même Dayan. Yaël elle-même dut constater, consternée, qu'un mur imperceptible était en train de se dresser pour la première fois entre eux. Rahel avait sa part de responsabilité dans ce changement, elle qui s'évertuait à devenir le centre de l'existence de Moshe. Rahel veillait tout particulièrement à ce que rien ni

personne ne vînt désormais s'interposer entre eux. Moshe en était amoureux, et il était fier de sa beauté comme de son charme. Il admirait la culture dont elle faisait volontiers étalage et dont il se savait lui-même dépourvu. Au fond, « il était la grenouille qui embrassait la princesse, le garçon de ferme qu'on autorisait à vivre dans un palais, l'être mal dégrossi qui se trouvait soudain magnifié[3] ».

## Le pestiféré

Cependant, Rahel n'était pas seule en cause dans une telle transformation. Moshe lui-même était responsable de son nouveau style et des nouvelles priorités qu'il entendait donner à sa nouvelle existence. Puisque la vie publique, à laquelle il avait donné ses meilleures années, le rejetait, il l'ignorerait et mènerait désormais les choses à sa guise. Le mouvement de protestation contre le gouvernement continuait de le viser personnellement alors même qu'il n'en faisait plus partie. Un jour, on l'incita à rencontrer un des porte-étendards de ce mouvement, un certain Mottie Ashkenazi. Étudiant dans le civil, celui-ci avait commandé le seul fortin de la ligne Bar-Lev à n'être pas tombé aux mains des Égyptiens. La discussion avait tourné court, l'hystérie haineuse du jeune homme[4] envers Dayan qu'il tenait pour responsable de tous les maux des Israéliens ayant rendu vaine toute forme de dialogue.

Moshe ressemblait chaque jour davantage à l'homme que Ruth avait décrit au moment de leur séparation : crispé dans sa légende, presque caricatural.

### *Une retraite dorée*

L'idéaliste avait fait place au matérialiste. Il devenait obsédé par les apparences et le besoin de posséder ou d'accumuler. Rahel lui avait inculqué le sens du luxe et de la futilité, elle qui affectionnait les soupers fins aux chandelles et les vêtements hors de prix signés Hermès, Gucci ou Cartier. Certes, le « goût exquis » dont elle était si fière prenait bien souvent des allures d'exhibitionnisme vulgaire de nouveau riche. Mais peu importait, car Moshe devenait de plus en plus humain et civilisé aux yeux de Rahel. Il savait désormais apprécier les mets raffinés, il portait des sweaters en

cachemire ou des costumes Dunhill du meilleur aloi. Il était admiratif du mobilier contemporain, évidemment coûteux, que Rahel avait choisi pour décorer leur intérieur. Le lucre n'est jamais très éloigné du mauvais goût. Moshe commença à vendre – très cher – certaines de ses pièces d'archéologie, agrémentées de sa dédicace. Ce matérialisme effréné lui avait fait perdre le sens de l'humour, mais c'était le cadet de ses soucis.

Pour tromper l'ennui qui semblait le guetter, il entreprit de faire ce à quoi se consacrent généralement la plupart des hommes publics à la retraite : écrire ses mémoires. Il se mit en tête de débaucher sa fille pour les rédiger. Mais Yaël était une romancière déjà reconnue et ne tenait pas vraiment à être confrontée, à travers l'écriture, à certains moments de la vie de son père. Moshe insista et elle finit par céder, tout en se doutant bien qu'elle allait s'aventurer en terrain miné. Son esprit était ailleurs et elle pensait déjà à son prochain roman, dont elle avait même trouvé le titre : *Trois semaines en octobre.* À l'écart de la politique, Dayan ne pensait plus alors à un hypothétique retour. Trop de sensations amères venaient encore le tourmenter. Dans le gouvernement Rabin formé en juin 1974, Shimon Peres l'avait remplacé comme ministre de la Défense.

Habitué de cette maison dont il avait été longtemps le directeur général, Peres se débrouillait plutôt bien et Dayan était le premier à en convenir. Peres rencontrait de temps à autre son prédécesseur et ami, le tenant informé de certaines décisions, voire sollicitant ses conseils. Peres était confronté à un défi gigantesque : remettre l'armée en ordre de marche, en évitant toute interférence politique et en préparant l'avènement d'une génération nouvelle. N'ayant aucun problème particulier avec l'état-major de Tsahal et son nouveau chef, Mordechai Gur, il se concentrait plus volontiers sur ses spécialités de longue date : les achats d'armements ou encore la mise en place d'industries de construction aéronautique et d'électronique.

En vérité, le monde politique semblait ne plus du tout intéresser Dayan. Il avait certes conservé son siège à la Knesset, mais le travail parlementaire l'avait toujours ennuyé prodigieusement. Il estimait avoir eu déjà son content de manœuvres obliques et de coups tordus, le plus souvent d'ailleurs au sein de son propre parti. Dayan préférait la vie sociale brillante et confortable, assurément plus légère, que Rahel lui préparait. Il recevait à sa table des diplomates, des banquiers et des gens de la haute société israélienne. Il passait désormais, lui l'ancien *schlumper* qui se promenait chemise ouverte et en sandales, pour un des hommes les mieux habillés du pays. Et l'on ne pouvait plus lui reprocher de ne pas savoir faire la différence

entre un bordeaux et un bourgogne. Il se serait bien vu poursuivre une telle existence d'aisance et de facilité. Puisqu'il était *persona non grata* dans la politique israélienne, autant tirer parti des compensations que la vie peut offrir. Ce n'était sans doute pas ce qu'il avait espéré, mais tant pis. Ses proches, eux, s'en désolaient : « Il n'était plus un feu de forêt incontrôlable, mais un sage feu de bois dans la cheminée de Zahala. Il n'était plus ce cheval fougueux dans la prairie, mais un cheval de bât qui tirait un chariot empli des bonnes choses de la vie[5]. »

## *Le passé salvateur*

Qui aurait pu alors deviner que l'étincelle pût réapparaître dans l'existence de Moshe ? Elle resurgit dans les dunes, les sables et les cavités rocheuses de Beersheba où il reprit derechef ses activités archéologiques. Il explora des grottes vieilles de six mille ans, y découvrit des jarres et des poteries décorées de peintures sombres ou rouge vif. Et son esprit se mit de nouveau à vagabonder sur ses trouvailles qui avaient appartenu en des temps immémoriaux à des gens bien vivants. Ces gens avaient dû se promener dans ce qui était devenu le Néguev ou le Sinaï. Ils devaient connaître le moindre ruisseau, la moindre colline ou le moindre recoin à force de chasser ou de pratiquer la cueillette. Dayan n'avait nullement besoin de fermer les yeux pour imaginer ces gens qui devaient sans doute former une famille. Sa famille. De ces réflexions oniriques naquit en lui le projet d'écrire un ouvrage qui raconterait et rendrait présente la Bible, *sa* Bible. Nul besoin d'archives, de sources ou de recherches pour rédiger cet ouvrage qu'il intitulera *Vivre avec la Bible. La relation d'un combattant avec la terre de ses ancêtres* (*Living with the Bible* : *A Warrior's Relationship with the Land of His Forebears*).

Seule la contemplation sans fin des paysages d'Israël et des pièces archéologiques exposées dans son jardin suffisait à son inspiration. Sous sa plume défilèrent les héros de la Bible, les Patriarches, les Juges, les Rois et le peuple d'Israël. Pas à la façon d'un historien ou d'un exégète réinterprétant les Écritures, mais à la façon d'un simple amoureux de son pays, déroulant les anecdotes et les épisodes épiques qui étaient l'essence d'Israël. Au fil des chapitres, le lecteur pouvait partager son amour charnel d'une terre qui avait vu une société tribale devenir nation, mue par sa quête de liberté et de vie. Le moderne s'y conjuguait avec l'antique. Le prophète

Moïse croisait le fondateur Ben Gourion. Bar Kohkba jouxtait Meir Har-Zion ou Yoni Netanyahu[6], ces héros modernes. Le poète Natan Alterman – le préféré de Dayan – y était dépeint dans la continuité de ces conteurs et moralistes qui avaient fait d'Israël non pas le « peuple élu » des religieux, mais un peuple porteur de valeurs morales. Ce peuple avait ses racines ici, où poussaient les lilas dans la plaine de Sharon et où, surplombés par les rochers d'Ein Gedi, des troupeaux de gazelles devaient s'ébattre dans cette Judée encore sauvage. *Living with the Bible* n'était pas seulement un livre inspiré dans lequel l'Israël ancien et l'Israël moderne ne faisaient qu'un, dans une continuité indissociable. Il exprimait aussi la vision morale d'un laïc inspiré et débordant d'amour pour son pays. Un jour, survolant Israël en hélicoptère, il écrira encore : « Au-dessous, une terre était visible. Sans aucune division entre Juifs et Arabes, un pays fait de villes et de villages, de champs et de jardins. Une terre que bornaient le Jourdain à l'est et la Méditerranée à l'ouest. Au nord, elle était couronnée par le sommet enneigé du mont Hermon. Au sud, c'était le désert aride et impénétrable. La terre d'Israël[7]. »

Pour autant, Dayan avait une certitude bien enracinée en lui : il n'avait pas vocation à se retirer définitivement à Zahala ou à Nahalal pour y faire pousser des petites fleurs. Il lui fallait prendre son mal en patience. Une fois encore, tout comme lorsqu'il avait quitté son poste de ministre fin 1964, il eut la chance de ne pas perdre trop de temps à ronger son frein. Successeur de Golda Meir, Yitzhak Rabin avait été confronté à une tâche gigantesque à la tête du gouvernement. La guerre de Kippour avait coûté 10 milliards de dollars environ et laissé l'économie israélienne exsangue[8]. La confiance de la population s'était envolée. L'urgence politique était de redresser la barre et de remonter le courant. Avec Rabin aux affaires, le plus jeune Premier ministre que le pays ait jamais eu, les travaillistes israéliens pouvaient se satisfaire d'avoir conservé le pouvoir. Les divisions à l'intérieur du parti avaient cependant perduré. Les relations de Rabin avec son prédécesseur comme avec Dayan n'avaient jamais été excellentes.

## *Spectateur de la vie politique*

Lorsque la lutte pour la succession de Meir s'était engagée au sein du parti, Dayan avait soutenu la candidature de son vieil ami Peres. Celui-ci

détestait Rabin, et l'aversion était réciproque. Au temps où il était l'homme fort du ministère de la Défense, Peres avait même longtemps travaillé à bloquer la désignation de Rabin à la tête de l'état-major de Tsahal. Leurs personnalités respectives tout comme leurs positionnements politiques opposaient les deux hommes. Héritier de Ben Gourion, Peres pouvait compter sur le soutien du Rafi et de la gauche du Mapaï. Rabin, lui, avait l'appui de la vieille garde du parti et surtout de Pinhas Sapir, qui passait pour être « faiseur de rois ». Finalement, ils avaient convenu de s'entendre. Rabin avait pris la tête du gouvernement et offert à Peres le portefeuille de la Défense. Seul Dayan était resté sur la touche, mais il n'eut pas longtemps à le regretter. Très rapidement, en effet, la situation de Rabin se détériora au point de devenir intenable. D'un côté, il n'avait aucune légitimité électorale[9]. D'un autre côté, il souffrait de la radicalisation de partis religieux jusque-là modérés et alliés aux travaillistes. Le Parti national religieux, en particulier, subissait l'influence croissante des colons et des activistes hostiles aux concessions territoriales. Ce parti défendait le *statu quo* sur la question des territoires occupés, tout autant que les orthodoxes du *Goush Emounim* (« Bloc de la foi ») ou que les démagogues à visée messianique poussant à la colonisation intensive. Bientôt, le gouvernement de coalition de Rabin se retrouva sous l'emprise des « faucons » dont il était prisonnier politiquement.

Rabin commit aussi sans doute des erreurs vis-à-vis de l'allié américain. Certes, il avait été ambassadeur à Washington, où il avait noué des relations utiles, mais une incompréhension inquiétante l'opposait au chef de la diplomatie américaine, Henry Kissinger. Désireux de faire bouger les lignes au Proche-Orient, le secrétaire d'État avait amorcé une succession de « navettes » entre capitales régionales concernées dans le cadre d'une politique de « petits pas ». Plus de plan de paix global et irréaliste dans son ambition de résoudre l'ensemble de l'équation proche-orientale, mais une politique plus réaliste faite de progrès successifs. Or Kissinger avait échoué, lui aussi, et il en avait imputé la responsabilité à Israël. Sur ce, plusieurs scandales éclatèrent à la suite de révélations de la presse sur la détention par le couple Rabin de plusieurs comptes bancaires privés à l'étranger, ce qui constituait une infraction aux lois fiscales israéliennes. D'autres affaires de corruption visèrent peu après des proches du gouvernement. Ce dernier en fut irrémédiablement fragilisé. La très longue période durant laquelle les travaillistes avaient détenu le pouvoir – près de trente ans – s'achevait ainsi

piteusement en pantalonnades de « bas Empire ». Confiné à Zahala, Dayan n'était pas concerné, cette fois, par ces péripéties affligeantes.

## La paix du guerrier

« *HaMahapakh !* » C'était le mot qui revenait en boucle dans la bouche des commentateurs israéliens au soir des élections du 17 mai 1977. Révolution ! Pour une fois, les journaux et la télévision n'exagéraient pas, car le Likoud, contre toute attente, devenait majoritaire à la Knesset avec 43 sièges. Conduite par Shimon Peres, la coalition travailliste dégringolait à 32 sièges.

Il s'agissait bien d'une révolution. Depuis la création de l'État d'Israël, la gauche travailliste avait toujours détenu le pouvoir, dans les drames comme dans les triomphes. Ce faisant, elle avait réussi à marginaliser durablement la droite incarnée par le Herout puis par le Likoud. Les plus anciens se souvenaient que la gauche avait fait exclure pendant quinze mois de la Knesset le chef de l'opposition de droite, Menahem Begin. Depuis l'affaire de l'*Altalena*, ce dernier était l'ennemi juré de Ben Gourion, qui n'avait alors pas de mots assez véhéments à son encontre ; il refusait même de lui serrer la main et évitait de prononcer son nom dans ses discours. En ce temps-là, Begin, l'ex-chef de l'Irgoun, faisait figure de terroriste et, au mieux, d'extrémiste sectaire. Le fossé idéologique entre la gauche et la droite était tel qu'il n'avait jamais pu être question d'une « grande coalition » – à l'exception notable de la période de la guerre des Six Jours[10] – dans un pays que le système électoral à la représentation proportionnelle avait rendu ingouvernable. Plus récemment encore, Rabin lui-même avait lâché avec mépris au sujet de Begin : « C'est un objet archéologique, il ne sera jamais au pouvoir. » Toutefois, l'image de Begin s'était améliorée au fil du temps. L'homme avait mûri et faisait malgré tout partie du paysage politique, comme « normalisé ». Pour les jeunes générations, celles qui n'avaient pas connu la « Saison » ou les luttes fratricides entre la Haganah et l'Irgoun, il n'était plus l'irresponsable que vitupérait la gauche travailliste. Il ne passait plus pour un sectaire, mais simplement pour un patriote soucieux de la sécurité de l'État qui, dans l'intérêt général, avait fait de son mieux en 1967 comme en 1973. Il s'était même réconcilié avec Ben Gourion.

Or, voici qu'à présent Begin triomphait, et la démocratie n'avait rien à y redire ! Begin devait surtout sa victoire au pouvoir et au climat politique

délétère de déception et de rancœur qui s'était instauré au lendemain de la guerre de Kippour. Les travaillistes avaient été usés par le pouvoir jusqu'à la corde. Largement protestataire, le scrutin exprimait la profonde lassitude de l'électorat. Il sanctionnait aussi le double langage des travaillistes. À force de contorsions et de tergiversations, on ne savait plus s'ils se résignaient à des compromis territoriaux avec les Arabes ou s'ils prônaient la fermeté, refusant toute concession sur les territoires. Ce double langage avait désorienté l'électorat de gauche comme du centre. Pire encore, les travaillistes s'étaient présentés à l'élection en ordre dispersé. Une liste dissidente avait été présentée par l'ancien chef d'état-major de Tsahal et archéologue émérite, Yigael Yadin. Difficilement attaquable au regard de son passé prestigieux comme de sa renommée scientifique, Yadin prônait la « régénération morale » de la démocratie israélienne qu'il considérait encore plus cruciale que les relations d'Israël avec ses voisins arabes. En conséquence de quoi, Yadin avait fondé en novembre de l'année précédente un nouveau parti baptisé « Dash[11] ».

## *De nouveau ministre*

Malgré la débandade de la gauche, Moshe Dayan avait tout de même été élu sur la liste travailliste, le Rafi ayant désormais rallié le parti dont il s'était naguère dissocié. Il avait été élu, mais il ne se faisait pas d'illusion. Il savait bien que les travaillistes, s'ils avaient remporté une nouvelle victoire, ne lui auraient proposé aucun poste ministériel. Les conclusions définitives de la commission Agranat, qui étaient pour lui un satisfecit, ne changeaient rien à l'affaire. Le passé n'était pas effacé et l'on apercevait encore sur les murs de certains quartiers de Tel-Aviv des inscriptions du genre : « Dayan, l'architecte des cimetières militaires[12] ».

N'ayant rien à espérer du côté des travaillistes, Dayan se serait encore moins attendu à ce que Begin lui proposât un poste dans son gouvernement. Le nouveau Premier ministre était déroutant par bien des côtés. Cet homme n'avait vraiment rien de révolutionnaire avec son veston-cravate très conventionnel et une vie personnelle sans histoires. S'il ne dérogeait jamais au baisemain vis-à-vis des dames – même Golda Meir voyait en lui un « parfait gentleman » –, Begin savait pourtant s'affranchir des convenances ou de la préséance quand il le fallait. À la stupéfaction de ses fidèles, il offrit

à Dayan en juin 1977 le portefeuille des Affaires étrangères. Surpris, ce dernier avait demandé un peu de temps de réflexion. Mais la proposition avait fini par fuiter et la réaction populaire avait été vive. Les gens n'avaient ni oublié ni pardonné. Goguenarde, la grande presse traita Dayan d'opportuniste. Celle de gauche lui intenta un procès en traîtrise. Les manifestations se multiplièrent derechef sur le thème : « Le meurtrier ne doit pas profiter[13] ! » Les proches de Dayan eux-mêmes en furent déboussolés. Sa fille Yaël estima dans un premier temps que, s'il acceptait le poste, il devrait au minimum renoncer à son siège de député travailliste. Il s'agissait à ses yeux d'une question d'éthique, ce qui eut pour conséquence immédiate de refroidir momentanément ses relations avec son père. Dayan ne pouvait manquer d'être séduit par une telle proposition. Redevenir ministre ne se refusait pas, surtout à ce moment de sa carrière. Ministre des Affaires étrangères de surcroît ! Son passage à la Défense l'avait échaudé et il n'était plus question pour lui d'y revenir. En revanche, la possibilité de diriger la diplomatie israélienne le comblait. La seule inconnue était la marge de manœuvre qui lui serait consentie.

Le nouveau ministre comptait mener à bien sa mission en mettant en pratique ses idées. Selon lui, le temps des guerres israélo-arabes classiques était révolu. En 1973, les Arabes avaient lavé leur honneur de l'humiliation de la guerre des Six Jours. De tant d'effusions de sang pouvait – et même devait ! – à présent surgir une possibilité de paix réelle. Le temps était venu d'user de la diplomatie et de prendre des décisions cruciales sur la paix comme sur la fixation de frontières définitives. Une paix jusque-là laissée en déshérence au fil des armistices et des cessez-le-feu éphémères. Des frontières laissées en suspens depuis 1948. À présent, rien n'était plus important que de placer ces questions à l'ordre du jour. Le défi que constituaient les négociations de paix n'était pour Dayan ni un reniement, ni une déviation, ni même un recul. C'était plutôt la suite logique de ce qui l'avait préoccupé jusque-là et l'inquiétait encore : la sécurité d'Israël. Lorsque, dès 1970, le président Sadate avait tenté de se rapprocher du gouvernement israélien, le seul à s'être montré vraiment réceptif n'avait été autre que Dayan. Celui-ci avait eu alors des contacts informels avec l'entourage du *raïs*. Invité de la célèbre émission « 60 minutes » sur la chaîne américaine CBS, Dayan avait même esquissé les grandes lignes d'un début de plan de paix : le retrait partiel du canal de Suez en échange d'une promesse égyptienne de non-belligérance. La réouverture du canal donnerait

à Sadate un ballon d'oxygène sur le plan financier et, aux Égyptiens, la possibilité de retrouver une vie normale. Autant de facteurs susceptibles d'entraîner la négociation d'un véritable traité de paix. À l'époque, le premier cercle de Golda Meir avait saboté cette tentative en vertu du sacro-saint principe « pas de concession territoriale sans conclusion d'un traité de paix final ».

Avant même le début de la campagne électorale, Dayan avait été approché par des familiers de Begin. Il n'avait alors pas repoussé l'idée de rejoindre leur équipe, mais à condition que l'intransigeance bien connue de Begin sur les territoires conquis en 1967 ne compromette pas la paix, si celle-ci était au prix du retrait de ces territoires. Avec Begin lui-même, il avait eu des discussions de coulisses laissant entrevoir des convergences, mais sans plus. C'est pourquoi, d'ailleurs, après avoir longuement hésité, Dayan avait fini par accepter que son nom fût inscrit sur la liste de la coalition travailliste. À présent, tout était bouleversé, car le Likoud était le nouveau maître du jeu. Conscient que son débauchage par Begin avait toutes les apparences d'une « prise de guerre », il ne pouvait pourtant laisser échapper l'occasion de revenir au premier plan. Il dira plus tard avoir été assailli par les « pires doutes » qu'il ait jamais connus. Rahel, de son côté, avait aussi exprimé quelques réserves, tout en considérant que la décision finale revenait exclusivement à Moshe. Celui-ci ne mésestimait pas les points de désaccord subsistant entre lui et Begin sur l'avenir des territoires, mais il en était convaincu : « S'ils me laissent seulement les mains libres, je ferai la paix avec l'Égypte[14]. »

Begin, pour sa part, avait dû s'employer à convaincre les sceptiques du Likoud. Selon lui, le choix de Dayan était le bon en dépit de l'impopularité frappant l'ancien héros en Israël même : « Il bénéficie d'un renom international, et les hommes d'État du monde entier le connaissent. Sa réputation est aussi grande parmi les Juifs de la diaspora, et les États arabes le respectent […]. Israël traverse une période difficile et doit s'adjoindre ses meilleurs éléments pour protéger ses intérêts nationaux[15]. » Bref, selon Begin, Dayan était « *the right man at the right place* ». Lorsque Dayan accepta le poste de ministre, il fut aussitôt exclu du parti travailliste que présidait son ami Shimon Peres. Celui-ci conservera de l'épisode un souvenir mitigé : « Il m'expliqua qu'il avait décidé dans mon intérêt de ne pas me prévenir de son entrée dans le gouvernement afin qu'on ne puisse pas m'accuser après coup d'avoir été au courant de ces tractations[16]. » Être exclu

de son parti laissait Dayan indifférent. Il se sentait toujours travailliste et c'était l'essentiel. Il n'avait jamais eu besoin d'une carte du parti pour s'en convaincre. En outre, les intérêts de l'État avaient toujours prévalu dans son esprit sur ceux du parti. S'il était un patriote convaincu pour son pays, il n'avait jamais eu le « patriotisme de parti ».

Son investiture le 20 juin 1977 à la Knesset fut particulièrement houleuse. Elle se déroula sous les huées des députés travaillistes qui s'acharnèrent à en perturber le bon ordonnancement, multipliant les incidents de séance. Les quelques mots de circonstance prononcés par le nouveau ministre des Affaires étrangères furent noyés dans un brouhaha vindicatif d'où ressortaient la colère et la hargne de ses anciens collègues parlementaires. Sa nomination, finalement, ne changeait pas grand-chose : Dayan restait plus isolé qu'il ne l'avait jamais été. Au sein du nouveau gouvernement, il pouvait côtoyer, en revanche, des collègues qu'il connaissait déjà assez bien. Nommé vice-Premier ministre, Yadin en faisait partie. Il en allait de même pour Ezer Weizman, son ex-beau-frère qui avait hérité du portefeuille de la Défense. Il avait rejoint l'aile droite du Likoud et s'était révélé un maître d'œuvre efficace dans la campagne électorale de Begin. Les envieux disaient de lui qu'il pouvait vendre le Likoud aussi bien que les Américains vendaient le Coca-Cola[17]. S'il n'était pas spécialement ravi de la nomination de Dayan qui lui volait en un sens la vedette, Weizman n'en laissa rien paraître.

Ariel Sharon était aussi de la distribution à un poste qu'avait déjà occupé Dayan presque vingt ans plus tôt : l'Agriculture. Dayan était-il quelque part jaloux d'Arik qui lui avait succédé dans le rôle de héros des Israéliens ? Alors qu'il ne tarissait pas d'éloges sur le génie militaire de Sharon, Dayan n'aura jamais le moindre mot aimable sur son entrée en politique. Peut-être Dayan pressentait-il déjà que Sharon possédait les qualités de leader politique qui lui faisaient, à lui, cruellement défaut ?

Au lendemain du triomphe de 1967, alors qu'il atteignait le zénith de sa popularité, Dayan aurait peut-être pu jouer sa propre carte politique et – qui sait ? – tenter de forcer le destin. Il n'avait pas osé s'opposer frontalement à Levi Eshkol et, dès lors, s'était lui-même installé dans un second rôle de brillant subordonné. L'ombre de Ben Gourion était sans doute trop envahissante pour que Dayan songeât à s'en dissocier autrement qu'à coups de petites phrases ou de postures sans lendemain. Ben Gourion, à la rigueur. Mais Eshkol ? Mais Golda Meir ? Dayan s'était également effacé devant ces

gens-là, et cette résignation-là était rédhibitoire. Ce n'était pas après le désastre de 1973 et ses conséquences désastreuses pour son image que Dayan allait se mettre à briguer des sommets qu'il n'avait plus les moyens d'atteindre. À la table du Conseil des ministres, Dayan n'était pas entouré d'amis politiques, mais cela ne le changeait pas du temps où il devait coudoyer ses collègues travaillistes. Après Begin, il était le grand senior du gouvernement et son statut en avait été rehaussé. Dayan faisait désormais figure de doyen. Il était le vieux sage, rompu aux allées du pouvoir, auprès de nouveaux ministres qui faisaient leurs armes. La force de l'habitude sans doute, les médias s'adressaient plus volontiers à lui qu'aux autres ministres. S'il n'était plus le chouchou que les journalistes aimaient encore à cajoler[18], il restait encore un bon « client » dont on guettait les saillies ou les mimiques.

D'ailleurs, le temps passé ne changeait rien à l'affaire. Dayan continuait à jouer les anticonformistes, mais plus par fidélité à son image passée que par pure spontanéité. La résidence officielle du ministre des Affaires étrangères était située à Jérusalem, mais il obtint de continuer à habiter à Zahala, son havre de paix, quitte à s'infliger un double déplacement quotidien entre Jérusalem et Tel-Aviv, ce qui ne semblait guère le gêner. Il donnait volontiers des dîners officiels dans sa résidence privée, où Rahel s'affirmait comme une hôtesse hors pair ; elle était la parfaite épouse d'un ministre de premier plan. Cette maison de Zahala avait subi, une fois encore, des rénovations coûteuses : parmi celles-ci, la « salle de bains de rêve » en marbre réservée à Rahel que Moshe n'hésitait pas à montrer avec fierté à des invités incrédules. Quatre mois après sa nomination, la demeure des Dayan faisait encore l'objet de manifestations hostiles de la part de familles ayant perdu des proches lors de la guerre de Kippour. Mais ces manifestations sombraient dans la routine, et Dayan avait d'autant moins de raisons de s'en préoccuper qu'il s'était fixé de nouveaux objectifs.

Dayan avait compris de longue date la logique du président Sadate. Celui-ci avait fait la guerre non pas tant par bellicisme que pour faire bouger les choses. Il y avait d'ailleurs réussi, car la guerre de Kippour avait indéniablement fonctionné comme un électrochoc. À présent, il était dans son intérêt de s'asseoir à la table de conférence au lieu de rêver de revanche et de risquer une nouvelle défaite. Et il était dans l'intérêt d'Israël de se défaire d'un immobilisme qui ne lui assurait, au fond, qu'une fausse sécurité.

Préparer la paix après avoir passé tant de temps à préparer la guerre ! L'enjeu était de taille au point de relever de la gageure.

## *Au défi de la paix*

Les États-Unis et l'Union soviétique avaient proposé la tenue d'une conférence à Genève pour entamer des négociations entre Israël et les pays arabes sur la base de la résolution 338 du Conseil de sécurité de l'ONU[19]. Installé à la Maison Blanche depuis moins d'un an, le président Carter se montrait impatient de parvenir à un accord. Cette précipitation était d'autant plus préoccupante que le président américain était loin de manifester à Israël la même sympathie que ses prédécesseurs. Se défiant des shows diplomatiques à grand spectacle, Israël avait toujours privilégié les discussions ou négociations bilatérales, les plus discrètes possible. C'était une façon de progresser plus efficacement, mais aussi de ne pas se retrouver en position d'infériorité vis-à-vis du bloc des pays arabes, dans la situation du « seul contre tous ». Depuis le temps des négociations d'armistice de Rhodes en 1949, l'opinion de Dayan était faite dans ce domaine. Il préférait nettement les discussions discrètes d'homme à homme aux grands raouts diplomatiques qui tenaient du barnum. Cela convenait du reste à son tempérament individualiste, encore qu'il eût soin de se faire assister par des hommes compétents qui connaissaient par cœur les dossiers : Naphtali Lavie, son responsable des relations publiques, ou Elyakim Rubinstein, son chef de cabinet.

Dès septembre 1977, Dayan entama en grand secret des discussions avec le roi Hussein de Jordanie et avec le shah d'Iran. Resté traumatisé par la guerre des Six Jours, le premier était le plus modéré des dirigeants des pays arabes entourant Israël. Le second était un ami d'autant plus fidèle de l'État hébreu qu'il se méfiait des Arabes, ceux du golfe Persique notamment, qui étaient devenus ses concurrents directs depuis le choc pétrolier de 1973. La plus importante de ces discussions préliminaires eut lieu au Maroc sous les auspices du roi Hassan II qui, en sa qualité de « commandeur des croyants », n'avait jamais caché sa sympathie pour les Juifs. Dayan devait y rencontrer Hassan Tuhami, le représentant spécial du président Sadate. Cette rencontre se déroula dans la plus pure tradition des films d'espionnage. Pour la circonstance, Dayan s'était camouflé dans un déguisement du meilleur effet, avec perruque et moustache. Il portait également d'épaisses lunettes

noires. Afin de mieux brouiller les pistes, il avait emprunté des sorties dérobées et changé fréquemment de véhicules ou de jets privés stationnant à l'abri des regards. Direction finale : Rabat. La rencontre ne fut pas simple, Tuhami se tenant sur ses gardes et manifestant d'emblée une froideur ostensible. Du moins les deux hommes parvinrent-ils à parler le même langage et s'épargnèrent-ils les déclarations enflammées de circonstance. Ils entrèrent directement dans le vif du sujet, qui était la paix. Une entente fut aussitôt trouvée sur un parrainage américain ou international à tout accord à venir. Échaudé par les Soviétiques, Sadate ne tenait nullement à les faire « entrer par la porte de derrière » à la conférence de Genève. Cela convenait parfaitement à Dayan, qui privilégiait des négociations directes entre Israël et l'Égypte avec Washington – et surtout pas l'ONU – dans un rôle de médiateur n'ayant pas vocation à dicter unilatéralement les termes d'un accord.

Quant au fond de l'accord en question, c'était une tout autre histoire. Les données en avaient été énoncées par Tuhami d'une façon abrupte. Le retour du Sinaï sous souveraineté égyptienne en était la condition *sine qua non*. Cela signifiait qu'Anouar el Sadate ne rencontrerait pas Menahem Begin aussi longtemps que cette condition ne serait pas satisfaite. Par ailleurs, l'Égypte refusait d'être le seul pays arabe engagé dans la négociation et n'accepterait aucun accord qui ne traiterait pas des droits des Palestiniens ou du statut de Jérusalem. Ce n'était qu'un début, mais on n'en était déjà plus aux accords intérimaires conclus sous le gouvernement Rabin. On progressait désormais. Dayan était-il vraiment le « seul homme en Israël capable de discuter avec les Arabes », comme ses proches le prétendaient ? Ce n'était pas tant une question de pratique, d'expérience, de langage direct ou même de ruse particulière qu'une affaire d'autorité et de crédibilité. Dayan n'avait pas de véritable expérience diplomatique et son arabe était, somme toute, rudimentaire. Cependant, les Arabes sentaient d'emblée qu'il les respectait et leur parlait d'égal à égal. Ils se fiaient à sa parole. Il émanait de sa personne le prestige du vainqueur, ce qui n'était pas rien.

Les choses se compliquèrent toutefois parce que la conférence de Genève n'était pas enterrée pour autant. En visite aux États-Unis où il devait prononcer un discours devant l'Assemblée générale des Nations unies, Dayan comprit que le président américain n'abandonnerait pas facilement son idée de conférence internationale. Il s'agissait même d'un principe essentiel pour Jimmy Carter, qui tenait absolument à se démarquer de la

diplomatie secrète et personnelle propre à Kissinger en imposant une diplomatie transparente et de bonne foi.

Carter se présentait alors comme l'anti-Nixon, le président qui incarnerait la repentance de l'Amérique, tant pour le Watergate que pour le Vietnam, et placerait les droits de l'homme au-dessus de toute autre préoccupation. C'était d'ailleurs oublier un peu vite que la diplomatie de Nixon, même si son auteur était voué aux gémonies, avait remporté d'indéniables succès : du Vietnam[20], où il avait mis fin à une guerre dont il avait hérité, à la réconciliation avec la Chine et aux accords stratégiques avec l'URSS. Les premières rencontres de Dayan avec Carter et son vice-président, Walter Mondale, furent très décevantes. Ses interlocuteurs critiquèrent durement Israël pour son « intransigeance » et pour son « sabotage délibéré » d'une nouvelle conférence de Genève. Aucun dirigeant américain ne s'était exprimé aussi sévèrement depuis l'époque d'Eisenhower. S'il tâcha de n'en rien montrer, Dayan fut ulcéré par cette attitude, celle de Mondale tout particulièrement qu'il jugea insidieuse et malintentionnée. Durant ses entretiens, il s'efforcera de l'ignorer systématiquement.

Par la suite, Carter tentera d'amadouer Dayan, mais sans succès. Et pour cause ! Les Américains envisageaient alors une déclaration de principes conjointe avec les Soviétiques faisant explicitement état des aspirations des Palestiniens. C'était la ligne rouge à ne pas dépasser. Sans ménagement, Dayan s'en fit l'écho auprès de ses hôtes : « Nous ne sommes pas partie à une telle déclaration et vous ne nous avez même pas consultés à ce sujet, bien que nous fussions directement concernés. Vous feriez mieux de renoncer à cette déclaration et de laisser les Soviétiques hors du coup[21]. » Initialement censée durer quelques jours seulement, la visite de Dayan aux États-Unis dura finalement quatre semaines. Il saisit cette opportunité pour multiplier les déclarations publiques et défendre résolument le point de vue d'Israël auprès des grands médias de la côte Est et de la communauté juive américaine. Les traits acérés visant la politique de Carter atteignirent d'ailleurs leur but. En quatre jours, la Maison Blanche ne reçut pas moins de sept mille télégrammes et un millier d'appels téléphoniques de protestation contre la politique américaine au Proche-Orient. Finalement, le président Carter demanda à rencontrer de nouveau Dayan avant qu'il ne reparte en Israël. L'entrevue fut courtoise, et Carter crut avoir mis fin à l'incident en donnant à son interlocuteur l'assurance qu'Israël pouvait compter sur lui.

Mais Dayan n'était pas dupe, ce que la raideur de sa réaction allait illustrer : « Monsieur le Président, je n'ai peut-être qu'un œil, mais je vois clairement les dangers pour notre existence même si nous acceptions vos conseils[22]. »

Face au président américain, en septembre 1977, Dayan rejeta de nouveau toute perspective de déclaration conjointe soviéto-américaine et réitéra sa préférence pour des négociations bilatérales directes avec les États arabes : « Personnellement, je ne suis pas un lâche, mais, en tant que fils du peuple juif, j'ai une cause qui mérite d'être défendue. Il y a peu, le désastre s'est déjà abattu sur nous et il y en a parmi nous qui l'ont éprouvé directement. Aussi longtemps que nous en aurons le pouvoir, nous épargnerons à notre peuple une autre tragédie. » Tout en tenant ces propos, Dayan avait désigné du doigt son collaborateur Naphtali Lavie qui était un survivant de la Shoah. Ces échanges d'amabilités se conclurent par une déclaration de presse conjointe signée par Dayan et son homologue américain, Cyrus Vance. Des Soviétiques, il n'était plus question. La déclaration reçut l'approbation du gouvernement Begin. Nul doute qu'elle dut aussi satisfaire Le Caire. Malgré la difficulté de ses premiers échanges avec Tuhami, il était revenu à Dayan que Sadate était sur la même longueur d'onde et cherchait lui aussi un accord direct avec Israël avant même que ne se tienne une conférence internationale.

Toutefois, même Dayan ne pouvait prévoir que Sadate était déterminé à bousculer les événements au point de leur donner une tournure historique. Forçant le destin, le *raïs* annonça tout de go à son Parlement qu'il avait décidé de se rendre à Jérusalem pour discuter directement avec les dirigeants israéliens. Les Égyptiens tout comme les autres Arabes étaient stupéfaits par cette initiative surprise, mais les Israéliens ne l'étaient pas moins. Après un temps d'hésitation, Begin décida de relever le gant et d'adresser au président égyptien une invitation personnelle. Dix jours plus tard, le samedi 19 novembre 1977, l'impensable survint. En cette fin de shabbat, vers huit heures du soir, Sadate débarqua sous les flashes et les caméras du monde entier de son avion présidentiel qui venait d'atterrir à l'aéroport Ben Gourion. Les observateurs présents n'en croyaient ni leurs yeux ni leurs oreilles, chacun restant interdit par la solennité de l'instant. Sadate séduisit ses hôtes et les journalistes présents par sa bonhomie apparente, son large sourire rassurant et sa poignée de main chaleureuse. Pendant ce temps, Dayan prit en charge son homologue égyptien, Boutros Boutros-Ghali, qui était loin de paraître aussi enjoué que son chef. S'étant lancé dans cette

aventure contre l'avis de tous les autres chefs d'État arabes, Sadate avait en réalité pris des risques considérables. Agissant de la sorte, il faisait une concession formidable, le plus puissant des États arabes reconnaissant *de facto* Israël. Mais il ne pouvait pas repartir les mains vides. Boutros-Ghali s'en fit l'écho auprès de Dayan à qui il répéta les exigences déjà formulées par Tuhami : pas d'accord de paix sans résolution du problème palestinien.

Considérant la main tendue par Sadate, Dayan n'était sans doute pas le plus enthousiaste des ministres israéliens. Il connaissait le dessous des cartes et les difficultés de la manœuvre. Lui eût-on donné à choisir entre plusieurs options que Dayan n'eût certainement pas privilégié la méthode du *raïs*. Bien sûr, il souhaitait véritablement la paix entre l'Égypte et Israël et il y consacrait beaucoup d'efforts. Pourtant, les risques pris par Sadate étaient aussi considérables qu'aléatoires, car ils supposaient une contrepartie du même ordre côté israélien, sans quoi il perdrait la face. Or cette contrepartie ne pouvait que prendre la forme d'un retrait d'Israël de tous les territoires occupés ainsi que le règlement de la question palestinienne. Elle était impossible à satisfaire dans son intégralité, pour l'instant en tout cas. Trois ans seulement après la guerre de Kippour – la quatrième depuis 1948 –, la société israélienne n'était pas encore préparée à un revirement aussi subit. Quoique sincère, Sadate espérait passer en force là où les progrès ne pouvaient être que graduels et exigeaient une préparation aussi longue que soigneuse. Dayan eut la confirmation de ses appréhensions dès le lendemain en écoutant le discours solennel de Sadate à la Knesset. Certes, Sadate brisait courageusement un formidable tabou en même temps que de solides barrières psychologiques en se rendant de son propre chef à Jérusalem. Toutefois, les résultats diplomatiques ne pouvaient être à la hauteur de ses espérances. La seule conséquence tangible de son initiative était d'exercer une pression encore plus forte sur les négociations directes que lui, Dayan, entendait poursuivre. Cela ne l'aidait pas, car plus l'engouement était vif, plus une éventuelle déception serait cuisante.

Trois semaines plus tard, au palais royal de Marrakech, Dayan rencontra de nouveau Tuhami. Les discussions furent stériles, car l'Égyptien ne disposait pas d'un véritable pouvoir de négociation et se contentait d'exposer des documents rédigés à l'avance par Le Caire. Sadate voulait la paix, mais ne savait pas comment y parvenir d'une manière concrète. Et le temps pressait, car les Américains ne manqueraient pas de réactiver leur idée de grande conférence si les négociations bilatérales devaient se solder par un échec. On était à la fin du mois de décembre 1977 et un nouveau round de

négociations eut lieu à Ismaïlia, sur les rives du canal de Suez. Le lieu était hautement symbolique, et Begin s'était déplacé en personne, accompagné de Dayan et de Weizman, pour y rencontrer Sadate. Dayan ne fut pas le seul à remarquer la froideur des Égyptiens, qui se traduisit par un cérémonial réduit au minimum : pas de garde d'honneur, pas d'hymne national, pas de drapeau. Quelle différence avec l'accueil réservé à Jérusalem un mois plus tôt au *raïs* ! Comme il était à craindre, le sommet ne déboucha sur aucun résultat positif en dehors de la création de deux commissions : la première, militaire, dirigée côté israélien par Ezer Weizman ; et la seconde, politique, dirigée par Dayan.

Si Weizman parvint à détendre l'atmosphère grâce à son humour et à ses anecdotes colorées, Dayan resta plongé dans une perplexité morose. La diplomatie israélienne était le dos au mur : se résigner à de lourdes concessions dont Dayan n'était pas certain qu'elles fussent acceptées par les Israéliens, ou renoncer à faire la paix avec l'Égypte[23]. À son grand désappointement, l'impasse se prolongea durant toute la première partie de 1978. D'un côté, les négociateurs égyptiens – Mohammed Ibrahim Kamal avait succédé à Boutros Boutros-Ghali à la tête de la diplomatie du Caire – durcirent leur position sous la pression générale du monde arabe ; d'un autre côté, la mésentente cordiale se prolongeait entre Washington et Jérusalem[24]. Pour ne pas arranger les choses, la recrudescence du terrorisme palestinien envenima encore davantage la situation. En avril 1978, un attentat dans le centre de Tel-Aviv suscita une émotion considérable chez les Israéliens en causant la mort de trente-cinq passagers d'un bus détourné par un groupe palestinien. Israël avait répliqué par des représailles de grande ampleur, les plus importantes depuis la guerre de Kippour, jusqu'en territoire libanais, au sud de la rivière Litani. Weizman lui-même ne se faisait plus d'illusion : « Le processus de paix qui, toute façon, oscillait sur le fil du rasoir a péri désormais dans les flammes de ce bus[25]… »

C'est à ce moment-là que le président Carter comprit que son rêve wilsonien de conférence internationale et de diplomatie ouverte était en train de sombrer. La réalité donnait raison aux partisans des négociations directes, qui étaient la seule voie possible. À la mi-juillet 1978 eut lieu une rencontre entre Israéliens et Égyptiens dans un château près de Leeds, en Angleterre. L'ambiance médiévale dégageait un charme chevaleresque auquel Dayan n'était pas forcément insensible : « Ballades et chevaliers, vastes espaces moussus entre les dalles et sur les murs, tout respirait la splendeur et le

pouvoir[26]. » Pour autant, les Égyptiens exigèrent de nouveau que la discussion se focalise sur la question palestinienne. Dayan, à la tête de la délégation israélienne, y fut catégoriquement hostile. De son point de vue, la seule perspective possible était un accord direct et séparé avec l'Égypte sur la base d'un retrait israélien du Sinaï. Pour le reste, il fit comprendre que le gouvernement Begin n'accepterait pas de se désengager de la Cisjordanie ou de la bande de Gaza, pas plus qu'il ne reconnaîtrait l'autodétermination aux Palestiniens en vue de la constitution d'un État. Tout au plus pouvait-il être question de coexistence. Dayan fit surtout comprendre à ses interlocuteurs, quitte à forcer le trait et à dramatiser, que c'était à prendre ou à laisser. Cela ne le rendait, d'ailleurs, pas spécialement pessimiste.

Selon lui, il n'était pas mauvais de remettre les pendules à l'heure à un certain stade de la négociation : « Les Égyptiens ne renonceront pas à l'oiseau qu'ils tiennent déjà entre les mains[27]. » Peut-être semblait-il un peu trop confiant au moment d'élaborer un document sur la possibilité d'une souveraineté palestinienne, au terme d'une période de cinq ans d'autonomie. Destiné à rassurer les Américains, ce document avait été présenté par Dayan à Cyrus Vance comme l'expression d'une « opinion personnelle ». Or Begin prit fortement ombrage que Dayan n'ait pas même pris la peine de le consulter. Ce premier accroc entre les deux hommes soulevait une question de principe. En tant que chef du gouvernement, Begin trouvait normal d'être consulté ou informé avant qu'un de ses ministres, *a fortiori* celui des Affaires étrangères, ne se lançât dans une quelconque initiative, surtout de cette importance. Pour Dayan, en revanche, la liberté de négociation était un principe auquel il n'entendait pas déroger : « Je ne pense pas être en mesure de conduire des négociations si je ne suis pas autorisé à exprimer des opinions ou faire des suggestions tout en précisant qu'il s'agit d'opinions personnelles et pas forcément de celles du gouvernement. » Dayan, l'individualiste, n'avait aucun doute à ce sujet : si Begin lui refusait cette liberté, celui-ci devrait alors nommer un autre ministre des Affaires étrangères. Dayan usait de la même tactique qu'avec Ben Gourion ou avec Meir. Et cela marcha, car Begin eut l'intelligence de comprendre que c'était peut-être le meilleur moyen de ne pas s'enfermer dans un maelström diplomatique. Peu de temps après, le Premier ministre fit comprendre qu'il approuvait le document préparé par Dayan.

Les positions des uns et des autres paraissant désormais solidement calées, Carter lança à Sadate et à Begin une invitation à un sommet prévu

début septembre à Camp David, la résidence présidentielle dans le Maryland. Chacun se doutait bien que ce sommet était décisif. Il résultait d'un nombre impressionnant de correspondances, amendements, propositions, prologues, préambules ou encore déclarations de principes. À ce titre, il s'accompagnait nécessairement, de part et d'autre, de remises en cause parfois déchirantes, tant personnelles qu'idéologiques. De ce point de vue, les discussions au sein même de chaque délégation étaient aussi importantes, voire déplaisantes, que celles entre délégations.

## *Fin d'un diplomate*

Le 5 septembre 1978 débutèrent treize jours de discussions aux allures de marathon. Chaque délégation comprenait neuf membres. Les séances se prolongeaient parfois en conciliabules semi-privés entre chacune des parties et l'hôte américain. Entre chaque séance, Dayan préférait se promener seul sur les chemins de la grande propriété de Camp David afin de se remettre les idées en place. Il était volontiers en tenue de sport, comme les autres délégués, à l'exception notable de Menahem Begin qui ne se séparait jamais de son éternel costume gris. Comme prévu, les discussions furent âpres. Au début, Israéliens comme Égyptiens paraissaient plus désireux de communiquer avec les Américains que directement entre eux, mais le dialogue finit par s'instaurer. Dayan était-il le seul à pouvoir inciter Begin à infléchir ses positions habituelles, comme il sera prétendu ? Il était présomptueux de l'affirmer, tant Begin, sioniste historique, avait des points de vue forgés de longue date. Il n'était pourtant pas aussi rigide qu'on l'eût supposé et ne refusait pas la négociation. Les Israéliens acceptèrent de se retirer de tout le Sinaï, y compris des aérodromes qu'ils avaient installés près de Rafah et de Sharm el-Sheikh[28]. Les Américains soutinrent la position de l'Égypte sur la question palestinienne : il fut consenti cinq ans d'autonomie aux Palestiniens en Cisjordanie et à Gaza, à la suite desquels serait discutée l'éventualité d'y établir un État.

Dès le début, l'administration Carter se montra ambiguë. Amie proclamée d'Israël, elle endossa cependant les positions arabes sur des questions aussi sensibles que celle de Jérusalem. Pendant les négociations, toutefois, Carter prit Dayan à part et lui demanda en privé de l'aider à arrondir les angles. Il s'avéra que le président américain avait fait des promesses à Sadate au sujet de la Ville sainte. Or il ne fallait certainement

pas compter sur Dayan, le libérateur de 1967, pour céder sur ce point. Il rappela la valeur symbolique de Jérusalem pour les Juifs et leur opposition à toute souveraineté arabe en ces lieux. Finalement, Sadate et Begin s'entendirent pour retirer cette question épineuse de leur accord et pour en débattre ultérieurement. Une ultime alerte se produisit le douzième jour de la conférence lorsque Sadate exigea l'arrêt des implantations israéliennes en Cisjordanie durant la période probatoire de cinq ans. Begin, de son côté, n'y consentit que pour trois mois. Un incident éclata alors entre Begin et Carter, ce qui n'était pas fait pour étonner un Dayan convaincu de l'hostilité du président américain.

Un accord fut néanmoins signé dans l'*East Room* de la Maison Blanche le 17 septembre. Tandis qu'une tempête faisait rage à l'extérieur, Carter, Begin et Sadate immortalisèrent l'instant par une poignée de main qualifiée d'historique par toute la presse. La veille au soir, les délégués israéliens avaient célébré entre eux l'accord avec l'Égypte. À l'écart du groupe, Dayan savourait ce moment : « Cette soirée fut un des plus grands moments de ma vie. J'ai effectué un long parcours depuis les négociations de paix avec le roi Abdallah, la campagne du Sinaï, la guerre des Six Jours et celle de Kippour. J'étais récompensé d'en avoir été un des architectes. Quoique fatigué, je ne pouvais pas m'endormir. Il me tardait de rentrer chez moi. […] En Israël, j'aurais célébré l'événement à ma façon, un repas dans la cuisine avec Rahel[29]. » Ces accords de Camp David n'étaient certes pas la paix, mais une étape essentielle dans un processus devant y conduire. Prévu dans un document intitulé « *A Framework for Peace in the Middle East* » (« Un cadre pour la paix au Proche-Orient »), ce processus dura encore six longs mois.

En octobre 1978, le lendemain de Yom Kippour, Dayan reprit son bâton de pèlerin à la tête de la délégation israélienne[30]. Direction Washington en vue de la préparation de la négociation finale. Les échanges égypto-israéliens eurent lieu à Blair House[31]. Il y eut encore des péripéties, la plupart d'entre elles concernant encore et toujours le dossier de Jérusalem. En pleine conférence, Dayan et Weizman durent même faire un voyage express en Israël pour s'expliquer auprès de Begin, qui pensait qu'ils faisaient trop de concessions. L'accusation était infondée, mais Dayan, qui n'était pas naïf, comprit qu'elle reflétait la méfiance du camp Begin envers lui. Begin se rendit lui-même aux États-Unis pour conclure les négociations. Il passa deux jours à New York, où il s'entretint en privé avec Cyrus Vance. Plus

officiellement, il rencontra le président Carter. Ce ne fut guère du goût de Dayan, qui se sentait de plus en isolé. À Washington, les négociations tombèrent dans l'impasse, et le président Carter n'hésitait plus à en rejeter ouvertement la responsabilité sur les Israéliens. Dayan nota dans ses carnets personnels : « Nous sentions bien que nous étions victimes d'un double standard sinon trahis […]. Tandis que Washington refusait fermement les demandes d'amendement israéliennes, arguant de ce que la suppression d'une seule pierre ferait s'écrouler l'édifice, il (Carter) multipliait les concessions à seule fin d'apaiser le gouvernement égyptien[32]. » Bien sûr, à lui seul Dayan n'était pas de taille à inverser le cours des choses. Des critiques commencèrent à s'élever en Israël sur sa manière de mener les négociations. Elles épargnèrent cependant Begin, qui ne traînait pas, il est vrai, le lourd déficit de la guerre de Kippour.

En février 1979 eut lieu une nouvelle conférence aux États-Unis à un niveau ministériel. Les Américains déroulèrent le tapis rouge à la délégation égyptienne, conduite par le Premier ministre Mustafa Khalil. Ils accueillirent plus froidement Dayan qui, frustré, ne fut même pas autorisé à développer pleinement ses arguments. Ce dernier était partagé entre la colère et l'appréhension. La paix, sa grande œuvre, qu'il considérait comme vitale pour Israël, semblait s'éloigner. Carter convoqua un nouveau sommet à Washington, réunissant cette fois Begin et Khalil. Dayan était laissé ostensiblement sur la touche. Finalement, l'accord qui fut trouvé en cette occasion n'était pas si différent de ce que Dayan avait déjà obtenu. Mais il avait perdu la main. Le président Carter en personne se rendit en mars au Caire, puis en Israël. Dans son esprit, le voyage devait être triomphal et consacrer ce qu'il pensait être le bien-fondé de sa démarche diplomatique. Cette démarche, en réalité, lui avait été davantage imposée qu'il ne l'avait initiée. Une mini-crise faillit à nouveau surgir lorsque Begin refusa les amendements que les Égyptiens avaient fait adopter *in extremis* derrière son dos. Carter crut d'abord pouvoir arguer de sa bonne foi offensée et annoncer son retour précipité en Amérique en signe de désapprobation. Il dut simplement y renoncer afin de ne pas perdre publiquement la face. D'ailleurs, de l'embargo céréalier catastrophique envers l'URSS[33] à sa gestion calamiteuse de la question iranienne[34], il aurait par la suite bien d'autres occasions de la perdre… Tout compte fait, c'est Dayan qui sauva la situation en proposant de nouvelles formulations aptes à satisfaire tout le

monde. De retour chez lui, il s'en vantera sans doute exagérément auprès de Rahel : « J'ai résolu la crise[35] ! » Une bien piètre consolation.

Le 26 mars 1979, à Washington, la paix fut enfin signée avec l'Égypte. Même s'il ne faisait pas partie des signataires, il s'agissait bel et bien du couronnement de la carrière diplomatique de Dayan. Henry Kissinger lui-même apprécia en connaisseur : « La guerre était le métier de Dayan, la paix fut son obsession… L'Histoire se souviendra de lui comme le principal architecte du traité de paix avec l'Égypte[36]. » Dayan était obsédé par la paix, certes, mais il n'était ni aveugle ni amnésique. Il associa aux pensées qui avaient guidé son action et forgé son obstination les Pères fondateurs d'Israël, les Rois, les Prophètes, tous ces grands ancêtres dont il avait suivi les pas. La mission ayant été accomplie avec succès, Dayan savait déjà que son engagement ministériel auprès de Begin touchait à sa fin.

## La dernière bataille

Dès la conclusion de l'accord de paix, Israéliens et Égyptiens entamèrent leurs discussions sur l'autonomie palestinienne. Il n'y eut plus d'ambiguïté lorsque Begin désigna Joseph Burg, ministre de l'Intérieur et cacique du Parti national religieux, pour diriger la délégation israélienne. Dayan était ouvertement mis à l'écart. Il considérait encore possible de ménager quelques arrangements de coexistence propres à satisfaire les Palestiniens des territoires. Burg, en revanche, était un faucon réclamant sans cesse la multiplication des implantations. Dès la nomination de Burg, Dayan fit savoir qu'il ne participerait pas à une délégation qu'il ne dirigerait pas, mais il ne quitta pas le gouvernement pour autant.

Il attendit quelques mois avant de présenter sa démission à Menahem Begin. On était le 2 octobre 1979. Son message final au Premier ministre était sans équivoque : « Je ne suis pas impliqué dans les questions qui m'intéressent et le suis dans celles qui ne m'intéressent pas. Je n'ai pas rejoint ce gouvernement pour rencontrer des ambassadeurs et assister à des cocktails[37]. » Begin ne fit rien pour le retenir. Sans doute comprenait-il, lui aussi, que leur collaboration était parvenue à son terme. Dayan reprit sa place solitaire sur les bancs de la Knesset. Tenu pour un « traître » par les travaillistes, il ne pouvait décemment rejoindre leurs rangs. Il n'en éprouvait d'ailleurs aucun regret. Quant au Likoud, il n'y avait jamais vraiment eu de

place pour lui. L'ironie de la géographie parlementaire plaçait son siège non loin de ceux des extrémistes du Likoud qui avaient fait sécession pour protester contre le traité de paix avec l'Égypte.

La fin d'une carrière politique ? Le terme d'une existence ? Dayan n'avait après tout que soixante-quatre ans. Mais il se sentait las et affaibli. Il avait perdu le courage ou le goût d'entreprendre. Même l'archéologie ne parvenait plus à le délasser et il n'avait même plus la force physique de continuer à effectuer des fouilles sur le terrain. Il restait chez lui à tester à l'acide l'authenticité et la datation des pièces d'archéologie en sa possession. Il passait également un temps interminable à les ranger et à recoller les morceaux épars d'un vase ou d'une jarre. Il prétendait même avoir inventé un nouveau type de glu qu'il disait révolutionnaire[38]. De plus, son corps le lâchait. Depuis la perte de son œil, il n'avait pas vécu une seule journée sans souffrir, mais s'était habitué à endurer et à mépriser le mal. En lui, une volonté farouche de refuser la diminution physique ou la dépendance, ce qui le contraignait à jouer au chat et à la souris avec ses douleurs. Ses maux de tête, qu'il ne pouvait soulager qu'à fortes doses d'analgésiques, s'aggravèrent cependant. Quand ses douleurs thoraciques étaient trop lancinantes et qu'il avait du mal à respirer, il partait s'enfermer en cachette dans sa salle de bains. Là, il s'appuyait contre un mur et étendait les bras en attendant que cessent les palpitations. Dayan plaisantait parfois aussi sur le fait qu'il devenait un peu dur d'oreille. Avec un seul œil valide et une seule bonne oreille, en conclut malicieusement sa fille, sans doute y avait-il des choses qu'il préférait ne pas voir ou entendre.

En avril 1979, à l'occasion d'un check-up au retour d'un long voyage en Extrême-Orient, on lui diagnostiqua un cancer du côlon. Dayan confia simplement à ses docteurs qu'il s'était de longue date préparé psychologiquement à la mort : « La mort ne m'effraie pas. Je la ressens et je la vois venir. Elle est la fin idéale au-delà de laquelle il n'y a plus rien. Je ne suis pas du tout un fataliste[39]. » Dépourvu de connaissances médicales, Dayan accordait toute sa confiance à ses médecins et acceptait la douleur. S'il fallait opérer, leur disait-il, opérons ! Il n'avait pas peur de la chirurgie. Au fond, il voulait seulement savoir la vérité sur son état. Il subit une première opération, qui se passa bien. Sa seule crainte était d'en ressortir diminué, mais il récupéra assez vite, ce qui était même étonnant à en croire les chirurgiens. Une semaine plus tard, il repartit travailler comme si de rien n'était. Mais, en réalité, Dayan paraissait vidé de ses forces. Il ne retrouvera

plus jamais son équilibre d'antan. Comment l'aurait-il pu ? Outre une insuffisance cardiaque, il souffrait d'autres affections – ulcères à l'estomac, troubles gastro-intestinaux ou allergies – qui le laissaient vieilli prématurément : le regard vitreux, le teint jaunâtre, la démarche incertaine. Pire encore pour lui, il était en train de perdre la vue de son œil valide au point de ne plus pouvoir lire. Cet œil droit devint le baromètre de sa santé. Telle était en fait sa véritable hantise : perdre cet œil et devenir définitivement aveugle.

Si Rahel s'émerveillait du courage de son mari tout en vantant ses qualités d'homme de famille, Yaël n'était pas dupe : « L'homme qui, toute sa vie durant, avait été un combattant, qui avait été destiné aux plus grands défis, qui avait gravi les plus hauts sommets et montré le meilleur de lui-même face aux difficultés les plus cruelles… cet homme-là était en train de lâcher prise[40]. » Elle comprenait, tout comme il l'avait lui-même déjà compris, que ses années étaient désormais comptées. Un jour, Yaël avait demandé à son père pourquoi il s'accrochait à la politique alors qu'il se battait contre la maladie et perdait la vue. Il avait répondu : « Aussi longtemps que je pourrai lever la main à la Knesset et avoir une influence sur le cours des événements, je ne me retirerai pas[41]. »

Le style de vie bourgeois que Yaël reprochait à son père depuis son mariage avec Rahel virait à la caricature pénible. Pour Yaël, il n'était qu'un homme qui se laissait dorloter et cédait aux facilités du luxe comme du confort. Un père qui, au lieu de discuter d'affaires publiques ou de questions morales, se laissait absorber trivialement par les factures d'électricité ou par les augmentations d'impôts. Certes, sa pingrerie était légendaire, mais, au fil des années, l'argent devint une réelle obsession pour lui. Et, paradoxalement, cela advint au moment même où il en avait plus qu'il ne lui en fallait avec son salaire, ses droits d'auteur ainsi que les honoraires qu'il réclamait aux journaux souhaitant l'interviewer. Conscient que son nom se vendait bien, il exigeait d'être payé pour donner des interviews à la presse étrangère : « Un journal étranger vendra plus d'exemplaires grâce à mon interview. Pourquoi je ne gagnerai pas moi aussi quelque chose[42] ? » Les prix fixés par Dayan étaient parfois extravagants pour l'époque. Un jour, pour une brève interview sur TF1, il exigea 15 000 dollars, ce que la chaîne française ne pouvait se permettre. Il fallut l'intervention du baron Edmond de Rothschild, qui ouvrit sa bourse, pour arranger les choses. Ces revenus léonins permettaient à Dayan de dépenser des sommes folles chez les antiquaires.

Pour autant, il n'avait pas complètement abandonné la vie publique. Après avoir fondé un journal, *Hayom Haze* (« Ce jour »), il travaillait à la rédaction d'un nouvel ouvrage consacré aux négociations de paix et à sa période de ministre des Affaires étrangères. Il l'intitulera *Breakthrough* et y ajoutera une dédicace : « Aux soldats de l'armée israélienne, les vivants et les morts. » Il s'investit dans le Forum public pour les questions politiques et sociales, un organisme non partisan dont il devint très vite un des orateurs vedettes. Toutefois, il ne souhaitait pas en faire un parti politique, estimant qu'Israël était suffisamment pourvu en ce domaine.

Dayan crut devoir intervenir lorsque l'échec des discussions sur l'autonomie palestinienne menaça le traité de paix avec l'Égypte. Vers la fin de 1980, il en arriva même à suggérer que l'autonomie fût imposée unilatéralement aux Palestiniens. Il pensait alors que l'autogouvernance des territoires et la coexistence pouvaient être possibles même sans l'accord officiel des Palestiniens. De toute évidence, Dayan représentait le passé et perdait pied avec les réalités. Sa vision était celle d'une génération qui avait connu la guerre mondiale et la guerre d'indépendance. Une génération qui éprouvait désormais le plus grand mal à s'adapter aux temps nouveaux. Dayan refusait l'idée même d'un État palestinien. Il estimait que Tsahal devait rester présente dans les territoires et professait qu'Israël devait traiter avec la Jordanie et non avec l'OLP. Il ne comprenait pas la réalité politique d'un mouvement national palestinien qu'il réduisait, comme ceux de sa génération, à son activisme terroriste. Du reste, il approuvait l'intensification de la colonisation dans les territoires et, selon lui, l'autonomie pouvait être éventuellement consentie aux gens mais pas aux territoires : « Nulle part, la terre d'Israël ne doit nous être étrangère[43]. »

Face aux difficultés qu'il rencontrait sur le plan interne, Begin anticipa les élections générales à fin juin 1981. Dayan annonça la création d'une nouvelle formation politique, le Mouvement du renouveau national, qui se fit connaître sous son acronyme hébreu de « Telem ». Rahel s'en désola : « Il était malade et très fatigué. J'ai tenté de l'en empêcher, de le protéger, mais il n'a pas pu résister à ceux qui le sollicitaient. » Peut-être espérait-il qu'un petit parti pût peser au sein d'une nouvelle coalition au pouvoir. Sa campagne fut pathétique. Ses soutiens dans le pays étaient quasi inexistants. Chacun comprenait que ce candidat qui leur parlait d'avenir n'en avait plus lui-même. L'ancienne star d'Israël avait fait place à un politicien luttant désespérément pour sa survie. Il était difficile de ne pas établir de parallèle

entre le Telem de Dayan et ce qu'avait été naguère le Rafi de Ben Gourion : pour des résultats au demeurant identiques, car Telem ne remporta que deux sièges dans la dixième Knesset. La télévision israélienne rapporta des images implacables de supporters de Dayan en train de se disperser aux quatre vents tels des moineaux. Seul, impavide, il se présenta à la conférence de presse. « Puis il se leva à son tour, image épouvantable d'un homme terriblement amaigri, squelettique et presque éteint. Comme s'il venait d'être frappé d'une sentence de mort[44]. »

Cet ultime échec fut le coup de grâce. La santé de Moshe Dayan se mit à décliner d'une manière irréversible. Il avait toujours considéré que le meilleur moyen de guérir d'une maladie, c'était de l'ignorer. Mais la maladie, elle, ne le lâchait plus. Le 6 octobre 1981, invité à commenter l'assassinat du président Sadate au Caire par des extrémistes islamistes, il fit sa dernière apparition publique. Un journaliste écrira que « de ce sabra mythique, il ne restait plus que la peau et les os[45] ». Il fut opéré d'une hernie et supporta assez mal cette nouvelle intervention chirurgicale que venait aggraver son artériosclérose coronarienne. Dayan refusait désormais de se laisser administrer la moindre médication, que ce fût de la trinitrine pour ses affections cardiaques ou ses calmants habituels. Il était exaspéré par ses propres docteurs : « Vous êtes tous les mêmes, vous ne pensez qu'aux conséquences mortelles. Mais moi, je m'en moque complètement, car je n'ai pas peur de la mort que j'ai si souvent côtoyée sur les champs de bataille. » Peu de temps après, Gad Yaakobi, un ami proche du temps où Dayan était ministre de l'Agriculture, se rendit à Zahala. Il trouva la demeure plongée dans l'obscurité. Pour lui ouvrir la porte, Dayan avait dû cheminer péniblement en s'appuyant au mur de l'entrée. Pourquoi n'allumait-il pas la lumière ? « Je fais difficilement la différence entre la lumière et l'obscurité. J'ai pratiquement perdu la vue. Je peux à peine percevoir votre image, quelque chose d'estompé. Je suis aveugle, mais je sais que cela ne durera plus très longtemps[46]. »

Dayan ne se trompait guère. Le 15 octobre 1981, il fut victime d'un infarctus grave et dut être de nouveau hospitalisé. Sentant sans doute sa fin, il avait refusé de se laisser transporter en civière. C'est debout, quoique titubant, qu'il rejoignit l'ambulance qui l'attendait devant son domicile. Le lendemain soir, à l'heure où les foyers juifs d'Israël célébraient shabbat, Dayan s'éteignit à l'hôpital Tel Hashomer de Tel-Aviv. Il avait soixante-six ans. Seules à ses côtés, sa femme Rahel et sa fille Yaël. Aux dires de celle-ci,

la mort de son père avait duré deux longues années. Deux années d'un combat que l'enfant chéri d'Israël avait fini par perdre. Non en héros ou en sauveur providentiel, mais dans la disgrâce qui accompagne les boucs émissaires. Qui, pourtant, chez les Israéliens frappés de stupeur, n'aurait été prêt à reconnaître que cet homme si complexe, porté aux nues ou vilipendé, avait su incarner son pays quatre décennies durant avec ses qualités et ses défauts ?

Dayan fut enterré le dimanche suivant, 18 octobre, les Juifs en étant empêchés durant le shabbat. Lors de ses obsèques à Nahalal, dans le petit cimetière de Givat Shimron où reposaient ses parents, on ne tira pas de coups de canon, conformément à ses dernières volontés. Toutefois, six anciens chefs d'état-major de Tsahal en uniforme portèrent son cercueil recouvert du drapeau bleu et blanc d'Israël frappé du *Magen David*. Dans la foule, des vétérans du moshav, d'anciens kibboutznikim, des soldats qui avaient servi sous ses ordres. Les plus âgés l'avaient suivi dans le furieux assaut à Lydda pendant la guerre d'indépendance. D'autres l'avaient accompagné à travers les sables du Sinaï, dans cette course effrénée qui les avait conduits vers Sharm el-Sheikh et le golfe d'Akaba. D'autres encore étaient à ses côtés durant ces Six Jours extraordinaires de 1967, modèle stratégique indépassable qu'on étudie encore aujourd'hui dans les écoles de guerre. Tous ces grognards l'avaient adulé et il les avait aimés parce qu'ils faisaient partie de sa propre histoire. En rangs serrés autour de la tombe, des Druzes, des Arabes et des Bédouins, quelques rabbins, beaucoup d'anonymes aussi.

Le gouvernement avait ordonné des obsèques nationales. Bien sûr, les politiques – des diplomates, des responsables gouvernementaux de plusieurs pays – avaient fait le déplacement, en hélicoptère ou dans un bus du ministère des Affaires étrangères. Le Premier ministre israélien Menahem Begin était là, ainsi que le président d'Israël Yitzhak Navon accompagné de son épouse. Non loin d'eux, les yeux humides et visiblement ému, Arik Sharon. L'autre grand baroudeur, l'autre individualiste. L'héritier. Sans compter tous ceux qui n'avaient pu se déplacer ou s'étaient bornés à des déclarations de circonstance. Au nom de l'Égypte, Boutros Boutros-Ghali, ministre d'État aux Affaires étrangères, fit l'éloge de celui « qui croyait en la possibilité d'une coexistence pacifique entre Israël et le peuple palestinien ». De son côté, Elias Freij, le maire modéré palestinien de Bethléem, affirma que la disparition de Moshe Dayan constituait une grande perte « parce que

sa façon d'agir et sa personnalité auraient apporté des résultats dans le domaine des relations israélo-arabes ».

Au milieu du cimetière de Nahalal, la famille Dayan, modeste et digne. Ruth, venue d'Amérique, était entourée de ses trois enfants. Le défunt avait exprimé le souhait que ses obsèques fussent les plus simples possible, sans éloge funèbre. L'aumônier en chef de l'armée israélienne lut des psaumes. Udi, le fils cadet de Moshe, récita le *Kaddish*[47]. Un chanteur interpréta *El Maleh Rachamaim* (« Dieu est plein de compassion »), ce « chant magnifique mais d'un autre monde et peut-être d'une autre foi », épiloguera Yaël, qui n'oubliait pas que son père n'était jamais venu lui-même prononcer le *Kaddish* sur la tombe de ses parents.

Des gerbes de fleurs, si nombreuses qu'elles en tapissaient le sol, furent déposées près de la tombe. Bientôt, tout ne fut plus que silence et recueillement. Seul flottait le doux parfum des bosquets d'eucalyptus alentour. Au loin, la vallée de Jezréel s'était parée des couleurs de l'automne, la blancheur des champs de coton se conjuguant avec la verdeur des vergers et avec les teintes rougeoyantes des tuiles sur les maisons. Plus loin encore, on devinait les contreforts rugueux du mont Carmel surplombant la mer bleue et étale. Cette mer indifférente aux siècles, à l'histoire des hommes et à leurs fureurs.

# Épilogue

Au moment du deuil, les rabbins ont coutume de professer : « Trois jours pour pleurer et sept jours pour se lamenter. » Certes, mais combien de temps pour méditer sur le bilan d'une existence, sur ses actes héroïques comme sur ce « misérable petit tas de secrets » auquel André Malraux ramenait la condition humaine[1] ?

Dans une épigramme qui lui était imputée, Arik Sharon approchait peut-être déjà la vérité de son ancien mentor : « Dayan se réveillait avec une centaine d'idées en tête. Quatre-vingt-quinze d'entre elles étaient franchement dangereuses et trois autres ne méritaient pas d'être retenues. Mais les deux restantes étaient brillantes[2]… » Quatre-vingt-dix-huit à jeter, soit. Les deux autres auront tout de même façonné la célébrité et la gloire de Moshe Dayan. D'où la fascination singulière suscitée encore aujourd'hui,

quarante ans après sa disparition, par cet homme si complexe. Un homme qui avait été l'enfant chéri d'Israël et son héros providentiel avant d'en devenir une sorte de pestiféré. Le paradoxe reste aujourd'hui toujours aussi saisissant.

Pour comprendre Moshe Dayan, il faut d'abord se pencher sur la relation très spéciale de la société israélienne avec son armée. Entre la guerre d'indépendance et la guerre des Six Jours – une pleine génération –, Tsahal aura littéralement symbolisé le courage sinon l'âme même d'Israël. Plus encore que l'Histadrout, cœur du sionisme socialisant, l'institution militaire aura illustré l'âge héroïque d'un État hébreu résistant à l'adversité, marqué par l'esprit du kibboutz et mû par le volontarisme des sabras tout autant que par l'instinct farouche de survie des rescapés de la Shoah. Fondateur de cette armée, Ben Gourion avait très tôt compris qu'elle n'était pas seulement le rempart ultime, l'instrument de la défense du pays, mais aussi qu'elle avait vocation à entrer en osmose avec la sphère civile. En dernier ressort, il lui était assigné d'incarner l'image idéalisée que le pays se faisait de lui-même et qu'elle souhaitait diffuser à l'extérieur des frontières. Une image d'efficience, de fierté et de confiance en soi. En somme, celle du « Juif nouveau » dont avaient tant rêvé les sionistes historiques depuis Herzl. Celle du Juif cultivant la terre, mais maniant tout aussi bien le fusil. Celle du pionnier façonné par l'esprit d'initiative et le sens du courage. Bien au-delà du modèle classique du soldat-paysan, le défi d'Israël fut d'imposer la vision d'un Juif volontaire et optimiste. Un Juif « dans le siècle », affranchi de la passivité, du fatalisme ou des espérances messianiques. Ce Juif-là ne pouvait plus être l'usurier du monde diasporique ou le soumis du Yishouv traditionnel. Il ne pouvait plus être celui qui se laissait mener à l'abattoir, à la grande honte du poète Haïm Nahman Bialik[3]. L'armée d'Israël fut précisément le miroir valorisant d'un tel changement de perspectives, sans doute parce que la survie de la nation en dépendait très directement.

Or Moshe Dayan fut le visage de cette armée qui n'était pas sans rappeler celle de la France de Valmy et de la défense héroïque des principes républicains. Le visage d'un courage empreint de volontarisme inflexible. Mieux encore, Dayan réussit à changer la physionomie originelle de Tsahal – austère, spartiate et défensive – et à lui insuffler un nouvel état d'esprit. Il la modela à son idée et à son image : impertinente, imaginative, offensive et d'une audace à la mesure de sa culture du résultat. L'armée forgée par Dayan était moderne et surmotivée, ce qui lui donnait une apparence d'invincibilité.

Une armée que tous les maîtres de guerre auraient rêvé de commander. Et un chef que toutes les armées du monde auraient souhaité avoir. Bien sûr, Tsahal compta à cette époque d'autres chefs militaires remarquables, de Yadin à Sharon en passant par Allon, Laskov ou encore Har-Tzion. Sans même parler des Tal, Simhoni et autres Eytan. Mais aucun d'entre eux ne peut cependant être comparé à Dayan qui demeure un cas à part.

La personnalité de Dayan y était certes pour beaucoup, en ce qu'elle exprimait le mépris des conventions et des règles établies tout autant que le refus de la routine ou de la discipline. En d'autres lieux ou en d'autres temps, l'alchimie n'eût probablement pas aussi bien fonctionné. Mais dans l'Israël moderne des origines, hanté par sa survie, l'imagination désinvolte n'était pas incongrue. Un grain de folle audace individualiste ne détonnait pas alors forcément avec un environnement idéologique collectiviste. De l'individualisme et de la désinvolture, Dayan n'en aura jamais manqué dans ses meilleures années. C'est pour cela qu'il fut adulé par les foules. Atavisme familial ou traditions du moshav ? Même aujourd'hui, il n'est pas aisé de faire le départ entre son indifférence totale aux jugements extérieurs et son ego écrasant. Son charisme inné, il ne le devait, bien sûr, qu'à lui-même, tout autant qu'à la perception lucide de sa propre image publique. L'adoration du peuple israélien balaya tout sur son passage, jusqu'à son infirmité qui finira par participer du « mythe Dayan ». Il n'est pas d'autre exemple de vedettariat militaire à l'époque contemporaine.

Qu'advint-il alors pour que l'or se changeât subitement en plomb et pour que le héros absolu d'hier devînt un quasi-paria voué aux gémonies ? La politique, bien sûr, qui érode et banalise même les êtres exceptionnels. Nul ne s'y fourvoie impunément, et peut-être, après tout, Dayan était-il plus mal placé que tout autre pour en affronter les règles, lui qui avait si bien appris à les ignorer. L'homme politique qu'il avait décidé de devenir souffrira toujours de la comparaison avec le chef militaire d'exception qu'il avait été. Non sans justesse, son ami et complice Shimon Peres l'avait exprimé à sa manière, jugeant qu'il était resté un homme des tempêtes et de la haute mer. En somme, pour reprendre sa formule, « un marin qui craignait la côte ». Ben Gourion, lui, fut longtemps sceptique quant à la crédibilité de Dayan en tant que leader politique. Non sans indulgence, le Vieux estimait que son protégé manquait d'expérience pour jouer les premiers rôles à la Knesset et maîtriser un jeu politique que la vieille garde considérait comme sa chasse gardée. Loin d'être le seul critique, Ben Gourion fut même surpassé en ce domaine par Arik Sharon. Ce dernier visait sans doute plus

juste en identifiant sans concession les failles de caractère de son ancien patron : à commencer par son manque d'imagination, de constance et, surtout, de responsabilité. De fait, Dayan se cantonnera de lui-même dans un rôle de brillant second et se fixera implicitement des limites que le chef militaire avait toujours rejetées. Il répugna ainsi à couper les ponts politiquement avec Ben Gourion, hésitant, au fond, à « tuer le père ». Et ce, non pas par fidélité assumée, à l'exemple d'un Shimon Peres, mais par pure indécision.

S'ajoutait à cela la vérité personnelle de Dayan, celle d'un homme qui avait très tôt surfé sur la gloire et compté sur son prestige pour faire oublier ses frasques extraconjugales et ses autres travers. Mais une fois la gloire estompée resurgirent son égoïsme et ses inconséquences, que venait souligner un embourgeoisement de fort mauvais aloi pour cet homme qui avait incarné les valeurs vertueuses d'Israël. Un embourgeoisement qui guettait certes une partie de la société israélienne, mais semblait encore plus choquant, s'agissant du modèle de soldat-paysan qu'il avait offert au pays. L'étalage éhonté du luxe et de l'enrichissement, sinon de la cupidité, contribua à casser l'image de Dayan.

La relation qu'il entretint avec ses propres enfants fut sans doute significative dans cette évolution. Son absence chronique l'avait empêché de contribuer à leur éducation, et il avait clairement préféré la carrière militaire et politique à sa famille. Pire encore, son remariage aidant, il avait fini par les déshériter sans le moindre égard. Si l'amour filial fusionnel que lui vouait Yaël la dissuada de réagir, tel ne fut pas le cas de ses deux fils : Assi et Ehud. Ce dernier se montra le plus amer, dénonçant avec virulence l'égoïsme de son père, outre son esprit de lucre et son addiction immodérée pour le sexe. Ehud en vint même à minimiser les talents militaires de Moshe et à l'accuser d'avoir financièrement tiré parti de son combat contre le cancer. Il regrettera même d'avoir récité le *Kaddish* à sa mort, ce qui était « trois fois trop pour un homme qui n'avait jamais respecté ne fût-ce que la moitié des Dix Commandements[4] ».

Malgré tout, la façon dont le chef glorieux au nom synonyme de victoire était devenu un pestiféré qu'on accusait d'avoir joué avec la défaite reste aussi énigmatique que tragique. Certes, la guerre de Kippour y contribua dans une large mesure. L'ironie, en l'espèce, tenait en ce que Dayan fut jugé responsable de décisions sur lesquelles il avait en fait peu de

prise, de la même façon qu'il avait été célébré, une guerre auparavant, pour un triomphe dont il n'était pas, et de loin, le premier responsable.

Et si, plus prosaïquement, les années soixante-dix n'étaient plus celles de cet homme qui avait tant marqué les décennies précédentes ? Elles n'étaient plus celles d'une génération, choyée par Ben Gourion, qui avait fait son temps. Israël refermait alors sa période héroïque ou romantique pour entrer dans ses années de plomb. Il était, somme toute, logique que ce héros si paradoxal et controversé tirât alors sa révérence. La maladie l'y contraignit, mais cela faisait déjà bien longtemps que le charme s'était évanoui et que le fil de la séduction s'était rompu. Longtemps aussi qu'en Israël, on ne voyait plus en Moshe Dayan le sauveur providentiel.

Si la fin idéale n'existe pas, il demeure du moins pour les hommes d'exception le fameux jugement de l'Histoire. En ce qui concerne Dayan, le verdict suprême n'est pas encore définitivement tombé. Il n'est d'ailleurs pas impossible qu'il s'avère plus nuancé qu'on ne l'imagine, voire mystérieusement ambigu, à l'image de son personnage qui était et se voulait insaisissable.

# Bibliographie


Allon Yigal, *Shield of David. The Story of Israel's Armed Forces*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1970.

Bar-On Mordechai, *Moshe Dayan. Israel's Controversial Hero*, New Haven & Londres, Yale University Press, 2012.

Bar-Zohar Michael, *Ben Gurion. A Political Biography*, The New Millenium Edition, 1978 (traduction française : *Ben Gourion*, Fayard, 1986, par Claude Dovaz).

—, *Shimon Peres. The Biography*, New York, Random House, 2007 (traduction française : *Shimon Peres et l'histoire secrète d'Israël*, Odile Jacob, 2008, par Michel Bessières).

Ben Gourion David, *Israël, années de lutte*, Flammarion, 1964.

—, *Israel. A Personal History*, New York, Funk & Wagnalls, 1971.

—, *Mémoires. Israël avant Israël*, Grasset, 1974.

—, *Journal 1947-1948. Les secrets de la création d'Israël*, Éditions de La Martinière, 2012.

Benaudis Jacques, *Tsahal. Les légions d'Israël, des milices paysannes à la puissance nucléaire*, Éd. Ramsay, 1984.

Boyne Walter J., *The Yom Kippur War and the Airlift that saved Israel*, New York, Thomas Dunne Books, 2002.

Bregman Aaron, *Israel's War. A History since 1947*, Londres, Routledge, 2002.

Burkett Elinor, *Golda Meir. The Iron Lady of the Middle East*, New York, Gibson, 2008.

Cuau Yves, *Israël attaque – 5 juin 1967*, Robert Laffont, 1968.

Dayan Moshe, *Moshe Dayan. The Story of my Life*, New York, William Morrow & Co., 1976 (traduction française : *Histoire de ma vie*, Fayard, 1976, par Denise Meunier).

—, *Living with the Bible. A Warrior's Relationship with the Land of His Forebears*, Petah Tikva (Israël), Steimatzky Agence Ltd, 1978.

—, *Breakthrough. A Personal Account of the Egyptian-Israeli Peace Negotiations*, New York, Random House, 1981.

—, *Shall the Sword Devour Forever ?*, Jérusalem, 1981.

—, *Diary of the Sinai Campaign*, New York, Da Capo Press, 1991 (traduction française : *Journal de la campagne du Sinaï*, Éditions Nouveau Monde, 2015, par Denise Meunier).

Dayan Ruth (et Dudman Helga), *Or Did I Dream a Dream ? The Story of Ruth Dayan*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1973.

Dayan Yael, *Soldier's Diary*, Littlehampton Books Services, 1967.

—, *My Father, His Daught*er, New York, Farrar, Straus & Giroux, 1985 (traduction française : *Mon père*, Stock, 1985).

Eban Abba, *Abba Eban. An Autobiography*, New York, Random House, 1977 (traduction française : *Autobiographie*, Buchet-Chastel, 1979, par Anne Joba et Benoît Cras).

Frischer Dominique, *Golda Meir. La femme derrière la légende*, L'Archipel, 2015.

Gervasi Frank, *The Life and Times of Menahem Begin. Rebel to Statesman*, New York, G.P Putnam's Sons, 1979.

Hersh Seymour, *The Sampson Option. Israel's Nuclear Arsenal and American Foreign Policy*, New York, Random House, 1991.

Herzog Haïm, *The Arab-Israeli Wars*, Londres, Arms and Armour Press, 1984.

Hurewitz J.-C., *The Struggle for Palestine*, New York, Schocken Books, 1976.

Isaacson Walter, *Kissinger. A Biography*, Londres, Faber & Faber, 1992.

Katz Samuel, *Israeli Defence Forces since 1973*, Londres, Osprey, 1986.

Kimche Jon et David, *Both Sides of the Hill. Britain and the Palestine War*, Londres, Secker and Warburg, 1960.

Kissinger Henry, *White House Years*, Boston, Little, Brown, 1979.

—, *Years of Upheaval*, Boston, Little, Brown, 1982.

Kurzman Dan, *Genesis 1948. The First Arab-Israeli War*, New York, New American Library, 1970.

Landau David, *Arik. The Life of Ariel Sharon*, New York, Alfred A. Knopf, 2013.

Lefebvre Denis, *L'Affaire de Suez*, Bruno Leprince éditeur, 1996.

Le Mire Henri, *Tsahal. Histoire de l'armée d'Israël*, Plon, 1986.

Meir Golda, *My Life*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1975 (traduction française : *Ma vie*, Robert Laffont, 1975, par Georges Belmont et Hortense Chabrier).

Morris Benny, *Victimes. Histoire revisitée du conflit arabo-sioniste*, Bruxelles, Éd. Complexe, 2003.

—, *1948. A History of the First Arab-Israeli War*, New Haven & Londres, Yale University Press, 2008.

Nevo Joseph, *King Abdallah and Palestine. A Territorial Ambition*, Londres, Macmillan, 1996.

Nixon Richard, *RN : The Memoirs of Richard Nixon*, New York, Warner, 1978 (traduction française : *Mémoires de Richard Nixon*, Stanké, 1978, par Michel Ganstel, Henry Rollet et France-Marie Watkins).

—, *In the Arena. A Memoir of Victory, Defeat and Renewal*, New York, Simon & Schuster, 1990.

Nolin Thierry, *La Haganah*, Balland, 1971.

Oren Michael, *Six Days of War*, Oxford, Oxford University Press, 2002.

Pappe Ilan, *La Guerre de 1948 en Palestine. Aux origines du conflit israélo-arabe*, La Fabrique, 2000.

Peres Shimon (entretiens avec Joëlle Jonathan), *La Force de vaincre*, Le Centurion, 1981.

—, *Battling for Peace. Memoirs*, New York, Random House, 1995 (traduction française : *Combat pour la paix. Mémoires*, Fayard, 1995).

—, *Ben Gurion. A Political Life. Shimon Peres in Conversation with David Landau*, New York, Schocken/Nextbooks, 2011.

Perlmutter Amos, *Politics and the Military in Israel, 1967-1977*, Londres, Frank Cass, 1969.

Rabin Yitzhak, *The Rabin Memoirs*, Boston, Little, Brown & Co., 1979.

Razoux Pierre, *La Guerre des Six Jours : du mythe à la réalité,* Economica, 2004.

—, *Tsahal. Nouvelle histoire de l'armée israélienne*, Perrin, 2006.

Schattner Marius et Schillo Frédérique, *La guerre du Kippour n'aura pas lieu. Comment Israël s'est fait surprendre*, André Versailles, 2013.

Schiff Ze'ev, *October Earthquake. Yom Kippour 1973*, Londres, Routledge, 2013.

Schiff Ze'ev et Ben Elissar Eliyahu, *La Guerre israélo-arabe*, Julliard, 1967.

Segev Tom, *One Palestine, Complete*, New York, First Holt Paperbacks Editions, 2000 (traduction française : *C'était la Palestine au temps des coquelicots*, Liana Levi, 2000).

—, *1967*, Jérusalem, Keter Publishing House, 2005 (traduction française : *1967. Six jours qui ont changé le monde*, Denoël, 2007, traduit de l'hébreu par Katherine Werchowski).

Sharon Ariel, *Warrior. The Autobiography of Ariel Sharon*, New York, Simon & Schuster, 1989.

Sheffer Gabriel, *Moshe Sharett. Biography of a Political Moderate*, Oxford (UK), Oxford University Press, 1996.

Teveth Shabtai, *Moshe Dayan. The Soldier, the Man, the Legend*, Boston, Houghton Mifflin, 1973 (traduction française : *Moshe Dayan*, Plon, 1973, par Jean Décines).

Truman Harry S., *Memoirs*, 2 vol., Garden City (NY), Doubleday, 1955-1956.

Van Creveld Martin, *Tsahal. Histoire critique de la force de défense israélienne*, Éd. du Rocher, 1998.

Weizman Ezer, *On Eagle's Wings*, New York, Macmillan, 1976.

# Notes

## *Avant-propos*

1. « Sabra » désigne un Juif natif de Palestine.

2. *Aliyah* : terme hébraïque signifiant littéralement « ascension » ou « élévation spirituelle » – d'où l'expression « monter » en Israël –, mais désignant habituellement les vagues d'immigration juive en Palestine antérieurement à la création de l'État d'Israël. On distingue cinq grandes vagues de ce type : deux durant la période ottomane, entre 1881 et 1890, à tonalité religieuse, puis, entre 1903 et 1914, d'essence plus laïque et nationaliste ; trois autres durant la période mandataire britannique : entre 1919 et 1923, à la suite de la déclaration Balfour, entre 1924 et 1928, de nouveau religieuses, puis surtout la plus nombreuse (180 000 immigrants) entre 1929 et 1939. La Seconde Guerre mondiale sera également une période de forte immigration, clandestine en grande partie, ainsi que les premières années suivant la création de l'État d'Israël (700 000 immigrants entre 1948 et 1952, puis 500 000 autres entre 1956 et 1966). Aujourd'hui, « faire son *aliyah* » a une portée strictement individuelle.

3. Littéralement, la « Terre d'Israël » et non le « Grand Israël », annexionniste et colonisateur, comme le laissent croire la propagande antisioniste ainsi que certains raccourcis spécieux.

4. Réflexion rapportée par Yitzhak Rabin, *The Rabin Memoirs*, Boston, Little, Brown & Co., 1979, p. 47.

# 1. Un solitaire ambitieux

1. Créé à Bâle en 1901, le *Keren Kayemeth LeIsrael* (KKL) – ou Fonds pour la création d'Israël – avait vocation à gérer l'achat de terres en Palestine ainsi que la formation des futurs pionniers. En 1948, il possédait ainsi 12,5 % des terres du pays. Par la suite, le rôle du KKL évoluera sensiblement et il se consacrera à une mission de reboisement, d'aménagement des terres désertiques et d'assainissement.

2. Apparu dans les années 1880 puis popularisé par Theodor Herzl (1860-1904), le sionisme désigne le mouvement national visant au retour du peuple juif à Sion, c'est-à-dire dans sa terre ancestrale d'Israël.

3. Singulière dans la mesure où il n'existe pas de colline à cet endroit, l'appellation renvoie au Livre d'Ézéchiel, 3:15. Hommage à Theodor Herzl et au titre en hébreu de son ouvrage *Altneuland*, elle marque la volonté des sionistes de bâtir une ville qui serait son incarnation : moderne mais aux racines anciennes.

4. Nom parfois donné au lac de Tibériade.

5. Le *klezmer* (terme associant les mots hébraïques *kley*, « instrument », et *zemer*, « chant » ou « mélodie ») est une tradition musicale instrumentale des Juifs ashkénazes, développée à partir du XVe siècle. Du fait de ses origines, le *klezmer* est souvent associé au yiddish.

6. Fondés en 1881 par Léon Pinsker, les Amants de Sion (*Hovevei Zion*) furent le premier grand mouvement juif populaire, social et national, qui, avant Herzl, prônait le retour des Juifs sur la Terre d'Israël. Tirant les conséquences de l'échec de l'assimilation, ce mouvement eut une influence considérable en Europe centrale et orientale avant de rallier dans sa grande majorité le mouvement sioniste d'Herzl.

7. Dans la tradition judaïque, le *tzaddik* est un titre désignant un *rebbe*, ou maître spirituel : cette notion étant volontiers associée à celle de miracle et aux pouvoirs surnaturels des rabbins « charismatiques ». La Kabbale attribue, elle aussi, au *tzaddik* des pouvoirs divins, dont celui de servir d'intermédiaire entre Dieu et le peuple juif.

8. L'expression est attribuée à Haïm Weizmann, le futur premier président d'Israël.

9. HaShomer (la Garde) fut le premier mouvement d'autodéfense sioniste, créé dès 1909 pour la protection des implantations agricoles. Jusqu'alors, cette protection était assurée par des mercenaires circassiens, voire bédouins. Une décennie plus tard, ce mouvement laissera la place à la Haganah, une organisation plus structurée à l'échelle du *Yishouv* c'est-à-dire de la communauté juive de Palestine.

10. L'ouvrage était intitulé *Histoire des Juifs au temps de Khmielnitsky.*

11. La révolution de janvier 1905 fut la première secousse ayant ébranlé le régime tsariste en Russie. Elle s'était traduite par un soulèvement sanglant des travailleurs et par une grève générale qui avait débouché sur l'octroi d'une première Constitution, de type libéral. Si celle-ci s'avéra éphémère, Léon Trotski y verra plus tard, au regard de la grande révolution de 1917, une « répétition générale ».

12. Intellectuels travaillant à se rapprocher du peuple afin de l'éduquer et de l'ouvrir à la conscience sociale. À cette époque, le terme de « populiste » n'avait pas encore l'acception péjorative qu'il véhiculera beaucoup plus tard.

13. Vingt-cinq ans plus tard, Dvorah déclarera encore : « Il arrive un moment dans la vie de chacun où l'on voudrait voir s'arrêter le soleil : ce fut mon moment. » Voir Shabtai Teveth, *Moshe Dayan. The Soldier, the Man, the Legend*, Boston, Houghton Mifflin, 1973, p. 18.

14. Dvorah expliquera plus tard : « Je m'étais trompée. La nation à laquelle je souhaitais consacrer mes forces n'était pas la mienne et je m'y sentais étrangère. » Dvorah Dayan*, In Joy and in Sorrow*, Tel-Aviv, 1957. Cité par Mordechai Bar-On, *Moshe Dayan. Israel's Controversial Hero*, New Haven & Londres, Yale University Press, 2012, p. 3.

15. Sh. Teveth, *Moshe Dayan*…, *op. cit.*, p. 20.

16. *Ibid.,* p. 21.

17. La Première Guerre mondiale a opposé le camp de la « Triple Entente », qui comprenait la France, la Grande-Bretagne et la Russie, à celui de la « Triple Alliance », qui comprenait l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie. L'Empire ottoman était l'alliée de l'Allemagne dans ce conflit.

18. Ce fut le cas de David Gryn (devenu par la suite Ben Gourion) ou encore d'Yitzhak Shymshelevitch (devenu plus tard Ben Zvi).

19. Fondée en 1882 et située non loin de Tel-Aviv, Rishon-le-Sion (littéralement, « Le premier à Sion ») était avec Petah Tikva (« La porte de l'espoir ») la première implantation sioniste en Palestine.

20. Non sans raison d'ailleurs, puisque, au début de 1917, les Turcs démantelèrent un réseau d'espionnage sioniste probritannique créé deux ans plus tôt et dénommé « Nili » (acronyme de « *Netzah Israël Lo Yeshaker* », verset tiré du Livre de Samuel, 15:29, signifiant « Le protecteur d'Israël n'est pas trompeur »). Originaires des implantations du Yishouv et issus de l'organisation des Guidonim, les fondateurs de ce réseau étaient mus par la crainte que les Juifs de Palestine ne subissent le sort des Arméniens et par l'espoir que leur aide à l'armée britannique, postée en Égypte et en route vers la Palestine, contribue à un règlement en leur faveur de la question de la Palestine après la guerre.

21. Sh. Teveth, *Moshe Dayan…*, *op. cit*., p. 25.

22. Un *dounam* représente un dixième d'hectare.

23. Fils cadet du baron James (Jacob) de Rothschild, Edmond de Rothschild était un banquier et collectionneur d'art parmi les plus remarquables de son époque. Dès 1882, il commença à acquérir des terres en Palestine et finança même des implantations telles que Rishon-le-Sion (« Le premier à Sion ») ou encore Zikhron Yaacov (« Le souvenir de Jacob », en hommage à son père).

24. L'Hapoël Hatzaïr avait été fondé en 1905, peu avant l'autre grand parti sioniste, le *Poale Zion* (« Travailleurs de Sion »), d'inspiration résolument marxiste avec lequel il devait créer en 1920 la grande centrale syndicale, l'Histadrout.

25. Le livre officiel du jubilé de Degania omettra d'ailleurs ostensiblement de citer le nom de Shmuel Dayan.

26. Sh. Teveth, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 28.

27. Meir Dizengoff (1861-1936) fut maire de Tel-Aviv de 1921 à 1925, puis de 1928 jusqu'à sa mort.

28. Sh. Teveth, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 29.

29. Confiserie turque gélatineuse à base de semoule et d'ingrédients pouvant varier d'une région à l'autre, très appréciée dans le monde arabe et méditerranéen.

30. Cette déclaration avait été endossée par le gouvernement britannique à l'instigation de son secrétaire au Foreign Office, et ancien Premier ministre, sir Arthur Balfour (1848-1930).

31. Levi Eshkol (1895-1969) succédera plus tard à David Ben Gourion en tant que Premier ministre d'Israël de 1963 jusqu'à sa mort, survenue brutalement.

32. Ya'acov Fichman (1881-1958) était un poète mais aussi un essayiste et critique littéraire en langue hébraïque.

33. En réalité, un premier *moshav* avait été établi dès 1908 à Ein Ganim, aux environs immédiats de Petah Tikva. Toutefois, en 1930, Ein Ganim avait été absorbé administrativement par Petah Tikva, laissant ainsi à Nahalal l'honneur d'avoir été le premier *moshav* historique à continuer d'exister.

34. Sh. Teveth, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 38.

35. À la fin de la Première Guerre mondiale, les anciennes possessions ottomanes au Proche-Orient furent placées sous le contrôle de deux puissances européennes, la France et la Grande-Bretagne, en vertu d'un mandat octroyé par la Société des Nations nouvellement créée (article 22 du pacte de la SDN, 28 juin 1919). Aux Anglais avait été attribuée la responsabilité de l'Arabie et de la Palestine, la France étant en charge de la Syrie et du Liban.

36. Haïm Weizmann (1874-1952) est le dirigeant sioniste qui arracha aux Anglais la déclaration Balfour de novembre 1917. Il deviendra le premier président de l'État d'Israël, de 1948 jusqu'à sa mort.

37. Fondée en 1920, l'Histadrout était la Fédération générale des travailleurs et passait pour le noyau dur du sionisme socialisant en Palestine.

38. De son côté, Miriam Baratz affirma que Dvorah aurait quitté Shmuel s'ils étaient restés dans un kibboutz.

39. Le *heder* (« chambre » en hébreu) est une école élémentaire traditionnelle où sont enseignés des rudiments de judaïsme et d'hébreu. La *yeshiva* est un centre d'étude de la Torah et du Talmud, dirigé par un rabbin et réservé aux hommes et aux jeunes ayant célébré leur *bar-mitzvah* (plus de treize ans).

40. Sh. Teveth, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 50.

41. Une légende colportée d'ailleurs par Shmuel Dayan lui-même, dans son autobiographie *The Man and the Soil*, Massada, P.E.C. Press, 1965, p. 58.

42. Proche du président Wilson et déjà réputé pour avoir obtenu les meilleurs résultats de toute l'histoire de la Harvard School of Law, Louis Dembitz Brandeis (1856-1941) fut nommé juge à la Cour suprême en 1916 et y siégea jusqu'en 1939.

43. Brandeis ne s'opposa pas moins à Weizmann, sans succès, lors de la conférence de réunification du mouvement sioniste, à Londres en juillet 1920.

44. Sh. Teveth, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 63.

45. Une seule fois, en 1930, elle laissa éclater son amertume envers Shmuel : « Le premier anniversaire de la mort de mon père est proche et il n'a toujours pas de pierre tombale ! »

46. Sh. Teveth, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 64.

47. *Ibid*.

48. *Ibid*., p. 65.

49. Rapporté par M. Bar-On, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 9.

50. Sh. Teveth, *Moshe Dayan..., op. cit*., p. 67.

51. *Haganah* signifie « défense » en hébreu.

52. Sh. Teveth, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 83.

53. En 1928, à Ismaïlia, dans le nord-est de l'Égypte, avait été fondée la société secrète des Frères musulmans, à l'initiative d'un instituteur, Hassan el-Banna (1896-1949).

54. L'opinion de Moshe Dayan n'était guère éloignée de celle de D. Ben Gourion à l'époque : « La vie et la mort d'al Qassam nous firent découvrir que nous étions confrontés à une nouvelle mentalité arabe … il n'était pas question d'arrivisme politique ou de cupidité. En Cheikh al Qassam, nous avons découvert un idéaliste prêt à mourir pour sa foi. »

55. Fondé en janvier 1930 par la fusion de l'Hapoël Hatzaïr et l'Akhdout Ha'Avoda, le Mapaï (acronyme de *Mifleget Poalei Eretz Yisrael*, signifiant « Parti des travailleurs d'Eretz Israel ») était un parti politique israélien de gauche qui fut la force principale de la politique israélienne jusqu'à sa fusion au sein du Parti travailliste israélien en 1968. David Ben Gourion en fut le premier chef.

56. Futur président de l'État d'Israël (de 1963 à 1973), Zalman Shazar (1889-1974) était alors rédacteur du journal *Davar* – il en deviendra par la suite le rédacteur en chef – et ami proche des Dayan.

## 2. La naissance d'un chef

1. Fondé à Londres en 1920, le *Keren Hayesod* (en français, « Fonds de fondation »), appelé aussi « Appel unifié pour Israël », était le fonds national de construction en Terre d'Israël, et l'organisme central financier du mouvement sioniste mondial, ainsi que celui de l'Agence juive.

2. Ruth Dayan et Helga Dudman, *Or Did I Dream a Dream ? The Story of Ruth Dayan*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1973, p. 9.

3. Peut-être parce qu'il était prononcé par un tribunal rabbinique, le divorce représentait une procédure interminable et dissuasive. En outre, il était mal toléré par une société qui s'accommodait plus volontiers de relations extraconjugales à condition qu'elles demeurassent discrètes.

4. Shertok (1894-1965), plus connu par la suite sous le nom de Moshe Sharett, deviendra ministre puis Premier ministre (1954-1955) de l'État d'Israël.

5. Sh. Teveth, *Moshe Dayan…*, *op. cit*., p. 83.

6. Un mètre soixante-douze environ.

7. Ruth précisera que, par solidarité avec son mari, elle avait fait de même et refusé de porter les vêtements que sa mère lui avait achetés dans les boutiques chic de Jérusalem. Voir Ruth Dayan et Helga Dudman, *And Maybe… The Story of Ruth Dayan*, Jérusalem, 1973, p. 31.

8. Moshe Dayan, *Histoire de ma vie*, Fayard, 1976, p. 28.

9. Dix-neuf Juifs furent tués et une centaine d'autres blessés sous les coups de bandes arabes venues de Jaffa.

10. On estime à 550 morts et plus de 2 500 blessés les victimes juives de cette révolte triennale.

11. Comptant parmi les fondateurs de la Haganah, Eliyahu Golomb (1893-1945) faisait autorité en matière de défense. Il sera considéré comme un des pères de Tsahal, l'armée de l'État d'Israël, dont il ne verra pourtant jamais le jour.

12. Moshe Dayan, *Histoire de ma vie*, *op. cit*., p. 29-30.

13. Lettre à Nahman Betser, 12 août 1936. Rapporté par Sh. Teveth, *Moshe Dayan…*, *op. cit*., p. 88.

14. Ruth Dayan et Helga Dudman, *Or Did I Dream a Dream ?*, *op. cit*., p. 65.

15. De 1 300 en juin 1936, leur nombre devait s'élever à 22 000, presque tous issus de la Haganah, trois ans plus tard.

16. Yitzhak Sadeh (1890-1952) s'appelait de son vrai nom Isaak Landoberg.

17. Figure mythique et romanesque des débuts du sionisme en Palestine, Josef Trumpeldor (1880-1920) avait été officier dans l'armée tsariste et avait eu un comportement héroïque pendant la guerre russo-japonaise, où il avait perdu son bras gauche. Émigré en Palestine en 1911, il contribua à fonder, de concert avec Ze'ev Jabotinsky, un embryon de Légion juive (le « Corps des muletiers de Sion ») durant la Première Guerre mondiale. Trumpeldor connut une fin héroïque lors d'affrontements contre des bandes arabes à Tel-Haï, en haute Galilée.

18. Sadeh fut pourtant le premier à inspirer à Ben Gourion l'idée d'une armée d'envergure territoriale en lieu et place d'unités aléatoires d'autodéfense.

19. FOSH était l'acronyme de *Plougot Sadeh* ou « compagnie de terrain ». Espiègle, Sadeh avait joué de l'analogie entre son patronyme d'adoption et le nom commun signifiant « champ ».

20. Dayan commentera plus tard : « Sadeh nous enseignait ce sens de l'"irresponsabilité" qui signifie savoir appliquer les règles et deviner ce qui peut et doit être fait. »

21. Du nom de son responsable, lord William Peel, cette commission – son appellation formelle était « Commission royale pour la Palestine » – était une structure d'enquête britannique mise en place en novembre 1936 à la suite du déclenchement de la Grande Révolte arabe. Elle rendit ses conclusions en juillet 1937, qui devaient rester lettre morte avec l'adoption, en mai 1939, du troisième « Livre blanc » britannique sur la Palestine.

22. Cette conquête d'Hanita relevait de l'opération « Tour et enceinte », qui consistait à organiser des implantations en une nuit, en y installant les éléments essentiels à la survie d'un groupe.

23. Ora Armani, *Friends and Confidant : Talks with Sini*, Tel-Aviv, 2008, p. 105. Rapporté par M. Bar-On, *Moshe Dayan…*, *op. cit.*, p. 18.

24. *Mossad* signifie « l'Institution ».

25. Honteuse d'avoir eu à accomplir une telle besogne, Ruth reconnaîtra qu'elle s'était sentie encore plus coupable de n'avoir rien trouvé de compromettant dans les affaires de Wingate. Voir Ruth Dayan et Helga Dudman, *Or Did I Dream a Dream ?*, *op. cit.*, p. 63.

26. Depuis le déclenchement de la révolte arabe de 1929, elle-même prélude à la Grande Révolte du milieu des années trente, certains éléments de la Haganah critiquaient la politique dite de *Havgalah* (« retenue ») préconisée par l'organisation.

27. Moshe Dayan, *Histoire de ma vie*…, *op. cit.*, p. 36.

28. *Ibid.*, p. 37.

29. Propos tenus par Zvi Brenner, collaborateur proche de Wingate. Voir Sh. Teveth, *Moshe Dayan…*, *op. cit.*, p. 97.

30. En mars 1944, devenu major-général, Orde Wingate trouvera la mort dans un accident d'avion en Birmanie. Winston Churchill dira de lui : « J'avais reconnu en lui un homme de génie et j'espérais qu'il pût devenir un homme de destin. » Pendant la guerre d'indépendance d'Israël en 1948, Lorna, la veuve de Wingate, fit lâcher d'un petit avion la Bible de son mari au-dessus du kibboutz de Ramot Naftali, près de la frontière libanaise, qui était alors assiégé par les forces arabes.

31. Rachel sera aussi une des premières femmes de Palestine à conduire une automobile.

32. Plus tard, devenue Premier ministre d'Israël, Golda Meir aura encore un mot destiné à frapper les esprits : « Je préfère vos condamnations à vos condoléances. »

33. S'il y eut encore en 1939 quelque 11 000 immigrants clandestins à pénétrer en Palestine, ce chiffre chuta à 4 000 l'année suivante et à un peu plus de 2 000 en 1941.

34. Fondé par Avraham Stern, surnommé « Yaïr » (1907-1942), plus tard liquidé par les Anglais, le Léhi (*Lohamei Herout Israel*) ou « groupe Stern » se caractérisait par un extrémisme intransigeant qui le mettra en marge du mouvement sioniste.

35. Michel Bar-Zohar, *Ben Gourion*, Fayard, 1986, p. 160.

36. Antisioniste farouche, représentant une des familles arabes les plus respectées de Jérusalem, Hadj Amin al Husseini (1895-1974) avait été porté dès 1921 par les mandataires britanniques à la dignité de grand mufti. Toutefois, leur reprochant leur trop grande mollesse envers les sionistes, il finit par les combattre. Pourchassé en raison de son activisme antijuif et de son rôle dans les grandes

émeutes arabes, Hadj Amin se tourna vers les puissances de l'Axe. Réfugié en Allemagne nazie pendant la guerre, il fut un allié indéfectible d'Hitler jusqu'à créer une légion SS islamique.

37. Propos rapportés par Zvi Brenner. Voir Sh. Teveth, *Moshe Dayan…*, *op. cit*., p. 101.

38. *Ibid*., p. 103-104.

39. Extrait d'une lettre de Ruth à Moshe Dayan. Rapporté par M. Bar-On, *Moshe Dayan…*, *op. cit*., p. 20-21.

40. Voir Moshe Dayan, *Histoire de ma vie*…, *op. cit*., p. 47

41. *Ibid*., p. 48.

42. Ruth Dayan et Helga Dudman, *Or Did I Dream a Dream ?*, *op. cit*., p. 81. Voir aussi Yaël Dayan, *My Father, His Daughter*, New York, Farrar, Straus & Giroux, 1985, p. 35.

43. Du grand mufti de Jérusalem al Husseini à l'Irak du groupe fascisant des officiers du « Carré d'or ».

44. Voir Sh. Teveth, *Moshe Dayan…*, *op. cit*., p. 110.

45. Dan Kurzman, *Soldier of Peace. The Life of Yitzhak Rabin, 1922-1995*, New York, HarperCollins, 1998, p. 82. Voir aussi Yitzhak Rabin, *The Rabin Memoirs*…, *op. cit*., p. 10.

46. Sh. Teveth, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 118.

47. Une ultime tentative fut effectuée en 1957 par un célèbre spécialiste sud-africain. Elle devait se solder par un échec total.

48. Peu après, en effet, à l'instar de beaucoup de dirigeants sionistes et sur les injonctions de Ben Gourion, Zaslani hébraïsa son patronyme en Shiloah. En 1948, ce dernier deviendra le premier directeur du Mossad.

49. Palmach est l'acronyme de *Plugot Maḥatz*, signifiant littéralement « unité de choc ».

50. Octobre-novembre 1942.

51. Udi – diminutif d'Ehud, le héros biblique – Dayan naquit en janvier 1942. Un second garçon, Assi, verra le jour en novembre 1945.

52. Sh. Teveth, *Moshe Dayan…*, *op. cit*., p. 121.

53. En octobre 1945, dirigé par Yitzhak Rabin, un commando du Palmach effectuera un raid victorieux contre la prison d'Atlit, libérant 208 immigrés juifs qui y étaient détenus dans l'attente d'être expulsés de Palestine.

54. Dans cette affaire, Dayan ne fut pas le plus acharné, comme en conviendra plus tard Menahem Begin, qui dirigeait alors l'Irgoun : « Dayan nous prodiguait parfois des mots d'encouragement… Il admirait nos actions qui montraient à la jeunesse juive que les Anglais pouvaient être battus. » Dayan n'en resta pas moins fidèle à Ben Gourion. Voir Menahem Begin, *The Revolt*, Tel-Aviv, 1954, p. 391. Cité par M. Bar-On, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 29.

55. R. Dayan et H. Dudman, *And Maybe*…, *op. cit*., p. 109.

56. Sa fille Yaël expliquait le manque de confiance de sa mère par le fait qu'elle n'avait pas terminé ses études à l'école d'agriculture, que l'expérience de Shimron s'était soldée par un échec et que celle du kibboutz s'était achevée en impasse. Voir Y. Dayan, *My Father*…, *op. cit*., p. 29.

57. R. Dayan et H. Dudman, *And Maybe*…, *op. cit*., p. 118.

## 3. La légende en marche

1. Héritière de la défunte Société des Nations tout en tirant les leçons de son échec, l'Organisation des Nations unies (ONU) vit le jour lors de la Conférence de San Francisco qui se déroula d'avril à juin 1945.

2. Il n'était pas fortuit que Ben Gourion eût insisté pour détenir le portefeuille de la Défense au sein de l'exécutif sioniste.

3. United Nations Special Committee on Palestine.

4. La résolution 181 fut votée par 33 voix contre 13 et 10 abstentions.

5. D. Ben Gourion, *Israël, années de lutte*, Flammarion, 1964, p. 35.

6. En juillet 1945, Ben Gourion avait demandé à des Juifs américains fortunés de subventionner la défense du Yishouv et de la Haganah en prévision des épreuves à venir. L'organisation de ce groupe fut dirigée par le *businessman* Rudolf G. Sonneborn (1898-1986) et baptisé « Institut Sonneborn ». Cet organisme leva des dizaines de millions de dollars et contribua à l'achat d'avions et de navires en grandes quantités. Parmi ceux-ci, le *Président-Garfield*, plus connu sous le nom d'*Exodus*.

7. De son vrai nom Ya'akov Dostrovski (1899-1973), Dori deviendra par la suite le premier chef d'état-major de Tsahal (mai 1948-novembre 1949).

8. Dans les caricatures, les Arabes étant perçus comme des personnes fourbes, peut-être aussi ce surnom attribué à Dayan était-il foncièrement péjoratif en ce qu'il désignait quelqu'un qui ne disait pas exactement ce qu'il pensait. Bien souvent, le leader Levi Eshkol le désignera par ce surnom.

9. Israel Gefen était l'époux de sa sœur Aviva.

10. Diminutif de Zohar.

11. Moshe Dayan, *Histoire de ma vie*…, *op. cit*., p. 71-72.

12. Selon Ruth Dayan, Moshe devint de ce jour une sorte de héros pour les Druzes. Voir Ruth Dayan, *Or Did I Dream a Dream ?*, *op. cit*., p. 129.

13. En décembre 1948, Tsahal incorporera une unité non juive formée d'engagés volontaires, d'origine druze pour la plupart.

14. La création de l'État d'Israël date du 14 mai 1948.

15. L'acronyme Tsahal est la contraction de l'appellation en hébreu de l'« Armée de défense d'Israël » (*Tsva Haganah LeIsrael*).

16. Trois commandements (correspondant aux fronts nord, centre et sud) et treize brigades, dont certaines devinrent vite renommées à l'image des brigades Golani, Alexandroni, Kyriati, Givati, Carmeli ou encore Harel.

17. Sh. Teveth, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 126-127.

18. Dayan lui-même conviendra plus tard qu'il n'avait pas à l'époque une expérience suffisante pour prétendre à un poste de commandement.

19. Interview du 6 mars 1964 pour le quotidien *Haboker*. Voir Sh. Teveth, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 127.

20. Dans son Journal personnel, Ben Gourion évoque le nom de Dayan dès le 12 décembre 1947. Voir David Ben Gourion, *Journal 1947-1948. Les secrets de la création de l'État d'Israël*, Éd. de La Martinière, 2012.

21. La *Hatikva* (« L'Espoir ») est l'hymne national d'Israël.

22. Y. Dayan, *My Father*…, *op. cit*., p. 61.

23. Il en alla de même pour Ben Gourion, qui ne fit aucun commentaire particulier à ce sujet. Dans son Journal personnel à la date du 18 mai 1948, il notera de façon laconique : « Il a été décidé de nommer Moshe Dayan commandant du front de la vallée du Jourdain. » D. Ben Gourion, *Journal 1947-1948*…, *op. cit*., p. 387.

24. Y. Dayan, *My Father*…, *op. cit*., p. 60.

25. En réalité, acquis en avril 1948, ces canons étaient d'un modèle de 1914. Ils furent les premières pièces d'artillerie utilisées par Tsahal.

26. La Gadna (acronyme de *Gududei No'ar*) était une organisation de préparation militaire de la jeunesse.

27. Sh. Teveth, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 132.

28. *Ibid*.

29. *Ibid*., p. 134.

30. Y. Dayan, *My Father*…, *op. cit*., p. 63.

31. Voir *supra* p. 79.

32. « Mal ficelé » en yiddish.

33. Romancier, essayiste et journaliste, Arthur Koestler (1901-1983) était déjà connu à l'époque pour la publication en 1940 d'un ouvrage intitulé *Darkness at Noon* (traduit en français sous le titre : *Le Zéro et l'Infini*). Envoyé spécial en Palestine au moment de la guerre d'indépendance de 1948 et partisan de la cause sioniste, il publiera par la suite un essai intitulé *Analyse d'un miracle*.

34. Cette première trêve dura effectivement du 11 juin au 8 juillet 1948.

35. Le bâtiment avait été dénommé ainsi en référence au nom de plume de Vladimir Ze'ev Jabotinsky (1880-1940), le théoricien du révisionnisme que vénéraient les militants de l'Irgoun, à commencer par leur chef Menahem Begin.

36. Parmi ceux-ci, dix-huit combattants de l'Irgoun.

37. De tels propos du Vieux lui seront longtemps reprochés. Dès juin 1948, Arthur Koestler dénonçait dans le *New York Times* le « besoin, pas toujours justifié, de recourir à des mesures extrêmes ».

38. Nommé commandant du front de Jérusalem, Marcus (1901-1948) avait été tué accidentellement par une sentinelle israélienne. Ben Gourion avait joué un temps avec l'idée d'en faire

endosser la responsabilité au Palmach.

39. À la suite de cette affaire, l'Irgoun cessa virtuellement d'exister comme force militaire autonome, sauf à Jérusalem (dont le statut, du fait du plan de partage de novembre 1947, était dissocié de celui de l'État d'Israël), ses bataillons ayant été dissous et ses membres répartis dans les autres unités de Tsahal.

40. Le grade de général étant seul réservé au chef suprême de l'armée.

41. D. Ben Gourion, *Journal 1946-1948*…, *op. cit*., p. 423.

42. Placée sous l'autorité du roi de Transjordanie Abdallah, la Légion arabe était commandée par John Bagot (1897-1986), un officier anglais détaché de l'armée britannique pour conseiller le régime hachémite, qui restera célèbre pour son surnom, Glubb Pacha. L'« opération Danny » avait été baptisée ainsi en souvenir de Danny Mass, le commandant héroïque de la Haganah qui avait tenté en vain de dégager les communautés de Gush Etzion en janvier 1948.

43. Par la suite, Lydda sera rebaptisée Lod, son aéroport portant le nom de Ben Gourion à partir de 1973.

44. M. Bar-On, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 34.

45. Y. Dayan, *My Father*…, *op. cit*., p. 65.

46. Y. Yadin deviendra chef d'état-major en titre de Tsahal de novembre 1949 jusqu'en décembre 1952.

47. Sur les 367 hommes qu'il comptait habituellement, le bataillon ne disposait plus alors que de 221 hommes en état de combattre.

48. L'assaut de la Légion arabe fit plus de 600 tués chez les civils juifs, les 1 700 autres étant expulsés sans ménagement.

49. Ce n'est qu'en juin 1967 que les Juifs pourront de nouveau revenir sur leurs lieux de prière. Plus de vingt années durant, l'ONU ne s'était guère émue de ce que la liberté d'accès à leurs sites religieux eût été interdite aux Juifs par la Jordanie.

50. Il s'agissait d'un groupe de quatre implantations juives au sud de Jérusalem.

51. Diplomate suédois, le comte Folke Bernadotte (1895-1948) s'était rendu populaire pendant la guerre en faisant libérer au début 1945 quelque 15 000 prisonniers de camps de concentration, scandinaves essentiellement. Le 20 mai 1948, il avait été nommé médiateur des Nations unies (le premier du genre) pour la Palestine.

52. Conçu en juin 1948, le premier plan de partage de Bernadotte prévoyait ainsi un État juif couvrant 20 % de la Palestine (au lieu des 55 % prévus) et devant être inclus dans une confédération avec la Transjordanie.

53. Ancien de la brigade juive de l'armée britannique puis de la Haganah, Haïm Laskov (1919-1982) deviendra plus tard chef d'état-major de Tsahal, succédant à Dayan, de 1958 à 1961.

54. Par la suite, lorsque Dayan fut nommé chef du Bureau des opérations de l'état-major général, Ayalon, resté commandant du secteur central, devint de fait son subordonné. Beau joueur et

non sans humour, il admettra : « Il est plus facile d'avoir Moshe pour chef que de l'avoir pour subordonné… »

55. En 1949, pour marquer ses modifications territoriales, la Transjordanie était devenue le « royaume hachémite de Jordanie ».

56. Il obtint toutefois de Dayan que la photo ne soit pas publiée afin que cela ne lui portât pas préjudice auprès des siens.

57. Voir Ruth Dayan, *Or Did I Dream a Dream ?*, *op. cit*., p. 149.

58. Originaire de Syrie et vétéran du département de l'Agence juive depuis 1934, Eliyahu Sasson (1902-1978) dirigeait à l'époque le département Moyen-Orient du ministère des Affaires étrangères israélien. Par la suite, il sera nommé ambassadeur à plusieurs reprises avant de devenir ministre, puis d'être élu parlementaire à la Knesset.

59. Contrairement à Golda Meyerson, avec qui le courant n'était pas passé aux dires de Dayan. Le style abrupt de Golda, son ignorance des convenances diplomatiques, son dédain des us et coutumes arabes, voire son culot et son manque de tact, auraient choqué un souverain hachémite attaché au protocole et plus occidentalisé qu'il n'y paraissait. Cette opinion est cependant contestée par d'autres observateurs comme le diplomate Ya'acov Shimoni. Voir Elinor Burkett, *Golda*, New York, Harper & Collins Publishers, 2008, p. 143.

60. La « ligne verte » devait rester en vigueur jusqu'à la guerre des Six Jours de juin 1967.

61. La guerre d'indépendance prit fin officiellement en juillet 1949 avec la signature de la convention d'armistice avec la Syrie, la dernière du genre après l'Égypte, le Liban et la Jordanie.

62. Le Mur occidental (du temple de Salomon) est le nom donné par les Juifs à ce qu'un certain usage occidental désigne comme le « Mur des lamentations ». Cette dernière appellation a pour origine les réflexions d'un voyageur anglais au XIX^e^, frappé d'observer l'affliction de religieux juifs face à ce vestige. Le mont Scopus, quant à lui, est situé au nord-est de la vieille ville. Ce mont est réputé pour son panorama incomparable sur la cité, tout en représentant un intérêt stratégique.

63. Sh. Teveth, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 167.

64. Voir Theodor Herzl, *Altneuland*, Berlin, H. Seeman Nachfolger, 1902 (traduction française : *Pays ancien, pays nouveau*, Éd. de l'Éclat, 2004).

65. Tsahal avait terminé la guerre d'indépendance avec 80 000 hommes, soit 10 % de la population juive de l'époque.

66. Renonçant alors à ses aspirations légitimes à être nommé chef de l'état-major de Tsahal, Allon démissionna de l'armée pour rejoindre le parti Akhdout Ha'Avoda – *Poalei Tsion*, né de la scission du Mapam et à gauche de celui-ci.

67. Yemima Rosenthal (éd.), *Yitzhak Rabin, Prime Minister of Israel, 1974-1977 and 1992-1995*, Selected Documents, Jérusalem, 2005, p. 58. Cité par Itamar Rabinovich, *Yitzhak Rabin. Soldier, Leader, Statesman*, New Haven, Yale University Press, 2017, p. 34-35.

68. Yitzhak Rabin, *The Rabin Memoirs*, Boston, Little, Brown and Company, 1979, p. 46.

69. Ce jour-là, Yadin lui avait ordonné de sortir de la salle pour rectifier sa tenue.

70. On considère que le flot d'immigrés de ces premières années de l'existence d'Israël atteignit le chiffre de 700 000, dont 580 000 accueillis en trois ans (1949-1951).

71. J. Benaudis, *Tsahal. Les légions d'Israël, des milices paysannes à la puissance nucléaire*, Éd. Ramsay, 1984, p. 122.

72. Cet emblème du renard renvoyait à l'épisode des queues de renard enflammées par Salomon pour embraser les récoltes des Philistins.

73. Sh. Teveth, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 180.

74. Il faut croire toutefois que ce séjour auprès de Dayan n'avait pas laissé un si mauvais souvenir à Zur, puisqu'en 1967 celui-ci consentit à abandonner son poste très convoité de directeur de la compagnie des eaux Mekorot pour devenir adjoint du ministre de la Défense… Moshe Dayan.

75. Moshe Dayan, discours à la Knesset, 18 juin 1950.

76. Sh. Teveth, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 177-178.

77. Par la suite, Uzi Narqiss (1925-1997) partira en France pour étudier à l'École de guerre avant d'être promu général et, durant la guerre des Six Jours, de diriger le front oriental face aux forces jordaniennes. Il contribuera notamment à la reconquête de Jérusalem-Est perdue depuis 1948.

78. Sh. Teveth, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 180.

79. Une des annotations de ses instructeurs était admirative de son expérience du combat et du commandement.

80. Six mois plus tard, M. Makleff succéda à Yadin comme chef d'état-major général.

81. H. Bar-Lev (1924-1994) deviendra en 1968 chef d'état-major de Tsahal en remplacement d'Yitzhak Rabin et donnera son nom à une ligne de protection anti-artillerie construite durant la guerre d'usure (1969-1970) dans le Sinaï. Voir *infra*, p. 259 *sq*.

82. Le patronyme d'origine d'Ariel Sharon (1928-2014) était Scheinermann. Le nom de Sharon était celui de la plaine délimitée au nord par le mont Carmel et au sud par la rivière Yarkon.

83. David Landau, *Arik. The Life of Ariel Sharon*, New York, Alfred A. Knopf, 2013, p. 20.

84. Ariel Sharon (avec David Chanoff), *Warrior. An Autobiography*, New York, Simon & Schuster, 1989, p. 76.

85. Sh. Teveth, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 182.

86. S'agissant des victimes de la Shoah, il existait alors une sorte de répulsion, essentiellement injuste, résultant de l'idée suivant laquelle celles-ci se seraient laissé conduire passivement à l'abattoir.

87. Depuis les élections générales de 1949, le Mapaï était le principal parti politique d'Israël.

88. En 73 après J.-C. dans le contexte de la Grande Révolte juive contre les Romains et au terme d'un long siège dont l'issue était inéluctable, les défenseurs juifs de la forteresse de Massada avaient préféré se suicider collectivement plutôt que de se rendre à des assaillants très supérieurs en nombre.

89. Cité par J. Benaudis, *Tsahal*…, *op. cit*., p. 124.

90. Voir Neora Matalon-Barnoach, *A Good Spot on the Side*, Tel-Aviv, 2009, p. 21. Cité par M. Bar-On, *Moshe Dayan*…, *op cit*., p. 47.

91. Sh. Teveth, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 186.

92. Shimon Peres (entretiens avec Joëlle Jonathan), *La Force de vaincre*, Éd. du Centurion, 1981, p. 67.

93. Le *ramatkal* (acronyme en hébreu de *Rosh HaMateh HaKlali*) est le chef suprême de l'Armée de défense d'Israël.

94. Un peu l'équivalent du grade français de général d'armée.

95. Anecdote rapportée par Shimon Peres (avec Joëlle Jonathan), *La Force de vaincre*…, *op. cit*., p. 68.

96. Moshe Dayan, *Living the Bible*, Jérusalem, 1978, p. 9.

97. Un programme que devait refléter une chanson en vogue dans les chambrées de Tsahal : « Un canon plutôt que des chaussettes, un tank plutôt que des chaussures. »

98. Y. Dayan, *My Father*…, *op. cit*., p. 104.

99. Dès janvier 1954, Dayan avait créé le corps des parachutistes.

100. L'échec avait été tel que le chef de l'unité israélienne s'était suicidé. Sh. Teveth, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 194.

101. *Ba'Mahaneh* (« Dans le campement »), 5 septembre 1955.

102. Diminutif d'Ariel.

103. Rafaël Eytan deviendra plus tard chef d'état-major de Tsahal (1978-1983).

104. Voir M. Bar-On, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 50. Dayan décrira Har-Zion (1934-2014) comme « le meilleur de nos commandos, le soldat le plus accompli à avoir jamais servi au sein de Tsahal ». Pour sa part, Ariel Sharon verra en lui l'« élite de l'élite ». Voir A. Sharon (avec David Chanoff), *Warrior*…, *op. cit.,* p. 110. Meir Har-Zion quittera l'armée avec le grade de capitaine, en septembre 1956, à la suite d'une grave blessure au bras et à la gorge.

105. Dans un premier temps, Dayan avait câblé à Sharon : « Il n'y en a pas deux comme toi ! »

106. Lors de l'Assemblée générale de l'ONU qui s'ensuivit, Israël fut condamné à l'unanimité à la suite de la plainte adressée par la Jordanie au Conseil de sécurité. Dayan faisait partie de la délégation israélienne.

107. Voir David Landau, *Arik*…, *op. cit*., p. 26-27.

108. *Ibid*., p. 27.

109. Sharon n'était alors âgé que de vingt-six ans.

110. Y. Dayan, *My Father*…, *op. cit*., p. 105.

111. Cette doctrine suggérait qu'après avoir embrassé la carrière des armes, les officiers de Tsahal devaient se préparer à une seconde vie, civile celle-là.

112. Rapporté par Jacques Benaudis, *Tsahal*…, *op. cit*., p. 34.

113. Y. Dayan*, My Father*…, *op. cit*., p. 107.

114. Un jour, Ruth dira de Yaël, mi-figue mi-raisin : « Yaël est à coup sûr la fille de son père. » Voir R. Dayan (avec Helga Dudman), *And Maybe*…, *op. cit*., p. 178.

115. Moshe Sharett, *Personal Diary*, Tel-Aviv, Maariv Ed., 1978, vol. 1, p. 29. Par la suite, Sharett sera encore plus sévère : « Dayan est un maquisard et un aventurier. Ce n'est pas un chef militaire, il n'a aucune méthode, aucune idée sur la manière de gérer l'armée » (*Personal Diary*, entrée du 29 novembre 1953).

116. Cité par M. Bar-On, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 109.

117. D. Landau, *Arik*…, *op. cit*., p. 33-34.

118. Rapporté par Benny Morris, *Israel's Border Wars, 1949–1956. Arab Infiltration, Israeli Retaliation, and the Countdown to the Suez War*, Oxford (UK), Oxford University Press, 1993, p. 384-386.

119. En particulier, les bureaux au Caire de l'USIS (*United States Information Agency*, ou « Agence d'information des États-Unis »), une agence américaine d'information pour les pays étrangers.

120. Sur les onze accusés, deux furent condamnés à la pendaison, six à de lourdes peines de prison, et deux furent acquittés. Le dernier d'entre eux se suicida dans sa cellule.

121. Cette commission était composée de deux hommes : Yitzhak Olshan, le chef de la Cour suprême, et Shaul Avigour, un vétéran de la Haganah et spécialiste du renseignement, qui n'était autre que le beau-frère de Moshe Sharett.

122. Dayan se trouvait d'ailleurs aux États-Unis au moment du déclenchement de l'affaire.

123. En juin 1956, Ben Gourion l'écartera définitivement en nommant Golda Meir à la tête de la diplomatie. Sharett se retrouvera alors secrétaire général du Mapaï.

124. Telle méfiance indignait Dayan, au point que Ben Gourion dut se fendre d'une mise au point formelle : « Je suis heureux de souligner que je considère vos rapports comme dignes de foi. Je regrette ce que j'ai dit en plaisantant à demi… » Voir Sh. Teveth, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 222.

125. À l'été 1956, Dayan nommera Laskov à la tête du corps blindé de Tsahal, ce que tout le monde prit à tort pour une voie de garage, comme devaient le démontrer les événements militaires qui se déroulèrent quelques mois plus tard.

126. Meir Amit (1921-2009) deviendra le directeur général du Mossad, de 1963 à 1968, succédant ainsi au légendaire Isser Harel.

127. Cette condamnation passait cependant sous silence les injonctions répétées adressées à la Syrie par les représentants des Nations unies afin de mettre un terme aux agressions contre les embarcations civiles israéliennes naviguant sur le lac.

128. Les Marranes étaient, à partir du XVe siècle, les Juifs de la péninsule Ibérique forcés de se convertir au catholicisme pour échapper aux persécutions, mais qui continuaient à pratiquer leur religion en cachette : leur comportement était alors perçu comme un acte de refus et de résistance. Toutefois, avec le temps, le marranisme en vint à désigner très péjorativement une mentalité de soumission voisine de la traîtrise. Plus largement, il symbolisa la condition diasporique du peuple juif.

129. Sh. Teveth, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 226.

130. Seul l'Irak s'y était refusé.

131. Littéralement « immolateur de soi-même », nom donné aux activistes palestiniens en lutte contre Israël dans lequel se retrouve la notion de sacrifice ou de martyr. Les *fedayin* prenaient la forme de commandos financés par l'Égypte et opérant à partir de la bande de Gaza, mais aussi de la Jordanie et de la Syrie, d'où ils s'infiltraient en Israël pour assassiner des civils.

132. En juillet 1952.

133. Tenue en Indonésie, cette conférence d'une importance historique avait réuni pour la première fois les représentants de vingt-neuf pays africains et asiatiques.

134. En 1956, les pertes civiles israéliennes augmenteront encore sensiblement pour se situer à un niveau de 55 tués.

135. Ben Gourion n'était alors que ministre de la Défense. Il ne redeviendra officiellement chef du gouvernement qu'en novembre 1955.

136. Extrait d'une conférence de Moshe Dayan à une réunion de hauts commandants de Tsahal, 15 janvier 1956.

137. L'*Encyclopædia britannica* définit ainsi le blocus comme « un acte de guerre par lequel un belligérant empêche l'accès ou le départ d'une zone définie de la côte ennemie ».

138. Il s'agissait d'un accord de droit maritime conclu en octobre 1888 par les grandes puissances du moment et qui régissait la liberté de circulation dans le canal de Suez à la suite de son ouverture en 1869. Le premier article de la convention précisait ainsi que « le Canal Maritime de Suez sera toujours libre et ouvert, en temps de guerre comme en temps de paix, à tout navire de commerce ou de guerre, sans distinction de pavillon ».

139. Le prédécesseur d'Hammarskjöld était le Norvégien Trygve Halvdan Lie (1896-1968), premier secrétaire général dans l'histoire de cette organisation (de 1946 à 1953).

140. En juin 2017, le gouvernement égyptien rétrocédera ces deux îlots à l'Arabie Saoudite, ce qui tend à prouver rétrospectivement que Le Caire n'était pas si convaincu de sa légitimité à revendiquer la souveraineté sur le détroit de Tiran.

141. Discours de Ben Gourion, 2 novembre 1955.

142. Dans ses mémoires, Dayan demeura laconique sur cet épisode. Voir Dayan, *Histoire de ma vie*…, *op. cit*., p. 173-174.

143. Déclaration de Moshe Dayan aux obsèques du jeune Ro'i Rutenberg, 1er mai 1956. Le texte intégral est cité par M. Bar-On, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 75-76.

144. Voir *infra* p. 247.

145. Sh. Peres (entretiens avec J. Jonathan), *La Force de vaincre*…, *op. cit.,* p. 56.

146. Rapporté par Michel Bar-Zohar, *Shimon Peres et l'histoire secrète d'Israël*, Odile Jacob, 2008, p. 82.

147. Rapporté par M. Bar-On, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 64.

148. Propos tenus le 17 novembre 1955. Voir *ibid*., p. 67.

149. Sh. Teveth, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 233.

150. Discours de Ben Gourion, 2 novembre 1955.

151. Ben Gourion raisonnait même au-delà des simples contraintes diplomatiques, comme en témoigne cette réflexion adressée à Shimon Peres : « Aucune nation en péril ne doit faire fi du jugement des générations futures qui pourront alors apprécier objectivement l'esprit, le substrat, la logique et la moralité des décisions prises sous la pression des événements. » Voir Sh. Teveth, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 238.

152. Il est vrai qu'au début, Ben Gourion avait songé à l'Angleterre et même joué avec l'idée d'adhérer au Commonwealth britannique. L'attitude résolument pro-arabe de l'*establishment* anglais, jointe au rappel des conditions dans lesquelles les sionistes avaient arraché leur indépendance, avaient cependant refroidi le Vieux.

153. Depuis janvier 1944, les Américains étaient liés aux Saoudiens au sein de l'Aramco (*Arabian American Oil Company*).

154. Sh. Teveth, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 454.

155. Rapporté par M. Bar-On, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 80.

156. En novembre 1947, lors du vote à l'ONU sur le plan de partage, il avait même fallu que Léon Blum jette tout son poids dans la balance pour que la France approuvât le partage de la Palestine au lieu de s'abstenir.

157. Auriol ajoutait : « Nous ne pouvions pas admettre la défaite d'Israël. Une victoire arabe se serait traduite par un accroissement de l'agitation en Afrique du Nord » (V. Auriol, *Journal du septennat*, Armand Colin, 1974).

158. M. Bar-Zohar, *Shimon Peres*…, *op. cit*., p. 103. Secrétaire au Foreign Office dans le cabinet travailliste de Clement Attlee (1945-1951), Ernest Bevin s'était distingué par des positions foncièrement hostiles aux sionistes et aux lisières de l'antisémitisme.

159. Un des leaders du parti radical, Maurice Bourgès-Maunoury (1914-1993), occupait alors les fonctions de ministre de l'Intérieur. Il succédera à Guy Mollet à la tête du gouvernement français (juin-septembre 1957).

160. Peres ayant répondu entre cinq et sept jours, on s'était presque moqué de lui, les généraux français estimant pour leur part que l'opération prendrait au moins trois semaines…

161. Dans ses mémoires, Golda Meir confirmera qu'elle n'avait pas une très haute opinion de la France, qui demeurait à ses yeux le symbole de la frivolité et du superflu. Voir Sh. Peres, *La Force de vaincre*…, *op. cit*., p. 65.

162. Washington venait une nouvelle fois de refuser de livrer à Israël des chars M-48 Patton et des chasseurs F-86 Sabre.

163. Dean G. Acheson (1893-1971) avait été secrétaire d'État dans l'administration Truman de 1949 à 1953.

164. Enthousiaste, Peres écrira même : « L'alliance avec la France fut une amitié presque sans précédent dans les annales des relations internationales » (*David et sa fronde*, Stock, 1971, p. 74).

165. C’est ainsi que furent construits le Fouga Magister, sous licence française, puis le Kfir, version israélienne du Mirage français.

166. 22 et 23 juin 1956.

167. La France acceptait ainsi de livrer à Tsahal soixante-douze chasseurs Mystère supplémentaires, ainsi qu’un grand nombre de tanks. Dayan, Peres et Ben Gourion se déplaceront d’ailleurs à Haïfa pour assister en personne aux premières livraisons.

168. Voir M. Dayan, *Milestone*s, Tel-Aviv, Yedot Aharonot, 1976, p. 210.

169. Voir Sh. Peres (avec J. Jonathan), *La Force de vaincre*, *op. cit*., p. 82.

170. Les autres participants israéliens étaient Golda Meir et Moshe Carmel, respectivement ministre des Affaires étrangères et ministre des Transports.

171. M. Bar-Zohar, *Shimon Peres*…, *op. cit*., p. 118.

172. *Ibid*., p. 119.

173. De Gaulle avait fait aussitôt remettre l’appareil à l’État.

174. M. Dayan, *Histoire de ma vie*…, *op. cit*., p. 195-197.

175. Discours au Guildhall, 9 décembre 1955.

176. Dayan précisera qu’il tenait cette information du roi Abdallah en personne, peu avant son assassinat en juillet 1951 à Jérusalem. Voir Moshe Dayan, *Journal de la campagne du Sinaï,* Éditions Nouveau Monde, 2015*,* p. 40.

177. *Ibid*., p. 202.

178. J. Benaudis, *Tsahal*…, *op. cit*., p. 137.

179. F. Bonnier de La Chapelle était l’homme qui avait assassiné, en décembre 1942 à Alger, l’amiral Darlan, ancien chef du gouvernement de Vichy. Sa famille, très proche des milieux de la Résistance, était liée d’amitié avec M. Bourgès-Maunoury.

180. M. Dayan, *Histoire de ma vie*…, *op. cit*., p. 212 et *sq*.

181. C’était l’unité que les Anglais avaient daigné accepter de mettre sur pied, au cours de la Première Guerre mondiale, au lieu de la Légion juive proposée par V. Jabotinsky et Y. Trumpeldor pour preuve de leur engagement auprès des Alliés.

182. Les détails liés à la conférence de Sèvres sont notamment relatés dans l’ouvrage important de Denis Lefebvre, *L’Affaire de Suez*, Bruno Leprince éditeur, 1996. Voir également Denis Lefebvre*, Les Secrets de l’expédition de Suez.1956*, Perrin, 2010, et Michel Bar-Zohar, *Suez ultra-secret*, Fayard, 1964.

183. Dayan lui-même résuma cette analyse : « Notre capacité à donner aux Franco-Britanniques le prétexte de s’impliquer militairement est notre unique ticket d’entrée au club de la campagne du Sinaï » (Moshe Dayan, *Journal*, 18 octobre 1956).

184. Rapporté par Pierre Razoux, *Tsahal. Nouvelle histoire de l’armée israélienne*, Perrin, 2006, p. 140.

185. Du 23 octobre au 10 novembre 1956 éclata une révolte populaire spontanée contre le régime communiste hongrois et ses politiques imposées par l’URSS. La révolte fut écrasée dans un

bain de sang et eut pour conséquence d'affaiblir la position diplomatique de Moscou.

186. Moshe Dayan, *Journal*…, *op. cit*., p. 41.

187. De son côté, Peres saisit l'opportunité de faire avancer un projet qui lui tenait à cœur, quoique contesté par une grande partie de l'*establishment* israélien : doter Israël de la puissance atomique (projet de Dimona). Deux mois plus tard sera conclu un accord en ce sens avec la France.

188. Le nom de « Kadesh » avait été donné en souvenir de la bataille ayant opposé les troupes du pharaon Ramsès II aux Hittites, au XIIIe siècle avant notre ère.

189. Sh. Teveth, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 251.

190. Il changera certes d'avis en cours de campagne sur l'utilisation des blindés. Voir *infra* p. 157.

191. Pour le détail des opérations de la campagne du Sinaï, on se référera à M. Dayan, *Journal de la campagne du Sinaï*…, *op. cit*., ainsi qu'à P. Razoux, *Tsahal*…, *op. cit*., p. 124-159.

192. Rapporté par Yves Cuau, *Israël attaque – 5 juin 1967*, Robert Laffont, 1968, p. 20-21.

193. Il s'agissait en général de son principal adjoint, le lieutenant-colonel Mordechai Bar-On.

194. Sh. Teveth, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 254.

195. Sur 365 kilomètres carrés seulement – une vingtaine de kilomètres de long pour six de large – s'entassaient en 1956 quelque 60 000 autochtones et 200 000 réfugiés, dans l'indifférence de l'autorité égyptienne dont dépendait la bande de Gaza.

196. Conversations avec Moshe Dayan et Shimon Peres, 15 mars 1957. Voir M. Bar-On, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 106.

197. Institué en décembre 1949 et constamment renouvelé depuis lors, jusqu'à l'heure actuelle, l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA, *United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East*) est un programme de l'ONU pour l'aide aux réfugiés palestiniens dans la bande de Gaza, en Cisjordanie, en Jordanie, au Liban et en Syrie.

198. M. Dayan, *Journal de la campagne du Sinaï*…, *op. cit*., p. 128.

199. *Ibid*., p. 136.

200. Les collègues militaires de Sharon furent plus sévères et le taxèrent d'irresponsabilité.

201. Sh. Teveth, *Moshe Dayan*…, *op. cit.*, p. 260.

202. Lorsque Sharon avait été promu *alouf* (« général »), Ben Gourion lui avait écrit : « À mes yeux, vous étiez général depuis longtemps. Mais ce qui a changé est que certains défauts que vous aviez alors ont disparu. La confiance en vous n'a pas été déçue » (David Landau, *Arik*…, *op. cit*., p. 55).

203. Dayan ne fit pourtant pas sanctionner Simhoni qui, le 5 novembre, connut une fin tragique en trouvant la mort dans un accident d'avion.

204. Par la suite, il déléguera des adjoints chargés de négocier à sa place… Voir Sh. Teveth, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 264-265.

205. Les Israéliens avaient accepté l'ultimatum franco-anglais leur enjoignant de se retirer de la zone bordière orientale du canal. En contrepartie, les Égyptiens avaient consenti à se retirer pareillement de la zone bordant la rive occidentale du canal.

206. Terme historique du droit musulman, un *dhimmi* est un citoyen non musulman d'un État musulman, faisant l'objet en apparence d'une protection étatique mais, en fait, d'une soumission très contraignante qui le maintenait dans un état permanent de sujétion. Telle avait été notamment la situation des Juifs du Yishouv au temps de l'Empire ottoman.

207. M. Dayan, *Histoire de ma vie*…, *op. cit*., p. 242. Voir aussi M. Bar-On, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 95.

208. Du moins est-ce ainsi qu'il se rappela cette entrevue laconique sans son *Journal de campagne* : « Je n'ai rien répondu. Il sait bien que ce qui m'inquiète, ce n'est pas la fin des combats, mais la difficulté que nous allons avoir à maintenir nos positions dans la campagne politique qui commence » (*op. cit*., p. 247). Voir aussi Yaël Dayan, *My Father*…, *op. cit*., p. 130.

# 4. L'homme providentiel

1. Ce à quoi Ben Gourion répliqua en traitant les Soviétiques de « nazis communistes ».

2. Il fut même prétendu, aux dires de lord Evans, médecin personnel d'Eden, que celui-ci avait dû affronter la crise grâce à des injections répétées de benzédrine.

3. Au moment de la crise de Suez, Eisenhower était également affaibli par les séquelles d'une intervention chirurgicale consécutive à une affection intestinale sérieuse.

4. Un des slogans de campagne de l'homme du « *D-Day* » était « La paix à tout prix »…

5. Le mérite de cette Force de maintien de la paix revenait au diplomate et homme d'État canadien Lester B. Pearson (1897-1972), qui en avait eu l'initiative, la première du genre, ce qui lui valut d'ailleurs le prix Nobel de la paix en 1957.

6. Par la suite, Ben Gourion se fendra – pour la première et dernière fois de sa vie – d'une ébauche d'autocritique. Dans son Journal personnel, il reconnaîtra ainsi que son lyrisme avait été une erreur : « La victoire fut trop rapide. J'étais trop grisé par le succès. » Voir Michel Bar-Zohar, *Ben Gourion*, Fayard, 1986, p. 381. Voir aussi Michael Brechter, *Decisions in Israel's Foreign Policy*, New Haven, CO, Yale University Press, 1974, p. 283.

7. Abba Eban, *Autobiographie*, Buchet-Chastel, 1979, p. 170.

8. On lui reprocha par la suite de ne pas avoir démissionné à ce moment-là. Il répondit qu'il ne concevait pas qu'un chef d'état-major pût user de son poids pour influencer les décisions du gouvernement, ajoutant : « Celui qui accepte d'être soldat, fût-il promu à l'état-major, accepte la politique de défense du gouvernement. »

9. Y. Dayan, *My Father*…, *op. cit*., p. 135. Voir aussi M. Bar-On, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 104.

10. Sh. Teveth, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 267.

11. M. Bar-On, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 107.

12. Selon les principales estimations, l'armée égyptienne aurait eu entre 1 000 et 3 000 morts, ainsi que 6 000 soldats faits prisonniers.

13. On racontera même que l'épouse du patron de la publication de l'hebdomadaire français *L'Express*, en voyage en Israël, insista pour danser avec Dayan lors d'une réception à seule fin de se faire photographier avec lui. M. Bar-On, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 103.

14. Montgomery occupait alors les fonctions de commandant en chef adjoint des forces de l'OTAN.

15. M. Bar-On, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 104.

16. Yaël Dayan confiera plus tard : « Je ne le trouvais pas physiquement attirant, mais je pouvais bien voir qu'il plaisait aux femmes. » Voir *My Father*…, *op. cit*., p. 106.

17. Ruth Dayan, *Or Did I Dream a Dream ?*, *op. cit*., p. 197.

18. Y. Dayan, *My Father*…, *op. cit*., p. 112-113.

19. Plus tard, se référant à cette entrevue avec Ruth Dayan, Ben Gourion confiera à un de ses proches : « J'admire cette femme non pour ce qu'elle a dit, mais pour ce qu'elle a tu » (Y. Dayan, *My Father*…, *op. cit*., p. 136).

20. Dans ce dernier pays, il tentera de se faire placer un œil en verre, mais devra y renoncer définitivement sur les instances des spécialistes locaux, parmi lesquels le Dr Jack Penn.

21. Sh. Teveth, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 268.

22. Cité par M. Bar-On, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 41.

23. Plus tard considéré comme le père de l'économie israélienne, Pinhas Sapir (1906-1975) était alors le ministre du Commerce et de l'Industrie. Quant à Zalman Aran (1899-1970), il occupait les fonctions de ministre de l'Éducation et de la Culture.

24. Y. Dayan, *My Father*…, *op. cit*., p. 136.

25. Sh. Teveth, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 369.

26. *Ibid*., p. 270.

27. *Davar*, 31 décembre 1958.

28. Ces propos durent être tenus par l'écrivain S. Yizhar à l'occasion d'une interview.

29. Rapporté par M. Bar-Zohar, *Shimon Peres*…, *op. cit*., p. 162.

30. Sh. Teveth, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 274.

31. Les Dayan avaient acheté cet appartement dès 1953. Portant le nom des Forces de défense israéliennes, le quartier de Zahala avait été créé en 1951 pour abriter des officiers et des vétérans de la guerre de 1948.

32. Y. Dayan, *My Father*…, *op. cit*., p. 103.

33. *Ibid*., p. 140-141.

34. Rapporté par M. Bar-On, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 111.

35. David Landau, *Arik*…, *op. cit*., p. 33.

36. Encore Ben Gourion ne pouvait-il savoir ce que Sharon écrirait plus tard au sujet de Dayan : « Il apprécie l'idée qu'il y ait quelqu'un pour s'occuper des besognes. Il est typique qu'il donne ses ordres d'une manière ambiguë laissant une large place à l'initiative et à l'interprétation. Si les résultats sont là, tout va bien. Mais si c'est un échec, alors la responsabilité en incombe aux autres mais pas à lui » (A. Sharon [avec D. Chanoff], *Warrior*…, *op. cit.,* p. 76).

37. Voir *supra* p. 135.

38. Estimant notamment que seule une enquête judiciaire permettrait d'établir la vérité, Ben Gourion se contentera de créer une commission d'enquête ministérielle composée de sept ministres dont celui de la Justice.

39. Voir Michel Bar-Zohar, *Ben Gourion*, Fayard, 1986, p. 463 *et sq*.

40. Dayan écrira plus tard : « Les champs de blé, les vergers, les semis de légumes et les étables étaient plus inscrits dans mon sang que les tanks et les canons » (M. Dayan, *Histoire de ma vie*…, *op. cit*., p. 260).

41. Voir *Maariv*, 14 juillet 1963.

42. Dayan ne se fera pas prier pour admettre que Lavon était sans doute innocent dans cette affaire qui le plombait depuis tant d'années.

43. Apprenant cette déclaration, le Vieux se montra beau joueur en prétendant qu'« au sein de tout le Mapaï, un seul homme est conscient des exigences de la raison d'État ». Il n'en fut pas moins déçu par les propos de son ancien protégé.

44. Sh. Teveth, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 291.

45. Les élections législatives étaient fixées pour novembre 1965.

46. « Rafi » était l'acronyme de *Reshimat Poalei Yisrael* (littéralement, « Liste des ouvriers d'Israël »).

47. Sh. Peres (avec J. Jonathan), *La Force de vaincre*…, *op. cit*., p. 128.

48. 28 juin 1965.

49. Interview de M. Dayan au quotidien *Maariv*.

50. De septembre 1965 à mai 1967.

51. Y. Dayan, *My Father*…, *op. cit*., p. 168.

52. Sh. Teveth, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 296.

53. M. Dayan, *Histoire de ma vie*…, *op. cit*., p. 23.

54. Tom Segev, *1967. Six jours qui ont changé le monde*, Denoël, 2007, p. 522.

55. Rapporté par Tom Segev, *ibid*., p. 375.

56. L'Alignement était composé du Mapaï et de l'Akhdout Ha'Avoda (« Unité travailliste »), une formation dissidente du Mapam (acronyme de *Mifleget HaPoalim HaMeuhedet*, « Parti unifié des ouvriers »).

57. Harper & Row.

58. Golda Meir savait, en outre, que Ben Gourion avait eu un droit de regard (il était le seul) sur le manuscrit.

59. À l'époque, Y. Yadin était le directeur de l'Institut d'archéologie de l'Université hébraïque.

60. Le tiers de la population urbaine étant concentré à Tel-Aviv, Haïfa et Jérusalem.

61. Notamment l'hebdomadaire *Ha'Olam Hazé*.

62. Littéralement, « ceux qui descendent », par opposition aux *olim*.

63. La Knesset comprenait une majorité de députés entre cinquante et soixante-dix ans. Le tiers d'entre eux y siégeaient depuis la fondation de l'État.

64. Tom Segev, *1967*…, *op. cit*., p. 157.

65. *Ibid*.

66. La formule est de l'essayiste Alon Gan. Voir T. Segev, *ibid*., p. 159.

67. Doctrine du parti Baas (ou Parti socialiste de la résurrection arabe) né en 1952 et alors au pouvoir en Syrie et en Irak, qui ambitionnait de combiner le socialisme et le nationalisme panarabe. Au-delà de la solidarité arabe de façade, le baasisme était un concurrent direct pour Nasser.

68. Il fut dénombré plus de 270 incidents au cours des quatre premiers mois de 1967. Voir Pierre Razoux, *Tsahal*…, *op. cit*., p. 181.

69. Rapporté par E. Weizman. Voir T. Segev, *1967*…, *op. cit*., p. 240.

70. Déclaration du 23 décembre 1963.

71. Le pacte avait été signé en décembre 1966.

72. Rabin était chef d'état-major de Tsahal depuis janvier 1964.

73. La guerre du Yémen était une guerre civile ayant opposé entre 1962 et 1970 les forces royalistes du royaume mutawakkilite du Yémen aux forces républicaines de la république arabe du Yémen (ou Yémen du Nord). Ce conflit était à maints égards une guerre par procuration entre l'Égypte « progressiste » et l'Arabie Saoudite « conservatrice ».

74. De son côté, le ministre des Affaires étrangères Abba Eban déclarait au même moment à Tokyo : « Personne dans le monde arabe n'osera se lancer dans une nouvelle aventure… » (mars 1967).

75. À l'époque, 500 blindés égyptiens et trois brigades d'infanterie (15 000 hommes) avaient franchi le canal de Suez en secret pour atteindre la frontière israélienne. Baptisée « opération Rotem » (« balai », en hébreu), la réaction précipitée des Israéliens avait alors paré à la menace. Cette crise n'en était pas moins restée un cas d'école pour l'état-major militaire comme pour les services de renseignement israéliens.

76. Y. Rabin, *The Rabin Memoirs*…, *op. cit*., p. 56. Neveu d'Haïm Weizmann, le premier président d'Israël, Ezer Weizman (1924-2005) sera plusieurs fois ministre avant de devenir à son tour chef de l'État, de 1993 à 2000.

77. Sh. Teveth, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 303. Dayan pensait aussi que, faute de pouvoir fermer le détroit de Tiran, Nasser avait la possibilité de bombarder la centrale nucléaire israélienne de Dimona.

78. T. Segev, *1967*…, *op. cit*., p. 259. Cette réflexion irritera Levi Eshkol qui, tenant Dayan pour un va-t-en-guerre, ne l'enverra pas dire à l'intéressé : « De quoi te plains-tu ? »

79. L'Égypte obtint même le retrait des forces de l'ONU de la bande de Gaza et du détroit de Tiran. Même si Le Caire était juridiquement fondé à exiger le retrait des Casques bleus, l'ONU ne pouvait en méconnaître les conséquences politiques et accéder d'emblée aux exigences égyptiennes comme si de rien n'était.

80. Nasser avait seulement réclamé l'évacuation des forces de l'ONU et leur concentration à Gaza. Moyennant quoi, Thant avait joué le tout ou rien : soit le maintien du dispositif existant, soit l'évacuation totale. D'où le choix de cette dernière option.

81. Il suffit de mentionner les déclarations explicites de Georges Picot, représentant la France, outre celles d'une douzaine d'autres nations, à l'Assemblée générale de l'ONU le 1er mars 1957 : « Le golfe d'Akaba dont les côtes appartiennent à quatre différents États constitue des eaux internationales… La liberté de navigation doit être assurée dans ce golfe et dans les détroits qui y mènent… Aucun pays n'a le doit d'empêcher le libre et simple passage des navires de toute nationalité et de tout type. »

82. Il faudra plus tard tout l'aplomb et toute la perversité intellectuelle d'un Georges Gorse, le très pro-arabe ministre français de l'Information, pour déclarer froidement que « le problème juridique de la navigation dans le golfe d'Akaba est extrêmement complexe, car les Égyptiens estiment que l'état de guerre n'a pas disparu avec Israël… ». En somme, dans la mesure où les Égyptiens se considéraient unilatéralement en guerre, ils auraient été fondés à violer le droit international.

83. P. Razoux, *Tsahal*…, *op. cit*., p. 183.

84. T. Segev, *1967*, *op. cit*., p. 321-322.

85. *Ibid*., p. 14.

86. Le chef révisionniste était mort aux États-Unis en 1940.

87. Cette assurance des diplomates devait s'avérer purement fantaisiste.

88. T. Segev, *1967*…, *op. cit*., p. 321.

89. Toutefois, à la différence du président français qui en rajoutera par la suite en qualifiant publiquement les Juifs de « peuple sûr de lui et dominateur », le président américain ne faisait nullement mystère de l'écrasante responsabilité des pays arabes dans cette crise. L.B. Johnson qualifiait notamment le blocus égyptien d'« acte illégal ».

90. Secrétaires d'État dans les administrations Truman puis Eisenhower.

91. T. Segev, *1967*…, *op. cit.*, p. 348.

92. *Ibid*., p. 355.

93. Rapporté par Y. Rabin, *The Rabin Memoirs*, Boston, Little, Brown & Company, 1979, p. 75-76. Voir aussi P. Razoux, *Tsahal*…, *op. cit*., p. 183.

94. Y. Rabin, *The Rabin Memoirs*…, *op. cit*., p. 75-76.

95. Rapporté par J. Benaudis, *Tsahal*…, *op. cit*., p. 161.

96. Les médecins s'efforcèrent de camoufler en intoxication tabagique ce qui avait tout l'air d'être une dépression nerveuse, assez compréhensible au demeurant.

97. Weizman, qui prétendra avoir dissuadé Rabin de démissionner, fera cette confidence en 1979. À cette époque, Rabin et lui étaient devenus des adversaires politiques : Rabin disputant à Peres la tête du parti travailliste et Weizman œuvrant auprès de Begin dans les rangs du Likoud.

98. À l'époque, Zalman Aran (1899-1970) était ministre de l'Éducation et de la Culture.

99. E. Weizman occupait alors la position de chef du Bureau des opérations à l'état-major. Son épouse Reuma Schwartz était la sœur de Ruth Dayan.

100. À contrecœur, il est vrai, Rabin avait donné des ordres pour que les plans stratégiques soient communiqués à Dayan.

101. Golda Meir, *Ma vie*, Robert Laffont, 1975, p. 385.

102. Rapporté par Tom Segev, *1967*…, *op. cit*., p. 328.

103. *Ibid*.

104. Eshkol avait même tenté d'amadouer Sharon en le consultant sur une éventuelle nomination de Dayan. Cela n'avait guère calmé Arik : « Pour ce qui me concerne, tu ferais mieux de nommer Beba Idelson. » Féministe notoire, cette dernière était une des dirigeantes de l'Histadrout.

105. Rapporté par P. Razoux, *Tsahal*…, *op. cit*., p. 186. Ezer Weizman abondera en ce sens, reconnaissant plus tard : « Nous n'avons jamais été aussi près d'un coup d'État militaire en Israël. » Au cours de la rencontre orageuse avec Eshkol, un général au moins avait évoqué ouvertement l'éventualité que Tsahal déclenche la guerre sans avoir l'aval du gouvernement.

106. Cela n'empêchera pas Heykal, lors du déclenchement de la guerre, de s'indigner de la « perfidie des Juifs qui attaquent par surprise »… alors même qu'il en avait déjà décrit le scénario à ses lecteurs une dizaine de jours plus tôt.

107. T. Segev, *1967*…, *op. cit*., p. 274.

108. Rapporté par Sh. Peres (avec J. Jonathan), *La Force de vaincre*…, *op. cit.*, p. 135.

109. Ben Gourion aurait même souhaité que Dayan devînt Premier ministre.

110. Voir Y. Rabin, *The Rabin Memoirs*…, *op. cit*., p. 94.

111. D. Ben Gourion, *Israel : A Personal History*, New York, Funk & Wagnalls, 1971.

112. T. Segev, *1967*…, *op. cit*., p. 352.

113. Créé en 1948, le *Herout* (« Liberté ») était un parti sioniste de droite dans le droit fil du Parti révisionniste de Vladimir Jabotinsky et de l'Irgoun. Ce parti militait en faveur d'un Grand Israël sur les deux rives du fleuve Jourdain et prônait le libéralisme économique à la différence de la gauche travailliste.

114. Golda Meir, *Ma vie,* Robert Laffont, 1975, p. 386.

115. T. Segev, *1967*…, *op. cit*., p. 354. L'autre révolution de ce cabinet d'union nationale fut l'entrée de Menahem Begin au gouvernement.

116. Y. Dayan, *My Father..., op. cit*., p. 174.

117. Dans ses mémoires, Golda Meir ne devait pas en démordre : « Je continue à ne pas croire que sa nomination en 1967 ait changé le cours de la guerre des Six Jours, fondamentalement, ou qu'il ait été le principal artisan de notre victoire » (G. Meir, *Ma vie*…, *op. cit*., p. 386).

118. D'après les propos d'Ezer Weizman.

119. Créé en 1950, l'AMAN (acronyme d'*Agaf Ha-Modi'in*) était le service de renseignement de l'armée. Fondé un an plus tôt, le Mossad (signifiant l'« Institut ») était devenu, quant à lui, la principale agence de renseignement d'Israël.

120. Un millier de chars étaient en service en 1967.

121. E. Weizman avait dirigé les forces de l'air israéliennes de 1958 à 1966.

122. Celle-ci dut d'ailleurs se dérouler en l'absence de l'intéressé.

123. Le « *Pit* » (ou la « fosse ») était le surnom donné au bunker de guerre souterrain du quartier général de Tsahal.

124. Aharon Yariv était le chef du Deuxième Bureau tandis que Mordekhaï Hod était le successeur d'Ezer Weizman à la tête des forces aériennes d'Israël.

125. Yaël Dayan, *My Father*…, *op. cit*., p. 171. Yaël commentera son affectation en ces termes : « On m'avait suggéré de rejoindre le QG d'Arik… Je suis suspicieuse de tous ces hommes qui sont devenus des légendes de leur vivant, mon père compris. Je voulais vérifier par moi-même les qualités qu'on leur prêtait » (Y. Dayan, *Soldier's Diary*, Littlehampton Books Services, 1967, p. 8). Yaël Dayan ne sera pas déçue par Sharon, à qui elle vouera une affection et une admiration réelles.

126. Cela relevait davantage du *wishful thinking* que de la réalité, les Américains n'ayant aucune intention de s'engager de la sorte. Dans son souci d'éviter la guerre, Eshkol avait même laissé entendre, soutenu en cela par le très modéré Abba Eban, que les Américains pourraient même agir seuls, et cela alors même qu'une telle éventualité n'avait jamais été envisagée à Washington.

127. Sh. Teveth, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 309.

128. La question des missiles égyptiens, mis au point grâce à l'aide de techniciens et d'ingénieurs allemands, défrayait la chronique en Israël depuis 1963. À l'époque, elle avait été la cause d'un grave désaccord entre Ben Gourion et le chef historique du Mossad, Isser Harel, entraînant la démission de ce dernier.

129. T. Segev, *1967*…, *op. cit*., p. 366.

130. Un fort mouvement populaire dissuadera le *raïs* de quitter le pouvoir, mais il ne sera plus jamais le même homme après ce désastre.

131. Tout au long de cette guerre, les dirigeants soviétiques refusèrent significativement d'accréditer le mythe, propagé par les dirigeants arabes, d'un éventuel complot israélo-américain.

132. La mise en œuvre du *Neutrality Act* aurait eu notamment pour effet de priver Israël de la possibilité de lever des fonds aux États-Unis pour financer l'effort de guerre.

133. L'opération avait été ainsi dénommée en souvenir du fils d'Aminadav, premier Juif à avoir pris pied sur la péninsule du Sinaï, à la suite de Moïse, une fois traversé la mer Rouge.

134. Sh. Teveth, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 311.

135. Yves Cuau, *Israël attaque*…, *op. cit*., p. 171.

136. Il s'agissait du pont du roi Abdallah et du pont de Damia. Leur destruction visait peut-être également à empêcher une éventuelle contre-attaque jordanienne sur la rive occidentale du Jourdain.

Encore qu'une telle contre-attaque fût hautement improbable.

137. À trois reprises, le gouvernement israélien avait assuré le roi Hussein qu'en cas de non-participation à la guerre, Israël ne prendrait pas l'initiative d'une attaque contre la Jordanie.

138. Sur son billet, Dayan avait écrit trois mots : « *Lu yehi shalom* » (« Que la paix vienne en ces lieux ! »).

139. En vérité, il n'y avait pas que les musulmans qui s'opposaient à la prière des Juifs au Mur occidental. La loi juive orthodoxe, la *halacha*, interdisait aux religieux de mettre le pied au mont du Temple jusqu'à ce que le Temple fût entièrement reconstruit par Dieu.

140. Œuvre de Naomi Shemer, cette chanson célébrait « Jérusalem, d'or, de cuivre et de lumière », en référence notamment à la couleur dorée que prennent les pierres des bâtiments de la Ville sainte.

141. Instrument de musique à vent – il est considéré comme le plus vieux au monde –, le *shofar* est fabriqué le plus souvent à partir d'une corne de bélier évidée. Il symbolise le bélier sacrifié par Abraham à la place de son fils Isaac.

142. Peu après, en inspection dans ce même secteur du mont du Temple, il croisa un groupe de rabbins en prière et eut une réaction significative : « Qu'est-ce que c'est ? Le Vatican ? »

143. Y. Rabin, *The Rabin Memoirs*…, *op. cit*., p. 111-112.

144. À en croire son épouse Leah, lors d'une interview accordée le 15 juin 1967, c'est Rabin lui-même qui aurait trouvé le nom de « guerre des Six Jours ».

145. Son collaborateur Israël Lior aura néanmoins la dent dure envers Dayan : « Il n'a pas laissé ne fût-ce qu'une once de gloire aux autres, pas même à Yitzhak Rabin qui figurait avec lui sur les photos et se tenait à ses côtés pendant les allocutions… » Voir Tom Segev, *1967*…, *op. cit*., p. 413.

146. Yitzhak Rabin, *The Rabin Memoirs*…, *op. cit*., p. 107.

147. Il est vrai également que le dispositif israélien sur ce front nord était résiduel.

148. Depuis plusieurs jours, Dayan freinait Elazar qui souhaitait ardemment aller de l'avant. Selon Rabin, Dayan n'avait qu'une seule obsession, Sharm el-Sheikh : « La guerre va se terminer et nous n'aurons même pas rempli notre objectif ! » Voir Y. Rabin, *The Rabin Memoirs*…, *op. cit*., p. 107.

149. Y. Erez et I. Kfir, *Conversations with Moshe Dayan*, Givatayim, 1981, p. 50. Cité par M. Bar-On, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 138.

150. Sh. Teveth, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 317.

151. Frank Gervasi, *The Life and Times*…, *op. cit.,* p. 289.

152. Amer, Rabin se contentera de commenter : « L'imprévisible Moshe Dayan nous a surpris une fois de plus. » Le gouvernement, lui, devra manger son chapeau en approuvant rétroactivement l'initiative de Dayan. Signe d'impuissance, Eshkol pesta alors : « Quel faux-jeton ! »

153. Dayan en voudra à Elazar de lui avoir forcé la main pour ne pas ralentir la progression de Tsahal et même pour l'avoir trompé sur ce point. Voir M. Bar-On, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 140.

154. Parmi ceux-ci, Ezer Weizman, *Yours is the Sky, Yours the Land*, Tel-Aviv, 1975, p. 265.

155. Plus tard, devant une commission parlementaire, Dayan évoquera le sous-équipement de l'armée de l'air, provoquant un commentaire exaspéré d'Eshkol : « Dayan est arrivé une minute avant le lever du rideau et il prétend que le metteur en scène et les comédiens sont faibles, le théâtre sale et le public médiocre. Pour qui se prend-il ? » Voir T. Segev, *1967*…, *op. cit*., p. 460.

## 5. *Sic transit gloria mundi…*

1. Il se garda bien cependant de parler de « libération » comme tant d'autres, parmi lesquels sa propre fille Yaël. Voir Y. Dayan, *My Father*…, *op. cit*., p. 184.

2. L'expression était du général de Gaulle, dans ses *Mémoires d'espoir*, en référence à son fameux « Je vous ai compris » prononcé à Alger, le 4 juin 1958.

3. Voir *infra* p. 322 *sq*.

4. Le dôme ou la coupole du Rocher est un sanctuaire érigé, à la fin du VII^e^ siècle de notre ère, sur ordre du calife Abd al Malik ibn Marwan, à Jérusalem-Est sur le « Haram al Charif », un site surplombant le Mur occidental du temple de Salomon. Ce site comprend également la mosquée al Aqsa, un des lieux les plus sacrés de l'islam.

5. Ou tout au moins de certains d'entre eux, selon les traductions et l'interprétation qui étaient données de ce texte.

6. Abba Eban, *Autobiographie*…, *op. cit*., p. 345.

7. Ainsi, dans sa conférence de presse du 27 novembre 1967 restée fameuse, le général de Gaulle avait évoqué en des termes ambigus le peuple juif, « sûr de lui et dominateur ». Cette saillie médiatique, à mi -chemin entre l'éloge feutré et la critique essentialiste, devait donner lieu à une vive controverse à laquelle se mêla Ben Gourion lui-même par le biais d'échanges épistolaires avec le président français.

8. Le « coup de poignard dans le dos » (*Dolchstosslegende*) fait référence à l'armistice négocié par les civils allemands en novembre 1918, donnant ainsi des armes à la propagande militaro-nationaliste qui fit passer les négociateurs pour des traîtres. Et pour occulter par là même la déconfiture bien réelle de l'état-major militaire allemand.

9. Cette saillie avait pour auteur l'ancien chef du Deuxième Bureau, Yehoshafat Harkabi, passé à l'université.

10. L'expression était d'Yitzhak Rabin. Voir Itamar Rabinovich, *Yitzhak Rabin*…, *op. cit*., p. 100.

11. M. Dayan, *Histoire de ma vie*…, *op. cit*., p. 371.

12. 29 juin 1967.

13. Levi Eshkol était hostile à cette initiative, craignant sans doute que la nouvelle porte soit rebaptisée à terme « porte de Dayan »…

14. Les Lieux saints musulmans avaient été édifiés sur le site du temple bâti par Salomon, lieu le plus sacré du judaïsme, au xe siècle avant notre ère, reconstruit au vie siècle avant J.-C., puis détruit de nouveau par les Romains en 70 après J.-C. C'est à la fin du viie siècle-début du viiie siècle que furent édifiés le dôme du Rocher et la mosquée al Aqsa.

15. Cette même communauté internationale avait fait preuve d'un silence assourdissant entre 1948 et 1967, lorsque les Juifs avaient été interdits d'accès à leurs lieux de prière par les autorités jordaniennes, et cela alors même que la doctrine officielle de l'ONU restait l'internationalisation de la Ville sainte.

16. Caveau de Machpela où avaient été enterrés Abraham, son fils Isaac et son petit-fils Jacob avec leurs épouses.

17. Pendant les quatre siècles de l'Empire ottoman et les vingt-cinq ans de mandat britannique, les musulmans avaient interdit aux Juifs l'accès à la grotte des Patriarches, ne pouvant descendre plus loin que la septième marche de l'escalier extérieur.

18. M. Dayan, *Histoire de ma vie*…, *op. cit*., p. 370.

19. Ponts provisoires constitués de radeaux gonflables reliés les uns aux autres.

20. Le Comptoir israélien de la vente des citrons.

21. Y compris dans un secteur scolaire qui enracinait, par les livres de classe notamment, la haine d'Israël et des Juifs…

22. 5 000 travailleurs seulement.

23. Sh. Teveth, *Moshe Dayan…, op. cit*., p. 325.

24. En juin 1971, Dayan put annoncer à la Knesset que le taux de chômage en Cisjordanie avait été ramené à 3,5 %. À l'époque, le nombre d'Arabes palestiniens autorisés à travailler en Israël avait quintuplé pour s'élever à 25 000.

25. Garnison fortifiée surplombant le désert et proche de la mer Morte, Massada avait été prise par les troupes romaines en l'an 73 de notre ère. Les défenseurs juifs de la garnison avaient préféré se suicider collectivement plutôt que d'affronter la capture ou la défaite. Par la suite, Massada symbolisera la fièvre obsidionale des Juifs d'Israël et leur refus de la faiblesse ou de la passivité face à l'adversité.

26. Golda Meir ajoutait : « Voici mon passeport de l'époque [celle du mandat britannique] qui en témoigne. »

27. Ce plan avait été exposé dès juillet 1967 dans un document destiné au Premier ministre Eshkol. Il était intitulé : « L'avenir des territoires et la gestion des réfugiés ».

28. M. Bar-On, *Moshe Dayan…, op. cit*. p. 148.

29. La résolution de Khartoum (1er septembre 1967) a été signée par l'Égypte, la Syrie, la Jordanie, le Liban, l'Irak, le Maroc, l'Algérie, le Koweït et le Soudan.

30. Après avoir fait partie des fondateurs du Fatah, Yasser Arafat (1929-2004) était devenu en février 1969 président du comité exécutif de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine, créée

en mai 1964).

31. Sh. Teveth, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 327.

32. Voir infra p. 267 *sq*.

33. Sans doute, d'ailleurs, la politique de « bon voisinage » promue par Dayan avait-elle pour but de favoriser la conclusion d'un accord de paix rapide avec le roi Hussein de Jordanie.

34. Cette tentation du pouvoir hachémite trouvera à se concrétiser peu après lors des événements dits de « Septembre noir » (septembre 1970).

35. Voir *infra* p. 265.

36. Georg Wilhelm Friedrich Hegel, *Philosophie de l'Histoire*, rappelé par Raymond Aron, préface à l'ouvrage d'Yves Cuau, *Israël attaque…*, *op. cit*., p. 8.

37. Les articles de Ze'ev Jabotinsky avaient été publiés en novembre 1923.

38. Par la suite, sur un plan de politique interne, il contribua à faire de cette approche la plateforme politique du parti travailliste en vue des élections de 1969.

39. La guerre du Vietnam était alors à son paroxysme.

40. On estimait ainsi qu'un ancien chef d'état-major des armées était peu fait pour la diplomatie. C'était d'autant plus vrai d'un homme aussi hermétique aux relations publiques, outre sa maîtrise médiocre de l'anglais, que l'était Rabin.

41. Passé dans les rangs du Palmach, ancien de la guerre d'indépendance puis de la campagne du Sinaï où il avait servi dans les blindés, Haïm Bar-Lev (1924-1994) demeura à la tête de Tsahal jusqu'en 1972, avant de devenir ministre à plusieurs reprises, parlementaire à la Knesset puis ambassadeur en Russie.

42. La ligne Bar-Lev coûta au total 500 millions de dollars.

43. D. Landau, *Arik*…, *op. cit*., p. 75.

44. *Ibid*., p. 75-76.

45. Il en sera empêché pour un temps par le gouvernement à seule fin d'être muselé par le devoir de réserve. Pour le pouvoir israélien, Sharon eût été plus dangereux en dehors de l'armée qu'en son sein.

46. M. Dayan, *Histoire de ma vie* …, *op. cit*., p. 421-423.

47. Cette station fut appelée « Prunelle d'Israël » …

48. En octobre 1967, le destroyer israélien *Eilat* fut coulé par des vedettes lance-torpilles égyptiennes basées à Port-Saïd.

49. Déclaration du 23 juin 1969.

50. Sh. Teveth, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 328.

51. M. Dayan, *Histoire de ma vie*…, *op. cit.*, p. 424. Dayan décida de ne pas publier de communiqué sur la bataille aérienne ayant impliqué des pilotes russes. Pour des raisons évidentes, Le Caire et Moscou en firent de même.

52. Du nom du diplomate suédois Gunnar Jarring (1907-2002), représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour le Proche-Orient, la mission Jarring fut diligentée afin de tenter de

dégager un règlement pacifique au conflit israélo-arabe. Elle donna lieu à un rapport encourageant, en janvier 1971, avant de s'enliser peu à peu et de prendre fin en 1973.

53. De mars 1969 à août 1970.

54. Aucun autre médiateur ne sera désigné par les Nations unies pour régler le conflit entre l'Égypte et Israël.

55. Golda Meir, dans ses mémoires, aura une appréciation encore plus élogieuse du président Nixon. À cette époque, celui-ci se débattait dans l'affaire du Watergate qui devait lui être fatale l'année suivante. G. Meir, *Ma vie*…, *op. cit*., p. 456.

56. Suivant l'expression célèbre employée en décembre 1848 par Adolphe Thiers au sujet de Louis Napoléon Bonaparte qui venait d'être élu président de la République française.

57. Arafat, Habache et Hawatmeh étaient respectivement les chefs de l'OLP, du FPLP (Front pour la libération de la Palestine) et du FDPLP (Front démocratique pour la libération de la Palestine).

58. M. Dayan, *Histoire de ma vie*…, *op. cit*., p. 405.

59. Y. Dayan, *My Father*…, *op. cit*., p. 237.

60. M. Bar-On, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 163.

61. M. Dayan, *Histoire de ma vie*…, *op. cit*., p. 395.

62. Rapporté par Pierre Razoux, *Tsahal*…, *op. cit*., p. 233-234.

63. Le siège du parti travailliste.

64. Sh. Teveth, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 330.

65. Même si Shimon Peres suivit le même chemin, confiant par la suite : « Malgré la nostalgie un peu désespérée qui embrume les souvenirs d'un passé à jamais révolu, je ne regrette pas aujourd'hui cette décision » (*La Force de vaincre*…, *op. cit*., p. 139).

66. Aux termes de ce sondage, 45 % des Israéliens lui faisaient confiance contre 32 % à Allon et 3 % à Golda Meir.

67. Il est vrai qu'Allon, vice-Premier ministre et candidat naturel à la succession, avait hésité tout autant que Dayan. Sapir avait su trouver l'argument décisif pour décider Golda : « Toi seule peut éviter un clash suicidaire entre Allon et Dayan. » Voir Elinor Burkett, *Golda Meir : The Iron Lady of the Middle East*, New York, Gibson, 2008, p. 231.

68. M. Dayan, *Histoire de ma vie*…, *op. cit*., p. 435.

69. G. Meir, *Ma vie*…, *op. cit*., p. 479.

70. Rappelé par Shimon Peres, *Combat pour la paix. Mémoires*, Fayard, 1995. Au temps où elle était ministre des Affaires étrangères, alors qu'Israël était isolé sur la scène internationale, Golda avait réussi à nouer des relations diplomatiques avec plusieurs pays africains et leurs dirigeants, tels Mobutu et Bokassa. Il s'agira là de l'essentiel de son activité de ministre, Ben Gourion conservant personnellement les relations avec des pays importants comme les États-Unis ou la France. Il veillera même à ce qu'elle ne s'occupe ni de la Turquie ni de l'Iran.

71. Plus tard, Golda Meir écrira dans ses mémoires : « Finalement, nous devînmes bons amis et pas une seule fois, je n'ai eu à me plaindre de la moindre déloyauté de sa part. Non, pas une seule »

(*Ma vie*…, *op. cit*., p. 479).

72. Yaël Dayan, *My Father*…, *op. cit*., p. 203.

73. *Ibid*.

74. Expression par laquelle la presse désignait les réunions officieuses chez Golda Meir, destinées à préparer les réunions de cabinet du lendemain et au cours desquelles étaient prises en fait les décisions. Tout en discutant politique avec ses hôtes, Meir avait pris l'habitude de leur servir du thé et des biscuits qu'elle avait elle-même préparés. Contrairement à ses dires, Dayan assista à quelques-unes de ces réunions, dont il n'était donc pas tout à fait exclu.

75. Sh. Teveth, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 329.

76. Y. Dayan, *My Father*…, *op. cit*., p. 206.

77. Plus de 200 000 nouveaux immigrants entre 1967 et 1973.

78. Jacques Derogy et Jean-Noël Gurgand*, Israël, la mort en face*, Robert Laffont, 1975, p. 153-154.

79. *Ibid*.

80. Il était ainsi surnommé pour être un jour apparu le crâne rasé et une serviette autour de la taille.

81. Voir J. Benaudis, *Tsahal*…, *op. cit*., p. 173.

82. Aux dires de rapports successifs du contrôleur général de l'État.

83. L'épisode est relaté par Ben Porat, Eytan Haber, Jonathan Gueffen, Uri Dan, Hesi Carmel, Eli Landau & Eli Tavor, *Kippour*, Hachette Littératures, 1974, p. 123.

84. Haut dignitaire nazi en charge de la mise en œuvre de la « solution finale », Adolf Eichmann avait été enlevé par le Mossad en mai 1960 de son refuge en Argentine. Jugé en Israël pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité (avril-décembre 1961), il avait été condamné à mort puis exécuté en mai 1962. Alors qu'il s'était toujours efforcé jusque-là de dissocier la Shoah de l'image d'Israël, Ben Gourion avait tenu à faire de ce procès exceptionnellement médiatisé le symbole d'une régénérescence de la société israélienne.

85. M. Dayan, *Histoire de ma vie*…, *op. cit*., p. 428-429.

86. Dans l'Antiquité biblique, *cohen* désigne un prêtre du dieu d'Israël, ce qui fait des Cohen la famille de la noblesse hébraïque par excellence. À l'opposé, *mamzer* désigne les bâtards et les pestiférés.

## 6. L'aura fracassée

1. Yom Kippour est une fête religieuse semi-mobile qui est célébrée le dixième jour du premier mois de l'année civile selon le calendrier hébraïque, soit vers le début de l'automne.

2. Y. Dayan, *My Father*…, *op. cit*., p. 210.

3. M. Dayan, *Histoire de ma vie*…, *op. cit*., p. 447.

4. Psaume 121, 14.

5. Rapporté par E. Burkett, *Golda*…, *op. cit*., p. 275.

6. À l'époque, les effectifs de Tsahal s'élevaient à 75 000 hommes pour l'armée de terre et à 300 000 en cas de mobilisation générale.

7. Elles furent évaluées à 3 milliards et demi de dollars.

8. Ce faisant, Dayan oubliait qu'il avait déclaré un mois plus tôt : « Je ne crois pas que, dans les dix prochaines années, une nouvelle guerre éclatera avec les Arabes. »

9. Chaque alerte coûtait la bagatelle de 62 millions de livres israéliennes en frais de mobilisation.

10. Rapporté par E. Burkett, *Golda*…, *op. cit*., p. 276. Il est vrai que ces propos trouvaient écho dans ceux du général Elazar : « Le monde arabe doit comprendre qu'il n'a pas les moyens militaires de faire céder Israël. »

11. Rapporté par J. Benaudis, *Tsahal*…, *op. cit*., p. 180-181.

12. Y. Dayan, *My Father*…, *op. cit*., p. 209.

13. Bar-Lev devait quitter Tsahal en décembre 1971 pour devenir ministre du Commerce et de l'Industrie.

14. En mai 1972 à Moscou avait été signé par les Américains et les Soviétiques le traité SALT de limitation des armes stratégiques qui marquait l'apogée de la Détente.

15. Abdel Hakim Amer (1919-1967) avait été le commandant en chef de l'armée égyptienne au moment de la guerre des Six Jours. Il se serait suicidé peu après le désastre.

16. Onze athlètes israéliens pris en orage avaient été assassinés par des membres du groupe Septembre noir.

17. Le général Tal, en effet, doucha l'euphorie ambiante en soutenant, au contraire, qu'« une attaque surprise ne dépend plus que d'un seul ordre de Sadate ».

18. Peut-être Tal, commandant des blindés durant la guerre des Six Jours, estimait-il que le *show off* de Dayan l'avait privé d'une gloire à laquelle il considérait pouvoir légitimement aspirer. Il démissionna de l'armée en mars 1973.

19. Direction des renseignements militaires.

20. Le gouvernement autrichien avait d'autant plus aisément cédé au chantage des terroristes palestiniens que le chancelier Bruno Kreisky ne s'était jamais montré favorable à Israël.

21. Yigal Allon occupait alors les fonctions de ministre de l'Éducation et de la Culture ainsi que celles de vice-Premier ministre.

22. Voir Ben Porat, Eytan Haber, Jonathan Gueffen, Uri Dan, Hesi Carmel, Eli Landau & Eli Tavor, *Kippour*, *op. cit*., p. 28.

23. On prétendit que Moshe Dayan aurait été alors convaincu que le départ des conseillers soviétiques signifiait que l'URSS ne voulait pas la guerre et qu'en conséquence, pour peu qu'elle ait lieu, celle-ci ne pouvait qu'être favorable à Israël. Voir Ben Porat *& alii*, *ibid*., p. 104.

24. Les services se trompèrent, en effet, jusqu'au bout en prévoyant l'ouverture des hostilités pour le samedi 6 octobre à dix-huit heures. Les Égyptiens comme les Syriens attaquèrent en fait dès quatorze heures…

25. G. Meir, *Ma vie*…, *op. cit*., p. 452.

26. C'est bien ainsi d'ailleurs que l'entendaient les dirigeants arabes eux-mêmes, qui tentèrent de faire croire au début qu'Israël avait ouvert les hostilités. Voir Yaël Dayan, *My Father*…, *op. cit*., p. 208-209.

27. Elle le fut nécessairement dans la mesure où la guerre éclata bien avant l'heure qu'avaient indiquée les services de renseignement. Meir elle-même déclarera dans sa première allocution radiotélévisée : « Dès les premières heures du matin, nous avons procédé à une mobilisation partielle des réservistes. » Dans un premier temps, Meir avait approuvé la directive préconisée par Dayan de ne mobiliser que deux divisions, soit environ 50 000 hommes.

28. La guerre préemptive se fonde sur l'imminence et la certitude de l'attaque adverse. La guerre préventive se justifie par la perspective d'un conflit futur inévitable quoique non imminent. La première « devance » (*preempt*) des opérations militaires quasi certaines, tandis que la seconde vise à les « empêcher » (*prevent*).

29. À l'époque, et en quelques jours seulement de campagne de levée de fonds, elle avait ramené la somme faramineuse pour l'époque de 150 millions de dollars : une somme consacrée à l'achat d'armements dont le nouvel État juif était cruellement dépourvu. Ben Gourion en personne avait alors déclaré : « Un jour, quand on écrira l'Histoire, on dira que c'est une femme juive qui est parvenue à obtenir l'argent nécessaire à la création de notre État. »

30. Voir Henry Kissinger, *Years of Upheaval*, Boston, Little, Brown & Co., 1982, p. 493. On prétendit par la suite que Nixon avait refusé tout net de la recevoir.

31. Au même moment, Radio Le Caire inventait un *casus belli* en déclarant que des bateaux israéliens s'étaient approchés des côtes égyptiennes, déclenchant une réplique de l'aviation arabe…

32. Ben Porat *& alii*, *Kippour*…, *op. cit*., p. 202.

33. M. Bar-Zohar, *Shimon Peres*…, *op. cit*., p. 226.

34. Jacques Derogy et Jean-Noël Gurgand*, Israël, la mort en face*, *op. cit*., p. 128.

35. Yitzhak Rabin, *The Rabin Memoirs*, Boston, Little, Brown & Co., 1979, p. 235.

36. La Jordanie se contentera d'envoyer symboliquement sa 40e brigade blindée sur le front syrien, histoire de ne pas déroger trop ouvertement à la solidarité arabe.

37. Rapporté par Marius Schattner et Frédérique Schillo, *La guerre du Kippour n'aura pas lieu. Comment Israël s'est fait surprendre*, Bruxelles, André Versailles, 2013.

38. En juillet 1973, Ariel Sharon avait quitté l'armée pour se lancer en politique et aider Menahem Begin à fonder la nouvelle formation de droite, le Likoud. Sharon comptait se présenter aux élections générales fin octobre.

39. Ben Porat *& alii*, *Kippour*…, *op. cit*., p. 75.

40. D. Landau, *Arik*…, *op. cit*., p. 99.

41. Conférence de presse de M. Dayan devant une assemblée de directeurs et de rédacteurs en chef de journaux israéliens (9 octobre 1973). Voir Ben Porat *& alii*, *Kippour*…, *op. cit*., p. 157.

42. Yitzhak Rabin ressentit également une même incompréhension de la part de ses successeurs à l'état-major : « Une bataille formidable était en train de s'engager et j'en étais totalement coupé. Personne ne me demanda mon avis ni même ne sollicita un conseil » (*The Rabin Memoirs*…, *op. cit*., p. 235).

43. Il n'était pas le seul, à en juger d'après cette réflexion d'Arik Sharon : « Ces gens-là prétendaient mener la guerre à partir du P.C. situé à dix kilomètres à l'arrière du front, au lieu de venir sur le champ de bataille… » Voir Jacques Benaudis, *Tsahal*…, *op. cit*., p. 200.

44. Au cinquième jour de la guerre, Israël déplorait déjà 450 tués, 1 800 blessés et 270 disparus. De son côté, le ministre des Finances P. Sapir évaluait le coût provisoire des opérations à 350 millions de dollars.

45. Sharon lui-même ne tenait pas en haute considération « Gorodish » (son patronyme originel) Gonen. Voir A. Sharon*, Warrior*…, *op. cit*., p. 271.

46. Carmit Gai, *Bar Lev Biografia*, Tel-Aviv, Am Oved, 1998. Rapporté par D. Landau, *Arik*…, *op. cit*., p. 90.

47. D. Landau, *ibid*., p. 91.

48. A. Sharon fut de ceux qui signèrent le document de la création du Likoud. « Vous avez l'obstination d'une mule », lui avait dit, admiratif, un de ses partisans. « … et la combativité d'un taureau », avait ajouté l'intéressé.

49. Sharon avait même fait aménager plusieurs sites de traversée qu'il avait eu soin de faire camoufler.

50. Dominique Frischer, *Golda Meir, la femme derrière la légende*, L'Archipel, 2015. Selon l'auteur, Lou Kaddar aurait confié que Golda songea alors elle-même au suicide, même si cela ne lui ressemblait guère.

51. Bien avant que l'expression ne fût appliquée à Margaret Thatcher.

52. M. Dayan, *Histoire de ma vie*…, *op. cit*., p. 475.

53. En fait, s'agissant du nucléaire, Israël était dans une situation originale : ni dans une logique d'emploi ni dans une logique de dissuasion (son refus même de reconnaître qu'il possédait l'arme atomique privait Israël du pouvoir de dissuasion). Il semble plutôt qu'en 1973, l'évocation par Israël du recours à l'arme nucléaire ressemblait plutôt à une manœuvre désespérée pour inciter les Américains à lui envoyer d'importants systèmes d'armes.

54. « Commonwealth » était un terme plus laïc que « Temple » pour décrire une même situation : à savoir que la troisième souveraineté juive sur la terre d'Israël, celle qui avait succédé historiquement à celles symbolisées par les deux Temples successivement détruits (l'un par Babylone, l'autre par les Romains), était menacée. Voir M. Bar-On, *Moshe Dayan*…, *op. cit.,* p. 171. Telle

déclaration sera d'ailleurs confirmée par Dayan lui-même dans une interview donnée vers la fin de sa vie. Voir Yaakov Erez, *Talks with Moshe Dayan*, Tel-Aviv, 1981.

55. D. Landau, *Arik*…, *op. cit*., p. 96. Certains plaideront la fatigue de Golda ou le fait qu'elle eût été submergée d'informations contradictoires.

56. Golda Meir écrira rétrospectivement, en évoquant une séance cruciale à l'ONU : « Je me contentai de rester assise en me mordant les lèvres, sans même pouvoir regarder le beau M. Cabot Lodge [l'ambassadeur des États-Unis à l'ONU] s'employer à tranquilliser tous ceux qu'avait si fort inquiétés la possibilité d'un refus de retrait de notre part sans condition… » (G. Meir, *Ma vie*…, *op. cit*., p. 327).

57. *Ibid*., p. 456.

58. El Al avait dû alors être réquisitionné à cet effet.

59. Chaque jour, un gouvernement étranger annonçait la rupture de ses relations diplomatiques avec Israël. Pendant ce temps, le Premier ministre britannique exigeait qu'Israël rende les territoires occupés en 1967.

60. D. Landau, *Arik*…, *op. cit*., p. 113.

61. Près de 2 000 blindés s'y étaient affrontés.

62. Luc Rosenzweig, *Ariel Sharon*, Perrin, 2006, p. 226.

63. C'est une des hypothèses des historiens qui estiment, pour la plupart, que ce n'était pas la mer Rouge en tant que telle que les Juifs fuyant l'Égypte avaient traversée.

64. Ze'ev Schiff, *October Earthquake : Yom Kippour 1973*, Londres, Routledge, 2013, p. 226. Beaucoup plus tard, Gonen confiera qu'il avait songé à assassiner Dayan, qu'il rendait responsable du désastre militaire, dans son bureau de ministre de la Défense. Voir à cet égard le chapitre consacré à Moshe Dayan dans Pierre Accoce et Pierre Rentchnick, *Ces malades qui nous gouvernent*, Stock, 1996.

65. Rapporté par M. Bar-On, *Moshe Dayan…, op. cit*., p. 173.

66. Ben Porat *& alii*, *Kippour*…, *op. cit*., p. 105.

67. Plus tard, Sharon déclarera au *Los Angeles Times* : « J'aurais pu encercler la 2e armée au nord, comme nous l'avions fait pour la 3e au sud… Si mes chars n'avaient pas été stoppés, nous aurions pu atteindre tous les objectifs stratégiques que nous nous étions fixés sur la rive occidentale. Les Égyptiens n'auraient pas été en mesure, dans ce cas, d'exiger le retrait des forces israéliennes sur les lignes du 22 octobre. »

68. Ben Porat *& alii*, *Kippour*…, *op. cit*., p. 180.

69. Sh. Peres (entretiens avec J. Jonathan), *La Force de vaincre*…, *op. cit*., p. 178.

70. Voir J. Benaudis, *Tsahal*…, *op. cit*., p. 197.

71. La guerre des Six Jours avait fait 679 morts. À titre de comparaison, la campagne du Sinaï en avait fait 171 et la guerre d'indépendance 6 000 (parmi lesquels 2 000 civils). Par ailleurs, au

moment du cessez-le-feu de 1973, les deux tiers de l'aviation et la moitié des blindés israéliens n'étaient plus opérationnels.

72. Sh. Peres (entretiens avec J. Jonathan), *La Force de vaincre*…, *op. cit*., p. 186.

73. « Le concept », en hébreu.

74. Ephraim Katzir (1916-2009) fut le quatrième président d'Israël, de 1973 à 1978.

75. D. Landau, *Arik*…, *op. cit*., p. 89-90. Sharon soufflait d'ailleurs le chaud et le froid car, dans un passé récent, il avait déclaré ne pas participer à l'aveuglement général : « À la différence de beaucoup d'Israéliens, j'ai toujours tenu les Arabes pour un peuple sérieux […]. Je ne doute pas du tout que, dans une certaine situation, ils lanceraient une attaque. » Voir A. Sharon (avec David Chanoff), *Warrior*…, *op. cit*., p. 264.

76. G. Meir, *Ma vie*…, *op. cit*., p. 477-478. Ce faisant, Shapiro était, au mieux, de mauvaise foi et, au pire, peu au fait de la responsabilité gouvernementale.

77. *Ibid*., p. 479.

78. *Ibid*., p. 476.

79. M. Dayan, *Histoire de ma vie*…, *op. cit*., p. 571.

80. J. Benaudis, *Tsahal*…, *op. cit*., p. 200-201. Sharon ajoutait, accusateur : « Pendant trente-six heures, l'état-major m'a laissé là sans renforts, alors que nous aurions pu encercler ou détruire la 3e Armée à temps avant le cessez-le-feu du 22 octobre. »

81. Les deux autres membres de la commission étaient le juge Moshe Landau et le contrôleur de l'État, Yitzhak Nebenzahl.

82. Deux autres rapports furent remis, respectivement en juillet 1974 et en janvier 1975.

83. Elazar ne s'en remettra jamais vraiment et mourra deux ans plus tard à l'âge de quarante-huit ans.

84. G. Meir, *Ma vie*…, *op. cit*., p. 479-480.

85. Une des décisions les plus importantes de l'OPAEP (Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole) était une réduction de 5 % par mois de leur production.

86. M. Bar-On, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 184.

87. L'Alignement (*HaMa'arakh*) désignait depuis 1969 une alliance électorale entre le Parti travailliste et le Mapam, d'inspiration marxiste. Entre 1965 et 1968 avait existé un premier Alignement, alliance entre le Mapaï et l'Akhdout Ha'Avoda.

88. M. Bar-Zohar, *Shimon Peres*…, *op. cit*., p. 227. Depuis septembre 1970, Shimon Peres était ministre des Transports.

89. M. Dayan, *Histoire de ma vie*…, *op. cit*., p. 576.

90. G. Meir, *Ma vie*…, *op. cit*., p. 484.

## 7. Dans la peau du diplomate

1. M. Dayan, *Histoire de ma vie*…, op. cit., p. 571.

2. Y. Dayan, *My Father*…, *op. cit*., p. 220.

3. *Ibid*.

4. M. Dayan relatera cette entrevue particulièrement pénible dans ses mémoires : *Histoire de ma vie*…, *op. cit*., p. 572-573.

5. Y. Dayan, *My Father*…, *op. cit*., p. 226.

6. Frère aîné de Benyamin Netanyahu, Yonatan avait trouvé la mort à la tête de son commando dans l'opération d'Entebbe, en Ouganda, de libération d'Israéliens pris en otage par des terroristes palestiniens en juillet 1976.

7. Moshe Dayan, *Living with the Bible* : *A Warrior's Relationship with the Land of His Forebears*, Jérusalem, 1978, p. 202.

8. Les pertes financières de la guerre de Kippour représentaient environ l'équivalent du PNB israélien.

9. Rabin, en effet, n'avait fait que succéder à Meir. Les élections de décembre 1973 étaient trop proches pour que les Israéliens fussent appelés à voter de nouveau.

10. À l'époque, les travaillistes s'étaient résignés à associer la droite nationaliste au gouvernement, ne serait-ce que pour lui faire partager les responsabilités politiques dans l'éventualité d'un revers militaire. Begin était alors devenu ministre sans portefeuille.

11. Acronyme hébreu de *Tnu'a Demokratit LeShinui* (« Mouvement démocratique pour le changement »).

12. Y. Dayan, *My Father*…, *op. cit*., p. 228.

13. *Ibid.*

14. Rapporté par M. Bar-On, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 194.

15. Arye Naor, *Begin as Ruler*, Tel-Aviv, 1993, p. 49-50. Cité par M. Bar-On, *ibid*., p. 194.

16. Sh. Peres (entretiens avec J. Jonathan), *La Force de vaincre*…, *op. cit*., p. 198. Plus tard, Peres reviendra sur cet accroc : « Moshe a fait quelque chose qui ne se fait pas. » Voir M. Bar-Zohar, *Shimon Peres*…, *op. cit*., p. 263.

17. Frank Gervasi*, The Life and Times of Menahem Begin : Rebel to Statesman*, New York, G.P Putnam's Sons, 1979, p. 20.

18. Contrairement à ce que prétendra sa fille Yaël. Y. Dayan, *My Father*…, *op. cit*., p. 230.

19. Adoptée en octobre 1973, cette résolution appelait à un cessez-le-feu et à des négociations pour une paix juste et durable au Moyen-Orient, tout en réaffirmant la validité de la résolution 242 de 1967.

20. Certes, Nixon avait mis quatre ans pour y parvenir, mais, après tout, le général de Gaulle, en France, avait mis aussi quatre longues années pour parvenir à la paix en Algérie.

21. Rapporté par M. Bar-On, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 196.

22. *Ibid*., p. 197.

23. Voir Moshe Dayan, *Shall the Sword Devour Forever ? Peace Talks : Personal Impressions*, Jérusalem, 1981, p. 96.

24. Au cours de cette période, Begin et Dayan s'étaient rendus de nouveau à Washington, tandis que Mondale et Vance avaient effectué une tournée en Israël et en Égypte.

25. Déclaration d'Ezer Weizman au *Yedioth Abronoth* (12 avril 1978). Voir M. Bar-On, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 200.

26. M. Dayan, *Shall the Sword*…, *op. cit*., p. 119-120.

27. Rapporté par M. Bar-On, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 201.

28. À la place, de nouveaux aérodromes furent installés dans le Néguev sur financement américain.

29. M. Dayan, *Shall the Sword*…, *op. cit*., p. 158.

30. Ezer Weizman codirigeait la délégation israélienne.

31. Blair House était la résidence située à proximité de la Maison Blanche, réservée aux invités de marque.

32. M. Dayan, *Shall the Sword*…, *op. cit*., p. 204.

33. À la suite de l'intervention soviétique en Afghanistan, en décembre 1979.

34. Au nom des droits de l'homme, l'administration Carter était le principal responsable de l'éviction du shah d'Iran, pourtant allié de l'Amérique. Ce faisant, elle ne tardera pas à en subir les conséquences désastreuses lorsque le nouveau régime islamiste violera les locaux de l'ambassade américaine à Téhéran en novembre 1979 et y gardera 52 diplomates en otage (la prise d'otage durera 444 jours, jusqu'à la prestation de serment de Ronald Reagan, successeur de Carter, en janvier 1981).

35. M. Dayan, *Shall the Sword*…, *op. cit*., p. 223.

36. Rapporté par Yaël Dayan, *My Father*…, *op. cit*., p. 239.

37. Rapporté par M. Bar-On, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 209.

38. En réalité, lorsque les spécialistes israéliens en antiquités se penchèrent sur la question, ils s'aperçurent que cette glu détériorait gravement les pièces et eurent beaucoup de mal à réparer les erreurs de Dayan « archéologue ». Voir M. Bar-On, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 164.

39. Freddy Eytan, *Les 18 qui ont fait… Israël*, Éd. Alphée/Jean-Paul Bertrand, 2007, p. 100.

40. Yaël Dayan, *My Father*…, *op. cit*., p. 249.

41. Rapporté par M. Bar-Zohar, *Shimon Peres*…, *op. cit.,* p. 352.

42. Dayan ajoutait : « Par contre, c'est gratuit pour la radio ou la télévision israélienne. » Voir F. Eytan, *Les 18*…, *op. cit*., p. 97.

43. M. Bar-On, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 212.

44. Ehud Ben-Ezer, *Courage : The Story of Moshe Dayan*, Tel-Aviv, 1997, p. 321.

45. *Ibid*., p. 324.

46. Rapporté par M. Bar-On, *Moshe Dayan*…, *op. cit*., p. 213-214.

47. Prière des morts.

# *Épilogue*

1. Voir André Malraux, *Les Noyers de l'Altenburg*, Gallimard, 1948.

2. David Landau, *Arik. The Life of Ariel Sharon*, New York, Alfred A. Knopf, 2013, p. 21.

3. Dans son fameux poème intitulé « Dans la ville du massacre » et composé au lendemain du pogrome de Kishinev en 1903, Bialik (1873-1934) fustigeait durement l'esprit de résignation de ses coreligionnaires.

4. « Son dismisses father's talents », *The New York Times*, 28 mai 1982.

# Index


Abdallah (roi) : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.

Abdul Hamid (sultan) : 1.

Acheson Dean : 1, 2.

Agranat Shimon : 1, 2, 3, 4, 5.

Alderman Nathan : 1.

Allenby Edmund (général) : 1, 2, 3, 4.

Allon Yigal : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29.

Amer Abdel-Hakim (maréchal) : 1, 2, 3.

Amit Meir : 1, 2, 3, 4, 5.

Arafat Yasser : 1, 2, 3.

Aran Zalman : 1, 2, 3, 4.

Ashkenazi Motti : 1.

Attlee Clement : 1.
Auriol Vincent (président) : 1.
Ayalon Zvi (général) : 1, 2, 3.
Azzam Pacha : 1.

Baratz Gideon : 1, 2, 3, 4.
Bar-Lev Haïm (général) : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19.
Bar-On Uri : 1, 2.
Barsky Moshe : 1.
Baum Abraham J. : 1.
Begin Menahem : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30.
Ben Gourion David : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157.
Bernadotte Folke (comte) : 1, 2, 3.
Betser Nahman : 1, 2, 3, 4.
Bialik Haïm Nahman : 1.
Boulganine Nikolaï (maréchal) : 1.
Bourgès-Maunoury Maurice : 1.
Boutros-Ghali Boutros : 1, 2, 3, 4.
Brandeis Louis Dembitz : 1, 2.
Braude Alex : 1.
Bunch Ralph : 1.

Carmel Moshe : 1, 2, 3.
Carter Jimmy (président) : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11.
Challe Maurice (général) : 1, 2.
Choukaïry Ahmed : 1.
Churchill Winston : 1, 2, 3, 4.

Dayan Aviva : 1, 2, 3.
Dayan Dvorah : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41.

Dayan Shmuel : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56.
Dayan Yaël : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30.
de Gaulle Charles (président) : 1, 2, 3, 4.
Dizengoff Meir : 1, 2.
Dori Ya'akov : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.
Dulles John Foster : 1, 2, 3, 4.

Eban Abba : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12.
Eden Anthony : 1, 2, 3, 4.
Eisenhower Dwight (président) : 1, 2, 3, 4, 5, 6.
Elazar David, dit « Dado » (général) : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22.
el-Tel, Abdallah : 1, 2, 3, 4.
Eshkol Levi : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54.
Eytan Teddy : 1, 2, 3, 4.

Farouk (roi) : 1.
Fichman Ya'akov : 1.

Galili Israel : 1, 2, 3, 4, 5, 6.
Gavin Yashayahu, dit « Shayke » : 1.
Gefen Israel : 1, 2.
Golomb Eliyahu : 1, 2.
Gonen Shmuel (général) : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.
Gordon Aharon David : 1.
Gur Mordechai : 1, 2.

Hacoen David : 1.
Halevi Meshulam : 1.
Hammarskjöld Dag : 1.
Har-Zion Meir : 1, 2, 3, 4, 5.
Herzl Theodor : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.
Herzog Haïm : 1, 2, 3.

Heykal Mohammed Hassanein : 1, 2.
Hitler Adolf : 1, 2.
Hod Mordechai : 1.
Husseini Hadj Amin al : 1, 2, 3, 4.
Hussein (roi) : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11.

Ironside lord (*Fieldmarshall*) : 1.

Jabotinsky Ze'ev : 1, 2, 3, 4, 5.
Jilda Abou : 1, 2.
Johnson Lyndon B. (président) : 1, 2, 3, 4.

Katznelson Berl : 1, 2, 3.
Katznelson Rahel : 1.
Kawjki Fawzi : 1.
Kennedy John Fitzgerald : 1.
Kissinger Henry : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.
Koestler Arthur : 1.
Kollek Teddy : 1, 2, 3, 4, 5.

Laskov Haïm (général) : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.
Lavon Pinhas : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.
Lawrence T.E : 1, 2.
Lloyd Selwyn : 1.

Makleff Mordechai (général) : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13.
Mart Zalman : 1.
McNamara Robert : 1.
Meir Golda : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64.
Mollet Guy : 1, 2, 3.
Mondale Walter : 1.
Montgomery (maréchal) : 1.
Mor Haddassah : 1, 2, 3.

Narqiss Uzi : 1, 2, 3, 4, 5.

Nasser Gamal Abdel : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42.
Nehru : 1.
Netanyahu Yonatan : 1.
Nixon Richard (président) : 1, 2, 3, 4, 5, 6.
N'Krumah Kwame : 1.

Ofer Abraham : 1, 2.

Peres Shimon : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41.

Qassam Ezzedin al : 1, 2, 3, 4, 5.

Rabinovitch Rahel : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20.
Rabin Yitzhak : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43.
Riley William (général) : 1.
Rommel Erwin (général) : 1, 2, 3.
Roosevelt Franklin Delano : 1, 2.
Rothberg Ro'i : 1.
Rothschild Edmond de (baron) : 1, 2, 3, 4, 5.
Ruppin Arthur : 1.
Rusk Dean : 1, 2.

Sadate Anouar el (président) : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17.
Sadeh Yitzhak : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19.
Sapir Pinhas : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.
Schocken Gershom : 1, 2.
Schwartz Rachel : 1, 2, 3, 4, 5, 6.
Schwartz Ruth : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36.
Shaltiel David : 1.
Shapiro Shimshon : 1, 2.
Sharett Moshe : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19.
Sharon Ariel : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41.
Shazli Saad el (général) : 1, 2.

Shiloah Reuven : 1, 2, 3, 4.
Soekarno : 1.

Tal Israel (général) : 1, 2, 3, 4, 5.
Tiomkin Ze'ev : 1.

U Thant : 1.

Vance Cyrus : 1, 2, 3.

Wavell Archibald (général) : 1.
Weizman Ezer : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12.
Weizmann Haïm : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.
Westmoreland (général) : 1.
Widgodsky Judith, dite « Youka » : 1.
Wingate Orde Charles : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16.

Yadin Yigael : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32.
Yaffe Eliezer : 1, 2.
Yariv Aharon : 1, 2.

Zamir Zvi : 1, 2.
Zeïra Eliyahu : 1, 2, 3.
Zhou Enlai : 1.

Suivez toute l'actualité des Éditions Perrin sur
www.editions-perrin.fr

PERRIN

Nous suivre sur

# Table of Contents


Titre
Du même auteur
Copyright
Sommaire
Avant-propos
1. Un solitaire ambitieux
    Sous le signe du kibboutz
    Les premières armes
    Dans les rangs de la Haganah
2. La naissance d'un chef
    À l'école de Wingate
    L'appel d'une destinée
    Les vertus d'un drame
3. La légende en marche
    Le protégé de Ben Gourion
    Carte 1. Guerre d'indépendance (été 1948)
    Ramatkal
    Le chef-d'œuvre de la campagne du Sinaï
    Carte 2. Campagne du Sinaï (octobre-novembre 1956)
4. L'homme providentiel
    La première star d'Israël
    Ministre de l'eau et des tomates
    Le héros paradoxal
    Carte 3. Guerre des Six Jours (juin 1967) – Front sud
    Carte 4. Guerre des Six Jours (juin 1967) – Fronts nord et centre
5. Sic transit gloria mundi…
    Le maître des territoires
    L'impuissance de la victoire
    Désillusions
6. L'aura fracassée
    Kippour fatal
    La fin du Troisième Temple ?
    Le bouc émissaire
7. Dans la peau du diplomate

Le pestiféré
La paix du guerrier
La dernière bataille
Épilogue
Bibliographie
Notes
Index